



**HAL**  
open science

# Tourisme, politique et appropriation de l'espace dans la Birmanie en transition: le cas de la région du Lac Inlé

Martin Michalon

## ► To cite this version:

Martin Michalon. Tourisme, politique et appropriation de l'espace dans la Birmanie en transition: le cas de la région du Lac Inlé. Géographie. Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS), 2020. Français. NNT: . tel-02507707

**HAL Id: tel-02507707**

**<https://theses.hal.science/tel-02507707>**

Submitted on 13 Mar 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Ecole doctorale de l'EHESS

Centre Asie du Sud Est

Doctorat Territoires, Sociétés, Développement

Géographie

**MICHALON MARTIN**

**Tourisme, politique et appropriation  
de l'espace dans la Birmanie  
en transition**

*Le cas de la région du lac Inlé*

**Thèse dirigée par :** Bénédicte Brac de la Perrière et Isabelle Sacareau

**Date de soutenance : le 16 janvier 2020**

Rapporteurs      Jean-Christophe Gay, Université de Nice Sophia Antipolis  
                         François Robinne, CNRS

Jury                Bénédicte Brac de la Perrière, CNRS  
                         Isabelle Sacareau, Université Bordeaux Montaigne  
                         Valérie Gelézeau, EHESS  
                         Jean-Christophe Gay, Université de Nice Sophia Antipolis  
                         François Robinne, CNRS  
                         Emmanuelle Peyvel, Université de Bretagne Occidentale

*« C'est le propre des longs voyages  
que d'en ramener tout autre chose  
que ce qu'on y est allé chercher. »*  
N. Bouvier : Chronique japonaise  
(1975)

## REMERCIEMENTS

*Au moment de terminer cette incroyable aventure de la thèse, je tiens à remercier du fond du cœur tous ceux et celles qui m'ont accompagné.*

*Il y a bien sûr Bénédicte Brac de la Perrière, directrice de thèse bienveillante et exigeante, à la porte vitrée toujours ouverte et Isabelle Sacareau, co-directrice aux messages porteurs d'indices précieux. Je tiens aussi à témoigner de ma reconnaissance au pôle HESAM, pour son soutien financier, ainsi qu'à tout le Centre Asie du Sud-Est pour m'avoir accueilli pendant ces 5 ans et demi. Merci à toute l'équipe pour les coups de pouce financiers, les conseils souriants et les repas ensemble. Une pensée particulière pour Julie et Nathalie, gestionnaires exceptionnelles de générosité. Je tiens en outre à remercier Hsa-yama San San, Sabae et Nicolas, mes professeurs de birman de l'INALCO. J'adresse aussi mes sincères remerciements à Louise Berteaux-Pichard, qui m'a donné accès aux carnets de terrain de Lucien Bernot ; à Rémi Nguyen pour ses conseils sur le légal ; à Emmanuelle Peyvel pour ses conseils ; à Tristan pour ses relectures.*

*Ma gratitude va également à ceux qui, en Birmanie, ont rendu possible cette folle entreprise, et notamment à mes assistantes, Cho Mee, Phoo Phoo, Theint Theint Zin et Dar Dar, pour leur patience, leur gentillesse, leur vivacité d'esprit, leur fidélité. Merci également à François Tainturier de l'Inya Institute. Enfin, merci aux centaines d'interlocuteurs sur le terrain qui, depuis un canoë ou derrière un bureau ministériel, ont toujours satisfait avec gentillesse à mes interminables entretiens.*

*Je remercie également tous les amis birmanophiles avec qui j'ai tant partagé : Marion, Chloé, Stephen, Camille, Guillaume, Adrien, Fabien, Raphaëlle, Benoît, Lauriane, Louise, Shengxi, Catherine, Robin, Raphaël, Siew Han, Anthea. Merci à mes fidèles amis en Birmanie : Julien, Gaëlle et Charles, Zoé, Anaïs, Rose Mary, Hsu, Ainzali et May, Thu Thu Aung et sa famille, U Kyaw Aung et Daw Sandar Lwin, Zac, Cédric et l'Asiatico, Ko Zaw, Misuu, Sonia, Mike, Thu Thu Zaw, Sao Ei, Nyi Nyi, Phoo Myat Chel, Swe Swe, Yea Aye, Khin Nandar, Win Win, Oscar, Lynn, Cathy, Adrien, Sanda Thein, Khin Pone. Merci à toutes mes amitiés extra-birmanes, qui m'ont permis de garder les pieds sur terre : Tristan, Gus,*

*Choulie, Sophie, Thomas, Clémentine, Manon, Quentin, Noelly, Alexandre, Solène, Emma, Victoria, Sayaka, Rémi et les amis de l'ENS, Maria, Loan, Yingjia, Soden.*

*Enfin, je tiens à témoigner de ma gratitude à mes parents, pour leur confiance indéfectible; à Barthé et Noé, complices de toujours ; à Victo, pour ses encouragements et ses réglisses ; à Sonia, Pierre-Olivier, Taryam, Timour, Iris, Belma et Zoïa ; à Mazon, pour son rire.*

## RESUME ET MOTS CLES

### *Résumé*

Cette thèse analyse les relations de pouvoir qui sous-tendent le développement du tourisme dans la région du lac Inlé, sur le plateau shan (Birmanie). Cet espace périphérique est principalement peuplé par l'ethnie intha, qui déploie sur ses eaux un mode de vie original, et par les Pa-O, qui occupent les collines. Depuis les années 1990, cet espace est l'une des principales destinations touristiques de Birmanie. Nous montrons que dans un pays marqué par cinquante ans de dictature militaire et une transition démocratique heurtée depuis 2011, et dans une région périphérique structurée par des rivalités anciennes entre minorités, le tourisme fait figure d'outil stratégique pour faire valoir des revendications politiques et territoriales.

Dans une dialectique centre/périphérie, nous mettons en évidence le parallèle entre mise en tourisme volontariste du lac Inlé et intégration autoritaire de la marge rebelle. Cette capture de l'espace passe notamment par les infrastructures de transport, les réseaux migratoires, le tourisme domestique, le jeu entre régulation étatique du secteur touristique et laisser-faire clientéliste, la formulation d'un récit simplificateur et dépolitisé sur l'espace et les sociétés qui l'occupent. Par ailleurs, le développement local du tourisme est largement porté par les *cronies*, hommes d'affaires proches des élites politico-militaires d'hier et d'aujourd'hui. En insérant la région dans les réseaux du capitalisme de connivence birman, en accaparant les ressources selon des mécanismes néocoloniaux, en saisissant de manière autoritaire de vastes emprises foncières sous couvert de développement touristique et en déployant des formes architecturales birmanes en territoire shan, ils ramènent la périphérie dans l'orbite politique et symbolique du centre. Par ailleurs, l'intégration de la Birmanie et du lac Inlé dans la mondialisation touristique se traduit depuis 2011 par l'intervention de nouveaux acteurs économiques, aux moyens financiers et aux compétences techniques importantes : les pionniers locaux sont donc évincés des marchés touristiques les plus lucratifs. Dans le même temps, l'ouverture économique à marche forcée du pays et les stratégies de blanchiment d'argent ont généré une intense spéculation foncière, menant à une dualisation de l'espace touristique, désormais dominé par des acteurs extérieurs à la région. Toutes ces dynamiques croisées participent de la birmanisation de la marge shan.

Au sein même de la périphérie, le tourisme constitue un enjeu politique et territorial majeur entre les minorités ethniques locales. Dans les années 1990-2000, lorsque le régime de Rangoun a sous-traité le contrôle du territoire local à la milice pro-gouvernementale de la *Pa-O National Organization* (PNO), cette dernière a utilisé le zonage touristique et les infrastructures hôtelières pour affirmer son autorité sur l'espace. Les Intha ne disposaient pas de cette force militaire, mais certains meneurs charismatiques ont su tirer profit des bénéfices économiques du tourisme pour construire une influence politique locale et retravailler la contrainte politique depuis l'intérieur. Depuis la transition politique de 2011, les rapports de force et les enjeux ont changé : la PNO, territorialement fragilisée, mobilise le tourisme communautaire pour maintenir son ancienne aire d'influence dans les collines, tandis que les Intha l'exploitent pour réinvestir cet espace hégémonique désormais vacant. Dans le même temps, ils s'appuient sur les représentations, les discours et l'iconographie touristique pour reformuler leur identité collective : culturellement très proches de l'ethnie majoritaire bamar, ils mettent désormais en scène leur altérité, leur « inthaïté » pour tirer profit de l'ethnisation de la vie politique dans la Birmanie post-dictatoriale et ainsi réaffirmer leur hégémonie régionale. L'analyse spatialisée du tourisme sert donc de révélateur efficace des changements et des tensions de la Birmanie contemporaine.

### ***Mots clés***

Birmanie ; tourisme ; pouvoir ; géopolitique ; transition politique ; conflit

## ABSTRACT AND KEYWORDS

### *Abstract*

This thesis deals with the power relations that underpin the development of tourism in Inle Lake region, on the Shan plateau (Myanmar). This peripheral region is mainly populated by the Intha ethnic group, which leads an original amphibious lifestyle, and by hill-based Pa-O people. Since the 1990s, this region has been one of Myanmar's tourism highlights. We show that in a country marked by fifty years of military dictatorship and a rocky democratic transition since 2011, and in a peripheral space structured by old rivalries between minorities, tourism is a key asset to support political and territorial claims.

Within the centre/periphery dialectics, we emphasize the link between proactive tourism development in Inle Lake region and authoritarian integration of the restive margin. Such space capture is made through transportation infrastructure, migration patterns, domestic tourism, the play between state regulation of the sector and clientelist *laissez-faire*, or the imposition of a simplistic and depoliticized narrative about the region and its inhabitants. Moreover, local tourism development is mainly performed by cronies, powerful businessmen with cosy relations with the past and current politico-military elites. By connecting the region to national "crony capitalism" networks, by monopolizing the tourism resource through neo-colonial mechanisms, by seizing by force wide swathes of land in the name of tourism development and by imposing Burmese architecture patterns in Shan territory, they insert the periphery into the centre's political and symbolic sphere of influence. Furthermore, the integration of Myanmar and Inle Lake region into tourism globalization has resulted in new stakeholders coming to the fore, with more financial means and competences, thus evicting the local entrepreneurs from the most lucrative markets. Meanwhile, the hasty economic opening of the country and ubiquitous money laundering strategies have triggered intense land speculation, leading to the dualization of tourism space, now dominated by outsiders. All those converging trends have contributed to the burmanisation of the Shan periphery.

Within the periphery itself, tourism is a major political and territorial stake between the local ethnic minorities. In the 1990s-2000s, when Yangon regime outsourced the control of the region to the Pa-O National Organization pro-government militia, the latter used tourism



zoning and hotel infrastructures to assert its authority over space. Intha did not have such military power, but a few charismatic leaders managed to tap the economic benefits of tourism to construct their local political influence, thence accommodating the political constraint from the inside. Since 2011 political transition, power games and stakes have changed: territorially weakened, the PNO now mobilizes community-based tourism to maintain its influence in the hills it used to control, while Intha use it to reinvest this vacant hegemonic space. Meanwhile, they leverage tourism representations, narratives and iconography to reformulate their collective identity: culturally very close to the majority Bamar ethnic group, they now stage their alterity, their “intha-ness” to benefit from the ethnicization of politics in post-dictatorial Myanmar and thence reassert their regional hegemony. The spatialized analysis of tourism therefore highlights the changes and tensions of contemporary Myanmar.

***Keywords***

Myanmar ; tourism ; power ; geopolitics ; political transition ; conflict

# TABLE DES MATIERES

<b>REMERCIEMENTS .....</b>	<b>3</b>
<b>RESUME ET MOTS CLES .....</b>	<b>5</b>
<b>ABSTRACT AND KEYWORDS.....</b>	<b>7</b>
<b>TABLE DES MATIERES .....</b>	<b>9</b>
<b>TABLE DES FIGURES.....</b>	<b>12</b>
<b>TABLE DES TABLEAUX .....</b>	<b>16</b>
<b>TABLE DES ACRONYMES .....</b>	<b>17</b>
<b>GLOSSAIRE BIRMAN.....</b>	<b>20</b>
<b>INTRODUCTION GENERALE .....</b>	<b>23</b>
<b>I — INTRODUCTION.....</b>	<b>23</b>
0.1. <i>Le tourisme, un objet politique qui s'ignore ?.....</i>	23
0.2. <i>Le tourisme en Birmanie, facteur historique de légitimité politique .....</i>	27
0.2.1. Le « British Raj » (1826-1948) : le tourisme comme outil de légitimation du projet colonial.....	27
0.2.1.1. La construction d'un imaginaire colonial.....	27
0.2.1.2. Guides et pratiques de voyage : prise de pouvoir sur l'espace et légitimation de l'entreprise coloniale 29	
0.2.2. La période de démocratie parlementaire (1948-1962) : le tourisme, vitrine de la modernisation de la Birmanie indépendante.....	32
0.2.3. L'ère Ne Win (1962-1988) : un tourisme très sévèrement contrôlé, au service de la junte.....	34
0.2.3.1. Les errances de la « voie birmane vers le socialisme » .....	34
0.2.3.2. Les ambiguïtés de la politique touristique sous Ne Win : entre méfiance institutionnalisée et velléités d'ouverture.....	35
0.2.3.3. Le tourisme sur le terrain : un phénomène encore modeste, mais bien réel .....	38
0.2.4. L'ère SLORC/SPDC (1988-2011) : le tourisme, caution internationale et outil de la politique de « myanmification » .....	40
0.2.4.1. Du BSPP au SLORC/SPDC : un changement de ligne .....	40
0.2.4.2. L'ouverture touristique de la Birmanie .....	46
0.2.4.3. Le tourisme, source de devises pour un gouvernement démuné .....	48
0.2.4.4. La « diplomatie touristique », clé de la réintégration d'un État-paria au sein de la communauté internationale et ses difficultés.....	48
0.2.4.5. Le tourisme au service de la « myanmification » de la Birmanie .....	53
0.2.4.6. L'éclosion du tourisme sur le terrain sous le régime de Than Shwe .....	57
0.2.5. Le Mandat Thein Sein (2011-2016) : le tourisme, vitrine de la normalisation du pays et de son intégration à la mondialisation.....	62
0.2.5.1. Vers la démocratie ?.....	62
0.2.5.2. La politique touristique volontariste du gouvernement Thein Sein .....	65
0.2.5.3. Du tourisme anarchique au tourisme durable : la rhétorique touristique comme outil de réinsertion de la Birmanie dans la communauté internationale ? .....	67
0.2.5.4. Le tourisme en Birmanie durant la transition : une croissance spectaculaire ?.....	71
0.2.6. La NLD (2016 - ), et le tourisme comme symbole du retour à l'État de droit et d'un développement pour tous .....	78
0.2.6.1. Le mandat Aung San Suu Kyi, ou les défis de la transition démocratique .....	78
0.2.6.2. Le tourisme en Birmanie sous Aung San Suu Kyi : des espoirs à la déception .....	79
0.3. <i>La recherche scientifique sur le tourisme en Birmanie : entre sentiers battus et angles morts ....</i>	83
0.4. <i>Positionnement scientifique et choix du terrain .....</i>	87
0.5. <i>Méthodologie : aléas et opportunités du travail de terrain en contexte post-dictatorial .....</i>	90
0.5.1. Meilleure accessibilité des sources et du terrain : l'État baisserait-il la garde ? .....	91

0.5.2. Une méthodologie de recherche avant tout axée sur le travail de terrain .....	94
0.5. Plan de thèse .....	100

**PARTIE 1 : SOLIDARITES ET RUPTURES, LEGITIMITES ET CONTESTATIONS : UNE CARTOGRAPHIE DYNAMIQUE DES RAPPORTS DE FORCE DANS L'ÉTAT SHAN DU SUD..... 103**

<i>Chapitre 1 : Un système lacustre original en bordure du plateau shan</i> .....	105
1.1. Un milieu lacustre hérité.....	105
1.2. Le lac Inlé dans son contexte hydrologique.....	108
<i>Chapitre 2 : Les réseaux d'échanges interethniques : de la complémentarité structurante à la rupture..</i>	112
2.1. Le lac Inlé, un territoire né des échanges et des réseaux.....	117
2.1.1. Le sud de l'État shan, foyer d'échanges anciens et intégrés à des réseaux transnationaux.....	117
2.1.2. Au cœur de la région : l'économie lacustre .....	120
2.1.3. Terre de riz et de marché : la plaine alluviale.....	127
2.1.4. Entre Cordia, buffles et brûlis : les hautes terres .....	128
2.2. Le lac Inlé entre crise et mutation : une société vulnérable en quête d'alternative ? .....	130
2.2.1. Un environnement soumis à des dynamiques de dégradation préoccupantes.....	131
2.2.2. L'agriculture flottante, une activité fragilisée.....	134
2.2.3. La pêche, un secteur en crise profonde.....	136
2.2.4. Les basses terres : intensification et mécanisation des cultures .....	138
2.2.5. À l'est du lac : les collines à Cordia entre spécialisation et autonomisation vis-à-vis de Nyaungshwé... ..	140
2.2.6. Les collines de l'ouest, premières victimes de la rupture de complémentarité entre hautes et basses terres .....	142
2.3. Conclusion.....	144
<i>Chapitre 3 : De l'impermanence de la domination : une cartographie dynamique des relations de pouvoir dans l'État Shan du Sud</i> .....	147
3.1. Eres précoloniale et coloniale : grandeur et décadence des <i>sawbwa shan</i> .....	148
3.2. De l'indépendance à la fin de l'ère Ne Win (1948-1988) : la construction de l'hégémonie intha .....	151
3.2.1. De maîtres à traîtres : la marginalisation durable des Shan .....	151
3.2.2. La révolte pa-o et le basculement du « mauvais côté » .....	153
3.2.3. « Prime au pacifisme » et « prime à la birmanité », ou l'affirmation de l'hégémonie intha .....	156
3.3. La période SLORC/SPDC (1988-2011) et le retournement des alliances : entre prime à la force pa-o et éclipse intha.....	169
3.3.1. Le rachat de l'opposition pa-o et la métamorphose du « bandit » : un nouveau pôle de pouvoir dans l'État Shan du Sud .....	169
3.3.2. La junte militaire et la conquête de la périphérie.....	179
3.3.3. Marginalisation des Intha et cristallisation des rancœurs .....	192
3.4. La transition politique (2010-présent) : « la promesse du politique » et le rééquilibrage des rapports de pouvoir .....	195
3.4.1. La difficile entrée en politique des seigneurs de guerre : la fragilisation du pouvoir pa-o .....	195
3.4.2. Les Intha : nouveau climat politique, nouvelles opportunités.....	202
3.5. Conclusion.....	210

**PARTIE 2 : L'INTEGRATION MOUVEMENTEE D'UNE « DERNIERE FRONTIERE » PAR LE TOURISME..... 213**

<i>Chap. 4 : Flux, réseaux et intégration : quand le tourisme (re)dessine le territoire</i> .....	216
4.1. À l'ère coloniale : l'État Shan du Sud, un angle mort du domaine touristique birman .....	217
4.2. La période parlementaire et l'ère Ne Win : les débuts du tourisme dans l'État Shan du Sud .....	218
4.3. La période SLORC/SPDC : éclosion touristique de l'État Shan du Sud et intégration régionale .....	224
4.4. La transition démocratique (2011-) : vers un tourisme de masse post-moderne, ou l'insertion du lac Inlé dans les flux et les tendances de la mondialisation touristique .....	231
4.5. Le tourisme domestique : un moteur méconnu de l'intégration.....	247
4.6. Aujourd'hui : le tourisme, moteur de l'économie régionale .....	252
4.7. Conclusion.....	263
<i>Chap. 5 : Le tourisme, vecteur de la prise de pouvoir autoritaire du centre birman sur la périphérie shan</i> .....	267
5.1. Tourisme, intégration et mise en ordre de la périphérie.....	269
5.1.1. Le développement des réseaux d'infrastructures, ou l'amarrage de la périphérie au centre .....	269
5.1.2. Le contrôle administratif et fiscal, entre impossible mise au pas de la périphérie et entretien de relations clientélistes.....	271
5.1.3. Le tourisme, facteur d'« ordonnancement du monde » (Franklin, 2008).....	284
5.2. L'intégration de la périphérie par les réseaux prédateurs du capitalisme de connivence .....	289
5.2.1. La ville de Nyaungshwé : la conquête d'un nouveau front touristique par le capitalisme de connivence et son intégration dans les circuits économiques réguliers .....	291
5.2.2. Le Lac Inlé, sanctuaire du capitalisme de connivence .....	302
5.2.3. L'architecture hôtelière : entre birmanisation et généralisation de l'espace .....	314

5.2.4. Le droit de vendre le ticket d'entrée à la région d'Inlé, symbole de l'accaparement de la ressource touristique.....	321
5.3. L'accaparement de terres pour le tourisme, symptôme de la soif d'espace du capitalisme de transition .....	328
5.3.1. Questions foncières et zones hôtelières en Birmanie.....	328
5.3.2. Le projet de zone hôtelière à Inlé : de nombreux prétextes, peu de transparence .....	332
5.3.3. Le choix du maître d'œuvre : l'évidence Phyu Zin .....	337
5.3.4. La question des indemnités foncières : pomme de discorde avec les autorités et facteur de fragmentation de la communauté villageoise .....	339
5.3.5. Ancien modèle de violence, nouvelles formes de réponse : la contestation villageoise dans un contexte post-dictatorial.....	346
5.3.6. Et aujourd'hui ? Le lourd bilan d'un projet à l'arrêt.....	349
5.4. Conclusion.....	358
<i>Chap. 6 : Mondialisation de l'économie touristique et mécanismes d'exclusion .....</i>	<i>363</i>
6.1. Mondialisation touristique, maîtrise différenciée des échelles et marginalisation des pionniers locaux .....	364
6.2. La croissance urbaine de Nyaungshwé : dualisation urbaine et ségrégation socio-spatiale .....	377
6.2.1. Le centre-ville de Nyaungshwé : la chasse gardée des investisseurs extérieurs à la région ? .....	382
6.2.2. Les fronts pionniers en proche périphérie de Nyaungshwé : spéculation et migrations .....	390
6.2.3. Au-delà de Nyaungshwé : le lieu de tous les espoirs et de toutes les rumeurs.....	395
6.3. Epilogue .....	398

### **PARTIE 3 : LE ROLE DU TOURISME DANS LES RIVALITES DE POUVOIR INTERETHNIQUES LOCALES ..... 405**

<i>Chap. 7 : Dessiner un domaine touristique pour délimiter un territoire politique : le tourisme comme moyen de frontiérisation.....</i>	<i>407</i>
7.1. Les années SLORC/SPDC (1989-2011) : le tourisme comme vecteur de contrôle territorial pour les forts et de contestation discrète pour les faibles .....	409
7.1.1. Les Pa-O : tourisme et militarisation de l'espace touristique .....	409
7.1.2. Les Intha : prospérité touristique, réseaux clientélistes et appropriation de l'espace.....	413
7.2. Le tourisme dans la nouvelle donne territoriale post-2011 : outil de la puissance déclinante ou vecteur de réappropriation de l'espace ?.....	421
7.2.1. L'affirmation de l'influence intha aux limites de l'écumène touristique.....	421
7.2.2. Pour les Pa-O : le tourisme pour retravailler leur nouvelle SAZ de l'intérieur .....	430
7.2.3. Le tourisme communautaire intha et pa-o, nouveau marqueur de territorialités en friction .....	433
7.3. La protection de l'environnement, ou la réappropriation de l'espace par les Intha.....	449
<i>Chap. 8 : Bamar hier, taingyintha aujourd'hui : la reconstruction de l'identité intha par le tourisme ...</i>	<i>458</i>
8.1. L'ère Than Shwe (1988-2010), ou l'intégration des Intha dans la politique de myanmafication.....	458
8.1.1. La capture des Intha dans la « grande famille » du « Myanmar » .....	459
8.1.2. Un « jardin d'Eden », refuge de la Birmanie éternelle ?.....	461
8.2. Transition démocratique (2011 – présent) : ethnicité et pouvoir, ou l'ingénierie ethnique intha à travers le tourisme.....	464
8.2.1. Introduction : culture touristique (Picard, 1992), « conscience culturelle de soi » (Erb, 2001) et construction de l'inthaïté.....	464
8.2.2. Le personnage du « pêcheur intha », métonymie du lac Inlé, symbole de la Birmanie .....	468
8.2.3. Là où pousse l'authenticité : les jardins flottants.....	490
8.2.4. De « l'ethnicité à emporter » : l'artisanat touristique, fabrique et cristallisation d'une ethnicité originale .....	491
8.2.5. Discours et représentations touristiques : une clé de l'appropriation intha du festival de la pagode Phaung Daw Oo .....	502
8.2.6. L'inthaïté sur scène : danser la différence .....	506
8.2.7. Revêtir l'inthaïté et se distinguer : la genèse du « costume national » intha.....	509
8.2.8. « Intha » ou « Ang-hsa » ? L'alphabet intha, ou comment écrire la différence .....	517
8.2.9. L' <i>Intha National Day</i> , ou la mise en scène de la <i>communitas</i> .....	521
8.3. Conclusion : du tourisme culturel à la « culture touristique » (Picard, 1992), et au politique .....	526

### **CONCLUSION GENERALE ..... 536**

### **BIBLIOGRAPHIE..... 545**

1. <i>Ouvrages consultés .....</i>	<i>545</i>
2. <i>Médias consultés en ligne .....</i>	<i>579</i>

## TABLE DES FIGURES

Figure 1 : La lente croissance du tourisme en Birmanie .....	39
Figure 2 : jeunes femmes en "tenue traditionnelle" kachin, lors de la cérémonie d'ouverture de la Visit Myanmar Year de 1996. ....	56
Figure 3 : Le tourisme, vitrine d'une ethnicité codifiée, esthétisée et neutralisée.....	57
Figure 4 : L'accélération du tourisme au début des années 1990 .....	58
Figure 5 : Nationalité des visiteurs en Birmanie munis d'un visa touriste aux aéroports de Rangoun et de Mandalay.....	60
Figure 6 : Le tourisme en Birmanie et dans les pays voisins : un retard croissant .....	61
Figure 7 : La croissance du tourisme en Birmanie sous le régime Thein Sein : quelle réalité ? .....	72
Figure 8 : Le lac Inlé dans l'État Shan. Réalisation par nos soins.....	106
Figure 9 : Profil altitudinal entre Paya Nga Su, au pied du talus shan, et Taunggyi.....	107
Figure 10 : Le lac Inlé et la chaîne de montagne de Than Taung. ....	108
Figure 11 : Image du lac Inlé prise par le satellite Landsat le 3 novembre 2013.....	110
Figure 12 : Le système lacustre d'Inlé dans son contexte régional. ....	111
Figure 13 : La composition ethnique de la population dans le canton de Nyaungshwé. ....	113
Figure 14 : Evolution démographique du canton de Nyaungshwé. ....	114
Figure 15 : Le village lacustre de Kay Lar, au centre du lac Inlé. ....	115
Figure 16 : Etendues de jardins flottants autour du village de Kay Lar.....	115
Figure 17 : Le processus de valorisation d'un jardin flottant. ....	121
Figure 18 : Un mode de propulsion original.. ....	124
Figure 19 : Un aperçu de la technique de pêche au saung .....	125
Figure 20 : Vue aérienne des campagnes à l'ouest d'Inlé, entre les villages de Khaung Taing et d'Indein .....	139
Figure 21 : Le village de Nan Nwe, à l'Est de Nyaungshwe.....	142
Figure 22 : L'aisance matérielle du village de Ye Thar, à l'ouest du lac Inlé.. ....	162
Figure 23 : Maisons de teck dans un village à l'ouest du lac .....	163
Figure 24 : Les cinq statues de Phaung Daw Oo.....	165
Figure 25 : La barge sacrée à l'amarre dans le village d'Indein.....	166
Figure 26: Le départ de la procession de la pagode Phaung Daw Oo.....	166

Figure 27 : La signature du cessez-le-feu entre le SLORC, représenté par le Général Khin Nyunt (gauche) et la PNO, représentée par son président U Aung Kham Hti (centre).....	170
Figure 28 : la <i>Special Region n°6</i> , ou la maîtrise pa-o sur l'État Shan du Sud.....	173
Figure 29 : L'omniprésence de l'armée dans le sud de l'État shan..	182
Figure 30 : Panneau d'entrée de ville à Nyaungshwé : un rappel autoritaire à l'ordre. ....	184
Figure 31 : Le Senior-General Than Shwe applique des feuilles d'or lors d'une visite à la pagode Phaung Daw Oo, en 2003. ....	186
Figure 32 : Le Général Saw Maung transporte l'une des statues sacrées lors du festival de la pagode Phaung Daw Oo, à une date inconnue. ....	187
Figure 33 : Patrouille de la PNA dans les collines du canton de Loilem. ....	196
Figure 34 : carte simplifiée des zones d'activités des trois protagonistes armés principaux de l'État Shan du Sud. ....	199
Figure 35 : Logo de l'INDP.....	203
Figure 36: les zones autonomes dans l'État Shan du Sud après 2011. ....	207
Figure 37 : Itinéraires d'hier et d'aujourd'hui : le déploiement du tourisme dans la région du lac Inlé. Source : guides touristiques.....	223
Figure 38 : Le marché flottant de Ywama au début des années 1990. Cliché : François Robinne, début des années 1990. ....	224
Figure 39 : Fréquentation touristique dans la région d'Inlé de 1989 à 2010..	225
Figure 40 : Les pagodes submergées de Samkar, symbole de l'Asie perdue..	230
Figure 41 : L'essor du tourisme au lac Inlé dans le sillage de la transition politique de 2011..	232
Figure 42 : La longue file de bateaux vers le lac Inlé, au petit matin..	239
Figure 43 : Vue aérienne de l'effervescence du marché de Nampan. ....	239
Figure 44 : Provenance des pèlerins hébergés au monastère de Rangoun. ....	249
Figure 45 : La mise en ordre du réel par le tourisme, jusqu'à la confusion.....	285
Figure 46 : Les minorités ethniques telles qu'elles sont données à voir à la réception d'un hôtel de Nyaungshwé. ....	286
Figure 47 : Sociologie chronologique des hôteliers à Nyaungshwé .....	296
Figure 48 : Sociologie chronologique des hôteliers sur le lac Inlé. ....	304
Figure 49 : L'architecture hôtelière à Inlé : un vecteur de birmanisation .....	315
Figure 50 : L'hôtellerie vue par des proches de l'ancienne junte birmane. ....	317
Figure 51 : Le nouveau paysage hôtelier à Nyaungshwé. Clichés. ....	319
Figure 52 : La zone hôtelière, au sud d'Inlé : une emprise massive. ....	334

Figure 53 : Vue panoramique vers l'ouest depuis les plus hautes pentes de la zone hôtelière. .....	335
Figure 54 : Phyu Zin dans la zone hôtelière.....	338
Figure 55 : La jetée pour bateaux de la zone hôtelière.....	340
Figure 56 : La zone hôtelière à l'abandon, vue selon un axe nord-sud .....	351
Figure 57 : Hôtels des années 1990 (haut) et 2010 (bas) : vers de nouveaux standards .....	367
Figure 58 : L'extension urbaine de Nyaungshwé entre 1967 et 1983. ....	379
Figure 59 : Extension urbaine de Nyaungshwé entre 2002 et 2014.....	380
Figure 60 : Tissu urbain de Nyaungshwé en 2017.....	381
Figure 61 : Le foncier à Nyaungshwé durant la première phase de décollage du tourisme... 383	
Figure 62 : La spéculation foncière à Nyaungshwé en 2016 : la dualisation critique du tissu urbain.....	384
Figure 63 : la transformation du paysage urbain de Nyaungshwé entre mai 2015 et mai 2016 .....	386
Figure 64 : The Nyaungshwe City Hotel, Cherry Queen, Emperor Hotel, Royal Inlay et Best Western : hôtellerie et transformation de l'horizon urbain à Nyaungshwé. ....	386
Figure 65 : La dualisation de Nyaungshwé entre 2006 et 2014. ....	387
Figure 66 : La pagode Shwe Bodhi : la prégnance du modèle Shwedagon.. ....	400
Figure 67 : Shwe Boddhi à Nyaungshwé ou Uppatasanti à Nay Pyi Taw?. ....	402
Figure 68 : Tourisme et contrôle de l'espace autour du lac Inlé.....	410
Figure 69: Vers un axe touristique Nyaungshwé - Loikaw ?.....	430
Figure 70 : Ticket d'entrée aux pagodes de Kakku et soldat de la PNA près du complexe... 432	
Figure 71 : L'organisation du tourisme par les Pa-O : un montage au service de la PNO.... 439	
Figure 72 : Une banderole lors de l'Intha Gathering Day de novembre 2013.....	467
Figure 73 : Le pêcheur intha dans l'iconographie touristique : un registre à part entière. ....	471
Figure 74 : Le pêcheur intha, symbole de tout un pays.....	472
Figure 75 : Le pêcheur intha, incarnation du "grand voyage".....	473
Figure 76 : Le pêcheur intha, gardien d'un monde de voyages.....	474
Figure 77 : Le pêcheur intha dans l'univers Louis Vuitton : une incarnation de l'"âme du voyage".....	475
Figure 78 : les Intha dans les rues de Taunggyi, symboles de l'authenticité, d'une Birmanie fidèle à ses racines.....	476
Figure 79 : Un groupe de "pêcheurs intha traditionnels". ....	477
Figure 80: Le maniement du saung : technique de pêche ou chorégraphie touristique ?.....	478

Figure 81 : Le "pêcheur de touristes", entre folklore... et modernité assumée.....	480
Figure 82 : La collision des mises en scène. ....	486
Figure 83 : Un nouveau professionnel du tourisme à Inlé : l'«Inle Fisherman».....	487
Figure 84 : Le "pêcheur intha", marqueur familial du paysage hôtelier. ....	488
Figure 85 : Messages publiés sur Facebook par des internautes intha.....	489
Figure 86 : des bijoux en argent "typiquement pa-o" vendus sur le marché de Nyaungshwé. .....	492
Figure 87 : le "jumping fish", symbole de l'artisanat - et de l'identité - intha.....	493
Figure 88 : La mise en scène du travail du lotus dans un atelier d'Inn Paw Khone.....	495
Figure 89: Une veste Loro Piana, ou comment vendre un imaginaire.....	498
Figure 90 : L'omniprésence du pêcheur intha dans les souvenirs destinés aux touristes birmanes.....	501
Figure 91 : Jeunes Intha en "tenue traditionnelle" lors du "jour national intha" de 2016.. ....	511
Figure 92 : Trois générations, un costume. ....	511
Figure 93 : Danseuses intha lors d'un spectacle touristique au milieu des années 1990.....	515
Figure 94 : Extrait de l'un des livres pour enfants.....	520
Figure 95 : Le drapeau intha, ou l'inthaïté en une image. ....	525
Figure 96 : Le costume intha : une invention récente, preuve de l'honnêteté des Intha et des Inthu? .....	530
Figure 97 : les "pêcheurs intha traditionnels", incarnation de l'intégrité des Intha? .....	530



## TABLE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Dimensions approximatives du lac Inlé..	108
Tableau 2 : Les cycles emboîtés des marchés dans le sud de l'État shan.	128
Tableau 3 : Les hôteliers de Nyaungshwé et leurs liens probables avec la Tatmadaw : essai de typologie.....	297
Tableau 4 : Les hôteliers du lac Inlé et leurs liens avec la Tatmadaw : essai de typologie. ..	304
Tableau 5 : Le prélèvement des droits d'entrée à Inlé : une activité lucrative .....	324
Tableau 6 : Construction touristique et inflation des tarifs hôteliers à Nyaungshwé (NS) et sur le lac Inlé. ....	364
Tableau 7 : Une sélection d'hôtels à Nyaungshwé et l'évolution de leur prix.....	369
Tableau 8 : Prix des prestations de tourisme communautaire vendues par GIC en 2016.. ....	441

## TABLE DES ACRONYMES

ARSA : Arakan Rohingya Salvation Army

ASEAN : Association of South East Asia Nations

BGF: Border Guard Force

BIF: Business Innovation Fund

BSPP : Burma Social Programme Party

CITPAR: Community Involved Tourism in Pa-O Region

DEMO: Democracy for Ethnic Minorities Organization

DMP : Destination Management Plan

FESR : Framework for Economic and Social Reforms

GAD : General Administration Departement

GIC: Golden Island Cottage

GIZ: Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit

HTC : Hotel and Tourism Corporation

IDE : Investissements Directs Etrangers

IHHVTC : Inle Heritage Hospitality Vocational Training Center

INDP : Inn Nationalities Development Party

INL: Intha National League

IPR : Inle Princess Resort

KIA : Kachin Independence Army

KNPP: Karenni National Progressive Party

KRSAN: Kaung Rwai Social Action Network

MCRB: Myanmar Center for Responsible Business

MEC: Myanmar Economic Corporation

MEHPLC : Myanmar Economic Holdings Public Company Limited

MIID: Myanmar Institute for Integrated Development

MNDAA : Myanmar National Democratic Army Alliance

MoECAF : Ministry of Environmental Conservation and Forestry

MoHT : Ministry of Hotels and Tourism

NLD : National League for Democracy

OMT : Organisation Mondiale du Tourisme

PDN: Parami Development Network

PMF: People's Militia Force

PNA : Pa-O National Army

PNLA : Pa-O National Liberation Army

PNLO : Pa-O National Liberation Organization

PNO : Pa-O National Organization

PNUD : Programme des Nations-Unies pour le Développement

PPLO : Pa-O People Liberation Organization

PYO: Pa-O Youth Organization

SAZ : Self-Administered Zone

SLORC : State Law and Order Restoration Council

SNLD: Shan Nationalities League for Democracy

SPDC : State Peace and Development Council

SSA/RCSS : Shan State Army South/Restoration Council of Shan State

SSNLO : Shan State Nationalites Liberation Organization

SUA: Shan United Army

SURA: Shan United Revolutionary Army

TDMC : Tourism Development Management Committee

TNLA : Ta'Ang National Liberation Army

UMEHL: Union of Myanmar Economic Holding Limited

UPNO: United Pa-O Nationalist Organization (dans les années 1950)

UPNO : Union Pa-O National Organization (depuis 2014)

USDA : Union Solidarity and Development Association

USDP : Union Solidarity and Development Party

## GLOSSAIRE BIRMAN

*Be-da* (ဗေဒါ) : jacinthe d'eau (*Eichhornia Crassipes Solms*)

*Htaw la gyi* (ထော်လာကြည်) : véhicule rustique entre le motoculteur et le tracteur, largement utilisé dans les campagnes birmanes

*Ko Shan Pyi* (ကိုးရှမ်းပြည်) : « les neuf royaumes » qui se sont partagés le plateau shan jusqu'à la colonisation britannique.

*Kyun myaw* (ကျွန်းမော့) : île flottante sauvage, non valorisée par l'Homme.

*Leh* (လယ်) : rizière

*Mye lat* (မြေလတ်) : « terre du milieu », plateau faiblement vallonné sur le rebord sud-ouest du plateau shan, entre la vallée de l'Irrawaddy et le bassin de Nyaungshwé.

*Myo* (မြို့) : ville

*Neh khyar saung tat* (နယ်ခြားစောင့်တပ်) : Border Guard Force (BGF)

*Ngapi* (ငါးပိ) : pâte de poisson fermentée

*Pyit-thu sit* (ပြည်သူစစ်) : People's Militia Force (PMF)

*Saung* (ဆောင်း) : filet conique historiquement utilisé par les pêcheurs intha

*Sawbwa* (စော်ဘွာ) en birman, saopha (လဝ်းဟန့်) en shan : terme désignant les seigneurs shan.

*Shinbyu pwe* (ရှင်ပြုပွဲ) : cérémonie de nociviation

*Tabhet* (တဘက်) : écharpe blanche portée sur l'épaule lors des manifestations religieuses bouddhiques

*Taung Thu* (တောင်သူ) : « habitants des montagnes » : ethnonyme quelque peu méprisant longtemps attribué aux Pa-O

*Taung yar* (တောင်ယာ) : culture sur brûlis pratiquée dans les collines birmanes

*Tha nat phet* (သနပ်ဖက်) : lat. *Cordia dichotoma* : arbuste commun en Asie, dont les grandes feuilles rondes sont utilisées comme enveloppe pour les cigares traditionnels birmans.

*Yar* (ယာ) : culture pluviale

*Ye chan* (ရေခြံ) : île flottante appropriée et valorisée par l'Homme.



# INTRODUCTION GENERALE

## I — INTRODUCTION

### 0.1. Le tourisme, un objet politique qui s'ignore ?

Si l'Organisation Mondiale du Tourisme et nombre d'organismes gouvernementaux proposent une définition très large du tourisme, compris comme tout déplacement effectué hors du lieu de vie habituel pour une durée comprise entre 24 heures et 365 jours<sup>1</sup>, nous faisons ici le choix, comme la majorité des chercheurs sur le tourisme, d'en adopter une plus étroite, centrée autour du concept de re-création, avancé pour la première fois par N. Graburn au début des années 1980 :

« [Le tourisme] est cette pratique caractéristique de nombreuses sociétés modernes et industrielles, qui implique le voyage et qui s'inscrit dans un ensemble de comportements non-habituels : jeu, rituel, cérémonie, communion, états de conscience altérés, méditation, culte, pèlerinage, etc. Comme pour toutes ces pratiques, le tourisme implique une prise de distance avec sa vie 'instrumentale' normale et son gagne-pain, et offre l'entrée dans une autre sorte d'état moral, dans lequel les besoins mentaux, expressifs et culturels passent au premier plan. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que le tourisme soit souvent considéré comme une re-création : le renouveau de la vie, le rechargement d'éléments fatigués, si nécessaire au maintien de la santé mentale et physique. » (Graburn, 1983 : 11)

Près de vingt ans plus tard, cette définition visionnaire de l'anthropologue britannique est réinvestie par les géographes français de l'équipe Mobilités, Itinéraires, Tourismes (MIT), qui la font rentrer plus avant dans le champ du spatial, du matériel, de l'observable. Le tourisme est alors défini comme un

« système d'acteurs, de pratiques et d'espaces qui participent à la 'recréation' des individus par le déplacement et l'habiter temporaire hors des lieux du quotidien » (MIT, 2002)

Selon cette acception centrée sur les attentes et les pratiques, le tourisme n'englobe que des pratiques de ressourcement personnel, et n'inclut donc pas de nombreuses mobilités pourtant considérées comme touristiques par l'OMT (voyages d'affaire, mobilités étudiantes,

<sup>1</sup> Source : <https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c1094>



trajets pour remplir une obligation sociale ou familiale, etc.). En tant que quête du hors-quotidien, de la « déroutinisation », le tourisme repose assez largement sur l'altérité du lieu. Le degré d'altérité recherché est néanmoins très variable selon les individus, se déclinant selon un large continuum allant de l'enclave touristique familière aux pratiques les plus extrêmes (MIT, 2002, 2005, 2011).

Le tourisme, en tant que mobilité de récréation, s'est affirmé en trois temps (MIT, 2002, 2005, 2011 ; Sacareau et al., 2015) : autant de révolutions qui ont marqué le monde. La première est l'« invention » du tourisme à l'ère moderne en Europe occidentale, fruit de la révolution industrielle, de l'urbanisation et de la séparation temps de travail / temps de loisir ; la seconde, intervenant entre les années 1920 et 1960, voit la massification du tourisme dans les sociétés occidentales ; la troisième, depuis les années 1970, correspond à l'avènement d'un tourisme mondialisé, diversifié, pratiqué par des vacanciers de tous horizons. Dans ce contexte d'« embrasement touristique du monde » (Boukhris, 2012), l'éventail des destinations s'élargit, et les zones les plus périphériques (déserts, pôles, zones de conflit) sont progressivement intégrées dans l'œcoumène touristique (Coëffé et al., 2007 ; Mahrouse, 2016). Dans un monde en voie de bouclage, ces « confins du tourisme » (François et al., 2013), ces « espaces du mérite » (Goeury, 2013) acquièrent une grande importance, d'où l'engouement pour la Birmanie, identifiée et promue comme l'une des « dernières frontières » (*cf.* 0.2.5.4.).

Pendant des décennies, la recherche en sciences humaines sur le tourisme est restée très marginale : portant son attention sur un objet considéré comme léger (« les vacances »), elle a été volontiers taxée de frivolité (Gravari-Barbas & Jacquot, 2012), prétexte facile pour des « ethnographes pantouflards ou hédonistes » pour voir du pays sur les deniers publics (Picard & Michaud, 2001). Aujourd'hui encore, la recherche sur le tourisme reste un thème de niche. Au cours de son lent développement, cette dernière a connu trois grandes phases. La première, dans les années 1950-1960, s'est structurée autour d'une vision développementaliste du tourisme, vu comme vecteur de devises du Nord vers les pays du « Tiers-Monde » ; le tout sans pollution, sans exploitation de ressources naturelles rares ; en somme une « usine sans fumée ».

Cependant, cette vision cède la place à une seconde dans les années 1970-1980, lorsque les chercheurs marxistes proposent une toute autre lecture de ces relations Nord/Suds : le tourisme apparaît alors comme un moteur de domination, d'oppression, voire de néo-

colonialisme, tant économique (le tourisme ne serait qu'une forme renouvelée d'extraction des richesses des Suds vers le Nord) que culturel (le tourisme agirait comme un outil d'acculturation, de mise au pas culturelle du monde). Cette lecture du tourisme à travers la théorie de la dépendance est notamment maniée par Ash & Turner (1975), De Kadt (1979) ou encore G. Cazes (1989), dans son ouvrage au titre sans ambiguïté : *Les nouvelles colonies de vacances*.

Cette lecture est en général dominée par la rhétorique de « l'impact » du tourisme – compris comme international – sur les « sociétés locales » : dégradation de l'environnement, marchandisation des cultures « traditionnelles », disparition de l'« authenticité », occidentalisation des modes de vie, tourisme sexuel, etc. En soi, cette approche est très politique. Néanmoins, elle est très partielle car elle limite le politique aux seuls mécanismes de domination du Nord sur les Suds, comme si les pays de destination eux-mêmes n'étaient pas des arènes politiques à part entière. D'autre part, cette lecture du tourisme en termes d'« impact » cantonne les populations réceptrices à un rôle passif, occultant complètement leur propre marge d'action sur le tourisme :

« Le seul fait de parler d'‘impact’ du tourisme induit en effet une vision balistique, qui revient à concevoir la société dite ‘d'accueil’ comme une cible percutée par un projectile, comme un ‘milieu récepteur’ passivement soumis à des facteurs exogènes de changement. » (Picard, 2001)

Dans ce climat de doute et de mise en accusation du tourisme, la recherche entame une troisième période dans les années 1990 : elle prend ainsi un « tournant culturel » (Cousin, 2010), qui voit « le retour du sujet » (Réau & Poupeau, 2007). Elle interroge désormais le personnage du touriste, ses pratiques, ses discours (Elsrud, 2001) ; elle se penche sur les concepts d'« authenticité » (Cohen, 1988, 1989), d'imaginaire touristique (Salazar, 2010, 2012) ou d'« exotisme » (Staszak, 2006 ; 2008) ; elle décrypte la rencontre entre visiteur et visité, les interactions, voire les regards qu'ils échangent (Urry, 1990 ; Maoz, 2006 ; Lazzarotti, 2011). La recherche entreprend également un décentrement bienvenu par rapport au modèle dominant, qui cantonne le tourisme au déplacement de voyageurs occidentaux vers les pays des Suds, pour (re)découvrir les pratiques touristiques des Asiatiques en Asie (Winter et al., 2009) ou encore, de manière plus générale, le tourisme des populations des Suds dans leur propre pays (Berriane, 1989 ; Sacareau, 2006 ; Peyvel, 2009 ; Taunay, 2009 ; Cabasset-Semedo et al., 2010). Enfin, elle remet en question la figure monolithique du « touriste »,

cible de toutes les railleries (Urbain, 1991), détaillant de nouveaux sous-groupes comme les *backpackers* (Cohen, 2003 ; Power, 2010).

Dans le même temps, la recherche interroge le lien entre tourisme et mondialisation, que nous définissons ici comme la mise en mouvement généralisée des Hommes, des biens, des capitaux et des phénomènes culturels, menant à l'avènement d'un « système-monde » unique, intégré et interdépendant, et à l'émergence d'un espace pertinent d'échelle planétaire (Lévy, 2007). Longtemps présentée comme une force d'aplatissement du monde, mettant le local au pli du global, elle fait l'objet d'une nouvelle lecture, plus nuancée. Il apparaît que les sociétés réceptrices ne sont aucunement passives face au tourisme : elles peuvent l'initier, se le réapproprier, en tirer parti pour s'affirmer (Picard & Wood, 1997 ; Mowforth & Munt, 1998) ; elles peuvent le mobiliser pour reformuler leur identité collective (Wood, 1997 ; Oakes, 1997), au point de développer une « culture touristique » (Picard, 1992). En d'autres termes, bien que le tourisme soit un phénomène mondial, il est décliné, hybridé et reformulé à l'échelle locale ; en cela, il donne à voir la « glocalisation » à l'œuvre (Teo & Li, 2003 ; Hitchcock et al., 2008, 2010).

Il est assez commun de regretter l'absence du politique dans la recherche sur le tourisme (Hall, 2011). Cependant, il nous semble plus exact d'affirmer que le politique y figure bel et bien, mais qu'il est souvent cantonné à l'étude des politiques gouvernementales vis-à-vis du tourisme. La pionnière en la matière a sûrement été L. Richter qui, dès le début des années 1980, réintroduit le tourisme comme objet de décision politique (Richter, 1983). En 1989, elle produit une solide étude comparative des politiques touristiques aux Philippines, en Thaïlande, au Pakistan, au Bangladesh, au Népal et au Bhoutan. En 1999, elle propose un portrait croisé du tourisme dans trois pays qui sortent de périodes de troubles (Philippines, Sri Lanka et Pakistan), avant de se livrer, dans l'ouvrage *Tourism in Southeast Asia : Challenges and new directions* (Hitchcock et al. dir., 2008), à une lecture rétrospective de la politique touristique dans les États asiatiques. Cette lecture trouve son prolongement dans les travaux de Tsartas (1998) sur la Grèce des colonels, de Grandits & Taylor (2010) sur la Yougoslavie de Tito, de Simon (1995), Jayawardena (2003) ou Padilla & McElroy (2007) sur Cuba. De même, en 2007, la revue *Hérodote* publie un numéro thématique intitulé « Géopolitique du tourisme » (Giblin dir., 2007), dont l'essentiel des articles se concentre sur le rapport de différents gouvernements nationaux au tourisme : la politique turque de développement touristique (Mallet, 2007) ; le tourisme comme reflet des différents doctrines politiques au Maghreb (Hillali, 2007), moteur de l'identité québécoise au début du XX<sup>ème</sup> siècle (Gagnon,

2007) ou vecteur de marquage territorial en Antarctique (Strobel & Tétart, 2007), etc. Tous ces travaux ont un commun une approche monographique, centrée sur le rapport entre un gouvernement donné et le reste de la communauté internationale : comment le tourisme est-il mobilisé comme outil de propagande ou pour cimenter une communauté nationale hétérogène ? Comment les devises étrangères sont-elles mises au service d'une économie en difficulté ?

Si cette approche mérite d'être approfondie et décentrée (*cf.* 0.4.), elle n'en est pas moins pertinente et riche d'enseignements pour autant, et nous la faisons nôtre pour un instant. En guise d'introduction au contexte birman, nous pourrions détailler séparément les principales scissions politiques de la Birmanie et les grandes phases du développement du tourisme dans le pays, mais il nous semble plus pertinent de croiser ces séries historiques, faisant émerger au passage un lien fondamental, presque génétique, entre les deux : en Birmanie, le tourisme a toujours été mis en œuvre par les puissants comme facteur de légitimation de leur pouvoir.

## **0.2. Le tourisme en Birmanie, facteur historique de légitimité politique**

### **0.2.1. Le « British Raj » (1826-1948) : le tourisme comme outil de légitimation du projet colonial**

#### **0.2.1.1. La construction d'un imaginaire colonial**

Colonisée par les Britanniques en trois phases successives (1826, 1852, 1886), la Birmanie est pourtant restée pendant la majeure partie du XIX<sup>ème</sup> siècle « un territoire marginal et sans histoire, digne de peu d'intérêt de la part de la Grande-Bretagne » (Boyer, 2002 : 214). Néanmoins, cette marginalité s'efface à la fin du siècle. La rupture majeure est la publication en 1890 du poème « Mandalay », de Rudyard Kipling, dont « l'impact sur les représentations populaires de la Birmanie et, de manière plus générale, de l'Extrême-Orient, peut être difficilement surestimé » (Selth, 2015a : 2). Ces dix strophes illustrent l'impérialisme politique, le jingoïsme populaire en métropole et le rapport de domination entre une Grande-Bretagne virile et conquérante et une Birmanie féminisée, passive, disponible – en d'autres termes, une vision profondément orientaliste (Said, 1978) de la Birmanie. Ce texte joue un rôle déterminant dans l'émergence de deux mythes : celui de la femme birmane, pudique mais disponible, fidèle, passionnée et sensuelle (Selth, 2015a, 2015b) ; celui de Mandalay, décor de cette Birmanie exotique (Selth, 2015a). Ces deux

clichés apparaissent en bonne place dans la chanson populaire (Selth, 2015a : 13), dans les salles obscures (Selth, 2008) et dans les magazines bon marché de *Pulp Fiction* américains (Selth, 2016). Les cartes postales connaissent également un vif succès<sup>2</sup> : clochers, dômes, et rues bien organisées représentent la civilisation et le progrès du Rangoun colonial ; les pagodes et les vieux palais de Mandalay viennent prolonger la dimension mythique de la ville tandis que les « tribus montagnardes » à demi-nues et « belles » en grande tenue perpétuent les fantasmes sur les « populations locales » (annexe 1).

Cet orientalisme précoce a un rôle fondateur dans la floraison de la littérature de voyage sur l'Asie du Sud-Est au début du XX<sup>ème</sup> siècle, et surtout dans l'entre-deux guerres. Portée par des auteurs comme J. Conrad, P. Loti, H. Mouhot, S. Maugham, A. Huxley ou R.H. Bruce-Lockhart, elle apparaît alors comme « saturée d'exotisme et d'orientalisme » (Christie, 1994 : 675). Preuve de l'importance des représentations populaires dans les mobilités touristiques de l'époque, certains voyageurs ressentent une profonde désillusion lorsque la réalité ne correspond pas à leurs attentes<sup>3</sup>.

Les débuts du tourisme au XIX<sup>ème</sup> siècle en Asie sous l'impulsion des différentes puissances coloniales sont aujourd'hui bien connus à Bali (Picard, 1992), au Vietnam (Peyvel, 2009) ou encore en Inde (Sacareau, 2006). En revanche, les carences historiques sur la Birmanie sont patentes. Bien que de plus amples recherches restent à mener, on peut cependant affirmer que le tourisme y est resté tout à fait marginal tout au long de l'ère coloniale. Hitchcock et al. (2008 : 7) affirment que le tourisme y serait né dans le sillage direct de l'expansion coloniale, s'appuyant notamment sur le fait qu'en 1890, *l'Irrawaddy Flotilla* aurait mis le bateau de croisière *Beloo* au service du prince Edward pour remonter le fleuve. Cependant, une telle conclusion nous semble bien optimiste : il n'y a que peu de rapport entre une visite de dignitaire, dispendieuse et amplement préparée, et une forme de tourisme digne de ce nom. Au contraire, la marginalité touristique de la Birmanie apparaît assez clairement si l'on parcourt un ouvrage spécialisé de l'époque, le guide *Murray's* de 1901 :

---

<sup>2</sup> Source : “Do you feel jealous, old girl? Personal histories and postcards from Burma” (<http://scroll.in/article/720691/do-you-feel-jealous-old-girl-personal-histories-and-postcards-from-burma>) et “How an Indian played a crucial part in preserving Burma’s history for posterity” (<https://scroll.in/article/720469/how-an-indian-played-a-crucial-part-in-preserving-burmas-history-for-posterity>)

<sup>3</sup> Le 15 mars 1905, le journal de Singapour *The Straits Times* donne ainsi la parole à un certain G.D. Meudell, qui exprime sa désillusion en termes peu équivoques, évoquant la saleté et le caractère surfait de la Birmanie. Source : *The Straits Times*, 15 mars 1905 : « A traveller’s impressions »

« La Birmanie a pour l'heure été peu visitée par les touristes. Les hôtels sont quelconques, et en de nombreux endroits inexistantes ; il n'existe pas de guide compétent, et les transports, à l'exception du chemin de fer et de quelques lignes de vapeurs, sont primitifs. Par conséquent, le voyageur sera bien avisé de se munir de lettres d'introduction. Armé de ces dernières, il trouvera ses difficultés réduites. Sans elles, il trouvera difficile de voir grand-chose du pays, ou même des grandes villes » (guide *Murray's*, 1901 : 418).

Près d'un demi-siècle plus tard, le guide de 1949 dresse un constat très comparable :

« Des lettres d'introduction seront utiles. En-dehors de certaines villes comme Rangoun, Moulmein et Mandalay, il n'y a aucun hôtel et le voyageur qui quitte les lignes de chemin de fer ou de vapeurs doit obtenir l'autorisation du *deputy commissioner* du district pour s'installer dans les bungalows gouvernementaux, et doit donc voyager avec sa literie, un cuisinier et des ustensiles de cuisine » (guide *Murray's*, 1949 : 671).

Le fait que les bungalows officiels de seulement quatre chambres fassent pour ainsi dire figure de seule infrastructure touristique souligne bien le caractère très marginal du tourisme à l'époque coloniale. Malgré des chiffres modestes, les discours et les représentations touristiques participent de la prise de pouvoir coloniale sur la Birmanie.

#### **0.2.1.2. Guides et pratiques de voyage : prise de pouvoir sur l'espace et légitimation de l'entreprise coloniale**

Les guides de voyage du XIX<sup>ème</sup> siècle ne sont pas neutres : selon une mécanique dialogique, leur vision très orientaliste du monde est non seulement le reflet des rapports Orient/Occident de l'époque, mais elle contribue également à entretenir ces systèmes de représentations et à modeler les pratiques touristiques (Mendelson, 1985). C'est bien le cas pour la Birmanie, que nous avons étudiée à travers la série des guides de voyage *Murray's*, qui a connu vingt éditions de 1898 à 1965<sup>4</sup>.

Tout d'abord, la Birmanie et son histoire sont clairement présentées à travers le prisme colonial. Ainsi, le pays n'apparaît que comme une province du *British Raj* : le titre complet de ces guides est *Murray's Handbook to India, Burma & Ceylon*. Ils positionnent donc la Birmanie sur la carte des possessions anglaises ; l'accès à Rangoun se fait depuis Calcutta, Madras ou Singapour (guide *Murray's*, 1901 : 418 ; 1949 : 671). Alors que la Birmanie est

---

<sup>4</sup> Pour les besoins de notre recherche, nous nous sommes concentré sur les éditions de 1901, 1913, 1926, 1938, 1949 et 1962.

aujourd'hui rattachée à l'Asie du Sud-Est, elle apparaissait à l'époque plus comme un prolongement de l'empire des Indes.

Le chapitre sur l'histoire de la Birmanie propose quant à lui une « histoire des vainqueurs » eurocentrée, qui ne commence qu'avec les premiers contacts entre Birmans et Européens. Les conflits anglo-birmans sont présentés comme justifiés, remportés sans coup férir par de valeureux soldats britanniques. À l'inverse, la déroute subie face aux Japonais lors de la Seconde Guerre Mondiale est éludée. Enfin, l'indépendance birmane est présentée comme une politique assumée et dirigée par Londres, plutôt que comme un succès des Birmans.

Cette vision coloniale de la Birmanie apparaît également dans les activités proposées au touriste. Si les guides consacrent plusieurs pages au patrimoine bâti et religieux (notamment à Mandalay ou à Bagan), et s'ils font l'éloge de quelques paysages remarquables, ils accordent également une grande importance aux activités industrielles. Certaines haltes sont même directement justifiées par leur dimension économique, comme les puits de pétrole de Yenangyaung (guide *Murray's*, 1901 : 434), ou les mines de rubis de Mogok (p.431). Pour chacun de ces sites, les techniques européennes sont présentées en contrepoint des techniques locales traditionnelles : ainsi, à Mogok, les « méthodes primitives d'exploitation minière des Birmans » sont opposées à celles des colons, « plus civilisées » (p.431, notre emphase). Ces considérations se retrouvent presque mot pour mot dans l'édition de 1949. La prégnance de ce tourisme industriel fait directement écho aux efforts des colons européens pour s'approprier les ressources et le territoire birman, et les intégrer aux flux et aux réseaux capitalistes de la mondialisation (Ferguson, 2014). Les guides mettent en scène le potentiel économique du pays, sa disponibilité – qui n'est pas sans rappeler celle des *maids* birmanes – afin de susciter vocations coloniales et intérêt des investisseurs (Boukhris & Chapuis, 2016). Ils donnent également à voir l'ampleur de l'entreprise coloniale, sa capacité de valorisation et de mise en ordre d'un territoire « sauvage », autrement dit sa mission civilisatrice (McLaren, 2006).

D'autres activités typiques du gentleman-voyageur jalonnent les guides touristiques : la chasse est ainsi mentionnée dès l'introduction (guide *Murray's*, 1901 : 414 ; 1949 : 673), et ponctue les itinéraires proposés par la suite (guide *Murray's* 1949 : 692, 693, 702), tandis que la halte de Thayetmyo, à la descente de l'Irrawaddy, est littéralement dictée par la présence d'un « excellent » golf de neuf trous (guide *Murray's* 1949 : 706). Ces activités ne sont pas anodines ; elles sont intrinsèquement positionnelles, plaçant la personne qui les pratique en

haut de la hiérarchie sociale et raciale : chasseur *versus* rabatteur, golfeur *versus* caddie. En d'autres termes, ces pratiques touristiques permettent la structuration et la perpétuation des hiérarchies au sein de la société coloniale.

En parallèle, les guides touristiques contribuent à forger le regard colonial sur la population birmane. Ainsi, les guides que nous avons étudiés ne consacrent à cette dernière que deux très courts paragraphes, preuve du désintérêt et/ou de la méconnaissance à son égard et de sa place très secondaire dans les attentes touristiques. Les auteurs se contentent ainsi d'expliquer :

« *Les Birmans, joyeux, indolents, habillés de couleurs vives, n'ont pas d'équivalent en Hindoustan [...]. La vie des indigènes y est libre des effets nocifs des castes et de la réclusion des femmes* » (guide *Murray's* 1901 : 414 ; 1949 : 674, notre emphase).

Ici, les Birmans, qualifiés d'« indigènes » (*natives*), sont assimilés à un stéréotype orientaliste et paternaliste assez commun : celui d'une population joyeuse, vivant dans une certaine innocence et une forme d'harmonie primitive. Certaines populations birmanes des périphéries montagnardes sont quant à elles présentées selon un prisme typiquement colonial, opposant barbarie et civilisation :

« Le district de Bhamo est principalement habité par des Kachin, des *hommes sauvages des collines* qui, à l'époque birmane, étaient quasiment indépendants, et qui étaient une *source de terreur permanente* pour les caravanes qui circulaient entre Bhamo et la Chine. Les Kachin sont maintenant *progressivement matés* » (guide *Murray's*, 1901 : 431, notre emphase).

Ici, la « sauvagerie » de ce peuple est étroitement associée à l'ère précoloniale ; à l'inverse, les Britanniques auraient eu raison de cette agitation : l'expression « matés »<sup>5</sup> avec tous ses sous-entendus de coercition, est de ce point de vue très forte.

Enfin, ce lien fort entre tourisme et appropriation coloniale du territoire apparaît dans les itinéraires proposés dans les guides : chaque poussée britannique se traduit par une extension du domaine touristique ; le visiteur suit de près le soldat. Ainsi, le guide le plus ancien de 1901 distingue cinq grands itinéraires, plutôt restreints, cantonnés aux régions centrales de Birmanie et au littoral (annexe 2). L'œcoumène touristique recoupe alors dans une certaine mesure les contours de *Burma proper*, basses terres sous l'étroit contrôle des Britanniques. Cependant, cet espace touristique s'élargit vite : dès 1913, des excursions

---

<sup>5</sup> En anglais : « *reduced to order* »



touristiques sont proposées depuis Pegu (Bago) vers la *hill station* de Thandaunggyi ; depuis Mandalay vers Maymyo (Pyin Oo Lwin) et le nouveau viaduc de Gokteik ; depuis Moulmein (Mawlamyine) vers les grottes de la région de Hpa-An, tandis que les villes de Taunggyi et de Kalaw, dans le sud de l'État Shan, sont brièvement évoquées. La carte du tourisme et celle du contrôle territorial colonial se superposent à tel point qu'elles partagent les mêmes confins ; ainsi, sur la ville de Bhamo, le guide explique que :

« Il n'y a pas grand-chose à voir à Bhamo [...], mais l'endroit a comme intérêt d'être la garnison britannique la plus au nord de la vallée de l'Irrawaddy. » (*Murray's*, 1913 : 583)

Dans les éditions de 1938 et de 1949, ces horizons s'élargissent encore : au nord de l'État Shan, le train dessert les villes de Maymyo, Hsipaw et atteint désormais Lashio, tandis qu'au Sud, il s'arrête à Kalaw, Shwenyaung et Taunggyi. La vallée de la Chindwin entre également dans l'œcoumène touristique, avec des villes-étapes, des temps de parcours et des suggestions d'hébergement.

### **0.2.2. La période de démocratie parlementaire (1948-1962) : le tourisme, vitrine de la modernisation de la Birmanie indépendante.**

Avant même l'indépendance vis-à-vis de la couronne britannique, une question centrale, récurrente en contexte post-colonial se fait jour : les frontières resteront-elles celles de l'ère coloniale, ou assistera-t-on à une scission entre l'ex-*Burma Proper*, regroupant les basses terres, et les ex-*Frontier areas*, entité administrative distincte comprenant les périphéries montagneuses du pays (Gravers, 2007 ; South, 2008) ? En janvier 1947, le traité Aung San – Attlee entérine la première solution, ce qui suscite les inquiétudes des minorités. Dans ce contexte, le traité de Panglong, signé le 12 février 1947 par les Bamar et les représentants de certains groupes ethniques, se veut rassurant : il propose en effet un État unique, mais sur une base fédérale tenant en principe compte des désirs des minorités. Cependant, très rapidement, des fractures se font jour, des conflits éclatent, et le 4 janvier 1948, c'est un pays divisé qui accède à l'indépendance.

La fin des années 1940 et les années 1950 sont marquées par les affrontements armés entre le gouvernement central d'une part, les rébellions karen ou môn, les mutineries de régiments kachin et la guérilla du *Communist Party of Burma* (CPB) d'autre part, tandis que le *Kuomintang* chinois, bouté hors de Chine par les succès de Mao Tse Tong, procède à une retraite agressive dans l'État Shan. Dans ce contexte troublé, le président U Nu confie le

pouvoir au Général Ne Win en 1958. Après un an et demi de gouvernement militaire temporaire, l'Armée rend le pouvoir mais ce retour au civil est éphémère : face à ce qu'il présente comme un risque croissant de dislocation de la nation, le Général Ne Win effectue un coup d'État le 2 mars 1962.

Alors que la Birmanie coloniale était peuplée de princes, de Birmanes et de romances exotiques, la Seconde Guerre Mondiale, le retrait britannique et le chaos des années 1950 marquent un tournant du point de vue des représentations populaires, mêlant désormais conflits militaires, nostalgie de la grandeur coloniale passée et premiers frémissements d'un pays indépendant (Christie, 1994). Ce glissement apparaît dans *Golden Earth : Travels to Burma* (Lewis, 1952) ou *The Living Lotus* (Mannin, 1956), tandis qu'en France, *La vallée des rubis* (Kessel, 1955) marque les esprits, mêlant rubis, trafiquants au grand cœur et bandits dans une région « plus secrète que la Mecque, plus difficile d'accès que Lhasa ».

Si, lors des premières années de l'indépendance, le tourisme semble rester un angle mort de l'action du cabinet U Nu, l'installation au pouvoir du gouvernement intérimaire du Général Ne Win en 1958 semble marquer un changement : le tourisme semble mobilisé comme un vecteur idéologique, comme la vitrine d'un pays neuf, dynamique, et qui accède à la modernité. Ainsi, en 1959, une *joint-venture* est créée entre le Strand Hotel et le *Defence Service Institute*, branche du ministère de la défense, premier cas – mais pas le dernier – de l'imbrication entre tourisme et armée. Cette compagnie, la *Burma Hotels Limited*, ouvre des hôtels à Ngapali et à Taunggyi entre 1960 et 1962 (*Director of Information*, 1964 : 95). En 1961, l'*Inya Lake Hotel* (annexe 3) ouvre : pourvu de 250 chambres, conçu par des architectes soviétiques et aménagé par une compagnie israélienne (*ibid.* : 107), il est la vitrine de la modernité, du dynamisme – et de l'émancipation – de l'ancienne colonie.

En 1961, l'ouvrage *Pearl of the East* est à notre connaissance le premier guide produit localement qui couvre tout le pays (Pearl Aung et P. Aung Khin, 1961). Il dessine un domaine touristique bien réduit par rapport à l'ère coloniale, comprenant principalement les basses terres du pays (Bago, Bagan, Pyay, Mandalay, Sagaing, Mingun) avec une poignée d'incursions au-delà, vers Moulmein, Tavoy, Mergui, Maymyo et Inlé (Pearl Aung et P. Aung Khin, 1961 : 6).

### **0.2.3. L'ère Ne Win (1962-1988) : un tourisme très sévèrement contrôlé, au service de la junte**

#### **0.2.3.1. Les errances de la « voie birmane vers le socialisme »**

Le coup d'État du 2 mars 1962 porte au pouvoir une junte militaire d'obédience socialiste, qui forme le *Burma Socialist Programme Party* (BSPP, également appelé *Lanzin Party*). Dès 1963, une politique dure est engagée, avec la nationalisation de 15 000 entreprises privées, converties en « entreprises d'état », gérées par des personnels militaires qui n'ont pas les compétences requises (Steinberg, 2010). En 1964, les partis politiques sont interdits, les médias sévèrement censurés, tandis que les communications avec le reste du monde, la possession de radios et postes de télévision sont strictement encadrées. Cette fermeture se poursuit jusque dans les années 1980 ; la Birmanie est alors considérée comme « l'un des pays les plus fermés au monde » (Smith, 1999, in Ferguson, 2014) ou même une « nation ermite » (Houtman, 1999).

Les années Ne Win sont marquées par la prolifération des conflits entre l'Armée birmane (*Tatmadaw*) et une vingtaine de groupes armés opérant dans les marges du pays. Ces confrontations transforment le territoire birman en une mosaïque complexe, entre régions contrôlées par le gouvernement, dans les basses terres du pays ; « zones libérées » tenues par les groupes armés, souvent adossées à des frontières internationales, plaques tournantes de tous trafics ; et vastes zones grises, où la *Tatmadaw* est tenue en échec par des guérillas qui ont l'avantage du terrain, mais qui restent incapables de l'emporter en raison des rivalités entre eux et en leur sein (Smith, 1991).

Ce faisceau de politiques isolationnistes et de conflits internes converge, dans les années 1980, en une crise insoluble : l'agriculture présente des rendements dramatiques ; l'industrie n'affiche qu'une productivité symbolique ; le marché noir prospère au point de devenir une composante majeure de l'économie ; l'inflation connaît une hausse marquée. Dans ce contexte, une altercation entre des étudiants et la police en mars 1988 dégénère en protestations violentes, qui culminent le 8 août 1988 en une vague de manifestations dans tout le pays, très sévèrement réprimée par les autorités. Le Général Ne Win est contraint de démissionner, et après quelques semaines d'instabilité politique, l'Armée effectue un nouveau coup d'État le 18 septembre 1988 (Steinberg, 2010).

### **0.2.3.2. Les ambiguïtés de la politique touristique sous Ne Win : entre méfiance institutionnalisée et velléités d'ouverture**

L'ère Ne Win (1962-1988) est une bien étrange période d'un point de vue touristique : la politique de la junte est véritablement schizophrène, écartelée entre ouverture et fermeture au monde. Ainsi, dans la foulée du coup d'État de 1962, la validité des visas birmanes est réduite de 30 jours à 24 heures – ce qui revient à une quasi-interdiction du tourisme – et il faut attendre 1969 pour qu'elle soit portée à 72 heures (Khin Thein Win, 2010 : 3-4). En 1965, le gouvernement resserre son contrôle sur le secteur en nationalisant toutes les entreprises touristiques au sein de la « Corporation n° 20 » du ministère du commerce. En 1978, cette dernière est réorganisée en *Hotel and Tourism Corporation* (HTC), toujours sous l'égide de ce même ministère (Ko Ko Thett, 2012 : 13).

Cette politique restrictive n'empêche pas la junte de tenir un discours volontariste vis-à-vis du tourisme : en 1964, elle publie l'ouvrage *Burma, National Economy*, qui vante l'engagement gouvernemental dans le secteur touristique. La compagnie *Burma Hotels Limited* a ainsi « le projet d'ouvrir plus d'hôtels dans toutes les grandes villes et les hauts lieux de Birmanie susceptibles d'attirer les touristes » (*Director of Information*, 1964 : 95). L'année suivante, le ministère du commerce publie l'ouvrage *Burma*, largement dédié au tourisme, et proposant un éventail de destinations étonnamment large : Rangoun, Mandalay et Bagan, mais aussi Inlé, Mogok, Namhsan, Moulmein, Loikaw, Ngapali, Mogaung et même Putao, dans l'Himalaya birman (*Ministry of Trade*, 1965 : 19-25). La majorité d'entre elles sont éloignées et peu desservies par avion : il est pour ainsi dire impossible d'y faire l'aller-retour depuis Rangoun en 24 heures. Par ailleurs, ces régions périphériques sont le théâtre – ou du moins à proximité immédiate – de conflits violents entre la *Tatmadaw* et des groupes rebelles (Lintner, 1994 ; Smith, 1991). Cette cartographie touristique paradoxale représente à nos yeux un exercice de construction performative de la Birmanie post-coloniale. Alors qu'à l'époque britannique, c'est l'expansion territoriale qui créait le domaine touristique, le processus inverse semble ici à l'œuvre : en intégrant rhétoriquement ces régions périphériques, centrifuges, à un œcoumène touristique national, le régime Ne Win les amarre d'autorité au reste du territoire et à la nation birmane en construction. En d'autres termes, le gouvernement Ne Win utilise le tourisme comme outil de territorialisation, d'imposition des frontières de l'État et, *in fine*, de traçage autoritaire du « géocorps de la nation » (Winichakul, 1994).

En 1970, le gouvernement entrouvre la porte au tourisme en portant la validité des visas à une semaine, durée qui reste en vigueur pendant presque vingt ans, jusqu'à l'extension à deux semaines, décidée en 1989 (Khin Thein Win, 2010 : 4). Bien qu'il permette une première structuration des premiers circuits touristiques dans le pays, sa brièveté impose des itinéraires très limités : à la fin des années 1970, les 12 circuits proposés par l'agence touristique d'État ne sont en réalité que des variations entre Rangoun, Mandalay, Bagan, Bago, Inlé et Ngapali (Kanbawza Win, 1977 : 30-31).

En 1980, le gouvernement, probablement asphyxié par l'impasse économique de la « voie birmane vers le socialisme », saisit la main tendue par la communauté internationale, et s'associe au Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et à l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT) pour mettre sur pied un schéma de développement touristique. En réalité, la junte semble s'engager sur ce chemin à contrecœur, bien décidée à mettre cette opportunité au profit de ses intérêts économiques et idéologiques et à rester maîtresse de son tourisme.

Ainsi, dans la première version du *Tourism Development Master Plan* (1983), ces organisations internationales recommandent de porter la durée des visas de 7 à 10 jours, et de construire plus d'hôtels à Rangoun, Mandalay, Pagan (Bagan), Prome (Pyay), Bassein (Patheingyi) et Inlé (PNUD/OMT, 1986 : 4-5). Néanmoins, aucune de ces mesures n'est suivie d'effets, et le rapport de 1986 s'ouvre donc sur un constat d'échec : sur l'année budgétaire 1984/85, 34 000 visiteurs auraient été recensés, contre un objectif de 47 100 (*ibid.* : 4-10). Ce rapport de 1986 met donc en avant deux propositions majeures. D'une part, les consultants suggèrent de positionner clairement la Birmanie sur le marché touristique en visant spécifiquement les touristes aisés voyageant en groupes, au détriment des voyageurs indépendants. La formulation choisie, assez surréaliste, ne détonnerait pas dans un discours du Général Ne Win :

« Le type de touriste qui doit être découragé (sic) est le voyageur indépendant à bas budget. Non seulement ils ne contribuent que de manière marginale à l'économie birmane, mais ils accaparent également les capacités de transport et sont plus difficiles à contrôler, générant donc un risque de nuisance culturelle et sociale (sic). Ils financent régulièrement leur séjour par la vente d'objets personnels et de biens *duty-free*, et prennent part au marché noir de devises étrangères. » (PNUD/OMT, 1986 : 14)

Afin de remédier à ces « risques », les consultants prônent l'instauration d'une barrière financière : une somme forfaitaire de plusieurs centaines de dollars à changer en coupons valables auprès de la HTC et évitant toute diversion de l'argent du tourisme auprès du secteur privé.

La seconde proposition phare du rapport de 1986 apparaît comme une réponse à la léthargie gouvernementale sur la question hôtelière. Les consultants prennent désormais l'initiative, et livrent les esquisses d'un hôtel à Rangoun, un à Mandalay et un à Pagan. Celui de Rangoun est le plus massif. Situé au croisement de Pyay Road et Ahlone Road, il occupe un emplacement très symbolique : on est ici juste au sud de la célèbre pagode Shwedagon, mais aussi de l'immense Parlement. Le tourisme se construit donc sous l'étroite surveillance du pouvoir politique. Par ailleurs, le triptyque Shwedagon – Parlement – grand hôtel rassemble en un même lieu les pouvoirs que la junte cherche à s'attribuer : pouvoir politique ; pouvoir spirituel ; pouvoir économique et visibilité internationale. D'après les plans, cet hôtel, comptant 233 chambres sur trois étages ainsi qu'une salle de réception/conférence de 1000 places, présente une architecture assez générique, qui n'évoque que lointainement une quelconque identité birmane (annexe 4).

Néanmoins, un an plus tard, le projet est modifié en profondeur : l'hôtel passe de 233 à 350 chambres ; en cause notamment, l'adjonction d'un bâtiment de 100 chambres pour les délégations étrangères de passage, reflétant la stratégie de prestige de la junte et sa quête de reconnaissance internationale. Par ailleurs, l'architecture originelle d'inspiration lointainement birmane cède la place à une architecture contemporaine en béton (annexe 5). Le moteur de ce bouleversement architectural est avant tout politique, et les architectes semblent y avoir consenti à contrecœur :

« Il est établi que les touristes préfèrent de plus en plus les hôtels qui ont une atmosphère locale. Cependant, dans le cas du projet proposé à Rangoun, le gouvernement birman a fait la demande d'un hôtel de très haut standing, qui pourrait convenir non seulement aux touristes, mais aussi à d'autres types de clientèles. En matière de concept architectural, le gouvernement birman attend *un complexe qui reflète le développement de la Birmanie en une société moderne.* » (*ibid.* : 5.1-5.2, notre emphase)

Le tourisme et ses infrastructures apparaissent donc au service d'une logique de prestige pour un gouvernement qui, à défaut de pouvoir créer les conditions favorables à la modernisation du pays, en multiplie néanmoins les signes. Aujourd'hui, le périmètre n'est pas

occupé par un hôtel, mais par deux, et leur architecture laisse penser que le projet PNUD/OMT n'a pas été mené à son terme.

### **0.2.3.3. Le tourisme sur le terrain : un phénomène encore modeste, mais bien réel**

Alors que l'on considère aujourd'hui les années Ne Win comme une époque de fermeture au monde, les documents d'époque prouvent que le tourisme était certes limité mais bien réel, et qu'il connaissait même une certaine croissance. Alors que les contraintes de visa avaient réduit le tourisme à des niveaux négligeables dans les années 1960 (environ 2 000 visiteurs par an, Khin Thein Win, 2010 : 4), le relatif assouplissement des règles dans les années 1970 marque un rebond. Les chiffres passent ainsi de 11 000 visiteurs en 1974 à plus de 41 000 en 1987, avant un effondrement à moins de 10 000 dans le contexte heurté de 1988 (Henderson, 2003, fig. 1). Aujourd'hui encore, il est assez largement admis que la Birmanie était fermée aux voyageurs indépendants jusqu'au début des années 1990, et que seuls les groupes en voyage organisé pouvaient y pénétrer. Ainsi, en 1996, une ONG britannique écrit qu'

« En 1990, les touristes ne pouvaient visiter qu'une liste limitée de destinations, et comme membres de voyages organisés » (*Burma Action Group*, 1996 : 8)

En 1999, deux chercheurs anglo-saxons écrivent que

« La hausse de la fréquentation au cours des dernières années est en partie liée à l'assouplissement des restrictions sur les visas et à la possibilité de voyager de manière indépendante en Birmanie » (Philp et Mercer, 1999 : 32)

Ces deux textes s'appuient en réalité sur un implicite jamais évoqué – et peut-être même cultivé : lors des troubles de 1988, les frontières birmanes furent bel et bien fermées aux voyageurs indépendants, mais les auteurs négligent de préciser qu'avant cette date, ces derniers pouvaient bel et bien circuler librement. Nos recherches prouvent même leur importance numérique dès les années 1970 : en 1986, ils représentent plus des deux tiers de tous les touristes<sup>6</sup> (fig. 1).

En termes de nationalité, les touristes visitant la Birmanie dans les années 1980 sont en majorité occidentaux (environ 80 % des flux, cf. annexe 6). Enfin, d'un point de vue spatial,

---

<sup>6</sup> Sur la figure 1 ne sont représentés que les visas touristes. Les dates étant données sur des années budgétaires (avril 1980 à avril 1981), nous avons fait le choix de considérer l'année 1980/81 comme l'année calendaire 1980, etc.

les circuits touristiques sont des plus restreints : dans les années 1980, les statistiques complètes, mêlant groupes et indépendants, dessinent un étroit triangle, comprenant Rangoun (100% des visiteurs) Mandalay (81%) et Pagan (72%) tandis que le lac Inlé, Ngapali, Kyaikhtiyo ou Moulmein font figure de destinations plutôt secondaires<sup>7</sup> (PNUD/OMT, 1986 : 8-9).

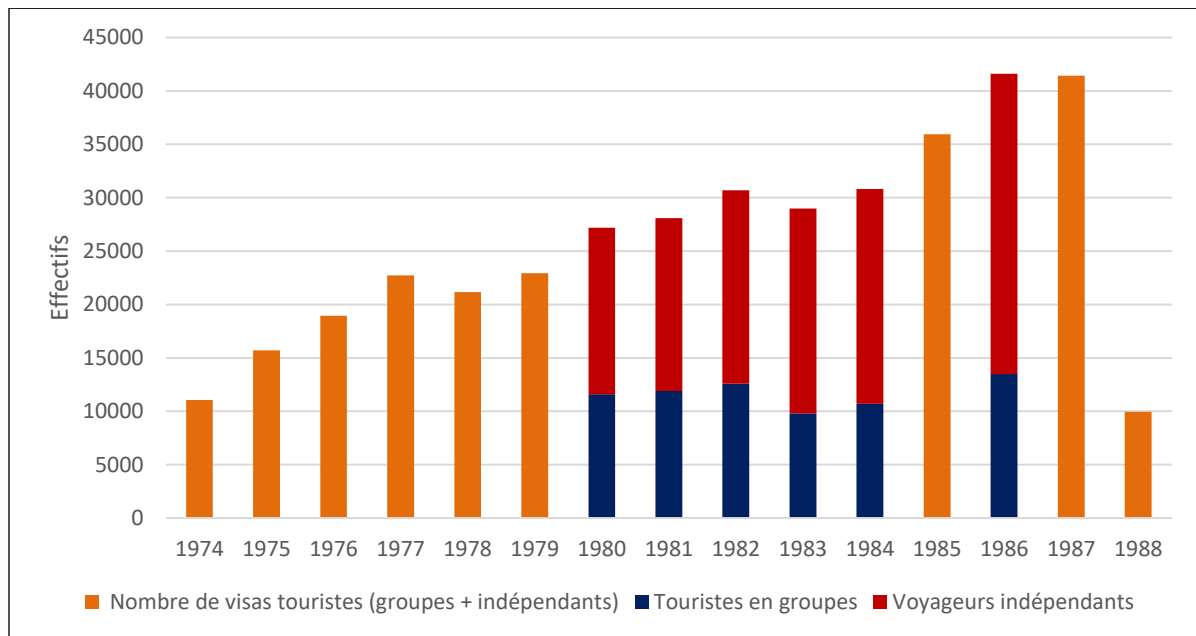


Figure 1 : La lente croissance du tourisme en Birmanie.

Source : Henderson (2003), à l'exception des années 1980 à 1984 (PNUD et OMT, 1986 : 6) et 1986 (PNUD/OMT, 1987 : 3.1)

Si l'on réintroduit ces timides dynamiques birmanes dans le contexte du tourisme en Asie à l'époque, un double constat apparaît. D'une part, le pays apparaît en retard par rapport à certains voisins dynamiques comme la Thaïlande, la Malaisie ou les Philippines, qui connaissent dans les années 1970-1980 une croissance très importante (Hall et Page, 2000, *cf.* annexe 7), largement portée par l'action volontariste des autorités. On assiste en effet à un changement de paradigme politique : le tourisme « passe de quelque chose qui se produisait juste à quelque chose de consciemment planifié » (Richter, 2008 : 135). En revanche, la situation birmane n'apparaît pas en contradiction aussi flagrante avec celles d'autres voisins. La Chine ne s'est ainsi ouverte au tourisme qu'à partir de 1978, sous l'effet de la politique de Deng Xiaoping (Airey et Chong, 2011). Au Vietnam, le *General Department of Tourism* (entreprise d'État) a gardé un contrôle total sur le secteur jusqu'en 1986 (Bennett, 2008), tandis qu'au Laos, les étrangers ne sont officiellement les bienvenus que depuis 1989 (Harrison et Schipani, 2008). Au Cambodge, la dictature Khmer rouge dans les années 1970 et le contexte agité des années 1980 ne constituèrent pas non plus un cadre favorable (Chheang, 2008). De ce point de vue, la Birmanie ne constitue donc pas une exception flagrante. Ce n'est qu'à partir des années 1990 qu'elle apparaît vraiment comme un cas isolé.

Cette lente affirmation du tourisme dans le paysage birman s'explique en bonne partie par les représentations du pays dans l'imaginaire touristique : alors que la littérature de voyage des années

<sup>7</sup> Pour comparaison, la 4<sup>ème</sup> (et dernière) ville de ce classement est Maymyo (Pyin Oo Lwin), avec seulement 16 % des visites. Tous ces chiffres prennent en compte les voyageurs indépendants et les groupes.



1990-2000 associe le régime birman à une dictature sanguinaire (*cf.* 0.2.4.4.), celle des années 1960 à 1980 a en réalité une dimension politique très ténue. Dans les guides et articles de voyage, le régime Ne Win apparaît plutôt sous les traits d'une bureaucratie médiocre et procédurière, générant de menus désagréments pour le voyageur. La répression des manifestations de 1974, la violence des conflits ethniques et la surveillance généralisée de la population n'apparaissent qu'en filigrane. Plus encore, les observateurs soulignent les gestes d'ouverture du pays, certes lents, mais non négligeables à l'époque (*cf.* annexe 8).

Cette absence du politique laisse le champ libre à l'émergence d'un discours littéraire et médiatique sur l'« authenticité » du pays. En effet, à une époque où le reste de l'Asie du Sud-Est connaît un développement rapide, une recomposition profonde et une intégration soutenue à la mondialisation, le différentiel se creuse avec la Birmanie, dont l'« authenticité » devient le trait saillant. Dès 1963, Claude Moisy, jouait déjà des clichés et des mythes de l'époque coloniale :

« Il n'y a plus de terres interdites, c'est une affaire entendue. [...] Le monde rapetisse tous les jours, et pourtant... Et pourtant, il existe encore nombre de pays, et pas toujours des moindres, que l'on ne connaît pas parce qu'ils se cachent. [...] La Birmanie est le pays des femmes-girafes et des derniers coupeurs de têtes. »  
(Moisy, 1964 : 5).

La tendance se poursuit dans les années 1970, lorsque Guillon et Delachet (1975) ouvrent leur ouvrage sur la métaphore de l'insularité, qui deviendra récurrente par la suite : « pays fermé : la nature, avant l'Homme, en a décidé ainsi ; la Birmanie constitue une manière d'île. » (*op. cit.* : 8), « la Birmanie semble être restée hors du monde, hors de l'histoire » (p.24). Cette image de la Birmanie comme une capsule temporelle, immobile dans un monde en pleine mutation, gagne en prégnance dans les années 1980. Le guide de J. Stevens (1987) s'ouvre ainsi par les lignes suivantes :

« Un pays hors du temps. Le voyageur qui débarque en Birmanie éprouve une étrange sensation : celle de se retrouver plusieurs dizaines d'années en arrière... »

Cette « authenticité » paraît d'autant plus précieuse que ses jours sembleraient comptés. En 1979, J. Klein évoque cette urgence à visiter la Birmanie « avant qu'il ne soit trop tard » :

« Un pays où l'on ignore la télévision et le coca-cola. Quoi ? On peut encore vivre au XX<sup>ème</sup> siècle en ignorant ces deux bienfaits du progrès de l'humanité ? Quand je vous aurai dit qu'il s'agit du pays rétro par excellence, à l'écart des hordes des temps modernes, chewingumantes et cliclacmercikodakantes, vous saurez ce qu'il vous reste à faire : le visiter le plus vite possible. La survie d'un tel pays est un miracle. Un miracle qui malheureusement ne durera pas éternellement. » (J. Klein, 1979 : 9)

En même temps que les représentations touristiques érigent la Birmanie en « dernière frontière », cette rhétorique de l'authenticité est complétée par son symétrique : la peur de la perte de la tradition, comme si l'authenticité portait en elle les germes de sa destruction.

#### **0.2.4. L'ère SLORC/SPDC (1988-2011) : le tourisme, caution internationale et outil de la politique de « myanmafication »**

##### **0.2.4.1. Du BSPP au SLORC/SPDC : un changement de ligne**

Dans la foulée du coup d'État du 18 septembre 1988, le BSPP est remplacé par une junte d'officiers supérieurs, qui se baptise SLORC (*State Law and Order Restoration*

*Council*) jusqu'en 1997, date à laquelle elle adopte la dénomination de SPDC (*State Peace and Development Council*). D'abord menée par le général Saw Maung jusqu'en 1992, la junte est ensuite dirigée par le général Than Shwe jusqu'en 2011.

Sur le plan politique, le SLORC réintroduit le multipartisme et organise des élections en mai 1990. Ce scrutin voit la large victoire de la *National League for Democracy* (NLD), parti d'opposition fondé en 1988 et mené par Aung San Suu Kyi, fille du général Aung San. Cependant, cette ouverture politique est de courte durée : l'Armée refuse de céder le pouvoir, arguant de la nécessité d'élaborer une nouvelle Constitution avant tout changement de gouvernement ; le multipartisme est très sévèrement restreint (Smith, 1991 ; Steinberg, 2010). Les années 1990-2000 sont marquées par la surveillance d'État, la censure des médias et un système de justice des plus sommaires qui permet la détention de milliers de prisonniers politiques.

L'ère SLORC/SPDC voit des changements significatifs dans les relations avec les mouvements de guérilla. D'une part, la *Tatmadaw* aurait doublé ses effectifs entre 1988 et 1996 et se serait modernisée en profondeur (Callahan, 2003 ; 2007) ; elle est désormais en mesure d'intensifier ses opérations, notamment dans les États Karen et Kayah, et d'étouffer les groupes armés par une politique radicale de *four cuts*, par laquelle elle restreint leur accès aux financements, aux vivres, aux renseignements et au recrutement. D'autre part, elle manie les incitations économiques semi-mafieuses (concessions minières, licences d'importations), dans un système que K. Woods (2011) qualifie de « capitalisme de cessez-le-feu », souvent associé à la concession d'une certaine autonomie politique. Cela permet à la junte de racheter la loyauté de certains rebelles et de transformer les anciennes guérillas en milices pro-gouvernementales, auxquelles elle sous-traite la stabilisation des marges (Meehan, 2011). Malgré la persistance de heurts, la junte militaire obtient donc la signature de nombreux cessez-le-feu et une relative stabilisation du front ethnique (Maung Thawngmung, 2003 ; Egreteau, 2004 ; Callahan, 2007).

Construit sur l'échec de « la voie birmane vers le socialisme », le SLORC/SPDC effectue également un virage vers l'économie de marché (Mya Maung, 1998). En novembre 1988, il promulgue une loi sur les investissements, qui offre certaines garanties aux étrangers (Perry-Hobson et Leung, 1997 : 61-62). Malgré des débuts prometteurs qui suscitent l'espoir, voire l'admiration de certains observateurs (Mya Maung, 1998 : 154), les investissements sont vite freinés par les trains de sanctions américains puis européens de 1997, 2003 et 2008

(Steinberg, 2010 : 86). L'ère Than Shwe est indissociable du capitalisme de connivence<sup>8</sup>, système clientéliste qui imbrique de manière étroite et bien peu lisible les sphères économiques et politico-militaires, concentrant l'essentiel de l'économie nationale au sein de quelques groupes et de quelques familles.

Cet écosystème opaque repose tout d'abord sur la puissance du politique et la coercition de l'armée. À partir des années 1990, le ministère de la défense met sur pied la *Union of Myanmar Economic Holding Limited*<sup>9</sup> (UMEHL) et la *Myanmar Economic Corporation* (MEC), des empires dont les activités s'étendent de l'armement à la production de bière, des activités bancaires à l'exploitation minière. Ces entreprises sont des boîtes noires : depuis leur origine, il est difficile d'en définir le périmètre précis, et aujourd'hui encore, le Parlement n'a aucune visibilité sur leurs activités.

Par ailleurs, à partir des années 1990, les officiers de la *Tatmadaw* se transforment en hommes d'affaires puissants. En effet, l'économie birmane s'ouvre à un monde en plein élan néo-libéral post-Guerre Froide ; de nombreux cessez-le-feu sont signés dans les marges du pays, donnant accès à de nouvelles ressources et aux riches zones frontalières. Cette double ouverture donne à ceux qui sont capables de s'imposer l'accès à des opportunités économiques sans précédent (Callahan, 2007). Dans le même temps, la montée en puissance spectaculaire de la *Tatmadaw* nécessite des moyens considérables, qui sont extraits directement du terrain. Les commandeurs militaires régionaux sont notamment sommés de pourvoir à leurs propres besoins et se lancent donc dans l'agriculture, l'industrie, les activités extractives, etc. En l'espace de quelques années, ils rajoutent à leur pouvoir militaire une influence politique, économique et territoriale considérable (*ibid.*).

Le second pilier du capitalisme de connivence est la galaxie obscure des *cronies*, dont les noms font partie du paysage birman : U Tay Za et son *Htoo Group of Companies*, U Zaw Zaw et sa holding *Max Myanmar*, U Chit Khine et son *Eden Group*, U Aung Ko Win et son vaisseau-amiral *Kanbawza*, Steven Law et sa société *Asia World*, etc. Aujourd'hui encore, ces entreprises contrôlent de très vastes pans de l'économie birmane : transport aérien, autoroutes, travaux publics et construction ; banques, assurances et commerce ; exploitation minière, forestière et gazière ; agroforesterie et agriculture, tourisme, etc. Ces individus ont bâti leurs

---

<sup>8</sup> Le terme de « capitalisme de connivence » est la traduction française du terme courant de *crony capitalism*. Nous l'utiliserons tout au long de cette thèse.

<sup>9</sup> En 2016, le consortium UMEHL est devenu la *Myanmar Economic Holdings Public Company Limited* (MEHPLC).

empires grâce à leurs liens privilégiés avec la *Tatmadaw*, un clientélisme qui confine parfois à la relation filiale : U Tay Za a toujours été très proche de Than Shwe ; U Aung Ko Win a été le disciple du général Maung Aye et a épousé la nièce du Général Win Myint<sup>10</sup> ; Steven Law est le fils de Lo Hsin Han, l'un des seigneurs de guerre et trafiquants de stupéfiants les plus puissants de l'État Shan, et très proche de Than Shwe en son temps<sup>11</sup>.

La relation entre *cronies* et militaires se prolonge même dans l'antimonde (Brunet *et al.*, 1993) brutal des trafics : Khin Nyunt est surnommé par les Birmans *Bein Khin Nyunt*, (« Opium Khin Nyunt »), pour ses liens avec les trafiquants kokang et wa (Mya Maung, 1998 : 200-201). Cette proximité se prolonge jusque dans la sphère intime : en 1996, lorsque Lo Hsing Han célèbre le mariage de son fils Steven Law, l'invité d'honneur n'est autre que le Lieutenant Général Kyaw Ba, le ministre du tourisme de l'époque (*ibid.* : 200). Cette complémentarité entre *cronies* et élites politico-militaires n'est pas qu'une simple histoire de dessous de table discrets et d'arrangements interpersonnels : elle est institutionnalisée. À partir de 1989, certaines banques d'État se livrent ainsi à du blanchiment d'argent, transformant l'argent de la drogue en argent légal, moyennant une « taxe de blanchiment » des plus lucratives, d'abord fixée à 40 puis à 25 %. Le même mécanisme se reproduit dans le foncier : les *cronies* achètent des terres à un prix nettement supérieur à celui du marché ; la différence tient lieu de taxe pour le gouvernement, et les investisseurs héritent d'un terrain légal (Meehan, 2011 : 391).

Pour les généraux birmans, ces entrepreneurs à la fois riches, ambitieux et efficaces représentent des partenaires de choix, des vecteurs de transformation économique et de contrôle territorial. En effet, ils permettent à un gouvernement structurellement déficitaire de mener des projets d'envergure à moindre frais : ainsi, les compagnies *Htoo*, *Asia World*, *Max Myanmar* et *Eden* auraient participé gratuitement à la construction de la pharaonique capitale de Nay Pyi Taw. En échange, elles auraient reçu des licences minières ou d'importation d'automobile. Par ailleurs, ces entreprises sont des vecteurs très puissants de l'intégration territoriale birmane. Ce sont elles qui construisent les autoroutes, les aéroports, les ponts, les

---

<sup>10</sup> Source : *The Irrawaddy*, juin 2000 : « Burmese Tycoons, part 1 » ; câble diplomatique de l'ambassade américaine, novembre 2008 : « Sanctioning private burmese companies under the jade act » : [https://wikileaks.org/plusd/cables/08RANGOON896\\_a.html](https://wikileaks.org/plusd/cables/08RANGOON896_a.html)

<sup>11</sup> Source : *The Irrawaddy*, septembre 2008 : « Tracking the tycoons » ; câble diplomatique de l'ambassade américaine, 27 décembre 2007 : « dropping the hammer on crony Steven Law » : [https://wikileaks.org/plusd/cables/07RANGOON1211\\_a.html](https://wikileaks.org/plusd/cables/07RANGOON1211_a.html)

barrages<sup>12</sup> ; qui exploitent les forêts de la lointaine vallée du Hukawng<sup>13</sup>, les mines de jade de Hpakant (*Global Witness*, 2015), dans l'État Kachin, ainsi que de vastes plantations de palmiers à huile dans le Tenasserim (Nicholas *et al.*, 2018). Tout comme les autorités militaires sous-traitent le contrôle des périphéries à d'anciens groupes rebelles devenus milices pro-gouvernementales, elles confient à ces acteurs économiques la mise en valeur des marchés-frontière, et la transformation de la marge rebelle en espace productif intégré au territoire birman. Ce tropisme des *cronies* pour la marge peut être expliqué par plusieurs facteurs. D'une part, les années 1990 marquent l'entrée en jeu d'investisseurs étrangers, processus qui s'accélère à partir de 2011 ; concurrencés par ces nouveaux venus, les *cronies* redéplient assez logiquement leurs activités vers les périphéries encore instables du pays, ces zones grises dans lesquelles leurs appuis politico-militaires, leurs réseaux clientélistes, leurs méthodes brutales et leur connaissance du terrain représentent un avantage comparatif décisif. La frontière représente donc le terrain d'action privilégié des *cronies* :

« La frontière, avec toutes les strates de pouvoir, d'ordre, de lois et de violences qui la désignent comme telle, reste un espace à pacifier, à ordonner, à rendre sûr (Kimmerling, 1983). Dès lors qu'il est considéré comme "frontière", un espace devient synonyme de "liberté"... mais sans loi [...] un espace encore ouvert aux modes de capitalisme bruts et rugueux, à la destruction et aux déplacements et où les bénéfiques – et donc les intérêts à les contrôler – sont accrus » (Meehan et Plonski, 2017 : 21)

D'autre part, dès les années 1990, le capitalisme de connivence se heurte au risque, bien connu des économistes, de la crise de suraccumulation : le capitalisme moderne ne peut surmonter sa fragilité primordiale qu'en se déployant en permanence vers de nouveaux territoires, en exploitant de nouveaux différentiels, de nouvelles complémentarités à travers des « dispositifs spatio-temporels » (Harvey, 2004). Or, avec les trains de sanctions occidentales à partir de 1995 (Martin, 2012), le système capitaliste birman perd une grande partie de ses exutoires étrangers et se retrouve pris au piège du territoire national (Ko Ko Thett, 2012) : pour ce « capitalisme captif » pourtant condamné à circuler, les marges birmanes sont la seule échappatoire possible.

Sur la scène internationale, la junte militaire fait le choix de l'ouverture et commence enfin, avec retard, son « inclusion asiatique » (Tournier, 2007) afin de revitaliser une

---

<sup>12</sup> Source : *The Irrawaddy*, juin 2000 : « Burmese Tycoons, part 1 » ; *The Irrawaddy*, septembre 2008 : « Tracking the tycoons ».

<sup>13</sup> Source : Ko Ko Thett, 2012 ; *Asian Correspondent*, 22 novembre 2012 : « Is the world's largest tiger reserve a front for Burma's *cronies*? ».

économie asphyxiée et de sortir de l'orbite de Pékin (Egreteau, 2009). Cette politique se traduit notamment par l'adhésion de la Birmanie à l'ASEAN (*Association of South East Asia Nations*) en 1997. Au-delà, la junte militaire tente de redorer son image auprès des puissances occidentales, en s'appuyant notamment sur le tourisme (*cf.* 0.2.4.4.).

Une autre rupture majeure concerne la définition de la communauté nationale : alors que l'ère Ne Win avait été marquée par une politique de birmanisation des minorités ethniques et de promotion exclusive de l'identité majoritaire bamar (Smith, 1994 ; Gravers, 2007), le SLORC/SPDC, sous la conduite de son principal idéologue, le Général Khin Nyunt, adopte une autre vision : transcendant l'opposition historique entre *Burma Proper* et périphéries, elle s'efforce de construire une nation englobante. Cela passe par un changement hautement symbolique, celui du nom du pays : le 18 juin 1989, le terme de « Birmanie », trop associé à la seule ethnie majoritaire bamar, est supplanté par celui de « Myanmar », qui se veut plus inclusif, débordant de la seule vallée de l'Irrawaddy pour embrasser les périphéries montagneuses et ses habitants<sup>14</sup>. Pendant près de vingt ans, tout au long de l'ère SLORC/SPDC, la junte militaire mène une politique de « myanmafication » (Houtman, 1999), visant à donner corps à cette nation fantasmée.

Pour ce faire, les autorités militaires ravivent le souvenir de souverains birmans légendaires (Anawratha, Bayinnaung et Alaungpaya) ayant, dans une certaine mesure, réussi à contrôler l'ensemble du pays ; ils formulent et cultivent le mythe d'une union nationale immémoriale, que seule la colonisation britannique serait venue bouleverser (Cheesman, 2002, in South, 2008) ; ils mettent en scène une filiation symbolique, religieuse et politique avec ces trois grands rois afin de récupérer une légitimité qu'ils n'ont pu obtenir par les urnes. Ils érigent le bouddhisme comme principe unificateur et transcendant de la nation birmane et, à travers l'érection de pagodes dans tout le pays, se positionnent comme les ordonnateurs de ce cadre moral. Enfin, ils mettent en scène l'idéologie – voire le mythe (Gravers, 2007) – d'une Birmanie aux 135 groupes ethniques (Houtman, 1999). Près de cinquante ans après l'indépendance de la Birmanie, la construction post-coloniale de cette « communauté imaginée » (Anderson, 1983) passe par la rhétorique de « l'union dans la diversité ». C'est ainsi que le Général Than Shwe déclare que

---

<sup>14</sup> D'un point de vue linguistique, le terme de « Myanmar » est en réalité étroitement synonyme de celui de « Birmanie », et n'est donc pas plus englobant (Smith, 1991).

« Dans l'Union du Myanmar, où vivent les races nationales, les cultures, les traditions, les langues et les systèmes sociaux peuvent paraître différents, mais en essence, ils sont tous basés sur le même sang, celui de la filiation de l'Union, comme cent fruits provenant du même arbre » (in Smith, 1994 : 19).

La myanmafication n'est pas la dissolution des particularismes et des identités minoritaires dans une identité bamar ; elle est plutôt mise en ordre d'une mosaïque ethnique folklorisée et dépolitisée ; elle est construction discursive et performative d'une communauté nationale sous le patronage des Bamar et du bouddhisme (Douglas, 2003 ; 2005 ; 2007 ; Ferguson, 2015).

En septembre 2007, la hausse du prix de l'essence provoque de vastes manifestations populaires, menées, pour la première fois, par la communauté monastique (*sangha*). La répression très violente de cette « Révolution Safran » et surtout l'usage de la force contre la communauté monastique causent des dommages sans précédent à la junte en termes de légitimité politico-religieuse. Un second coup est porté par le cyclone Nargis qui, en mai 2008, fait près de 140 000 victimes le long de la côte ouest du pays et dans le delta de l'Irrawaddy. La gestion désastreuse de la crise par les autorités fait l'objet de critiques d'autant plus vives que dans le même temps, la population, la société civile (Desaine, 2011 ; Lall, 2016) et la communauté monastique (Brac de la Perrière, 2014) font preuve d'une intense mobilisation.

Le referendum sur l'adoption de la nouvelle Constitution, tenu dans la confusion post-Nargis en mai 2008, débouche sur un plébiscite bien peu crédible, à plus de 92% des voix. Ce nouveau texte entérine et explicite le rôle de la *Tatmadaw* dans la vie politique birmane : le chef d'État-major peut ainsi nommer 25% des parlementaires, ainsi que les ministres de l'intérieur, de la défense et des affaires frontalières. Cette Constitution une fois adoptée, la junte militaire s'engage à tenir des élections multipartites en 2010, devant porter au pouvoir un gouvernement civil.

#### **0.2.4.2.L'ouverture touristique de la Birmanie**

Après des décennies de méfiance vis-à-vis du tourisme, ce dernier fait son retour parmi les priorités du SLORC/SPDC. Cette articulation entre politique et tourisme, motivée par des « objectifs économiques et hégémoniques » (Henderson, 2003 : 97), se traduit d'abord par un nouveau cadre légal. Le 20 juin 1990, le Senior Général Saw Maung ratifie une première

*Myanmar Tourism Law* très sommaire, aux orientations très sécuritaires : le secteur touristique doit être géré selon huit « principes de base », dont le premier est d'« empêcher toute atteinte à la souveraineté et à la sécurité de l'État »<sup>15</sup>. Le 23 octobre 1993, le Senior Général Than Shwe la remplace par la *Myanmar Hotel and Tourism Law*. Si les termes les plus durs du texte de 1990 disparaissent, son contenu reste faible : en réalité, elle ne fournit pas de cadre clair au développement touristique, se concentrant sur la gestion des licences hôtelières. Le tourisme se développe donc dans un cadre légal extrêmement ténu qui cantonne le ministère au rôle de gardien de la ressource touristique, sélectionnant – ou plutôt co-optant – ceux qui peuvent y accéder. D'un point de vue institutionnel, Than Shwe crée un *Ministry of Hotel and Tourism* (MoHT) autonome, mis en place le 24 septembre 1992 sous la direction du Lieutenant-Général Kyaw Ba (MoHT handbook, 2015 : 1-2). Malgré cette autonomie théorique, le ministère reste en réalité chargé de la gestion du tourisme au jour le jour, tandis que les grandes orientations proviennent directement des hautes sphères du pouvoir<sup>16</sup>.

Accusant Ne Win d'avoir laissé stagner le tourisme en Birmanie (*Golden Myanmar*, 1996 : 25), le gouvernement fait preuve d'un réel volontarisme. Il fait ainsi passer la validité des visas de une à deux semaines en 1989 (Ni Ni Aung, 2010 ; Langeau, 2014) ou 1990 (Thein Htoo, 2015), même si, dans ce contexte post-1988, les visas semblent réservés aux groupes. En 1992, les voyageurs indépendants peuvent faire leur retour en Birmanie (*Lonely Planet*, 1996 : 62). Enfin, en août 1993, le visa est porté à 4 semaines (*Golden Myanmar*, 1996 : 25), durée toujours en vigueur aujourd'hui. Autre nouveauté : les postes-frontières terrestres sont ouverts en 1992 (Khin Thein Win, 2010 : 23), apportant un complément significatif de visiteurs, dont certains munis d'un visa touriste : pendant l'année budgétaire 1992/1993, 10 000 des 22 000 visiteurs munis d'un visa touriste rentrent sur le territoire par voie de terre (*Central Statistical Organization 1993* : 316<sup>17</sup>). Il semblerait néanmoins que les frontières terrestres n'aient été ouvertes qu'aux voisins directs (Thaïlandais, Chinois ou Indiens) ainsi qu'à de rares groupes d'occidentaux en voyage organisé<sup>18</sup>. Il faut attendre 2013 pour qu'elles s'ouvrent aux Occidentaux voyageant indépendamment.

---

<sup>15</sup> Source : *The Working People's daily*, 21 juin 1990 : 3, 4, 7. Ces huit points sont consultables en annexe 9.

<sup>16</sup> Source : U Htay Aung, ministre du tourisme (2011-2016), comm. orale, 9 mai 2017

<sup>17</sup> Les données du *statistical yearbook* sont étonnamment précises : elles classent séparément les visas touristes des autres visas, et les distinguent en fonction des modes de transport. De plus, elles font le choix – assez cohérent – de ne pas comptabiliser les voyageurs à la journée. Malgré cette méthodologie plutôt solide, les chiffres, et notamment les entrées terrestres, sont à prendre avec précaution : de nombreux voyageurs menaient probablement des activités commerciales avec un visa touriste, plus facile à obtenir qu'un visa business.

<sup>18</sup> Source : U Htay Aung, ministre du tourisme (2011-2016), comm. orale, 9 mai 2017



Si le gouvernement Than Shwe ouvre le pays à un rythme aussi effréné, c'est parce qu'il attend beaucoup du tourisme ; ce dernier est en effet un rouage très important de sa stratégie économique, de sa diplomatie ainsi que de sa politique de construction nationale par « myanmafication ».

#### **0.2.4.3. Le tourisme, source de devises pour un gouvernement démuni**

Le tourisme génère des revenus économiques dont le gouvernement birman manque cruellement (Hall et Ringer, 2000 ; Steinberg, 2007). En effet, la grande majorité des groupes rebelles contrôlent les régions frontalières, leurs ressources naturelles et taxent les biens qui y transitent. Le régime, n'exerçant qu'un contrôle limité sur ces territoires, est donc privé de revenus importants (Meehan et Plonski, 2017), alors même qu'il est engagé dans une ambitieuse politique de montée en puissance militaire (Callahan, 2007 : 43). De ce point de vue, le tourisme semble donc une alternative judicieuse : si le gouvernement ne peut accéder à l'étranger, c'est donc l'étranger qui vient à lui.

Afin de capter la plus grande part des revenus touristique, le SLORC met notamment en œuvre les recommandations du rapport PNUD/OMT de 1986, largement calquées sur ce qui se faisait en Chine à l'époque : à partir du 4 février 1993, les touristes sont tenus, à leur arrivée à Rangoun, de changer 300 \$ en autant de *Foreign Exchange Certificates* (FEC), qui leur permettent ensuite de payer des services touristiques<sup>19</sup>. Dans le même temps, le régime ouvre grand le secteur touristique aux investisseurs étrangers. Encouragés par la *Foreign Investment Law de 1988*, ces derniers auraient ainsi engagé près de 3,1 milliards de dollars au début de l'année 1996, dont 650 millions dans le secteur touristique, le deuxième plus attractif après celui des hydrocarbures (*Golden Myanmar, 1996 : 6*).

#### **0.2.4.4. La « diplomatie touristique », clé de la réintégration d'un État-paria au sein de la communauté internationale et ses difficultés**

Après plus de 25 ans de fermeture socialiste, la répression sanglante de 1988, le déni de démocratie des élections de 1990 et le prix Nobel de la paix d'Aung San Suu Kyi en 1991, le gouvernement birman se retrouve marginalisé et délégitimé auprès de la communauté internationale. Dans ce contexte, le tourisme – et la possibilité qu'il offre de s'adresser au monde – apparaît comme un moyen de reconquérir respectabilité et légitimité. Ainsi, en avril

---

<sup>19</sup> Source : [www.thailawforum.com](http://www.thailawforum.com)

1994, le régime Than Shwe met en place un *Tourism Development Management Committee* (TDMC), chargé de promouvoir la destination Birmanie (Khin Thein Win, 2010 : 13). Le pays intègre également des organisations internationales spécialisées : la *Pacific Asia Tourism Association* (PATA) en 1994 (Hall et Ringer, 2000), l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT) en 1995. La même année, il est également invité pour la première fois au sommet de l'ASEAN sur le tourisme à Bangkok (Info Birmanie, 2000 : 57). Grâce au tourisme, par la bande, la Birmanie semble donc remettre un pied sur la scène internationale.

En mars 1996, la Birmanie est récompensée du prix de la « révélation de l'année » au salon du tourisme de Paris<sup>20</sup>. Pour un pays peu habitué aux récompenses, c'est un événement majeur, et la presse d'État birmane se félicite que « le pays des droits de l'Homme décerne sa médaille d'or à la Birmanie » (Info Birmanie, 2000 : 90). Preuve du lien entre tourisme, armée et légitimité politique, cette distinction est immédiatement réappropriée, voire confisquée dans le champ symbolique :

« Le prix fut remis lors d'une cérémonie spéciale le 27 mars 1996, lui rajoutant un éclat particulier parce que cette date correspond au jubilé d'or du Jour de la Résistance (Jour des Forces Armées), qui est l'un des principaux jalons du combat de la Birmanie pour la liberté et l'indépendance. Recevoir le prix du tourisme français en ce jour favorable est de bon augure pour l'avenir du tourisme en Birmanie » (*Myanmar Perspectives*, juin 1996 : 6).

Cette réinsertion de la Birmanie dans la communauté internationale à travers le tourisme se prolonge en avril 1996, avec l'organisation à Rangoun d'une « Conférence internationale sur l'environnement, le patrimoine culturel et le tourisme ». Rassemblant 62 participants, ainsi que 34 observateurs de 11 pays, l'événement est dirigé par le ministre des affaires étrangères en personne (*Myanmar Perspectives*, 6/1996 : 22). Ce dernier recourt aux éléments de langage du développement durable : « coopération internationale », « équilibre équitable entre environnement et développement », « tourisme durable », etc. (*ibid.* : 22-24). S'amarrant aux grands thèmes initiés par l'Occident et à la rhétorique des grands sommets internationaux, le gouvernement Than Shwe récupère de manière détournée la légitimité que la communauté internationale lui refuse. Cette conférence de 1996 montre qu'en Birmanie, le discours du tourisme durable – à défaut de ses pratiques – est quasiment aussi ancien que le tourisme lui-même. Néanmoins, les conclusions de cette conférence ne guideront en rien le développement du tourisme : ce dernier est plutôt un cas d'école de capitalisme prédateur et non régulé, ne

---

<sup>20</sup> Ce prix aurait été obtenu avec l'appui des réseaux Falcone, très présents en Birmanie à l'époque, tant dans le domaine de l'équipement militaire que du tourisme (Info Birmanie, 2000 : 89-91)

faisant que bien peu de cas de la durabilité environnementale, de l'implication des communautés ou de la préservation des ressources.

La réalisation majeure de cette année 1996 est l'organisation d'une *Visit Myanmar Year* par le *Tourism Development Management Committee*. Calquée sur le succès de l'année du tourisme en Thaïlande en 1987 et de la *Visit ASEAN Year* de 1992, elle n'est pas sans rappeler non plus les efforts espagnols et portugais des années 1960 et 1970 (Hall, 1994). Les stratégies diplomatiques et réputationnelles qui la sous-tendent sont détaillées par le Lieutenant-Général Kyaw Ba :

« À cause de la désinformation qui exagère les insurrections, de nombreux étrangers ont encore l'impression que la Birmanie est politiquement instable, et qu'il est risqué d'y voyager. [...] Nous sommes confiants dans le fait qu'une fois que nous aurons éradiqué (sic) les images négatives créées par certains médias étrangers, notre industrie touristique décollera et atteindra de nouveaux niveaux. Le but du gouvernement en organisant cette *Visit Myanmar Year* est de montrer au monde notre stabilité et de laisser les visiteurs profiter de notre culture et de notre beauté unique. »<sup>21</sup>

On retrouve ici la rhétorique de la nation incomprise, qui compte sur le regard touristique pour rétablir la vérité ; un discours qui n'est pas sans rappeler le mot d'ordre du ministère du tourisme yougoslave sous Tito : « come and see the truth » (Tchoukarine, 2010). Le point d'orgue de cette *Visit Myanmar Year* est sa cérémonie d'ouverture, le 18 novembre 1996, qui présente tous les codes de l'événement de masse dans un régime totalitaire. L'un des organes de presse du pouvoir, *Myanmar Perspectives*, décrit ainsi le stade national Thuwanna plein d'une foule colorée et enthousiaste, démonstration de l'unité de la Birmanie, le tout au son d'une fanfare militaire et sous le regard de Madame Than Shwe. La confusion entre prise d'armes et tourisme apparaît clairement lorsque des parachutistes de l'armée atterrissent sur la pelouse et portent à la hampe le drapeau officiel de la *Visit Myanmar Year* (*Myanmar Perspectives*, 12/1996 : 67). Le Lieutenant-Général Khin Nyunt, président du *Tourism Development Management Committee* mais aussi – et surtout – chef des redoutés services de renseignement birman, délivre ensuite un discours en uniforme. Ses mots mettent en évidence la dimension éminemment politique de la *Visit Myanmar Year* :

« Aujourd'hui est un jour à marquer d'une pierre blanche, parce que c'est non seulement une occasion de lancer l'année du tourisme en Birmanie, mais aussi de déclarer notre engagement à ouvrir les portes du pays au monde. [...] Grâce aux efforts [du SLORC], la Birmanie connaît aujourd'hui une

---

<sup>21</sup> Source : *Wired News*, 15-16 septembre 1995 : Foreign Media Blamed for Hurting Burma's Tourism

paix, une stabilité et un progrès économique sans précédent dans son histoire moderne. Les visiteurs en Birmanie peuvent voyager en sécurité à travers le pays. [...] Le tourisme n'est pas seulement promu à des fins commerciales, mais aussi pour favoriser une meilleure compréhension avec les nombreux peuples du monde, aux histoires et aux cultures différentes, permettant donc une bonne volonté et une amitié universelle. J'espère que tous nos distingués invités partageront la vision de la Birmanie et transmettront son message de bonne volonté autour du monde. » (*ibid.* : 67-8).

L'un des objectifs de la *Visit Myanmar Year* est l'amélioration de l'infrastructure touristique du pays. C'est dans ce registre particulier que la dimension totalitaire du gouvernement s'exprime le plus clairement. En effet, la junte militaire est accusée d'avoir eu recours au travail forcé pour construire ponts, aéroports et routes (Hall et Ringer, 2000 : 85) : l'ONG *Human Rights Watch* estime ainsi que plus de deux millions de personnes auraient été soumises au travail forcé entre 1992 et 1996 pour le développement d'infrastructures touristiques et de transport (*Burma Action Group*, 1996 : 10). Par ailleurs, des milliers de personnes auraient été déplacées de force. D'après l'*International Federation of Trade Unions*, un million de citoyens auraient été déplacés rien qu'à Rangoun, dans le cadre d'un programme visant à « rajeunir/rénover les principales villes du pays pour attirer les investisseurs et les touristes » (Henderson, 2003 : 105).

Il est à noter que les interventions autoritaires de l'État dans le domaine touristique ne se limitent pas au seul cadre temporel de la *Visit Myanmar Year*. Ainsi, dès avril 1990, 5200 villageois qui vivaient jusque-là au milieu des temples de Bagan sont déplacés vers la ville nouvelle de New Bagan. Ce mouvement est organisé sans information préalable, avec des indemnités symboliques de 250 Kyats (2,5 \$ à l'époque) et quatre villageois sont emprisonnés pour s'y être opposés (*Burma Action Group*, 1996 : 16 ; Hall et Ringer, 2000 : 85 ; Henderson, 2003 : 105). De même, en 2000, des villageois et des pêcheurs sont expropriés autour des plages de Ngwe Saung et de Ngapali pour laisser place à des complexes hôteliers (*Myanmar Center for Responsible Business*, 2015).

D'un point de vue comptable, la *Visit Myanmar Year* est un relatif échec : alors que le gouvernement visait le chiffre de 500 000 visiteurs, le bilan s'établirait plutôt à 248 000 visas de tourisme<sup>22</sup> (*Central Statistical Organization*, 1997 : 390). Si cette sous-fréquentation est en

---

<sup>22</sup> À ce chiffre on peut ajouter 59 000 autres types de visas, soit un total de 307 000 personnes sur l'année budgétaire 1996/97. Selon Philp et Mercer (1999 : 32), la *Visit Myanmar Year* n'aurait attiré que 184 000 visiteurs. Or, ce chiffre est en réalité le nombre total d'arrivées à l'aéroport de Rangoun, quel que soit le type de visa : il inclut donc les arrivées de visas *business* à Rangoun tout en excluant les entrées de visas touristes aux postes frontières. Cette statistique n'est donc pas d'une grande pertinence.

partie liée aux appels au boycott lancés par de nombreuses ONG occidentales (*cf. infra*), d'autres facteurs peuvent également être avancés. Ainsi, avant même le début cette opération, les acteurs du tourisme déplorent le manque de promotion du gouvernement, qui « ne fait de la publicité qu'à l'intérieur du pays »<sup>23</sup>, le mauvais état des infrastructures, et le manque d'incitations pour une année qui se veut spéciale<sup>24</sup>. Par ailleurs, le manque de desserte aérienne vers la Birmanie a sûrement constitué un frein. Au début de l'année 1996, elle s'élevait en effet à 7 868 passagers par semaine, soit 409 000 par an (*Golden Myanmar*, 1996 : 27). Bien que les poste-frontières terrestres, ouverts depuis 1992, aient vu passer un nombre conséquent de visiteurs durant la *Visit Myanmar Year*<sup>25</sup>, la desserte aérienne apparaît donc sous-dimensionnée. Enfin, les émeutes d'octobre et décembre 1996, puis de mars 1997 (Philp et Mercer, *ibid.* : 35) ont pu susciter des inquiétudes auprès des voyageurs.

Cependant, si l'on dépasse les chiffres de fréquentation pour analyser les effets à plus long terme de la *Visit Myanmar Year* en termes d'infrastructures touristiques, cette dernière peut être considéré comme l'évènement fondateur du tourisme en Birmanie. Elle a ainsi fortement stimulé le secteur hôtelier (passé de seulement 46 structures pour l'année budgétaire 1992/93 à 548 en 1997/98) et permis une hausse spectaculaire du nombre de guides touristiques, passant de 87 à 2763 entre ces deux dates (Valentin, 2009 : 113).

Cette *Visit Myanmar Year*, initialement organisée par le SLORC pour redorer son image sur la scène internationale, provoque cependant un intense retour de flamme : de nombreux acteurs occidentaux dénoncent cet événement, proposé par un régime aussi autoritaire qu'illégitime, et construit en large partie sur le travail forcé et les expulsions. Ces appels au boycott, qui ne sont pas sans rappeler ceux visant le Guatemala des années 1970-1980 (Castaneda & Burtner, 2010 ; Devine, 2016) ou l'Afrique du Sud des années 1980 (Valentin, 2009), sont lancés d'un côté par des ONG occidentales comme *Burma Campaign UK*, *Tourism Concern*, *Burma Action Group* au Royaume-Uni ou *Info Birmanie* en France, et de l'autre par l'opposition birmane, et notamment Aung San Suu Kyi. Cependant, l'idée même d'un boycott ne fait pas l'unanimité, et, au tournant des années 2000, une vive controverse oppose ses partisans aux éditions *Lonely Planet* qui, elles, prônent un tourisme éthique et informé (Lisle, 2008). Au cours des années 2000, cette rhétorique du « tourisme responsable »

---

<sup>23</sup> Source : Christian Science Monitor, 8 décembre 1995 : « For the political tourist, a guide to Burma »

<sup>24</sup> Source : U Htay Aung, ministre du tourisme (2011-2016), comm. orale, 9 mai 2017

<sup>25</sup> 136 000 des 248 000 porteurs de visas touristes qui sont rentrés en Birmanie en 1996/97 l'ont fait par voie de terre. Une telle proportion invite à la prudence quant au caractère réellement touristique des visites en question.

s'affirme à la fois dans les guides touristiques et auprès des visiteurs eux-mêmes, qui y voient une clé pour explorer l'une des « dernières frontières » du tourisme sans mauvaise conscience, tout en affichant leur statut de « voyageur » instruit, bien loin de la vulgarité du « touriste » (Urbain, 1991). Au cours des années 2000, la rhétorique du tourisme responsable s'impose donc :

« Avec [cette édition de 2005], il semble que *Lonely Planet* a mobilisé de manière efficace le discours de l'humanitarisme pour remporter la controverse autour du tourisme en Birmanie. Les voyageurs *Lonely Planet* peuvent désormais se convaincre qu'ils ne sont pas en train de soutenir la junte quand ils voyagent en Birmanie ; au contraire, ils sont en train de mettre des devises étrangères bien nécessaires directement entre les mains de locaux dans le besoin, et par conséquent de renforcer la démocratie de base » (Lisle, 2008 : 170).

En somme, les appels au boycott connaissent une trajectoire assez parabolique : après une montée en puissance au début des années 1990 et une visibilité maximale entre 1996 et le début des années 2000, ils s'effritent par la suite, contournés par la rhétorique du tourisme responsable.

Que ce soit les appels au boycott ou ceux en faveur d'un tourisme responsable, ces deux discours partagent un point commun : l'image qu'ils donnent de la Birmanie est saturée de politique. Cela apparaît notamment dans les lignes des guides touristiques de l'époque (annexe 10).

#### **0.2.4.5. Le tourisme au service de la « myanmafication » de la Birmanie**

Le développement du tourisme dans un pays n'est pas seulement à comprendre en termes d'image à l'étranger : il joue également un rôle crucial sur la scène domestique, en situation post-coloniale, dans des contextes de multi-ethnicité ou de tensions raciales. Cette (ré)invention de la communauté nationale, cette construction d'un pays nouveau à travers le tourisme a été mise en évidence dans le cas du tourisme *pancasila* en Indonésie (Cabasset, 2000 ; Erb, 2001) de la fabrique identitaire au Pakistan (Richter, 1989), au Pérou (Raymond, 2002), au Laos (Tappe, 2011), ou au Costa Rica (Boukhris, 2012). Le tourisme possède en effet un effet de levier très important :

« L'identité culturelle que le tourisme donne à voir à l'international est en même temps liée au processus de construction nationale. Les éléments du tourisme sont en même temps ingrédients du

nationalisme : identification à un lieu ; sentiment d'un passé historique ; renouveau du patrimoine culturel ; intégration nationale des groupes sociaux. » (Leong, 1997, in Chheang, 2008)

Les autorités birmanes ne sont pas en reste : elles mobilisent le tourisme dans leur propre entreprise de construction de la nation, dans leur politique de myanmafication autoritaire décrite par G. Houtman (1999).

D'un point de vue territorial, le tourisme permet de construire de manière performative l'entité « Myanmar ». Dès les années 1990, des formules consacrées émergent dans la littérature de voyage étatique vantant la diversité des paysages birmans depuis les « montagnes enneigées du nord » jusqu'aux « plages idylliques du sud » (Angelene Naw, 1996 ; *Myanmar Perspectives*, 12/1996 ; 02/2001 ; MoHT, 1998). Cette formule, presque toujours la même, est plus qu'un cliché touristique : elle est à la fois slogan politique (le gouvernement contrôle les quatre horizons) et invocation presque mystique, mantra destiné à faire advenir une territorialité encore illusoire. En juillet 2001, le gouvernement publie une liste de neuf « sites-clés » jugés prioritaires pour le développement du tourisme (*Myanmar Perspectives*, 02/2001 : 46). En plus de Mandalay, Bagan, Inlé et les plages de Ngapali et de Chaungtha, on y trouve Putao, dans l'extrême nord ; Kawthaung, dans l'extrême sud ; Kengtung, à l'extrême est<sup>26</sup> ; Mrauk U, à l'extrême ouest. Ce qui n'était qu'une hypothèse de notre part sous Ne Win (cf. 0.2.3.2.) apparaît ici très clairement : avec ce quadrillage de l'espace sur 2000 kilomètres du nord au sud et 750 d'est en ouest, c'est l'œcoumène touristique qui donne naissance au territoire politique et symbolique, comme si les zones touristiques représentaient autant de bornes dessinant le « géo-corps de la nation » (Winichakul, 1994).

Sur le terrain pourtant, le pays est loin d'être aussi ouvert et homogène : la majeure partie des États Shan, Kayah, Karen, Chin et d'Arakan, ainsi que de vastes portions des régions de Sagaing et du Taintharyi sont d'accès très limité. Putao, Kawthaung, Kengtung et Mrauk U sont en réalité des isolats touristiques, accessibles uniquement par la voie des airs, avec un tour-opérateur spécialisé et après autorisation des autorités. Cet immense domaine touristique mis en scène par le SLORC/SPDC est donc plus un « espace touristique potentiel », une construction purement performative qui, à travers le regard de l'étranger, s'adresse aux Birmans.

---

<sup>26</sup> De ce point de vue, la destruction du palais du *sawbwa* (seigneur shan) de Kengtung en 1991 pour y édifier un hôtel apparaît comme éminemment symbolique (Smith, 1994).

On pourrait penser que ce zonage en zones restreintes/interdites est un frein à l'entreprise gouvernementale de territorialisation. Or, il n'en est rien : il possède lui-même son propre effet territorialisant : le simple fait de demander l'autorisation au gouvernement d'accéder à certaines régions le légitime dans son rôle de maître de l'espace et de seul garant de la sécurité. Même le refus des autorisations, même l'interdiction complète du tourisme représentent une affirmation de l'autorité étatique sur l'espace : en d'autres termes, le non-tourisme est lui aussi territorialisant. Plus intrinsèquement encore, ce zonage dessine une « cartographie violente » (Shapiro, 2007), mettant en contraste un « centre » sûr et des périphéries dangereuses, dans lesquelles l'État central a légitimité à intervenir et à rétablir l'ordre – par la force si besoin.

Dans le même temps, le SLORC/SPDC choisit le tourisme qu'il entend valoriser : ce sera le tourisme culturel, largement promu dans le monde comme étant « une forme de tourisme indolore, distinguée et respectueuse » (Cousin, 2008). Dans le contexte birman de l'époque, le tourisme culturel revêt en effet des avantages symboliques et politiques très importants. D'une part, en restaurant les temples de Bagan, en soumettant le palais Kanbawzathadi de Bago ou les pagodes de Sri Kshetra au regard des visiteurs, les autorités mettent en scène la sagesse et la puissance des rois birmans, ainsi que l'unité d'une Birmanie qui se perdrait dans la nuit des temps (Houtman, 1999). D'autre part, le regard du visiteur sur le patrimoine religieux rénové et valorisé par les généraux vient consacrer leur rôle de protecteurs du bouddhisme et leur supériorité morale (Philp et Mercer, 1999). Enfin, en plaçant le patrimoine bouddhique au cœur du tourisme et des itinérances des visiteurs, le gouvernement souligne le rôle central du bouddhisme au sein de l'identité birmane, et le consacre comme clé de voûte de cette nation « myanmar » qu'il s'efforce de faire advenir. C'est ainsi que le *Visitor's guide to Myanmar, the Golden Land*, publié par le MoHT fait la part belle à la religion : la quasi-totalité des illustrations représentent ainsi des pagodes ; même les pages dédiées à Inlé accordent une grande importance au festival de la pagode Phaung Daw Oo (Angelene Naw, 1996). Dans l'édition de décembre 1996 de *Myanmar Perspectives*, l'article « Pittoresque et enchanteresse Birmanie » n'est qu'une liste de pagodes.

Enfin, les autorités mobilisent le tourisme pour donner corps à la nation diverse mais unie qu'elles appellent de leurs vœux. Ainsi, tous les documents promotionnels du MoHT mentionnent les 135 groupes ethniques de Birmanie (Angelene Naw, 1996 : 266 ; MoHT, 2010), donnant par effet de répétition du crédit à un chiffre qui tient pourtant plus de l'idéologie que de la statistique (Gravers, 2007 ; Taylor, 2015). Après quelques années de



latence, pendant lesquels ils affirment que le pays compte 67 groupes ethniques (Petit Futé, 2000 : 71 ; Lonely Planet, 2000 : 46), les guides touristiques finissent par emboîter le pas au gouvernement, et placer le curseur à 135 (Lonely Planet, 2011 : 307). Cette « unité dans la diversité » est soigneusement mise en scène par les autorités : lors de la cérémonie d'ouverture de la *Visit Myanmar Year*, pas moins de 1600 jeunes filles dans des « tenues traditionnelles » défilent sur la pelouse du Stade Thuwanna (fig. 2). Or, au-delà de leurs différences individuelles, ces danseuses sont en réalité intégrées dans une vaste chorégraphie d'ensemble, allégorie d'une communauté nationale harmonieuse.



Figure 2 : jeunes femmes en "tenue traditionnelle" kachin, lors de la cérémonie d'ouverture de la *Visit Myanmar Year* de 1996. Capture d'écran depuis [https://www.youtube.com/watch?v=1lbq69j\\_NxY](https://www.youtube.com/watch?v=1lbq69j_NxY)

Par ailleurs, le tourisme repose en grande partie sur la consommation d'un réel à la fois esthétisé et lisibilisé. Comme dans de nombreux autres contextes, notamment asiatiques (Hitchcock et al., 2010), la mosaïque ethnique birmane, complexe, dynamique, fluide et hautement conflictuelle, est donc réduite à quelques groupes facilement identifiables, associés à des attributs bien définis (« costume traditionnel », répartition géographique, langue, etc.). Cette folklorisation de l'ethnicité contribue donc à sa réification et donc à sa dépolitisation, à sa neutralisation. Cela apparaît clairement sur une photographie longtemps affichée sur le site internet du MoHT mais datant selon toute probabilité du début des années 2000 (fig. 3) : la Birmanie y est réduite à huit femmes, représentant les huit grandes familles ethniques du pays ; huit personnages féminins et séduisants, souriants et inoffensifs, main dans la main devant la grande pagode Shwedagon, symbole du bouddhisme birman.



Figure 3 : Le tourisme, vitrine d'une ethnicité codifiée, esthétisée et neutralisée.  
Image téléchargée depuis le site <https://tourism.gov.mm/> en mars 2016.

#### 0.2.4.6. L'éclosion du tourisme sur le terrain sous le régime de Than Shwe

Alors que le tourisme avait quasiment stoppé dans la foulée des événements de 1988 et qu'il ne connut qu'un rebond modéré par la suite (seulement 7900 visas touristes délivrés en 1991), les changements de la politique de visas, l'augmentation de l'offre hôtelière, et l'ouverture des postes-frontière terrestres permettent un réel essor à partir de 1992 (fig. 4). Le tourisme augmente ainsi de 22 000 visas touriste en 1992 à 120 000 en 1995, soit un taux de croissance de 76% par an. La *Visit Myanmar Year* marque une nouvelle accélération, avec 248 000 visas touriste en 1996, avant un certain tassement en 1997 et 1998 (7% de croissance par an), dû aux appels occidentaux au boycott et/ou aux limites structurelles du tourisme sur le terrain. Les années 1998-2003 sont quant à elles incertaines, marquées par le débat éthique autour du tourisme en Birmanie, les émeutes étudiantes de septembre 1998<sup>27</sup>, mais aussi par des événements extérieurs, dont la crise économique asiatique de 1998-1999 et l'épidémie mondiale du Syndrome Respiratoire Aigu Sévère (SRAS) en 2003.

---

<sup>27</sup> Source : New York Times, 3 septembre 1998 : « Thousands of Burmese students protest as political tension rises ».

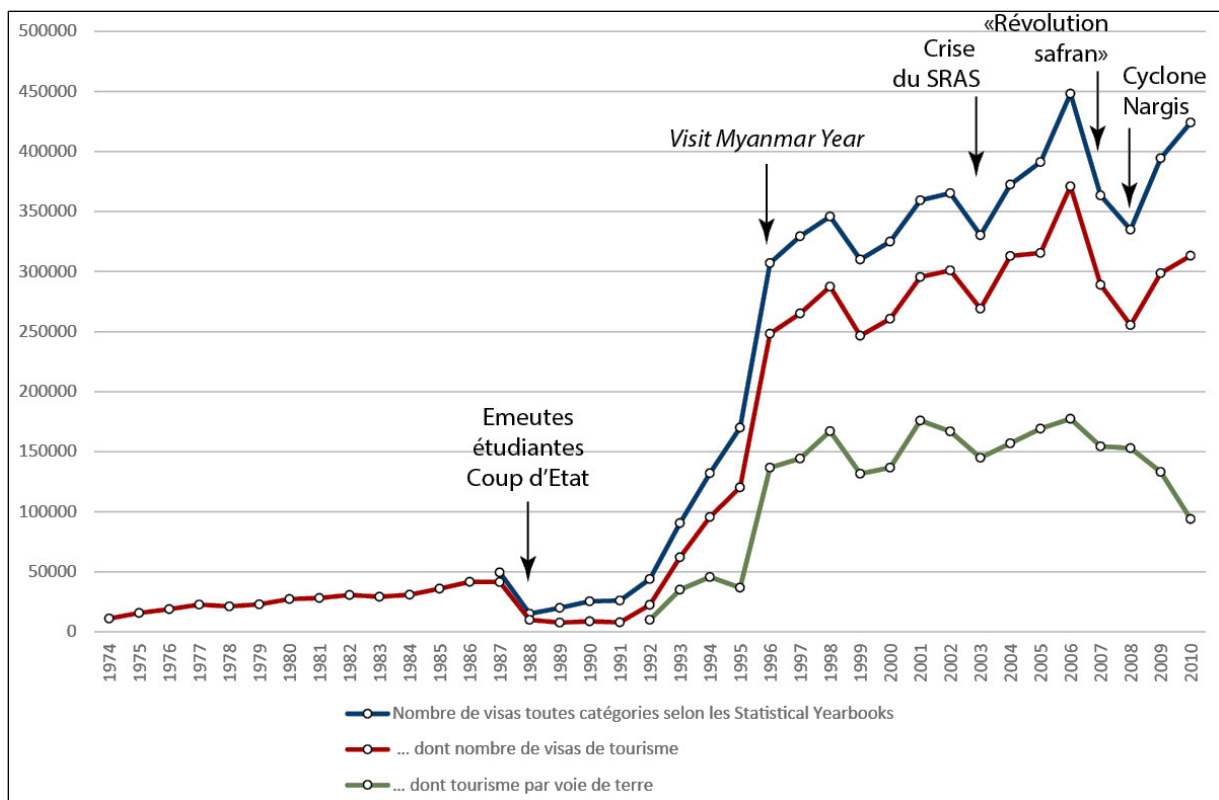


Figure 4 : L'accélération du tourisme au début des années 1990. Sources : Henderson, 2003 pour la période 1974-1983 ; Central Statistical Organization, 1993, 1997, 2011 pour la période 1983-2010.

Les années qui suivent sont celles du rebond (269 000 visiteurs en 2003, 371 000 en 2006, i.e. + 11% par an), alors même qu'après quelques pas encourageants, la cause démocratique connaît de sévères revers. Ainsi, en mai 2003, une embuscade de forces pro-gouvernementales sur le convoi d'Aung San Suu Kyi à Depayin aurait fait plus de 50 morts<sup>28</sup>. Cette désynchronisation entre fréquentation touristique et événements politiques nous semble être une preuve de l'effritement des appels au boycott, au profit du discours du « tourisme responsable » (Valentin, 2009 : 14).

Après ces quelques années de consolidation, le pays est touché par deux années successives de baisse prononcée : en 2007 à cause de la « Révolution Safran » (289 000 visas touriste, soit une contraction de 22%) ; en 2008 à cause du cyclone Nargis et de la crise économique mondiale (255 000 visas touriste). Cependant, les flux marquent un rebond rapide, avec 298 000 visiteurs dès 2009 et 313 000 en 2010, alors même que la junta militaire est sous le feu des critiques pour sa gestion des deux événements. La reprise rapide du tourisme dans un tel contexte semble mettre en évidence deux tendances, non exclusives. D'une part, il est possible que les touristes ne portent que peu d'intérêt à la situation politique

<sup>28</sup> Source : *The Irrawaddy*, 30 mai 2008 : « The Depayin massacre, five years later ».

du pays ; ils tiennent compte des évènements qui mettent en danger leur sécurité personnelle immédiate mais reviennent dès que le danger s'éloigne. D'autre part, il est probable que, munis des discours et des attitudes de la « diplomatie citoyenne », ils ne voient pas la détérioration du contexte politique comme un obstacle au voyage, mais au contraire comme une incitation à soutenir sur le terrain une population qui en a plus besoin que jamais. En outre, il faut garder à l'esprit que l'essentiel de la croissance touristique est alors porté par les touristes asiatiques, peu sensibles aux questions de politique.

En effet, l'un des changements majeurs qui intervient entre les années 1980 et les années 1990-2000 concerne la nationalité des visiteurs<sup>29</sup>. Comme dans l'essentiel des pays asiatiques (Parnwell, 2008), les clientèles occidentales sont progressivement dépassées numériquement par les asiatiques. En Birmanie, les Occidentaux représentaient la majorité des touristes dans les années 1980 (environ 70 % en 1983, 1985 et 1990), mais leur part diminue très sensiblement par la suite, jusqu'à atteindre 30 % en 2010. À l'inverse, les touristes asiatiques représentaient environ 15 % dans les années 1980, 21 % en 1992 et 58% en 2010 (fig. 5). Plus précisément, les Japonais étaient clairement les plus nombreux en 1983, devant les Thaïlandais, tandis que les flux de Chinois étaient négligeables. En 2010, les clientèles thaïlandaises et chinoises effectuent une nette percée, suivies de celles venant de pays à forte croissance économique : Taïwan, Corée du Sud, Malaisie, Singapour (*cf.* Annexe 11).

Cet essor peut s'expliquer par la croissance économique de la région dans les années 1990, qui permet une plus forte consommation de loisirs, dans laquelle la dimension éthique importe moins que pour les Occidentaux. De plus, la facette religieuse du pays démultiplie l'ouverture touristique auprès des clientèles asiatiques : ce n'est pas seulement une destination qui s'ouvre, mais également un haut lieu du bouddhisme. Enfin, alors que l'ouverture économique de la Birmanie s'appuie largement sur des investissements asiatiques, on peut faire l'hypothèse que certains hommes d'affaires jugent plus simple de se déplacer avec un visa touriste. À ces flux de visiteurs asiatiques aux aéroports internationaux, il convient, rappelons-le, de rajouter ceux qui passent les frontières terrestres munis d'un visa touriste :

---

<sup>29</sup> Nous avons ici fait le choix de nous fixer sur une source de données : les *Statistical Yearbooks* publiés par le gouvernement, dont la stabilité méthodologique permet une analyse, peut-être pas sans biais mais du moins à biais constant. Dans ces registres, les données touristiques proviennent du ministère de l'immigration. Elles sont censées représenter les « arrivées de touristes aux aéroports internationaux de Rangoun et de Mandalay », sachant qu'ici, le terme de « touriste » est bien synonyme de détenteur d'un visa touriste. En revanche, ils passent sous silence les flux terrestres, ce qui revient à sous-évaluer la part des Asiatiques.

10 000 en 1992, 37 000 en 1995, 136 000 en 2000, 169 000 en 2005 et 94 000 en 2010 (Central Statistical Organization, 1997 et 2011).

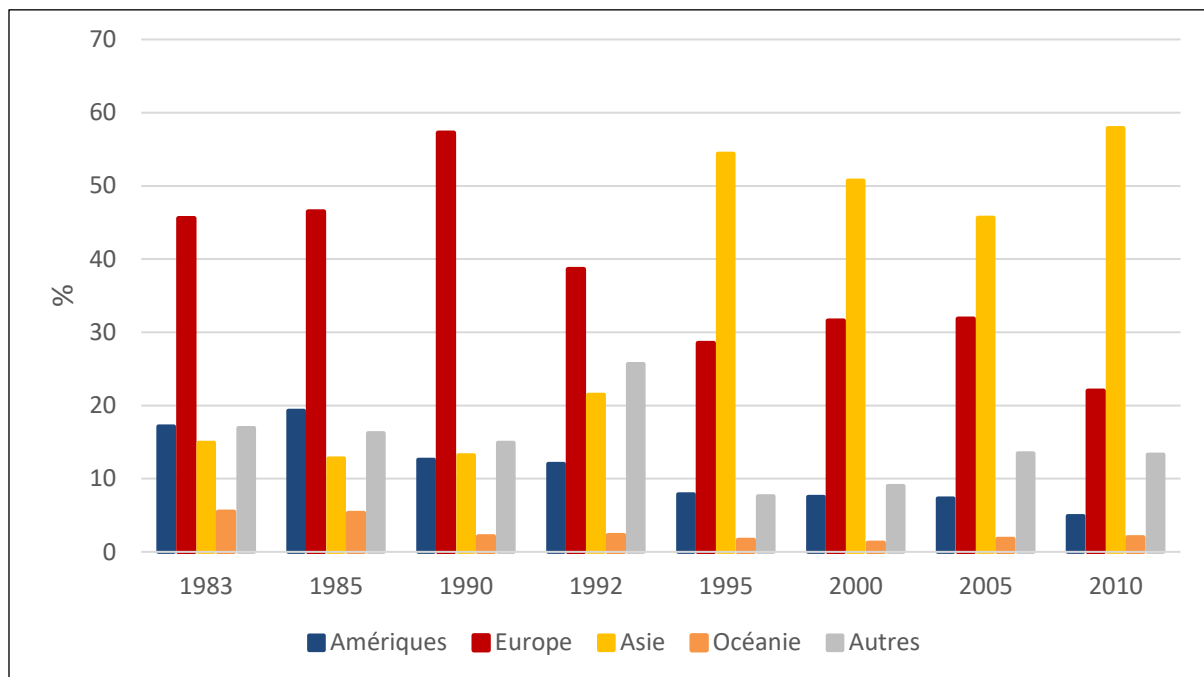


Figure 5 : Nationalité des visiteurs en Birmanie munis d'un visa touristique aux aéroports de Rangoun et de Mandalay.  
Sources : Central Statistical Organization 1993, 1997, 2008, 2011

Alors que l'ère Ne Win fut marquée par une importante contraction de l'œcoumène touristique, la période Than Shwe se distingue par une certaine extension, rendue possible par la relative accalmie sur les fronts ethniques ainsi que par l'allongement des durées de visa. Le contraste entre le début des années 1990 et la fin des années 2000 est assez marquant (annexe 12). Ainsi, dans le *Lonely Planet* de 1993, on ne compte que trois grandes régions touristiques : la Birmanie Centrale (Mandalay, Bagan et leurs régions respectives) ; le Sud de l'État Shan (région d'Inlé) ; Rangoun, Bago et leurs environs immédiats. Au-delà, les voyages vers Mrauk-U, Ngapali, Pyay, Patheingyi, Kyaikhtiyo, Mawlamyine et ses environs et Myeik s'avèrent compliqués : soit la fermeture des voies terrestres oblige à prendre l'avion, soit la région n'est accessible qu'aux groupes voyageant avec l'agence d'État *Myanmar Travels and Tours*.

En comparaison, l'analyse du guide *Lonely Planet* de 2011 met en évidence une large extension du domaine touristique, couvrant *grosso modo* toute la vallée de l'Irrawaddy, de Myitkyina au delta ; dans la vallée du Sittaung et de la Thanlwin, auparavant fermées, il devient possible de se rendre à Nay Pyi Taw, Toungoo, Kyaikhtiyo, Hpa-An et Mawlamyine, tandis que le nord de l'État Shan devient accessible ; les destinations balnéaires s'affirment,

avec les plages de Chaung Thar, Ngwe Saung et Ngapali. Les marges du pays s'entrouvrent, toujours sous le contrôle rapproché du gouvernement : l'est de l'État Shan (Kengtung, Tachileik), l'État Kayah (Loikaw), l'État Chin (Mount Victoria) ainsi que l'Himalaya birman (Putao) rejoignent l'État d'Arakan (Sittwe/Mrauk-U) et le Tenasserim (Myeik, Kawthaung) comme destinations accessibles aux groupes voyageant avec des agences.

Bien que la croissance du tourisme y soit sensible, la comparaison de la Birmanie avec les pays voisins montre que son retard s'accroît en réalité au cours des années 1990-2000<sup>30</sup> (fig. 6). Malgré son essor de 194 000 visiteurs *lato sensu* en 1995 à 792 000 en 2010 (soit un taux de croissance moyen de 9,8 % par an), la Birmanie voit plutôt les écarts se creuser avec le Laos (+ 24,8 % par an sur la même période) et le Cambodge (+ 17,6 % par an), alors même qu'elle partait avec une certaine avance dans les années 1990. C'est dans les années 2000 que le différentiel semble se creuser, résultat à la fois de l'instabilité politique de la Birmanie, de sa réputation controversée, et d'autre part de politiques plus judicieuses et de la mise en place d'environnements plus favorables de la part de ses concurrents.

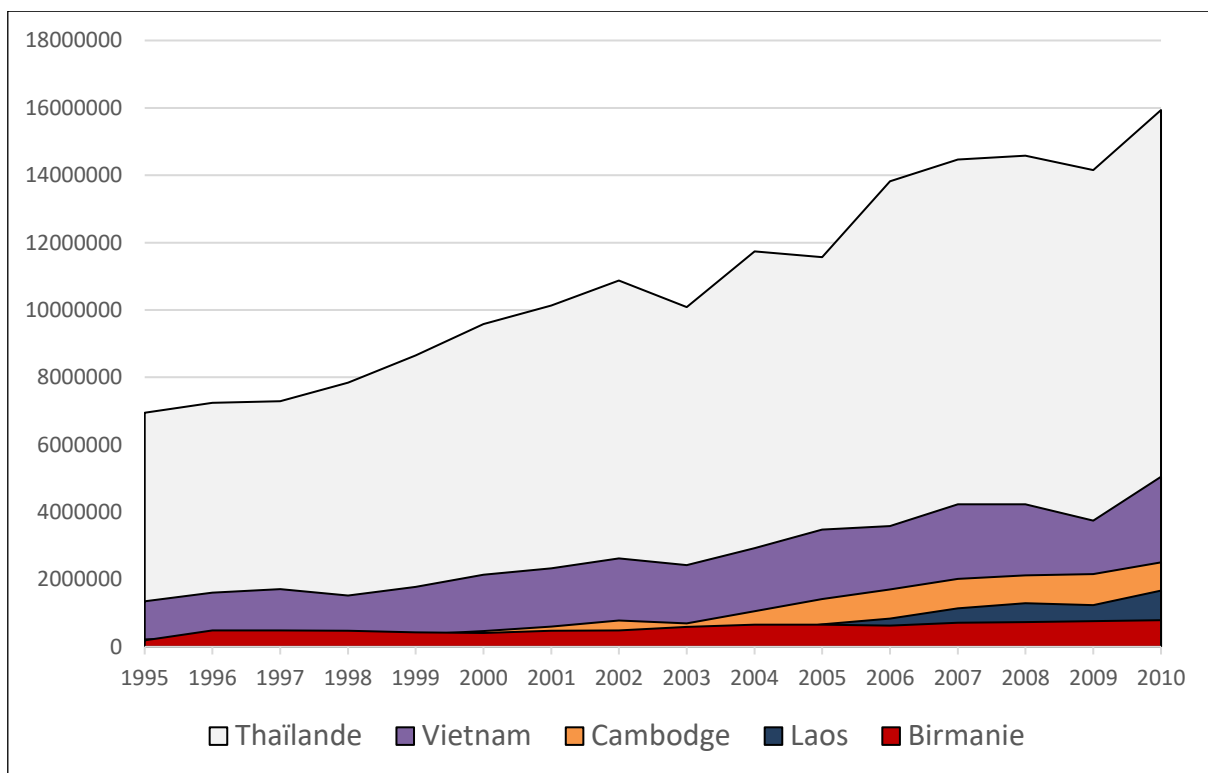


Figure 6 : Le tourisme en Birmanie et dans les pays voisins : un retard croissant. Source : [www.unwto.org](http://www.unwto.org)

<sup>30</sup> Nous utilisons ici les données de l'OMT. Bien que ces chiffres se rapportent à une acception très large du tourisme – qui n'est pas la nôtre – et bien qu'ils ne correspondent pas toujours aux données du gouvernement birman, il nous semble judicieux de les exploiter, car ils permettent, à biais constant, de comparer la Birmanie et les autres pays d'Asie du Sud-Est.

## **0.2.5. Le Mandat Thein Sein (2011-2016) : le tourisme, vitrine de la normalisation du pays et de son intégration à la mondialisation**

### **0.2.5.1. Vers la démocratie ?**

Les élections promises par la junte dans la foulée du referendum constitutionnel de mai 2008 ont lieu le 7 novembre 2010. Entachées d'irrégularités, elles sont remportées par l'*Union Solidarity and Development Party* (USDP), parti créé par l'Armée. Elles portent au pouvoir un nouveau gouvernement, officiellement civil, mené par l'ancien Général U Thein Sein (Steinberg, 2011). Ce dernier lance des réformes ambitieuses : légalisation des syndicats, droit de grève et de manifestation publique, assouplissement de la censure des médias, retour à une certaine liberté d'expression et libération de prisonniers politiques (Egreteau et Robinne (éd), 2016 : ix). Aung San Suu Kyi est quant à elle élue députée lors des élections partielles d'avril 2012, qui marquent le retour de la NLD dans le paysage politique.

Cet assouplissement politique n'est pas à lire comme le résultat direct de pressions populaires, mais comme une réforme pilotée de manière très verticale par les hautes sphères du pouvoir (Lall, 2016). La junte militaire est en effet préoccupée par l'ostracisation de la Birmanie vis-à-vis de la communauté internationale, par la dépendance croissante vis-à-vis la Chine, ainsi que par la sous-performance chronique de l'économie – en partie due aux sanctions internationales. Les généraux sont d'autant plus enclins à ouvrir la porte que la Constitution de 2008 entérine désormais un ordre institutionnel prétorien (Egreteau, 2012).

Dans ce nouveau climat, les règles du jeu changent : longtemps structurées par la coercition, les rapports de force et les logiques clientélistes, elles s'inscrivent désormais dans le champ du politique, dans l'arène parlementaire, dans la grammaire du vote. Ce que N. Chessman (2016) appelle « la promesse du politique » reconfigure en profondeur les rapports de force : les organisations armées doivent muter en groupes politiques ; les anciens maîtres voient leur domination s'éroder ; les minorités peuvent accéder – sans avoir recours aux armes – à la scène politique. Le nouveau cadre de la Constitution de 2008 institutionnalise et renforce la dynamique déjà ancienne d'ethnisation de la vie politique (Robinne, 2018), et met les *taingyintha* (« races nationales » ou « indigène ») au centre du jeu politique (Cheesman, 2017 ; Dunford, 2019). Les sept États et les sept Régions du pays obtiennent ainsi des prérogatives politiques qui, bien que très incomplètes, rapprochent la Birmanie du fédéralisme. En théorie, les Chin, les Kachin ou les Shan disposent donc d'un certain espace

politique. Dans le même temps, toute minorité ethnique représentant plus de la moitié de la population dans deux cantons contigus peut prétendre à une *Self-Administered Zone* (zones autonome). Bien que cette autonomie soit en réalité limitée (*Transnational Institute*, 2015), ces territoires revêtent une dimension symbolique essentielle et constituent un horizon politico-territorial enviable pour de nombreuses minorités du pays. Enfin, tout groupe ethnique représentant plus de 0,1 % de la population d'un État fédéré peut élire un *ethnic minister* chargé – en théorie – de porter sa voix et de défendre ses intérêts au sein des instances politiques régionales (Crouch, 2015). En d'autres termes, l'ethnicité permet l'accès au politique (*Transnational Institute*, 2015) : elle devient donc une ressource stratégique que l'on cultive, que l'on développe, voire que l'on réinvente de toute pièce. Si ces nouveautés représentent – en théorie – une avancée pour les minorités ethniques du pays, elles n'en soulèvent pas moins de profondes inquiétudes quant à la possibilité de concevoir un État intégrateur (Robinne, 2018).

Dans le même temps, la Birmanie reconquiert une place sur la scène régionale, notamment à travers la présidence tournante de l'ASEAN en 2014, ainsi qu'à l'échelle mondiale. De ce point de vue, les visites d'Hillary Clinton en décembre 2011, puis de Barack Obama en novembre 2012 et novembre 2014, montrent sans ambiguïté que la Birmanie n'est plus un État-paria.

Tout au long du mandat Thein Sein, les questions économiques jouent un rôle majeur : la légitimité de ce gouvernement élu dans des conditions contestables repose très largement sur ses capacités à remettre l'économie birmane en marche (Ferguson, 2014). Dans ce contexte, les autorités se lancent dans une vaste libéralisation de l'économie. Cette politique coïncide avec la publication remarquée de certains rapports comme *Myanmar's moment : Unique opportunities, major challenges* (*McKinsey Institute*, 2013) ou *Myanmar : Unlocking potential*, de l'*Asian Development Bank* (2014). Ces documents, publiés par des organisations néo-libérales de premier plan, sont autant d'incitations à investir la « dernière frontière » de l'Asie du Sud-Est, faisant valoir l'envergure des marchés intérieur et extérieur, le potentiel de croissance et de profit, etc. À nos yeux, ces documents ont contribué à construire l'utopie économique de la Birmanie post-dictatoriale et ont encouragé son ouverture à marche forcée ainsi que la politique court-termiste des autorités. Combinée à la levée de l'essentiel des sanctions économiques internationales<sup>31</sup>, cette dérégulation permet au taux de croissance de

---

<sup>31</sup> Source : *The Irrawaddy*, 8 octobre 2016 : « Military Officials, Cronies Released from US Blacklist ».



passer de 5,6 % en 2011 à 8,7 % en 2014<sup>32</sup>, et aux Investissements Directs Etrangers (IDE) de passer de 1,9 milliard de dollars sur l'année fiscale 2011-2012<sup>33</sup> à 8 milliards sur l'année 2014-2015<sup>34</sup>.

Si la politique économique de U Thein Sein représente une certaine rupture avec le modèle du SLORC/SPDC, il en est également, par certains aspects, l'exact prolongement. Ainsi, la « cronyisation de l'économie » (Turnell, 2014 : 199), véritablement institutionnalisée sous la junte Than Shwe, ne disparaît pas avec cette dernière : ces réseaux clientélistes se recomposent, se réorganisent autour de nouvelles figures, tant du côté des autorités que des *cronies*, avec en supplément, un certain sentiment d'urgence. En effet, au moment où ils s'installent au pouvoir, les ordonnateurs de la transition politique sont bien conscients que la prochaine étape sera les élections de 2015, qui ne peuvent déboucher que sur l'avènement de la NLD. Comme le déplore l'un de nos informateurs, « c'est donc la curée, au nom de leurs intérêts personnels », chacun cherchant à réaliser les dernières opérations lucratives et à placer ses ultimes pions. Comme l'admet volontiers l'un de nos interlocuteurs, pourtant *businessman* sans scrupules, archétype du *crony* birman :

« Tous les membres du gouvernement veulent garder l'argent pour eux. Ils sentent que la fin approche, donc ils veulent se remplir les poches avant de partir. »

Sous couvert d'ouverture aux investissements, cette époque est donc marquée par une dérégulation clientéliste de l'économie et une ruée sur l'espace et les ressources, générant une multiplication des conflits fonciers et des cas d'accaparement des terres par des réseaux industrialo-militaires (*Network for Human Rights Documentation Burma*, 2012 ; Samranjit dir., 2015 ; San Thein et al., 2017).

Malgré les avancées, le quinquennat Thein Sein est marqué par des défis sérieux. D'une part, le relatif retrait de l'armée de la vie publique, morale et symbolique laisse un espace de parole, une place dont la communauté monastique (*sangha*) avait longtemps été dépossédée, et qu'une partie des moines réoccupe avec vigueur, réinvestissant la fabrique de l'identité nationale autour du thème exclusif du bouddhisme (Brac de la Perrière, 2014). Sur le théâtre des conflits ethniques, le quinquennat de U Thein Sein est marqué par une recrudescence des conflits avec les groupes armés, que ce soit avec la *Ta'Ang National Liberation Army*

---

<sup>32</sup> Source : Fonds Monétaire International : [www.imf.org](http://www.imf.org)

<sup>33</sup> Source : *The Irrawaddy*, 19 février 2014 : « Where the Deal-makers Meet ».

<sup>34</sup> Source : *The Irrawaddy*, 9 avril 2015 : « Foreign Investment Soars to Record \$8B in 2014-15 ».

(TNLA), la *Kachin Independence Army* (KIA), ou la *Myanmar National Democratic Army Alliance* (MNDAA). En octobre 2015, juste avant la fin du quinquennat, le gouvernement et huit groupes armés signent ce qui est présenté comme un « cessez-le-feu national ». Cependant, les partis signataires ne représentent que des groupes mineurs, tandis que les principaux acteurs restent en-dehors de cet accord<sup>35</sup>.

### **0.2.5.2. La politique touristique volontariste du gouvernement Thein Sein**

Au sein de la politique gouvernementale, le tourisme occupe une place de choix : à la fois source de devises, d'investissements et d'emploi, mais également puissant outil réputationnel, il fait l'objet de toutes les attentions. En décembre 2012, le gouvernement publie ainsi un *Framework for Economic and Social Reforms* (FESR), présentant les grandes lignes de son action avec, en ligne de mire, l'année 2030. Parmi les leviers d'action, le tourisme est identifié comme un *quick win*, une activité « à impact rapide » sur le développement, et donc comme une priorité.

Le 15 janvier 2013, le gouvernement bouleverse la cartographie des zones ouvertes au tourisme (annexe 13) : les vastes zones interdites deviennent des « zones d'accès restreints », accessibles avec les permis *ad hoc*, et les restrictions sont parfois même totalement levées (Arakan, Kayah, Tenasserim). Le 28 août 2013, les postes-frontières de Tamu (à la frontière indienne), de Muse (à la frontière chinoise) et de Tachileik, Myawaddy, Htee Khee et Kawthaung (à la frontière thaïe), apparemment ouverts aux touristes des pays voisins dès les années 1990 (*cf.* 0.2.4.2), s'ouvrent désormais aux ressortissants de pays tiers. Cette nouvelle cartographie vise bien sûr à maximiser les flux de visiteurs, mais d'un point de vue symbolique et politique, elle permet aussi de changer les représentations : la Birmanie renoue ostensiblement avec son intégration régionale et reprend sa place au sein de l'Asie du Sud-Est. Souvent décrite comme déchirée par les conflits, couturée d'un maillage de zones dangereuses, elle se donne à voir comme un pays apaisé, ouvert, et qui n'a rien à cacher. L'ouverture touristique est ici clairement mobilisée comme vitrine de l'ouverture politique.

Preuve de l'importance du tourisme sur le plan réputationnel et symbolique : en 2013, le gouvernement birman missionne l'entreprise *Image Diplomacy* pour mettre sur pied une stratégie de *tourism branding* du pays. Le but : élaborer et promouvoir une « image de marque touristique », permettant de mieux positionner la Birmanie sur un marché mondial

---

<sup>35</sup> Source: *The Irrawaddy*, 15 oct 2015: « Long-Sought Ceasefire Signed in Naypyidaw ».

concurrentiel. Les consultants élaborent donc un logo, un slogan, un ensemble de dépliants publicitaires, etc. : en somme, un éventail graphique et représentationnel offrant à la Birmanie une visibilité, une lisibilité touristique, tout en l'associant à des valeurs positives. En réalité, cette stratégie cherche au moins autant à encourager le tourisme en Birmanie qu'à promouvoir le pays à travers le tourisme. Cela apparaît très clairement dans le fascicule *Branding Guidelines* élaboré par *Image Diplomacy* :

« *Le tourisme et la fabrication d'une image de marque touristique ont la capacité d'améliorer l'image du pays, de permettre au monde de mieux connaître les habitants de la Birmanie. [...] Dans le monde extrêmement compétitif d'aujourd'hui, l'élaboration d'une image de marque touristique est devenue une stratégie fondamentale pour véhiculer une image plus positive d'un pays ou d'un endroit. [...] La mise en place intelligente d'une image de marque touristique [...] veut dire i) Mettre en avant les meilleurs aspects du pays au reste du monde pour faire augmenter les arrivées touristiques ; ii) Offrir un aperçu des gens, des cultures, des traditions, de la gastronomie, du patrimoine, des destinations, de l'artisanat, etc. Iii) Fournir un contre-récit au monde extérieur quand une nation a été / est mal comprise ; iv) Prendre le contrôle de la représentation du pays au monde et repositionner la valeur perçue de la Birmanie comme une destination et une 'expérience de vie' riche.*

[...] La Birmanie a besoin de créer une image de marque cohérente car :

*Le profil de la Birmanie n'est pas bien compris, tant sur la scène domestique (sic<sup>36</sup>) qu'internationale*

[...] *Une image de marque touristique forte offre un contre-récit* »

(Image Diplomacy, 2015 : 6 à 9 ; 14)

Au cœur du « contre-discours » proposé par *Image Diplomacy* : les notions d'« authenticité » et de « tradition ». Cette originalité d'un pays « où le temps se serait arrêté » est en réalité la conséquence directe de cinquante ans de dictature militaire et de fermeture au monde. Néanmoins, les consultants passent sous silence cette dimension politique et historique : l'« authenticité » de la Birmanie apparaît comme l'essence du pays, un donné intemporel.

Décision anecdotique, mais qui illustre l'importance de la diplomatie touristique : Nay Pyi Taw fait l'objet d'une certaine promotion gouvernementale. En 2015, le gouvernement pousse notamment à l'amélioration de sa desserte aérienne et y encourage l'organisation

---

<sup>36</sup> La dictature en Birmanie ne serait-elle donc qu'un simple malentendu entre ses dirigeants et sa population ?

d'évènements<sup>37</sup> ; le parlement est ouvert (sous réserve) aux visiteurs, donnant à voir *in situ* la transparence de la vie politique. Ici, les autorités mettent en scène l'ouverture de l'un des territoires les plus fermés de Birmanie ; la transformation volontariste d'un espace militaire en espace civil ; la normalisation politique du pays.

En mars 2016, au moment de céder son poste à la NLD d'Aung San Suu Kyi, le ministre du tourisme sortant, U Htay Aung, pronostique une fréquentation record de six millions de visiteurs pour l'année 2016-2017 :

« Nous serons capables d'accueillir 6 millions de touristes cette année si le contexte touristique peut suivre la paix durable et la stabilité dont le pays profite désormais »<sup>38</sup>.

Le ministre ne présente pas ces bonnes prévisions comme un succès de sa politique touristique, comme le fruit de l'amélioration de l'infrastructure hôtelière ou de la meilleure visibilité de la destination Birmanie. Il les présente au contraire comme le résultat logique des grands chantiers de U Thein Sein : paix et stabilité. Là encore, le tourisme n'apparaît pas en tant que secteur autonome : il n'est que relatif à un agenda politique plus vaste, un indicateur du succès de la politique gouvernementale au sens large.

### **0.2.5.3. Du tourisme anarchique au tourisme durable : la rhétorique touristique comme outil de réinsertion de la Birmanie dans la communauté internationale ?**

Le gouvernement Thein Sein se distingue par son virage en faveur d'un tourisme durable et responsable. Avec le soutien financier et technique de grands acteurs internationaux, il multiplie ainsi les textes cadres en la matière. En septembre 2012, il publie ainsi la *Myanmar Responsible Tourism Policy*, élaborée avec la Fondation Hanns Seidel et qui s'ouvre sur la « vision » du gouvernement :

« Nous avons l'intention d'utiliser le tourisme pour faire de la Birmanie un meilleur endroit où vivre : procurer plus d'emplois et de meilleures opportunités économiques pour tous, contribuer à la préservation de notre patrimoine naturel et culturel, et de partager notre riche diversité culturelle. Nous accueillons chaleureusement ceux qui apprécient notre patrimoine, notre mode de vie et qui voyagent avec respect<sup>39</sup>. » (*Hanns Seidel Foundation*, 2012 : 6)

---

<sup>37</sup> Source : Eleven Myanmar, 5 avril 2015 : « Ministry aims to boost Nay Pyi Taw tourism ».

<sup>38</sup> Source : *Myanmar Times*, 22 mars 2016 : « Tourism Ministry aims for 6 million visitors ».

<sup>39</sup> On retrouve ici cette rhétorique de l'ouverture conditionnée qui apparaissait déjà de manière assez explicite dans les écrits de la junte : le pays est certes ouvert à tous, mais une réserve est ménagée à l'encontre de certains.

Le rapport présente les neuf objectifs du tourisme responsable en Birmanie. Les grands concepts du développement durable sont ici omniprésents, entre « planification intégrée », « diffusion des bénéfices du tourisme aux communautés », « réduction des impacts environnementaux », etc. : tout un appareil discursif qui semble marquer une rupture nette avec le tourisme quasi-dérégulé qui régnait jusqu'alors. En 2013, cette même fondation Hanns Seidel soutient également l'élaboration d'une *Policy on Community Involvement in Tourism* (MoHT, 2013b). En 2015 paraît une *Ecotourism policy and management strategy* (MoHT, 2015), soutenue par l'*International Centre for Integrated Mountain Development* (ICIMOD) et financée par l'Union Européenne. En 2013 paraît le *Tourism Master Plan 2013-2020*, principale réalisation du ministre U Htay Aung. Financé par la coopération norvégienne et l'*Asian Development Bank*, il se veut un document de référence, fixant le cap touristique jusqu'en 2020.

Le rapport propose six programmes stratégiques censés permettre au pays d'accueillir 7,5 millions de touristes en 2020, tout en respectant les principes du développement durable (annexe 14). Malgré la volonté politique apparente, cette initiative paraît vouée à l'échec : son calendrier est bien peu réaliste ; son budget (486,6 millions \$) est hors de portée du gouvernement, tandis qu'investisseurs privés et bailleurs de fonds sont réticents à s'impliquer. En résumé, si l'on considère le *Tourism Master Plan* avec le recul, les réalisations sont pour le moins minimales ; U Htay Aung, ministre qui a porté cette stratégie jusqu'en 2016, confie lui-même son insatisfaction.

Tous ces documents partagent un point commun : l'absence visible du politique. Dans un exercice de style qui dut être délicat pour les consultants, aucune référence n'est faite au contexte pré-2011 : tout juste un « isolement profond » est-il mis en contraste avec de « récentes réformes ». Cependant, si l'on pousse plus loin l'analyse, ces textes-cadres sont en réalité extrêmement politiques : ils réintègrent la Birmanie dans la communauté internationale. D'une part, ils sont élaborés par des consultants étrangers, financés par des organisations prestigieuses, et apparaissent donc comme le produit d'une collaboration fructueuse entre les autorités birmanes et de respectables partenaires occidentaux : en cela, ils illustrent le retour de la Birmanie sur la scène internationale. D'autre part, leurs éléments de langage ancrent la Birmanie dans la rhétorique mondiale du développement durable et de ses grands textes fondateurs : ils sont donc pourvoyeurs de légitimité et de respectabilité pour l'ancien État paria. Ainsi, la « vision » revendiquée dans ces textes (« utiliser le tourisme pour

faire de la Birmanie un meilleur endroit où vivre ») s'inscrit-elle tout à fait dans le Code Mondial d'Éthique du Tourisme formulé par l'Organisation Mondiale du Tourisme en 1999<sup>40</sup>.

Cependant, cet engagement fort de Nay Pyi Taw en faveur du tourisme durable révèle à l'examen de sérieuses ambiguïtés : derrière la rhétorique de qualité se cache en réalité une politique de quantité. Ainsi, partant de la fréquentation touristique de 2012 (un million de visiteurs), le *Tourism Master Plan* de 2013 propose trois scénarii de croissance : modéré (2,8 millions de visiteurs en 2020), intermédiaire (3,8 millions) et élevé (7,5 millions) et fixe comme objectif d'atteindre ce dernier (MoHT, 2013 : iii). Or, la méthodologie de calcul de ces trois seuils, ainsi que les raisons qui ont poussé le gouvernement à trancher en faveur du plus ambitieux ne sont à aucun moment explicitées. Il se dit même que les consultants chargés d'élaborer ce *Master Plan* aurait d'abord proposé un seuil haut de 5 millions de visiteurs en 2020, mais que le gouvernement aurait exercé de fortes pressions pour le relever à 7,5<sup>41</sup>. Dans le contexte de sous-qualification des acteurs du tourisme, de manque d'infrastructures, d'opacité des affaires et de corruption, difficile de penser qu'un objectif aussi ambitieux puisse être compatible avec un tourisme durable et responsable. Cette mise en tourisme à marche forcée peut être illustrée par l'appel de U Htay Aung au début de l'année 2015, exhortant le gouvernement à redoubler d'effort pour atteindre l'objectif annuel, fixé à 4,5 millions de visiteurs. Il résume lui-même sa politique par cette formule : « ouvrir le pays autant que possible » ; il cite en exemple Siem Reap, au Cambodge, qui a connu un intense développement grâce aux vols directs proposés par Bangkok Airways, et regrette de ne pas avoir pu faire de même pour développer Myeik ou Dawei, dans la péninsule du Tenasserim : « nous devons faciliter les flux autant que possible !<sup>42</sup> ».

Les objectifs numériques extrêmement ambitieux du *Tourism Master Plan* sont critiqués par certains observateurs comme entrant en contradiction avec son esprit même. Le *Myanmar Center for Responsible Business* (2015 : 14) déplore ainsi

« Une stratégie de marché de masse, qui générerait des impacts négatifs sur l'environnement et la culture birmane, [et qui] pourrait tuer la poule aux œufs d'or alors même que 'le voyage commence' ».

---

<sup>40</sup> Il nous semble également intéressant d'inscrire cette rhétorique du tourisme durable/responsable dans le contexte plus birman de la montée du nationalisme depuis la fin des années 2000. En effet, certains acteurs ont une conception très identitaire de cette nouvelle forme de tourisme : « Pour moi, le tourisme responsable signifie que le pays ne change pas ses caractéristiques uniques, sa culture, sa religion, son sentiment vis-à-vis des touristes. Ou sinon, le pays perdrait son identité. » (Kastiske, 2012 : 69).

<sup>41</sup> Source : *The Irrawaddy*, 28 janvier 2015 : « Government to push for ambitious 4.5 million visitor target ».

<sup>42</sup> Source : U Htay Aung, ministre du tourisme (2011-2016), comm. orale, 9 mai 2017.

Nul ne sait dans quelle mesure les autorités pensaient vraiment pouvoir franchir la barre des 7,5 millions de visiteurs en 2020, mais *in fine*, cela est presque secondaire. La portée de cet objectif n'est pas à juger en 2020, mais dans le contexte de son énoncé, en 2013 : il est avant tout une déclaration politique, une rhétorique performative mettant en scène l'ouverture presque illimitée du pays.

Certains observateurs, plus critiques (ou mieux informés), voient dans ce développement tous azimuts une stratégie de la dernière chance pour des élites politico-militaires qui sentent que le mandat 2011-2016 sera leur dernier, et qui attribuent en hâte des marchés, des concessions et des terrains à leur proches et aux *cronies* qui les soutiennent, avant un basculement politique qui leur sera moins favorable (Ko Ko Thett, 2012 : 39).

Les ambiguïtés du gouvernement apparaissent très nettement sur le terrain. Ainsi, après des décennies d'interdiction, l'hébergement chez l'habitant est réintroduit par la *Policy on Community Involvement in Tourism* (MoHT, 2013b). Cependant, l'obtention de la licence est tellement longue (jusqu'à deux ans), la procédure tellement pyramidale (le dossier doit même transiter par le bureau du président de la république) et complexe que dans les faits, l'accès à la ressource touristique reste très difficile pour les communautés (annexe 15). De même, les efforts de planification et de protection de l'environnement se heurtent aux stratégies du capitalisme de connivence. Ainsi, la vallée du Hukawng, au nord du pays, censée être une réserve nationale de tigres, est aussi la zone d'action de la compagnie Yuzana, qui s'y livre à d'intenses activités agro-forestières et minières, sans que le gouvernement ne prenne de mesures concrètes (Ko Ko Thett, 2012 : 39). Enfin, en 2012, les autorités lancent des projets de zones hôtelières pharaoniques, officiellement destinées à permettre la montée en gamme de l'hôtellerie birmane, mais qui sont en réalité des accaparements de terres massifs, au bénéfice des puissants et de leurs affidés (Wai Phyo Myint, 2015).

L. Richter (2008 : 139) propose de définir la politique touristique comme ce qu'un gouvernement choisit de faire, mais aussi de ne pas faire : toutes les inerties, toutes les permissions tacites, toutes les compromissions. Si l'on suit cette définition, les absences et les réticences du gouvernement birman en matière de tourisme durable ne sont pas des difficultés fortuites et inopportunes, mais partie intégrante d'une politique qui poursuit en réalité des buts plus stratégiques.

#### 0.2.5.4. Le tourisme en Birmanie durant la transition : une croissance spectaculaire ?

Dans le contexte singulier de la transition démocratique birmane, les statistiques touristiques revêtent une importance stratégique : ce sont des indicateurs immédiats, très efficaces de l'efficacité gouvernementale, de l'ouverture du pays et de son retour sur la carte du monde. C'est ainsi que dans son discours de Nouvel An en avril 2014, le président Thein Sein cite les chiffres de la croissance du tourisme pour vanter l'efficacité des réformes engagées par son gouvernement<sup>43</sup>.

Ce caractère stratégique pousse les autorités à adopter une définition très large du tourisme et des touristes, comme toute personne traversant les frontières birmanes, pour une durée quelconque et pour quelque motif que ce soit. Elles comptabilisent ainsi les mobilités transfrontalières à la journée, que ce soient les Occidentaux venant de Thaïlande pour renouveler leur visa en une matinée ou les Chinois écoulant en quelques heures une cargaison de biens. Plus encore, des sources bien informées au ministère du tourisme font même état de manipulations pures et simples afin de continuer à afficher des chiffres flatteurs<sup>44</sup>. Ces éléments poussent à sérieusement remettre en question la crédibilité des statistiques gouvernementales. Lorsque les autorités annoncent près de 4,7 millions de visiteurs en 2015, le magazine *Frontier* publie un éditorial sans ambiguïté :

« La Birmanie vit un mensonge, et c'est à cause du ministère du tourisme. Soyons clairs : la Birmanie n'a pas reçu 4,7 millions de touristes en 2015. C'est une invention. »<sup>45</sup>

Bien que ces réserves soient partagées par de nombreux acteurs touristiques, médias et ONG (*Myanmar Center for Responsible Business*, 2015), les chiffres officiels continuent à faire autorité auprès des médias et des institutions internationales. Cette surévaluation du tourisme a des conséquences importantes en termes de gestion touristique et entre en contradiction avec la politique de « tourisme durable » ostensiblement affichée. Au-delà de leur portée politique et symbolique, ces statistiques inflationnistes augmentent artificiellement la demande d'investissements, tant étrangers que locaux. Dans le premier cas, cela génère des Investissements Directs Etrangers (IDE), à leur tour utilisés comme indicateur du succès des autorités. Dans le second cas, cela profite au capitalisme de connivence et aux réseaux opaques entre sphères politiques et économiques.

---

<sup>43</sup> Source : *Myanmar Times*, 19 janvier 2015 : « Why Myanmar tourists don't add up »

<sup>44</sup> Il nous semble avoir identifié de tels agissements dans les statistiques qui nous ont été fournies (annexe 16).

<sup>45</sup> Source : *Frontier Myanmar*, 18 août 2016 : « Fudging the figures on a stagnant tourism industry »



Sur le terrain, dans les paysages, dans les déclarations de tous nos interlocuteurs, il est clair que le mandat Thein Sein a marqué l'entrée de la Birmanie dans une nouvelle ère, celle du tourisme de masse. Après des années 2000 ponctuées de difficultés et de faux espoirs (cf. 0.2.4.6.), l'année 2012 marque en effet un essor incontestable du tourisme, que ce soit pour les flux bruts ou pour les flux strictement touristiques (fig. 7). Les années 2012 et 2013 sont d'ailleurs marquées par de graves pénuries en matière d'hébergement touristique à Inlé, Bagan<sup>46</sup> ou Rangoun<sup>47</sup>. Néanmoins, un écart très net apparaît entre la courbe du tourisme brut en Birmanie (qui passe de 816 000 visiteurs en 2011 à 4,68 millions en 2015, soit un taux de croissance annuel de 54,8 %), et celle des visas de tourisme (dont le nombre augmente de 252 000 en 2011 à 559 000 en 2015, soit 22 % de croissance annuelle<sup>48</sup>). En d'autres termes, « l'essor touristique de la Birmanie » est plus directement lié à l'ouverture économique du pays et à l'augmentation subséquente des visas d'affaires et des passages transfrontaliers que par la hausse des flux touristiques *stricto sensu*.

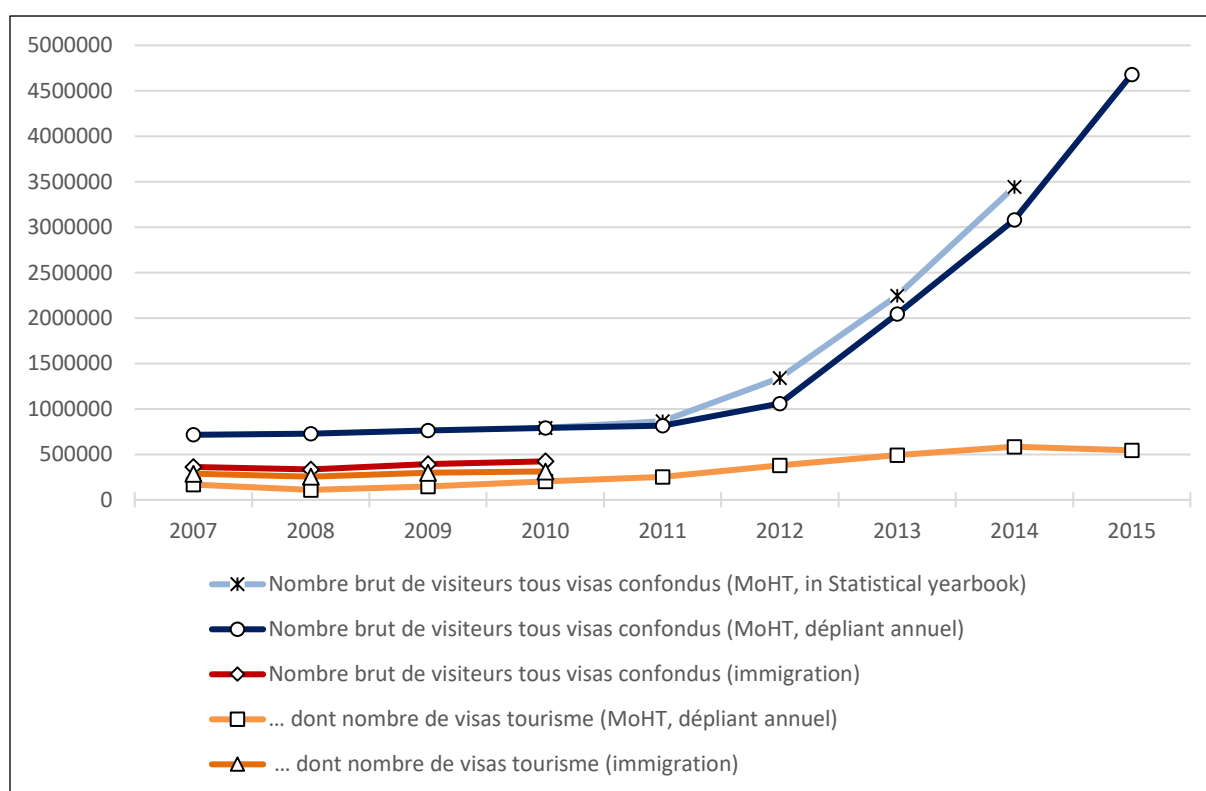


Figure 7 : La croissance du tourisme en Birmanie sous le régime Thein Sein : quelle réalité ?

Cette croissance marquée, largement due à des jeux d'écriture et à une conception très large du « tourisme », permet à la Birmanie de briller à l'échelle régionale : avec un taux de

<sup>46</sup> Source : *Myanmar Times*, 11 mars 2013 : « Room shortages and overpricing threaten tourism industry »

<sup>47</sup> Source : *The Irrawaddy*, 14 octobre 2013 : « Ready or not, the tourists are coming »

<sup>48</sup> Nous faisons ici le choix de prendre comme donnée de référence les chiffres du MoHT, parus dans les dépliants annuels des *Myanmar Tourism Statistics*.

croissance officiel de 54,8 % par an sur la période 2011-2015, elle surpasse les voisins thaïlandais (+ 11,7 % par an), vietnamien (+ 7,2 % par an), laotien (+ 16,9 % par an) et cambodgien (+ 13,5 %)<sup>49</sup>. Cela représente un rattrapage des plus précieux sur le plan symbolique : après avoir longtemps occupé les derniers rangs, le pays apparaît désormais en pointe, rattrapant son retard sur le reste de l'ASEAN. La Birmanie se distingue même à l'échelle mondiale, présentant en 2014 le septième taux de croissance touristique à l'échelle globale (*World Travel and Tourism Council WTTC*, 2015 : 1).

Au cours du mandat Thein Sein, la domination statistique des clientèles asiatiques atteinte à la fin des années 2000 se maintient (annexe 17) : 58% de touristes asiatiques, contre 21% d'Européens en 2014. À noter le rebond des visiteurs d'Amérique du Nord (7% en 2015 contre 5% en 2010) et du Royaume-Uni (4,5% contre 2,4%), ce qui laisse deviner un retour de clientèles anglo-saxonnes qui avaient été assez réceptives aux appels au boycott sous la junte. Alors que les touristes asiatiques sont souvent cantonnés au rôle de *businessmen* ou de commerçants informels, cette idée reçue est démentie par les faits : en 2013, les Thaïlandais sont ainsi la nationalité la plus représentée parmi les visiteurs de la pagode Shwedagon de Rangoun. De même, une large partie des 80 000 Thaïlandais qui traversent la frontière à Kawthaung se livrent à des pèlerinages dans la région<sup>50</sup>.

Il nous semble difficile d'étudier la géographie du tourisme en Birmanie sans en proposer une cartographie. Cependant, l'accès à des statistiques détaillées, destination par destination, est encore extrêmement limité. À supposer qu'elles soient fiables, les statistiques présentées mettent néanmoins des dynamiques assez nettes (annexe 18). Les quatre pôles majeurs du pays, Rangoun, Mandalay, Bagan et Inlé, se détachent toujours nettement. Ils sont complétés par des destinations secondaires : Bago, Kyaikhtiyoe, Ngapali, Mawlamyine-Thaton, Ngwe Saung et Pyin-Oo-Lwin. D'un point de vue plus dynamique, on peut noter la croissance des « nouvelles destinations » récemment ouvertes au tourisme : Kawthaung, Dawei et Myeik dans le Tenasserim, Hpa-An dans l'État Karen et Loikaw dans l'État Kayah. De même, dès 2013, la presse évoque même l'augmentation, modérée mais réelle, du tourisme dans les collines Chin<sup>51</sup>, ainsi que dans le « Triangle d'Or », à l'Est de l'État Shan<sup>52</sup>.

---

<sup>49</sup> Source : [www.unwto.org](http://www.unwto.org)

<sup>50</sup> Traveller Journal, 28 octobre 2013 : « Nearly 80 000 Thai people cross into Myanmar through Kawthaung broder gate ».

<sup>51</sup> *The Irrawaddy*, 28 mai 2013 : « As foreigners trickle into Chin State, Tourism industry faces hurdles »

<sup>52</sup> The Traveller Journal, 3 juin 2013 : « More Americans are coming to the golden triangle zone »

Cependant, il convient de garder à l'esprit que les taux de croissance élevés dans ces nouvelles destinations concernent des effectifs qui restent faibles : des villes comme Dawei, Patheingyi ou Magway accueillent moins de 2 000 visiteurs en 2015, contre près de 250 000 à Bagan. À nos yeux, la diversification ne se fait donc qu'à la marge, sous l'action d'une frange de pionniers. La réelle dynamique du tourisme birman est plutôt le renforcement des pôles majeurs. Ainsi, lorsqu'en mars 2014, l'équipe d'A. Valentin interroge à Inlé 1053 touristes sur les destinations qu'ils ont visitées, Rangoun, Mandalay, Bagan et le sud de l'État Shan représentent 95 % des noms cités, tandis que Ngapali, Kyaikhtyone, Hpa-An et Bago se partagent les 5 % restants (Valentin dir. 2014 : 25).

On l'a vu, les représentations touristiques des années 1990-2000 étaient saturées de politique : malgré leurs divergences sur l'attitude à tenir, partisans du boycott comme défenseurs du tourisme s'accordaient sur la nature dictatoriale et brutale du régime Than Shwe (cf. 0.2.4.4.). Désormais, une certaine divergence se fait jour entre ces deux pôles. D'un côté, les ONG conservent une attitude de défiance ; le 13 juillet 2014, l'ONG *Voices for Burma* offre une description assez caricaturale et anachronique de la Birmanie :

« Derrière la beauté idyllique et les paisibles monuments bouddhistes qui apparaissent sur les brochures touristiques se tient l'une des plus brutales dictatures militaires au monde, responsable de la torture de milliers de ses citoyens. [...] Dans ce pays si 'détendu', écouter une chanson prodémocratie peut être puni de sept ans de prison. [...] Selon les Nations-Unies, la junte militaire considère la population comme une réserve illimitée de travail forcé non payé et de domestiques à leur disposition. »<sup>53</sup>

En revanche, le discours touristique perd toute sa charge politique. Les visiteurs eux-mêmes sont les premiers à s'en détourner. Comme l'indique l'un des acteurs historiques du tourisme :

« Avant l'ouverture, les gens étaient beaucoup plus informés ; certains refusaient de dormir dans les hôtels de Tay Za, de prendre Air Bagan... parce qu'il y avait de l'information là-dessus. Aujourd'hui, on n'en parle presque plus. [...] Tout le monde s'en fiche [...] Les gens ne savent pas, ils ne sont plus informés sur ce qui se passe en Birmanie. Aujourd'hui, on va en Birmanie comme on va en Thaïlande. [...] J'ai essayé de mener des tours du lac Inlé un peu responsables, qui abordent les

---

<sup>53</sup> Source : <http://www.voicesforburma.org/pariah-or-paradise-burma-gives-tourists-hard-sell/>

problèmes écologiques, etc. Mais les gens nous envoient presque balader ; certains disent qu'ils sont en vacances et n'ont pas envie d'entendre ce genre de discours. »<sup>54</sup>

Les nouveaux termes du tourisme en Birmanie sont posés de manière limpide dans les pages du *Lonely Planet* de 2014 :

« La question de savoir s'il est bon ou pas de se rendre en Birmanie a été remplacée par celle du voyage responsable et durable. » (*op. cit.* : 29)

Bien que les auteurs de ces guides mettent encore en garde contre les *cronies*, évoquent la corruption et pointent la violence du gouvernement, ces avertissements interviennent désormais de manière plus tardive dans l'ouvrage. Il n'est plus question de boycott touristique ; les « périples sans taxes » ou les astuces pour limiter sa contribution économique à l'État ont disparu. Ce recul du politique laisse le champ libre à la réaffirmation d'un champ lexical qui était caractéristique des années 1980 (*cf.* 0.2.3.3.) avant d'être supplanté par celui de la politique : le discours de l'authenticité. Dès l'introduction de l'édition 2011 du *Lonely Planet*, dans une comparaison douteuse, l'auteur convoque une référence de la littérature d'exploration coloniale (Neuhaus, 1997) :

« Explorer la Birmanie peut souvent vous donner l'impression d'être tombé dans un numéro vivant de *National Geographic* dans les années 1910 ! »

De même, les astuces pour éviter telle ou telle taxe sont désormais supplantés par des conseils pour éviter les foules de touristes. À Bagan, le guide déconseille la Pagode Shwesandaw, si fréquentée pour le coucher de soleil qu'elle est surnommée la *sunset pagoda* :

« Profitez donc de la vue, sans les touristes, à Thabeik Hmauk. » (p.176)

Cette dépolitisation du tourisme apparaît tout aussi nettement dans le discours des agences de voyage (annexe 19). Il semble donc qu'après de longues années de marginalité, d'exceptionnalité, le voyage en Birmanie se soit quelque peu banalisé : désormais, le pays est rentré dans le rang des autres destinations asiatiques. De ce point de vue, le gouvernement Thein Sein semble avoir remporté son pari de reconquête.

Portée par cet ensemble de représentations plus positif et par le mythe de la « dernière frontière », la Birmanie connaît un véritable engouement touristique : en juin 2014, le conseil

---

<sup>54</sup> Source : H. Fléjo, dirigeant de tour-opérateur, comm. orale, 9 février 2015.

européen du tourisme et du commerce lui décerne le titre de « meilleure destination touristique au monde » ; en 2015, le pays est également élu « meilleure destination de l'année » par les éditions *Lonely Planet*<sup>55</sup>.

La curiosité pour cette Birmanie « authentique » se double d'une fascination pour l'époque britannique, qui s'inscrit dans ce registre de la « nostalgie coloniale » qui a profondément façonné le tourisme asiatique au cours des dernières décennies (Munt, 1994 ; Mowforth & Munt, 1998 ; Peleggi, 1996 ; 2005). Sur le terrain, les opérateurs touristiques exploitent cet attrait et proposent les produits – les « expériences » – qui correspondent. Au-delà du mythique *Strand Hotel*, de nombreux autres entrepreneurs privés font preuve d'une grande inventivité pour ressusciter le charme colonial de Rangoun : l'Hôtel *Governor's Residence*, qui a réinvesti l'ancienne résidence du gouverneur colonial, est devenu une référence ; le célèbre *Secretariat*, centre névralgique de la Birmanie britannique, est actuellement réhabilité<sup>56</sup>. Dans la rue Pansodan, les bâtiments coloniaux sont activement réinvestis par des entrepreneurs privés, à destination des touristes, des expatriés et de la jeunesse dorée birmane. Certains tours opérateurs vont même plus loin dans l'immersion coloniale : le voyageur *Myanmar Voyages* offre ainsi une « marche coloniale dans le cœur de la ville », à la rencontre du patrimoine de l'époque britannique, avant de gagner le *Strand Hotel* en vieux bus Chevrolet des années 1940 pour un *high tea* à l'anglaise. On peut relever ici le – tardif – basculement du tourisme birman vers le registre post-moderne : le rapport du visiteur au patrimoine colonial n'est plus spontané mais mis en scène ; non plus intime mais collectif ; non plus dans le registre quotidien mais mémoriel. En d'autres termes, ces espaces urbains, autrefois « milieux de mémoire » décrits par P. Nora (1984), dans lesquels la mémoire et les pratiques sociales étaient incarnées au quotidien, deviennent des « lieux de mémoire », mis en scène et patrimonialisés dans le souvenir collectif d'un passé commun, réel ou fantasmé. Alors que le tourisme en Birmanie se massifie, ce retour au colonial, au patrimoine et à l'Histoire permet de créer de nouvelles pratiques confidentielles et positionnelles, de renouer avec le voyage élitiste et de ré-intellectualiser une expérience menacée de banalisation (Doquet et Le Ménestrel (ed.), 2006 ; Munt, 1994).

Dans une Birmanie en profonde « métamorphose » (Egreteau et Robinne (éd.), 2016), l'« authenticité » du pays s'est déplacée du champ du visuel et de l'expérience sensible (paysages, moyens de transport, techniques agricoles, bâti, etc.) à celui de la rencontre,

---

<sup>55</sup> Source : 7 Daily News, 23 juin 2016 : « *Lonely Planet* 'the best destination award 2015' : winner Myanmar » :

<sup>56</sup> Source : *Myanmar Times*, 17 mars 2017 : « The secretariat proposed to serve as a museum »

notamment avec l'Autre ethnique. Ainsi, dans le *Petit Futé* de 2014, le chapitre sur l'État Shan s'ouvre sur une liste de quatre incontournables, dont trois sont des rencontres : avec les Pa-O sur le trek Kalaw-Inlé ; avec les Intha sur le lac ; avec les Akha et les Ahn autour de Kengtung (Petit Futé, 2014 : 186). Quant au tour-opérateur Khiri, il propose même une expérience au nom étonnant :

« Devenez un Pa-O pour la journée.

Vivez une journée comme les Pa-O dans leurs villages isolés, dans les montagnes au-dessus du superbe lac Inlé. »<sup>57</sup>

Ce face-à-face avec l'ethnique, mis au cœur de l'expérience touristique, ne va apparemment pas sans risques. Ainsi, alors que le visiteur des années 1990 et 2000 représentait, par ses questions et ses indiscretions, un potentiel risque politique, celui des années post-2011 apparaît plutôt comme un risque culturel. Chaque guide comporte donc une section dédiée à l'étiquette en Birmanie, au point de parfois dresser une barrière d'interdits et de présenter des caricatures de « populations locales » vivant hors de tout contact avec l'Autre et imprégnées de croyances fragiles. Au-delà de la réelle préoccupation de ces acteurs pour les cultures minoritaires, nous comprenons également cette rhétorique sous l'angle de l'« authenticité communicationnelle », construisant de manière rhétorique et performative l'« authenticité » d'un espace ou d'une population (Cohen, 1989).

Enfin, il nous semble important de souligner l'essor du tourisme domestique sous le mandat Thein Sein (Michalon, 2018b). Ce dernier est très longtemps resté méconnu (Winter et al., 2009), avant tout en raison de biais cognitifs : pour l'observateur extérieur, comment des gens vivant dans un pays exsangue économiquement, et sous la coupe d'un régime autoritaire peuvent-ils « partir en vacances » ? En réalité, les pèlerinages, mêlant activités pieuses mais également ludiques et sociales sont une pratique très ancienne en Birmanie (Michalon, 2018b). Dans les années 1970, une poignée d'entrepreneurs de Rangoun innovent en proposant les premiers voyages organisés en bus. Néanmoins, la véritable rupture intervient à partir de 2011 : la baisse des taxes sur les importations automobiles, l'affirmation d'une classe moyenne birmane et la démocratisation des technologies de communication signe une véritable mise en mouvement de la société. En 2016, l'association des tour-opérateurs domestiques déclaraient ainsi 7,1 millions de clients, contre 3,7 en 2012 (*ibid.*). À

---

<sup>57</sup> Source : [www.khiri.com/myanmar/](http://www.khiri.com/myanmar/)

ces chiffres, émanant d'une association professionnelle, il faut ajouter les effectifs très importants de Birmans qui se déplacent par leurs propres moyens. Il est donc très clair que le tourisme domestique dépasse de très loin le tourisme international. Au-delà des chiffres, les pratiques changent également : longtemps organisé autour de la religion, le tourisme birman se tourne désormais vers la nature, la plage, la randonnée ; longtemps pratique collective, il gagne aujourd'hui la sphère de la famille, voire du couple (*ibid.*).

## **0.2.6. La NLD (2016 - ), et le tourisme comme symbole du retour à l'État de droit et d'un développement pour tous**

### **0.2.6.1. Le mandat Aung San Suu Kyi, ou les défis de la transition démocratique**

Le 8 novembre 2015, les élections générales sont un triomphe pour la NLD, qui remporte 79 % des suffrages et – compte tenu des 25 % des députés non élus – 56 % des sièges au Parlement. Lorsqu'après plusieurs mois de latence, Aung San Suu Kyi et son cabinet prennent leurs fonctions le 30 mars 2016, les espoirs et les attentes sont élevés, tant en Birmanie qu'à l'étranger. Après plusieurs décisions importantes, comme la libération de nombreux prisonniers politiques ou l'abrogation de plusieurs lois restreignant les libertés individuelles, le gouvernement montre néanmoins ses limites : composé d'anciens activistes vieillissants et peu rompus à l'exercice du pouvoir, il propose une gouvernance lente, confuse et peu lisible. Dans ce contexte, les grandes réformes, tant économiques que sociales, se font attendre, générant une certaine déception.

Lors de son arrivée au pouvoir, Aung San Suu Kyi avait fait du processus de paix l'une de ses priorités. Elle convoque notamment trois « conférences de Panglong du XXI<sup>ème</sup> siècle », visant à poser les fondations d'une nouvelle Birmanie plus fédérale. Or, cette entreprise ambitieuse se heurte à l'intransigeance de la *Tatmadaw*, que les autorités civiles ne peuvent qu'essayer d'infléchir en multipliant les concessions et les signes de bonne volonté. Cependant, l'Armée n'est pas la seule responsable du blocage des négociations : le gouvernement élu est également pointé du doigt pour son attitude vis-à-vis des groupes armés, pour sa propre inflexibilité, pour son incapacité à nouer des relations de confiance (Walton, 2017). Très rapidement, les débats s'enlisent, les tensions montent, les blocs unis se divisent, les conférences s'espacent. Aujourd'hui, le processus de paix est à l'arrêt.

L'événement le plus marquant du mandat Aung San Suu Kyi est sans aucun doute la nouvelle « crise rohingya » qui secoue l'État d'Arakan, dans l'ouest du pays. Après des décennies de violences, d'apartheid, et après deux vagues de pogroms en 2012, le conflit connaît une résurgence en deux temps. En octobre 2016, un groupe armé se réclamant de la cause « rohingya » traverse la frontière bangladaise et attaque des postes de police, générant en retour de violentes opérations de ratissage. Le 25 août 2017, cette même formation, désormais renommée *Arakan Rohingya Salvation Army* (ARSA), mène des opérations contre trente installations de la police et de l'armée. La réponse des forces de sécurité est très brutale : des centaines de villages « rohingya » sont incendiés, des massacres et des violences sexuelles systématiques sont signalées. Au cours de cette vague de violences qui aurait au moins 6700 victimes, plus de 650 000 personnes, en grande majorité des « Rohingyas », prennent refuge au Bangladesh (Michalon, 2018a). Cette crise porte un rude coup à Aung San Suu Kyi, qui est critiquée sur la scène internationale pour son silence. Elle se traduit également par un ralentissement des IDE vers le pays, désormais à haut risque réputationnel ; le tourisme occidental connaît une baisse marquée (*cf. infra*).

#### **0.2.6.2. Le tourisme en Birmanie sous Aung San Suu Kyi : des espoirs à la déception**

L'arrivée au pouvoir de la NLD avait pourtant été synonyme d'espoir pour le secteur touristique. Le statut politique désormais clair du pays et la figure charismatique d'Aung San Suu Kyi avaient ainsi attiré l'intérêt des médias spécialisés et des sites internet de voyage. Les guides *Lonely Planet* classent notamment le pays parmi son « top 10 des pays à visiter en 2017<sup>58</sup> », avec le titre « la Birmanie, c'est maintenant qu'il faut y aller », injonction qui souligne l'influence de cette littérature prescriptive de tendances, mais aussi l'urgence – en réalité ancienne – qu'il y aurait à profiter du pays « avant qu'il ne soit trop tard ». Ce goût de la Birmanie dépasse les magazines de voyage, jusque dans le magazine *Vogue* du 11 mai 2017, où l'on découvre « huit raisons de zapper la Thaïlande pour aller en Birmanie<sup>59</sup> ». Cet article est l'illustration même d'un changement de clientèle : alors que le pays avait longtemps été une destination confidentielle, réservée à un public averti, la gamme des visiteurs s'élargit désormais à d'autres profils.

Du côté des acteurs du tourisme, l'optimisme est de mise : d'après une étude du cabinet Roland Berger menée à la fin de l'année 2016, 86 % d'entre eux seraient ainsi confiants dans

---

<sup>58</sup> Source : *Lonely Planet* : « Best of : Les 10 pays à visiter en 2017 ».

<sup>59</sup> Source : *Vogue* : « 8 reasons to skip Thailand and head to Myanmar instead »



l'avenir, s'attendant à une croissance notable et rapide dans un futur proche<sup>60</sup>. Cet enthousiasme est notamment dû à la nomination au ministère du tourisme de U Ohn Maung, un pionnier de l'hôtellerie au lac Inlé, salué pour son engagement social et environnemental (cf. 7.1.2.). Après les cent jours de réflexion que les ministres s'accordent dans la foulée de leur nomination, ce dernier présente début mai 2016 sa feuille de route pour cinq ans<sup>61</sup>. Officiellement, cette dernière ne vise plus tant la quantité, comme le gouvernement précédent le faisait *de facto*, mais un tourisme de qualité, mettant l'accent sur les clientèles aisées et les communautés locales<sup>62</sup>.

Là encore, le tourisme revêt une importante dimension politique et symbolique : après vingt ans de gestion opaque sous Than Shwe, et des années de développement à marche forcée et de laisser-faire clientéliste sous Thein Sein, le gouvernement Aung San Suu Kyi mobilise le tourisme et sa gouvernance – qu'il veut exemplaire – comme une vitrine du retour à l'État de droit. Le secteur hôtelier connaît donc une mise au pli sans équivoque : alors que de nombreux établissements opéraient sans autorisation ou avec des licences impropres, les nouvelles autorités les somment de régulariser leur situation au plus vite, soit en obtenant une licence nationale pour étrangers, soit en achetant une licence municipale permettant d'accueillir des hôtes birmans. Dans ce dernier cas, ils sont tenus d'ôter leur enseigne en anglais au profit d'une signalétique en langue locale<sup>63</sup>. Le ministre rappelle également que les sanctions seront appliquées de manière plus stricte que par le passé<sup>64</sup>. Il resserre également les contrôles sur les taxis : depuis la *Tourism Law* de 1993, ces derniers sont en effet tenus d'arborer une plaque d'immatriculation bleue, mais n'appliquent que rarement cette directive<sup>65</sup>. L'ONG *Tourism Transparency* déplore alors, avec ironie, les priorités des autorités :

---

<sup>60</sup> Source : Frontier Myanmar, 9 janvier 2017: « Despite obstacles, great expectations from business community »

<sup>61</sup> Source : *The Irrawaddy*, 5 mai 2016 : « New tourism plan highlights local communities »

<sup>62</sup> La politique touristique du gouvernement Aung San Suu Kyi se décline en trois points : i) développer et renforcer les ressources humaines dans le secteur touristique ; ii) remettre les communautés au cœur du tourisme, notamment à travers le tourisme communautaire ; iii) Développer le tourisme dans de nouvelles régions, comme le Tenasserim, au sud du pays, dans les collines Chin à l'ouest, ou encore dans la région d'Ywangan et Pindaya, dans le sud de l'État Shan. Source : *TTG Asia*, 23 janvier 2017 : « Quality over quantity in tourism, trade urges Asian NTOs ». Interview vidéo de U Ohn Maung, 24 septembre 2016 : <http://www.asiatraveltips.com/news16/309-MyanmarTourismUpdate.shtml>

<sup>63</sup> Source : *Eleven Media*, 26 sept. 2016 : « Hoteliers denounce requirement to rename hotels in Myanmar language »

<sup>64</sup> Source : *The Irrawaddy*, 14 septembre 2016 : « Tourism ministry warns guesthouses against hosting foreign travellers »

<sup>65</sup> Source : *Myanmar Times*, 8 novembre 2016 : « Authorities crack down on unlicensed tourist taxis »

« Le gouvernement ne met pas l'accent sur la gestion des destinations, des déchets, ou ne cherche pas à s'assurer que les frais d'entrée des sites touristiques soient consacrés à la protection ou que les bénéfices du tourisme parviennent aux communautés ; non. L'objectif, c'est de s'assurer que les véhicules transportant des touristes portent bien une plaque bleue (achetée au ministère). »<sup>66</sup>

On le voit, cette reprise en main du tourisme provoque des remous : pour certains observateurs, la politique de U Ohn Maung se résumerait en effet à une crispation nerveuse sur des points de détail, au détriment des grands enjeux et des petits acteurs du tourisme, pourtant ostensiblement mis en valeur dans la rhétorique gouvernementale :

« Les communautés locales sentent que les fruits du tourisme sont réservés à des acteurs extérieurs, et qu'elles ont été dépossédées de leur territoire par les prix élevés et la bureaucratie » (*Business Innovation Fund*, 2017 : 5).

Par ailleurs, le ministre peine à débloquer des projets positifs, lancés sous Thein Sein mais enlisés depuis dans les relations de pouvoir locales, comme le *Destination Management Plan* (DMP) de la région d'Inlé. Lancé en 2014 pour promouvoir un tourisme responsable et durable, il connaît une mise en place longue et douloureuse. Comme le déplore une consultante impliquée dans ce DMP, l'arrivée aux affaires de U Ohn Maung n'a rien résolu, bien au contraire :

« Ils ont plus retardé qu'adopté ce DMP. On n'a eu aucun signal clair du MoHT, et aucun soutien. »

Dès 2017, le secteur touristique est bouleversé par la « crise rohingya », qui réveille les enjeux d'éthique touristique mis en sommeil depuis quelques années. Désormais, nombreux sont les journalistes, activistes et blogueurs qui posent la question sur la toile : « Faut-il visiter la Birmanie ? »<sup>67</sup>. Cela se traduit par une chute du tourisme occidental : en 2018, les visiteurs en provenance d'Europe, d'Amérique du Nord et d'Océanie représentent près de 21 % des effectifs, contre 29 % en 2016 (MoHT, 2019 et 2017). Ils sont remplacés numériquement par les clientèles asiatiques, qui passent de 68 % des touristes en 2016 à 76 % en 2018. Ce jeu de vase communicant permet la stabilité du nombre de visas de tourisme, qui passe même de 541 000 en 2016 à 545 000 en 2017 et à 565 000 en 2018 (annexe 20). Cette montée en puissance du tourisme asiatique n'est pas un phénomène subi : c'est une politique volontariste du

---

<sup>66</sup> Source : [https://www.facebook.com/permalink.php?story\\_fbid=1377302055643913&id=212686162105514](https://www.facebook.com/permalink.php?story_fbid=1377302055643913&id=212686162105514)

<sup>67</sup> Source : *New Mandala*, 30 novembre 2017 : « Should we boycott Myanmar ? » ou *ABC*, 20 novembre 2017 : « Should tourists still visit Myanmar despite the violence towards the Rohingya ? »

gouvernement comme des acteurs du secteur. Le vice-président de la *Myanmar Tourism Federation* explique ainsi en décembre 2017 :

« Notre cible touristique s'est déplacée vers la Chine et l'Asie du sud-est au lieu des marchés occidentaux. Il nous faut récupérer au moins deux ou trois ans pour surmonter l'impact de la crise en Arakan. C'est pourquoi nous faisons pression pour obtenir la mise en place de visas à l'arrivée pour ces touristes. »<sup>68</sup>

Le gouvernement birman accompagne cette réorientation : en février 2018 il appuie une initiative privée visant à inviter en Birmanie d'influents blogueurs de voyage asiatiques<sup>69</sup> ; en juillet 2018, il dispense les touristes chinois, coréens et japonais de visa<sup>70</sup> ; en février 2018, U Ohn Maung suscite une certaine incompréhension en appuyant le projet de retrait de la loi sur les jeux qui, depuis 1986, interdit les casinos en Birmanie : d'après lui, leur légalisation pourrait soutenir le tourisme, notamment chinois. Il précise également que ces établissements seraient réservés aux étrangers et obligatoirement situés dans des hôtels<sup>71</sup>. Ce projet est une illustration de la réorientation du tourisme birman, qui semble tourner le dos à ses ambitions initiales (communautés et qualité) au profit de produits à impact économique plus immédiat et à portée sociale plus incertaine.

Dans un contexte tendu, où le gouvernement birman – mais aussi les Birmans dans leur ensemble – reprochent aux Occidentaux de « ne pas comprendre » ce qui se passe en Arakan, et où les Occidentaux sont régulièrement pointés du doigt pour leur faux pas culturels, la réorientation du tourisme vers de nouveaux horizons asiatiques et la constitution d'un marché touristique « entre asiatiques » au sein duquel on se comprendrait apparaissent non seulement comme un choix touristique, mais aussi comme une déclaration politique forte. En effet, réduire la dépendance vis-à-vis d'Occidentaux à l'éthique sensible, au profit des voisins asiatiques permet au gouvernement birman de se soustraire en partie aux pressions de l'Ouest, et de maintenir sa ligne politique.

Néanmoins, ce virage vers un tourisme « post-occidental » n'est pas indolore pour autant : les acteurs asiatiques, et notamment chinois, sont largement critiqués pour leurs *zero dollar tours*, entièrement organisés et contrôlés par des acteurs sino-birmans qui rapatrient

---

<sup>68</sup> Source : *Myanmar Times*, 6 décembre 2017 : « Myanmar woos China, southeast asian tourists »

<sup>69</sup> Source : *The Irrawaddy*, 2 février 2018 : « Myanmar to host first tour for ASEAN travel bloggers, writers »

<sup>70</sup> Source : *Myanmar Times*, 26 juillet 2018 : « Myanmar grants free visa allowances to Asian visitors »

<sup>71</sup> Source : *Eleven Media*, 10 février 2018 : « Myanmar parliament discusses possible casino business »

l'essentiel de leurs profits en Chine<sup>72</sup>. Par ailleurs, les clientèles chinoises sont de plus en plus souvent pointées du doigt pour leurs comportements jugés irrespectueux<sup>73</sup>. Enfin, la géographie de ce tourisme asiatique ne recoupe pas entièrement celle du tourisme occidental : concentrée sur un étroit triangle Rangoun – Mandalay – Bagan, elle néglige de nombreuses régions, dont celle du lac Inlé.

En conclusion, ce rapide tour d'horizon chronologique est assez éloquent : le tourisme en Birmanie est une activité fondamentalement politique. Dès l'ère coloniale, et jusqu'à aujourd'hui encore, il a été mobilisé par les gouvernements successifs pour légitimer leur pouvoir, que ce soit vis-à-vis de la communauté nationale ou sur la scène internationale.

### **0.3. La recherche scientifique sur le tourisme en Birmanie : entre sentiers battus et angles morts**

De manière générale, la Birmanie est très longtemps restée en marge de la recherche scientifique en raison de sa fermeture au monde (Selth, 2010). Durant l'ère SLORC/SPDC, dans les années 1990-2000, le contrôle étatique sur les chercheurs se relâche très progressivement ; cette ouverture s'accélère ensuite fortement avec la transition politique de 2011 (Selth, 2015c). De plus en plus de jeunes chercheurs s'intéressent désormais à la Birmanie : 155 intervenants participent ainsi à la *Burma Studies Conference* d'août 2018<sup>74</sup>, contre seulement 60 pour l'édition de 2008<sup>75</sup> et 29 pour celle de 2000<sup>76</sup>. Le corpus scientifique existant se caractérise par sa concentration disciplinaire : d'une part, l'Histoire et l'anthropologie sont assez largement représentées – notamment auprès de nos aînés – car, dans le contexte du contrôle d'État qui a longtemps pesé, ces disciplines faisaient l'objet d'une certaine tolérance ; d'autre part, les sciences politiques dominent assez nettement le paysage scientifique, en raison de la situation très particulière du pays, entre dictature et transition démocratique, entre guérillas et difficiles pourparlers. La personnalité d'Aung San Suu Kyi, son combat et son prix Nobel de la paix ont notamment joué un rôle déterminant dans cette orientation de la recherche occidentale. Ce vaste champ est dominé par la question des conflits, alors même que la majorité des groupes ethniques n'a pas recours à la lutte armée, et par une lecture uniquement oppositionnelle des rapports entre gouvernement central

---

<sup>72</sup> Source : *Myanmar Times*, 12 juin 2019 : « Authorities urged to take action against growing zero-dollar tourism »

<sup>73</sup> Source : *The Irrawaddy*, 25 septembre 2019 : « Badly behaved Chinese tourists draw local ire in Myanmar »

<sup>74</sup> Source : <https://13ibsc2018.weebly.com/panels.html#>

<sup>75</sup> Source : <http://www.grad.niu.edu/burma/conferences/2008/ProgramInformation.html>

<sup>76</sup> Source : <http://www.grad.niu.edu/burma/conferences/2000/program.shtml>

et minorités, alors que ces derniers se déclinent en réalité sur un vaste éventail allant de la résistance souterraine au soutien ouvert, en passant par l'acceptation pragmatique (Maung Thawngmung, 2011). Cette thèse s'attache notamment à explorer cet espace relationnel aussi complexe que fluide.

À la différence de ces champs disciplinaires qui ont pu s'épanouir malgré les difficultés, la géographie est toujours restée en retrait. À l'exception de M. Bruneau sur le lac Inlé (avec L. Bernot, 1972), de G. Lubeigt sur l'économie rurale (1974, 1976), le bouddhisme (1987, 1991, 2001), et sur la nouvelle capitale Nay Pyi Taw (2012), et de M. Sabrié sur le rôle de l'Irrawaddy dans le territoire birman (2015), très rares sont les géographes francophones à avoir travaillé sur la Birmanie. Dans le champ anglo-saxon, aucun n'a semble-t-il laissé une empreinte forte : parmi les 1318 titres d'ouvrages recensés par A. Selth (2015c), le terme « géographie » n'apparaît qu'une seule fois.

Quant à la recherche sur le tourisme, elle est très clairement sous-représentée en Birmanie, limitée à une dizaine de travaux. Cette quasi-invisibilité est peut-être due au caractère récent du secteur, mais elle nous semble surtout liée au climat politique qui a longtemps entouré le pays : dans un régime autoritaire marqué par des conflits armés violents, se pencher sur une activité en apparence aussi triviale que le tourisme est longtemps apparu comme moralement inapproprié.

Comme on a pu le voir en 0.2.4., la caractéristique la plus distincte de ce mince corpus est sa composante politique : tous les auteurs s'attachent à articuler la nature dictatoriale au développement touristique. Ainsi, Henderson (2003) soutient que le tourisme en Birmanie a été construit par la junte pour légitimer son pouvoir sur la scène internationale et pour attirer des devises étrangères nécessaires à sa survie. La contribution de Philp et Mercer (1999) se situe dans un registre très comparable, mais en mettant l'accent sur le triptyque bouddhisme-tourisme-dictature : comment la junte, qui s'adosse aux symboles royaux et bouddhistes pour imposer sa légitimité, renforce-t-elle ce pouvoir à travers la mise en valeur touristique du patrimoine bouddhiste ? D'un point de vue plus économique, Perry-Hobson et Leung (1997) soulignent la volonté du régime d'attirer des investissements étrangers dans le domaine touristique, mais également les réticences internationales en raison de la nature du régime. Cet intérêt pour la question économique est partagé par Reith et Nauright (2005), qui concluent que les intérêts économiques (notamment dans le secteur touristique) l'emportent sur les exigences éthiques. Les articles de Hudson (2007) et la thèse de Valentin (2009), quant à eux,

traitent spécifiquement des appels au boycott touristique : Hudson démontre que les visiteurs privilégieraient une « diplomatie citoyenne », reposant sur un engagement responsable avec les Birmans, à un boycott complet de la destination, tandis que les entretiens d'A. Valentin avec des *backpackers* occidentaux met en évidence la faible conscience politique de ces derniers, et donc leur faible réceptivité aux appels au boycott. Ces travaux, tous centrés sur la politique touristique de la junte et la position délicate de l'Occident à son égard, partagent un autre point commun : ils sont très peu spatialisés. En effet, à aucun moment ils n'étudient de manière détaillée le déploiement du tourisme en un lieu donné. Dans cette géographie birmane tout juste esquissée, aux toponymes rares, le territoire apparaît donc comme une réalité abstraite et lointaine. À cette époque, les travaux des chercheurs birmans (mémoires de Master ou thèses de doctorat) sont les seuls à adopter une échelle d'analyse très régionale. Malgré leurs lacunes scientifiques assez patentes, leur approche très descriptive et énumérative du réel, l'absence complète du politique dans leurs pages et la fiabilité toute relative des informations qu'ils contiennent ils ont donc représenté des sources originales et intéressantes qui, exploitées avec précaution, ont pu être précieuses.

Depuis 2011, la littérature sur le tourisme en Birmanie semble avoir connu un double renouvellement. D'une part, d'un point de vue spatial, la recherche accomplit un virage scalaire bienvenu, abordant pour la première fois la construction du tourisme dans des territoires précis, essentiellement Inlé et Bagan. Cette évolution est notamment due au net relâchement du contrôle gouvernemental sur les chercheurs et aux nouvelles possibilités de mener des recherches dans la durée. La recherche entre donc en contact plus proche avec le terrain et ses acteurs.

D'autre part, d'un point de vue thématique, la dimension politique, omniprésente sous Than Shwe, disparaît littéralement, comme si l'auto-dissolution de la junte avait marqué une heureuse « fin de l'Histoire » (Fukuyama, 1992), comme si, une fois la dictature « disparue », les enjeux politiques du tourisme s'étaient évanouis. À la place, les chercheurs se penchent sur ce qui apparaît comme le principal défi du tourisme dans la Birmanie post-dictatoriale : la durabilité environnementale et sociale. C'est ainsi que D. Kasüske (2012) cherche à comprendre « la participation de la communauté dans un contexte de transformation », et plus précisément dans « le cas du développement du tourisme responsable en Birmanie » ; A.-K. Rich (2014) détaille la perception des habitants de Bagan du changement culturel induit par le tourisme ; G. Crabolu (2015) examine la gestion des flux de visiteurs à Bagan, tandis que H. Buijtendijk et K. Tschunkert (2016) étudient l'expansion hôtelière autour du lac Inlé au

prisme du développement durable. Une tendance comparable s'observe au sein de la recherche scientifique birmane : si le niveau général des étudiants reste modeste, certains ont l'opportunité de mener leurs études à l'étranger. Il en résulte des travaux de meilleure qualité, mais qui restent captifs de questionnements très similaires : Saw Khaing (2018) s'interroge sur « les défis du développement touristique au lac Inlé », tandis que Phyo Thuzar Win (2018) analyse « les effets de l'écotourisme sur le soutien local à la préservation de l'environnement »

On le voit, ces auteurs, pour partie de jeunes étudiants de Master mais aussi quelques chercheurs confirmés, embrassent sans guère la questionner la nouvelle rhétorique mise en avant par le gouvernement birman et les acteurs du secteur touristique, celle de la « dernière frontière » vulnérable, qu'il faudrait préserver de l'« impact » des visiteurs. Cependant, que ce soit en raison de leur modeste expérience de recherche, de leur faible temps de présence sur place et/ou de leur positionnement disciplinaire empruntant plus aux sciences de gestion qu'aux sciences humaines, ces chercheurs n'ont qu'une lecture assez partielle du terrain : le tissu social local est en général résumé à une liste de groupes ethniques cloisonnés ; le terrain observé est traité comme un donné et non comme un construit ; les relations de pouvoir qui parcourent l'échelle locale restent inexplorées ; les cahots politiques des régimes autoritaires précédents sont au mieux évoqués en introduction, comme si l'histoire ne commençait qu'en 2011.

En résumé l'analyse de la littérature scientifique existant au sujet du tourisme en Birmanie révèle deux approches distinctes, qui ne se recoupent jamais vraiment : la littérature des années 1990-2000 était saturée de politique, mais ne l'abordait que sous l'angle macro de la politique touristique de la junte militaire ; celle des années 2010, quant à elle, multiplie les incursions à l'échelle micro, mais a semble-t-il abandonné tout questionnement politique. Il nous paraît donc impératif d'articuler dans une relation dialectique développement touristique local et rapports de pouvoir. En cela, nous nous inscrivons dans un champ émergent de la recherche sur le tourisme

#### 0.4. Positionnement scientifique et choix du terrain

Dans cette analyse très territorialisée du tourisme et des relations politiques qui le sous-tendent, l'un des articles qui nous semble fondateur, et qui a largement inspiré notre travail, est celui de K. Adams (1997), sur les Célèbes (Indonésie). L'auteure y démontre comment « le tourisme [apparaît] comme une nouvelle arène pour d'anciennes batailles », et notamment comment il a été mobilisé par les Toraja des hautes terres pour s'affirmer par rapport aux Bugis du littoral, maîtres historiques de l'île. Dix ans plus tard, dans le numéro d'*Hérodote* coordonné par B. Giblin et cité plus haut, cette lecture du tourisme est prolongée par J. Martinetti (2007), qui se saisit du littoral corse comme enjeu de luttes économiques, politiques et territoriales, ou par A.-C. Kurzac-Soualli (2007), qui met à jour les tensions dans la médina de Marrakech entre autochtones et Occidentaux. Cette approche semble se consolider auprès des chercheurs travaillant sur l'Amérique du Sud, comme le montre la publication en 2010 d'un *Cahier des Amériques Latines* dédié aux interactions entre tourisme patrimonial et sociétés réceptrices (Dumoulin & Demanget dir., 2010), ou encore celle d'un foisonnant numéro de *Norois* intitulé « Recherche touristique : perspectives latino-américaines » (Marie dit Chirot dir., 2018). Cette grille analytique, née dans un contexte géographique et scientifique spécialement critique, interroge les mécanismes économiques de domination et de résistance dans l'espace touristique et, au-delà des questions quelque peu émoussées de l'« impact », de l'« authenticité » ou du « regard touristique », met avant tout en évidence la dimension politique du tourisme et la complexité des jeux d'acteurs locaux. Nous nous inscrivons pleinement et résolument dans cette nouvelle branche de la recherche, dans ce nouveau champ qui s'ouvre, avec ses difficultés (une bibliographie modeste) et ses promesses.

Nous proposons donc ici, pour la première fois en Birmanie, une lecture très politique du tourisme à l'échelle locale, mettant au jour les rapports de force et de domination qui le structurent, les conflits qui le traversent, et les enjeux extra-touristiques qui le sous-tendent. Nous adoptons ainsi une approche résolument constructiviste de l'espace, dans le sillage de ce que H. Lefebvre (1974) a appelé « la production de l'espace » : ce dernier n'est pas un donné, une évidence, un « espace abstrait », lisse et sans couture. Il est au contraire un construit, né du temps long comme des éclairs du temps court ; il est le produit sans cesse renouvelé de décisions et de dialogues ; il est le champ d'une bataille, plus ou moins ouverte et violente, mais permanente, entre des acteurs politiques, économiques, et/ou sociaux. Comme le résumait bien P. Meehan et S. Plonski (2017 : 12) :



« Ce n'est pas l'espace qui ordonne les relations de pouvoir, mais les relations de pouvoir qui ordonnent l'espace »

En somme, l'espace est fondamentalement social et intrinsèquement politique. Cette thèse cherche précisément à déconstruire l'espace touristique, à sérier les acteurs qui le (re)produisent, à dessiner la généalogie de ses recompositions, à mettre en évidence son hétérogénéité fondamentale, et à mettre au jour les tensions qui l'innervent.

En tant que géographe, il nous semble primordial d'inscrire cette dialectique dans un cadre spatial bien défini, ou plutôt dans un emboîtement d'échelles cohérent, reliant le local au mondial, dans un pays et dans un contexte politique où cela est plus nécessaire que jamais. L'espace est donc au cœur de notre démarche scientifique, mais nous proposons d'aller plus loin, en le considérant non seulement comme support des relations de pouvoir qui parcourent le secteur touristique, mais comme enjeu de ces dernières. Notre approche emprunte donc très largement au domaine de la géopolitique, dont Y. Lacoste (2008) propose une heureuse définition :

« Par géopolitique, au sens fondateur du terme, j'entends des rivalités de pouvoirs sur du territoire qu'il soit de grande ou de petite dimension, y compris au sein des agglomérations urbaines. Le territoire géographique est essentiel en géopolitique mais il ne s'agit pas seulement du territoire en tant que tel, avec son étendue, ses formes de relief et ses ressources, mais aussi des hommes et des femmes qui y vivent et des pouvoirs qu'ils acceptent et ceux qu'ils combattent, en raison de l'histoire qu'ils se racontent à tort et à raison, de leurs craintes et des représentations qu'ils se font d'un passé plus ou moins lointain et de l'avenir plus ou moins proche. »

Cette géopolitique-là nous correspond : multidisciplinaire, décloisonnée, foisonnante, elle emprunte à l'histoire, à la géographie physique, aux sciences politiques ou à l'anthropologie, mais garde toujours, comme référent immuable, une meilleure compréhension des sociétés en leur territoire.

Une fois face à cette grille d'analyse de l'espace touristique, un terrain d'étude s'est imposé à nous comme une évidence : le lac Inlé, dans l'État Shan du Sud, un lac de montagne qui, depuis les années 1980, fait partie des quatre destinations incontournables de la Birmanie. Ce choix est lié à plusieurs facteurs principaux.

Tout d'abord, le lac Inlé, lac de montagne enserré par des chaînes de montagne toutes proches constitue un « résumé d'univers » (McDonald, in Robinne, 2000 : 13), un modèle

heuristique intéressant d'espace mi-clos, pour lequel la dialectique dedans/dehors peut sembler opérante à première vue. En d'autres termes, on a ici un terrain d'étude bien circonscrit, aux délimitations naturelles visibles.

Par ailleurs, l'État Shan du Sud est une région semi-périphérique, ethniquement non bamar et peuplée d'une mosaïque de minorités ethniques entretenant des relations complexes, entre complémentarités et rivalités. Son histoire est marquée par d'anciens conflits armés avec le gouvernement birman et par des tensions, toujours d'actualité, entre les groupes ethniques locaux (Robinne, 2000). Cette complexité même, ce foisonnement nous sont parus riches de questionnements : comment comprendre le développement du tourisme dans l'État Shan, dans un pays toujours marqué par les déchirures entre centre et périphérie ? Comment les dynamiques touristiques viennent-elles recomposer le tissu ethnique local, et comment ce dernier influence-t-il en retour le développement du tourisme ?

De surcroît, parmi les quatre grandes destinations de Birmanie, la région du lac Inlé est la seule dont l'attrait principal ne réside pas dans son patrimoine architectural et/ou religieux, mais dans le mode de vie de la population locale, les Intha. Dès lors, comment lire la notoriété d'un groupe non Bamar dans un pays à 70 % bamar ? Comment cela s'inscrit-il dans les modèles de domination, si prégnants dans la recherche occidentale sur la Birmanie ? Comment interpréter cela dans la Birmanie post-2011, qui accorde une place inédite aux minorités ?

Enfin, la région du lac Inlé a déjà fait l'objet de deux études assez approfondies par le passé : par M Bruneau et L. Bernot en 1972 et par F. Robinne en 2000. Non seulement notre thèse peut s'appuyer sur ces travaux de qualité, mais elle les prolonge, dessinant sur cinquante ans une continuité scientifique qui nous semble féconde.

Tout au long de ce travail, nous proposons donc de passer la région du lac Inlé au révélateur touristique et d'observer ce que le déploiement du tourisme nous dit des dynamiques et des tensions qui la traversent localement, et comment ces dernières s'inscrivent dans les évolutions plus larges de la politique birmane, entre héritages dictatoriaux et transition politique, impossible unité nationale et tentative fédéraliste, mondialisation économique et questionnements identitaires.

Notre réflexion s'organise autour de la question centrale suivante : dans un contexte national d'abord dictatorial puis post-dictatorial, et dans un contexte local marqué par les rivalités interethniques, comment la ressource touristique est-elle mobilisée par des groupes sociaux concurrents pour servir leurs revendications politiques et territoriales ?

Au-delà des débats assez récurrents sur l'« authenticité », le « tourisme responsable » ou les « impacts du tourisme » sur la « société locale », nous adoptons une vision résolument instrumentale, une lecture profondément géopolitique du tourisme : en quoi ses caractéristiques intrinsèques lui confèrent-elles un effet de levier particulièrement puissant sur l'espace dans la Birmanie en transition ?

## **0.5. Méthodologie : aléas et opportunités du travail de terrain en contexte post-dictatorial**

L'une des spécificités de la recherche en sciences humaines en Birmanie a longtemps été son rapport ambivalent au terrain : terrain indispensable faute de bibliographie solide, mais terrain longtemps interdit ; importance de la parole des acteurs locaux, mais parole qui, sous un régime répressif, pouvait également les mettre en danger. Ce rapport très précautionneux au terrain a nourri de nombreux questionnements et plusieurs articles, axés autour de l'éthique du chercheur travaillant en Birmanie (Brooten et Metro, 2014 ; Matelski, 2014 ; Prasse-Freeman, 2014).

Ce dernier apparaît ainsi dans une position inconfortable, pris entre deux pôles ; d'un côté, un appareil dictatorial omniprésent et omniscient. Dans ce contexte, dans quelle mesure le chercheur peut-il accéder au terrain ? Est-il surveillé par les autorités, mis sur écoute ? De l'autre côté, les informateurs birmans : dans quelle mesure le chercheur, par sa présence même, les met-il potentiellement en danger ? Quels sont les sujets de conversation à éviter ? Comment créer des espaces de dialogue et de confiance dans une société fermée ?

C'est avec ces débats en toile de fond que nous avons débuté notre travail de terrain au lac Inlé, et notre expérience, bien que personnelle et très localisée, fut celle d'un climat de recherche radicalement nouveau, libéré d'un grand nombre de contraintes et des pressions éthiques qui pesaient auparavant sur le chercheur, et dont nous avons pu profiter pour mettre en œuvre le mode de recherche que nous affectionnons : une plongée dans le quotidien des acteurs, le recueil de vécus personnels.

### **0.5.1. Meilleure accessibilité des sources et du terrain : l'État baisserait-il la garde ?**

Le premier pôle de pression, celui de l'administration, semble bien s'être mué d'institution menaçante en interlocuteur sinon coopératif, du moins peu hostile. D'un point de vue très pratique, la seule durée de notre séjour en Birmanie, de quasiment 18 mois, hors de tout partenariat avec un ministère, une université ou une ONG birmane, illustre ainsi ce changement de climat. Une fois à Nyaungshwé, sur les rives du lac Inlé, nous avons apprécié la facilité avec laquelle nous avons pu louer des chambres chez des familles birmanes ou nous déplacer à notre guise. De manière quelque peu paradoxale, l'avènement de la NLD en mars 2016 et ses efforts pour faire appliquer les règles en vigueur (cf. 0.2.6.2) semble refermer le champ de ces largesses inattendues. Ces dernières s'inscrivaient d'ailleurs plus dans le cadre d'une administration sous-performante ou d'un laisser-aller général – peut-être calculé politiquement – que d'une corruption directe : dans un pays dont même le président Thein Sein déplorait « les pots de vin chroniques et la corruption »<sup>77</sup>, on ne nous a presque jamais demandé de dessous de table. Notre terrain d'étude lui-même a probablement joué un rôle dans la relative liberté dont nous avons bénéficié : d'une part nous avons bien souvent pu nous fondre dans la masse des touristes ; d'autre part, avec l'intérêt croissant des ONG, des médias ou des firmes de consultance pour Inlé, les autorités locales sont accoutumées aux visites de chercheurs.

Notre rapport à l'administration a également mis en évidence les changements à l'œuvre dans la Birmanie post-transition : alors que l'on s'attendait à un mutisme méfiant des autorités, une telle attitude fut très rare. Au-delà de quelques réticences isolées, nous avons pu profiter d'un bon accès physique aux interlocuteurs étatiques. Nous avons ainsi pu nous rendre à la nouvelle capitale Nay Pyi Taw et accéder à plusieurs ministères (parfois sans rendez-vous préalable), où nous avons reçu un accueil souvent bienveillant et curieux. Dans la région d'Inlé, le personnel de la branche du Ministère des Hôtels et du Tourisme (MoHT) à Taunggyi ainsi que des différents départements administratifs du canton de Nyaungshwé (Département de l'Irrigation, Département des Forêts, Département de l'Administration Générale) nous ont toujours accueilli sans hésitation. Notons cependant que cette accessibilité physique s'est rarement traduite par un apport scientifique significatif : au-delà des sourires de façade, les propos qui nous étaient offerts étaient en effet très convenus, suivant de près une

---

<sup>77</sup> Source : *The Irrawaddy*, 22 août 2014 : « Thein Sein admits corruption, bribery are chronic in Burma »

mécanique éprouvée et sans risque, convoquant généreusement des concepts tels que le développement durable, l'éco-tourisme ou le très apprécié *rule of law*. Malgré nos efforts, il fut difficile de traverser ce rideau rhétorique et d'accéder au cœur des enjeux. De même, l'accès aux archives nationales de Rangoun nous fut aisé ; une fois sur place, le personnel est souriant et les recherches rapides, mais l'essentiel des documents post-1963 est en réalité classifié, à de très rares exceptions près, ce qui a significativement limité nos recherches. Ainsi, une recherche sur le mot-clé ခရီးသွားလုပ်ငန်း (tourisme) a produit 229 résultats, dont seulement trois n'étaient pas explicitement classifiés ; nous n'avons pu avoir accès qu'à un seul d'entre eux. Sur une recherche en anglais avec le mot-clé *tourism*, 28 résultats sont apparus, dont la moitié étaient classifiés ; au sein de l'autre moitié, théoriquement accessible, plusieurs autres documents n'ont pu nous être communiqués.

Du point de vue de l'accessibilité et de la fiabilité des sources, la transition démocratique engagée en 2011, ainsi que l'assistance internationale ont mis à la disposition du chercheur des informations plus solides que par le passé. Ainsi, lorsque nous avons commencé notre thèse, en septembre 2014, le dernier recensement général de la population birmane datait de 1983 et depuis, les autorités – ainsi que les chercheurs et les acteurs du développement – devaient se contenter d'estimations, dont la plus haute faisait état d'environ 60 millions d'habitants. Le dernier recensement, mené au printemps 2014, et concluant à une population totale de « seulement » 51,4 millions (*Ministry of Immigration and Population*, 2015), est donc venu corriger des approximations lourdes d'implications. Dans le même temps, la tentative de reprise en main de l'administration par le gouvernement Aung San Suu Kyi crée de nouvelles statistiques assez précieuses : ainsi, l'imposition – impopulaire – d'un système de licences pour les bateaux et les taxis touristiques au lac Inlé a permis de récolter des statistiques plus fiables que les estimations du passé<sup>78</sup>.

En revanche, de manière symétrique, la levée progressive du contrôle étatique sur la population prive désormais le chercheur de certaines données. Ainsi, lorsque nous avons étudié la population migrante résidant de manière temporaire à Nyaungshwé (cf. 4.6.), nous nous sommes tourné vers les chefs de quartiers et de villages, qui doivent officiellement tenir les comptes de cette population flottante. Cependant, ce système de contraintes n'apparaît plus guère opérant depuis 2011, et le suivi semble aujourd'hui très lâche.

---

<sup>78</sup> Source : *Myanmar Times*, 8 novembre 2017 : « Authorities crack down on unlicensed tourist taxis »

La population birmane, qui a longtemps été le pendant de l'administration coercitive dans l'état éthique qui enserrait le chercheur a elle aussi bien changé : depuis la transition démocratique, elle paraît bien décidée à se saisir de sa nouvelle liberté de parole. Ainsi, sur les près de 400 propriétaires et gérants d'hôtels, personnel de service, chauffeurs de bateaux, guides touristiques, artisans, fermiers, etc. que nous avons interrogés, seuls deux ont ainsi demandé l'anonymat. Nous avons même été surpris de voir que des informations que l'on pourrait considérer comme sensibles, comme la fraude fiscale massive, la corruption ou le trafic d'opium étaient volontiers partagées, y compris par des interlocuteurs dont nous n'étions pas spécialement proche, et parfois devant témoin (clients étrangers, mais aussi personnel birman).

Cette libération de la parole dans un nouveau contexte politique était encore plus perceptible lorsque nous avons enquêté sur l'accaparement de terres commis en 2012 par le gouvernement shan pour créer une zone hôtelière au sud-est du lac Inlé (*cf.* 5.3.). Dans un contexte de conflit parfois violent avec les autorités, nous nous attendions d'une part à une certaine réserve de nos interlocuteurs, et d'autre part à ce que nos entretiens soient, à un moment ou à un autre, interrompus par les autorités locales ; il n'en fut rien. Au cours de nos entretiens, durant parfois deux heures, dans la sphère privée mais aussi publique, nos interlocuteurs ont très volontiers répondu à nos questions, appelant des voisins à témoigner, et mobilisant une rhétorique sans concession. Aucun n'a demandé l'anonymat, certains ont insisté pour nous donner leurs coordonnées, et au cours des six journées que nous avons consacrées à ces entretiens, ni nous ni nos interlocuteurs n'avons été approchés par les autorités.

Dans une certaine mesure, nous avons fait l'expérience décrite par Brooten et Metro (2014) qui, témoins de l'ouverture politique de 2011, ont vu s'élargir le fossé entre, d'une part, les recommandations des chercheurs d'expérience sur la supposée omniprésence des autorités et les risques potentiellement encourus par les informateurs et, d'autre part leur expérience, une fois sur le terrain, d'une étonnante liberté de parole des informateurs et d'un suivi assez lâche par les autorités. Il est cependant bien probable que cette dynamique d'ouverture ne se déploie pas de manière homogène sur le territoire birman ; plus rapidement à Inlé, qui est une région sans conflit armé, économiquement assez aisée ; de manière plus

incertaine dans des régions en proie à des conflits violents, contrôlées par des milices, ou sous tension religieuse.

### **0.5.2. Une méthodologie de recherche avant tout axée sur le travail de terrain**

Si le « terrain » est l'irréductible point commun entre toutes les disciplines de sciences humaines, il n'en est pas pour autant un élément neutre, un donné, et ne doit pas rester un impensé. Les études touristiques ont été particulièrement propices à ce recul réflexif du chercheur sur ses méthodes, son rapport à un terrain exotique et à ses habitants, l'assimilation des figures du touriste et du chercheur, etc. Dans certains cas, le chercheur, interrogeant sans relâche sa place, son regard, ses biais, semble même

« avoir renoncé à produire des connaissances objectivées ou distanciées, pour se pencher sur son auto-ethnographie. [...] L'analyse réflexive fait évidemment partie de toute démarche scientifique. [...] Elle apparaît en revanche beaucoup moins satisfaisante lorsqu'elle perd de vue la production de connaissances, ce qui reste, *in fine*, le projet des sciences sociales » (Cousin, 2010).

Sans donc nous épancher outre mesure, nous formulons ici ce qui fut notre méthodologie toute personnelle au cours de ces cinq années de thèse. Cette dernière fut le fruit d'un dialogue permanent, souple, entre nos intentions de départ et la réalité de terrain, une construction et reconstruction quotidienne d'une mécanique toujours à améliorer. En effet, malgré tous les préparatifs qui peuvent être faits en amont, toutes les lectures, l'aspirant-chercheur ne peut qu'être désarçonné par « son » terrain, les obstacles, mais aussi les opportunités inattendues que ce dernier peut lui offrir. Dans ce cadre,

« l'enquête de terrain est d'abord une question de « tour de main », et procède à coups d'intuition, d'improvisation et de bricolage. [...] C'est aussi, et sans doute surtout, une affaire d'apprentissage, au sens où un apprenti apprend avant tout en faisant. Il faut avoir soi-même mené des entretiens avec un guide préfabriqué de questions pour se rendre compte à quel point les interlocuteurs sont inhibés par un cadre trop étroit, ou trop directif. Il faut avoir été confronté à d'innombrables malentendus entre l'enquêteur et l'enquêté pour être capable de repérer les contresens qui émaillent toute conversation de recherche. Il faut avoir appris à maîtriser les codes locaux de la politesse et de la bienséance pour se sentir enfin à l'aise dans les bavardages et les conversations impromptues, qui sont bien souvent les plus riches en informations. Il faut avoir dû souvent improviser avec maladresse pour devenir peu à peu capable d'improviser avec habileté. Il faut, sur le terrain, avoir perdu du temps, beaucoup de temps, énormément de temps, pour comprendre que ces temps morts étaient des temps nécessaires. » (Olivier de Sardan, 1995).

Nous avons donc développé une méthode qui nous paraît correspondre à notre vision de la recherche et à notre terrain d'étude. Tout d'abord, notre volonté d'observer dans la durée une région en changement a rapidement mis en évidence la nécessité d'une approche à la croisée de la géographie et de l'anthropologie, au contact physique, intime d'un terrain et de ses habitants. Le choix d'une telle « imprégnation » de longue durée a été d'autant plus aisé et direct que nous en avons la possibilité administrative et réglementaire. À nos yeux, ces 18 mois de vie à Nyaungshwé ont profondément façonné notre rapport à notre terrain et à ses habitants. Ce séjour prolongé a véritablement bénéficié, souvent de manière inconsciente, souterraine, mais bien réelle, à nos recherches, selon le mécanisme décrit par J-P Olivier de Sardan (1995) :

« En vivant, [le chercheur] observe, malgré lui en quelque sorte, et ces observations-là sont « enregistrées » dans son inconscient, son subconscient, sa subjectivité, son « je », ou ce que vous voudrez. Elles ne se transforment pas en corpus et ne s'inscrivent pas sur le carnet de terrain. Elles n'en jouent pas moins un rôle, indirect mais important, dans cette « familiarisation » de l'anthropologue avec la culture locale, dans sa capacité à décoder, sans à la fin y prêter même attention, les faits et gestes des autres, dans la façon dont il va quasi machinalement interpréter telle ou telle situation. »

Ainsi, à notre propre échelle, la « familiarisation » s'est traduite par une certaine expérience, souvent physique, de la géographie locale, des distances, des temps de parcours, des prix, des toponymes, des spécificités de nombreux villages, qui nous a permis de mieux saisir le territoire. De plus, nos interactions sociales fréquentes nous ont permis d'être plus respectueux des normes d'échange avec nos interlocuteurs tout en étant plus à l'aise et plus spontané. De surcroît, à travers la fréquentation quotidienne des acteurs de la région, nous avons pu nous constituer une connaissance intuitive du secteur du tourisme, un socle d'expériences, d'ordres de grandeurs, d'« états du tourisme », qui constitua une pierre de touche essentielle à laquelle confronter les informations, parfois contradictoires, que nous avons collectées quotidiennement.

Les insuffisances de la bibliographie spécifique au tourisme à Inlé, conjuguées au manque de statistiques, à leur imprécision et aux réticences occasionnelles des organismes qui pourraient les fournir nous ont privé d'une approche « par le haut » du tourisme dans la région d'Inlé. Dans le même temps, le nouveau climat de recherche, largement libéré des impératifs éthiques et des inquiétudes sécuritairo-policières qui prévalaient par le passé, nous a permis d'embrasser une approche « par le bas ». La composante étique de ce corpus est une somme



de statistiques originales, que nous avons personnellement collectées sur le terrain : nous avons ainsi passé de longues journées à mesurer la profondeur du lac Inlé en plus de cinquante points (*cf.* 2.2.1), à quantifier les flux de bateaux touristiques (*cf.* 4.4.) vers le lac Inlé. Nous avons également pris plus de 3300 photographies, dont certaines séries de clichés diachroniques qui rendent compte des transformations paysagères à l'œuvre (*cf.* 6.2.). Nous nous sommes également essayé à la réalisation de questionnaires auprès de touristes étrangers et birmans, vus comme plus « solides » quantitativement. Cependant, l'intérêt de l'exercice nous a vite semblé limité. D'une part, plusieurs études massives ont déjà été réalisées auprès des touristes étrangers et Birmans (Valentin *dir.*, 2014) et auprès des hôteliers de la région (Buijtenlijk, 2015) : répéter l'exercice, à une échelle et avec des moyens bien moindres n'avait que peu de sens. D'autre part, l'utilisation du questionnaire ne correspond tout simplement pas à notre approche plus qualitative, à notre quête d'une lecture fine du territoire, des réseaux, des jeux d'acteurs qui le structurent, des stratégies et des conflits qui s'y déploient.

Dans cette perspective, la composante émique a donc dominé notre somme de données sur le lac Inlé, donnant la parole aux acteurs du tourisme dans toute leur variété, interrogeant leurs discours et les mettant en regard. Au total, nous avons interrogé près de 400 personnes, sur des formats d'entretiens allant de la rapide discussion informelle sur le pas de la porte d'une agence de voyage ou à l'étalage d'un marché, à l'entretien approfondi de plus de deux heures autour de verres de thé.

Nous pouvons distinguer trois catégories différentes d'interlocuteurs. Tout d'abord, certains furent identifiés, soit dès le travail préparatoire, soit au fil de nos rencontres, comme des informateurs importants, par leur vision d'ensemble du tourisme à Inlé. Ainsi, le président de l'association locale des hôteliers, des chefs de quartier et de villages, certains gérants d'hôtels et guides touristiques très expérimentés, ainsi que les ministres intha successifs au sein du gouvernement Shan ont apporté une hauteur bienvenue à nos recherches. Le second groupe est composé des acteurs du quotidien du secteur touristique : hôteliers, guides touristiques, propriétaires d'agences de voyage, touristes, pilotes de bateaux, etc. Ces derniers constituent la cheville ouvrière du secteur, et nous ont permis de retracer le processus de construction de la filière touristique, les réseaux à l'œuvre, et les défis qui se manifestent. Enfin, nous avons tenu à interroger des personnes qui ne travaillent pas directement dans ce secteur, mais qui font également partie de la mosaïque socio-économique de la région, portent

un certain regard sur le développement du tourisme, voire sont intégrés dans le paysage et les imaginaires touristiques locaux : pêcheurs, fermiers, villageois, etc.

Dans l'organisation concrète de ces entretiens, la flexibilité a été un principe-clé, tant dans la mise en place temporelle que dans la détermination des interlocuteurs ou le déroulement concret des entretiens. Tout d'abord, nous déterminions à l'avance, sur un pas de temps d'environ deux semaines, une série d'enjeux, une population ou une activité que nous chercherions à éclairer par des séries d'entretiens : le secteur de la pêche à Inlé et son rapport avec le tourisme ; les pilotes de bateaux et leur organisation ; les vendeurs de souvenirs et leurs difficultés ; l'hôtellerie de luxe, etc. Pour chaque enjeu, nous déterminions ensuite une poignée de personnes qui nous semblaient incontournables : tel pilote de bateau plus expérimenté que les autres ; tel gérant d'hôtel plus volubile ; tel propriétaire foncier plus aisé. Au-delà de ces points d'entrée, le choix des interlocuteurs était ensuite réalisé par itération, « buissonnement » d'un interlocuteur à un autre (Olivier de Sardan, 1995), ou de manière aléatoire. Le nombre d'entretiens réalisé pour chaque thème n'a jamais été fixé à l'avance, d'autant que de nombreux seuils ont été proposés par différents chercheurs (Valentin, 2009, p.147). Nous avons plutôt opté pour des séries d'entretiens « à saturation », multipliant les interlocuteurs jusqu'à ce que chaque nouvelle rencontre ne représente qu'un apport marginal à la somme de connaissances accumulée (Olivier de Sardan, 1995). La plupart du temps, ce seuil était atteint après une dizaine d'entretiens.

Enfin, les entretiens eux-mêmes étaient essentiellement informels, et toujours marqués par la recherche de proximité et de confiance avec nos interlocuteurs. Comme le notent J.-P. Olivier de Sardan (1995) ou J. Gillen (2010), la procédure d'entretien formel, avec demande de rendez-vous, introduction, carte de visite, enregistrement des discussions, questionnaires imprimés, etc. installe un cadre dont l'enquêté peut se sentir prisonnier. En tant qu'observateur étranger dans une culture radicalement différente de la nôtre, auprès d'interlocuteurs peu habitués à l'exercice de l'entretien, il nous a semblé essentiel d'être le moins invasif possible, et donc de mettre en place une méthode d'entretien spécifique pour réduire au minimum l'« artificialité de la situation d'entretien » (Olivier de Sardan, 1995).

À de rares exceptions près, nous ne prenions donc pas rendez-vous et nous menions systématiquement nos discussions au domicile de l'enquêté, dans son commerce, ou sur son lieu de travail s'il en avait le temps. Il nous semblait en effet primordial d'engager la conversation dans un cadre spatial familier. L'interaction commençait alors au *limes* de ce

dernier par un court échange de politesses en birman, un mot à l'attention des enfants ou d'un aïeul présent, avant de solliciter une discussion. Ces efforts linguistiques suffisaient le plus souvent à susciter la bienveillance et la curiosité des enquêtés, et la réalisation – spontanée – de quelques menus rituels sociaux instaurait un cadre de dialogue favorable. Après une introduction aussi claire que possible sur l'objet de nos recherches auprès de nos interlocuteurs, en insistant sur des enjeux qui les concernent directement, l'entretien se déroulait, suivant bien plus ce que J-P Olivier de Sardan (1995) appelle une « trame d'entretien », discrète et aussi flexible que possible, qu'un « guide d'entretien » rigoureux. Nos questions suivaient alors une progression aussi fluide que possible, partant de l'enquêté et de sa vie familiale pour glisser vers des questions plus complexes. Le fil de la discussion, très lâche, permettait de rebondir sur ce qui venait d'être dit, d'être réceptif aux anecdotes, d'ouvrir une parenthèse, voire de changer radicalement le cours de l'entretien à partir d'une information évoquée au détour d'une phrase.

Bien que notre modeste niveau de birman nous ait permis d'accomplir toutes les tâches du quotidien et de mener nombre de conversations, nous ne nous sommes jamais senti capable de mener directement nos entretiens en birman, de poser des questions techniques ou de recueillir de longues réponses riches de nuances. Nous avons donc dû avoir recours au service d'interprètes anglophones. Au cours de nos deux années de terrain à Inlé, nous avons sollicité les services d'une douzaine de traducteurs, mais *in fine*, l'essentiel de nos entretiens a été réalisé avec le concours de quatre personnes, des jeunes femmes guides touristiques. Le fait que nos quatre principales assistantes aient été des femmes est un élément caractéristique, qui peut s'expliquer par plusieurs facteurs. D'une part, numériquement, les femmes représentent la majorité des guides touristiques dans la région d'Inlé, et donc de nos traducteurs potentiels. D'autre part, nous avons eu l'impression que, par leur genre même, nos assistantes permettaient des entretiens plus directs et plus fluides. Lorsque nous rencontrions des femmes, elles étaient plus à même de créer la confiance nécessaire ; face à des hommes, elles ont souvent su jouer de manière subtile sur un double registre en fonction des interlocuteurs, entre l'attitude humble attendue d'une femme dans une société encore marquée par la « valence différentielle des sexes » (Delachet-Guillon, 2008) et le prestige et l'autorité de la figure du guide, polyglotte et en contact avec l'étranger. À l'inverse, parmi les guides masculins que nous avons sollicités, certains nous ont surpris par leur assurance et par le ton direct, parfois abrupt, qu'ils adoptaient vis-à-vis de nos interlocuteurs. Nous nous sommes donc cantonné à quatre personnes pour nous épauler dans notre travail quotidien. Cette

collaboration dans la durée avec un nombre limité de personnes a permis de gagner une certaine efficacité de travail : mise en place progressive d'une « langue commune » mêlant anglais et birman ; connaissance mutuelle de l'état des connaissances de l'autre ; création d'une « base de données commune » qui permette le croisement d'informations d'un entretien à l'autre et la mise en évidence d'éléments contradictoires, etc.

Plus que dans de nombreux autres pays sans doute, la recherche en Birmanie se heurte à une barrière très importante : celle de la fiabilité, qui concerne tant les sources écrites qu'orales, à tel point que D.I. Steinberg (2010 : XXV) a pu déplorer que « les faits sont plus négociés que véritablement observés en Birmanie ». Nous avons donc adopté à l'égard de nos sources bibliographiques et statistiques, y compris les plus récentes, une position très critique : refusant de considérer toute information comme valable *a priori*, nous avons au contraire systématiquement remis en cause ces travaux, questionné les méthodologies ; nous sommes remonté aux sources même utilisées par les auteurs, et aux sources de ces dernières ; enfin, nous avons mis ces articles en regard avec la réalité à laquelle nous étions confronté quotidiennement, avec nos entretiens et nos observations.

Sur le terrain, nos entretiens ont régulièrement présenté cette même fragilité, qu'elle soit volontaire ou non de la part de nos interlocuteurs. Ainsi, dans une société où peu d'informations sont mises par écrit, les données quantitatives étaient plus souvent un ordre de grandeur, une fourchette assez large que des chiffres précis et fiables, et le repérage dans le temps était bien souvent approximatif. Afin d'évaluer le crédit à accorder aux témoignages recueillis, nous avons élaboré notre propre procédure de contrôle, qui se décline en trois composantes principales. Tout d'abord, notre prudent travail bibliographique, notre séjour prolongé à Inlé, notre « imprégnation » de la vie quotidienne locale, nos mesures de terrain nous ont permis d'acquérir une connaissance sensible du terrain et une certaine maîtrise des ordres de grandeur locaux. Cette « pierre de touche » de notre méthodologie a permis d'écartier rapidement les « données aberrantes ». Dans un second temps, les données apparemment crédibles ont été passées au filtre des entretiens que nous avons menés, permettant des croisements d'informations des plus instructifs, écartant des témoignages douteux, permettant d'affiner des estimations pour un phénomène ou de proposer une fourchette solide pour un autre. Enfin, afin de traiter de sujets plus sensibles, et qui restent souvent des « boîtes noires » (la fraude fiscale, l'accaparement des terres, etc.), nous nous sommes appuyé sur des « informateurs privilégiés » (Olivier de Sardan, 1995). Ces derniers ont le plus souvent une position sociale relativement élevée (dirigeant d'une association, chef

de quartier, de village ou de parti politique), qui leur permet d'avoir connaissance d'informations dont peu d'habitants de la région disposent – ou veulent disposer – tout en étant dans une position sociale qui leur permet de ne pas craindre les conséquences – réelles ou redoutées – d'une indiscretion.

Par leur nature même de détenteurs d'une information rare et stratégique, les « informateurs privilégiés » sont la source de satisfactions factuelles, mais aussi d'une forme d'incertitude : leurs affirmations sont difficilement vérifiables. Cependant, lorsque des recoupages étaient possibles, leurs propos s'avéraient en général fondés. Ces quelques « carottages » aléatoires et concordants nous ont semblé d'autant plus suffisants pour établir la fiabilité de ces interlocuteurs que leurs renseignements ne sont jamais venus bouleverser en profondeur notre schéma de compréhension. Ils venaient plutôt confirmer des intuitions, valider et préciser un savoir collectif répandu, mais jamais clairement formulé. Par exemple, certains hôtels peuvent être facilement identifiés comme appartenant à des *cronies* à travers leur style architectural tapageur, ou le flou qui règne autour de l'identité du propriétaire. Les avis des riverains ou des concurrents appuient ensuite cette intuition, tout en restant évasifs ; dans ce contexte, l'« informateur privilégié » ne vient que confirmer ce faisceau de probabilités et le préciser.

## **0.5. Plan de thèse**

Ce travail de thèse articule trois parties principales. Dans la première partie, nous plantons le décor de notre recherche et en identifions les enjeux. Ainsi, le chapitre 1 introduit rapidement le cadre géographique de notre étude, l'État Shan du Sud, une région certes excentrée au sein du territoire birman, mais une « périphérie proche », région de transition entre mondes birman et taï. Le chapitre 2 détaille la mosaïque ethnique qui l'occupe et les dynamiques qui l'animent, entre complémentarités et ruptures. Le chapitre 3, quant à lui, dresse une cartographie évolutive des rapports de force dans l'État Shan du Sud, entre règne des Shan, hégémonie intha, domination pa-o et récent rééquilibrage dans le sillage de la transition démocratique de 2011.

Dans la seconde partie, nous analysons comment la mise en tourisme de l'État Shan du Sud au cours des 25 dernières années a permis aux gouvernements birmans successifs de procéder à une appropriation autoritaire de la périphérie. Le chapitre 4 détaille ainsi les différentes phases du développement touristique dans la région, et démontre comment elles

ont contribué à l'émergence d'un espace touristique régional cohérent, intégré fonctionnellement au reste du territoire birman. Le chapitre 5, quant à lui, explore les mécanismes souterrains de construction du tourisme local et leur rôle primordial dans la prise de pouvoir autoritaire du centre birman sur la périphérie shan. Enfin, le chapitre 6 montre en quoi l'intégration de la région du lac Inlé aux réseaux économiques et touristiques birmans et mondiaux génère à l'échelle locale une exclusion économique et spatiale.

La troisième partie propose un changement d'échelle d'analyse : dépassant la dialectique centre/périphérie qui, en Birmanie, a tendance à aveugler le chercheur, nous étudions comment, au sein même de la périphérie, le tourisme est mobilisé par les meneurs intha et pa-o dans le cadre de leurs rivalités politiques et territoriales. Dans le chapitre 7, nous examinons la manière dont les mobilités et les infrastructures touristiques sont mises à profit pour délimiter des zones d'influence mutuellement exclusives, dans une entreprise de « frontiérisation » (Guichonnet et Raffestin, 1974) conflictuelle. Enfin, le chapitre 8 expose le rôle central du tourisme dans l'entreprise de (re)construction identitaire des Intha, elle-même clé du pouvoir politique et de l'autonomie territoriale dans la Birmanie post-dictatoriale.



**PARTIE 1 : SOLIDARITES ET RUPTURES,  
LEGITIMITES ET CONTESTATIONS :  
UNE CARTOGRAPHIE DYNAMIQUE DES RAPPORTS  
DE FORCE  
DANS L'ÉTAT SHAN DU SUD**

Les recherches que nous menons depuis 2014 dans la région du lac Inlé visent à comprendre comment le tourisme est mobilisé, réapproprié pour servir des revendications politiques, identitaires et territoriales. Cependant, avant d'analyser les pions de ce vaste jeu et leurs stratégies, il nous semble important de détailler l'échiquier sur lequel ils se meuvent ; un espace en mouvement constant, entre bouleversements politiques et économiques ; un échiquier aux multiples dimensions, certes spatiales, mais également temporelles, sociales, politiques ; un échiquier sur lequel les règles du jeu peuvent subitement changer au gré des évolutions politiques. Nous proposons également de mettre en évidence les enjeux de la partie : si Inlé est un « espace-enjeu » (Marie dit Chirot, 2011) des relations de pouvoir locales, qu'est-ce qui est exactement « en jeu » ? Qu'est-ce que les différents acteurs ont à gagner ou à perdre dans la partie qui se joue ?

Dans un premier temps, nous proposons une courte présentation du cadre géographique dans lequel se déploient les interactions sociales et les rapports de pouvoir : une zone de transition particulière, sur le rebord du plateau shan, à proximité immédiate de la vallée de l'Irrawaddy ; un espace nodal, articulant hautes terres et milieu lacustre, amont shan et aval kayah.

Nous dessinons ensuite le « paysage social » (Robinne, 2011) de l'État Shan du Sud, zone de contact – et de friction – entre mondes birman et shan, peuplée de groupes sociaux qui ont toujours vécu dans cet entre-deux, et qui se sont toujours définis par rapport (ou en opposition) à ces deux grands référents. Ici la diversité ethnique n'est pas anecdotique : elle est l'identité même de la région. Comme l'a postulé l'anthropologue F. Robinne dans les années 1990, les différentiels entre terroirs, les spécialisations des différents groupes sociaux auraient longtemps dessiné des réseaux de complémentarité et de solidarité entre montagnards et populations lacustres, entre éleveurs, riziculteurs et maraîchers. Ces flux et ces échanges auraient donné cohérence au territoire et assuré son « tenir ensemble » (Deleuze et Guattari, in



Robinne, 2011 : 45). Cependant, depuis une vingtaine d'années, et avec une nette accélération depuis 2010, nos recherches montrent que ces réseaux locaux sont recomposés en profondeur par les dynamiques de la mondialisation. Les dynamiques intégratrices qui prévalaient jusqu'alors deviennent centrifuges, remettant en question la cohésion de la région ; les rapports sociaux de complémentarité deviennent des relations de dépendance ; les entrepreneurs locaux sont concurrencés par de nouveaux acteurs. La région du lac Inlé apparaît donc comme un laboratoire de la transition économique birmane et des multiples recompositions et déséquilibres qu'elle engendre. Depuis une dizaine d'années, il est clair que les sociétés locales traversent une période de bascule critique. Cette vulnérabilité et ce doute collectif qui les habite nous semblent essentiels pour mieux comprendre le déploiement rapide du tourisme dans la région, non seulement d'un point de vue économique, mais aussi identitaire, politique et territorial.

Enfin, nous proposons une cartographie dynamique des rapports de force entre les groupes ethniques de l'État Shan du Sud. Entre la domination shan jusqu'en 1962, la construction de l'hégémonie intha sous Ne Win, l'emprise pa-o sous le SLORC/SPDC, et enfin un certain rééquilibrage depuis 2011, les relations de pouvoir présentent une grande fluidité et de profondes réorganisations. Au cœur de ces grandes pulsations : l'État central birman, pôle incontournable qui, en fonction de ses revirements idéologiques et stratégiques, recompose les équilibres locaux. Ces changements de polarité en faveur d'un groupe social spécifique au détriment des autres ont nourri de vives rancœurs, d'intenses rivalités politiques et territoriales qui nous semblent encore une fois déterminantes pour comprendre les enjeux du tourisme autour du lac Inlé.

## Chapitre. 1 : Un système lacustre original en bordure du plateau shan

### 1.1. Un milieu lacustre hérité

Le lac Inlé fait partie du plateau shan, qui couvre le centre-est de la Birmanie, et qui se prolonge au-delà des frontières chinoise, thaïe et lao. Ce plateau, d'une altitude moyenne de 1 000 mètres et qui peut culminer à plus de 2 500 mètres, présente une organisation assez caractéristique en longs plis nord-sud (Bertrand et Rangin, 2003). Il est notamment disséqué par la puissante Salouen, venue du Tibet, et dont les gorges encaissées ont historiquement constitué une discontinuité majeure entre mondes birman et taï.

Au sein du plateau shan, le lac Inlé apparaît en position très périphérique, sur sa bordure occidentale (fig. 8), alors même que de nombreux acteurs touristiques lui confèrent plutôt une position centrale. Le tour opérateur *Myanmar Tour* indique ainsi que « le lac Inlé est situé au centre du plateau Shan »<sup>79</sup> et le voyageur français Oovatu qu'« au beau milieu des montagnes birmanes, à quelques 900 mètres d'altitude se trouve l'un des sites les plus magiques d'Asie : le lac Inlé »<sup>80</sup>. Ce hiatus nous semble dû à plusieurs facteurs. D'une part, l'immense État Shan est d'autant moins connu qu'une très grande partie en reste interdite aux étrangers : de Taunggyi (à 45 minutes de route d'Inlé) à Kengtung (non loin de la frontière thaïlandaise) s'étend un vaste territoire d'accès restreint (annexe 13). Atteindre Inlé, c'est parvenir à la limite de l'œcoumène touristique : du point de vue des représentations touristiques, c'est donc forcément être « au plus profond » de quelque chose. Autrement dit, la sensation d'être « au cœur des collines » serait donc plus liée au sentiment d'atteindre le bout d'un monde et de toucher du doigt l'interdit qu'à une simple localisation topographique. D'autre part, dans le contexte d'une Birmanie encore vendue comme une destination mystérieuse, un territoire inexploré (cf. 0.2.5.4.), le lac Inlé ne peut être situé qu'« au cœur » des collines ; le situer là où il est vraiment – sur le rebord du plateau Shan – serait une trahison du romantisme et de l'esthétique de la Birmanie.

---

<sup>79</sup> Source : [www.myanmar-tour.com/Inle\\_Lake\\_Myanmar\\_d38.html](http://www.myanmar-tour.com/Inle_Lake_Myanmar_d38.html)

<sup>80</sup> Source : [www.oovatu.com/agence-de-voyage/asia/birmanie/sejour-voyage/lac-inle](http://www.oovatu.com/agence-de-voyage/asia/birmanie/sejour-voyage/lac-inle)

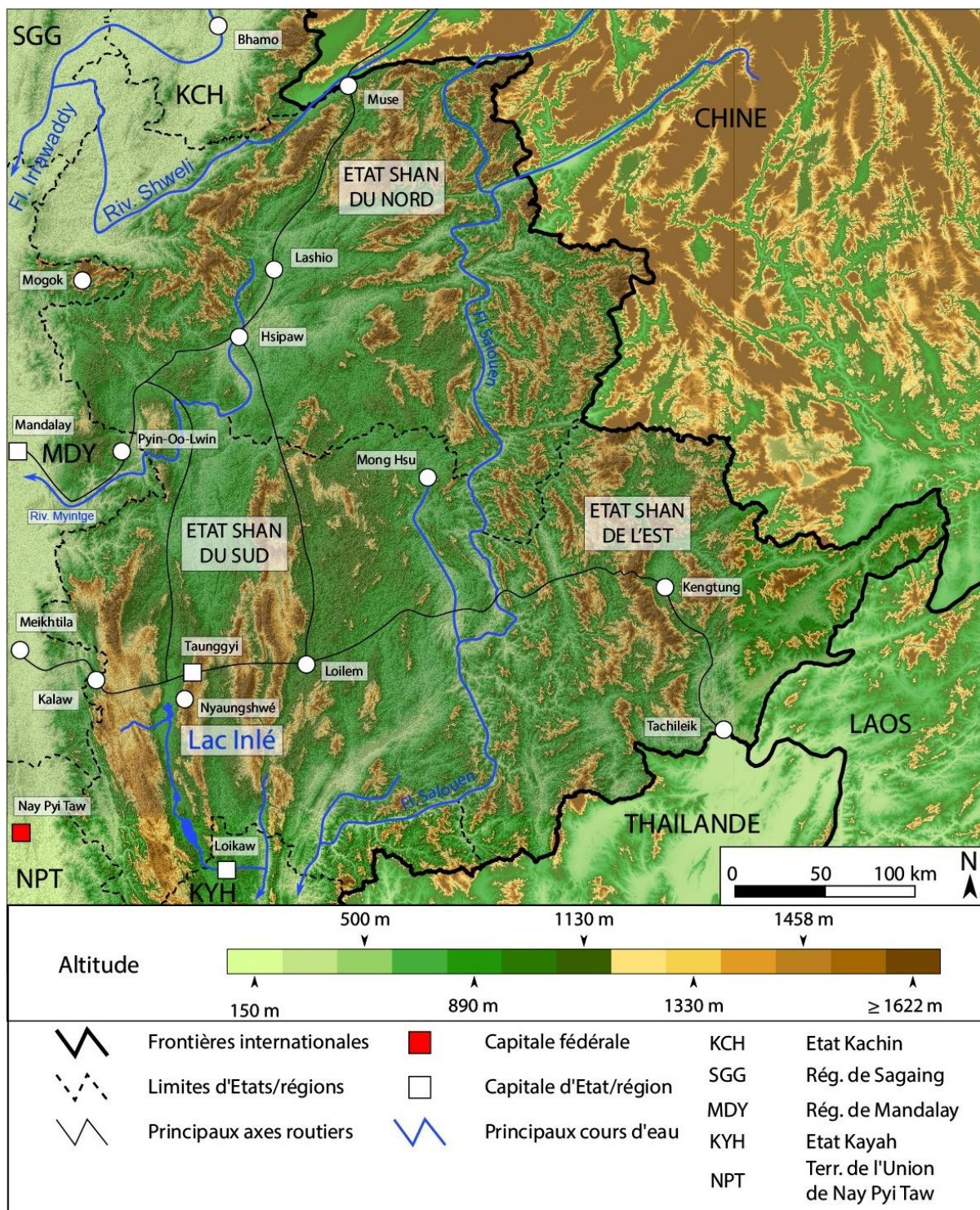


Figure 8 : Le lac Inlé dans l'État Shan. Réalisation par nos soins ; modèle numérique de terrain : SRTM

Inlé est en effet très accessible depuis les plaines de Birmanie Centrale (fig. 9) : depuis la bourgade de Paya-Nga-Su, au pied du plateau, il faut compter 75 kilomètres à vol d'oiseau. Les pentes vigoureuses de l'« escarpement Shan » (Bertrand et Rangin, 2003 : 1142) font gagner 700 mètres d'altitude jusqu'à la ville de Kalaw (1350 mètres), mais cette difficulté est de courte durée : la ville d'Aungban (1300 mètres) marque déjà le début d'un plateau calcaire doucement vallonné, qui s'étend jusqu'à la ville d'Heho (1150 mètres). Ces étendues,

enrichies d'argiles de décalcification rougeâtres (Bernot et Bruneau, 1972 : 408), sont historiquement le support d'une activité agricole intense et prospère, ainsi que d'un peuplement assez dense, délimitant une région cohérente, à l'identité propre, surnommée *Mye-Lat*<sup>81</sup>, l'assez tolkienienne « terre du milieu » (Scott et Hardiman, 1901 : 528). Depuis Heho, le voyageur descend enfin un ultime talus vers le bassin de Nyaungshwé et le lac Inlé, 250 mètres en contrebas.

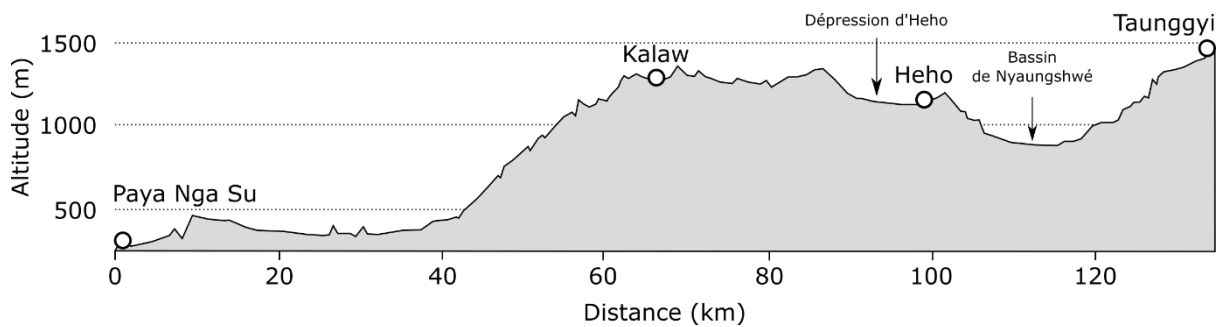


Figure 9 : Profil altitudinal entre Paya Nga Su, au pied du talus shan, et Taunggyi. Plus précis qu'un simple profil en ligne droite entre deux points, ce tracé suit la route et met en évidence l'accessibilité du lac depuis la Birmanie Centrale. Profil réalisé à l'aide de l'outil en ligne [www.heywhatsthat.com/profiler](http://www.heywhatsthat.com/profiler).

Si le lac Inlé est assez accessible depuis la vallée de l'Irrawaddy, la région n'en présente pas moins un paysage montagnard. Le bassin d'Inlé, étroit d'une dizaine de kilomètres, est enserré entre deux « murailles » (Bernot et Bruneau, 1972 : 66) de collines, présentant elles aussi une direction méridienne (annexe 21) : à l'ouest les chaînes de Letmaunggwe, Than Taung et U Taung, aux pentes assez progressives et entaillées par la « trouée de la barge royale » (Robinne, 2000 : 37, cf. 3.2.3) ; à l'est, la chaîne de Hsin Taung, plus abrupte (Bernot et Bruneau, 1972 : 66). C'est un espace à haute valeur paysagère : les dénivelés importants et la grande proximité entre les collines et le lac tranchent nettement avec l'horizontalité des eaux ; les crêtes découpées ferment l'horizon tout en lui donnant de la hauteur ; les pentes abruptes fournissent un arrière-plan de premier choix aux villages du lac ou aux pêcheurs qui s'affairent sur ses eaux (fig. 10).

À une altitude d'environ 900 mètres, le lac Inlé serait le dernier d'une série de lacs qui auraient disparu sous l'effet de la sédimentation et/ou du soutirage karstique de leurs eaux (Chhibber, 1933 : 48 ; Bernot et Bruneau, 1972 : 67-69). Il semble lui-même avoir connu une dynamique de contraction : il est au centre d'un vaste bassin à fond plat (annexe 22), dans lequel des dépôts de coquilles de crustacés lacustres peuvent être trouvés (Annandale, 1918 :

<sup>81</sup> En birman : မြေလတ်

5). Ses dimensions actuelles – une vingtaine de kilomètres de long et sensiblement moins de dix kilomètres de large (cf. tableau 1) – ne seraient donc que les vestiges d’un plan d’eau bien plus vaste.



Figure 10 : Le lac Inlé et la chaîne de montagne de Than Taung. Cliché : Martin Michalon, juin 2015

Aire prise en compte	Longueur	Largeur	Aire
Eaux libres seulement	17,5 km	5 km	46 km <sup>2</sup>
Eaux libres et marais	22,3 km	9 km	Environ 95 km <sup>2</sup> en saison sèche, environ 125 km <sup>2</sup> en saison humide

Tableau 1 : Dimensions approximatives du lac Inlé. Source : Michalon et al., 2019.

## 1.2. Le lac Inlé dans son contexte hydrologique

Le bassin versant du lac Inlé, de 3800 km<sup>2</sup> (Furuichi, 2009 : 2), est drainé par 29 cours d’eau, dont quatre principaux (annexe 23) : au nord la Namlet Chaung ; à l’ouest, la Negya Chaung<sup>82</sup>, la Bilu Chaung supérieure<sup>83</sup> et la Kalaw Chaung, ces deux dernières ayant formé, à leur débouché dans le lac, deux vastes deltas digités (fig. 11). À l’inverse, la partie orientale du bassin versant présente des pentes raides, courtes, où les cours d’eau ont des débits limités, et parfois temporaires.

<sup>82</sup> La Negya Chaung est aussi appelée Yebe Chaung.

<sup>83</sup> La Balu Chaung Supérieure est aussi appelée Indein Chaung.

Bien qu'Inlé soit le plan d'eau le plus emblématique de la région, il fait en réalité partie d'un système de trois lacs, lui aussi d'orientation méridienne (fig. 12) : en son aval, il est en effet drainé par la Bilu Chaung<sup>84</sup>, qui sinue au milieu des marécages avant d'atteindre le lac Samkar, une trentaine de kilomètres plus au sud, puis le lac Moby, une dizaine de kilomètres plus loin. Ces deux plans d'eau doivent leur existence au barrage de Lawpita, construit entre 1954 et 1960 par les Japonais (Moore, 2014). Les paysages lacustres dans ces régions sont donc récents, ce qui explique pourquoi la vie locale y est moins structurée par l'eau. En aval de Lawpita, la Bilu Chaung traverse Loikaw, la capitale de l'État Kayah, avant d'alimenter une seconde station (Lawpita 2) et de se jeter dans la rivière Paung, affluent de la Salouen. L'insertion du lac Inlé dans un système lacustre plus vaste, largement ouvert vers le sud, représente un atout touristique notable : les lacs Samkar et Moby constituent des destinations en devenir, tandis que l'ouverture touristique de Loikaw, semble ouvrir la voie, à moyen terme, à la création d'un *continuum* touristique entre Inlé et Loikaw, le long de la Bilu Chaung (cf. 4.4).

La région connaît une saison chaude et humide marquée par la mousson (mai à octobre), une saison sèche et douce (octobre à février), et une saison sèche et chaude (mars à mai). Cependant, à Inlé, ce modèle général est significativement retouché par les facteurs orographiques et de continentalité. Ainsi, alors que Rangoun reçoit plus de 2 000 mm de pluie par an, la région d'Inlé n'en reçoit que 930, car la continentalité et le plateau Shan lui procurent un relatif abri<sup>85</sup>. De même, alors que la Birmanie Centrale connaît des températures parfois difficilement supportables en été, elles sont sensiblement plus douces au lac Inlé, situé à 900 mètres d'altitude.

---

<sup>84</sup> La « rivière de l'ogre ». En birman : ဘီလူးချောင်း.

<sup>85</sup> Source : fichiers météorologiques fournis par le département de l'irrigation à Nyaungshwé.

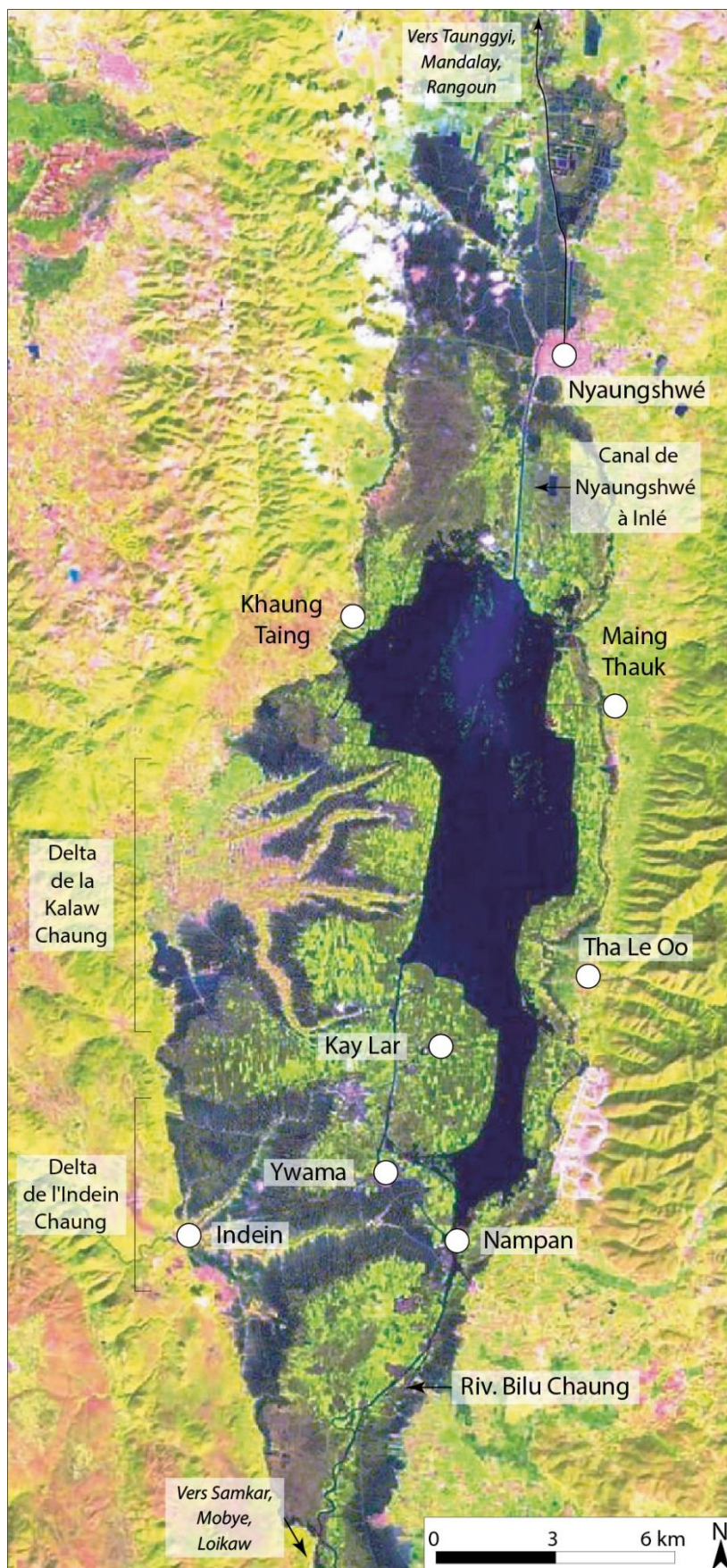


Figure 11 : Image du lac Inlé prise par le satellite Landsat le 3 novembre 2013. Noter l'extension des jardins flottants, ainsi que les deltas digités de la Bilu Chaung et de la Kalaw Chaung, très visibles sur la rive ouest.

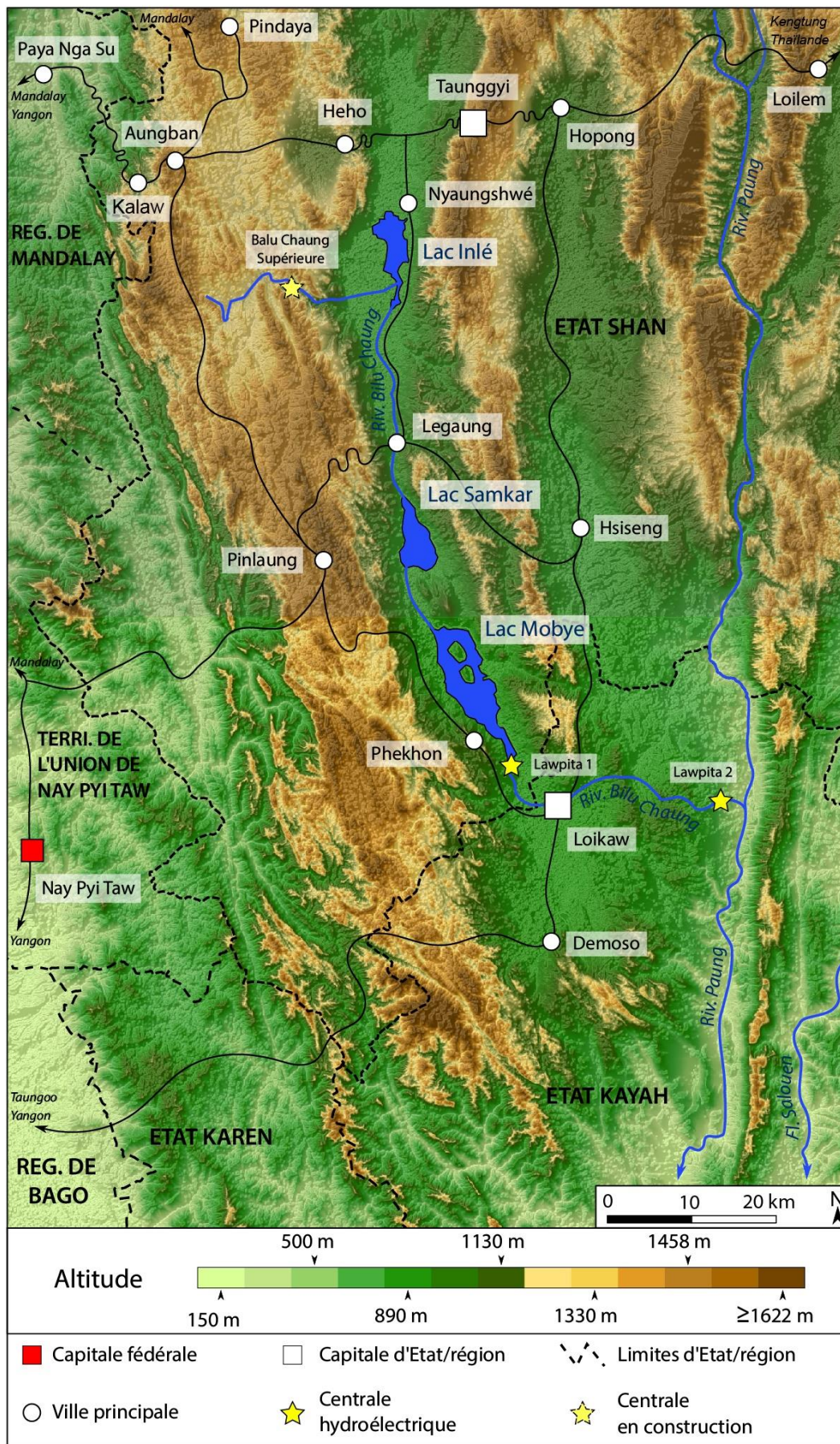


Figure 12 : Le système lacustre d'Inlé dans son contexte régional. Source du Modèle Numérique de Terrain : SRTM.



## Chapitre 2 : Les réseaux d'échanges interethniques : de la complémentarité structurante à la rupture

Située sur le rebord occidental du vaste plateau shan, la grande région du lac Inlé constitue une zone de transition, un « espace liminal » (Douglas, 2013 : 192) entre deux grands ensembles : le *Bamar Pyi*<sup>86</sup> dans la vallée de l'Irrawaddy d'une part et le plateau shan d'autre part (Scott et Hardiman, 1901 : 288). Elle est donc une région frontière, du point de vue bamar comme du point de vue shan : ici « être une frontière est au cœur des choses » (Moore, 2009 : 91-92). Comme toute frontière, elle est traversée par des flux, des échanges, des migrations ; elle est animée par des conflits ; elle s'interroge sur son identité, oscillant entre chacun des deux pôles voisins, à moins qu'elle ne s'affirme comme distincte, originale.

Cette région est aujourd'hui habitée par six groupes ethniques principaux (fig. 13) : les Intha<sup>87</sup>, les Taungyo, les Danu, les Pa-O, les Danaw et les Shan (Bernot et Bruneau, 1972 : 70 ; Robinne, 2000). Alors que les Shan sont présents dans de vastes pans de la Birmanie, les cinq autres groupes ne se trouvent pour ainsi dire que dans l'État Shan du Sud<sup>88</sup>, et se définissent consciencieusement par opposition aux Bamar et aux Shan (Douglas, 2013 : 185). Ces six groupes ethniques représentent pas moins de quatre grands domaines linguistiques : Intha, Taungyo et Danu sont rattachés aux tibéto-birmans ; les Pa-O aux Karen ; les Shan aux Tai-Kadaï ; les Danaw aux Môn-Khmers (Robinne, 2000 : 17). La mobilité, semble donc constitutive de l'histoire et de l'identité de la région du lac Inlé :

« Aussi loin que l'on peut remonter, le peuplement du lac Inlé et des montagnes environnantes est fait de migrations, volontaires ou forcées, individuelles ou collectives. » (*ibid.* : 22)

---

<sup>86</sup> L'expression « Bamar Pyi » signifie « le pays des Bamar ». Elle est assez typique des régions peuplées de minorités ethniques, souvent montagnardes, pour désigner les aires de peuplement bamar des basses terres. Présentant ces dernières comme un territoire bien distinct, elle en dit long sur le réel sentiment d'appartenance nationale de certaines minorités ethniques

<sup>87</sup> En Birman : အင်းဝား. Le terme « in » (အင်း) signifie « le lac » et « tha » (ဝား) signifie le fils. L'ethnonyme « intha » signifie donc « les fils du lac ». À noter que les femmes sont le plus souvent qualifiées d'Inthu.

<sup>88</sup> Les Pa-O sont originaires de l'État Môn, et seulement une partie aurait migré vers le sud de l'État Shan, l'autre demeurant sur place. Cependant, les deux communautés ont développé d'importantes différences au fil du temps (Robinne et Sadan, 2007 : 305-306).

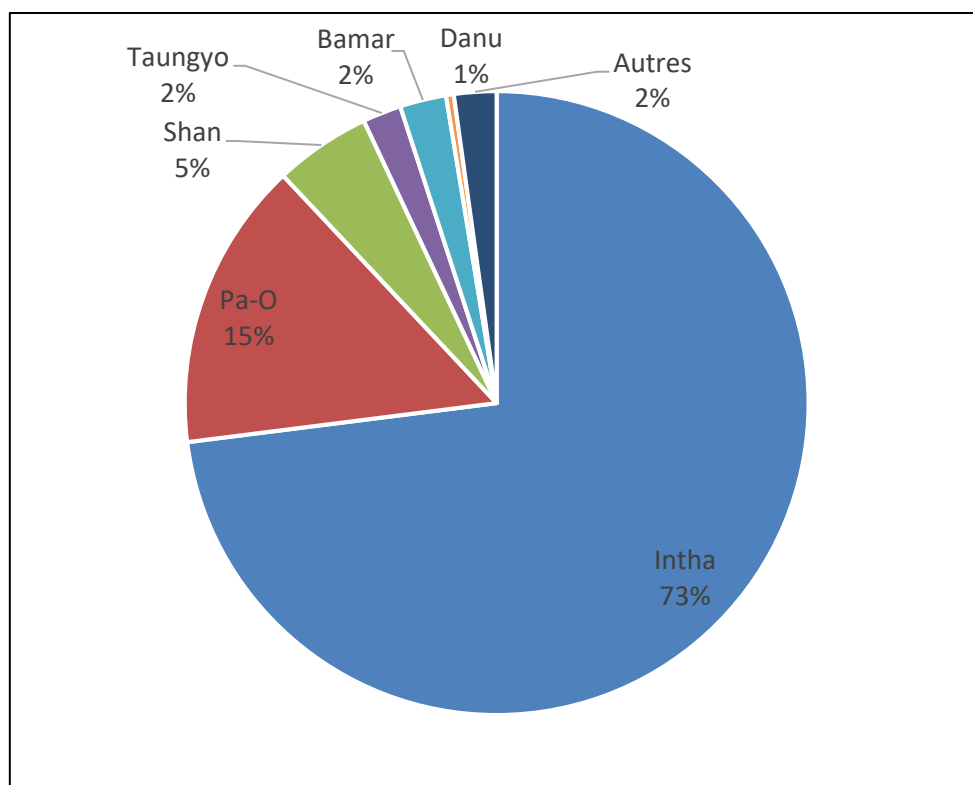


Figure 13 : La composition ethnique de la population dans le canton de Nyaungshwé. Source : Nwe Nwe Win, 2009 : 25.

Cette région très fertile, carrefour commercial depuis des décennies (cf. 2.1), est densément peuplée : alors que l'État Shan présente une densité de population moyenne de 37 hab/km<sup>2</sup>, celle du canton de Pinlaung est de 56 hab/km<sup>2</sup> ; celle de Pindaya, Nyaungshwé et Kalaw de 127 hab/km<sup>2</sup> ; celle de Taunggyi atteint 218 hab/km<sup>2</sup> (*Ministry of Immigration and Population*, 2015). Dans cette zone de hautes densités, le canton de Nyaungshwé, centré sur le lac Inlé, présentait en 2014 une population de près de 190 000 habitants, contre 75 000 à la fin des années 1960 (fig. 14), soit un taux de croissance d'environ 2,1 % par an, sensiblement supérieur à celui de la Birmanie (1,57 % par an<sup>89</sup>) et de l'État shan (1,49 % par an<sup>90</sup>). On peut mettre ce dynamisme démographique sur le compte de la prospérité économique (cf. infra) et de la relative stabilité politico-militaire de la région durant la seconde moitié du XX<sup>ème</sup> siècle : si les conflits ont pu être violents à l'est de Taunggyi, Inlé et la *Mye-Lat* ont plutôt été des zones de taxation (cf. 3.2.2. et 3.3.1). Avec ses 190 000 habitants en 2014, le canton de Nyaungshwé était même le quatrième canton le plus peuplé de tout l'État Shan, derrière les grandes agglomérations de Taunggyi (438 000 hab.), Lashio (323 000 hab.) et le canton de Pinlaung (192 000 hab.).

<sup>89</sup> La population de la Birmanie était d'environ 25,75 millions d'habitants en 1969 ; 51,9 en 2014. Source : [www.data.worldbank.org](http://www.data.worldbank.org).

<sup>90</sup> La population de l'État Shan était d'environ 3,18 millions d'habitants en 1973 ; 5,83 en 2014. Source : *Ministry of Immigration and Population*, 2015 : 17.

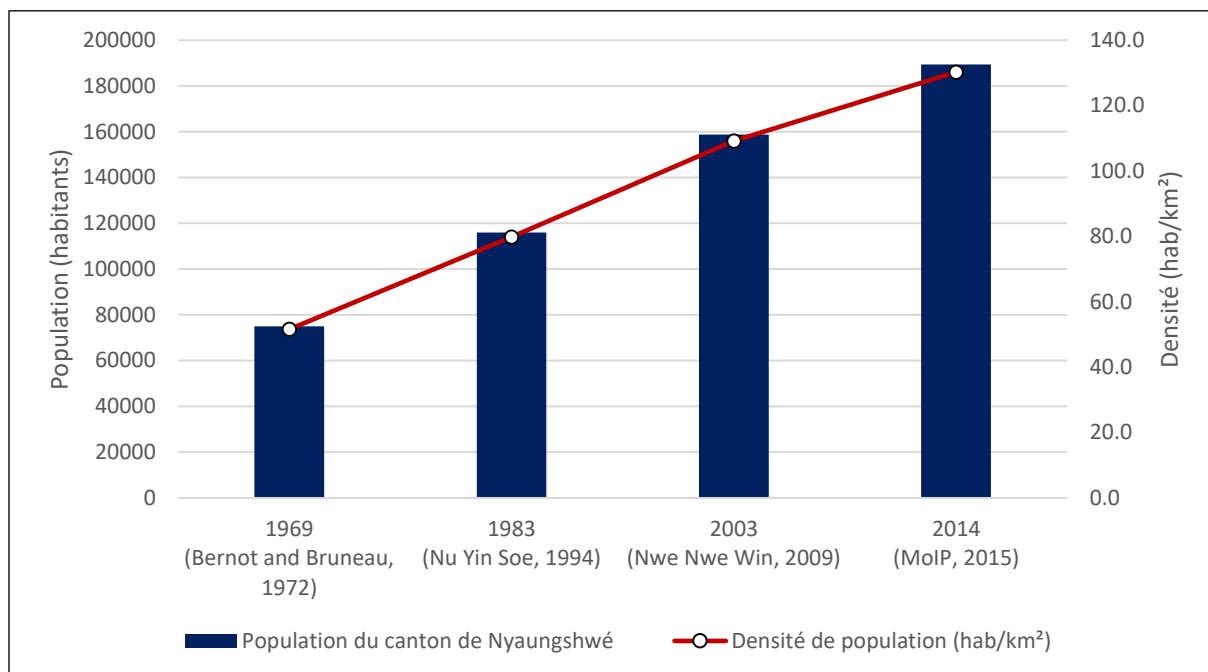


Figure 14 : Evolution démographique du canton de Nyaungshwé.

En 2005, environ 25 000 personnes (*National Commission for Environmental Affairs, 2006 : 293*), en grande majorité des Intha, vivaient directement sur les eaux du lac Inlé, dans des maisons de teck ou de bambou sur pilotis, au sein de villages soigneusement organisés (fig. 15), dont l'intérêt pittoresque n'a pas échappé aux acteurs du tourisme. En fonction de la saison, les Intha mènent une large gamme d'activités originales : l'agriculture maraîchère sur de vastes étendues de jardins flottants (fig. 16) ; la pêche, longtemps menée à l'aide d'un vaste filet conique ; des activités artisanales variées : textile, fabrication de cigares, de bateaux, bijouterie, etc. Cependant, la majorité vit sur la terre ferme ou sur les marges marécageuses du lac, cultivant du riz et des cultures sèches (*cf. infra*).



Figure 15 : Le village lacstre de Kay Lar, au centre du lac Inlé, l'un des centres historiques de l'agriculture flottante.  
Crédit photographique : Alexandre Sattler, Gaia Images, décembre 2016.

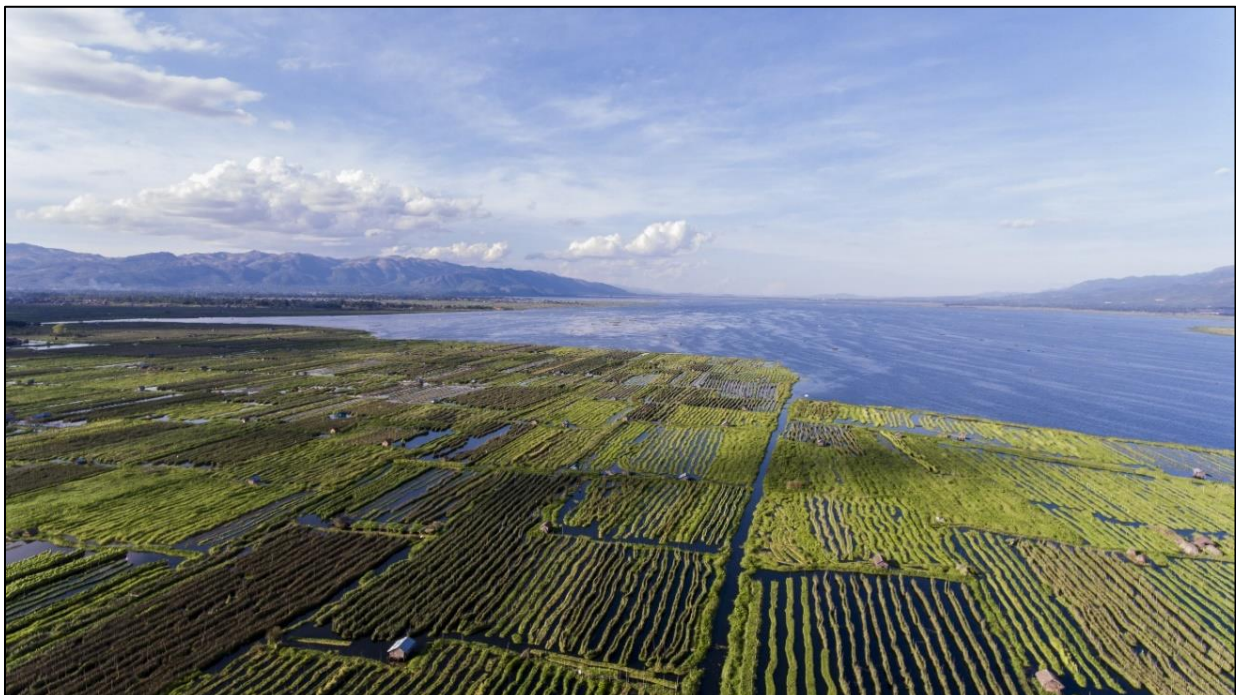


Figure 16 : Etendues de jardins flottants autour du village de Kay Lar.  
Crédit photographique : Alexandre Sattler, Gaia Images, décembre 2016.

Les Pa-O, quant à eux, occupent trois régions distinctes. D'une part, sur les plateaux rougeâtres de la *Mye-Lat*, ils se livrent à une agriculture intensive de sésame, de tournesol et de cultures maraîchères. D'autre part, sur les collines à l'est et au sud-ouest du lac Inlé, ils ont

longtemps pratiqué une agriculture itinérante sur brûlis à feu courant (*taung yar*<sup>91</sup>), aujourd'hui supplantée par des cultures commerciales fixes sur feu couvert, dont celle du *Cordia dichotoma* (*tha-nat-phet*<sup>92</sup>), dont la grande feuille ronde est utilisée dans l'industrie du cigare (cf. infra). Enfin, certains Pa-O vivent au contact direct du lac, bien qu'ils ne s'y livrent pas à l'agriculture flottante mais plutôt à la riziculture et aux cultures sèches, comme à Indein, à l'ouest, ou encore le long de la Bilu Chaung, au sud (Robinne, 2000 : 24-25). Ils sont surnommés Inn-Pa-O (Pa-O du lac).

Quant aux Taungyo, ils représentent l'autre groupe montagnard emblématique de la région. Installés dans les collines au nord-ouest du lac, ils se sont longtemps livrés à l'agriculture sur brûlis associée à l'élevage de buffles, transhumant deux fois par an vers les basses terres. Cette complémentarité connaît aujourd'hui une crise aiguë (cf. infra).

Enfin, les Shan sont peu visibles dans le canton de Nyaungshwé. Certains villages au centre du lac sont peuplés d'Inn-Shan (ou « Shan du lac »), dont le simple ethnonyme laisse deviner une certaine acculturation au contact des Intha (Robinne, 2000). Au sud, le long de la Bilu Chaung, une poignée de villages shan pratique la riziculture, l'élevage, ainsi que des activités artisanales (poterie, vannerie). On trouve également une communauté à Nyaungshwé – héritage d'une bourgeoisie commerçante en lien avec les *sawbwa*<sup>93</sup> shan – active dans la transformation de produits agricoles (moulins à riz, usines de sucre) et leur exportation.

On peut compléter cette mosaïque ethnique par d'autres groupes moins visibles, du fait de leur zone d'implantation excentrée par rapport au lac ou de leurs effectifs réduits. Les Danu sont ainsi peu représentés, occupant quelques villages dans les collines du nord-ouest, où ils côtoient les Taungyo. Ils sont en revanche bien présents dans la *Mye-Lat* (bassin de Heho et région de Pindaya), où ils pratiquent une agriculture intensive de labour, aujourd'hui diversifiée dans la culture du café et du thé. Quant aux Danaw, migrants assez récents dans la région, ils n'occupent que cinq villages dans les collines à l'ouest du lac. Enfin, dans tout l'État Shan du Sud est établie une petite communauté indienne et népalaise, de religion hindoue ou musulmane. Souvent arrivés dans le sillage des Britanniques, beaucoup se sont

---

<sup>91</sup> En birman : တောင်ယာ

<sup>92</sup> En birman : သနပ်ဖက်

<sup>93</sup> Le terme de *sawbwa* est une expression shan désignant les seigneurs qui ont dominé la région jusqu'aux années 1950. Ce titre est écrit *sawbwa* (စော်ဘွာ) en birman, *saopha* (ဆရာ) en shan.

fixés à Kalaw, Aungban ou Taunggyi. À Nyaungshwé, le quartier de Thazi, à l'est du marché municipal, est en partie peuplé de commerçants musulmans, organisés autour de la mosquée.

Cependant, ce palimpseste ethnique qu'est la région du lac Inlé mérite mieux qu'une simple énumération, juxtaposant des entités discrètes peu articulées entre elles. Il nous semble au contraire essentiel de les étudier dans leur ensemble, dans leur complexité, comme une société en tant que telle, certes plurielle mais aussi, d'une certaine façon, cohérente. Cette lecture fut initiée par l'ethnologue britannique E. Leach (1954) qui, aux lectures traditionnelles de l'ethnie, centrées sur les rapports centre/périphérie, Bamar/ minorités, a ajouté une lecture des interactions entre minorités ethniques : ces dernières interagissent entre elles, et les frontières interethniques peuvent être poreuses, labiles, exploitées.

F. Robinne s'inscrit tout à fait dans cette veine, et la prolonge dans son ouvrage *Fils et maîtres du lac : Relations interethniques dans l'État Shan de Birmanie* (2000). Dans cet ouvrage, au lieu de dresser des « tables de différence » linguistiques, rituelles ou vestimentaires (Robinne, 2011 : 46), l'auteur analyse les relations, les échanges, les complémentarités entre groupes ethniques. S'appuyant sur le modèle géographique (mais aussi heuristique) du lac de montagne, celui d'un milieu spatialement bien défini, cohérent, organisé en strates et en niveaux, il met en évidence des logiques de partenariat interethniques, des chaînes de relations qui donnent cohérence au territoire.

## **2.1. Le lac Inlé, un territoire né des échanges et des réseaux**

### **2.1.1. Le sud de l'État shan, foyer d'échanges anciens et intégrés à des réseaux transnationaux**

Dans les discours, l'iconographie et les imaginaires touristiques, le lac Inlé apparaît souvent comme figé dans un double enclavement, à la fois spatial et temporel, au plus profond des collines shan, et hors du temps. Or, ces représentations, élaborées par les acteurs touristiques à destination de voyageurs en quête de « dernière frontière » passent sous silence le dynamisme de la région, son intégration dans des flux anciens et massifs ; ce rôle historique d'interface entre plusieurs mondes qui a précisément permis le développement du tourisme à Inlé.

Avant même la colonisation britannique, l'expédition du lieutenant Sconce visite la région d'Inlé en 1864, et décrit une région densément peuplée, couverte de cultures (Nyan Sint, 2013 : 31). En 1887, A.H. Hildebrand, premier surintendant des États shan prenant possession de son territoire, se montre tout aussi élogieux :

« Le pays autour d'Inleywa [...] est l'un des plus riches de tous les territoires shan. [...] Inleywa était le plus grand marché de tout l'ouest des États Shan pour le sel, le *ngapi*<sup>94</sup> et les petites marchandises. » (Hildebrand, 1887)

Il remarque également sur les étalages du marché de Nampan des montres autrichiennes et suédoises, des cartes à jouer allemandes, des lainages de Berlin, et des turbans anglais<sup>95</sup>. Ces objets sont le signe d'une intégration précoce de la région dans les flux commerciaux internationaux, que ce soit vers les basses terres du *Bamar Pyi*, ou vers la Thaïlande, avec laquelle les complémentarités ethniques et linguistiques facilitent le commerce : en 1876, 7 000 à 8 000 mules chargées de marchandises arrivaient tous les ans à Chiang Mai en provenance des États Shan (Christensen et Sann Kyaw, 2006 : 46).

À partir de 1886, la colonisation transforme le tissu économique. Tout d'abord, avec l'imposition du pouvoir colonial et la militarisation de l'espace, la sécurité s'améliore, donnant un nouvel élan aux flux commerciaux. Dans le même temps, les administrateurs britanniques intègrent la région dans les réseaux capitalistes en libéralisant l'économie et en traquant le moindre espace improductif, la moindre ressource inexploitée (Ferguson, 2014). Le système précolonial de concession commerciale accordée par les *sawbwa* est ainsi amendé, libérant l'initiative individuelle (Nyan Sint, 2013 : 68-75). L'agriculture locale de subsistance devient commerciale : les surfaces de canne à sucre connaissent une hausse marquée, tandis que de nouvelles cultures commerciales sont introduites (*ibid.* : 43, 59). Enfin, les administrateurs coloniaux lancent de vastes chantiers : en 1890, ils achèvent la rénovation des 292 kilomètres de route entre Taunggyi et Myingyan en Birmanie Centrale, reliant donc les collines shan aux rives de l'Irrawaddy. En 1896, ils modernisent la route de 430 km vers Kengtung et la frontière thaïe (*ibid.* : 62, 75).

Sous cette impulsion, les échanges connaissent une croissance rapide : en 1888-89, près de 25 000 bœufs de bât en provenance du sud des États Shan parviennent en Birmanie Centrale, chargés de 300 000 roupies de marchandises. La valeur de ces exportations

---

<sup>94</sup> ငါးဝို en birman : pâte de poisson fermenté.

<sup>95</sup> Source : id.

augmente très rapidement par la suite : 1,7 millions de roupies en 1893-94, 3,8 millions en 1894-95, et 4,2 millions en 1895-96 (Nyan Sint, 2013 : 72). Ces échanges commerciaux ne se limitent pas à des produits birmans : des territoires sous contrôle britannique arrivent d'importantes quantités de Manchester – étoffes provenant de la ville éponyme – et de l'aniline, colorant textile de synthèse importé d'Allemagne, tandis que des frontières orientales affluent des soieries thaïlandaises ou chinoises (*ibid.* : 85).

Au cœur de tous ces flux, la région d'Inlé occupe une situation de pivot. Le quartier général des autorités coloniales à Fort Stedman – puis à Taunggyi – joue le rôle de comptoir commercial. De là partent trois axes caravaniers : le premier vers l'ouest, Thazi, Myingyan et la Birmanie Centrale ; le second vers l'est, Kengtung et la frontière thaïe ; le troisième vers le Sud : Samkar, Loikaw, puis, à travers les collines, Toungoo et la vallée du Sittaung (*ibid.* : 74-75).

Par conséquent, loin d'être une vallée enclavée, prisonnière de l'échelle locale, la région du lac Inlé apparaît à travers les sources historiques comme une interface importante et dynamique, à la croisée de réseaux politiques, commerciaux et culturels entre Birmanie Centrale, seigneuries shan et collines thaïes. Les habitants de la région sont donc en contact avec l'Autre, avec l'étranger depuis des siècles. Ils sont coutumiers des circulations économiques, habitués à négocier la différence culturelle, voire à l'exploiter. Ils savent parfaitement se placer comme intermédiaires entre des échelles différentes, comme points nodaux dans des réseaux, ce qui a permis l'émergence d'une bourgeoisie commerçante et entreprenante. Une telle extraversion a façonné un environnement très favorable au développement du tourisme.

Si l'on resserre l'échelle d'analyse pour la centrer sur la région d'Inlé même, l'heureuse expression de C. Macdonald, qui y voit un « résumé d'univers » (in Robinne, 2000 : 13), prend tout son sens. En effet, localement, et au-delà des différences topographiques ou ethniques, hautes terres, basses terres et lac Inlé sont étroitement reliés par des relations de complémentarité économique. Entre transhumance des buffles et cycle des marchés se dessinent des mobilités et des solidarités qui viennent structurer, donner cohérence à la fois à l'espace et à la société.



### 2.1.2. Au cœur de la région : l'économie lacustre

Au fil du temps, les Intha sont parvenus à construire un mode de vie original, un mode d'exploitation du lac tirant parti de toutes ses potentialités. Ils se distinguent aujourd'hui par une réelle polyvalence qui s'organise autour de trois activités principales : l'agriculture flottante, la pêche et l'artisanat. La première illustre parfaitement l'inventivité et l'adaptabilité des Intha, qui ont su tirer parti d'un milieu contraignant (un plan d'eau) et d'une plante invasive (la jacinthe d'eau, ou *Eichhornia Crassipes Solms*<sup>96</sup>), pour construire un paysage agricole unique. En effet, dans les marais du nord et de l'ouest du lac, les jacinthes d'eau s'accumulent et, avec le temps, forment des masses flottantes compactes, localement appelées *kyun myaw*<sup>97</sup>. Ces dernières sont alors découpées en longues bandes rectilignes d'environ 1,5 mètre de large ; remorquées en bateau vers leur périmètre de destination où elles sont fixées par de forts poteaux de bambou qui les empêchent de dériver ; puis recouvertes d'une épaisseur de limon et d'une couche d'algues (Michalon, 2014 : 23, fig. 17). L'île flottante sauvage (*kyun myaw*) devient alors jardin flottant prêt à être cultivé (*ye chan*<sup>98</sup>). Les jeunes plants sont repiqués sur les jardins flottants pendant la saison sèche, et la récolte a lieu quatre mois plus tard, en juin-juillet-août. Bien souvent, un second cycle de culture permet une nouvelle récolte entre octobre et décembre (Michalon, 2014 : 26). Dans les années 1990, 90 % des surfaces de *ye-chan* produisaient de la tomate (Thi Dar Win, 1996), estimation qui correspond *grosso modo* à nos observations de terrain, malgré des évolutions récentes (cf. 2.2.2). Les pieux fixant les îles flottantes, les centaines de minces tuteurs de bambou soutenant les plants de tomates et les petits canoës de teck circulant entre les bandes de jardins flottants pour y accomplir les opérations culturales forment un paysage très caractéristique, emblématique d'Inlé et, à ce titre, fortement valorisé par les discours et l'iconographie touristique de la région (cf. 8.2.3).

---

<sup>96</sup> En birman : *be-da* (ဗေဒါ).

<sup>97</sup> En birman : ကျွန်းမေ့. *Kyun* (ကျွန်း) signifie « île » et *myaw* (မေ့) « flotter ». Le terme désigne l'île flottante sauvage, non exploitée.

<sup>98</sup> En birman : ရေခြံ. *Ye* signifie « eau » (ရေ) et *chan* (ခြံ) « champ enclos/jardin ». L'expression désigne l'île valorisée, appropriée.



Figure 17 : Le processus de valorisation d'un jardin flottant. De haut en bas et de gauche à droite : les îles flottantes sauvages sont découpées dans les marécages et tractées vers le périmètre familial ; du limon est tiré du fond du lac et déposé sur l'île flottante ; des plantes aquatiques sont collectées sur le lac et utilisées comme paillage ; les jeunes plants de tomates sont repiqués sur le substrat fertile du ye chan. Clichés : Martin Michalon, février 2014.

Malgré leur technique presque unique au monde<sup>99</sup> et leur célébrité récente – largement due au tourisme – l'origine historique des jardins flottants est en réalité bien mal connue. Le plus souvent, les ouvrages touristiques grand public et les guides sur le terrain se contentent de les présenter comme une pratique immémoriale se perdant dans la nuit des temps (cf. 8.2.3). Or, nos recherches historiques plaident pour une toute autre chronologie, concentrée sur le XX<sup>ème</sup> siècle (Michalon, 2016), suggérant donc que « les connaissances traditionnelles ou autochtones peuvent en réalité être d'invention récente » (Mostafanezhad *et al.* 2016 : 10).

L'agriculture flottante serait ainsi restée tout à fait confidentielle et plutôt opportuniste jusqu'au début du XX<sup>ème</sup> siècle, avant une phase de lente croissance jusqu'à la Seconde Guerre Mondiale. Durant le conflit, de nombreux villageois fuient la terre ferme pour la relative sécurité des villages sur pilotis (Elliott, 1999 : 121-122 ; Sao Sanda, 2008 : 135), et l'agriculture flottante connaît alors une phase d'expansion. Cependant, jusqu'aux années 1960, il semblerait que les jardins flottants ne soient restés qu'une culture de subsistance, dont les surplus n'étaient commercialisés qu'à une échelle locale, lors du cycle des cinq marchés (cf. 2.1.3.). Par la suite, l'amélioration du transport – et certains facteurs politiques (cf. 3.2.3.) – facilite l'accès au marché national et fait de la tomate une culture commerciale (Michalon, 2014 : 28). Les surfaces cultivées passent alors d'environ 11 km<sup>2</sup> en 1967 à 29 km<sup>2</sup> en 1983. Leur expansion ralentit ensuite (35 km<sup>2</sup> en 2002), très probablement du fait des restrictions imposées par les autorités à partir des années 1990 (Michalon et al. 2019).

Le succès est d'autant plus important que les tomates d'Inlé jouissent d'un avantage comparatif de taille : grâce à leurs méthodes originales, les paysans du lac peuvent s'affranchir du cycle des saisons. En saison sèche et au début de la saison des pluies (au moment où les cours sont au plus haut), ils ont donc longtemps bénéficié d'un véritable monopole national (Michalon, 2014 : 40). L'âge d'or de ce commerce semble avoir été atteint dans les années 2000 : alors que dans les années 1990, l'essentiel des cargaisons était expédié vers Mandalay et la Birmanie Centrale, les Intha ont par la suite conquis le marché de

---

<sup>99</sup> Nous distinguons ici l'agriculture flottante de la riziculture flottante, plus commune, et qui est encore très visible sur le lac Tonle Sap (Cambodge), le long de plusieurs autres grands fleuves asiatiques et dans le delta intérieur du Niger (Mollard et Walter, 2008 : 53). L'agriculture flottante, qui suppose la présence d'un substrat flottant, est plus rare. Elle aurait eu cours il y a plusieurs siècles en Chine (*ibid.* : 59) et dans les Chinampas mexicains (Clauzel, 2008 : 4). Aujourd'hui, elle ne perdure que sur le lac Dal, au Cachemire indien (Mollard et Walter, 2008 : 59) et dans les deltas bangladais (Islam et Atkins, 2007), selon des pratiques culturelles qui rappellent fortement celles d'Inlé : là aussi, les fermiers tirent profit de la prolifération de la jacinthe d'eau. Néanmoins, Inlé nous semble exceptionnel par les surfaces cultivées, par la cohérence spatiale et économique de toute la filière agricole, et par la rapidité de diffusion de cette technique.

Rangoun et de la Basse-Birmanie. L'une des clés de ce succès fut l'extension de réseaux commerciaux, bien souvent à base ethnique ou familiale : une cinquantaine d'Intha se sont ainsi installés à Rangoun, tandis que de nombreux grossistes du *Bamar Pyi* se sont implantés à Nyaungshwé, de manière permanente ou saisonnière (Michalon, 2014 : 42).

Les Intha sont non seulement des fermiers inventifs mais également des pêcheurs au talent reconnu, qui ont su tirer parti d'un environnement très riche. En effet, ceinturé par un bassin versant montagnard et sans communication visible avec le reste du réseau hydrographique, le lac Inlé a longtemps fait figure de « système clos » (Bernot et Bruneau, 1972 : 67), et donc d'isolat faunistique (Annandale, 1918) et floristique (Nath, 1960) exceptionnel. Au début du XX<sup>ème</sup> siècle, on comptait ainsi 31 espèces de poissons dans le bassin d'Inlé, dont pas moins de 12 endémiques, dont la *Cyprinus Carpio Intha*, la carpe d'Inlé, dont le nom même rappelle l'importance dans la culture intha et le lien intime qui relie ces derniers au lac (Annandale, 1918 : 37).

Pour certains, la pêche constitue une activité d'appoint, qui se loge dans les interstices du calendrier agricole ; pour d'autres, c'est une activité à plein temps. Traditionnellement, les pêcheurs propulsaient leur petit canoë de teck à l'aide de la jambe, dans ce mouvement unique qui a fait la célébrité d'Inlé<sup>100</sup> (Scott et Hardiman, 1901 : 565, cf. fig. 18). Désormais, les petits moteurs hors-bord chinois se sont démocratisés, et les Intha n'utilisent la jambe que pour les opérations de pêche proprement dites, qui doivent s'effectuer en silence et sur des distances réduites.

---

<sup>100</sup> Pour L. Bernot, ce mode de propulsion inattendu trouverait son origine dans le mode de vie amphibie des Intha : ils utilisent le bateau au quotidien, y compris pour de très courts trajets, de l'ordre de quelques mètres seulement. Embarquer debout sur son canoë, donner quelques impulsions de la jambe et descendre de son embarcation d'un pas apparaît donc comme une continuité naturelle de la marche, bien plus simple que de s'asseoir en tailleur dans son canoë pour se relever une poignée de secondes plus tard (Bernot, 2000 : 522).



Figure 18 : Un mode de propulsion original. Cliché : Martin Michalon, novembre 2015.

Au-delà de leur manière de ramer, les Intha se distinguent également par leur technique de pêche. Ils ont en effet longtemps utilisé le *saung*<sup>101</sup>, filet tendu sur une large armature conique en bambou. Après avoir repéré les poissons grâce aux bulles d'air remontant à la surface, ils abaissent leur filet dans l'eau. Par un orifice au sommet de la nasse, le pêcheur introduit alors un long harpon, pas tant afin de transpercer le poisson – les chances d'y parvenir sont faibles – que de l'effrayer et de le forcer vers les parois du filet. Il relâche ensuite le dispositif maintenant le filet tendu ; ce dernier descend alors en couissant sur l'armature de bambou, formant de vastes plis et poches de maille dans lesquels les poissons peuvent se prendre<sup>102</sup> (fig. 19).

Pendant des décennies, les pêcheurs intha ont su tirer profit de la riche biodiversité du lac. Aux dires des douze villageois expérimentés<sup>103</sup> que nous avons interrogés sur le terrain, la prise moyenne était d'environ 16 kg/jour jusqu'il y a une dizaine d'années, et les plus grosses prises atteignaient 4,5 kg. La pêche était ensuite vendue sur les cinq marchés hebdomadaires (cf. infra).

---

<sup>101</sup> Écrit ဓော့ငံး en birman.

<sup>102</sup> Malgré le caractère original de cette technique de pêche, les rendements atteints à chaque opération sont faibles : attraper un poisson est considéré comme une bonne manœuvre, en attraper deux est rare.

<sup>103</sup> Nous avons défini de manière empirique comme « pêcheur expérimenté » les Intha se livrant à la pêche depuis plus de dix ans. Nous avons interrogé ces douze interlocuteurs entre 2014 et 2017.



Figure 19 : Un aperçu de la technique de pêche au saung : le filet, qui en temps normal, couvre tout le cadre de bambou, est ici en position relâchée. Cliché : Martin Michalon, mars 2016

Par ailleurs, les Intha se distinguent par leurs compétences artisanales et commerciales, déjà remarquées par L. Bernot et M. Bruneau au début des années 1970 : confection textile et tissage, travail du métal et du bois, fabrication de cigares et de *snacks*. Dans les années 1970, le foyer textile comprenait un grand quart sud-ouest du lac, se prolongeant loin au sud, en direction de Samkar (Bernot et Bruneau, 1972 : 72). Depuis des décennies, les Intha sont considérés comme des tailleurs efficaces, fabriquant les larges pantalons, les chemises en coton écreu et les sacs à bandoulière si caractéristiques de l'État Shan. Au-delà de la confection, les Intha sont également réputés pour leur tissage du coton, de la soie, mais aussi de l'emblématique fibre de lotus (Theingi Myint, 2018, *cf.* 8.2.4.). Preuve de l'intégration de la région à des réseaux transnationaux, les textiles intha les plus renommés sont le *zinme* et le *bankauk*, dont les motifs auraient été ramenés de Chiang Mai et de Bangkok dans les années 1930 par des tisserands intha (Howard, 1999, 2005 ; Fraser-Lu, 1988, 1994).

Les Intha sont également actifs dans le travail du métal, qui se concentre autour du gros village lacustre de Ywama. D'une part, les habitants du lac sont depuis longtemps des forgerons reconnus, souvent sollicités par les cultivateurs des hautes terres pour réparer outils et instruments aratoires. Ces mouvements réguliers d'Intha vers les villages taungyo, pa-o ou danu sont d'ailleurs une composante des solidarités verticales entre hautes et basses terres structurant la région (Robinne, 1998 : 356-357). D'autre part, il existe une longue tradition d'orfèvrerie, spécialement dans le village de Ywama (cf. 8.2.4.).

En outre, les Intha excellent dans le travail du bois. Le village de Nampan est ainsi réputé pour ses bateliers, qui fabriquent des barques de teck, calfatés à l'aide de laque (*Melanorrhœa usitata*) venue de l'État kayah. Aujourd'hui encore, ces embarcations sillonnent les eaux, bêtes de somme de la mondialisation commerciale et touristique du lac Inlé. Les Intha sont également d'ingénieurs charpentiers (Bernot et Bruneau, 1972 : 72) : de spacieuses maisons de teck à deux étages jalonnent ainsi les villages lacustres, montées sur plus de 60 pilotis, et coiffées d'un toit aux systèmes de pentes complexes. L'expertise acquise dans la construction de bâtiments massifs mais raffinés comme les monastères du lac – et des collines – a depuis été réinvestie dans les infrastructures touristiques : hôtels sur pilotis, vastes *showrooms* d'artisanat, restaurants à 200 couverts.

La fabrication de cigares représente la quatrième spécialité artisanale des Intha, et illustre bien leur rôle de carrefour dans des réseaux commerciaux d'envergure. Les *cheroot* sont en effet fabriqués dans les villages du lac à partir de tabac en provenance de Birmanie Centrale, et enveloppés dans des feuilles de *Cordia dichotoma*, cultivées et séchées dans les collines pa-o<sup>104</sup>. Cette activité est en partie menée dans des ateliers dédiés, mais l'essentiel de la production émane d'une petite industrie familiale à domicile. La réputation des *cheroot* d'Inlé a dépassé la vallée : la majorité est aujourd'hui expédiée vers tout l'État shan et même vers la Basse Birmanie<sup>105</sup>. Encore une fois, les Intha ont su mettre en scène cette activité pour le tourisme et même adapter leurs produits en fonction, produisant depuis les années 2010 des cigares doux très appréciés des visiteurs (Michalon, 2014).

Enfin, certains villages intha, notamment dans le nord-ouest du lac, autour de Khaung Taing, sont renommés pour leurs *snacks* traditionnels : tofu de pois chiche, craquants à la farine de lentilles, larges *pappadum* de farine de riz, graines de tournesol grillés et salés,

---

<sup>104</sup> Source : Daw Khin Tint, propriétaire d'un atelier de production de cigares, comm. orale, 4 mars 2014.

<sup>105</sup> Source : id.

confiseries à base de sirop de canne à sucre, etc. Chaque marché de la région comporte une large section dédiée à ces *snacks* très populaires.

### 2.1.3. Terre de riz et de marché : la plaine alluviale

Historiquement, les alentours du lac sont divisés en deux auréoles de culture. D'une part, les plus basses terres, sur les franges immédiates du lac Inlé, sont occupées par des rizières inondées<sup>106</sup>, principalement cultivées par des Intha (Robinne, 2000 : 89). Depuis au moins le XIX<sup>ème</sup> siècle, cette plaine alluviale fertile a fait d'Inlé le cœur rizicole du sud de l'État Shan (Thidar Soe, 1997 : 37). Ces basses terres entretiennent des interrelations soutenues avec les collines : les rizières ont longtemps été labourées à l'aide de buffles des collines, loués auprès des Taungyo (Robinne, 2000 ; 2011) ; certains villages de la rive ouest, disposant de peu d'espace pour entretenir des pépinières, ont pu confier cette tâche à des hameaux pa-o de la rive est, en échange de riz décortiqué après la récolte<sup>107</sup>. D'autre part, les terres alluviales non inondables sont occupées par des cultures sèches sur labour<sup>108</sup>, et notamment celle de la canne à sucre : les rives est et ouest du lac sont jalonnées de champs et d'usines de transformation. Elle est désormais complétée par d'autres cultures : maïs, tournesol, arachide, etc. (*cf. infra*).

Au-delà de cette vocation agricole, les basses terres, au contact du lac et des collines, sont une zone d'échanges intenses, qui prennent place dans les marchés, selon un cycle bien organisé. En effet, par rotation selon un cycle de cinq jours, le marché se tient dans un à trois villages différents, souvent situés à deux extrémités du lac. Ce cycle ne se limite d'ailleurs pas à Inlé : il s'emboîte dans un autre plus large, qui se déploie dans tout le sud de l'État Shan (tableau 2). Ce système original est d'origine shan (Robinne, 2000 : 109) ; il se retrouve d'ailleurs dans la région de Hsipaw, au nord de l'État (Robinne, 2011 : 45-46), et même dans des zones shan de l'État Kachin (Dean, 2007 : 144).

---

<sup>106</sup> En birman : *leh* (လှေ).

<sup>107</sup> Source : carnet de terrain de L. Bernot n°32 (1971), p. 76.

<sup>108</sup> En birman : *yar* (ယာ).



Jour	Cycle autour d'Inlé	Cycle dans l'État Shan du Sud/État Kayah
1	Nyaungshwe, Samkar, Nampan	Pindaya
2	Than Taung, Taung Taw	Heho, Loikaw
3	Ywama	Taunggyi, Aungban
4	Maing Thauk, Phaung Daw Oo, Kyauk Taing	Pwe Hla
5	Khaung Taing, Indein	Shwe Nyaung, Kalaw, Moby, Phekho

Tableau 2 : Les cycles emboîtés des marchés dans le sud de l'État shan.

Les marchés représentent le principal lieu de rencontre entre populations des hautes et des basses terres : c'est là que les Pa-O, les Taungyo, les Danaw descendent des collines, chargés d'oranges, d'oignons, d'avocats, d'oranges, de thé, de gingembre et de curcuma ; c'est là que les Intha déchargent des paniers de poisson, de tomates, de concombres et de *snacks* ; c'est là que les échanges se font, que les prêts, les alliances, les investissements se négocient. Les marchés règlent donc les rapports sociaux et, pourrait-on dire, interethniques (Robinne, 2000 : 111).

Plus encore : les marchés ont une importance capitale dans le calcul local du temps. Bien souvent, on exprime en effet la date non pas en fonction du jour de la semaine, mais en fonction du marché du jour. Si F. Robinne précise que ce cycle est de l'ordre du non-écrit et n'apparaît dans aucun calendrier (Robinne, 2000 : 111), la situation a bien évolué : le marché étant une attraction touristique, chaque agence de voyage, chaque hôtel affiche désormais un calendrier indiquant les jours de marché et les jours de pleine lune, durant lesquels les étalages restent fermés. Le cycle des marchés rythme donc également le temps touristique.

#### 2.1.4. Entre Cordia, buffles et brûlis : les hautes terres

Historiquement, les collines sont occupées par les Pa-O (à l'est et au sud-ouest du lac Inlé), les Danaw (au centre-ouest), ainsi que par les Taungyo et quelques villages danu (au nord-ouest). Pendant des siècles, ces montagnards ont vécu d'une agriculture itinérante sur brûlis (*taung yar*) dans laquelle ils défrichent un versant par le feu, le cultivent quelques années, avant de déplacer leur zone de culture – et parfois même leur habitat – vers de nouvelles pentes.

Dans les collines de l'est, les Pa-O ont longtemps pratiqué une agriculture itinérante sur brûlis à jachère longue – riz pluvial, maïs, primeurs – mais la culture la plus emblématique est celle du *Cordia dichotoma*, arbuste dont les feuilles servent à envelopper les cigares. Cette culture présentée par beaucoup de Pa-O comme emblématique de leur mode de vie, une plante à forte valeur identitaire<sup>109</sup>, est en réalité assez récente : en 1950, W.D. Hackett ne mentionne qu'un ou deux jardins au sud de Taunggyi, précisant que cette pratique aurait été introduite par des personnes extérieures à la région ; la culture systématique et intensive du *Cordia* ne remonterait donc qu'aux années 1970 (Robinne, 2000 : 83). À la différence de leurs congénères de l'est, les Pa-O du sud-ouest cultivent bien peu de *Cordia*, au profit de cultures annuelles (gingembre, curcuma, oignon, etc.) sur des parcelles défrichées par le feu.

Au centre-ouest et au nord-ouest, les Danaw et les Taungyo ont longtemps pratiqué deux activités complémentaires : l'agriculture sur brûlis selon un cycle alternant pomme de terre, sésame, riz et jachère (*ibid.* : 86) et l'élevage de buffles et de zébus, animaux nécessaires aux riziculteurs intha des basses terres, qui possèdent de vastes surfaces agricoles à labourer, mais pas de bétail faute de pâturages. Ce déséquilibre a permis la mise en place de relations oscillatoires entre éleveurs des collines et riziculteurs du lac, les premiers louant temporairement leurs bêtes aux seconds, en échange d'un versement monétaire ou en nature (*ibid.* : 90-92). Ce mode de vie alliant culture itinérante sur brûlis et élevage transhumant est aujourd'hui altéré par les dynamiques économiques et environnementales régionales (*cf. infra*).

En conclusion, le recensement rapide des activités qui ont pu se déployer dans la région du lac Inlé jusqu'aux années 1990-2000 a certes permis de mettre en évidence leur diversité, mais aussi leur complémentarité dans le temps et dans l'espace. En effet, ces activités donnent à voir des solidarités verticales plurielles entre hautes et basses terres : déplacements de forgerons intha vers les collines pa-o ; plantation de pépinières pour le compte des Intha dans les villages pa-o dans les basses pentes des collines ; transhumance des buffles taungyo vers les rizières intha ; vente de feuilles de *Cordia* pa-o aux manufactures de cigares du lac ; convergence quotidienne de commerçants de tous horizons vers les marchés qui ouvrent à tour de rôle sur les rives du lac.

---

<sup>109</sup> Une balance dédiée à la pesée des ballots de feuilles de *Cordia* est ainsi exposée au musée pa-o de Taunggyi (Robinne, 2000 : 84).

Ces complémentarités entre terroirs – qui se trouvent être aussi des complémentarités ethniques – lient des communautés différentes dans une logique de partenariat du quotidien et, *in fine*, donnent structure, cohérence, et même identité à une région. En d'autres termes, c'est cette articulation verticale de communautés et de terroirs différents qui est devenue l'identité même de la région du lac Inlé, transcendant les analyses traditionnelles en termes de juxtaposition d'entités hétérogènes (F. Robinne, 2000).

Au centre de ces réseaux dynamiques, les Intha occupent une place prédominante : ils mettent à disposition leur expertise technique ; ils jouent les intermédiaires dans la vente des productions agricoles ; ils vendent – ou échangent – le précieux riz des basses terres. En d'autres termes, ce sont eux qui façonnent, règlent, transforment les relations économiques – et interethniques – autour d'Inlé.

Cependant, précisément parce qu'elle est dynamique, cette lecture du territoire doit être réinterrogée aujourd'hui, à la lumière des transformations qui parcourent la région. D'après ce que nous avons pu constater sur le terrain, ces trois grands ensembles géo-économiques – le lac Inlé ; les basses terres ; les collines – connaissent désormais des trajectoires divergentes, presque centrifuges, qui remettent en cause ces vieilles complémentarités verticales.

## **2.2. Le lac Inlé entre crise et mutation : une société vulnérable en quête d'alternative ?**

Depuis une vingtaine d'années, l'organisation territoriale, les complémentarités économiques et ethniques qui ont longtemps prévalu autour du lac Inlé sont confrontées à l'ouverture de la Birmanie et à son insertion accélérée dans les réseaux et les dynamiques de la mondialisation. La région traverse donc de profondes mutations économiques, qui se doublent de recompositions sociales d'importance : les flux et les partenariats qui reliaient les différentes communautés de la région sont remis en cause ; si certains acteurs parviennent à s'adapter à la nouvelle donne, de nombreux paysans, pêcheurs, commerçants ne peuvent répondre à ce défi, et sont donc précarisés.

### 2.2.1. Un environnement soumis à des dynamiques de dégradation préoccupantes

De manière assez frappante, cela fait déjà plus d'un siècle que les observateurs du lac Inlé pronostiquent sa disparition, à plus ou moins long terme. En 1918, on prédit que « le lac est petit à petit condamné à rétrécir et à devenir moins profond ». (Annandale, 1918 : 64) ; en 1960, on s'alarme que « ce célèbre lac [soit] proche de la disparition » (Nath, 1960 : 14), du fait de la culture sur brûlis pratiquée dans la région, de la sédimentation du lac, de l'agriculture flottante sur ses eaux, et de l'expansion de la végétation flottante. Ce constat inquiétant est repris dans les recherches ultérieures (Sturtevant, 1970 : 11 ; Bernot et Bruneau, 1972 : 77). Ces préoccupations connaissent une nouvelle vigueur depuis 2010, notamment dans les discours des ONG et des médias qui, dans le contexte de transition politique, gagnent une certaine liberté d'action et de ton. Malgré une certaine confusion, non seulement dans les médias généralistes, mais également dans la littérature scientifique (Michalon et al., 2019), un constat s'impose aujourd'hui : le lac Inlé est soumis à une dynamique de dégradation rapide.

La première évolution notable concerne la profondeur du lac. D'après Annandale (1918 : 2) puis Bernot et Bruneau (1972 : 75), la profondeur maximale du lac était de 6 mètres en saison humide et de 3,6 mètres en saison sèche. Or, aujourd'hui, les mesures de terrain effectuées par le Département de l'Irrigation et par nos propres soins font plutôt état d'environ 3 mètres en saison humide et 1,7 mètre en saison sèche : la profondeur du lac aurait donc diminué de moitié au cours des 50 dernières années (Michalon et al., 2019).

La seconde évolution est la contraction soutenue du plan d'eau. Il est difficile de mettre en évidence ce processus de manière objective et à l'échelle de tout le lac, car ses contours sont indistincts, *continuum* confus entre eaux permanentes et terre ferme, soumis à d'importantes fluctuations inter- et intra-annuelles. Néanmoins, les témoignages oraux recueillis sur le terrain sont des plus éloquents (annexe 24) : sur tout le pourtour du lac Inlé, nos interlocuteurs pointent du doigt la contraction du plan d'eau, son ampleur et surtout son accélération depuis une sécheresse sévère qui a frappé le lac en 2010. Les mêmes récits reviennent régulièrement : de vastes surfaces de rizières ne sont désormais plus inondées et doivent être converties en cultures sèches ; des zones qui ne permettaient pas la riziculture il y a une vingtaine d'années par excès d'eau ne s'y prêtent désormais plus par manque d'eau ;

des hectares de jardins flottants s'échouent, et sont à leur tour transformés en rizières ou en cultures sèches.

Pour expliquer cette dégradation accélérée du lac Inlé, les données fiables manquent, et les travaux existants livrent des résultats bien confus. Cependant, à défaut de certitudes, on peut avancer un faisceau d'hypothèses. La première (et la plus commune en Asie du Sud-Est), est celle d'une sédimentation liée à la déforestation des collines autour du plan d'eau. Thin Nwe Htwe et al. (2014) concluent ainsi à un taux de déforestation très conséquent, de l'ordre de 1,62 % par an entre 1968 et 2009, et atteignant même 3,3 % par an entre 2000 et 2009. Si les réserves méthodologiques d'usage et les débats entre auteurs doivent bien sûr inciter à la prudence, la réalité de terrain semble confirmer cette dynamique érosive : dans un environnement escarpé, dans lequel le feu est encore régulièrement utilisé, les paysages sont marqués par un important ravinement (annexe 25).

Nous pouvons également ajouter un autre facteur de sédimentation, moins conventionnel : l'agriculture flottante. En effet, les bancs de végétation flottante se forment dans certains marécages périphériques, où ils captent les sédiments en suspension ; ils sont ensuite extraits et remorqués vers les zones de culture. Là, en se dégradant au fil du temps, il se pourrait qu'ils relarguent une partie de leur matière solide au fond du lac (Sidle et al. 2007 : 63). Les jardins flottants constitueraient donc un vecteur singulier de transfert sédimentaire entre les marges et le centre du lac. Cependant, ce phénomène n'a encore jamais été documentée de manière approfondie.

Une autre hypothèse serait une baisse de l'alimentation pluviale du lac. Cependant, bien que les villageois et les ONG locales se plaignent de la baisse de pluviométrie, les statistiques fournies par le Département de l'Irrigation mettent plutôt en évidence sa relative stabilité. De plus, les quelques inflexions de précipitations que l'on peut relever sont totalement désynchronisées de l'évolution du niveau du lac : il ne semble donc y avoir aucune corrélation significative (Michalon et al., 2019).

On peut également suivre la piste d'une hausse des prélèvements en eau, soit depuis le lac ou ses affluents pour la riziculture irriguée, soit depuis la nappe phréatique sous-jacente pour la consommation humaine – et touristique. Bien qu'aucune étude fiable n'ait été menée à ce sujet, les puisatiers de Nyaungshwé signalent qu'ils doivent désormais forer à 150 mètres

de profondeur pour trouver de l'eau, contre une centaine de mètres dans les années 2000, et une dizaine dans les années 1990<sup>110</sup>.

Enfin, une dernière hypothèse renvoie à la nature karstique de la région : rappelons en effet que le lac d'Heho a probablement disparu à travers un ponor, qu'Inlé lui-même est un lac de dissolution (Chhibber, 1933 : 50), et que des grottes profondes ont été découvertes dans l'État Kayah et autour de Pinlaung (*Myanmar Cave Documentation Project*, 2014). Si une éventuelle alimentation souterraine du lac a diminué, ou si le lac lui-même percole à travers un réseau souterrain inconnu, cela pourrait expliquer sa contraction rapide.

La dégradation du lac Inlé ne concerne pas seulement son volume, mais également la qualité de ses eaux, qui devient un risque assez préoccupant, bien qu'encore très peu documenté. Tout d'abord, dans un contexte de concurrence de plus en plus aiguë et de course au rendement dans le secteur de la tomate (cf. 2.2.2), les exploitants ont un recours de plus en plus massif aux engrais, souvent surdosés dans un souci de minimisation des risques (Htun Naing Oo et al., 2010 : 74). De nombreux prélèvements, effectués par des chercheurs (Akaishi et al. 2006 ; Saw Yu May, 2007 ; Mar Lar Htwe, 2008), l'administration locale (Kyaw Kyaw Oo, 2009) ou des acteurs associatifs (*Inle Heritage Hospitality Vocational Training Center*<sup>111</sup>) ont ainsi mis en évidence la contamination de l'eau par les nitrates et les phosphates (Michalon, 2014 : 54-59).

Par ailleurs, les agriculteurs intha ont abondamment recours aux pesticides. Malgré leur impact potentiel sur la biodiversité locale, aucune étude fiable n'en suit les concentrations, ce qui représente un vide préoccupant. Enfin, la pollution aux métaux lourds est un problème de taille, même si elle est quasiment insaisissable dans les études actuelles, souvent trop superficielles. Malgré tout, l'*Inle Heritage Hospitality Vocational Training Center* a relevé des concentrations en cadmium et en chrome très largement supérieures aux normes dans les villages de Kay Lar et d'Inn Paw Khone (Michalon, 2014 : 55).

---

<sup>110</sup> Source : U Nyi Nge, puisatier, comm. orale, 15 juin 2017.

<sup>111</sup> L'*Inle Heritage Hospitality Vocational Training Center* est un centre de formation aux métiers de l'hôtellerie, créé dans le village d'Inn Paw Khone par Yin Myo Suu, hôtelière réputée de la région (cf. 7.1.2.). Au-delà de ses activités de formation, cette institution se livre également à des activités de surveillance et de protection de l'environnement, en collaboration avec des laboratoires de Rangoun.

### 2.2.2. L'agriculture flottante, une activité fragilisée

Comme dans tant d'autres pans de l'économie, les dynamiques affectant l'agriculture flottante émanent de l'aval de la filière – les marchés et la distribution – avant de la remonter et d'en affecter l'amont. En effet, alors que les Intha ont pu jouir pendant plusieurs décennies d'un quasi-monopole national de la tomate en saison sèche ou en début de saison humide, cet avantage est mis à mal depuis la fin des années 2000. En effet, grâce à la diffusion rapide de technologies de pompage bon marché, à la circulation accélérée des savoir-faire par le biais des migrations, à l'amélioration des conditions de transport et à la diffusion des télécommunications, d'autres zones de cultures maraîchères irriguées ont vu le jour en Birmanie (Michalon, 2014 : 42). Cette hausse de l'offre à l'échelle nationale a provoqué une baisse prononcée du cours de la tomate<sup>112</sup>. Depuis 2016, les tomates thaïlandaises font même leur apparition à Rangoun, accentuant la chute des cours<sup>113</sup>. Bien que les grossistes de Nyaungshwé ne soient pas les plus touchés par cette baisse<sup>114</sup> – ils se rémunèrent par le biais d'une commission sur les expéditions, et non sur le prix du produit – ils décrivent tous une activité de plus en plus tendue, qui les pousse à baisser leurs marges. Certains songent même à diversifier leurs activités, voire à se rapprocher du secteur touristique en transformant leurs vastes entrepôts en bureaux d'agences de voyage ou en garage pour bus et taxis<sup>115</sup>.

Afin de compenser la baisse des cours, l'amont de la filière – les exploitants – n'a aujourd'hui guère d'autre choix que d'augmenter la production, et cela passe le plus souvent par l'utilisation massive de produits phytosanitaires. Certes, le phénomène n'est pas nouveau<sup>116</sup>, mais dans le contexte actuel de course au rendement, il semble avoir atteint un tout autre niveau : ainsi, le fermier Ko Phylene est passé de 10 sacs d'engrais par acre et par cycle de culture<sup>117</sup> au milieu des années 2000 à 30 aujourd'hui, explicitement pour répondre à l'injonction de récoltes toujours plus abondantes<sup>118</sup>. Il est désormais couramment admis que

---

<sup>112</sup> Source : Michalon, 2014 : 42 et U Hla Thein, vendeur d'intrants agricoles, comm. orale, 6 mars 2016 ; Ko Soe Min, agriculteur, comm. orale, 13 mars 2016.

<sup>113</sup> Source : U Aung Aung, grossiste en tomates, comm. orale, 6 mai 2016.

<sup>114</sup> Source : U Htun Shwe, exploitant de *car gate*, comm. orale, 17 mars 2016.

<sup>115</sup> Source : U Aung Aung, grossiste en tomates, comm. orale, 6 mai 2016.

<sup>116</sup> Les fermiers ont recours aux engrais chimiques depuis une trentaine d'années, et même une soixantaine pour certains (Michalon, 2014 : 33).

<sup>117</sup> Rappelons que certains agriculteurs font deux cycles de culture par an.

<sup>118</sup> Source : Ko Phylene, pêcheur et agriculteur, comm. orale, 13 mars 2016.

les agriculteurs utilisent 10 à 40 sacs d'engrais chimique (500 à 2 000 kg) par acre<sup>119</sup>, alors même que le dosage recommandé est de cinq sacs (250 kg)<sup>120</sup>.

Face au risque de maladie, les pesticides font également l'objet de toutes les attentions : l'un de nos interlocuteurs peut ainsi y consacrer un à trois lakhs<sup>121</sup> (74 à 222 €) par semaine<sup>122</sup>. Les agriculteurs investissent également dans les semences les plus productives du marché ; hybrides et produites par les géants mondiaux du secteur, elles permettent des rendements toujours plus élevés, et jusqu'à 15 cycles de récolte par pied de tomate. Enfin, le prix de la main d'œuvre agricole devient lui aussi un facteur de contrainte. Longtemps négligeable<sup>123</sup>, il a connu une inflation marquée au cours des dernières années, atteignant parfois 6500 Kyats par jour. Pour un exploitant qui doit payer jusqu'à 130 journées de travail dans l'année, cela ne fait qu'accroître les coûts de production<sup>124</sup>.

Les prix de revient ont donc fortement augmenté : pour certains de nos interlocuteurs, l'investissement représente les deux tiers de leur chiffre d'affaire, pour des résultats très aléatoires (Michalon, 2014 : 45-47). En attendant que les rentrées financières de la récolte ne viennent alimenter leur trésorerie, quasiment tous les producteurs doivent souscrire des emprunts, le plus souvent auprès de notables locaux et à des taux usuraires (Michalon, 2014 : 45 ; Htun Naing Oo et al., 2010 : 73). Certains grossistes en produits phytosanitaires proposent quant à eux des engrais gratuits – ou à moindre coût – en échange d'un prix de rachat préférentiel sur la récolte<sup>125</sup>. Si ce système peut sembler avantageux à court terme, ses effets à plus long terme sont préoccupants : d'une part, le coût réduit des intrants n'incite pas à réduire leur utilisation ; d'autre part, ces contrats engagent les paysans dans une relation de dépendance économique qui les précarise. Certaines familles, endettées, se voient désormais dans l'obligation de décapitaliser en vendant leurs jardins flottants<sup>126</sup>.

---

<sup>119</sup> Source : Michalon, 2014 : 34 et Daw Moe Moe Htwe, vendeuse d'intrants agricoles, comm. orale, 13 mars 2016 ; Ko Soe Min, agriculteur, comm. orale, 13 mars 2016 ; U Myint Soe, exploitant agricole et grossiste en tomates, comm. orale, 16 mars 2017.

<sup>120</sup> Source : U Hla Thein, vendeur d'intrants agricoles, comm. orale, 6 mars 2016.

<sup>121</sup> Rappelons ici que le lakh est une unité de compte originaire du sous-continent indien, d'une valeur de 100 000. Un à trois lakhs représentent donc 100 000 à 300 000 [kyats].

<sup>122</sup> Source : Ko Phyo, pêcheur et agriculteur, comm. orale, 13 mars 2016.

<sup>123</sup> Le prix de la main d'œuvre agricole journalière était d'environ 2 000 à 3 000 kyats (1,5 à 2,2 €) par jour en 2014. Source : Ko Soe Min, agriculteur, comm. orale, 13 mars 2016.

<sup>124</sup> Source : Ko Soe Min, agriculteur, comm. orale, 13 mars 2016.

<sup>125</sup> Source : Daw Moe Moe Htwe, vendeuse d'intrants agricoles et exploitante agricole, comm. orale, 13 mars 2016.

<sup>126</sup> Source : Ko Soe Min, agriculteur, comm. orale, 13 mars 2016.



Par ailleurs, la chute des cours et leur grande volatilité rendent le retour sur investissement très aléatoire, transformant l'or rouge en agriculture-loterie. Par conséquent, de nombreux foyers hésitent désormais à prendre le risque de cultiver leurs jardins flottants, et les laissent en jachère. En mars 2016, à Kay Lar, seuls 30 à 50 % d'entre eux étaient cultivés, contre 90 % en temps normal<sup>127</sup>. Pour la première fois à Inlé, les surfaces de jardins flottants actifs semblent donc fléchir : 33 km<sup>2</sup> en 2014, contre 35 km<sup>2</sup> en 2002 (Michalon et al. 2019).

Afin de réduire leur dépendance au cours de la tomate, de plus en plus de fermiers aisés du lac diversifient leur activité dans la vente de produits phytosanitaires ou se positionnent comme intermédiaires dans le commerce de la tomate – statut avantageux car il permet de se rémunérer par une commission fixe, qui ne dépend guère du cours du fruit. Dans le village de Kyay Sar Gone, plus de 80 foyers se livrent désormais à cette activité de courtage, contre six en 2006<sup>128</sup> ; cependant, la concurrence qu'ils se livrent oblige chacun à réduire sa commission. D'autres agriculteurs s'orientent quant à eux vers des cultures alternatives (cucurbitacées, piments ou aubergines) : à Kyay Sar Gone, 60 % des champs cultivés le seraient désormais en tomates, contre 80 % auparavant<sup>129</sup>. Les fermiers se tournent également vers d'autres activités comme la pêche – renforçant alors la pression sur la ressource en poisson – ou travailleurs journaliers (*coolies*), dans les jardins flottants des exploitants plus aisés ou dans les entrepôts de tomates. Enfin, le tourisme apparaît comme une issue de secours bienvenue pour des agriculteurs en difficulté : les 140 foyers d'anciens fermiers de Lwe Nyein travaillent désormais comme pilotes de bateaux pour les étrangers et les pèlerins birmans (*cf.* 4.5.).

### **2.2.3. La pêche, un secteur en crise profonde**

L'environnement lacustre s'est singulièrement dégradé au cours des dernières années : les apports de produits phyto-sanitaires polluent un plan d'eau en voie d'eutrophisation ; le trafic soutenu des bateaux touristiques génère bruit et turbidité ; la sédimentation du lac et son dragage régulier détruisent des habitats et des écosystèmes fragiles. Dans le même temps, le nombre de pêcheurs a connu une hausse marquée, due non seulement à la croissance

---

<sup>127</sup> Source : Daw Moe Moe Htwe et Ko Soe Min, exploitants agricoles, comm. orale, 13 mars 2016.

<sup>128</sup> Source : Ko Phylene, pêcheur et agriculteur, comm. orale, Kyay Sar Gone, 13 mars 2016.

<sup>129</sup> Source : id.

démographique naturelle, mais aussi aux difficultés de l'agriculture flottante. Enfin, la biodiversité locale n'a fait l'objet d'aucune gestion digne de ce nom<sup>130</sup>.

Alors que la pêche avait longtemps été au cœur du quotidien des Intha, ces dynamiques convergentes font craindre une « tragédie des communs » (Hardin, 1968) : depuis une dizaine d'année, les stocks de poisson s'effondrent (Okamoto, 2012 : 15). Cette chute se retrouve dans les témoignages de tous nos interlocuteurs : les prises moyennes auraient chuté de près de 80 % au cours des vingt dernières années, passant d'environ 16 kg<sup>131</sup> à 3,5 kg<sup>132</sup> par jour. Alors qu'il était commun d'attraper des poissons de 2 ou 3 *viss*<sup>133</sup> (3,2 ou 4,8 kg), voire 5 *viss* (8 kg), il est désormais rare d'attraper des spécimens de plus d'un *viss* (1,6 kg, Michalon, 2014 : 52). Enfin, les espèces endémiques, telles que le *nga-phein* (*Cyprinus carpio intha*) et le *nga-lu* (*Crossocheilus latius*) ont pour ainsi dire disparu (Michalon, 2014 : 52-53 ; Saw Yu May, 2007 : 136). Désormais, les prises se composent essentiellement de *Tilapia*, espèce invasive originaire d'Afrique, et qui aurait fait son apparition dans le lac à la fin des années 2000<sup>134</sup>, mais dont la valeur marchande est très faible<sup>135</sup>.

Cette crise de la pêche s'est traduite par une érosion sensible des revenus des pêcheurs : alors qu'il pouvait gagner 10 000 Kyats/jour (7,5 €) il y a dix ans, Ko Phyone ne peut guère espérer que 2 000 Kyats (1,5 €) au maximum<sup>136</sup>. U Thar Aye, le chef du village de Hsisone, confirme cette baisse : désormais, une journée de pêche à 3 000 Kyats (2,2 €) est considérée comme une aubaine, et les familles du lac ne peuvent plus dépendre du seul revenu de la pêche<sup>137</sup>. Face à la crise, les pêcheurs ont mis en place des stratégies d'adaptation : abandon massif du *saung* au profit de filets plats tendus entre des bambous plantés au fond du

---

<sup>130</sup> Jusqu'en 2013, un entrepreneur local payait chaque année un droit de pêche aux autorités, qu'il sous-louait ensuite aux pêcheurs. En 2009-2010, le contractant avait acheté les droits de pêche pour 300 000 kyats aux autorités pour ensuite les sous-louer à 3 000 kyats par pêcheur (Okamoto, 2012 : 7) : il lui suffisait donc de cent pêcheurs pour amortir son investissement. Une telle position était donc fortement rémunératrice. Alors qu'une telle monétarisation de l'accès à la ressource naturelle aurait pu permettre la gestion de la ressource, il n'en a jamais été ainsi. Cette taxe est donc plus à comprendre comme une rente, un droit d'accès prédateur à une ressource pourtant commune qu'à un outil de gestion durable de la biodiversité.

<sup>131</sup> Donnée calculée à partir du témoignage de 12 pêcheurs expérimentés, pêchant depuis plus de dix ans.

<sup>132</sup> Donnée calculée à partir du témoignage des 12 pêcheurs expérimentés et de 5 autres plus récemment impliqués dans cette activité, soit 17 personnes.

<sup>133</sup> Unité de mesure birmane valant 1,6 kg.

<sup>134</sup> Le *Tilapia*, élevé à des fins de consommation dans des étangs artificiels au nord d'Inlé, aurait été introduit par accident dans le lac, soit par débordement ou rupture desdits bassins, soit par des fidèles qui auraient relâché des spécimens dans le lac par piété bouddhiste. Source : U Sein Htun, directeur du département de la faune sauvage de Nyaungshwé, comm. orale, 3 mai 2016.

<sup>135</sup> Source : Ko Hla Tun, pêcheur, comm. orale, 28 février 2014.

<sup>136</sup> Source : Ko Phyone, pêcheur, comm. orale, 13 mars 2016.

<sup>137</sup> Source : U Thar Aye, chef du village de Hsisone, comm. orale, 23 juin 2016.

lac (Okamoto, 2012 : 14) ; recours à la pêche électrique, pourtant interdite<sup>138</sup> ; allongement des durées de travail (ibid. : 15-16 ; Michalon, 2014 : 71). En parallèle, ils diversifient leurs activités, jusqu'à faire de la pêche une activité parmi d'autres, au sein d'un bouquet de revenus familiaux : pisciculture, travail journalier, travail textile à façon, fabrication de cigares (Michalon, 2014 : 71-73). Enfin, le tourisme apparaît clairement comme une alternative de choix : dans les anciens villages de pêcheurs de Hsisone (100 foyers) et de Nanthè (150 foyers), la quasi-totalité des hommes travaille désormais comme pilote de bateau<sup>139</sup>. Pour U Thar Aye, le chef de Hsisone, le tourisme aurait tout simplement sauvé le village<sup>140</sup>.

#### **2.2.4. Les basses terres : intensification et mécanisation des cultures**

Tout autour du lac, la riziculture a connu une recomposition spatiale majeure, due à la sédimentation rapide et soutenue du lac Inlé. Aux abords immédiats de l'eau, la sédimentation a exondé de nouvelles zones de culture, aussitôt mises en valeur<sup>141</sup>. On assiste donc à un glissement des zones rizicoles vers le centre du lac. À l'inverse, les rizières les plus périphériques ne sont plus submergées, et sont donc converties en zones de culture sèche (maïs, tournesol, sésame). Cependant, dans certains villages, les sols ne se prêtent pas à une telle conversion, quand les parasites ne la compromettent pas, comme observé à Hsisone, au nord du lac<sup>142</sup>. À Wan Be Inn, les rizières sont désormais irriguées par pompage depuis un canal, ce qui impose de nouvelles contraintes (volume et fréquence des prélèvements) ; les rendements s'y sont effondrés, précarisant de nombreux foyers<sup>143</sup>.

La canne à sucre, quant à elle, connaît toujours un succès important. Ses plumeaux argentés, les colonnes de fumée qui s'élèvent des champs incendiés après la récolte et l'odeur des raffineries de sucre marquent aujourd'hui encore les campagnes d'Inlé (fig. 20). Les sacs de cassonade sont exportés directement vers le reste du pays – voire vers la Chine – par des camions, venant le plus souvent chercher la production directement auprès de la raffinerie,

---

<sup>138</sup> Source : Ko Phylene, pêcheur, comm. orale, 13 mars 2016 et U Sein Htun, directeur du département de la faune sauvage de Nyaungshwé, comm. orale, 3 mai 2016.

<sup>139</sup> Source : U Thar Aye, chef du village de Hsisone, comm. orale, 23 juin 2016 et U Tin Maung, chef du village de Nanthè, comm. orale, 23 juin 2016.

<sup>140</sup> Source : U Thar Aye, chef du village de Hsisone, comm. orale, 23 juin 2016.

<sup>141</sup> Source : U Htun Maung, fermier à Kan Ywa et Ko Naing, fermier à Ye Oo, comm. orale, 24 juin 2016.

<sup>142</sup> Source : idem.

<sup>143</sup> Source : chef du village de Wan Be Inn, comm. orale, 10 décembre 2016.

court-circuitant les intermédiaires de Nyaungshwé. Néanmoins, depuis les années 2010 les cours connaissent une évolution à la baisse, qui pousse certains agriculteurs à s'orienter vers d'autres produits, et notamment le maïs, dont la culture connaît depuis un essor vigoureux<sup>144</sup>.



Figure 20 : Vue aérienne des campagnes à l'ouest d'Inlé, entre les villages de Khaung Taing et d'Indein : la canne à sucre domine très largement. En arrière-plan, la chaîne de Letmaunggwé et, sur la gauche, la « trouée de la barge royale ».

Cliché : Martin Michalon, novembre 2015<sup>145</sup>.

En effet, bien que les marges bénéficiaires y soient réduites, le marché du maïs est beaucoup plus stable, et la part d'incertitude bien moindre<sup>146</sup>. Cette culture se diffuse donc partout sur le territoire, que ce soit sur les collines à faible pente (*cf. infra*), sur les basses terres où la riziculture est devenue impossible, ainsi qu'au sud de notre région d'étude, entre les lacs Inlé et Samkar. Cette expansion très rapide est intrinsèquement liée à l'intervention de firmes transnationales aux stratégies agressives, comme la compagnie thaïlandaise CP<sup>147</sup>, qui fournit gratuitement les semences de maïs hybride et les intrants, en échange d'un prix de rachat préférentiel à la récolte<sup>148</sup>. Bien que les grossistes intha de Nyaungshwé prennent part à l'expédition de la récolte, une importante part de la production et de la plus-value leur

<sup>144</sup> Source : U Than Zaw Oo, gérant d'un centre d'expédition de produits agricoles (*car gate*), comm. orale, 17 mars 2016 ; Ko Maung Lay, assistant d'un grand propriétaire foncier, comm. orale, 17 octobre 2015.

<sup>145</sup> Nous tenons ici à remercier chaleureusement Bill Mc Kinnon et la compagnie *Oriental Ballooning*.

<sup>146</sup> Source : U Than Zaw Oo, gérant d'un centre d'expédition de produits agricoles, comm. orale, 17 mars 2016.

<sup>147</sup> CP (Charoen Pokphand), est l'un des principaux conglomérats économiques thaïlandais, possédant des intérêts dans l'agro-alimentaire, les télécommunications et le commerce de détail.

<sup>148</sup> Source : Ko Maung Lay, assistant d'un grand propriétaire foncier, comm. orale, 17 octobre 2015.

échappe désormais : les compagnies agro-alimentaires les court-circuitent régulièrement en venant prendre livraison de la récolte auprès de l'exploitant.

Au-delà de cette recomposition culturelle, la région d'Inlé traverse depuis le début des années 2000 une autre révolution, stimulée par la capacité d'investissement de la bourgeoisie locale : la mécanisation. Un nouvel équipement est désormais omniprésent : le motoculteur chinois, engin à tout faire qui peut être acheté pour environ 16 lakhs, soit près de 1200 €. Dans certains champs – notamment de canne à sucre – les opérations de labour et de hersage sont même effectuées à l'aide de tracteurs, bien que ces derniers restent marginaux. Ceux qui ne peuvent faire l'acquisition de ces équipements peuvent les louer : environ 12 000 Kyats/heure (8,9 euros) pour un motoculteur, 20 000 Kyats (14,8 euros) pour un tracteur<sup>149</sup>. Si cette « révolution verte » permet des gains de productivité importants pour nombre de riziculteurs et leur ouvre de nouveaux horizons, elle soulève également des craintes chez les plus modestes, qui ne sont pas en mesure de s'adapter. La vue des premières moissonneuses évoluant dans les rizières, sous le regard à la fois curieux et inquiet des badauds, nous a rappelé les conclusions de J.C. Scott (1985) sur les déséquilibres et les résistances au cœur des « révolutions vertes ». Les premiers effets se font déjà sentir dans les relations entre hautes et basses terres : la mécanisation a permis aux Intha de s'affranchir de leur dépendance historique par rapport aux buffles des Taungyo et des Danaw, ce qui n'est pas sans conséquence (*cf. infra*).

### **2.2.5. À l'est du lac : les collines à Cordia entre spécialisation et autonomisation vis-à-vis de Nyaungshwé**

Alors que les versants des collines ont longtemps été marqués par une agriculture itinérante extensive, la dynamique depuis plus de cinquante ans est clairement à sa fixation. Cela s'explique par l'importante croissance démographique des versants, qui réduit les surfaces vacantes à défricher ; les efforts des administrations successives pour limiter une pratique culturelle jugée nuisible (Robinne, 2000 : 82 ; Ferguson, 2014 : 300) ; l'essor des cultures commerciales, qui incite les fermiers à exploiter des surfaces supérieures. Bien que le défrichement par le feu soit officiellement interdit et lourdement sanctionné, cette

---

<sup>149</sup> Source : U San Htun, chef du village de Lwe Nyein, comm. orale, 29 juin 2016.

réglementation est à peine appliquée en raison du manque de contrôles, et en saison sèche, de nombreux brasiers éclairent la nuit.

Si les cultures vivrières subsistent par endroits sous la forme de quelques carrés de légumes autour des maisons, la principale dynamique est la transition vers une agriculture commerciale, bien intégrée à l'échelle nationale. L'une des cultures maîtresses est celle du *Cordia dichotoma*, localement appelé. Anecdote dans les années 1950 (*cf. supra*), elle s'est désormais répandue : en 2001, sa surface était estimée à 3200 hectares dans le bassin versant d'Inlé (Cho Cho San, 2007, in Tin Nwe Htwe, 2014 : 4). Depuis cette date, nos interlocuteurs pa-o témoignent d'une extension régulière des surfaces, et de la bonne tenue des prix. Dans certains villages de l'est comme Nan Nwe, Khone Sone, Htut Ei ou Lwe Khaw, le *Cordia* est devenu un élément constitutif du paysage (fig. 21). Une fois cueillies, les feuilles sont séchées sur de longs fours<sup>150</sup> puis vendues, soit à des intermédiaires à Taunggyi, soit à des manufactures de cigares sur le lac (*cf. 2.1.2.*), pour un prix qui, compte tenu de l'investissement modeste en travail et en intrants, permet aux foyers pa-o de dégager des revenus assez confortables.

Au cours des dernières années, d'autres cultures commerciales se sont ménagé une place de choix dans les collines. Sur les premières pentes au relief encore modéré, le maïs, devenu l'une des cultures maîtresses des basses terres, jouit d'un réel succès<sup>151</sup>. Plus haut sur les versants, dans les zones d'accès plus difficile, le curcuma et le gingembre, l'ail et l'oignon sont omniprésents. Ils sont expédiés vers le marché national via des intermédiaires de Nyaungshwé, mais aussi d'Hého ou d'Aungban, villes qui se sont affirmées comme des pôles régionaux du négoce agricole. Certains grossistes de Rangoun ou de Mandalay interviennent désormais directement dans les collines, organisant le ramassage des produits à l'aide de ces petits tracteurs très rustiques qui passent partout, localement appelés *htaw-la-gyi*<sup>152</sup>. En d'autres termes, les cultures vivrières semblent avoir cédé la place à des cultures commerciales, intégrées à des réseaux de distribution nationaux dans lesquels les Intha et le marché de Nyaungshwé ne jouent plus un rôle central.

---

<sup>150</sup> La consommation en bois de ces fours fait d'ailleurs peser une pression croissante sur les ressources locales. Source : villageoise pa-o du village de Htut-Ei, comm. orale, 12 mars 2014.

<sup>151</sup> Source : villageoise taungyo de Khone Sone, comm. orale, 12 mars 2014.

<sup>152</sup> En birman : ထောင့်လက်ကြည်. Ils sont également surnommés *Chinese buffalos*, rappelant à la fois leur rôle de bête de somme très résistante, ainsi que l'origine chinoise de leur moteur rafistolé et incroyablement bruyant.



*Figure 21 : Le village de Nan Nwe, à l'Est de Nyaungshwe, au milieu des plantations de Cordia.  
Cliché : Martin Michalon, juin 2017.*

### **2.2.6. Les collines de l'ouest, premières victimes de la rupture de complémentarité entre hautes et basses terres**

Les villages taungyo et danaw des collines de l'ouest ont connu une mutation importante de leur système productif. Le passage d'une culture extensive sur brûlis à une culture intensive dans des champs enclos et le raccourcissement des jachères ont tout d'abord réduit l'espace disponible pour le bétail, accentuant la dépendance des Taungyo et des Danaw vis-à-vis de la transhumance vers les rizières intha (Robinne, 2000 : 25). Or, dans le même temps, on l'a vu, la mécanisation s'est très vite diffusée dans les basses terres, faisant chuter la demande en animaux de trait.

Jusqu'à la fin des années 2000, presque chaque foyer du village danaw de Taung Paw Hla, possédait ainsi une paire de buffles, envoyés tous les ans vers les basses terres. Cependant, depuis une dizaine d'années, les Intha les refusent fermement, car ils n'ont ni le besoin de bêtes de trait ni l'espace pour les accueillir. En l'espace de quelques années, les mouvements de transhumance se sont pour ainsi dire interrompus. Cette rupture de complémentarité a donc contraint les Danaw à se défaire de leurs bêtes : de nos jours, seuls

huit fermiers du village possèdent encore quelques buffles, qu'ils louent aux riziculteurs intha les plus modestes<sup>153</sup>. Les Danaw ont cependant su s'adapter, délaissant la combinaison élevage/agriculture sur brûlis pour une agriculture commerciale permanente sur labour, organisée autour de la pomme de terre et du curcuma. Les récoltes sont ensuite envoyées vers Aungban, cœur agricole du plateau, géographiquement plus éloigné que Nyaungshwé, mais plus accessible grâce à une bonne route récente. En même temps que les villages danaw perdent la complémentarité verticale historique qu'ils avaient avec le lac Inlé, ils renforcent donc leurs liens avec les grandes villes du plateau. Bien que les villageois continuent à se rendre tous les cinq jours au marché de Than Taung, au bord du lac, leur lien avec Inlé est désormais plus lâche<sup>154</sup>.

Si les Danaw, au centre-ouest du lac Inlé, semblent avoir su s'adapter, les villages taungyo, au nord-ouest, rencontrent de graves difficultés, surtout autour du village de Letmaunggwe, perché au sommet d'un éperon qui domine le lac Inlé. Là, depuis une dizaine d'années, les éleveurs voient chuter la demande en buffles dans les basses terres. Le rapport de dépendance s'inverse totalement : c'est désormais aux montagnards de payer les Intha pour le gardiennage de leur troupeau, pour le prix élevé de 30 000 Kyats par tête pour les cinq mois de saison sèche, entre décembre et avril. Certains ont vendu leurs bêtes, mais la nature accidentée du terrain autour de Letmaunggwe y rend la mécanisation impossible, et la charrue attelée reste indispensable<sup>155</sup>. Les Taungyo sont donc pris entre deux contraintes contradictoires : la nécessité de labourer mais l'impossibilité de faire transhumer leurs troupeaux.

Dans un contexte de croissance démographique soutenue (le village de Letmaunggwe est passé de 20 à 55 maisons au cours des 30 dernières années), l'adaptation est passée par la conquête de nouvelles zones agricoles, le raccourcissement des jachères et l'adoption de cultures commerciales (moutarde, chou, sésame, haricot) qui, comme dans les villages danaw, est désormais expédiée à Aungban au lieu de Nyaungshwé. Elle s'est aussi faite à travers le développement du charbonnage, stimulé par la demande croissante de Nyaungshwé et de ses activités touristiques. Sous l'effet de l'expansion agricole et du charbonnage, le chef du village estime que la part de forêt dans le terroir villageois est passée de 60 à 10 % au cours des vingt dernières années, que l'érosion a fortement augmenté, et que la fertilité des

---

<sup>153</sup> Source : U San Tin, agriculteur danaw du village de Taung Paw Hla, comm. orale, 30 juin 2016.

<sup>154</sup> Source : id.

<sup>155</sup> Source : U Phe, chef de l'un des hameaux de Letmaunggwé, comm. orale, 30 juin 2016.



sols a régressé<sup>156</sup>. Enfin, de nombreux villageois, essentiellement des femmes, travaillent désormais comme journaliers dans les rizières et les champs de canne à sucre des Intha, ou encore sur les chantiers de construction à Nyaungshwé<sup>157</sup>.

Les rapports de complémentarité qui structuraient autrefois le territoire dans une relation d'interdépendance entre hautes et basses terres semblent donc avoir connu une mutation majeure : ils sont désormais essentiellement placés sous le signe d'une dépendance, unidirectionnelle, des montagnards taungyo vis-à-vis des Intha.

### 2.3. Conclusion

La région du lac Inlé constitue un espace original, zone de transition entre les mondes bamar et tai, et véritable mosaïque ethnique. Là, entre lac Inlé, basses terres alluviales et collines, Intha, Pa-O, Taungyo, Danu, Danaw et – dans une moindre mesure – Shan ont construit au fil du temps un tissu dense d'interactions et de complémentarités. Flux commerciaux, migrations saisonnières, interdépendances, relations sociales de partenariat : autant de dynamiques intégratrices qui ont permis le « tenir ensemble » d'un « paysage social » composite.

Au sein de ces réseaux foisonnants, complexes et dynamiques, les Intha ont longtemps occupé une place centrale : artisans polyvalents, commerçants entreprenants, riziculteurs efficaces, ils ont véritablement polarisé le tissu économique de la région. Cette domination économique est essentielle pour comprendre leur affirmation symbolique et politique dans les années 1960 à 1980 (*cf.* 3.2.3.).

Néanmoins, depuis la transition politique amorcée en 2011, ce « résumé d'univers » et les relations qui le tissent traversent une période d'intense changement. En effet, en raison de l'ouverture économique du pays (importation de produits bon marché, hausse de la concurrence agricole, nouvelles possibilités d'exportation, intervention de nouveaux acteurs), l'agriculture locale connaît une transformation profonde : mécanisation et intensification ; évolution vers des productions commerciales ; intégration dans des réseaux commerciaux nationaux, voire internationaux.

---

<sup>156</sup> Source : idem.

<sup>157</sup> Source : U San Htun, chef du village intha de Lwe Nyein, comm. orale, 29 juin 2016.

Cette mutation opère une intense sélection et un accroissement des différentiels économiques : d'une part, une frange de riziculteurs, cultivateurs de *Cordia* ou de curcuma accroissent leur productivité et conquièrent de nouveaux marchés ; d'autre part, de nombreux producteurs de tomates, fragilisés par la chute des cours, se lancent dans une course au rendement ; certains, endettés, doivent décapitaliser ; d'autres laissent leurs *ye-chan* en jachère ; certains riziculteurs modestes ne peuvent franchir le pas de la mécanisation et restent cantonnés au labour attelé.

Cette mutation prend place en parallèle – et est en partie responsable – d'une préoccupante dégradation de l'environnement : l'érosion des versants est significative ; la sédimentation du lac met en péril les rizières et les *ye-chan* ; les difficultés de l'agriculture flottante pousse de nombreux Intha à sécuriser leurs revenus par la pêche, alors même que la pollution du lac et l'adoption de techniques de pêche plus efficaces sont responsables d'une chute de la population de poissons et que l'introduction de nouvelles espèces fait chuter les cours.

Du fait de cette restructuration profonde du tissu économique régional, les anciennes complémentarités entre les terroirs et entre les ethnies se délitent. Ainsi, la mécanisation de l'agriculture dans les basses terres met fin aux mouvements de transhumance des buffles depuis les collines, précarisant entre autres les Taungyo, qui tiraient jusqu'alors parti de ces partenariats. Dans le même temps, de nouveaux acteurs économiques extérieurs à la région (intermédiaires de Birmanie Centrale, firmes multinationales) interviennent jusque dans les villages les plus reculés ; les flux se réorientent donc, reliant désormais directement les lieux de production aux marchés nationaux et internationaux, contournant de plus en plus souvent Nyaungshwé et les intermédiaires intha, fragilisant de ce fait leur position économique.

Les dynamiques sociales semblent donc s'inverser : les complémentarités intégratrices cèdent la place à des tendances centrifuges ; les logiques de partenariat qui permettaient la cohérence du « paysage social » sont remplacées par des rapports de dépendance unidirectionnelle, voire d'évitement ; la fluidité des relations ethniques – tellement prégnante que F. Robinne (2011) l'a même qualifiée de transethnicité – s'efface, au profit d'un fonctionnement plus cloisonné et séparateur. La rapidité et l'intensité de ce basculement invitent d'ailleurs à questionner le modèle proposé par F. Robinne : derrière les relations de partenariat harmonieuses se cachaient probablement des faiblesses anciennes, des lignes de fracture que l'insertion dans la mondialisation n'a fait que révéler.

En résumé, l'entrée d'Inlé dans la mondialisation économique recompose en profondeur la société locale. Tout comme I. Sacareau avait pu le démontrer pour les Sherpa du Khumbu (Sacareau, 1997) ou C. Coggins et E.T. Yeh dans la région de Shangri-La, en Chine (Coggins, 2014), les habitants de la région se trouvent engagés dans une délicate transition entre deux modes d'organisation. Si cette mutation représente une aubaine pour une partie de la société intha, elle vient aussi en fragiliser un autre pan, de manière transversale, depuis des élites en difficulté jusqu'à des foyers modestes en crise.

C'est dans ce contexte de bascule de tout un territoire, de fragmentation, non seulement entre les groupes ethniques mais aussi en leur sein qu'il faut inscrire le développement récent du tourisme. D'un point de vue individuel, cette activité représente en effet une alternative, une porte de sortie bienvenue pour des paysans, des pêcheurs ou des éleveurs en difficulté. D'un point de vue collectif, elle permet à des groupes fragilisés et en plein doute identitaire de redessiner une identité forte, clé du pouvoir politique, du contrôle territorial et de l'accès aux ressources dans la Birmanie post-dictatoriale (*cf.* 8.2.).

### **Chapitre 3 : De l'impermanence de la domination : une cartographie dynamique des relations de pouvoir dans l'État Shan du Sud**

Si, dans le « paysage social » de l'État Shan du Sud, les différentes minorités ethniques en présence ont développé des partenariats approfondis et structurants, elles sont également engagées dans des relations de concurrence aiguës : la région constitue une véritable arène dans laquelle les élites shan, pa-o et intha se confrontent, rivalisant pour l'hégémonie symbolique, rituelle et politique locale.

Adoptant ici une perspective historique, nous mettons ici en évidence la fluidité du pouvoir ; nous retraçons comment ce dernier circule, se capte et se perd d'un groupe à l'autre. Ainsi, dans la partie 3.1, nous montrons comment les *sawbwa* shan, malgré des relations ambivalentes et conflictuelles avec les souverains des basses terres, ont dominé la région du lac Inlé pendant de longs siècles, avant de connaître une première éclipse lors de la colonisation britannique.

Dans la partie 3.2, qui couvre la période entre l'indépendance birmane (1948) et le début des années 1990, nous analysons comment leurs rébellions armées ont marginalisé les anciens maîtres shan et les Pa-O. Le vide hégémonique qui en résulte est subtilement réinvesti par les Intha, qui font valoir auprès du régime Ne Win leur statut de « bons citoyens » (Maung Thawnhmung, 2011 : 30) et leur proximité avec la culture bamar dominante. Par ce positionnement, ils jouissent d'un véritable transfert de légitimité de la part du gouvernement central, qui leur permet d'asseoir leur hégémonie régionale.

Dans la partie 3.3, qui traite de l'ère SLORC/SPDC, nous expliquons comment le gouvernement central, en quête d'un allié puissant capable de contrôler la périphérie rebelle en son nom, coopte la *Pa-O National Organization* (PNO) comme maître du territoire. Les rapports de force régionaux connaissent une inversion spectaculaire : désormais, l'organisation pa-o exerce une domination politique, militaire et économique sur tout l'État Shan du Sud. Pour le régime birman, ce partenaire alliant force armée et connaissance du territoire permet de donner un nouvel élan à l'intégration de l'État Shan du Sud, à travers la militarisation du plateau, l'appropriation de l'espace rituel et la mainmise sur l'environnement. Ce transfert de légitimité depuis le SLORC/SPDC vers la PNO se fait

clairement au détriment des Intha, et nourrit une rancœur et une défiance tenace vis-à-vis de l'organisation pa-o.

Dans la partie 3.4, nous montrons comment la transition politique de 2011 bouleverse à nouveau le panorama local du pouvoir. En effet, la PNO doit accomplir une mue difficile : l'organisation armée doit en effet se reconstruire comme force politique. La bascule est d'autant plus délicate qu'elle est désormais concurrencée auprès de la communauté pa-o par d'autres acteurs politiques (groupes armés rentrés dans le rang ou organisations de la société civile), qui contestent sa légitimité. Dans le même temps, à la faveur de la Constitution de 2008, les Intha effectuent un retour dans l'arène politique et symbolique régionale, notamment grâce à l'élection d'un *ethnic minister* intha, capable – théoriquement – de porter leur voix auprès du gouvernement de Taunggyi. Néanmoins, les Intha considèrent ce premier pas comme insuffisant, et appellent désormais de leurs vœux une *Self-Administered Zone* (SAZ) intha, vue comme le seul rempart aux revendications territoriales des Pa-O.

### **3.1. Eres précoloniale et coloniale : grandeur et décadence des *sawbwa shan***

En résumant le plus souvent le lac Inlé aux seuls Intha, l'imaginaire touristique actuel tend à occulter l'essentiel de l'histoire de la région : pendant des siècles, cette dernière a été dominée par les seigneurs shan. Loin de la Birmanie rurale décrite aux visiteurs, semée de villages assoupis, vivant dans une échelle purement locale et loin des luttes de pouvoir, les sources historiques soulignent au contraire l'importance politique d'Inlé, à l'échelle régionale mais aussi nationale.

Ainsi, bien qu'il règne encore des incertitudes quant à la date de fondation de la première capitale shan (dont les remparts restent encore visibles à 7,5 km au nord de l'actuelle Nyaungshwé), l'époque de sa destruction est documentée par la légende orale, qui l'attribue aux Chinois, au IX<sup>ème</sup> siècle (Robinne, 2000). Les Shan seraient donc présents autour d'Inlé depuis plus de douze siècles.

Par la suite, la région entretient un lien fort avec la Birmanie des rois de Bagan (XI-XIII<sup>ème</sup> siècles), dans une relation d'allégeance plusieurs fois renouvelée. Selon la *Chronique du Palais de Cristal*, le souverain birman Anawratha vient ainsi s'assurer l'allégeance du *sawbwa* d'Inlé (Khin Ohnmar Aung, 2000 : 4). D'après la tradition orale, le roi Alaungsithu,

parcourant la région à bord d'une barge sacrée, y introduit le bouddhisme : une légende religieuse qui est à lire sous un angle essentiellement politique, retraçant les efforts de conquête territoriale des Birmans. À Inlé, les nombreuses pagodes de style Bagan, comme celles de Than Taung, Indein, Nam-Pan, Taung Taw ou Pawrita seraient donc autant des édifices religieux que des bornes symboliques de l'aire d'influence des rois birmans (Robinne, 2000 : 37-42).

Au XIV<sup>ème</sup> siècle, alors même que la chute de Bagan laisse un vide politique, les Shan renforcent leur emprise sur la région avec la fondation d'une nouvelle capitale : Yawng Hwe<sup>158</sup> – l'actuelle Nyaungshwé – édifée en 1359 par le *sawbwa* Sao Hseng Hpa sur les rives du lac Inlé. Elle restera la capitale du royaume du même nom jusqu'en 1959 (*ibid.*).

C'est sous la dynastie de Toungoo (XVI-XVIII<sup>ème</sup> siècles) que les souverains birmans renforcent leur influence sur les collines shan, intégrées dans le système d'État-mandala (Bruneau, 1991). Ainsi le roi Bayin Naung, puis son fils Nyaung Yan occupent Yawng Hwe à la fin du XVI<sup>ème</sup> siècle, afin d'obtenir la loyauté et le tribut des seigneurs d'Inlé. Afin de mieux contrôler leur immense empire, les souverains de Toungoo le découpent en plusieurs subdivisions ; celle de Kanbawza, qui couvre une large partie des collines Shan, a Yawng Hwe pour capitale (Khin Ohnmar Aung, 2000 : 5-6).

Par ailleurs, une chronique birmane rédigée en 1637 cite Yawng Hwe parmi les 175 *myo* (villes) de Birmanie (Thidar Soe, 1997 : 3). En 1783, elle figure cette fois parmi les 230 villes birmanes dans lesquelles le roi Badon fait construire des pagodes (*ibid.*) : autant de reconnaissances royales qui font de Yawng Hwe une ville d'importance, un point d'appui dans le maillage territorial du pouvoir birman, mais aussi – et surtout – qui renforcent son poids au sein des États Shan.

Ainsi, parmi les neuf royaumes shan (appelés *Ko Sham Pyi*<sup>159</sup>, Michio, 2007 : 183-184) qui dominaient le plateau au XIX<sup>ème</sup> siècle, celui de Yawng Hwe apparaît comme l'un des plus étendus<sup>160</sup>. Au XIX<sup>ème</sup> siècle, Hsipaw (au nord du plateau), Kengtung (à l'est), et Yawng

---

<sup>158</sup> *Yawng* signifie « haute terre » et *Hwe* « vallée » en Shan. Le nom de la ville signifie donc « la vallée entre les collines ».

<sup>159</sup> En birman : ကိုရှမ်းပြည်

<sup>160</sup> D'après un décret royal de 1808, le royaume de Yawng Hwe est borné à l'est par la rivière Pang, à 170 km de Yawng Hwe ; à l'ouest par les villes de Hlaingdet et Yamethin, au pied du talus Shan, à 80 km ; au nord, par la rivière Nam Tu (Myintge), à plus de 180 km ; au sud par la ville de Toungoo, à 200 km (Scott et Hardiman, 1901 : 384).

Hwe forment ce que les Britanniques surnomment le *Trinity Club*, la triade des royaumes shan les plus puissants, et dont l'influence se fait sentir bien au-delà (Donnison, 1970 : 34 ; Aye, 2009 : 65).

Dans le contexte troublé qui suit la troisième guerre anglo-birmane (1885), Sao Ohn, *sawbwa* de Yawng Hwe, demande l'intervention britannique pour pacifier le plateau shan. Les troupes coloniales y prennent pied en décembre 1886. En l'espace de quelques semaines, ils en prennent le contrôle et parviennent à renouer les alliances et les rapports de suzeraineté entre le pouvoir central – désormais britannique – et les seigneurs shan (Sao Tzang Yawnghwe, 2010 [1987] : 70-73).

Dans le même temps, la puissance coloniale se livre à un redécoupage politique et territorial des royaumes shan : leur nombre passe ainsi de neuf à dix-sept, et celui de Yawng Hwe voit sa superficie réduite<sup>161</sup> (Robinne, 2000 : 46). Dans le sud de l'État Shan, les colons n'établissent pas leur quartier général à Yawng Hwe, mais fondent Fort Stedman sur les collines de l'est, au-dessus de l'actuel village de Maing Thauk, marquant une prise de distance symbolique par rapport au *sawbwa*<sup>162</sup>. Ces recompositions successives portent un premier coup à la légitimité des Shan, la vidant de sa substance politique et économique, et la cantonnant au champ symbolique (*ibid.* : 53).

Après cette longue éclipse, l'influence politique des Shan autour d'Inlé connaît un certain renouveau après la Seconde Guerre Mondiale, grâce au personnage de Sao Shwe Thaik, dernier *sawbwa* de Yawng Hwe. Ce dernier joue notamment un rôle décisif dans la tenue de la conférence de Panglong, qui réunit en février 1947 le général Aung San et des représentants chin, kachin et shan (*cf.* 0.2.2.). Dans la foulée, il est nommé premier président de l'Union de Birmanie de 1948 à 1952, puis président du Parlement jusqu'en 1962 (Elliott, 1999). Néanmoins, ce retour aux affaires est de courte durée : dès le début des années 1950, le contexte national et régional des plus troublés pousse les *sawbwa* shan dans l'ombre.

---

<sup>161</sup> Le recensement de 1913 montre d'ailleurs que ce royaume de Yawng Hwe, cœur de l'ancien grand royaume du même nom, était en réalité très peu shan : les Shan ne représentaient alors que 16 % de la population, contre 44 % pour les Intha 32 % pour les Pa-O (Nyan Sint, 2013 : 34). Cela laisse entendre que la légitimité des Shan ne pouvait pas s'appuyer sur une domination démographique, mais plutôt sur un corpus mythique et historique, forcément plus fragile.

<sup>162</sup> En 1894, à la suite d'une mutinerie de Gurkhas, le siège de l'administration coloniale est déplacé à Taunggyi (Robinne, 2000 : 53).

### **3.2. De l'indépendance à la fin de l'ère Ne Win (1948-1988) : la construction de l'hégémonie intha**

L'histoire du plateau shan a toujours été marquée par les conflits, que ce soit les querelles entre *sawbwa*, les raids esclavagistes des Karenni vers la *Mye-Lat* (Scott, 1900 : 305) ou les révoltes paysannes (Christensen et Sann Kyaw, 2006 : 17), au point que la période de colonisation – ou plutôt de monopolisation de la violence – britannique fait figure, aux yeux de certains observateurs, d'ère pacifique (Sao Tzang Yawngnhe, 1987 : 13).

Dès 1948, la conflictualité fait son retour sur le plateau. Dans les années 1950, les affrontements mettent aux prises le gouvernement central, les communistes birmans, le *Kuomintang* chinois et des mutins de l'armée birmane. À partir des années 1960, les révoltes shan et pa-o prennent de l'ampleur. Quittant le camp de la légalité pour celui de l'insurrection, les deux groupes sont sévèrement condamnés par le régime Ne Win, et perdent leur légitimité locale, laissant un espace de vacance hégémonique que les Intha s'empressent de réinvestir.

En effet, dans cette périphérie volatile, et face à des conflits qu'il ne parvient pas à mater, le gouvernement central cherche des points d'appui solides. De ce point de vue, les Intha, cultivant une image de pêcheurs pacifiques, apparaissent comme des partenaires fiables. Dans le cadre de la politique de birmanisation initiée par le régime, le rapprochement se fait également sur le plan culturel : les Intha reformulent leurs récits fondateurs pour s'amarrer au corpus mythologique des rois de Bagan et mettre en scène leur birmanité. Ils agissent donc comme des relais de l'influence culturelle birmane en territoire shan.

Cette prime au pacifisme et cette prime à la birmanité se traduisent par un transfert de légitimité depuis le pouvoir central vers les Intha, permettant à ces derniers d'asseoir leur hégémonie économique et rituelle sur l'espace lacustre.

#### **3.2.1. De maîtres à traîtres : la marginalisation durable des Shan**

Malgré l'élection de Sao Shwe Thaik à la tête de la jeune Birmanie indépendante puis du Parlement, les années 1950 marquent la marginalisation des *sawbwa*. D'une part, dès la fin des années 1940, la bordure occidentale du plateau shan est le théâtre de nombreux



affrontements, mettant aux prises une fresque complexe de groupes armés (Chao Tzang Yawnghwe, 1987 ; Smith, 1991 ; Lintner, 1994 ; Ferguson, 2010) : des mutins de l'armée birmane, des rebelles du *Communist Party of Burma* (CPB), et différentes factions de la *Peoples Volunteer's Organization* (PVO), milice pro-gouvernementale en cours de dislocation à l'époque. Par ailleurs, en 1950, les troupes chinoises du *Kuomintang*, en difficulté face à Mao Tse Tong, procèdent à une retraite agressive dans les collines shan : en janvier 1953, elles ne sont qu'à 30 kilomètres de Taunggyi, et en février, elles attaquent Loikaw<sup>163</sup> (Christensen et Sann Kyaw, 2006 : 23). Les *sawbwa* ne pouvant faire face à ces menaces combinées avec leurs propres forces, la *Tatmadaw* intervient brutalement, ce qui ne fait qu'accentuer la rancœur des Shan vis-à-vis du gouvernement central et attiser le nationalisme shan. En 1952, U Nu déclare l'état d'urgence : les *sawbwa* et leur administration sont intégrés dans l'administration militaire du général Ne Win, dur revers infligé à leur légitimité (Smith, 1991 ; Elliott, 1999).

D'autre part, sur un plan plus politique, une vive lutte d'influence oppose les seigneurs shan au gouvernement central, les premiers tenant à préserver certaines de leurs prérogatives princières, le second cherchant à mettre en place un gouvernement centralisé ; les premiers protestant contre le maintien d'un système colonial, dans lequel le centre – bamar – domine les périphéries, le second se posant comme barrage contre le retour à un féodalisme archaïque. Sous la pression croissante du régime, mais aussi de leur population, les *sawbwa* renoncent officiellement à leurs pouvoirs administratifs en 1959 (Smith, 1991).

En 1959, de jeunes nationalistes shan prennent la ville-garnison de Tangyan, dans le nord de l'État Shan. Ce premier mouvement de révolte de la part des Shan marque un basculement ; d'autres escarmouches s'ensuivent. Ces militants shan convergent avec les Karen ou les Kachin, et réclament désormais tout haut un système fédéral (*ibid.*). C'est dans ce contexte très tendu que le 1<sup>er</sup> mars 1962, le Général Ne Win s'empare du pouvoir à Rangoun. La résidence de Sao Shwe Thaik dans la capitale birmane est prise d'assaut, l'un de ses fils est tué ; lui-même est arrêté et meurt en prison quelques mois plus tard ; sa femme principale, Sao Hearn Kham, *mahadevi* de Yawng Hwe, fuit en Thaïlande, d'où elle dirige l'opposition armée à Ne Win ; son fils Sao Tzang gagne la jungle, où il participe activement à la création de la *Shan State Army* (Elliott, 1999) : autant de gestes, autant d'oppositions qui

---

<sup>163</sup> Donnison (1970 : 34) indique même que le KMT aurait pris Nyaungshwé en janvier 1953. Cependant, nous n'avons trouvé mention de ce détail nulle part ailleurs, que ce soit dans la littérature spécialisée, dans les mémoires de la famille du *sawbwa* ou dans les témoignages oraux sur place, alors même que la prise d'une ville aussi symbolique pouvait difficilement passer inaperçue.

signent la chute des *sawbwa* ; aux yeux du régime, les anciens maîtres sont désormais des traîtres. Dans la fresque ethnique de la région d'Inlé, cette disgrâce disqualifie durablement les Shan.

Dans la foulée du coup d'État, l'appareil administratif des *sawbwa* est démantelé par le pouvoir central, qui accapare la responsabilité de nommer fonctionnaires, chefs de village et responsables religieux. Le grand *haw*<sup>164</sup> de Nyaungshwé est confisqué par le Département de la Culture en 1972 et converti en musée. En 2007, les artefacts relatifs à la famille princière auraient été retirés par les autorités, au profit de statues et d'œuvres d'art bouddhiques (Maung Thawnhmgung, 2011 : 50). En d'autres termes, le passé shan et politique de ce qui était le *sawbwa haw* a été neutralisé, au profit du bouddhisme très birman du désormais *Nyaungshwe Cultural Museum*.

La toponymie elle-même a connu un changement marqué : le nom shan de Yawng Hwe (« la vallée entre les collines ») cède la place à l'appellation birmane de Nyaungshwé (« le banian d'or »). Cette substitution, qui aurait débuté après la Seconde Guerre Mondiale et se serait systématisée dans les années 1960, a également concerné d'autres localités de la région (Robinne, 2000 :46). Au quotidien, la langue shan, encore fréquemment utilisée sur les marchés dans les années 1970, avait quasiment disparu dans les années 1990 (*ibid.* : 45), et nous ne pouvons que confirmer cette tendance.

Aujourd'hui, les Shan ne représentent plus que 5 % de la population du canton de Nyaungshwé (Nwe Nwe Win, 2009 : 25). Les élections générales de 2015 mettent en lumière leur faiblesse politique sur les rives du lac Inlé : leurs partis politiques y obtiennent des scores dérisoires. En avril 2017, lorsque des élections partielles sont organisées pour remplacer au parlement de Nay Pyi Taw le député NLD de Nyaungshwé, les partis ethniques shan n'alignent même pas de candidat<sup>165</sup>.

### **3.2.2. La révolte pa-o et le basculement du « mauvais côté »**

Née dès 1947, la guérilla pa-o est l'une des plus anciennes de Birmanie. Néanmoins, il est important de souligner qu'à l'époque, elle n'était pas orientée contre le gouvernement central birman, considéré comme lointain et peu influent, mais contre l'opresseur direct shan

---

<sup>164</sup> Le terme *haw* est un mot shan désignant le palais des *sawbwa*.

<sup>165</sup> Source : Commission Electorale de l'Union : <http://uecmyanmar.org>

(Yue, 2016). Les meneurs pa-o, U Hla Pe en tête, dénoncent en effet les pouvoirs féodaux des *sawbwa* à travers une critique – moraliste et largement soutenue par la communauté monastique – de leur monopole sur le commerce de l’opium et sur les activités de jeu, qui appauvrirait une paysannerie déjà démunie (Christensen et Sann Kyaw, 2006 : 17-18). En 1950, avec le soutien des Karen, la guérilla pa-o se structure en *United Pa-O Nationalist Organization* (UPNO), et s’affirme comme une force politique et militaire majeure autour du lac Inlé. Selon Hugh Tinker, « au sud de Taunggyi, U Hla Pe et les insurgés taungthu [pa-o] étaient invulnérables » (in *ibid.* : 22).

Cette contestation se double d’un nationalisme dynamique, qui se traduit notamment par l’imposition – armes à la main – d’un nouvel ethnonyme : alors qu’aux ères précoloniale et coloniale, ils étaient affublés de l’exonyme plutôt méprisant de *taungthu*<sup>166</sup>, ils insistent désormais sur l’endonyme « Pa-O » (Chit Hlaing, 2007 : 119), terme qui réfère à leur mythe fondateur. En effet, dans leur langue, le terme « Pa-O » (« se craqueler » + « enlever la peau, la coquille ») renvoie à l’éclosion des œufs de la *naga-ma* dont seraient sortis le frère et la sœur originels (Christensen et Sann Kyaw, 2006 : 1).

À la suite de puissantes contre-attaques de la *Tatmadaw* et des appels à la paix de U Nu, les Pa-O déposent symboliquement les armes à Taunggyi en mai 1958. À cette occasion, d’autres ethnies sont également présentes, dont deux meneurs intha (Christensen et Sann Kyaw, 2006 : 25). Certains Intha ont en effet combattu aux côtés des Pa-O (*cf. infra*), mais ces derniers semblent avoir largement effacé cet épisode de coopération de leurs récits, peut-être pour offrir une vision cohérente, unifiée, celle de la nation pa-o combattant seule l’opresseur shan, puis le gouvernement central. Dans un récit héroïque et éminemment politique, il n’y a de place que pour un.

Les accords de paix signés en 1958 sont de courte durée : alors que les *sawbwa* shan sont réduits à l’impuissance et que les Pa-O semblent avoir atteint leur objectif, l’emprisonnement de leur chef U Hla Pe en 1963 marque une résurgence du conflit, cette fois principalement orienté vers le gouvernement central (Yue, 2016). Cependant, le mouvement pa-o éclate dès la fin des années 1960 en deux branches : les *Red Pa-O* communistes de la *Shan State Nationalites Liberation Organization* (SSNLO), dirigés par le Karen Tha Kaley, font sécession des *White Pa-O* nationalistes de U Hla Pe qui, après la mort de ce dernier, se

---

<sup>166</sup> En birman : မောင့်တောင်, ou « habitants des montagnes ».

restructurent en *Pa-O National Organization* (PNO) sous les ordres de U Aung Kham Hti, un ancien moine charismatique<sup>167</sup> (Lintner, 1994 : 431-432). Cette opposition idéologique entre *Red Pa-O* et *White Pa-O*<sup>168</sup> dégénère en guerre fratricide dans les années 1970 et 1980 : les combats entre les deux factions sont bien plus nombreux et meurtriers que contre la *Tatmadaw* (Christensen et Sann Kyaw : 15). Les affrontements sont également réguliers avec d'autres groupes armés rivaux : *Kuomintang*, *Shan United Revolutionary Army* (SURA), *Shan State Army* (SSA), ou encore *Shan United Army* (SUA) du célèbre baron de la drogue Khun Sa (Smith, 1991). L'un des principaux enjeux : le contrôle de la frontière thaïlandaise, lieu de passage d'une contrebande lucrative, et de ce point de vue, la PNO est en grande difficulté, prisonnière de son territoire.

Si les combats entre groupes rebelles sont féroces entre Inlé et Salouen, les abords du lac Inlé proprement dit ne sont que peu touchés. En effet, les affinités que les Intha construisent avec le régime Ne Win les rendent bien peu réceptifs aux discours de mobilisation pa-o, shan ou communistes. D'un point de vue militaire, le relief dégagé de la vallée de Nyaungshwé se prête peu à la guérilla.

Bien que les informations à ce sujet soient assez confuses, le lac semble néanmoins avoir été le théâtre d'affrontements sporadiques : certaines sources évoquent des raids des militants communistes contre des coopératives textiles d'État dans le village d'Inn Paw Khone en 1967<sup>169</sup> ; d'autres font état d'attaques pa-o contre les magasins d'État du BSPP : ceux d'Inn Paw Khone et de Nampan (au sud du lac) en 1965 ; ceux de Maing Thauk, Thilaw et Nyaungshwé (au nord) en 1972<sup>170</sup>. En réalité, Inlé n'est pas tant une zone de combat qu'une aire de taxation et d'extorsion pour les rebelles, et notamment les Pa-O, qui sont les plus actifs dans la région, ce qui pousse certains Intha établis sur la terre ferme à gagner la relative sécurité des hameaux lacustres<sup>171</sup>.

---

<sup>167</sup> Le rang monastique de U Aung Kham Hti a longtemps conféré à la PNO une certaine supériorité morale.

<sup>168</sup> Cette implosion d'un groupe armé était en réalité très courante dans les années 1970, à une époque où le communisme apparaît comme le parti des vainqueurs, comme l'avenir. Les guérillas shan, karenni et lahu – entre autres – ont été minées par de telles dissensions, servant directement les intérêts du gouvernement central (Smith, 1991). Une telle fractalisation de l'opposition conduit à une situation des plus confuses : dans les années 1970, on ne compte pas moins de 40 factions rebelles dans tout l'État Shan (Ferguson, 2015 : 133).

<sup>169</sup> Source : *Eleven Media*, 6 janvier 2019 : « မူလ နန်းပန်မြို့နယ် ပြန်လည်ရရှိရန် ပြည်သူ့လူထုတွေ့ဆုံပွဲ ပြုလုပ်ပြီး ဝန်ကြီးချုပ်မှတစ်ဆင့် နိုင်ငံတော်သမ္မတထံ တင်ပြထားဟုဆို »

<sup>170</sup> Source : U Win Myint, ancien *ethnic minister* intha, comm. orale, 15 juin 2017.

<sup>171</sup> Source : Ma Win Win Khaing, hôtelière, comm. écrite, 5 janvier 2018.

À la chute de Ne Win en 1988, le SLORC reprend l'initiative dans la région, donnant un nouvel élan à sa stratégie des *four cuts* (cf. 0.2.4.1.), doublant la taille de son armée, et important de grandes quantités d'armes chinoises modernes. Dans le même temps, en cette période de fin de Guerre Froide, les guérillas communistes connaissent un effondrement rapide, permettant à la *Tatmadaw* de concentrer ses efforts militaires sur les derniers groupes actifs. Sous la pression militaire croissante, la PNO signe un cessez-le feu en avril 1991 (Christensen et Sann Kyaw : 15).

En résumé, les années 1950 à 1980 représentent une occasion manquée pour les Pa-O : pour eux qui n'avaient jamais joui d'une position dominante dans l'État Shan du Sud, pour eux qui ont longtemps été considérés comme des montagnards rustres, la disgrâce des seigneurs shan aurait pu représenter une opportunité. Le traité de paix signé en 1958, ainsi que leur solide organisation politico-militaire auraient d'ailleurs pu constituer des avantages décisifs en ce sens. Néanmoins, la résurgence de leur activisme en 1963 les cantonne durablement du côté des rebelles, ennemis du régime ; la communication gouvernementale les décrit comme des guérilleros brutaux ; l'implosion de leur mouvement à la fin des années 1960 brouille les cartes et les discrédite politiquement.

### **3.2.3. « Prime au pacifisme » et « prime à la birmanité », ou l'affirmation de l'hégémonie intha**

Cette double marginalisation des Shan et des Pa-O profite largement aux Intha qui, dans le contexte heurté des années 1950-1980, savent se positionner en partenaires fiables du régime Ne Win et en relais de l'influence birmane sur le plateau.

Bien que ces détails restent bien peu connus, et n'apparaissent que de manière ponctuelle et évasive dans la bibliographie (Rolly, 1982 : 55), les Intha ont bel et bien pris part aux combats qui ont agité les collines shan, d'abord contre les *sawbwa* shan jusqu'au milieu des années 1950, puis contre les communistes du CPB. Jusqu'au cessez-le-feu de 1958, ils combattent aux côtés des Pa-O, mais apparemment avec leur propre structure de commandement, avec deux chefs charismatiques, Bo Myaing et Saya Nyunt. Lorsque les

hostilités reprennent au début des années 1960, seul Bo Myaing aurait repris les armes, cette fois sous commandement pa-o<sup>172</sup>.

Cet épisode semble aujourd'hui tombé dans l'oubli : aucun de nos interlocuteurs intha n'en a fait la moindre mention. Cette amnésie actuelle est en fait le résultat d'un positionnement passé précis, aux implications stratégiques. En effet, au moment où le régime Ne Win pointe durement du doigt les « insurgés » et en fait des repoussoirs de la nation tout en érigeant en exemple les « bons citoyens » (Maung Thawnhmung, 2011 : 30), les Intha désamorcent leur ethnicité et la déchargent de sa conflictualité et de sa violence, manœuvre d'autant plus aisée que la mobilisation des Intha ne s'est jamais faite contre le gouvernement central, mais contre les *sawbwa* et le CPB. Dans cette construction collective des Intha pacifiques par opposition aux Pa-O insurgés, il est évident que les premiers ont effacé tout souvenir des combats communs aux côtés des seconds. Cette recomposition identitaire s'est prolongée jusqu'à aujourd'hui : les Intha se décrivent toujours comme des pêcheurs industriels et pacifiques ; selon un de nos interlocuteurs, la docilité des Intha, leur fidélité au gouvernement central et aux grands personnages historiques birmanes comme le Général Aung San seraient même l'un des piliers de l'identité intha<sup>173</sup>. En s'offrant à la junte comme point d'appui stable dans une région secouée par les rébellions, les Intha obtiennent donc une prime au pacifisme, que certains chercheurs ont sous-estimée, mais qui nous semble être un moteur essentiel de l'hégémonie intha sous l'ère Ne Win.

Dans le même temps, les Intha, bien conscients de la vision du monde bamaro-centrée nourrie par la junte et de sa politique de birmanisation des périphéries, entament un rapprochement symbolique. Comme l'a démontré F. Robinne, ils remobilisent leur mythe fondateur à leur profit. En effet, d'après l'histoire orale intha, le souverain birman Alaungsithu, de retour de ses conquêtes dans le sud du royaume, aurait entraîné dans son sillage des populations entières. Faisant halte à Inlé, il aurait ordonné à deux frères de Dawei de s'implanter dans la région (Robinne, 2000 : 60). Les Intha font donc remonter leurs origines au XII<sup>ème</sup> siècle, en lien très étroit avec la royauté de Bagan : certes, ils seraient arrivés dans la région en tant que populations déportées, plus ou moins captives, mais ils

---

<sup>172</sup> Source : U Khun Maung Ngwe, ancien responsable militaire pa-o et responsable de l'organisation touristique *Golden Island Cottage*, comm. écrite, 5 juillet 2018.

<sup>173</sup> Source : U Tun Hlaing, Intha ministre, comm. orale, 11 mars 2017. Ce discours ne se limite pas aux seules élites politiques : il est omniprésent dans la chanson populaire et les *posts* Facebook, dans lesquels les Intha s'associent systématiquement au terme « honnête » (*yoe-thar*) : ils ne sont ni calculateurs ni violents ; ils sont intègres, authentiquement bons (*cf.* 8.3.).

l'auraient fait dans le sillage très direct d'un grand monarque, et se seraient installés à sa demande expresse.

D'après la légende, Alaungsithu façonna le lac Inlé de ses mains : lorsqu'il arriva dans la région à bord de sa barge sacrée, il resta bloqué par les montagnes ; il les fendit de son sabre et cinq rivières s'engouffrèrent par la brèche, formant le lac Inlé. Cette entaille, visible à l'ouest du lac, est aujourd'hui encore appelée la « trouée de la barge royale » (*ibid.* : 37-38). Venant des « fils du lac », cette légende ne fait que renforcer leur légitimité royale et bouddhique : leur cadre de vie lui-même serait né des pouvoirs magiques d'Alaungsithu. En d'autres termes, les Intha ne revendiquent pas une filiation avec un plan d'eau ordinaire, mais plutôt avec un lac né d'un moment de pouvoir religieux, magique – et politique.

Contraste révélateur des enjeux que peuvent recouvrir les mythes, les légendes shan proposent une vision bien différente de la migration des Intha : deux frères de Dawei seraient arrivés du sud du pays, épuisés par les conflits entre Birmans et Thaïs, et auraient demandé refuge au premier *sawbwa* et fondateur de Yawng Hwe, Sao Hseng Hpa, ce qui placerait plutôt leur arrivée dans la région au XIV<sup>ème</sup> siècle. Le seigneur aurait pris les deux frères à son service, et les aurait autorisés à s'installer aux portes de sa capitale, à l'emplacement de l'actuel village de Nan-Thè (*ibid.* : 60-61).

Ces récits inscrivent donc les Intha dans deux régimes de vassalité – et donc de légitimité – différents : les Intha mettent en avant une filiation royale, peut-être subie à l'origine mais qui aurait évolué en relation de confiance ; les Intha seraient donc, dans une certaine mesure, dépositaires de l'empreinte royale birmane à Inlé, et en aucun cas tributaires des *sawbwa* shan. De leur côté, les Shan ne font pas état du lien entre les rois de Bagan et les Intha, et soulignent au contraire le lien de vassalité de ces derniers vis-à-vis du seigneur de Yawng Hwe (Stadtner, 2011 : 306). Cependant, cette dernière lecture est aujourd'hui très marginale, et c'est la version des Intha qui fait référence (Robinne, 2000).

À l'inverse, difficile pour les Shan et les Pa-O de puiser des éléments de légitimation auprès des souverains birmans, car tout les y opposent – notamment la langue, l'alphabet, l'organisation sociale – et car leur histoire contemporaine est avant tout une histoire d'opposition au gouvernement birman. Leur corpus mythique est donc incomplet : glorieux

sur le plan religieux, mais pas assez birman pour en tirer de quelconque bénéfice<sup>174</sup>. Comme le relève F. Robinne :

« Les Shan et la Pa-O, en se limitant à leurs seuls mythes fondateurs [...] n'ont jamais pu acquérir au niveau régional la reconnaissance que semble conférer cette référence à la royauté de Bagan. Jusqu'alors, seule l'appropriation du mythe birman a donné sa légitimité à tout développement rituel dans la région, comme à toute reconnaissance d'une domination ethnique » (*ibid.* : 324).

Dans le cadre de la politique de birmanisation menée par le régime de Ne Win, les Intha ont donc accompagné les « critères ethniques du système englobant » (Barth, 1969, in McCannell, 1986) à leur avantage et pleinement joué du lien privilégié qu'ils revendiquent avec la royauté birmane du XII<sup>ème</sup> siècle pour se rattacher au camp des vainqueurs du XX<sup>ème</sup> siècle, et proclamer leur supériorité symbolique par rapport à leurs voisins.

En effectuant ces deux repositionnements – l'un sur le plan politico-militaire, l'autre dans le champ mythologique – les Intha se distinguent comme des alliés logiques, des partenaires sûrs pour une junte militaire en difficulté. Ils perçoivent donc une prime au pacifisme et une prime à la birmanité, aux bénéfices très concrets.

Ces derniers se font tout d'abord ressentir dans le champ politico-administratif. Ainsi, lorsque le régime Ne Win démantèle l'appareil administratif des *sawbwa* et s'arroge la responsabilité de nommer fonctionnaires, chefs de village et responsables religieux, il choisit des personnalités d'origine bamar mais également des Intha (Robinne, 2000). Ces derniers présentent en effet l'avantage de bien connaître le territoire local et son tissu social ; par ailleurs, ils sont birmanophones, ce qui favorise leur intégration dans l'appareil administratif, tout en participant de la birmanisation culturelle de la région. Intermédiaires précieux

---

<sup>174</sup> Les Shan auraient été les premiers occupants de la région. Ils se réclament d'un lignage prestigieux, remontant au royaume de Tagaung, qui aurait été fondé par un prince indien de la même dynastie que Siddhartha, le futur Gautama Bouddha. Après l'invasion de ce royaume par des armées chinoises, une partie de sa population aurait migré vers les états Shan (Robinne, 2000 : 46-47). Une fraction s'installe alors sur les rives d'Inlé, mais aussi sur ses eaux : « le lac [fut] d'abord un territoire shan avant de devenir un bastion intha » (*ibid.* 61).

Quant aux Pa-O, ils seraient arrivés au XI<sup>ème</sup> siècle depuis l'actuel état Môn. Après le sac de leur capitale Thaton par les armées d'Anawratha en 1057, une partie d'entre eux aurait remonté la Salouen pour trouver refuge dans les collines Shan. Selon leur mythe fondateur, les Pa-O seraient les descendants d'un alchimiste (*weikza*, ဝိဇ္ဇာ) et d'une femme-dragon (*naga-ma*, နဂါးမ) qui aurait pris l'apparence d'une femme. Ce mythe serait également à l'origine de leur costume « traditionnel » (annexe 26) : « les hommes Pa-O portent le turban à la manière d'un *weikza* [les extrémités recouvrant les oreilles], tandis que les femmes portent leur turban à la manière d'une tête de *naga* [les extrémités dressées en l'air] » (Robinne, 2000 : 65-66). De même, la longue tunique, la chemise et le court boléro indigo que portent les femmes, se superposant selon trois longueurs différentes, rappelleraient les écailles du *naga* (Christensen et Sann Kyaw, 2006 : 2).



positionnant la région sur la carte administrative nationale, représentants de l'État, garants du développement et de l'éducation sur place, les Intha renforcent leur influence et leur légitimité. Aujourd'hui encore, la prégnance de la fonction publique ne se dément pas à Nyaungshwé ; certains quartiers, comme celui de Myolae, sont essentiellement peuplés de petits fonctionnaires, instituteurs, personnel du département des impôts, de l'administration générale ou de l'environnement.

Le deuxième champ de bénéfices pour les Intha est économique : les années 1960 marquent véritablement leur essor. Certes, les habitants du lac ont toujours été décrits comme plutôt aisés : dès 1904, un Britannique visitant la région d'Inlé observe que « les habitants paraissent aussi vigoureux qu'ils semblent prospères. » (Dutertre, 1904 : 476), et ce constat est réitéré par le botaniste D.M. Nath à la fin des années 1950 (Nath, 1960 : 176).

Néanmoins, l'ère Ne Win semble marquer un réel essor. C'est ainsi dans les années 1960-1970 que les jardins flottants connaissent leur rythme d'extension maximal (Michalon et al., 2019) et qu'ils s'affirment comme un pilier de l'économie locale. Ce décollage est essentiellement dû à un meilleur accès au marché national, processus qui présente certes une dimension purement physique (notamment l'amélioration des infrastructures de transport, cf. Michalon, 2014 : 28), mais aussi – surtout ? – une facette politique : dans une économie aussi contrôlée et centralisée que celle de la Birmanie de Ne Win, un produit n'accède au marché que si le gouvernement l'entend ainsi.

En parallèle, l'industrie textile du lac connaît un véritable âge d'or : au début des années 1970, L. Bernot décrit bien les couturiers intha, travaillant du matin au soir, prenant plus de commandes qu'ils n'en peuvent honorer – quitte à les confier à des proches – et dégageant des revenus très confortables. Détail significatif : une partie significative de ce travail consiste à produire des uniformes, commandés par le gouvernement socialiste pour son personnel administratif, pour les ouvriers de ses coopératives et de ses usines (Bernot, 2000 : 520). Comment lire cette coopération entre le régime et les Intha ? Simple loi de l'offre et de la demande entre un client aux besoins conséquents et des artisans compétents ? Stimulation volontariste des réseaux économiques entre plateau shan et *Bamar Pyi* pour intégrer la marge et servir la construction nationale ? Ou peut-être aussi une manifestation du lien clientéliste entre le gouvernement Ne Win et les Intha, autour d'un produit hautement symbolique, à savoir l'uniforme ?

Notons d'ailleurs que ces Intha travailleurs sont promus comme exemples par le gouvernement. En effet, à partir de l'année budgétaire 1964-1965, le BSPP gratifie chaque année près de mille « travailleurs modèle » d'un séjour dans des camps de loisirs à Inlé et à Ngapali. Là, entre deux séances de chants et des remises de diplômes, ils sont emmenés en visite sur le lac, à la rencontre des agriculteurs, des tisserands et des tailleurs (အလုပ်သမားဌာန, 1968 : 51). Les Intha sont donc érigés en exemples inspirant pour des visiteurs eux-mêmes modèle et triés sur le volet. En contrepoint des rebelles shan et pa-o, ils sont présentés à toute la nation comme l'idéal-type du travailleur assidu, du bon citoyen qui, par le seul effet de son travail – et de sa discipline – accède à la prospérité économique. Une complémentarité semble ici se dessiner : d'un côté, le gouvernement peut s'appuyer sur les Intha pour donner de la substance à sa rhétorique et justifier sa politique ; de l'autre, le discours de la junte et le regard légitimant du visiteur agissent comme un puissant vecteur de promotion et de légitimation locale pour les Intha.

Enfin, les Intha se réapproprient le cycle des marchés, ce système de marché tournant qui structure la vie locale. En effet, rappelons que ce dernier est d'origine shan (*cf.* 2.1.3.). Néanmoins, là aussi, l'éclipse des Shan semble avoir marqué un basculement : ces marchés, qui ont tous lieu dans des villages intha sur les rives du lac, sont désormais contrôlés, économiquement et symboliquement, par les Intha. En se réappropriant ce cycle, ces derniers se positionnent donc au centre des réseaux économiques, sociaux et partenariaux, et marquent de leur empreinte la fabrique du social, de l'espace et même du temps.

En l'espace de quelques années, les Intha accèdent donc à une prospérité matérielle qu'ils n'avaient pas connue jusqu'alors, et qui a des traductions paysagères bien visibles. Jusqu'à la Seconde Guerre Mondiale, les maisons lacustres ne comportaient qu'un seul étage, et étaient d'une facture et d'un confort assez ordinaires<sup>175</sup> ; au début des années 1970, lorsque L. Bernot visite la région, il ne cache pas son admiration pour certaines maisons en teck cossues, présentant deux étages et appartenant à des familles de couturiers (Bernot, 2000). Cette aisance n'est pas anecdotique : elle concerne les Intha dans leur ensemble :

« Dans toute la Birmanie, le Intha est connu pour son amour du travail... et de l'argent.[...] Déployant autant d'efforts, de zèle, d'ingéniosité pour les jardins que pour l'artisanat, les Intha retirent de ces produits de luxe un revenu lui aussi appréciable. [...] Bien entendu, il y a des

---

<sup>175</sup> Source : carnet de terrain de L. Bernot n°31 (1971), p. 139.

différences de degré entre ces profits toujours acquis au prix d'un travail incessant, mais au total, on rencontre plus facilement des familles fortunées que des familles misérables. » (Bernot, 2000 : 520-521).

Ce confort financier et matériel s'est prolongé jusqu'à aujourd'hui : une excursion en bateau ou sur la terre ferme donne à voir de nombreuses maisons massives sur pilotis, même dans les villages hors de l'écosystème touristique (fig. 22 et 23). Les façades de teck, percées de larges fenêtres aux volets colorés, sont ornées de balcons aux rambardes travaillées. Les toits sont bien souvent bordés de frises de bois ou de métal ouvragé et rehaussés d'une antenne satellite et d'un poteau électrique sommaire ; entre les pilotis, un, voire plusieurs bateaux à moteur. Même dans les modestes huttes de bambou – notamment dans les villages de pêcheurs, plus défavorisés – on peut relever un tableau électrique de fortune, bien souvent une télévision et des enfants en uniforme revenant de l'école.



Figure 22 : L'aisance matérielle du village de Ye Thar, à l'ouest du lac Inlé. Très peu touristique, il est en revanche une zone importante de production de tomates. Cliché : Martin Michalon, novembre 2015.



Figure 23 : Maisons de teck dans un village à l'ouest du lac, à proximité du monastère de Thayet Thone Pin. Il est à noter que ce village est éloigné des circuits touristiques et que ses habitants ne sont impliqués qu'à la marge dans ce secteur d'activité. Cliché : Martin Michalon, février 2016

Le troisième domaine dans lequel les Intha récoltent les fruits de leur repositionnement par rapport au régime est celui du religieux et du symbolique. Dans la vie quotidienne, les Intha, fervents bouddhistes, traduisent leur récente prospérité économique dans le champ religieux, à travers des donations aux monastères et l'organisation de festivals (Bernot, 2000 : 522). En commanditant ces actions, souvent dispendieuses et très visibles dans l'espace public, les familles aisées construisent – ou confortent – leur assise spirituelle, et donc sociale. Aujourd'hui encore, dans les villages lacustres, les donations les plus importantes à la pagode Phaung Daw Oo, ainsi que les *shinbyu pwe*<sup>176</sup> les plus marquants restent l'œuvre des grossistes en tomates ou des orfèvres de Ywama<sup>177</sup>, même si les acteurs du secteur touristique commencent également à s'affirmer.

On peut observer le même phénomène à Nyaungshwé. D'après le supérieur (*sayadaw*) du grand monastère de Shwegu, jusqu'à la fin des années 2000, très rares étaient ceux qui pouvaient se payer une cérémonie de noviciation en propre : la majorité se cotisaient avec cinquante à soixante-dix autres familles pour organiser une cérémonie conjointe. Seule une petite élite de fonctionnaires, de négociants en tomates et de fabricants de *cheroot* essentiellement intha pouvait organiser leur propre *shinbyu pwe*<sup>178</sup>. Bien que la domination de

<sup>176</sup> En birman : ရှင်ပြုပွဲ. Cérémonie de noviciation, au cours de laquelle les enfants rentrent temporairement dans les ordres.

<sup>177</sup> Source : comptable de la pagode Phaung Daw Oo, comm. orale, 11 décembre 2016.

<sup>178</sup> Source : U Ti Law Ka Nya Na, moine supérieur du monastère de Shwegu, comm. orale, 10 décembre 2016.

cette bourgeoise commerçante s’effrite désormais du fait de l’affirmation des acteurs touristiques (cf. 6.1.), leur importance demeure significative<sup>179</sup>.

Par ailleurs, la nouvelle prééminence des Intha leur permet de prendre le contrôle d’un moment fondamental de la vie religieuse locale : le festival de la pagode Phaung Daw Oo. D’après *La Chronique du palais de cristal*, récit birman compilé dans les années 1830, le roi Alaungsithu parcourait à bord de sa barge sacrée les montagnes mythiques de Malaya, au Sri Lanka, cherchant à atteindre le mont Meru. Il rencontra un vieux couple à bord d’une barque et se lança dans une course avec eux, mais ses concurrents n’étaient autres que Sakra et la princesse Susita, qui remportèrent donc la course grâce à leurs pouvoirs magiques. Sakra apparut à Alaungsithu : au lieu de se rendre au Mont Meru, il devra diffuser le bouddhisme en Birmanie. Par la suite, il sauva de la noyade le fils d’une ogresse tombé dans un lac (ici non identifié) ; soulagée, l’ogresse rendit hommage à Sakra, qui lui fit cadeau de pièces de bois, qu’elle offrit enfin à Alaungsithu. À partir de ces matériaux sacrés, ce dernier sculpta des statues de Bouddha. Là se conclut l’histoire (Stadtner, 2011).

Dès la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, les Intha s’approprient la légende : Alaungsithu se rend en voyage dans les collines shan à bord de sa barge royale, non sans avoir embarqué des habitants de Dawei en route. Il navigue à travers le sud de l’État Shan, fondant de nombreuses pagodes et laissant cinq statues de Bouddha dans le village d’Indein (Scott, 1901 : 566). Cette adaptation du mythe au lac Inlé, cette territorialisation de la légende se renforce tout au long du XX<sup>ème</sup> siècle. La légende telle qu’elle est proposée par les Intha dans les années 1990 conforte l’idée d’un enchaînement fluide entre la rencontre d’Alaungsithu et de Sakra en route vers le mont Meru ; le sauvetage de l’enfant de l’ogresse dans un lac désormais identifié comme Inlé ; l’expédition d’Alaungsithu vers les collines shan ; le dépôt des statues dans la région, et elle y adjoint l’intervention du premier *sawbwa* shan, Sao Seng Pha, qui aurait découvert les statues et leur aurait érigé un sanctuaire (Robinne, 2000 : 267). En résumé, comme le fait remarquer l’historien de l’art D.M. Stadtner (2011 : 312) :

---

<sup>179</sup> Ainsi, le monastère Thei Nan, au bord du canal principal de Nyaungshwé, connaissait au printemps 2017 une opération de rénovation radicale : le monastère de bois sur pilotis cédait la place à un bâtiment massif en briques de deux étages. D’après le supérieur du monastère, le budget total du chantier était d’environ 3 000 lakhs (222 000 €), et quatre familles se distinguaient par leurs contributions : U San Shwe et Daw Tin Kyi, négociants en cigares et en tomates, avaient contribué à hauteur de 300 lakhs (soit 22 000 €) ; U Toat Phyu et Daw Than Shwe ainsi que U Nyo Sei et Daw Ohn Kyi, deux familles de négociants en riz, avaient respectivement donné 150 lakhs (11 000 €) et 100 lakhs (7 400 €) ; U Phyo Than et Daw Phyu Win Phe, grossistes en tomates, avaient offert 100 lakhs (7 400 €). Source : moine supérieur du monastère de Thei Nan, comm. orale, 31 janvier 2017.

« Les lieux légendaires du mythe ont donc été transposés à Inlé, et la base du récit a été légèrement modifiée. [...] Le mythe des cinq Bouddha représente un assemblage d'éléments tirés de *La Chronique du Palais de Cristal*, comme beaucoup d'autres mythes au lac Inlé. »

Le festival de la pagode Phaung Daw Oo, centré autour des cinq statues sacrées de Bouddha (fig. 24) n'est pas un événement ordinaire : ce ne sont pas les villageois qui se déplacent vers la pagode pour leur rendre hommage, mais au contraire ces dernières qui parcourent le lac. Tous les ans, durant le mois de *Thadingyut* (octobre-novembre), elles sont ainsi embarquées sur une barge sacrée dont la proue est ornée d'une tête de *karaweik*<sup>180</sup> (fig. 25), tractée par une dizaine, voire une vingtaine de longues pirogues de cérémonie. Longues de plus de cinquante mètres, elles sont propulsées à la force des jambes par 50 à 100 rameurs chacune (fig. 26). Les statues effectuent un parcours rituel de village en village, où elles sont transportées dans des monastères d'accueil pour recevoir les hommages des fidèles. Dans le même temps, d'autres pirogues, très fines et basses sur l'eau se livrent à des courses spectaculaires sur le lac – jouant le défi lancé par Alaungsithu à Sakra.



Figure 24 : Les cinq statues de Phaung Daw Oo, disposées selon le modèle paradigmatique du carré autour d'un point (Robinne, 2000). L'application de feuilles d'or pendant des décennies ont rendu les statues absolument méconnaissables.  
Cliché : Martin Michalon, mai 2017.

<sup>180</sup> Le *karaweik* est un oiseau mythique au chant mélodieux qui, d'après certaines légendes, rappellerait la voix de Bouddha. Il est représenté tenant une boule rouge dans son bec. D'après la tradition bouddhique, ce serait l'un des Neuf Joyaux (*yadanar*), mais les Intha y voient plutôt une boule de mercure, celle par laquelle le prince indien Pedikaya se serait réincarné en la personne du roi birman Alaungsithu (Robinne, 2000 : 287). On peut lire dans cette réinterprétation une manifestation supplémentaire de la stratégie discursive des Intha : ce qui compte n'est pas tant de s'amarrer à un corpus mythique bouddhique qu'au fond légendaire de la royauté birmane.



Figure 25 : La barge sacrée à l'amarré dans le village d'Indein. L'Indein Chaung étant étroite et sinueuse, les statues sont transportées sur cette petite barge. Elles sont ensuite transférées sur l'embarcation principale à Ywama.  
Cliché : Martin Michalon, octobre 2015.



Figure 26: Le départ de la procession de la pagode Phaung Daw Oo, le jour de la cérémonie d'ouverture du festival.  
Noter, à la poupe, la personne chargée de surveiller la tension du filin qui relie son bateau au suivant.  
Cliché : Martin Michalon, octobre 2015.

Les origines de cette circumnavigation restent peu claires, mais F. Robinne (2000 : 277) la fait remonter au début du XVII<sup>ème</sup> siècle. Pendant longtemps, elle ne compte que cinq haltes, limitées aux villages in-shan du centre du lac. La date de 1885 semble marquer une rupture : le *sawbwa* Sao Ohn prolonge la procession vers Yawng Hwe (shan) et Nanthè (intha), bouclant symboliquement le lac, introduisant une dimension pluriethnique et reconnaissant l'influence intha (*ibid.* : 271). À peine arrivées dans la capitale, les statues étaient d'abord installées dans le palais du *sawbwa*, sur le trône même du seigneur, avant même de gagner le hall d'accueil de la ville, marquant de ce fait l'appropriation du rituel par les élites Shan (Sao Sanda, 2008 : 94).

Par la suite, le circuit connaît plusieurs extensions, aboutissant aujourd'hui à un parcours complet autour du lac Inlé, dans le sens des aiguilles d'une montre, en 18 jours, et à travers 26 villages-étapes (annexe 27). Ces élargissements successifs de la circumnavigation ont donc permis une mise en réseau homogène du lac Inlé, de l'extrême nord à l'extrême sud, de l'ouest à l'est, reliant entre eux les pôles shan, intha, et même inn-pa-o, ainsi que les centralités politiques, religieuses et économiques. Au fil du temps, le festival de la pagode Phaung Daw Oo s'est donc affirmé comme « principe de continuité » d'un territoire et d'une communauté, intégrant la différence, produisant et reproduisant un ordre cosmique porteur de stabilité et d'unité (Robinne, 2000).

La procession a fait l'objet d'un changement rituel majeur lorsque, dans un passé lointain et peu identifié, la barge chavira. Quatre statues furent repêchées, mais en dépit des recherches, la cinquième demeura introuvable avant d'être retrouvée par miracle à son emplacement, à la pagode Phaung Daw Oo. Depuis, cette statue ne participe plus à la circumnavigation et reste à la pagode, remplacée sur la barge sacrée par un bouquet de fleurs. Il est difficile de dater cet incident, mais le recueil *Phaung Daw Oo Thamaing*<sup>181</sup>, publié en 1955 (Thaw Bi Da, 1955 : 14), ainsi que les mémoires de la princesse Sao Sanda, née dans les années 1930 (Sao Sanda, 2008 : 89-90), soulignent déjà son ancienneté. En 1965, nouvel incident : la barge sacrée bascula à nouveau, mais les statues ne tombèrent pas à l'eau (Robinne, 2000 : 263).

Pendant des décennies, voire des siècles, le festival de la pagode Phaung Daw Oo est resté un événement shan, orchestré par les *sawbwa* et consolidant leur légitimité spirituelle et

---

<sup>181</sup> En birman : အင်းလေးဖောင်တော်ဦးဘုရားသမိုင်း



symbolique. Cependant, encore une fois, les années 1950-1960 marquent un basculement : les seigneurs shan sont confrontés à une érosion de leurs pouvoirs et de leur légitimité. À partir de 1962, la famille de Sao Shwe Thaik prend même la fuite, laissant un vide que les Intha s'empressent d'occuper.

En effet, le régime Ne Win apporte de profondes modifications au rôle de servant de pagode – en charge de la préparation et de la conduite de la cérémonie : alors que cette charge était héréditaire à l'époque des *sawbwa*, et dévolue à des Shan ou à des Inn-Shan (Robinne, 2000 : 313), elle est désormais attribuée à des fonctionnaires, désignés-élus de manière centralisée par les autorités. Les Intha, jouissant d'une influence économique et d'une aura religieuse importante, et apparaissant comme les relais fiables de l'influence bamar en territoire shan, s'imposent comme les principaux bénéficiaires de ce changement (Robinne, 1998 : 341). Aujourd'hui encore, et malgré les tentatives des Pa-O ou de l'Armée de se réapproprier le rituel (*cf.* 3.3.2.2.), ils restent intimement associés au festival de la pagode Phaung Daw Oo, en bonne partie grâce aux représentations touristiques (*cf.* 8.2.5.).

Les Intha retravaillent le rituel et certains de ses mythes fondateurs ; ainsi, il est désormais couramment admis – et notamment, encore une fois, grâce au discours touristique – que le miracle de la cinquième statue aurait eu lieu en 1965, alors même qu'il est bien antérieur à cette date. Tout semble fait – consciemment ou non – pour rapprocher historiquement un incident qui se perd dans les limbes du passé, et lui faire retrouver de son éclat, de son intensité et de sa portée symbolique. De la part des Intha, un tel discours est stratégique : si l'événement se déroule au XVIII<sup>ème</sup> ou au XIX<sup>ème</sup> siècle, il se déroule sous le règne d'un *sawbwa* shan, à une époque où le festival est dominé par les Shan ; en revanche, s'il se déroule en 1965, il prend place au moment où les Intha s'affirment dans la région et raffermissent leur emprise sur le festival.

Pour conclure, les années 1950-1960 marquent un basculement des rapports de force dans l'État Shan du Sud. D'une part, les *sawbwa* shan, politiquement affaiblis dans les années 1950, sont définitivement évincés lorsqu'ils passent du côté de l'opposition armée au régime Ne Win. D'autre part, les Pa-O, optant eux aussi pour la voie insurrectionnelle, marqués par les divisions internes, et cantonnés à l'image de rebelles brutaux par la junte, ne peuvent remplir ce vide hégémonique.

Dans ce contexte, les Intha opèrent un repositionnement stratégique. Mettant en scène leur pacifisme et leur loyauté vis-à-vis du gouvernement, ils apparaissent comme des partenaires fiables, des points de fixation du pouvoir central dans une périphérie instable. Dans le même temps, ils réactivent leurs mythes fondateurs pour rappeler leur lien historique avec les souverains birmans, mettre en exergue leur affinité culturelle avec les Bamar, et donc se poser en relais de la politique de birmanisation de la junte.

Cette stratégie discursive permet aux Intha de se positionner aux côtés du régime Ne Win, et d'obtenir des contreparties concrètes : ils sont intégrés au cœur de l'administration locale, comme relais de pouvoir et d'influence, ce qui renforce leur légitimité locale ; ils obtiennent l'accès à de lucratifs marchés économiques, sont montrés en exemple à toute la Birmanie pour leur prospérité industrielle et disciplinée, et s'imposent comme les maîtres du cycle des marchés autour du lac ; enfin, ils remplacent les Shan aux postes de servants de pagode, progrès décisif qui leur permet de se réapproprier le festival de la pagode Phaung Daw Oo. Ces trois dynamiques ne sont à comprendre ni comme successives, ni comme distinctes, mais comme partie intégrante d'un seul et même processus d'affirmation hégémonique.

En quelques années, la relation d'interdépendance clientéliste entre le régime Ne Win et les Intha permet à ces derniers de supplanter les Shan, et d'investir le « paysage social » local ; maîtres à la fois de l'espace politique, économique et rituel, ils s'érigent en ordonnateurs du temps, en producteurs de l'espace (Lefebvre, 1984), en clé de voûte des réseaux sociaux et partenariaux qui font la région d'Inlé.

### **3.3. La période SLORC/SPDC (1988-2011) et le retournement des alliances : entre prime à la force pa-o et éclipse intha**

#### **3.3.1. Le rachat de l'opposition pa-o et la métamorphose du « bandit » : un nouveau pôle de pouvoir dans l'État Shan du Sud**

En avril 1991, après des décennies d'affrontements confus et sans vainqueur, la *Pa-O National Organization*, minée par les dissensions internes et en difficulté militaire, signe un cessez-le-feu avec le SLORC (fig. 27). Ce dernier peut bien sûr être interprété comme une « acceptation pragmatique » par la PNO de sa faiblesse (Callahan, 2007), mais il est

également important de l'extraire de son seul contexte bilatéral : l'organisation pa-o ne combat pas seulement la *Tatmadaw*, mais également de nombreux groupes armés locaux ; dans ce contexte, une alliance pragmatique avec Rangoun constitue une opportunité précieuse pour triompher de ces oppositions locales et s'affirmer comme seul maître (*ibid.*).

Comme de nombreux accords conclus par la junte au cours des années 1990, le cessez-le-feu signé par la PNO le 27 mars 1991 ne répond pas seulement à une logique objective de rapports de force militaires : c'est aussi et surtout un arrangement négocié selon des mécanismes informels, faisant appel aux logiques familiales, matrimoniales et clientélistes. Ainsi, les discussions entre la PNO et le SLORC, menées par le Général Khin Nyunt, n'auraient probablement pas été aussi rapides et efficaces si le Senior-Général Than Shwe n'était pas lui-même marié à une Pa-O, l'influente Daw Kyaing Kyaing (Christensen et Sann Kyaw, 2006 : 14).



Figure 27 : La signature du cessez-le-feu entre le SLORC, représenté par le Général Khin Nyunt (gauche) et la PNO, représentée par son président U Aung Kham Hti (centre). Source : Yan Nyein Aye, 2000 : 38

La relation entre la PNO et le régime est tout à fait emblématique de ce que P. Meehan (2011) appelle le *militia fix* : dans une Birmanie fragmentée, traversée par les conflits et excessivement armée, le gouvernement ne peut espérer rétablir son autorité directe. Au lieu de s'épuiser à poursuivre la victoire militaire sur un ennemi bien organisé et qui connaît parfaitement le terrain, il choisit de manière très pragmatique de le mettre dans son camp, et de le laisser contrôler certaines portions de territoire, non plus contre lui mais en son nom. Il

vassalise donc l'opposant et l'achète aussi, car ce retournement de loyauté se fait en échange de généreuses concessions économiques. En d'autres termes, au lieu de chercher à imposer son monopole de la violence, il se résout donc à le distribuer à des guérillas cooptées en milices. Ce nouveau contexte de prime à la force donne le pouvoir aux anciens « bandits » (Gallant, 1999, in Meehan, 2011), du moins à ceux qui se positionnent comme les plus à même de contrôler le territoire et sa population.

Dans l'État Shan du Sud, les Intha avaient précisément gagné leur légitimité passée par leur refus de l'affrontement armé ; les Shan sont à la fois géographiquement excentrés et idéologiquement opposés à tout compromis avec la junte. Dans ce contexte, la PNO s'impose donc, grâce à ses capacités militaires conséquentes, son pragmatisme idéologique et certaines affinités électives avec le régime (*cf. supra*). À travers ce « marchandage » (Cheesman, 2016 : 356), elle s'affirme comme un point d'appui, un relais du régime Than Shwe dans l'État Shan du Sud, ce qui entérine et légitime une triple domination : politique, militaire et économique.

### **3.3.1.1. La *Special Region n°6*, ou l'hégémonie politique pa-o**

Les revendications autonomistes des Pa-O sont aussi anciennes que leur insurrection : dès les lendemains de la Seconde Guerre Mondiale, ils réclament la reconnaissance d'un « territoire pa-o ». En 1959 – dans la foulée du cessez-le-feu de 1958 – un congrès général pa-o formule ainsi une double revendication : « mettre en place une administration locale » et « construire une terre pa-o ». Bien que le périmètre spatial de ces initiatives ne soit pas explicitement précisé, il comporte néanmoins quatre zones – ouest, est, centre et nord – ce qui laisse imaginer une certaine ampleur territoriale (Rolly, 1982 : 62). Cependant, ce projet tombe dans l'oubli après le coup d'État de 1962, l'emprisonnement de U Hla Pe et la reprise des hostilités.

Plus de trente ans plus tard, le traité de 1991 reconnaît à la PNO un territoire autonome, la *Special Region n°6* (Yan Nyein Aye, 2000 : 38), dans laquelle elle a de vastes pouvoirs pour maintenir l'ordre et la sécurité. Officiellement, cette région comprend les cantons de Pinlaung et Kalaw à l'ouest d'Inlé, et ceux de Taunggyi, Hopong, Hsiseng et Loilem à l'est<sup>182</sup> : elle encadre donc le canton de Nyaungshwé et le lac Inlé (fig. 28). Cependant, dans les faits, l'influence pa-o dépasse largement ces limites officielles, s'étendant informellement

---

<sup>182</sup> Source : Cécile Médail, doctorante à l'*Australian National University*, comm. écrite, 8 février 2018.

aux cantons de Pindaya, Ywangan, Yatsauk, Phekhon, à plusieurs cantons à l'est de Loilem et à Nyaungshwé<sup>183</sup>. Cette *Special Region n°6*, illustration d'un étrange fédéralisme *de facto* qui se construit sous le SLORC/SPDC (Callahan, 2003), représente donc une vaste zone d'influence aux contours flous, négociée et co-gouvernée avec le gouvernement central, pour un bénéfice commun.

Dans cette vaste région, la PNO joue parfaitement son rôle de courroie de transmission entre le gouvernement central et un territoire de marge, une frontière (Meehan et Plonski, 2017). D'une part, la PNO donne – indirectement – aux villageois l'accès aux ressources étatiques : son poids politique lui permet en effet de débloquent des financements pour des projets routiers, éducatifs ou sanitaires<sup>184</sup>. Elle joue donc un rôle stratégique de courtage, en donnant accès – ou non – à des ressources selon des logiques que l'on devine hautement politiques et clientélistes. De ce point de vue, son action est plutôt positive, et les observateurs ont d'ailleurs souligné le réel volontarisme des autorités pa-o (South, 2008 : 124).

D'autre part, et de manière symétrique, la PNO permet au gouvernement d'accroître son emprise sur la marge : ce dernier peut en effet déployer son personnel d'Administration Générale<sup>185</sup> dans les cantons pa-o ; installer des implantations militaires et monter des *joint-ventures* industrielles avec la PNO jusqu'au cœur de la SAZ (*cf. infra*) ; diffuser son modèle éducatif et la langue birmane (South, 2008 : 124). Le rôle de facilitateur de la PNO est tellement prégnant que certains responsables pa-o soulignent même la dépendance de l'État à leur égard :

« Quand le précédent gouvernement [Than Shwe] voulait faire quelque chose dans l'État Shan du Sud, il s'adressait à la PNO. La PNO peut tout faire. »<sup>186</sup>

---

<sup>183</sup> Source : U Win Myint, ancien *ethnic minister* intha, comm. orale, 15 juin 2017 et Khun Htun Oo, responsable de l'organisation touristique pa-o *Golden Island Cottage*, comm. orale, 5 mai 2016.

<sup>184</sup> Source : Khun Htun Oo, responsable de l'organisation touristique pa-o *Golden Island Cottage*, comm. orale, 5 mai 2016.

<sup>185</sup> Le Département de l'Administration Générale (*General Administration Department*, GAD) est au cœur de la gouvernance birmane. Dépendant du ministère de l'intérieur jusqu'en janvier 2019, il est l'œil et le bras du gouvernement dans les territoires, fait appliquer sur place ses décisions et fait remonter les informations locales.

<sup>186</sup> Source : id.

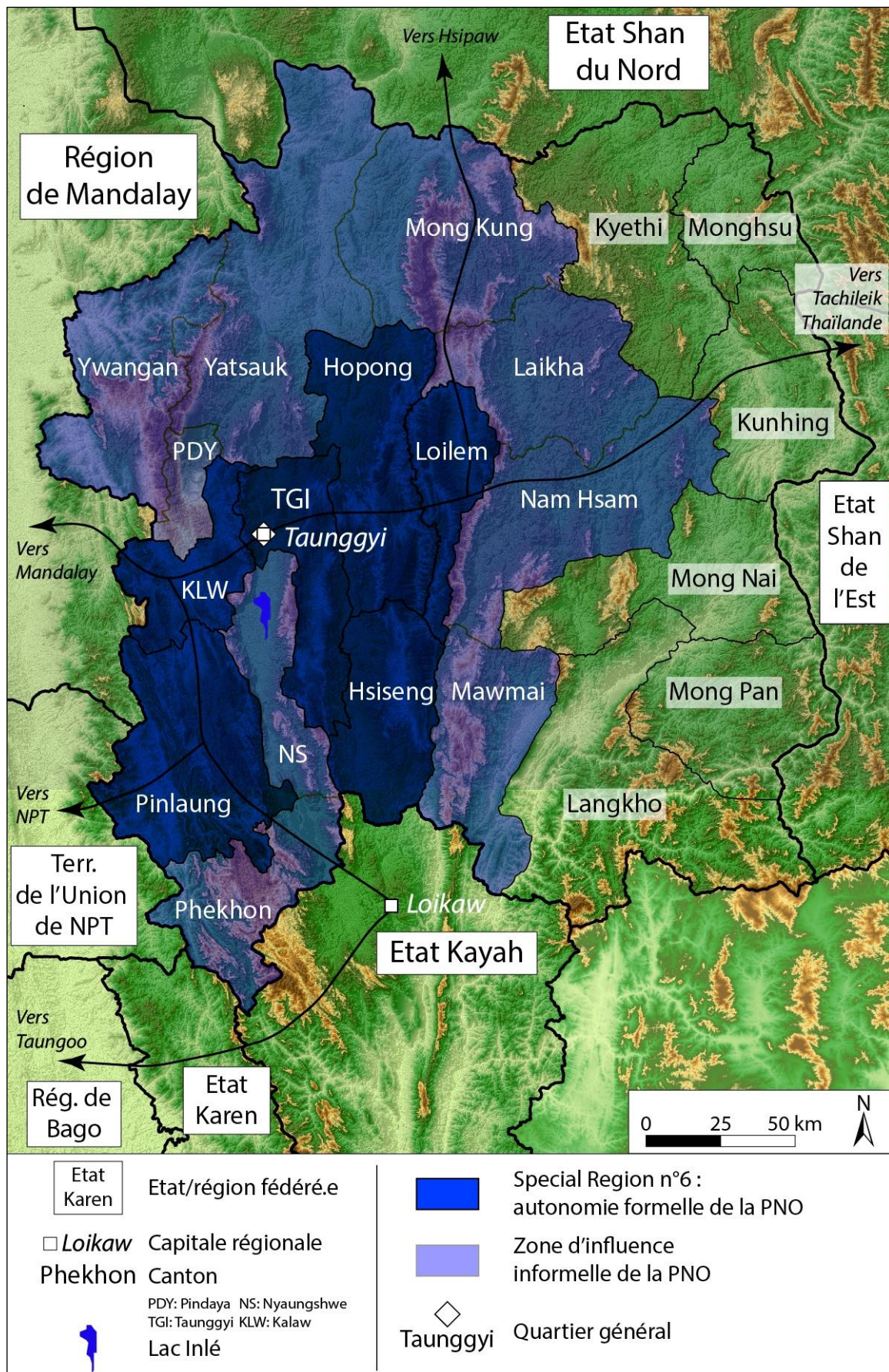


Figure 28 : la Special Region n°6, ou la maîtrise pa-o sur l'État Shan du Sud.

Si, comme l'explique notre interlocuteur, « la PNO peut tout faire », c'est qu'elle s'appuie sur un maillage fort de l'espace et une administration pyramidale efficace, organisée autour des chefs de groupements villageois<sup>187</sup>. Ces personnages, nommés par la PNO – alors qu'ils sont le plus souvent élus dans le reste du pays – incarnent à l'échelle locale sa présence, son pouvoir mais aussi sa force de coercition :

« Soutenus par la PNO et les soldats armés de la PNA [Pa-O National Army], [les chefs de groupements villageois] se sont imposés comme l'autorité suprême dans les groupements villageois. Les disputes du quotidien, comme les petits vols ou les disputes conjugales, sont réglées par les chefs de village. Les cas plus sensibles, comme l'accaparement des terres, sont présentés au chef du groupement villageois, et si le problème n'est toujours pas résolu, alors la PNO/PNA va s'assurer qu'il le soit par l'usage de la force. » (Yue, 2016 : 110)

La PNO remplit donc avec zèle le rôle qui lui a été confié en 1991, celui de « courtier d'État » (Meehan et Plonski, 2017), assurant – ou plutôt, vendant – au gouvernement central le contrôle sur les marges du territoire, l'assistant de manière plus ou moins formelle dans le processus de construction nationale.

Cette proximité entre la PNO et le gouvernement central n'est un secret pour personne : elle est affichée, assumée. Ainsi, U Aung Kham Hti a longtemps été très proche du Général Khin Nyunt<sup>188</sup>, et il a été l'un des piliers de l'*Union Solidarity and Development Association*<sup>189</sup> (USDA) dans l'État Shan du Sud<sup>190</sup>. Ce lien peut également expliquer pourquoi le gouvernement a accordé le statut administratif de ville (*myo*<sup>191</sup>) à la bourgade de Kyauktalone – seulement 1000 foyers mais fief du leader de la PNO – « en hommage à U Aung Kham Hti »<sup>192</sup> – et y a entièrement financé un barrage, inauguré en grande pompe en février 2016<sup>193</sup>.

---

<sup>187</sup> En Birmanie, les chefs de village sont élus par les maîtres de maison locaux. Chaque groupement de cinq à quinze villages est ensuite mis sous la responsabilité d'un chef de groupement villageois (*village tract leader*). Bien que ces responsabilités ne soient officiellement pas rémunérées, l'aisance de ces acteurs – a fortiori des chefs de groupement – dans les zones pa-o laisse deviner des mécanismes de paiement informel pour leurs services d'intermédiation (Yue, 2016 : 109).

<sup>188</sup> Source : « Partis politiques birmans » : <https://mm.ambafrance.org/Partis-politiques-birmans>

<sup>189</sup> L'USDA était l'organisation de masse créée par la junte militaire en 1993. En 2010, afin de pouvoir concourir aux élections générales, elle se restructure en parti politique, l'*Union Solidarity and Development Party* (USDP).

<sup>190</sup> Source : « USDA gears up for polls », 4 mai 2010 :

<https://e-archive.bnionline.net/index.php/news/shan/8467-usda-gears-up-for-polls.html>

<sup>191</sup> En birman : မြို့

<sup>192</sup> Source : Khun Htun Oo, responsable de l'organisation touristique pa-o *Golden Island Cottage*, comm. orale ; Nyaungshwé, 5 mai 2016.

<sup>193</sup> Source : U Kyaw Kyaw Oo, ingénieur adjoint au Département de l'Irrigation, comm. orale, 14 février 2016.

Cette connivence entre PNO et SLORC/SPDC se prolonge dans le champ symbolique : U Aung Kham Hti prend part à de nombreuses cérémonies en compagnie des plus grands dignitaires du régime et des principaux *cronies* du pays<sup>194</sup>. Dans le complexe de pagodes de Kakku, devenu le foyer spirituel et identitaire des Pa-O, de nombreuses plaques votives rappellent les donations des généraux Khin Nyunt ou Maung Aye. La stabilisation politico-militaire de la région par la PNO permet donc au SLORC/SPDC de s'appropriier l'espace rituel et symbolique local.

En retour, il semblerait que l'Armée ménage par la force une place à la PNO dans l'espace rituel du lac Inlé. En effet, lorsque la *Tatmadaw* s'immisce dans le festival de la pagode Phaung Daw Oo dans les années 1990 et se l'approprie (*cf. infra*), elle réserve une place à ses côtés pour ses nouveaux alliés<sup>195</sup>. Ce geste est à comprendre selon plusieurs perspectives : d'une part il scelle symboliquement l'union des deux partenaires ; d'autre part, l'Armée offre à la PNO une opportunité unique de conforter son influence régionale (Robinne et Sadan, 2007 : 305), et donc son contrôle territorial. Cette intervention pa-o est encore d'actualité : lors de l'édition 2015 du festival, les statues sacrées furent transférées de la barge sacrée au monastère d'accueil d'Indein par plusieurs dignitaires de la *Pa-O National Organization*, venus tout droit de Taunggyi.

### **3.3.1.2. La Pa-O National Army de la guérilla à la milice : la domination militaire**

Après le cessez-le-feu de 1991, le régime de Than Shwe, loin de démanteler la PNA (*Pa-O National Army*), s'appuie au contraire dessus, lui déléguant le maintien de l'ordre et de la sécurité et, *in fine*, le monopole de la violence dans son aire d'influence (Yue, 2016 : 108). Pour le gouvernement central, ce retournement est une aubaine : en tant qu'ennemi, la connaissance du terrain que possédait la PNO, ses réseaux locaux de partenaires et d'alliances constituaient un handicap insurmontable ; maintenant qu'elle représente un allié, ce sont autant d'atouts précieux. Le régime bénéficie donc d'une milice efficace dont il n'a pas à payer le fonctionnement. La PNA a en effet ses propres sources de financement, aux frontières de la légalité (*cf. infra*).

---

<sup>194</sup> Source : New Light of Myanmar, 16 octobre 2003 : « Vice-Senior-General Maung Aye pays respect to remains of Shwekyin Sasanabaing XIII in Nyaunsgwe ».

<sup>195</sup> Source : U Hsaung, servant de pagode, comm. orale, 14 octobre 2015.



La puissance militaire pa-o est d'autant plus utile au SLORC/SPDC que le cessez-le-feu d'avril 1991 ne met pas fin à toutes les hostilités dans l'État Shan du Sud : une fraction de la PNO, sous la direction du Colonel Khun Okkar, refuse de cesser les combats, et fait sécession pour fonder la *Pa-O People Liberation Organization* (PPO). De son côté, la SSPNLO communiste de Tha Kaley poursuit les hostilités quelques temps, avant de signer à son tour un cessez-le-feu en octobre 1994 (Yue, 2016 : 98). Pendant les années 1990-2000, les Pa-O sont donc éclatés en trois pôles, entre équilibre instable et accrochages ponctuels : un pro-gouvernement (la PNO nationaliste) et deux qui y sont opposés (la PPO nationaliste, en conflit ouvert et la SSPNLO communiste, engagé dans un fragile cessez-le-feu). En 2009, ces deux derniers, PPO et SSPNLO fusionnent pour former la *Pa-O National Liberation Organization* (PNLO), qui finit par signer le cessez-le-feu national porté par le gouvernement Thein Sein en octobre 2015, et donc rentrer dans le rang.

À ces acteurs proprement pa-o, il convient d'ajouter la *Shan State Army South/Restoration Council of Shan State*<sup>196</sup> (SSA-S/RCSS), en guerre ouverte avec la *Tatmadaw* dans les années 1990 et 2000. Les combats très violents causent alors le déplacement de 300 000 personnes dans la partie orientale de l'État Shan du Sud (Risser *et al.*, 2003). Malgré la signature d'un cessez-le-feu entre la SSA-S/RCSS et le gouvernement birman en 2012, les accrochages se poursuivent jusqu'en 2015, date à laquelle la guérilla shan signe à son tour le cessez-le-feu national<sup>197</sup>.

Dans cette fresque confuse de rébellions plus ou moins ouvertes et de territoires labiles et disputés, la PNA joue un rôle essentiel de stabilisation du territoire : la milice quadrille l'espace, tient fermement les confins de la zone d'influence gouvernementale, traite discrètement avec les factions rebelles, quand elle ne coopère pas activement avec la *Tatmadaw*. Cette complémentarité a d'ailleurs nourri de vives rancœurs à son égard, notamment de la part des Shan (Frommenwiler, 2014 : 63).

En 2009, les mécanismes de coopération entre PNA et *Tatmadaw*, largement informels jusqu'alors, sont clarifiés : l'armée pa-o obtient en effet le statut de Milice du Peuple

---

<sup>196</sup> La *Shan State Army South / Restoration Council of Shan State* est un groupe rebelle fondé par le Colonel Yawd Serk, ancien membre de la *Shan United Army* de Khun Sa, lorsque ce dernier accepte de déposer les armes en 1996.

<sup>197</sup> Source : <http://www.mmpeacemonitor.org/stakeholders/stakeholders-overview/168-ssa-s>

(*People's Militia Force*, PMF<sup>198</sup>), qui resserre et explicite les liens entre les deux partis (Jolliffe, 2015 : 24 ; Buchanan, 2016 : vi).

### 3.3.1.3. Jade, or et hôtels : la domination économique

Le troisième registre de la domination pa-o dans l'État Shan du Sud est économique. En effet, le cessez-le-feu de 1991 accorde à la PNO l'accès à de nombreuses ressources, à travers le régime des concessions<sup>199</sup>. Le but est d'acheter les fidélités politiques, ethniques et militaires, et de construire une relation de dépendance clientéliste entre le gouvernement central et la PNO, mais également de financer l'administration pa-o, ses projets de développement et ses activités militaires pour ne pas grever le budget fédéral ; de favoriser la pénétration du capitalisme dans ces espaces de marges et, à terme, les intégrer au territoire national ; de permettre l'émergence de partenaires locaux solides avec lesquels l'armée ou les *cronies* peuvent former des *joint-ventures*.

L'un des principaux bénéficiaires de ce « capitalisme de cessez-le-feu » (Woods, 2011) – si prégnant en Birmanie – et qui est devenu le visage du succès économique des Pa-O est U Ne Win Tun, un ancien haut gradé de la PNA, qui devient

« Le point d'ancrage du projet de pacification frontalière [de la junte]. En cédant des concessions substantielles, le régime transforma U Ne Win Tun d'ennemi de l'État en un entrepreneur fortuné » (Yue, 2016 : 103).

La compagnie de ce puissant « entrepreneur du conflit » (South, 2008 : 58), Ruby Dragon, obtient en effet d'importantes concessions minières dans le cœur mondial de l'extraction du jade à Hpakant (État Kachin), et devient l'un des principaux producteurs de Birmanie, tout en contrôlant également l'aval de la filière. En 2000, la compagnie met au jour le plus gros bloc de jade jamais découvert : pas moins de 3 000 tonnes. En 2002, ce mastodonte est offert par la compagnie au gouvernement birman, lors d'une cérémonie dont l'un des invités principaux est le Général Khin Nyunt, architecte du cessez-le-feu de 1991

---

<sup>198</sup> En birman : *pyit-thu sit* (ပြည်သူ့စစ်).

<sup>199</sup> La SSPNLO de Tha Kaley ne signe un cessez-le feu avec le gouvernement qu'en 1994. Sa capacité de nuisance est alors presque nulle ; elle n'a ni appui politique, ni proximité avec le régime de Than Shwe. Elle hérite donc de bénéfices dérisoires : des licences d'importation gratuites pour 15 voitures, et des rabais pour 30 autres. On peut lire dans ce déséquilibre l'importance du poids militaire, politique et des relations interpersonnelles, ainsi que la stratégie de *divide and rule* de la junte militaire (Yue, 2016 : 103-104).

(*Global Witness*, 2015 : 67-68). Le simple fait que la PNO fasse don d'une pierre aussi inestimable au gouvernement donne non seulement une idée des liens qui les unissent, mais surtout de l'ampleur des avantages déjà obtenus depuis le cessez-le-feu et/ou des contreparties attendues en retour. En d'autres termes, si la PNO peut renoncer à une telle manne, c'est bien que sa valeur est minime par rapport aux bénéfices déjà engrangés ou à venir.

Ruby Dragon exploite également des mines de rubis à Mong Hsu (État shan) et à Mogok (Région de Mandalay) ; des mines d'or dans la Région de Sagaing et dans l'État Shan du Sud, ainsi que des mines d'antimoine dans le canton de Hopong. Elle possède également deux hôtels à Ngapali et à Nay Pyi Taw<sup>200</sup>. Enfin, elle détient plus de 4 000 hectares de surfaces agricoles (Risser, 2003 : 31), dont le *Red Mountain Estate*, sur les rives du lac Inlé, l'un des deux domaines viticoles du sud de l'État Shan (cf. 4.4.). Ce large portefeuille d'activités a fait de Ruby Dragon l'un des conglomérats économiques les plus importants du pays (*Global Witness*, 2015 : 67) et de U Ne Win Tun l'un des dix hommes les plus riches<sup>201</sup>. Les bénéfices colossaux de ce consortium officiellement privé sont en réalité abondamment reversés à la PNO et profitent donc, par rebond, au gouvernement central sous forme de dividende politico-militaire (Yue, 2016 : 103).

Séparément de Ruby Dragon, la PNO intervient directement dans le domaine économique, et notamment dans le tourisme à travers sa filiale *Golden Island Cottage* (GIC), très active dans l'État Shan du Sud. Elle ouvre notamment deux *resorts* sur pilotis sur les rives du lac Inlé : les *Golden Island Cottage 1* et *2*, ouverts respectivement en 1996 et 2002. De 2002 à 2014, elle a également le monopole sur le lac Samkar, au sud d'Inlé : tout visiteur qui désire s'y rendre doit se déclarer auprès de GIC et payer un droit d'entrée. Un tel accaparement de la ressource touristique suscite de vives tensions avec les Intha (cf. 7.2.).

Une étude plus poussée des principales initiatives économiques dans l'État Shan du Sud met en évidence deux points importants. D'une part, elle donne à voir la collusion de la PNO avec la *Tatmadaw* et des investisseurs au passé trouble. Ainsi, la mine de lignite de Tigyit – dans le canton de Pinlaung – débute ses opérations en 2002, sur fond d'accaparements de terres et de gestion environnementale insuffisante (*Pa-O Youth Organization*, 2011). Jusqu'en 2014, elle est exploitée par *Shan Yoma Dragon Company*, une *joint-venture* rassemblant le gouverneur de la région militaire est ; la PNO ; Kanbawza et Eden, consortiums appartenant

---

<sup>200</sup> Source : <http://www.rubydragongroup.com>

<sup>201</sup> Source : *The Irrawaddy*, septembre 2008 : « Tracking the tycoons »

respectivement aux *cronies* U Aung Ko Win et U Chit Khaing (*Myanmar People Alliance*, 2016 : 45). La PNO est donc dans une situation de partenariat avec ses ennemis d'hier.

D'autre part, l'analyse des projets majeurs met en évidence la stratégie de *militia fix* (Meehan, 2011) du gouvernement Than Shwe, ses acteurs et ses bénéficiaires. À cet égard, la mine de fer de Pinpet, dans le canton de Taunggyi – mais à un jet de pierre de la SAZ pa-o – est un cas d'école. Alors que le potentiel de la mine est connu depuis les années 1950, la zone est restée inaccessible pendant des décennies à cause des conflits multiples qui s'y déroulaient. Or, à peine le cessez-le-feu signé en 1991, les prospections reprennent ; la *Tatmadaw* confisque des milliers d'hectares de terres pour y édifier des casernes ; une *joint-venture* est formée entre les Russes de Tyazhpromexport, la compagnie birmane *Myanmar Economic Corporation* (MEC) – bras économique de la *Tatmadaw* (cf. 0.2.4.1.) – et le groupe Kanbawza de U Aung Ko Win (*Pa-O Youth Organization*, 2009). En d'autres termes, la cooptation de la PNO comme puissance régionale, comme détentrice – partielle – de la force ont permis au gouvernement birman de transformer une zone de conflit en zone de profit, en dernière frontière du capitalisme ; de corriger l'anomalie d'une zone de non-droit en normalité d'un territoire proprement birman, militarisé et contrôlé.

### **3.3.2. La junte militaire et la conquête de la périphérie**

Lorsqu'il arrive au pouvoir, le SLORC/SPDC entame un virage stratégique marqué : au lieu de combattre tous les groupes armés, il coopte les plus puissants et les plus coopératifs en milices qui stabilisent le territoire et lui permettent de se l'approprier. Dans le même temps, dans le cadre du virage libéral de l'État, ce dernier se retire quelque peu de l'économie, laissant la main à une poignée d'hommes d'affaires puissants qui entretiennent avec lui des relations clientélistes, et même bien souvent matrimoniales. Les deux partis entretiennent une relation presque symbiotique : l'État met son pouvoir de coercition au profit de ces *cronies* ; ces derniers agissent donc comme fer de lance du « capitalisme rugueux » birman (Meehan et Plonski, 2017 : 17) dans les périphéries, contribuant de ce fait à leur intégration dans le territoire national (*ibid.*).

Dans l'État Shan du Sud, les années 1990-2000 ne marquent pas exactement la fin de la violence, mais du moins sa concentration entre quelques mains jugées légitimes. Ce nouveau contexte permet donc à la junte militaire de prendre véritablement pied dans la région et de se

réapproprié – très visiblement – l'espace, que ce soit à travers sa militarisation des paysages, l'intervention autoritaire des *cronies* à son profit, son irruption dans le champ rituel, ou même la protection de l'environnement.

### **3.3.2.1. Un territoire de la violence : militarisation de l'espace et accaparements de terres dans l'État Shan du Sud**

Dès l'ère coloniale, l'État Shan du Sud a accueilli des emprises militaires importantes ; la Seconde Guerre Mondiale et les conflits de l'ère Ne Win n'ont fait que renforcer la présence militaire sur le plateau. Néanmoins, l'ère Than Shwe marque un virage important : la spectaculaire montée en puissance de la *Tatmadaw* (cf. 0.2.4.1.) fait de l'État Shan une véritable forteresse : en 2007, plus d'un quart de toute la *Tatmadaw* était basée dans l'État Shan, dont 89 bataillons dans l'État Shan du Sud (Meehan, 2015 : 268). Dans le même temps, les responsables militaires reçoivent l'injonction de « vivre du terrain » : les officiers se transforment donc en véritables entrepreneurs, mettant leur pouvoir coercitif au service de leurs entreprises et dirigeant de vastes territoires productifs (Meehan, 2015 ; Callahan, 2003 ; 2007 ; Lall, 2016).

Ces deux dynamiques ont des traductions très concrètes dans les paysages : aujourd'hui, l'espace est véritablement quadrillé d'infrastructures militaires, de part et d'autre des grands axes routiers (fig. 29). En arrivant des basses terres par l'autoroute n°4, la première ville du plateau est Kalaw, au sud de laquelle s'étendent les immenses emprises du *Command and General Staff College*, centre de formation incontournable dans la carrière des officiers supérieurs depuis l'ère coloniale (Maung Aung Myo, 2009 : 140). Quelques kilomètres plus loin, après deux vastes camps militaires, la ville d'Aungban et son immense hôpital militaire de 700 lits, construit en 2000 sur des terres confisquées à la population, sous la menace et en échange d'indemnités symboliques (Samranjit dir., 2015 : 25). Plus loin, sur le bord oriental de la *Mye-Lat*, une autre caserne militaire et l'aérodrome d'Heho, essentiellement utilisé dans un cadre civil de nos jours, mais qui dépend toujours du ministère de la défense.

Arrivé dans la vallée, l'observateur attentif peut relever l'ampleur du *Police Training Depot n°4* et, quelques kilomètres plus loin, dans la ville de Shwé Nyaung, l'immensité des installations d'un régiment du train. Vers le nord, une route sans prétention mène à Bahtoo, véritable ville-caserne qui abrite la prestigieuse *Officers Training School* (Maung Aung Myo, 2009 : 140). Vers le sud, sur la route de Nyaungshwé, des étendues agricoles, des champs, des

cultures maraîchères, des bassins d'aquaculture sont ceints d'un mur d'enceinte, et entretenus par des hommes en uniforme.

À peine sorti de Shwé Nyaung, le visiteur atteint Aye Thar Yar, agglomération industrielle poussiéreuse créée de toutes pièces par la junte au milieu des années 1990. Elle a en effet acquis par la force de très vastes surfaces, et a contraint une partie de la population de Taunggyi à y acheter des terres auprès de l'armée – au prix fort<sup>202</sup>. Dans cette ville née de la junte se dressent d'autres cantonnements que jouxte l'inévitable green de golf, sport emblématique, *habitus* et signe distinctif des hauts gradés de l'armée<sup>203</sup>. Que ce soit les potagers sur la route de Nyaungshwé ou les zones industrielles d'Aye Thar Yar, on retrouve ici, et de manière très visible, la doctrine SLORC/SPDC d'une armée qui « vit du terrain ».

De longs lacets mènent enfin à Taunggyi, capitale de l'État Shan. À l'entrée de la ville, les interminables murs d'enceinte du QG de la région militaire orientale (*Eastern Command*). À la sortie de la ville, une caserne du génie, un autre golf dans une emprise militaire, puis le *Taunggyi Business Center*, centre d'affaires coloré et flambant neuf, pour lequel les populations locales n'auraient pas obtenu d'indemnités suffisantes<sup>204</sup>. Dépassant ce site, la route descend ensuite vers Hopong et la *Self-Administered Zone* pa-o (SAZ). Au-delà, et jusqu'à la frontière thaïlandaise : la base aérienne de Nam Hsam, la ville-garnison de Kho Lam, de nouveaux murs et de nouveaux casernements.

À cela, il faut enfin ajouter les milliers d'hectares qui ne sont pas explicitement et visiblement identifiés comme terrains militaires mais qui ont été confisqués par la *Tatmadaw* pour être confiées à des compagnies amies. De vastes superficies sont ainsi concernées depuis les années 1990 autour d'Heho et Aungban (Samranjit dir., 2015 : 25), mais aussi dans les cantons de Taunggyi, Nyaungshwé, Pindaya, Ywangan, Kalaw, Hopong et Hsiseng<sup>205</sup> : en somme, dans tout l'État Shan du Sud.

---

<sup>202</sup> Source : Robinne, 2000 ; Sein Kyu, guide touristique, comm. orale, 16 décembre 2015.

<sup>203</sup> Ce golf appartient au consortium birman Eden, qui a d'importants intérêts dans le tourisme, l'importation d'automobiles et dans la construction ; il est l'une des huit compagnies qui a construit Nay Pyi Taw. Son PDG, U Chit Khaing, a été l'un des hommes d'affaires les plus proches de la junte militaire : « Chit Khaing est l'un de ces *cronies* qui soutiennent financièrement le régime de Than Shwe. Quel que soit le montant de leur support, ils engrangent des bénéfices encore bien supérieurs pour leur gain personnel ». Source : « Eden group prospering due to regime connections », télégramme diplomatique de l'ambassade américaine à Rangoun, 16 novembre 2007 : [https://wikileaks.org/plusd/cables/07RANGOON1113\\_a.html](https://wikileaks.org/plusd/cables/07RANGOON1113_a.html)

<sup>204</sup> Source : personnel enseignant de l'université de Taunggyi, comm. orale.

<sup>205</sup> Source : Shan Herald Agency for News, 1er septembre 2017 : « Shan farmers take land grab grievances to State Hluttaw committee »

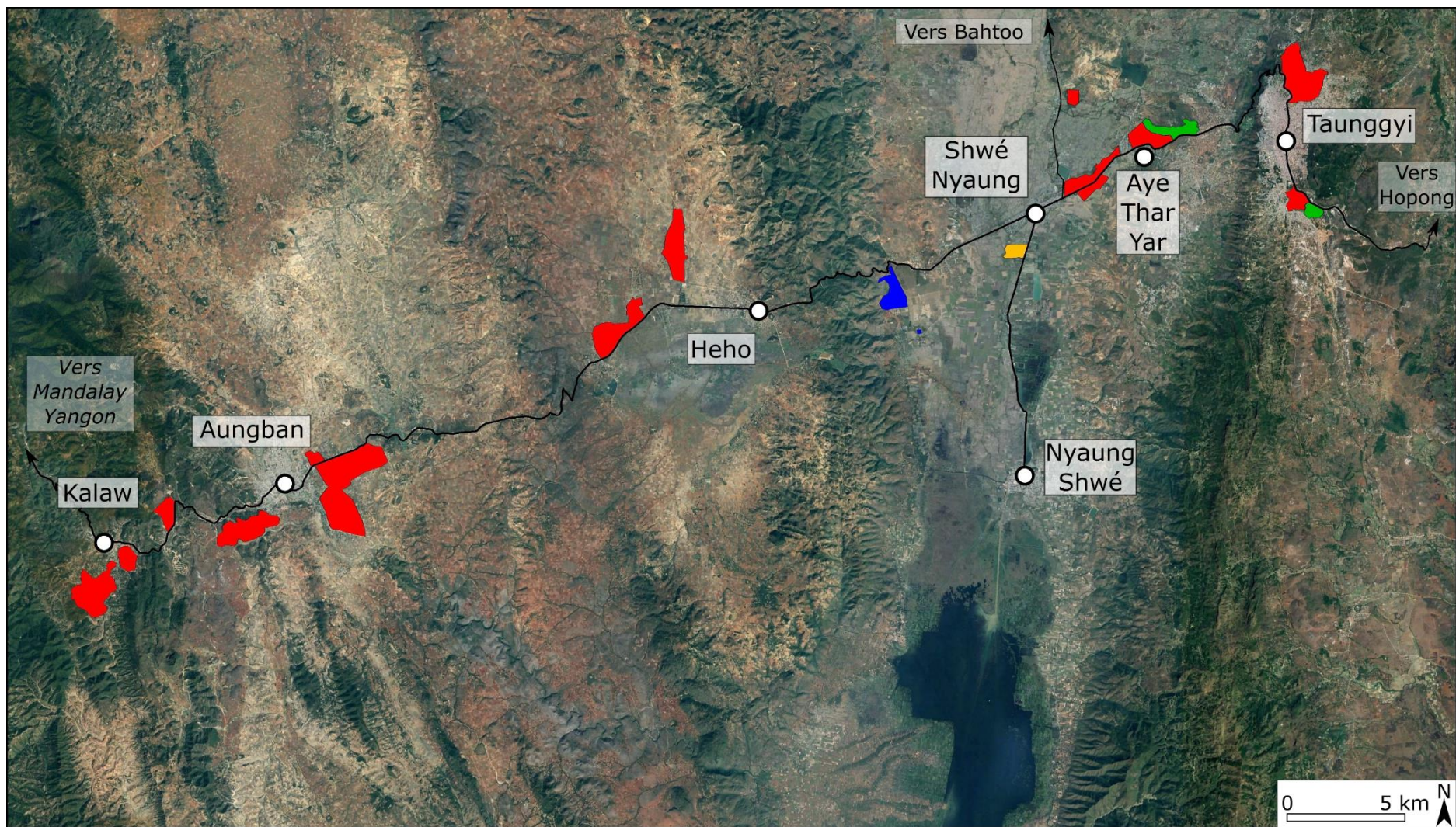


Figure 29 : L'omniprésence de l'armée dans le sud de l'État shan. Source : enquête de terrain. En rouge : casernes de l'armée et aérodrome ; en bleu : caserne de police ; en orange : centre agronomique de l'armée ; en vert : golfs sur terrains militaires. Cette délimitation est évidemment a minima : les contours des terrains militaires sont souvent clairement délimités par des murs le long des axes routiers, mais bien plus incertains en retrait ; les terres agricoles confisquées par l'armée ne sont pas représentées.

On le voit, l'État Shan du Sud, comme l'essentiel du territoire birman, est soigneusement quadrillé par des casernes, mais également des hôpitaux, des quartiers généraux, des golfs, ou des centres agronomiques, qui ont toutes en commun le gigantisme. Cet étalement spatial, dans des dimensions bien souvent au-delà de toute nécessité rationnelle, peut se lire à plusieurs niveaux. Sur le plan militaire, il symbolise l'omniprésence de la *Tatmadaw* ; sur le plan économique, il souligne que l'armée est bien plus qu'une institution de défense : c'est aussi le principal propriétaire foncier du pays et un acteur incontournable des affaires ; sur le plan symbolique, c'est une prise de possession de l'espace, une appropriation massive, dont les excès même martèlent que l'armée se situe au-delà des contingences que peuvent être les besoins, la rationalité et la loi et que, dans un pays agricole où la terre a toujours eu une valeur importante, elle n'a besoin ni de compter ni de se limiter.

Quant à la région d'Inlé et la ville de Nyaungshwé à proprement parler, elles ne comptent pas d'installation militaire d'envergure, mais des signes plus discrets rappellent néanmoins l'héritage de la junte. Ainsi, à peine a-t-il passé l'arche d'entrée de Nyaungshwé que le visiteur peut remarquer un immense panneau rouge d'au moins dix mètres de long et deux de large, au fond du parc Aung San (fig. 30). Sur le modèle des centaines de panneaux clamant les *People's Desires* et les *Three National Causes* de l'ère Than Shwe dans les villes et villages birmans, sa peinture écaillée délivre un message sans équivoque : « ce n'est pas parce que vous ne connaissez pas ou ne comprenez pas la loi que la loi vous pardonnera ». Un rappel à l'ordre brutal qui, aujourd'hui encore, fait partie du paysage, et dont les touristes ne réalisent pas la portée. Dans le centre-ville, d'autres indices, plus ténus : au nord de l'*Independence Field*, un panneau en birman sur un lopin de terre rappelle que ce dernier est la propriété de l'*Ahtoo Sone-San Sit Hse Ye U-Si-Hta-Na*<sup>206</sup>, l'un des services de renseignement de l'armée. Quelques pas plus loin, un bureau discret sans enseigne : la représentation locale de la *Military Personnel Intelligence*, service interne à la *Tatmadaw* qui contrôle de près tout militaire – actif ou à la retraite – et intègre ces informations dans le dossier de chacun<sup>207</sup>.

---

<sup>206</sup> En birman : အထူးစုံစမ်းစစ်ဆေးရေးဦးစီးဌာန. Ce service est également surnommé *sa-sa-sa*, ၀၀၀.

<sup>207</sup> Ces renseignements sont cruciaux pour obtenir une promotion : le parcours personnel, l'environnement familial et les fréquentations du candidat sont alors soigneusement vérifiés ; bien des carrières ont été ralenties par un lointain cousin affilié à un parti d'opposition, ou une femme pas assez pieuse. Au sein même de l'armée, la méfiance et la surveillance règnent donc. Source : un ex-Lieutenant-Colonel de l'armée, comm. orale.





Figure 30 : Panneau d'entrée de ville à Nyaungshwé : un rappel autoritaire à l'ordre, legs de la junte militaire.  
Cliché : Martin Michalon, mars 2016.

Tout comme dans le reste du pays, le capitalisme agressif initié par Than Shwe s'est traduit par une série d'accaparements fonciers dans l'État Shan du Sud (Samranjit dir., 2015 ; *Myanmar People Alliance*, 2016) et dans l'État Kayah (*Karenni Development Research Group*, 2006 ; Hudson-Rodd et Sein Htay, 2010). Le lac Inlé ne fait pas exception. Ainsi, dans les années 1990, dans une zone marécageuse très propice à la riziculture au nord-ouest du lac, le conglomérat Kanbawza<sup>208</sup> (KBZ) aurait acquis plus de 400 hectares à travers sa filiale Nilar Yoma, et ce pour un prix dérisoire. Les paysans locaux, bien qu'opposés au projet, n'auraient pas osé manifester leur mécontentement, par peur des représailles<sup>209</sup>. Depuis, les terres sont restées inexploitées ; en 2015, environ 280 hectares auraient été

<sup>208</sup> Le groupe Kanbawza est un conglomérat économique fondé par U Aung Ko Win, un proche du Général Maung Aye. Le groupe possède la banque Kanbawza (KBZ), l'une des plus prospères du pays, ainsi que de nombreux actifs dans les mines de rubis de Mong Hsu ou encore dans la construction et l'hôtellerie (*The Irrawaddy*, septembre 2008 : « Tracking the tycoons »). Le groupe KBZ est également l'un des acteurs majeurs dans les mines de jade de l'État kachin (*Global Witness*, 2015 : 57-59). Aung Ko Win et sa famille ont longtemps été visés par les sanctions occidentales (*Her Majesty's Treasury*, 2008 : 12). Depuis l'ouverture du pays, le groupe a cependant réussi à s'acheter une bonne réputation en Birmanie et à l'international grâce à des actions de Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE) très visibles et à une transparence fiscale affichée (*Myanmar Times*, 23 janvier 2018 : « KBZ bank largest taxpayer for six consecutive years »).

<sup>209</sup> Source : chef du village de Wan Be Inn, comm. orale, 10 décembre 2016

rétrocédés à leurs propriétaires, mais le sort des 120 hectares restants demeure incertain<sup>210</sup>. Les zones protégées n'ont pas été épargnées non plus : au début des années 2000, le Général Khin Nyunt a déclassé près d'un kilomètre carré de marais entre Nyaungshwé et le lac Inlé – au coeur l'*Inle Wildlife Sanctuary* – en faveur du *crony* pa-o U Ne Win Tun, pour y créer de vastes îles artificielles à vocation agricole<sup>211</sup>.

On le voit, l'empreinte de la dictature est profonde et durable dans tout l'État Shan du Sud : l'armée a confisqué le territoire, a monopolisé la légitimité de l'occuper et de l'exploiter. Depuis les débuts de la transition démocratique en 2011, la donne semble néanmoins avoir changé : la *Tatmadaw* n'a pas exactement relâché son contrôle sur l'espace, mais des fenêtres de revendication, des interstices de réappropriation se sont ouverts à d'autres acteurs. Désormais, l'armée n'est plus seule à pouvoir s'affirmer sur le territoire, à le marquer de sa présence, à y étendre ses réseaux : des acteurs individuels et collectifs jouent également des coudes pour réinvestir l'espace (*cf.* 7.2.).

Comme cette thèse s'attache à le démontrer, cette dynamique ne va pas sans conflits ; elle ne se fait pas non plus sans résistances de la part de l'État : lorsqu'en 2012, le gouvernement Thein Sein saisit 250 hectares de terres au sud-est du lac en vue d'y implanter une vaste zone hôtelière, il rappelle fermement qui est le propriétaire ultime du sol en Birmanie (*cf.* 5.3.).

### **3.3.2.2. Armée, bouddhisme et accaparement de l'espace rituel**

L'affirmation autoritaire de la *Tatmadaw* dans l'État Shan du Sud dans les années 1990 ne se limite pas à l'espace géographique : elle trouve également ses prolongements dans le champ rituel et symbolique. En effet, à cette époque, la junte militaire s'appuie largement sur le bouddhisme et ses rituels pour asseoir – imposer – une légitimité écornée par les émeutes de 1988 et par le refus du résultat des élections de 1990 (Houtman, 1999 ; Brac de la Perrière, 2014).

C'est donc tout logiquement qu'elle fait irruption dans le festival de la pagode Phaung Daw Oo. Pendant de longues années, le hall de la pagode a ainsi conservé des photographies

---

<sup>210</sup> Source : chef du village de Wan Be Inn, comm. orale, 10 décembre 2016 ; avocat retraité, comm. orale, 31 janvier 2017, anonymat requis.

<sup>211</sup> Source : Ko Zaw, président de l'association des hôteliers de Nyaungshwé, comm. orale, 9 mai 2016.

commémoratives de la visite des grands dignitaires militaires à Inlé et de leur participation active à la circumnavigation autour du lac<sup>212</sup>. Sur un cliché (fig. 31), le Senior-Général Than Shwe colle des feuilles d'or sur les statues de Bouddha ; sur un autre, c'est le Général Saw Maung, éphémère président du SLORC entre 1988 et 1992 qui, ceint d'une *tabhet*<sup>213</sup>, contribue à porter la civière sur laquelle repose l'une des statues de Bouddha (fig. 32). Détail significatif : ces brancards sont en général portés par quatre personnes, une par poignée ; sur cette photographie, Saw Maung porte seul les deux poignées arrière, signifiant par là-même sa primauté : c'est lui qui prend en charge le rite.

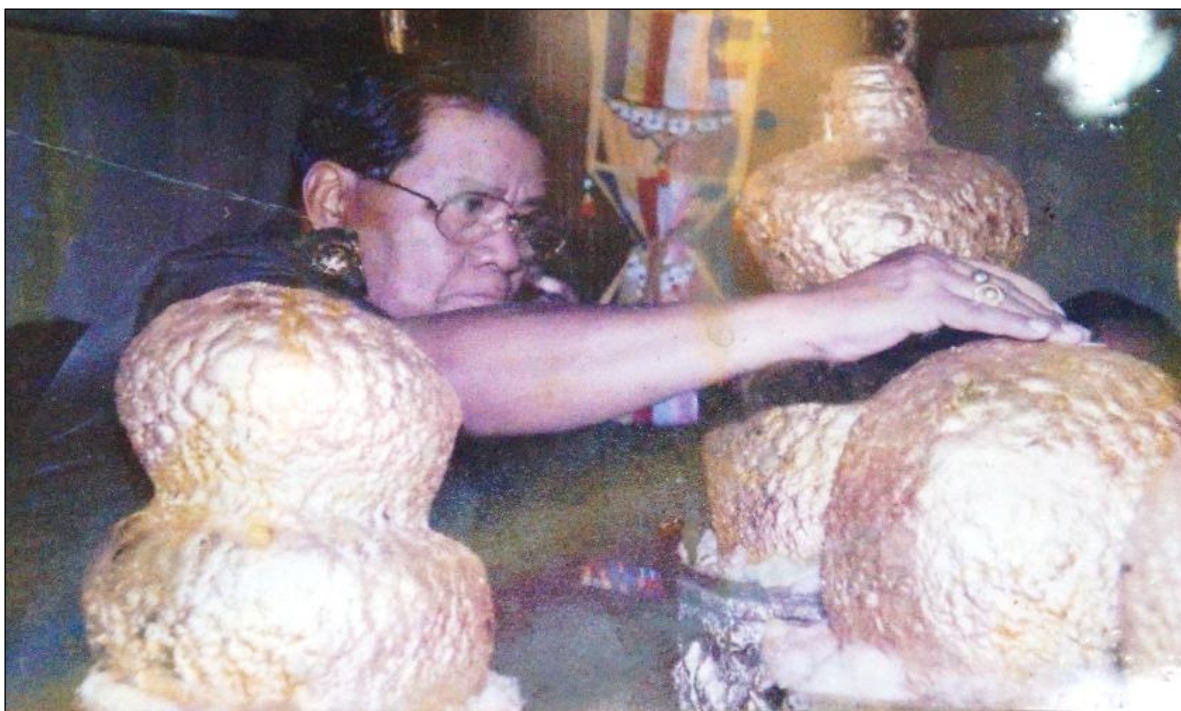


Figure 31 : Le Senior-General Than Shwe applique des feuilles d'or lors d'une visite à la pagode Phaung Daw Oo, en 2003.

---

<sup>212</sup> Prises dans les années 1990 et 2000, ces photographies ont très longtemps figuré sur les murs de la pagode, et elles y étaient encore présentes à l'automne 2015. Cependant, en mai 2016, dans les semaines qui ont suivi la passation de pouvoir à la NLD, la majorité d'entre elles a été retirée et le mur repeint, signe que la donne politique semble avoir bel et bien changé. Interrogé sur la raison de ce déboulonnage hautement symbolique, un gardien de la pagode explique que « tout le monde les déteste ». Leur souvenir n'a cependant pas été totalement liquidé : les cadres ont été prudemment gardés dans une remise, preuve que l'avènement de la démocratie est perçu comme réversible.

<sup>213</sup> En birman : တဘတ်. Echarpe blanche portée sur l'épaule lors des manifestations religieuses bouddhiques.



Figure 32 : Le Général Saw Maung transporte l'une des statues sacrées lors du festival de la pagode Phaung Daw Oo, à une date inconnue.

Lors de notre présence sur le terrain, lors de l'édition de 2015, nous avons pu assister à la cérémonie de clôture du festival, marquant le retour des statues de Bouddha à Phaung Daw Oo. Dans la ferveur de l'événement, nous n'avons pu observer que trois des quatre statues, mais la présence du politique et du militaire était toujours prégnante. La première statue était ainsi portée par un officier de police, un dignitaire de la *Pa-O National Organization*, Sao Aung Myat – *Chief Minister* de l'État shan – et une personne d'apparence civile. La seconde était portée par trois militaires, dont le Général Aye Win, gouverneur militaire de l'État Shan du Sud, ainsi que par un haut responsable de l'État Shan. La troisième était portée par deux militaires et par deux personnes d'apparence civile.

Si l'irruption des acteurs armés (*Tatmadaw* et PNO, *cf. supra*) dans le festival de la pagode Phaung Daw Oo a pu consolider leur influence symbolique, il nous semble cependant qu'elle n'a jamais pu remettre en question en profondeur la primauté intha sur l'événement. En effet, le festival paraît trop intrinsèquement lié au milieu lacustre pour que les montagnards pa-o ou les officiers du *Bamar Pyi* puissent le récupérer significativement et

durablement : qui d'autre que les Intha peut remorquer la barge royale en ramant avec la jambe ? De ce fait, Pa-O et militaires ne peuvent accaparer que des fragments de rituel – notamment sur la terre ferme – mais pas sa totalité. Ce verrouillage symbolique nous semble indissociable du développement de l'iconographie et de la littérature touristiques, qui ont contribué à faire du festival un événement fondamentalement intha, et à ériger les Intha en dépositaires du rituel et en gardiens du lac (cf. 8.2.5.).

### **3.3.2.3. La protection de l'environnement par les autorités : une prise de pouvoir sur l'espace**

Si les inquiétudes sur l'avenir du lac sont anciennes (cf. 2.2.1.), les stratégies de protection de l'environnement le sont tout autant. Dès 1915, le Département de l'Agriculture colonial introduit en effet de nouvelles pratiques culturelles, visant à réduire les impacts en termes d'érosion, et en 1937, une *Soil Conservation Unit* est formée pour surveiller la dégradation des sols et, déjà, lutter contre la sédimentation du lac Inlé. La Birmanie indépendante prend également ses propres initiatives en la matière, avec notamment le *Shan State Soil Protection Act N°1* de 1951, dont la mise en œuvre est considérée comme un échec (MoECAF, 2014 : 13).

Après des décennies de léthargie environnementale, le gouvernement Ne Win fait un premier pas en faveur du lac Inlé en 1985, en créant un vaste *Inle Wildlife Sanctuary*, d'une superficie de 642 km<sup>2</sup> (MoECAF, 2013, 2014). Son axe nord/sud couvre tout le système lacustre, de Nyaungshwé au barrage de Lawpita ; dans le sens est/ouest, il est borné par les routes d'Indein (en rive ouest) et de Nampan (en rive est, cf annexe 28). Dans les marais du nord est également créée une réserve ornithologique.

On peut cependant douter de l'efficacité réelle d'un tel zonage, car la loi sur la protection de la faune sauvage et des zones protégées, qui lui donne un fondement légal et une substance sur le terrain n'a été votée qu'en 1994 (MoECAF, 2013 : 62). Par ailleurs, hier comme aujourd'hui, l'usage du sol et des ressources à l'intérieur de ce périmètre est censé être contrôlé par le département de la faune sauvage de Nyaungshwé (*Wildlife Department*), qui n'a ni le budget – ni la volonté farouche – d'organiser des patrouilles régulières sur le lac ou sur ses berges, et qui ne procède à aucun contrôle de la végétation lacustre, des populations de poissons ou d'oiseaux.

L'arrivée au pouvoir du Senior-Général Than Shwe marque une accélération des annonces en faveur de l'environnement. Ces initiatives sont à remettre dans le contexte de l'époque, celui d'une junte qui s'efforce de retrouver une légitimité internationale. Dans cette optique, le régime mise sur l'environnement, sujet a priori peu polémique, censé renouveler l'image d'un gouvernement souvent résumé à une junte brutale crispée sur les questions sécuritaires (Tun Myint, 2007).

En 1992, un « comité de pilotage pour la conservation du lac Inlé » (*Steering Committee of Inle Lake Conservation, SCOILC*) est ainsi formé. Comptant 15 membres, son organigramme, dominé par des acteurs de la sécurité, illustre tout à fait la conception de la gouvernance à l'époque : son président est en effet le commandeur militaire de l'État Shan et ses vice-présidents les secrétaires du *Peace and Development Council* (« Conseil pour la Paix et le Développement »<sup>214</sup>) pour l'État Shan et le district de Taunggyi<sup>215</sup>. Cet organigramme est ensuite copié et décliné à l'échelle locale, à travers un comité de canton de 12 membres (*National Commission for Environmental Affairs, 2006 : 323*). Ces deux organigrammes redondants, dans lesquels les acteurs sécuritaires prédominent, débouchent sur une politique répressive et de grands travaux : interdire l'expansion de l'occupation humaine, des jardins flottants et contrôler la culture sur brûlis et la déforestation sur les versants ; renforcer les capacités des départements concernés par la gestion de l'environnement ; mener d'importants travaux de reforestation et de protection des forêts et de dragage du lac (ibid. : 289). Néanmoins, entravée par un manque de moyens et de coordination, l'action du SCOILC est placée sous le signe de l'inefficacité (MoECAF, 2014 : 13-14).

Une seconde phase prend place en 2000, à la suite d'une sécheresse qui soulève des inquiétudes sur l'approvisionnement du barrage de Lawpita. Le ministère de l'environnement (MoECAF) met en place deux plans quinquennaux (2000-2005 et 2005-2010), qui se concentrent sur la reforestation des versants et le dragage du lac (*National Commission for Environmental Affairs, 2006 : 290*) : une approche lourde, très technicienne et visible, donnant lieu à des visites d'officiers parmi les rangs d'arbres fraîchement plantés et des

---

<sup>214</sup> Les *Peace and Development Councils* étaient les émanations dans les territoires du *State Peace and Development Council* (SPDC), le gouvernement central, dirigé par le Senior-General Than Shwe

<sup>215</sup> Les postes suivants sont ensuite occupés par le commandant du dépôt logistique militaire de Taunggyi ; l'administrateur du département des affaires gouvernementales de l'État Shan du Sud ; le commandant de la police pour l'État Shan du Sud ; le directeur du département de l'immigration pour l'État Shan du Sud. Ce n'est qu'à partir du huitième poste qu'apparaissent des profils reliés de plus près aux questions environnementales : directeurs des départements de la mécanisation, des forêts, des pêcheries ou de l'irrigation.

discours officiels entre les pelleteuses, au point que l’affichage, l’« inaugurable » semble l’emporter sur la pertinence du plan d’action <sup>216</sup>. La protection de l’environnement est véritablement présentée comme une illustration du volontarisme étatique ; il est donc essentiel de présenter des bilans positifs, quelle que puisse être la réalité sur le terrain, quitte à manipuler les chiffres<sup>217</sup>.

Cette politique environnementale plus restrictive et ostentatoire que véritablement efficace révèle une triple dynamique d’appropriation de la périphérie shan par le pouvoir central. La première est légale et symbolique : en délimitant des zones protégées, en les cartographiant, l’État prend possession de l’espace (Vandergeest et Peluso, 1995) ; en imposant ses normes, il règle les comportements et les modes de vie des populations qui l’habite. Comme l’indique R.L. Bryant (1998, in Nicholls & Higgins-Desbiolles, 2016 : 51) :

« À un certain degré, le pouvoir est reflété dans la capacité d’un acteur à contrôler l’environnement d’un autre. »

La seconde est d’ordre économique : les 354 km<sup>2</sup> de forêts protégées créés entre 1999 et 2001 autour d’Inlé ont le plus souvent été soustraits du territoire commun, délimités, sanctuarisés, et de larges pans ont été convertis en lucratifs périmètres de reboisement, plantés de tecks, exploités par l’État et ses sous-traitants.

La troisième est plus politique. En s’interposant entre la nature et ses usagers, les autorités s’arrogent un monopole stratégique, qui leur permet de filtrer l’accès aux ressources et d’en choisir les bénéficiaires. Par ailleurs, en mettant en place un système fermé dont elles ont les clés, elles raréfient la ressource et en augmentent donc la valeur. Ce double mécanisme s’inscrit dans le cadre du capitalisme de connivence birman. En effet, dans les périphéries birmanes qui échappent au contrôle de l’État, ce dernier s’appuie sur des hommes

---

<sup>216</sup> Cette emphase sur les réalisations matérielles, les infrastructures est une constante de la junte : ce sont autant de fondations sur lesquelles appuyer autorité et légitimité. Les publications officielles sont ainsi semées d’articles mettant en scène les généraux sur des chantiers : « Servicemen of the Armed Forces participate in Nation building » (*Myanmar Perspectives*, février 2001 : 20-21) ou « Bridges to cross » (*Myanmar Perspectives*, avril 1998 : 5-9).

<sup>217</sup> En 2006, la *National Commission for Environmental Affairs* présente ainsi les réalisations autour du lac Inlé (*National Commission for Environmental Affairs*, 2006 : 290). Entre autres indicateurs, il est indiqué que 68,6 millions d’arbres auraient été plantés pour la seule période 2000-2005, soit une moyenne de 37 000 arbres par jour : une performance bien peu crédible. De même, le rapport indique que 1,5 million m<sup>3</sup> ont été dragués entre 2000 et 2005, soit 300 000 m<sup>3</sup>/an. Or, d’après Furuichi (2008 : 61), les trois barges du gouvernement qui opéraient à l’époque sur le lac ne pouvaient draguer que 75 000 m<sup>3</sup>/an. Aujourd’hui encore, la capacité de dragage n’est que de 150 000 tonnes/an soit, compte tenu de la densité des sédiments, moins de 150 000 m<sup>3</sup> (U Kyaw Kyaw Oo, ingénieur en chef du département de l’irrigation de Nyaungshwé, comm. orale, 5 avril 2016).

d'affaires à la surface économique et aux capacités techniques suffisantes pour prendre pied dans ces marchés-frontières, les intégrant de fait aux réseaux économiques, mais aussi clientélistes et politiques birmans. Ces *cronies* jouent donc un rôle crucial de « courtiers d'État » (Meehan & Plonski, 2017). La junte appuie ces acteurs privés en jouant d'appels d'offre truqués, en proposant son pouvoir coercitif et en offrant certaines formes de rétribution. C'est ici que les zones protégées prennent tout leur sens : en y verrouillant le foncier, en y interdisant en théorie toute activité, les autorités font grimper la valeur de l'espace. Derrière la protection de l'environnement se cache donc une fabrique – puis une vente – de la rareté : par simple zonage, l'État génère artificiellement une ressource, frappe à bon compte une monnaie d'échange qui vient huiler les rouages de ce capitalisme de connivence brutal qui, *in fine*, favorise l'intégration de la périphérie.

C'est en tout cas comme cela que nous comprenons le déclassement au début des années 2000 de près d'un kilomètre carré de marais protégés de l'*Inle Wildlife Sanctuary*, au cœur de la réserve ornithologique, au profit du *crony* pa-o U Ne Win Tun<sup>218</sup> ; c'est ainsi que nous interprétons la présence de vingt-cinq hôtels de luxe dans l'*Inle Wildlife Sanctuary*, appartenant essentiellement à des obligés de l'ancienne junte militaire : de hauts gradés de la *Tatmadaw*, des narcotrafiquants, les *cronies* les plus puissants du pays, et même la PNO (cf. 3.3.1.1.); c'est ainsi que nous lisons la saisie en 2012 de 252 hectares de forêts protégées pour implanter une zone hôtelière pharaonique, dont les lots sont vendus à prix d'or aux proches du régime (cf. 5.3.). En d'autres termes, la protection de l'environnement et la production de la rareté servent à payer en nature (dans tous les sens du terme), les services politiques – et territoriaux – des affidés à la junte militaire.

La politique environnementale du SLORC/SPDC répond donc à des logiques de pouvoir et de contrôle évidentes, donnant raison à Peet et al., pour qui

« [Les initiatives de préservation] peuvent souvent être un mécanisme (ou plus cyniquement, une 'couverture') par lequel les puissants prennent le contrôle des ressources et des paysages, et des flux de valeur qui y sont liés. » (Peet et al., 2011, in Holroyd, 2016 : 266)

Si la protection de l'environnement a longtemps été un vecteur d'appropriation de l'espace par les régimes birmans successifs, elle constitue aujourd'hui un outil de sa réappropriation par les populations locales, et notamment par les Intha (cf. 7.3.).

---

<sup>218</sup> Source : Ko Zaw, président de l'association des hôteliers de Nyaungshwé, comm. orale, 9 mai 2016



### 3.3.3. Marginalisation des Intha et cristallisation des rancœurs

Dans le contexte de l'ère Ne Win, les Intha avaient construit leur hégémonie régionale par rapport aux Shan et aux Pa-O. La nouvelle donne de l'ère SLORC/SPDC les laisse sur la touche.

Tout d'abord, les Intha connaissent une éclipse sur le plan politique. En effet, lors des élections de 1990, ils élisent comme député U Ohn Maung, notable local et pilier du tourisme à Inlé (cf. 7.1.2.), qui concourt sous les couleurs de la NLD. Ce résultat, perçu par les autorités comme une bravade, est lourd de conséquences : sur le plan individuel, U Ohn Maung est arrêté et emprisonné pendant plusieurs mois ; au niveau collectif, les dociles pêcheurs intha basculent dans le camp de l'opposition<sup>219</sup> ; à l'instar des rebelles shan ou pa-o dans les années 1960, cette prise de position les délégitime et les fait tomber de la scène politique locale.

Lors de ces mêmes élections, les Intha essaient de monter leur propre parti ethnique. En effet, en 1990, le Général Saw Maung ouvre la porte au pluralisme politique : pas moins de 235 partis se présentent aux élections de 1990 (Houtman, 1999 : 44). Dans l'État Shan, de très nombreux partis ethniques se constituent, dont plusieurs partis shan, la PNO, mais aussi un petit parti intha<sup>220</sup>. Néanmoins, cette prolifération n'est pas interprétée par les autorités comme un signe de vigueur démocratique, mais comme une fragilisation de l'unité nationale (*ibid.*). Leurs réserves quant au multipartisme se confirment lorsque le scrutin débouche sur une victoire de la NLD. Le régime referme donc très vite l'espace politique, et les partis les plus fragiles n'y résistent pas : le parti intha disparaît dès la fin de 1990, après seulement 6 mois d'existence<sup>221</sup>. À partir de 1992, il ne reste donc dans l'État Shan plus que quatre partis ethniques, tous adossés à un fort soutien populaire, à de puissantes organisations armées et/ou qui ont établi un certain niveau de compréhension mutuelle avec l'armée (Smith, 1994 : 61) : la *Shan Nationalities League for Democracy* (SNLD), les partis wa et lahu et la PNO, qui apparaît donc comme la formation politique dominante dans l'État Shan du Sud.

---

<sup>219</sup> Cela peut d'ailleurs inciter à reconsidérer la proximité que nous avons mise en évidence entre les Intha et le gouvernement central : derrière la coopération de façade, le repositionnement très pragmatique et les avantages concrets qu'ils en ont retiré, les Intha n'ont peut-être jamais eu d'affinité politique avec le régime de Ne Win.

<sup>220</sup> Source : U Win Myint, ancien *ethnic minister* intha, comm. orale, 15 juin 2017.

<sup>221</sup> Source : U Win Myint, ancien *ethnic minister* intha, comm. orale, 15 juin 2017.

Sur le plan territorial, les années Than Shwe sont celles de la construction du complexe obsidional intha. D'une part, la vaste *Special Region n°6* inclut le canton de Nyaungshwé, marquant donc l'influence pa-o sur l'espace lacustre (cf. 3.3.1.1.). D'autre part, dès 1994, la convention nationale chargée d'élaborer la Constitution de 2008 propose le principe des *Self-Administered Zones*. Sont éligibles toutes les minorités ethniques représentant plus de la moitié de la population de deux cantons contigus (Crouch, 2015). Pas moins de 15 groupes ethniques se manifestent alors pour réclamer la leur, dont les Intha. Leur demande est cependant rejetée, car ils ne représentent la majorité démographique que dans un seul canton. Dès le début des années 1990, les Intha sont donc pleinement conscients qu'ils ne pourront prétendre à aucune autonomie territoriale sous la Constitution à venir.

À l'inverse, les Pa-O revendiquent une SAZ démesurée, incluant 18 des 21 cantons de l'État Shan du Sud ; seuls ceux de Kyethi, Monghsu et Kunhing, au nord-est de la région, échappent à leurs appétits. Bien que la convention nationale rejette une telle demande, cantonnant la SAZ pa-o aux trois seuls cantons dans lesquels ils sont démographiquement majoritaires (Hopong, Hsiseng et Pinlaung<sup>222</sup>), cet épisode marque durablement l'esprit des Intha. Aujourd'hui encore, leurs responsables politiques évoquent le risque de conquête pa-o : « les Pa-O veulent étendre leur contrôle sur Nyaungshwé »<sup>223</sup>, « nous sommes préoccupés par cette volonté d'expansion »<sup>224</sup>. Cette inquiétude, ce sentiment d'injustice alimentent des discours parfois très virulents :

« J'espère qu'un jour, le conflit entre les Pa-O et le gouvernement central reprendra, qu'on en finisse une bonne fois pour toutes ; s'il faut qu'il y ait un mort pour relancer cette guerre, je veux bien être celui-là ! »<sup>225</sup>

Enfin, la percée politique de la PNO et son appropriation du territoire régional se manifestent clairement sur le terrain, auprès de la population intha. Sous l'ère Ne Win, on a vu que le lac Inlé n'avait été touché qu'à la marge par les mouvements de guérilla, constituant plutôt une zone de taxation pour les belligérants, et surtout les groupes pa-o (cf. supra). Néanmoins, le cessez-le-feu de 1991 ne scelle pas la fin des extorsions pour autant : au contraire, elle les institutionnalise. Jusqu'en 2011, la PNO prélève ainsi différents types de

---

<sup>222</sup> Source : compte-rendu des débats de la convention nationale, disponibles sur <http://www.ibiblio.org/obl/docs/BPS-NC-1994-09.htm>

<sup>223</sup> Source : U Tun Hlaing, actuel *ethnic minister* intha, comm. orale, 11 mars 2017.

<sup>224</sup> Source : U Win Myint, ancien *ethnic minister* intha, comm. orale, 19 mars 2016.

<sup>225</sup> Source : propriétaire d'agence de voyage, comm. orale, 7 mai 2016, anonymat requis.

contributions financières autour du lac – mais rarement dans la ville même de Nyaungshwé : chaque foyer est tenu de verser 1 000 kyats<sup>226</sup> tous les six mois ; les moyens de transport sont taxés, à hauteur de 3 000 kyats trois fois par an pour un *htaw-la-gyi*, 1 000 kyats par an pour un bateau ; une « contribution » à l'organisation de la fête nationale pa-o est fortement encouragée<sup>227</sup>.

Nos interlocuteurs évoquent également le recours au travail forcé pour construire des routes de montagne autour d'Inlé, selon des modalités qui rappellent fortement les violations de la junte ailleurs en Birmanie à la même époque (Philp et Mercer, 1999 : 34 ; *Burma Action Group*, 1996). Les chefs de village doivent ainsi veiller à la mobilisation d'une personne par foyer ; ceux qui veulent éviter la mobilisation doivent contribuer financièrement. Le jour dit, les villageois se rendent sur le chantier avec leurs outils et leur propre repas, et se mettent au travail, sous la surveillance de soldats de la PNA en armes. Bien que la violence ne soit ni systématique, ni de grande ampleur, la menace est réelle, comme le relate un vieil Intha : « il fallait bien qu'ils aient des armes ! S'ils n'en avaient pas, personne n'aurait participé à ces travaux !<sup>228</sup> » Il est à noter que ces pratiques ne visent pas exclusivement les Intha, mais également les autres groupes ethniques, y compris les Pa-O eux-mêmes<sup>229</sup>.

De telles pratiques auraient toutes disparu à la fin de l'ère Than Shwe, lorsque que le contexte politique a changé, que les Intha ont reconquis un certain poids politique, et que la PNO a dû incarner dans ses actions son évolution de groupe armé à acteur politique respectable (Yue, 2015). Néanmoins, les Intha gardent une rancœur durable de cette domination pa-o exercée avec l'assentiment du régime Than Shwe.

Les Intha sont tout à fait conscients du basculement des rapports de force et de légitimité qui a eu lieu dans années 1990, et qui signe leur marginalisation : sous Ne Win, les rebelles pa-o attaquaient les convois de la *Tatmadaw* et taxaient les villageois contre l'État ; sous Than Shwe, ils le font avec son aval et s'érigent en maîtres de l'État Shan du Sud. Ce transfert de légitimité de Than Shwe à ses alliés pa-o est considéré comme une prime à la force. Quand nos interlocuteurs déclarent qu'« il y a beaucoup d'ethnies dans le sud de l'État shan, mais elles n'ont pas d'armes... Les Pa-O, eux, ont des armes ! »<sup>230</sup> ou que « les Pa-O et

---

<sup>226</sup> Au taux de change de 2010.

<sup>227</sup> Source : U Win Myint, ancien *ethnic minister* intha, comm. orale ; Nyaungshwé, 15 juin 2017.

<sup>228</sup> Source : id.

<sup>229</sup> Source : id.

<sup>230</sup> Source : U Aung Kyaw Swar, propriétaire d'hôtel, comm. orale, 21 mai 2016.

l'USDP ont de bonnes relations parce que les Pa-O ont des armes ; mais les Intha n'en ont pas ! »<sup>231</sup>, ils soulignent la dimension unilatérale, artificielle et surtout coercitive de ce transfert de légitimité au bénéfice des Pa-O, et contestent donc ce dernier, tout en soulignant implicitement leur propre supériorité morale, eux qui avaient su s'affirmer comme maîtres de l'État Shan du Sud sans tirer un coup de feu.

### **3.4. La transition politique (2010-présent) : « la promesse du politique » et le rééquilibrage des rapports de pouvoir**

#### **3.4.1. La difficile entrée en politique des seigneurs de guerre : la fragilisation du pouvoir pa-o**

Sur le plan territorial, l'autonomie pa-o est entérinée par la Constitution de 2008, qui institue six *Self-Administered Zones* (SAZ) en Birmanie, dont une zone pa-o, comprenant les trois cantons de Hopong, Hsiseng et Pinlaung (fig. 34 et 36)<sup>232</sup>. Certes, cette décision confère une solide légitimité à un contrôle territorial auparavant assez arbitraire et contesté<sup>233</sup>, et accorde en théorie une certaine autonomie exécutive, législative et même judiciaire aux autorités pa-o<sup>234</sup>. Néanmoins, elle marque surtout la contraction spatiale de leur influence : sous Than Shwe, leur contrôle s'étendait officiellement sur les six cantons de la *Special Region n°6* et officieusement bien au-delà (cf. 3.3.1.1.) ; désormais, il ne concerne plus guère que trois cantons. Pour l'organisation pa-o, qui perd du terrain et des ressources, ce nouveau cadre territorial est un dur revers.

---

<sup>231</sup> Source : U Win Myint, ancien *ethnic minister* intha, comm. orale, 19 mars 2016.

<sup>232</sup> Les Danu, quant à eux, obtiennent une SAZ couvrant les cantons de Pindaya et de Ywangan. Cette attribution peut paraître assez étonnante, car les Danu n'ont jamais constitué un mouvement politique uni et revendicatif, n'ont jamais eu leur propre groupe armé, parlent birman et sont culturellement proches des Bamar (Crouch, 2015 : 18). Peut-être est-ce pour ces raisons précises que les Danu ont obtenu leur SAZ ? Ce statut peut-il être compris comme une reconnaissance gouvernementale en faveur d'une ethnie pacifiée et birmanisée, un geste pour l'exemple ? Si certains Intha préfèrent mettre cela sur le compte « de la chance » (U Win Myint, ancien *ethnic minister* intha, comm. orale, 15 juin 2017), on peut également avancer une autre hypothèse, celle des relations interpersonnelles. En effet, cette région est représentée par un homme fort, Sao Aung Myat, un Danu, descendant des *sawbwa* de Pwehla, et surtout influent Lieutenant-Colonel dans la *Tatmadaw*. De 2011 à 2016, il fut même *Chief Minister* de l'État shan, position clé, tant d'un point de vue politique qu'économique (Jolliffe, 2015 : 34). Il semble donc raisonnable de penser que son intervention et son poids politico-militaire ont pesé dans ce « business constitutionnel » (Crouch, 2015).

<sup>233</sup> Rappelons que dès 1994, la convention nationale en charge de l'élaboration de la future constitution accorde une zone autonome de trois cantons seulement aux Pa-O ; implicitement, une telle décision souligne donc l'aspect arbitraire de la très vaste *Special Region n°6*, un arbitraire qui reste pourtant en vigueur jusqu'en 2011.

<sup>234</sup> En réalité, cette autonomie reste très nominale : l'influence de l'État central reste très importante (Crouch, 2015).

Depuis 2010, elle ferait d'ailleurs pression sur le gouvernement central pour étendre le périmètre de sa SAZ vers d'autres cantons à population pa-o (*Transnational Institute*, 2015 : 8). En attendant une hypothétique décision en ce sens<sup>235</sup>, elle ne renonce pas à son ancienne aire d'influence, et continue d'y intervenir, notamment à travers l'industrie touristique, ce qui suscite de vives tensions avec les Intha (cf. 7.2.2.). La contraction qui s'est opérée entre la *Special Region* d'hier et la SAZ d'aujourd'hui, en général traitée de manière hâtive par les chercheurs comme une simple péripétie cartographique, nous semble en réalité essentielle pour comprendre les dynamiques politiques locales post-2011.

Sur le plan militaire, la PNA et ses 2500 à 2700 hommes<sup>236</sup> jouent encore un rôle stratégique dans la SAZ pa-o et même au-delà : on peut ainsi croiser dans les collines du canton de Loilem des patrouilles de la PNA montées sur des pick-up (fig. 33).



Figure 33 : Patrouille de la PNA dans les collines du canton de Loilem, hors de la SAZ pa-o.

Cliché : Martin Michalon, novembre 2016.

<sup>235</sup> Les cantons revendiqués par la PNO comportent certes une population pa-o, mais cette dernière reste minoritaire. Dans ce contexte, on imagine aisément à quel point les statistiques ethniques du recensement de 2014 sont sensibles (*Transnational institute*, 2015 : 16). Bien qu'ils aient été publiés à l'échelle nationale, les chiffres à l'échelle des cantons ne sont toujours pas disponibles.

<sup>236</sup> Source : Cécile Médail, doctorante à l'*Australian National University*, comm. écrite, 8 février 2018.

Pour l'heure, ce monopole militaire reste entier, mais il pourrait être remis en cause à moyen terme. En effet, la PNLO – son rival historique – a signé un cessez-le-feu régional en 2012, un national en 2013, avant de joindre le grand accord de paix national proposé par Thein Sein en octobre 2015. Son dirigeant, le Colonel Khun Okkar, s'est même affirmé comme une personnalité incontournable dans les discussions entre les groupes armés et le gouvernement. Quant à la SSA-S/RCSS, elle a suivi un chemin vers la paix et la coopération tout à fait comparable<sup>237</sup>.

Avec ces deux groupes armés qui rentrent désormais dans le rang, la PNO perd son avantage comparatif, ce pour quoi le régime Than Shwe l'avait précisément recrutée : sa capacité à assurer la sécurité régionale. Sa légitimité, largement basée sur la puissance militaire, s'érode donc. Plus encore : les deux anciens groupes rebelles, désormais sur un terrain d'entente avec le gouvernement, peuvent à leur tour prétendre au statut de milices populaires (*People's Militia Force*, PMF) ou de garde-frontières (*Border Guard Force*, BGF<sup>238</sup>), au service de la *Tatmadaw*.

Une telle coopération existe d'ailleurs déjà de manière informelle : depuis que la SSA-S/RCSS a signé le cessez-le-feu national d'octobre 2015, elle a redéployé une partie de ses opérations vers le nord de l'État Shan, où elle affronte désormais les rebelles palaung de la *Ta'ang National Liberation Army* (TNLA), qui refusent toujours de déposer les armes. Selon certaines sources, la SSA-S/RCSS bénéficierait sur le terrain de l'appui de la *Tatmadaw*<sup>239</sup>. Il semble donc que les anciens rebelles shan se soient d'ores et déjà positionnés comme supplétifs de l'armée birmane. Avec ce retour de la PNLO et de la SSA-S/RCSS dans le domaine de la légalité, la PNO pourrait donc à terme perdre le monopole de la violence légitime.

La rivalité entre les trois groupes armés est d'autant plus vive qu'ils occupent des territoires très proches les uns des autres – quand ils ne se chevauchent pas. Bien que cette géographie politico-militaire extrêmement mouvante soit à peu près impossible à cartographier avec précision, elle peut être simplifiée en trois grands ensembles (fig. 34) : la PNO exerce son contrôle formel sur la SAZ pa-o (Pinlaung, Hopong et Hsiseng) mais intervient informellement bien au-delà ; la PNLO opère sur un territoire plus au sud,

---

<sup>237</sup> Source : [www.mmpeacemonitor.org](http://www.mmpeacemonitor.org)

<sup>238</sup> En birman : *neh-khyar-saung-tat* (နယ်ခြားစောင့်တပ်).

<sup>239</sup> Source : *The Irrawaddy*, 20 janvier 2016 : « Deadly clashes reported between Ta'ang and SSA-S forces »

débordant sur l'État Kayah et s'adossant à la frontière thaïlandaise, face à la ville de Mae Hong Son ; la SSA-S/RCSS est active plus à l'est, jusqu'à la Salouen. La juxtaposition aussi serrée de territoires aux mains de groupes armés ne peut que générer des tensions : en octobre 2018<sup>240</sup> et janvier 2019<sup>241</sup>, des accrochages ont ainsi éclaté entre PNLO et SSA-S/RCSS dans le canton de Mong Pan, sur fond de dispute territoriale.

---

<sup>240</sup> Source : Burma Link, 18 octobre 2018 : « Unintentional clashes break out between RCSS and PNLO in Southern Shan State »

<sup>241</sup> Source : *The Irrawaddy*, 7 janvier 2019 : « Pa-O villagers seek refuge in wa zone »

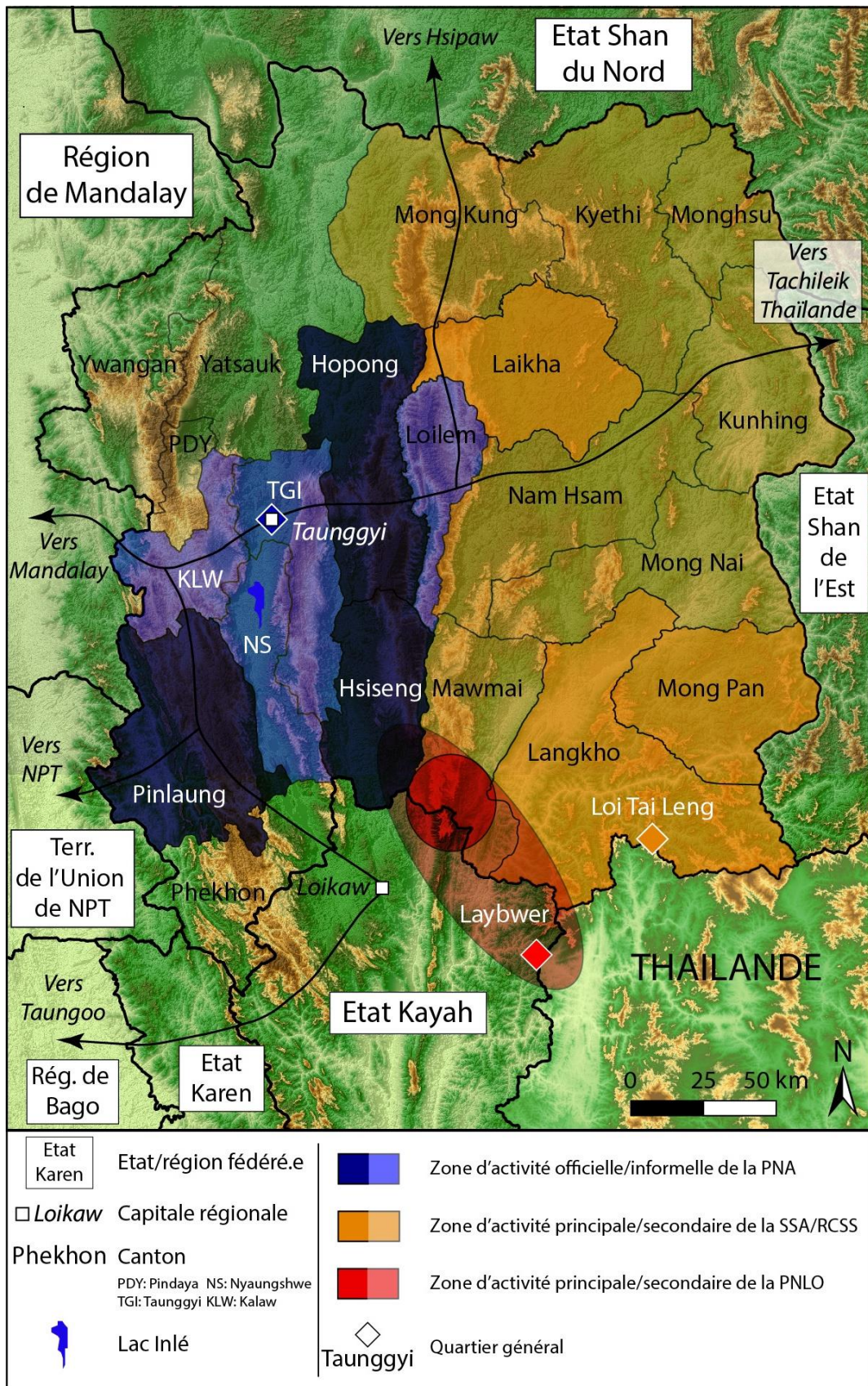


Figure 34 : carte simplifiée des zones d'activités des trois protagonistes armés principaux de l'Etat Shan du Sud. Réalisation par nos soins d'après Jolliffe, 2015 : 60-61



Enfin, le nouveau contexte politique post-2011 marque une érosion de l'influence de la PNO sur la scène politique. Certes l'organisation pa-o demeure un acteur majeur dans l'État Shan du Sud, notamment grâce à l'appui actif de l'USDP. Ainsi, lors des élections de 2010 et de 2015, le parti pro-Armée décide de n'aligner aucun candidat dans les trois circonscriptions de la SAZ, laissant donc la voie libre aux prétendants pa-o, qui remportent tous les sièges à pourvoir<sup>242</sup>. Ces victoires, remportées malgré une certaine impopularité du parti auprès des villageois pa-o (Yue, 2015), sont d'autant plus aisées que la PNO partage avec l'Armée les mêmes méthodes d'intimidation électorale. Ainsi, lors de la campagne en vue des élections de 2010, des réunions entre responsables de la PNO et villageois auraient pris un tour houleux. Tenant leurs discours en birman – langue que de nombreux Pa-O ne maîtrisent pas complètement – et refusant toute question de l'assemblée, les représentants auraient été pour le moins directs :

« Nous sommes ici pour démarcher vos votes, pour vous expliquer comment voter et pour qui vous devez voter. Nous ne sommes pas là pour répondre à vos questions et pour débattre avec vous<sup>243</sup> ».

En 2015, les candidats de la NLD ont également signalé les intimidations de soldats de la PNO en armes lors de leurs meetings, dissuadant assez explicitement les spectateurs potentiels<sup>244</sup>. Il est donc assez clair que la PNO peut toujours adosser sa domination politique à un fort pouvoir de coercition.

Néanmoins, la transition de 2011 provoque plusieurs fissures dans le monopole politique de la PNO. Tout d'abord, avec la nouvelle « promesse du politique » (Cheesman, 2016), les relations de pouvoir changent : les logiques de rapport de force et de clientélisme cèdent – en partie – la place au jeu démocratique. Dans ce contexte, la domination politique de la PNO, construite sur sa puissance militaire et sur sa proximité avec la junte, s'effrite quelque peu. La voilà obligée en quelque sorte de laisser ses armes au vestiaire et d'entrer dans une arène politique peuplée de nouveaux acteurs tout aussi légitimes qu'elle et dont les voix ont – en théorie et toutes proportions gardées – le même poids que la sienne. La PNO doit donc jouer le jeu démocratique et se muer en force politique à part entière.

---

<sup>242</sup> Source : *Myanmar Times*, 29 octobre 2015 : « Parties accuse Pa-O militia of threats and intimidation ». Lors du scrutin de 2010, les candidats de la PNO sont même les seuls en lice pour les sièges de députés au parlement national, ce qui témoigne bien du vide politique que la PNO a su créer autour d'elle. Source : *Myanmar Times*, 4 octobre 2010: « Pa-O party plans for political presence outside Shan State »

<sup>243</sup> Source : BNI Online, 1<sup>er</sup> juillet 2010 : « Pa-O party faces problems with local villagers ».

<sup>244</sup> Source : *Myanmar Times*, 29 octobre 2015 : « Parties accuse Pa-O militia of threats and intimidation »

Dans le même temps, elle est rejointe sur la scène par d'autres partis<sup>245</sup> : en 2014, l'*Union Pa-O National Organization*<sup>246</sup> (UPNO) se construit sur un discours pro-NLD, et se pose donc en opposition claire à la PNO, pro-USDP (Yue, 2015). Malgré son échec lors des élections de novembre 2015, elle n'en demeure pas moins une menace pour la PNO. De son côté, la PNLO, rival historique de la PNO, n'a plus le statut d'organisation terroriste : elle peut donc s'enregistrer comme parti et, à terme, entrer en politique (Yue, 2016 : 114).

Enfin, la PNO s'efforce de reconstruire sa légitimité à travers le registre du développement économique et social : une rhétorique mobilisée depuis des décennies, mais qui s'est longtemps traduite par des projets *top-down*, des accaparements de terre<sup>247</sup> et des *joint-ventures* avec le gouvernement et les *cronies* birmanes. Dans un contexte d'affirmation très rapide du discours de la durabilité et de l'inclusivité à travers toute la Birmanie, la PNO est désormais sommée de changer sa manière de faire du développement. Cette réorientation de la politique sociale de la PNO est nécessaire pour sa survie, car l'essor de la société civile donne naissance, au sein même de la communauté pa-o, à des groupes pro-démocratie de plus en plus audibles : le *Kaung Rwai Social Action Network* (KRSAN), la *Democracy for Ethnic Minorities Organization* (DEMO) ou encore la *Pa-O Youth Organization* (PYO). Ces organisations militent en faveur du pluralisme politique, de la transparence, de l'assistance sociale et du respect des droits, avec de puissants soutiens étrangers – le KRSAN et la DEMO sont financés indirectement par le Congrès américain, la PYO par la fondation George Soros – qui leur confèrent une reconnaissance et une légitimité importante. Ces acteurs, nés de la transition démocratique, se positionnent sur un terrain et une rhétorique longtemps monopolisés par la PNO : la protection et le développement. Directement fragilisée dans sa légitimité, la PNO riposte en 2012, en fondant le *Parami Development Network* (PDN), qui a le statut d'ONG – et donc lui aussi éligible aux financements internationaux – et qui mène des actions dans la SAZ et au-delà. Après des années à porter un discours de développement et de protection sans pour autant le mettre en œuvre avec toute l'énergie nécessaire, la concurrence de la société civile force donc la PNO à l'incarner plus fortement, de manière moins coercitive et, *in fine*, à tenir ses promesses (Yue, 2015 : 11 ; 2016 : 102, 113). Le projet

---

<sup>245</sup> Précisons également que le leader historique de la PNO, l'ancien moine U Aung Kham Hti, a cédé à la fin des années 2000 le poste de président de la PNO à U Khun San Lwin, bien moins charismatique et assez décrié. Le *leadership* de l'organisation s'en est retrouvé fragilisé.

<sup>246</sup> Cette *Union Pa-O National Organization* ne doit pas être confondue avec l'organisation du même nom fondée par U Hla Pe en 1958.

<sup>247</sup> Source : BNI Online, 1<sup>er</sup> septembre 2017 : « Shan farmers take land grab grievances to State Hluttaw committee »

de tourisme communautaire lancé dans les collines du Hsin Taung, à l'est d'Inlé, nous semble assez révélateur de cette dynamique (cf. 7.2.3.).

La PNO présente donc aujourd'hui le visage d'une organisation certes encore très puissante mais qui, avec le changement de contexte post-2011, est désormais contestée de l'intérieur. À ce titre, les actions qu'elle mène aujourd'hui ne sont pas seulement à lire dans le cadre de ses relations avec les autres groupes ethniques – Bamar, Shan ou Intha – mais aussi par rapport à ces nouveaux acteurs qui s'affirment au sein même de la population pa-o.

### 3.4.2. Les Intha : nouveau climat politique, nouvelles opportunités

Après des années 1990 et 2000 marquées par la domination – parfois brutale – de la PNO dans la région du lac Inlé et le retournement des légitimités, la Constitution de 2008 ouvre deux nouvelles opportunités pour les Intha. Tout d'abord, elle signe le retour d'un certain multipartisme – bien que plus enclin à accepter les partis pro-*establishment* que ceux d'opposition<sup>248</sup> – et crée des parlements régionaux, qui sont autant d'arènes potentielles où faire entendre les voix des minorités ethniques, inaudibles à l'échelle nationale (Kempel et al., 2015 : 13). Le 1<sup>er</sup> juin 2010, les Intha fondent donc leur propre parti, l'*Inn Nationalities Development Party* (INDP, cf. fig. 35), présidé par U Win Myint<sup>249</sup>. Ce nouveau venu politique concourt aux élections générales du 7 novembre 2010 et remporte tous les sièges à pourvoir dans le canton de Nyaungshwé, tant pour le parlement national à Nay Pyi Taw (un député, U Win Swe) que pour l'assemblée régionale shan (deux députés, U Tun Aung et U Kyi Win).

Il est difficile de clairement identifier le corpus idéologique de l'INDP. D'après U Win Myint, l'INDP se situe essentiellement sur des enjeux locaux : défense des intérêts des Intha, protection de l'environnement du lac Inlé<sup>250</sup>. En revanche, son positionnement par rapport aux questions nationales, à la situation démocratique, à l'USDP et à la NLD est plus prudent.

---

<sup>248</sup> Malgré la rhétorique de multipartisme, il est en effet établi que seuls les partis qui cultivaient des liens de confiance avec la junte étaient habilités à y participer. Source : *The Irrawaddy*, 25 juin 2010 : « EC favoring pro-junta ethnic parties »

<sup>249</sup> U Win Myint, *ethnic minister* intha, n'a aucun lien avec son homonyme président de la République de l'Union du Myanmar depuis mars 2018.

<sup>250</sup> Sources : U Win Myint, ancien *ethnic minister* intha, comm. orale, 19 mars 2016 et 15 juin 2017 ; *Myanmar Times*, 4 octobre 2010 : « Inn ethnic party campaigns in more than 200 villages »

Néanmoins, le fait que l'INDP ait non seulement pu s'aligner aux élections de 2010, mais qu'il ait en plus remporté tous les sièges à pourvoir dans un scrutin pourtant marqué par les fraudes de l'USDP (*Center for Peace and Conflict Studies*, 2011) peut indiquer un certain niveau de « compréhension » entre INDP et USDP. En d'autres termes, si l'INDP a pu remporter les trois sièges à pourvoir, c'est que l'USDP le voyait plus comme un allié que comme un adversaire.



Figure 35 : Logo de l'INDP. Sur le drapeau officiel complet, ce cartouche se détache sur un fond vert kaki qui n'est pas sans évoquer le drapeau de l'USDP.

Le second horizon politique ouvert par la Constitution de 2008 est le poste d'*ethnic minister*, qui porte désormais auprès du gouvernement local la voix de toute minorité ethnique représentant plus de 0,1 % de la population d'un État ou d'une Région<sup>251</sup>. Dans l'État shan, sept minorités sont identifiées comme éligibles à un poste d'*ethnic minister* – un record en Birmanie : les Bamar, les Kayan, les Kachin, les Lahu, les Akha, les Lisu et les Intha<sup>252</sup> (Crouch, 2015 ; Robinne, 2018). Un tel développement a une portée symbolique historique pour ces groupes : en 2008, à une époque où la liste des 135 groupes ethniques birman est encore très incertaine, et où le panorama ethnique de la Birmanie est encore de l'ordre du non-dit, ils sont pour la première fois identifiés noir sur blanc dans la loi fondamentale

<sup>251</sup> Il est à noter que le principe des *ethnic ministers* et la liste des groupes ethniques qu'ils pourront représenter sont arrêtés dès les premières réunions de la convention nationale, en 1994. Source : comptes-rendus des débats de la convention nationale, disponibles sur <http://www.ibiblio.org/obl/docs/BPS-NC-1994-09.htm>

<sup>252</sup> Les minorités pa-o, danu ou wa représentent plus de 0,1 % de la population de l'État shan. Cependant, ayant déjà leur propre SAZ, ils sont intégrés différemment au cabinet gouvernemental.

comme membres de la communauté nationale, acteurs politiques, interlocuteurs reconnus. Une telle décision leur confère donc une visibilité et une légitimité inédites.

L'élection de l'*ethnic minister* intha, tenue le même jour que le scrutin général de novembre 2010, débouche sur la victoire de U Win Myint, le président de l'INDP. Au total, avec leurs trois députés et leur *ethnic minister*, les Intha disposent donc, sous le mandat Thein Sein, de quatre représentants dans les instances politiques locale et nationale : après le rendez-vous manqué des élections de 1990, ils font enfin leur entrée sur la scène politique.

Cinq ans plus tard, les élections de novembre 2015 marquent à la fois un recul des partis ethniques intha et des signes encourageants pour leur cause. Ainsi, l'INDP enregistre un fort recul, dû en partie à la création d'un parti intha rival, l'*Inn National League* (INL, fondé le 9 juin 2015 sur fond de tensions au sein de l'INDP<sup>253</sup>), mais aussi et surtout au vote très massif en faveur de la NLD : les quatre sièges tenus par l'INDP sous Thein Sein sont conquis par le parti d'Aung San Suu Kyi.

Malgré le recul des partis ethniques – observé dans tout le pays – le scrutin est néanmoins porteur de promesses pour les Intha. Au niveau fédéral, U Ohn Maung, célèbre hôtelier d'Inlé et candidat malheureux aux élections de 1990 (*cf.* 3.3.3.), est élu député à Nay Pyi Taw, puis nommé ministre du tourisme dans le cabinet d'Aung San Suu Kyi<sup>254</sup>. Un tel poste donne une réelle visibilité, une vraie légitimité politique aux Intha ; ces derniers espèrent également que U Ohn Maung aura le poids politique pour défendre leurs intérêts en haut lieu. Plus symboliquement – mais ce n'est pas un détail – la nomination de U Ohn Maung à ce ministère précis consacre les Intha comme les spécialistes du tourisme, de la rencontre avec l'Autre, et légitime donc leur entreprise de construction identitaire, territoriale et politique à travers cette activité.

Au niveau régional, le contexte apparaît également plus favorable : bien que la NLD ne soit pas majoritaire à l'assemblée shan, le *Chief Minister*, le Dr Linn Htut, appartient bel et

---

<sup>253</sup> Malgré nos efforts, il nous fut très difficile de récolter des informations au sujet de l'*Inn National League* : toutes nos demandes d'entretiens se sont heurtées à des refus fermes et parfois même hostiles. Même au sein du parti rival (INDP), pourtant enclin à communiquer, le sujet de cette scission apparaît comme un tabou majeur. Il apparaît que l'une des principales pommes de discorde serait l'attitude de U Win Myint (président de l'INDP) et de U Tin Aung Kyaw (président de l'INL) sous la junte militaire, chacun s'accusant mutuellement d'une trop grande proximité avec l'armée. Encore une fois, c'est la junte militaire qui a polarisé, organisé la vie politique locale.

<sup>254</sup> Le siège de U Ohn Maung à l'assemblée fut alors remis au vote en avril 2017 et remporté par le député NLD U Ne Myo.

bien au parti d'Aung San Suu Kyi. Cela ouvre donc de meilleures possibilités de coopération avec le nouvel *ethnic minister* intha, le Dr Tun Hlaing, lui aussi de la NLD. Pour ce dernier,

« Ce *Chief Minister* NLD devrait pouvoir protéger [les Intha], alors que le précédent [USDP], soutenait les Pa-O. »<sup>255</sup>

Lors de nos entretiens avec les deux *ethnic minister* successifs, U Win Myint et le Dr Tun Hlaing, une double revendication est très clairement ressortie<sup>256</sup>. La première d'entre elles est que les Intha puissent avoir un meilleur accès à la ressource touristique. Dans ce registre, U Win Myint semble avoir remporté en 2014 un succès symbolique en faisant annuler le monopole touristique des Pa-O sur le lac Samkar, arguant que ce dernier n'est pas territoire pa-o (cf. 7.2.1.)<sup>257</sup>. Désormais, la principale revendication des Intha porte sur les frais d'entrée de 10 \$ que chaque visiteur doit obligatoirement payer à l'entrée de Nyaungshwé. Pour l'heure, l'affectation de ces sommes colossales est typique d'un État prédateur réglé par le capitalisme de connivence : les autorités et des acteurs économiques bien connectés s'en accaparent l'essentiel (cf. 5.2.4.). Pour nos interlocuteurs, il faudra un poids politique colossal pour arracher cette manne à l'emprise des *cronies* et la ramener dans le giron intha<sup>258</sup>. Quand on évoque avec eux l'argent du tourisme, ils citent systématiquement en exemple les voisins danu et pa-o :

« 100 % des frais d'entrée à la grotte de Pindaya vont aux Danu ; 100 % des frais d'entrée aux pagodes de Kakku vont aux Pa-O ; ici, le tourisme génère des recettes, mais on ne peut pas les administrer nous –mêmes ; même les 50 % [de frais d'entrée qui doivent en principe revenir à la région d'Inlé] sont contrôlés par le gouvernement. »<sup>259</sup>

Pourquoi cette différence de traitement ? Parce que les Danu et les Pa-O disposent de leur propre SAZ :

« Avec une SAZ, vous pouvez gérer votre propre argent, vous êtes plus libre, pas besoin de trop négocier avec le gouvernement. »<sup>260</sup>

---

<sup>255</sup> Source : U Tun Hlaing, actuel *ethnic minister* intha, comm. orale, 11 mars 2017.

<sup>256</sup> Sources : U Win Myint, ancien *ethnic minister* intha, comm. orale, 19 mars 2016 et 15 juin 2017 ; U Tun Hlaing, actuel *ethnic minister* intha, comm. orale, 11 mars 2017.

<sup>257</sup> Khun Htun Oo, responsable de l'organisation touristique pa-o *Golden Island Cottage*, comm. orale, 5 mai 2016.

<sup>258</sup> Sources : U Win Myint, ancien *ethnic minister* intha, comm. orale, 19 mars 2016 et 15 juin 2017 ; U Tun Hlaing, actuel *ethnic minister* intha, comm. orale, 11 mars 2017.

<sup>259</sup> Source : U Win Myint, ancien *ethnic minister* intha, comm. orale, 19 mars 2016.

<sup>260</sup> Source : id.

Cela nous amène à la deuxième revendication majeure des deux *ethnic ministers* : la création d'une SAZ intha. En effet, les trois cantons de la zone autonome pa-o prennent en étau le lac Inlé : ceux de Hopong et de Hsiseng à l'est, celui de Pinlaung à l'ouest (fig. 36). Bien que ce territoire corresponde à une réalité de peuplement (les Pa-O sont en effet majoritaires dans ces trois cantons), sa reconnaissance constitutionnelle ne fait que raviver le complexe obsidional des Intha.

Les craintes d'une « annexion pa-o »<sup>261</sup> sont d'autant plus vives que la PNO est engagée dans des négociations avec le gouvernement central pour réviser le périmètre de cette SAZ (cf. supra) et qu'au quotidien – et notamment dans le secteur touristique – elle s'affranchit de ces limites pour intervenir dans les cantons voisins (cf. 7.2.2.). Dans ce contexte, l'instauration d'une SAZ intha permettrait non seulement aux habitants du lac de jouir d'une certaine autonomie politique et d'un certain contrôle sur les ressources économiques, mais surtout de démarquer fermement leur territoire pour le soustraire aux revendications pa-o<sup>262</sup>.

---

<sup>261</sup> Source : U Win Myint, ancien *ethnic minister* intha, comm. orale, 19 mars 2016 ; U Tun Hlaing, actuel *ethnic minister* intha, comm. orale, 11 mars 2017.

<sup>262</sup> Sources : U Win Myint, ancien *ethnic minister* intha, comm. orale, 19 mars 2016 et 15 juin 2017 ; U Tun Hlaing, actuel *ethnic minister* intha, comm. orale, 11 mars 2017 ; Radio Free Asia, 27 septembre 2018 : « အင်းလေးဒေသကိုအင်းတိုင်းရင်းသားတွေရဲ့ကိုယ်ပိုင်အုပ်ချုပ်ခွင့်ရဖြစ်ရေးကြိုးပမ်းမည် » :

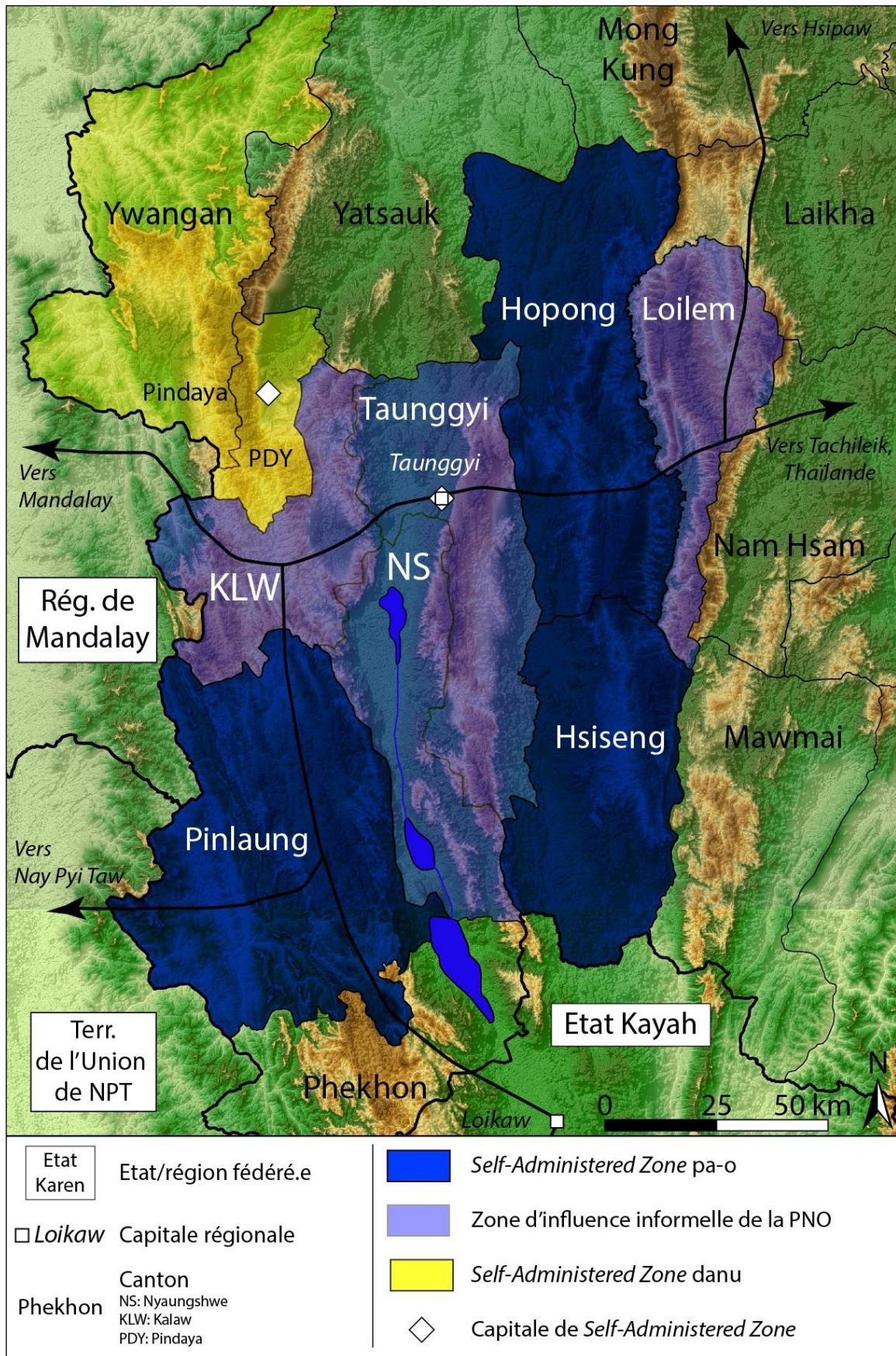


Figure 36: les zones autonomes dans l'État Shan du Sud après 2011.



Cependant, ce grand dessein se heurte à plusieurs obstacles. Le premier est technique, légal : une SAZ doit être constituée au minimum de deux cantons. Or, les Intha ne peuvent revendiquer que celui de Nyaungshwé. La parade serait donc de le scinder pour en faire deux : Nyaungshwé et Nampan. En réalité, une telle configuration a déjà existé par le passé : dans les années 1950, Nampan avait son propre canton, avant d'être fusionné avec celui de Nyaungshwé en 1967 en raison de la situation sécuritaire tendue<sup>263</sup>.

Cette procédure, techniquement possible<sup>264</sup>, est néanmoins extrêmement politique : elle implique à la fois un portage politique fort par les Intha et une opposition modérée de la part de leurs adversaires. Or, au niveau régional, U Win Myint n'a jamais pu défendre ce projet comme il l'aurait souhaité durant son mandat. En effet, bien que la fonction d'*ethnic minister* ait pris de l'épaisseur et de la crédibilité (*Transnational Institute*, 2015 : 10), elle est restée essentiellement consultative, caution ethnique du gouvernement local. Ne disposant d'aucun pouvoir en propre et d'aucun budget, l'*ethnic minister* n'exerce qu'une fonction de lobbying en faveur de son groupe ethnique, et son poids dépend intimement des rapports de force au sein du cabinet. U Win Myint lui-même a ainsi régulièrement souligné son manque de pouvoirs réels, et l'expression « no influence, no power » a rythmé nos discussions<sup>265</sup>.

Au niveau national, le député INDP à Nay Pyi Taw, U Min Swe, tenta en 2013 de soumettre au parlement un texte sur le redécoupage du canton de Nyaungshwé ; cependant, avant soumission, cette proposition devait d'abord être validée par le *Chief Minister* de l'État shan, qui n'était autre que Sao Aung Myat, homme fort de la communauté danu et membre de l'*establishment* historiquement pro pa-o. Il mit donc son veto à cette initiative<sup>266</sup>.

Alors que l'arrivée au pouvoir de la NLD en 2016 aurait pu donner un second souffle au projet de SAZ intha, ce dernier commence par disparaître des agendas politiques. D'une part, l'appartenance de tous les élus locaux à une NLD très centralisée les soumet à l'agenda national et fait passer les revendications particulières au second plan : le nouvel *ethnic minister* intha, le Dr Tun Hlaing déclare ainsi

---

<sup>263</sup> Source : *Eleven Media*, 6 janvier 2019 : « မူလ နန်းပန်မြို့နယ် ပြန်လည်ရရှိရန် ပြည်သူ့လူထုတွေ့ဆုံပွဲ ပြုလုပ်ပြီး ဝန်ကြီးချုပ်မှတစ်ဆင့် နိုင်ငံတော်သမ္မတထံ တင်ပြထားဟုဆို »

<sup>264</sup> Afin de redessiner un canton, il est nécessaire d'amender la constitution, procédure qui implique que la composante militaire – non élue – du parlement ne pose pas son veto.

<sup>265</sup> Source : U Win Myint, ancien *ethnic minister* intha, comm. orale, 19 mars 2016 et 15 juin 2017

<sup>266</sup> Source : Dr Tun Hlaing, actuel *ethnic minister* intha, comm. orale, 11 mars 2017.

« [ne pas vouloir] causer de souci au gouvernement central – qui fait déjà face à des défis majeurs – avec ce type de projet [de SAZ intha]. »<sup>267</sup>

D'autre part, alors que les minorités ethniques attendaient beaucoup d'Aung San Suu Kyi, leurs espoirs sont rapidement déçus : le gouvernement birman a une vision très bamaro-centrée de la politique ; le dialogue avec les minorités ethniques est pour ainsi dire inexistant ; en clair, l'attitude du gouvernement NLD vis-à-vis des minorités est loin d'être aussi positive que ce qu'une partie de l'électorat, les opinions internationales et les partis ethniques eux-mêmes espéraient (Walton, 2017).

Néanmoins, depuis la fin de l'année 2018, le projet de SAZ intha, longtemps éclipsé, semble revenir sur le devant de la scène : fin septembre 2018, des responsables intha se réunissent pour relancer le projet<sup>268</sup> ; en janvier 2019, ils font parvenir aux gouvernements de Taunggyi et de Nay Pyi Taw une demande officielle pour la réinstauration du canton de Nampan, étape cruciale dans la conquête d'une SAZ<sup>269</sup>.

Si les Intha reprennent l'initiative, un obstacle, peut-être le plus délicat, demeure : l'opposition des Pa-O et des Danu car, comme l'explique le Dr Tun Hlaing, « si nous réussissons, nous nous hausserons à égalité avec eux<sup>270</sup> ». Dans le cadre de la concurrence interethnique locale, ces derniers auraient en effet un intérêt tout pragmatique à conserver le *statu quo*. De ce point de vue, le poids politique de personnages charismatiques comme U Aung Kham Hti et Khun San Lwin pour les Pa-O, ou Sao Aung Myat pour les Danu, ainsi que leur proximité avec les plus hauts gradés de l'Armée, restent précieux.

Malgré ces difficultés, U Win Myint – qui n'est plus *ethnic minister* mais toujours président de l'INDP – poursuit son plaidoyer en faveur d'une SAZ intha. Dans les médias, il argumente ainsi que :

« La population des Intha est supérieure à celle des Danu, des Palaung ou des Kokang. Ils ont leurs propres SAZ. Tout comme eux, nous avons notre propre culture, mais nous n'avons jamais eu

---

<sup>267</sup> Source : Dr Tun Hlaing, actuel *ethnic minister* intha, comm. orale, 11 mars 2017.

<sup>268</sup> Radio Free Asia, 27 septembre 2018 : « အင်းလေးဒေသကိုအင်းတိုင်းရင်းသားတွေရဲ့ကိုယ်ပိုင်အုပ်ချုပ်ခွင့် ရဖြစ်ရေးကြိုးပမ်းမည် »

<sup>269</sup> Source : *Eleven Media*, 6 janvier 2019 : « မူလ နန်းပန်မြို့နယ် ပြန်လည်ရရှိရန် ပြည်သူ့လူထုတွေ့ဆုံပွဲ ပြုလုပ်ပြီး ဝန်ကြီးချုပ်မှတစ်ဆင့် နိုင်ငံတော်သမ္မတထံ တင်ပြထားဟုဆို »

<sup>270</sup> Source : Dr Tun Hlaing, actuel *ethnic minister* intha, comm. orale, 11 mars 2017.

l'opportunité de constituer une telle zone. Tous comme les autres groupes ethniques, les Intha ont leur propre histoire, culture et littérature. »<sup>271</sup>

Ici, le vieux meneur intha souligne un aspect absolument crucial de la territorialité dans la Birmanie post-2011 : celui de la culture. En effet, le nouveau cadre constitutionnel accorde un certain poids politique aux minorités ethniques (sous la forme d'*ethnic ministers* ou de SAZ), à condition qu'elles offrent une altérité lisible, qu'elles cochent toutes les cases d'une ethnicité bien codifiée, qu'elles s'insèrent dans le panorama des 135 « races nationales birmanes », ou *taingyintha* (*Transnational Institute*, 2015 ; Crouch, 2015).

Afin de s'adapter à ces nouvelles règles du jeu politique, désormais fondamentalement ethnicisantes, l'enjeu pour les Intha est donc désormais d'apparaître comme une ethnie à part entière, et non plus comme de lointains cousins des Bamar. Après avoir reformulé leur identité face aux injonctions de birmanisation de Ne Win et de Than Shwe, ils se lancent donc désormais dans une entreprise presque opposée : ils soulignent leurs caractéristiques propres, mettent en scène leurs attributs visibles et distinctifs, construisant une identité originale et territorialisée, clé de leur autonomie et de leur légitimité politique locale.

### **3.5. Conclusion**

Si l'État Shan du Sud a longtemps été structuré par des complémentarités fonctionnelles entre groupes sociaux, il a également été traversé par les rivalités entre groupes ethniques pour l'hégémonie locale. La caractéristique marquante de ces relations de pouvoir est avant tout leur grande fluidité. Ainsi, alors que les Shan ont historiquement dominé la région jusqu'à l'ère coloniale, leur pouvoir politique et symbolique a connu un premier déclin sous la domination britannique, puis un second durant l'ère parlementaire lorsque le gouvernement central a cherché à s'imposer dans les collines shan. Le coup d'État de Ne Win, en 1962, marque une bascule décisive : la junte militaire réduit à néant le pouvoir des *sawbwa* ; ceux qui se révoltent sont dénoncés comme des ennemis de la nation et tombent de leur piédestal. Dans le même temps, les Pa-O entrent en rébellion contre le pouvoir central, perdant la possibilité de réinvestir le vide hégémonique laissé par la chute des Shan.

Dans cette périphérie instable, les Intha se positionnent de manière stratégique par rapports aux attentes et aux besoins du régime Ne Win. Mettant l'emphasis sur leur discipline

---

<sup>271</sup> Source : *Myanmar Times*, 12 décembre 2017 : « Ethnic Intha party seeks self-administration for Inle Lake »

et leur loyauté, ils se posent comme des citoyens modèle, méritant les bons soins du gouvernement. En parallèle, ils répondent à la politique de birmanisation du régime en insistant sur leurs mythes fondateurs, leur filiation avec la royauté birmane et, de manière générale, leur proximité culturelle avec les Bamar. Ce double signal envoyé au gouvernement central permet aux Intha de toucher des primes au pacifisme et à la birmanité, qui ont des implications concrètes : ils jouent un rôle clé dans la birmanisation de l'administration ; ils accèdent à de nouveaux marchés, ce qui leur permet de renforcer leur domination économique ; ils se voient attribuer des positions religieuses essentielles, qui leur permettent de s'imposer sur la scène rituelle et de conforter dans le champ symbolique leur hégémonie régionale.

Néanmoins, l'avènement du SLORC/SPDC dans les années 1990-2000 marque un retournement complet des rapports de force. En effet, le pouvoir central change de stratégie par rapport aux groupes armés : au lieu de chercher à les vaincre militairement, il choisit de coopter les plus coopératifs – et les plus flexibles idéologiquement – en milices pro-gouvernementales, auxquelles il sous-traite la stabilisation de la périphérie rebelle, ce qui lui permet de renforcer sa propre implantation. Dans ce contexte, les termes de ce que l'on pourrait considérer comme un appel d'offres gouvernemental changent : la junte ne cherche plus un allié pacifique, vecteur de birmanisation, mais un solide partenaire militaire, qui soit en mesure d'exercer son contrôle sur un large territoire ; les primes au pacifisme et à la birmanité cèdent donc la place à une prime à la force. De ce point de vue, les rebelles de la *Pa-O National Organization* offrent toutes les garanties ; le cessez-le-feu qu'ils signent en 1991 leur offre donc les clés de l'hégémonie régionale : une domination politique, militaire et économique sur une vaste zone autonome. Cette emprise de la PNO permet au SLORC/SPDC de s'approprier la marge : militarisation de l'espace, immixtion dans le domaine rituel, protection – et donc contrôle – de l'environnement. Avec la cooptation des anciens rebelles pa-o en nouveaux maîtres du territoire, la légitimité des Intha connaît une éclipse, source de rancœurs tenaces.

Enfin, la transition politique birmane amorcée en 2011 recompose à nouveau les rapports de force entre Intha et Pa-O, cette fois dans le sens d'un certain rééquilibrage. En effet, la PNO voit son autonomie territoriale entérinée constitutionnellement, mais réduite spatialement ; dans le champ politique et militaire, elle est également concurrencée par l'affirmation de nouveaux pôles, jusqu'au sein même de la communauté pa-o. En d'autres

termes, la PNO est fragilisée dans son monopole. En parallèle, les Intha font leur entrée dans l'arène politique, à travers leur propre parti politique, leur *ethnic minister*, leurs députés à Taunggyi et à Nay Pyi Taw et même la nomination de U Ohn Maung dans le gouvernement Aung San Suu Kyi. Néanmoins, leur complexe obsidional demeure ; à leurs yeux, la seule parade de long terme à la menace pa-o est l'instauration d'une zone autonome intha. Face aux obstacles politiques, la solution est de faire oublier leur proximité culturelle avec les Bamar et de se positionner comme *taingyintha*, comme une authentique « race nationale », munie d'une identité originale, à la fois très distincte et lisible qui, à terme, puisse faire des revendications autonomistes intha une évidence. La transition politique est certes placée sous le signe d'un retour au politique, après près de 50 ans d'autoritarisme et de rapports de force. Néanmoins, elle amène dans son sillage de vives tensions locales, entre l'*establishment* pa-o, affaibli mais refusant d'abandonner son hégémonie régionale et bénéficiant toujours d'appuis en haut-lieu, et les élites intha, bien décidées à s'emparer des nouvelles clés politiques qui lui sont offertes pour renouer avec sa domination passée.

Dans cette cartographie évolutive des relations de pouvoir dans l'État Shan du Sud, un acteur en particulier occupe une place absolument fondamentale : le gouvernement central birman. Comme le centre d'un vaste champ magnétique, c'est bien lui qui, à distance, polarise, recompose, réagence, voire retourne totalement les rapports de force locaux, en fonction de ses objectifs et de sa stratégie pour les atteindre. Les enjeux politiques de l'État Shan du Sud, passés comme contemporains, ne peuvent donc se comprendre qu'à plusieurs échelles : les prétentions hégémoniques et les rivalités doivent être réinsérées dans le cadre plus large des relations changeantes entre le pouvoir central et ses périphéries. Dans ce contexte complexe et évolutif, le développement du tourisme à Inlé nous semble devoir être lu selon une perspective très politique : en tant que secteur économique, pratique spatiale, champ de représentations et de discours, il nous apparaît à la fois comme enjeu et comme levier puissant dans des rapports de force conflictuels.

**PARTIE 2 :**  
**L'INTEGRATION MOUVEMENTEE D'UNE**  
**« DERNIERE FRONTIERE »**  
**PAR LE TOURISME**

Dans le chapitre 3.2., nous avons démontré comment, dans un contexte insurrectionnel, le régime Ne Win a cherché un allié fiable dans l'État Shan du Sud, et comment les Intha se sont repositionnés pour répondre à ce besoin, en échange de bénéfices concrets. Ce marché, très largement implicite, a permis au gouvernement central de garder un pied dans une périphérie en voie d'éclatement. Après la chute de Ne Win, les autorités birmanes ont racheté la loyauté de la guérilla pa-o pour contrôler en leur nom la périphérie, tout en leur permettant de renforcer leur mainmise militaire, économique et même symbolique (*cf.* 3.3). En d'autres termes, le SLORC/SPDC a pleinement tiré profit de ce nouveau partenariat de circonstance pour s'approprier la marge et l'intégrer au territoire national.

Ce modèle théorique des « courtiers d'État », cette question – cruciale dans nombre de pays – de l'intégration conflictuelle de la marge par l'État central (Meehan et Plonski, 2017), ont eu une importance déterminante dans notre réflexion, et sont au cœur de cette seconde partie. En effet, notre postulat ici est que le tourisme ne peut être considéré comme radicalement différent des mécanismes politico-militaires décrits ci-dessus : s'il est moins explicite et confrontationnel que les offensives, les casernements ou les milices pro-gouvernementales, il n'en demeure pas moins un vecteur d'appropriation de la périphérie par le centre, certes indirect mais très puissant<sup>272</sup>.

Nous montrons tout d'abord comment l'affirmation progressive du tourisme autour du lac Inlé à partir des années 1970, avec une nette accélération dans les années 1990, a remobilisé et recomposé les anciens réseaux pour donner naissance à une « région touristique », dont l'économie, les paysages ou encore le tissu social sont organisés par les flux du tourisme international comme domestique. Cette dynamique a signé une double intégration fonctionnelle : d'une part, à l'échelle régionale, le tourisme structure un territoire cohérent, qui se déploie autour du lac Inlé. D'autre part, à l'échelle nationale, les circulations

---

<sup>272</sup> En raison du caractère parfois sensible des informations qui figurent dans cette partie, nous avons choisi de préserver l'anonymat de nos sources quand cela se justifiait. Les références sont donc moins nombreuses que dans le reste de notre thèse, mais les informations sont tout aussi étayées et recoupées.

touristiques transforment l'ancienne marge instable en proche périphérie de loisir, et font de la bordure shan un prolongement familier de la vallée de l'Irrawaddy.

Par la suite, nous montrons comment le développement du tourisme autour du lac Inlé participe de la prise de pouvoir des autorités birmanes sur la périphérie. D'une part, la mise en tourisme repose sur la connexion aux réseaux nationaux d'infrastructures ; le jeu entre contrôle et laisser-faire administratif et fiscal permet aux autorités de mettre le secteur sous sa coupe tout en favorisant les investisseurs qui lui sont proches ; le tourisme en lui-même repose sur une simplification et un « ordonnancement » du monde (Franklin, 2008), qui représentent une véritable prise de pouvoir sur l'espace et les sociétés qui l'occupent. D'autre part, comme tant de secteurs économiques en Birmanie sous l'ère Than Shwe – et encore, dans une large mesure, aujourd'hui – le tourisme est profondément structuré par les réseaux et les mécanismes du capitalisme de connivence ; de ce point de vue, les *cronies* ont mis à contribution leur puissance financière, leur proximité avec les élites politico-militaires et leur pouvoir de coercition pour prendre pied dans ce qui a longtemps été un marché-frontière. Or, cette intégration dans le tissu économique national se double d'une intégration politique et symbolique dans les cercles d'allégeance du pouvoir central. Au fil des années, les flux de capitaux et de main-d'œuvre touristiques, le transfert de modèles architecturaux birmans en territoire shan et les actions de Responsabilité Sociale des Entreprises de la part de ces hôteliers puissants ont non seulement permis l'intégration économique de la région, mais aussi, plus intrinsèquement, la normalisation, voire la banalisation de la périphérie. Cette appropriation de la marge par le tourisme n'est nulle part aussi visible qu'à travers l'emblématique accaparement de terres effectué en 2012 au sud-est du lac, officiellement pour y créer une zone hôtelière démesurée. Ce cas d'étude illustre parfaitement le capitalisme birman de transition, spéculatif et peu transparent, entre méthodes héritées de la junte et nouvelles contestations.

Enfin, nous mettons au jour les dynamiques d'exclusion au cœur du tourisme de masse mondialisé qui prévaut depuis 2011-2013 dans la région. En effet, les pionniers locaux du tourisme, pénalisés par des années de sous-investissement et de gestion oscillant entre court-termisme et spéculation, ne peuvent guère s'aligner sur la concurrence d'acteurs extérieurs, aux moyens financiers conséquents et qui possèdent – ou s'achètent – une véritable expertise touristique. Les acteurs intha des années 1990-2000 sont donc évincés des parts de marché les plus lucratives. Cette érosion économique est durement vécue localement, et alimente

rancœurs et jalousies. Cette marginalisation ne concerne pas seulement les hôteliers et les restaurateurs intha : elle touche l'ensemble de la population à travers une ségrégation socio-spatiale aiguë autour de Nyaungshwé. En effet, le décollage touristique et l'euphorie économique de la période Thein Sein ont généré une intense spéculation foncière dans la région d'Inlé. Si certaines familles de Nyaungshwé ont pu en bénéficier en vendant leur terrain au centre-ville et en déménageant vers la périphérie, on peut également constater que pour de nombreuses autres, ce déplacement est plus subi que véritablement choisi, et s'accompagne d'un sentiment de déclassement et d'amertume.



## **Chap. 4 : Flux, réseaux et intégration : quand le tourisme (re)dessine le territoire**

Remontant dans le temps à travers les écrits coloniaux, les guides et les récits des pionniers du tourisme, nous nous efforçons ici de retracer les grandes étapes de l'émergence de l'État Shan du Sud comme territoire touristique : comment une région encore méconnue des visiteurs jusqu'à la moitié du XX<sup>ème</sup> siècle et encore, dans une large mesure, jusqu'aux années 1990, est-elle devenue un incontournable du tourisme ? En filigrane se dégage une question qui, en tant que géographe, nous semble déterminante : comment le tourisme, à travers les flux, les réseaux, les pratiques et les discours qui le sous-tendent, a-t-il (re)produit du territoire ?

Nous montrons ici comment le lac Inlé, apparemment bien peu visité à l'ère coloniale, apparaît sur la carte du tourisme birman durant l'ère parlementaire (1948-1962) puis comment, à partir des années 1970, les flux touristiques s'y structurent progressivement, et comment les premières représentations s'y cristallisent. Nous nous penchons ensuite sur l'ère SLORC/SPDC, qui voit véritablement l'éclosion touristique du lac Inlé, la mise en place d'une infrastructure touristique et d'un réseau de destinations régionales polarisé par le plan d'eau et participant de l'intégration de l'espace à l'échelle de l'État Shan du Sud. Dans un dernier temps, nous interrogeons la phase de développement touristique la plus récente et montrons comment, depuis 2011, la région est intégrée dans les flux du tourisme de masse et dans les codes de la mondialisation touristique, et comment l'expansion spatiale du domaine touristique qui prévalait jusqu'alors cède la place à de nouvelles pratiques, à un rapport renouvelé à l'espace, et à une intégration plus fine, travaillant par capillarité les replis et les angles morts du lac Inlé.

Nous prolongeons cette analyse spatiale du tourisme international par celle d'un phénomène généralement négligé, *a fortiori* en Birmanie : celui de l'explosion du tourisme domestique, quantitativement très important, et dont les pratiques et les itinéraires, très distincts de ceux des clientèles internationales, participent également, mais à leur manière, de l'intégration de l'État Shan du Sud. Enfin, nous ouvrons ce chapitre par une cartographie de l'industrie touristique actuelle, montrant comment cette dernière structure en profondeur l'économie locale, le territoire lacustre et l'État Shan du Sud et comment, au-delà, elle a

renouvelé et intensifié les flux de migration économiques, amarrant fortement la région au reste du territoire national.

#### **4.1. À l'ère coloniale : l'État Shan du Sud, un angle mort du domaine touristique birman**

Alors que Rangoun, Mandalay et Bagan sont des destinations identifiées et fréquentées depuis les débuts de l'ère coloniale (*cf.* 0.2.1.), l'État Shan du Sud semble n'avoir fait qu'une apparition récente sur la carte du tourisme. Totalement absent du guide de voyage *Murray's* de 1901, il apparaît dans celle de 1909, sous la forme d'une mention rapide, faiblement incitative :

« Entre Pyinmana et Yamethin, puis de là jusqu'à Kyaukse, on peut apercevoir à l'est la chaîne de collines qui sépare la Birmanie des États Shan. Dans ce pays de collines, auquel on accède par la route depuis Thazi, on trouve Taunggyi, la capitale des États Shan du Sud et, à une altitude encore supérieure, Kalaw. Les deux s'affirment de plus en plus comme des stations d'altitude. Kalaw, plus spécialement, est susceptible de devenir populaire. » (*Murray's Handbook*, 1909 : 456).

Cette formule, reprise mot pour mot dans l'édition de 1926 (*Murray's Handbook*, 1926 : 627), cède sa place à une description à peine plus élaborée dans les éditions de 1938 et 1949 :

« La branche [ferroviaire] de l'État Shan du sud, ouverte en 1915, part de Thazi vers l'est, escaladant le plateau shan par plusieurs zigzags vers Kalaw (63 miles), et parcourt une plaine sans arbre, pour descendre à nouveau vers Shwe Nyaung, près du lac Inlé. Kalaw (4294 pieds ; dak bungalow et hôtel) est une destination d'été populaire. Il existe une liaison quotidienne depuis la gare vers Heho et Taunggyi. Les personnes souhaitant visiter Taunggyi gagneront du temps en descendant du train à Heho et en continuant leur chemin par voiture ou camion. Il y a une bonne route depuis la gare de Thazi jusqu'à Kalaw et Taunggyi. Taunggyi (dak Bungalow), le quartier général de la fédération des États Shan, sous le contrôle du gouverneur, est à une altitude de 4712 pieds. » (*Murray's Handbook*, 1938 : 692-693 ; 1949 : 692-693).

Le sud de l'État Shan ne reste donc qu'une idée d'excursion secondaire, une simple diversion à partir de la gare de Thazi. L'auteur ne s'y est visiblement jamais rendu, et la description très neutre des lieux est dépourvue de toute incitation à s'y rendre. Le lac Inlé

n'est pas mentionné comme une destination touristique, mais comme un repère géographique entre Kalaw et Taunggyi.

Cette même absence est flagrante dans les récits de voyage de l'époque, qui se cantonnent à un itinéraire aujourd'hui oublié, mais qui représentait la norme à l'époque : la remontée de l'Irrawaddy de Rangoun à Bhamo, via Prome, Bagan, Mandalay. Même les observateurs patentés de la Birmanie parlent bien peu du sud de l'État Shan : dans *Silken East* (1904), V.C.S. O'Connor est très évasif ; dans *Burmese loneliness* (1918), le Major Enriquez, évoque Kalaw, Heho, s'émerveille devant Taunggyi, mais ne dit pas le moindre mot sur le lac Inlé, pourtant distant de quelques kilomètres. *In fine*, à part de très rares allusions tardives – au début des années 1940 – et dans des ouvrages qui ne sont pas passés à la postérité (*Wonderful India and three of her beautiful neighbors*<sup>273</sup>, auteur inconnu, 1943 ; *Nepal, land of mystery ; Adventures in Burma, China, India and the kingdom of Nepal*, Davis, 1942), le sud de l'État Shan apparaît très marginal.

#### **4.2. La période parlementaire et l'ère Ne Win : les débuts du tourisme dans l'État Shan du Sud**

Après la Seconde Guerre Mondiale et l'indépendance de la Birmanie, l'État Shan du Sud fait une première apparition discrète sur la carte touristique. Dans les années 1950, la région accueille en effet des invités prestigieux : Zhou En-Lai, Ben Gourion, Tito (annexe 30) ou encore Alexandra de Kent, tandis que Bulganin et Krouchtchev ont même droit à l'honneur d'une parade sur le lac Inlé à bord de la barge royale (Aye, 2009 : 54-55). La région semble donc avoir eu un rôle important dans la *soft diplomacy* de la jeune Birmanie indépendante, très probablement sous l'impulsion de Sao Shwe Thaik, président de la république puis du parlement de Birmanie, mais aussi *sawbwa* de Yawng Hwe (cf. 3.1.). Ces initiatives personnelles, le glamour et la couverture médiatique de ces visites d'État ont très

---

<sup>273</sup> Dans cet ouvrage, il n'est pas fait mention d'Inlé, mais une photographie représente « a Burman boatman », propulsant son bateau à l'aide de la jambe sur la « Bailu river », qui doit être la Balu Chaung (p. 490, cf. annexe 29). La scène ne prend pas place sur le lac lui-même, mais sur son effluent, preuve probable qu'il ne constitue pas un attrait en soi. La spécificité culturelle de ses habitants est déjà mise en image, bien qu'ils soient assimilés à des Birmans.

probablement joué un rôle décisif dans l'émergence du tourisme local<sup>274</sup>. En 1961, l'ouvrage birman *Pearl of the East* vante le caractère unique et pittoresque du lac Inlé :

« Ce qui rend ce lac différent de tous les autres, ce sont les nombreuses îles flottantes peuplées de familles, vivant dans des maisons sur pilotis... et les *célèbres leg rowers*. C'est une *vue fascinante* que de les regarder faire glisser leurs longs bateaux sur les eaux cristallines du lac, se tenant en équilibre sur une jambe et ramant avec l'autre » (Pearl Aung et P. Aung Khin, 1961 : 135, notre emphase).

Quant au guide *Motor roads of Burma*, paru en 1962, il fournit des indications sur Pindaya, Kalaw et Inlé ; il suggère au visiteur d'embarquer sur un bateau pour

« visiter le *célèbre lac Inlé*, connu pour ses bateliers intha qui rament avec la jambe. [...] Il y a un certain nombre de villages qui sont *célèbres* pour le tissage de la soie » (*Burma Oil Corporation et Burmah Oil Company*, 1962 : 50, notre emphase).

La région fait également son apparition dans les rares récits de voyage de l'époque, et notamment dans *Land of the crested lion*, d'E. Mannin (1955). La question du tourisme à Inlé émerge même dans la recherche scientifique de l'époque : en 1960, D.M. Nath met – déjà – en évidence la dégradation du lac Inlé et préconise six actions, dont le développement du tourisme :

« Afin d'attirer les visiteurs étrangers, un hôtel moderne permettant la baignade et la navigation devrait être construit » (Nath, 1960 : 179).

La fin des années 1950 présente donc un phénomène étonnant : la région du lac Inlé, jusqu'alors invisible dans la littérature, apparaît soudain comme une évidence, une destination déjà identifiée et célèbre, même si, rappelons-le, les flux restent très limités. Par ailleurs, on peut constater l'affirmation du triptyque touristique Inlé-Kalaw-Pindaya qui, aujourd'hui encore, structure les itinéraires des voyageurs. Enfin, le positionnement touristique du lac Inlé commence à se dessiner : un tourisme culturel, axé sur le mode de vie original des Intha, leur façon si pittoresque de ramer, ainsi que leur artisanat original.

---

<sup>274</sup> Il est aussi possible que l'État Shan du Sud ait bénéficié de la recomposition du paysage touristique : la Seconde Guerre Mondiale a dévasté Mandalay ; les capacités de transport fluvial ont été fortement réduites, mettant à mal la tradition de croisière ; le départ des Britanniques a fait perdre du lustre à certaines destinations comme Maymyo ; la guerre civile en a rendu d'autres dangereuses.

Sous Ne Win, cette dynamique se prolonge, notamment sous l'action résolue du gouvernement. Dès octobre 1962, l'un des tout premiers hôtels gouvernementaux modernes ouvre à Taunggyi (*Director of Information*, 1964 : 95). Le lac Inlé apparaît également en bonne place dans les ouvrages officiels (*Ministry of Trade*, 1965 : 22 ; *Directorate of Information*, 1968 : 154), et dans les circuits touristiques gouvernementaux (Bernot et Bruneau, 1972 : 63-64 ; Kanbawza Win, 1977 : 30-31). Cette promotion volontariste du tourisme depuis le centre vers la périphérie nous semble indissociable de la grande entreprise de construction nationale, de domestication et d'intégration de la marge que mène alors le gouvernement Ne Win.

Cette promotion gouvernementale du lac Inlé porte ses fruits : alors qu'il n'apparaît que comme une région d'intérêt parmi d'autres dans les années 1950-1960, il gagne dans les années 1970 le statut de destination incontournable. Dès 1967, E. Gübelin lui consacre un paragraphe, illustré par une comparaison qui semble émerger à cette époque et qui s'impose très rapidement :

« Le trafic est assuré par d'élégantes et sveltes embarcations, de sorte que l'on pense involontairement à Venise, mais à la Venise de la première époque » (Gübelin, 1967 : 28).

Inlé serait donc une Venise, mais une Venise « de la première époque », avant la touristification et la banalisation : on peut donc relever, dès les années 1960, une mise en valeur de l'authenticité des lieux et, en filigrane, une injonction d'en profiter avant que « cela ne change », thème qui devient très vite récurrent. On l'observe ainsi sous la plume de B. Joliat (1977) : au cours de son excursion assez rapide au cœur de ce qu'il qualifie lui aussi de « Venise de l'Orient », il témoigne pour la première fois de l'inquiétude qui accompagne aujourd'hui le touriste :

« Avec l'avance du bateau, je commence à mieux distinguer les pêcheurs qui s'activent au centre du lac. Et l'Asie réapparaît *dans toute sa vérité originelle* ! Ces communautés sur pilotis n'ont toutefois pas oublié la *traditionnelle* pagode. Comme dans le reste de la Birmanie, il en surgit de toutes parts. À Tharlay, j'ai même découvert un cloître et une école. Après-demain, un restaurant touristique naîtra peut-être. Et dans quelques années, une autoroute. *Voyageur solitaire, amateur de pureté, dépêche-toi* ! La gangrène des charters, avec ses dollars et ses arguments dévastateurs, rôde déjà à la frontière birmane, *plus dangereuse que la guérilla du nord*. » (Joliat, 1977 : 52, notre emphase)

En même temps qu'elles témoignent de l'intégration du lac Inlé dans les circuits touristiques birmanes, ces lignes prouvent que les inquiétudes vis-à-vis des « hordes dorées » (Turner et Ash, 1975) en Birmanie ne sont pas nouvelles : elles remontent aux premiers âges du tourisme ; comme si cette angoisse n'était pas tant liée à la présence de touristes qu'à leur absence, comme si l'authenticité des lieux portait en elle-même les germes de sa propre destruction.

En 1977, le *Traveller's guide to Burma* dresse dès l'introduction le lac Inlé en incontournable de la Birmanie, synonyme d'expérience exceptionnelle. Dans le chapitre « Inlé : la Venise de l'Orient », essentiellement relatif au mode de vie des Intha, le marché flottant de Ywama est présenté comme le point culminant de la visite :

« Avec tous ses canaux qui se croisent, Ywama est vraiment la Venise de l'Orient [...]. Les visiteurs d'Inlé s'accordent tous pour dire qu'une visite du marché au petit matin est l'une des expériences les plus fascinantes du monde. [...] En chemin, les visiteurs à bord de barques à moteur peuvent voir comment vivent les gens [...] ; vous aurez tant de choses à voir le long de ce flot de vie sans fin. Les gens qui vivent sur les bords du canal saluent de la main chaque bateau qui passe. Ce trajet en lui-même est inoubliable, mais vous voilà bientôt au marché flottant. [...] Là, il y a de l'activité sur l'eau et sur terre. Il y a de nombreuses soieries d'Inlé, et vous pouvez en acheter autant que le cœur vous en dit, à moins que vous n'observiez les demoiselles qui tissent sur leurs métiers manuels. Il y a des magasins flottants dans lesquels vous pouvez goûter le *tofu kyaw*, une spécialité shan, ainsi que des nouilles. Visiter Inlé, c'est visiter le marché flottant de Ywama, débordant de vie et de couleurs. C'est une expérience que nul visiteur ne peut oublier » (Kanbawza Win, 1977 : 145-146).

Ici, le registre change : le lac n'est plus décrit comme lointain, éthéré, fondamentalement extérieur au visiteur ; il devient un territoire plein que l'on traverse, que l'on pratique, dont on s'imprègne. Les Intha ne sont plus seulement d'étonnants mais irréels *leg-rowers* : ce sont des villageois avec qui l'on interagit. Les touristes ne sont plus simples spectateurs : ils deviennent acteurs ; ils sont invités à s'approcher, à goûter la nourriture locale, à faire du shopping. Le lac apparaît comme familier, bien balisé, pratiqué et approprié par les touristes. L'achat de souvenirs – fragments de territoire – ne marque-t-il pas une première forme d'appropriation touristique du territoire ?

Il semblerait qu'à la fin des années 1970, la région d'Inlé ait encore été une destination touristique assez secondaire : en 1978, on n'y dénombrait que 3100 visiteurs étrangers<sup>275</sup>, contre 21 000 à l'échelle nationale (PNUD/OMT, 1986 : 6). Cependant, les statistiques semblent indiquer qu'elle gagne en popularité au début des années 1980 : sur les 28 100 touristes qui auraient visité la Birmanie en 1981 (PNUD/OMT, 1986 : 6), 9200 auraient fait halte à Inlé<sup>276</sup>. Le choix de se fier aux statistiques officielles du gouvernement Ne Win est certes un pari risqué, mais la tendance générale qu'elles décrivent semble corroborer les observations que nous avons menées sur les guides touristiques. En effet, dans les années 1980, le nombre d'ouvrages sur la Birmanie augmente très sensiblement, marquant l'institutionnalisation du tourisme dans le pays. Dans les sommaires minimalistes du *Lonely Planet* de 1982 ou du guide de G. Le Ramier (1986), quatre foyers se détachent à l'échelle nationale : Rangoun, Mandalay et leurs environs respectifs ; Bagan et l'État Shan du Sud. L'ancienne marge touristique apparaît donc désormais comme une destination bien identifiée.

Les circuits touristiques proposés par les guides dans l'État Shan du Sud sont des plus étroits (fig. 37) : parti en bateau de Nyaungshwé, le visiteur est invariablement guidé vers les *ye-chan*, les pêcheurs intha sur leur canoë et la pagode Phaung Daw Oo, tandis que certains guides mentionnent également une halte à *Inle Bo Tè* <sup>277</sup>. Le clou de la visite est le marché flottant de Ywama (fig. 38). Dans le reste de la région, les itinéraires sont réduits : seuls Kalaw et son patrimoine colonial ainsi que les grottes de Pindaya, remplies de statues de Bouddha (annexe 31), font figures de destinations secondaires<sup>278</sup>.

<sup>275</sup> Source : မြန်မာ့ဆိုရှယ်လစ်လမ်းစဉ်ပါတီဗဟိုကော်မတီဌာနချုပ်, 1985 : 278

<sup>276</sup> Source : id.

<sup>277</sup> En birman, *Bo* (ဗိုလ်) désigne le général, l'officiel, et *Tè* (တဲ) la cabane. Ce bungalow de bois avait été édifié par les Britanniques sur le lac, à proximité de Maing Thauk, pour y héberger les personnalités de passage.

<sup>278</sup> Source : Kanbawza Win, 1977 : 144-146 ; Le Ramier, 1978 : 263-71 ; J. Klein, 1979 : 209-210 ; W. Klein, 1981 : 243-246 et *Lonely Planet*, 1982 : 154-155

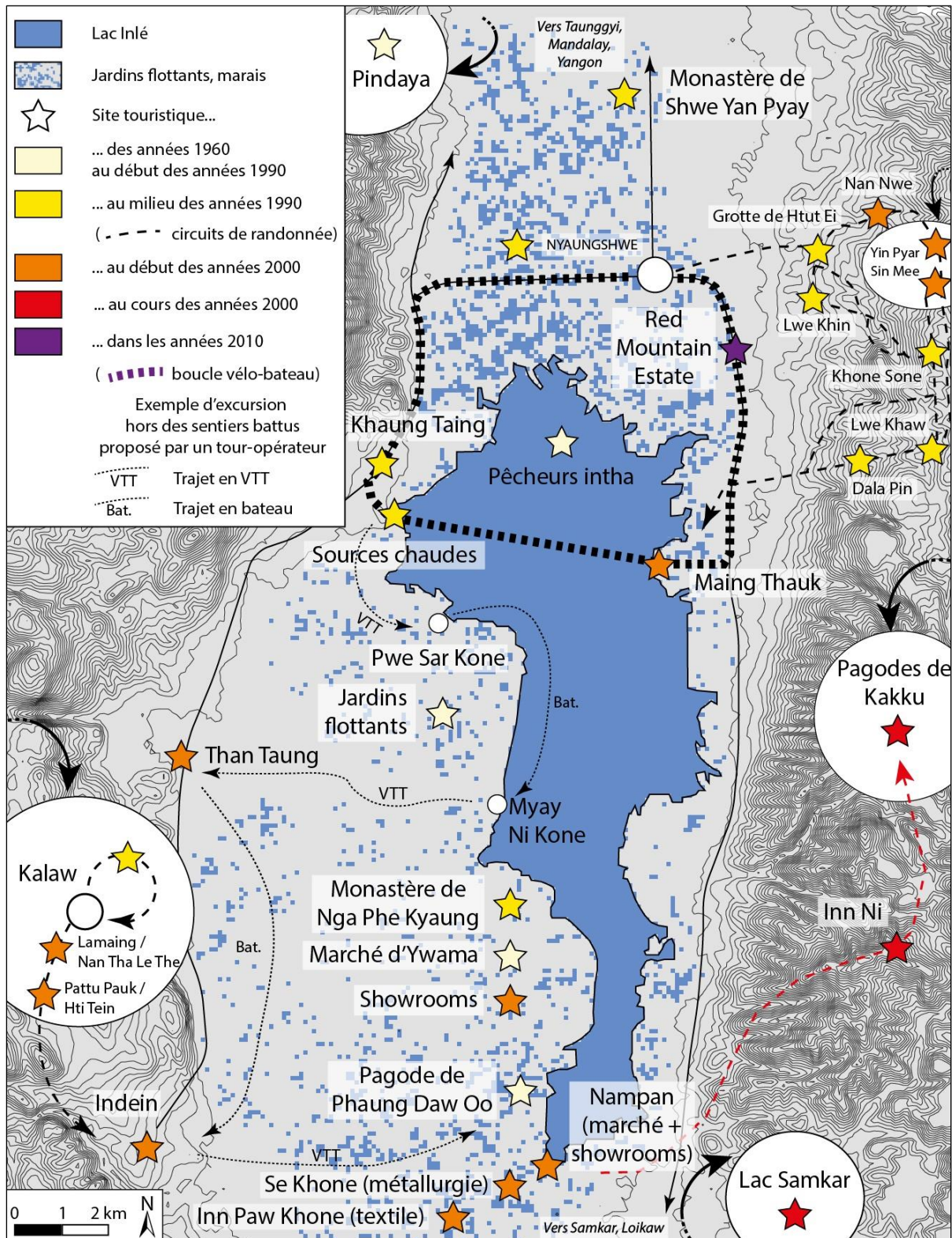


Figure 37 : Itinéraires d'hier et d'aujourd'hui : le déploiement du tourisme dans la région du lac Inlé.  
Source : guides touristiques.





Figure 38 : Le marché flottant de Ywama au début des années 1990. Cliché : François Robinne, début des années 1990.

#### **4.3. La période SLORC/SPDC : éclosion touristique de l'État Shan du Sud et intégration régionale**

Après la construction très progressive du tourisme à Inlé au cours de l'ère Ne Win, la dynamique connaît une accélération sous le SLORC/SPDC (1988–2011). Le tourisme s'organise et commence à structurer le territoire, à le mailler de flux et de réseaux. Il dépasse le seul lac Inlé pour intégrer les collines alentour, de Pindaya au nord à Samkar au sud, de Kalaw à l'ouest à Kakku à l'est. L'activité touristique semble donc jouer un rôle intégrateur important à l'échelle de toute la sous-région.

Bien que les statistiques hôtelières soient sujettes à caution, il semblerait que la fréquentation touristique à Inlé suive de très près les tendances que nous avons pu relever à l'échelle nationale (fig. 39). Alors que la fréquentation est au plus bas après les troubles de 1988, elle connaît une hausse marquée lors de la *Visit Myanmar Year* de 1996 : les statistiques hôtelières pour le canton de Nyaungshwé bondissent de 3200 à 22 400 entre 1994

et 1997 (+ 90 % par an). Autre changement : les touristes désertent désormais Taunggyi<sup>279</sup> pour séjourner à Inlé, où le nombre d'hôtels passe de 2 à 31 entre 1993 et 1998 (annexe 32). Dans les années 2000, le lac devient le cœur touristique de l'État Shan du Sud : il concentre la moitié des hôtels de la région<sup>280</sup> et, en fonction des années, 68 à 75 % des visiteurs<sup>281</sup>.

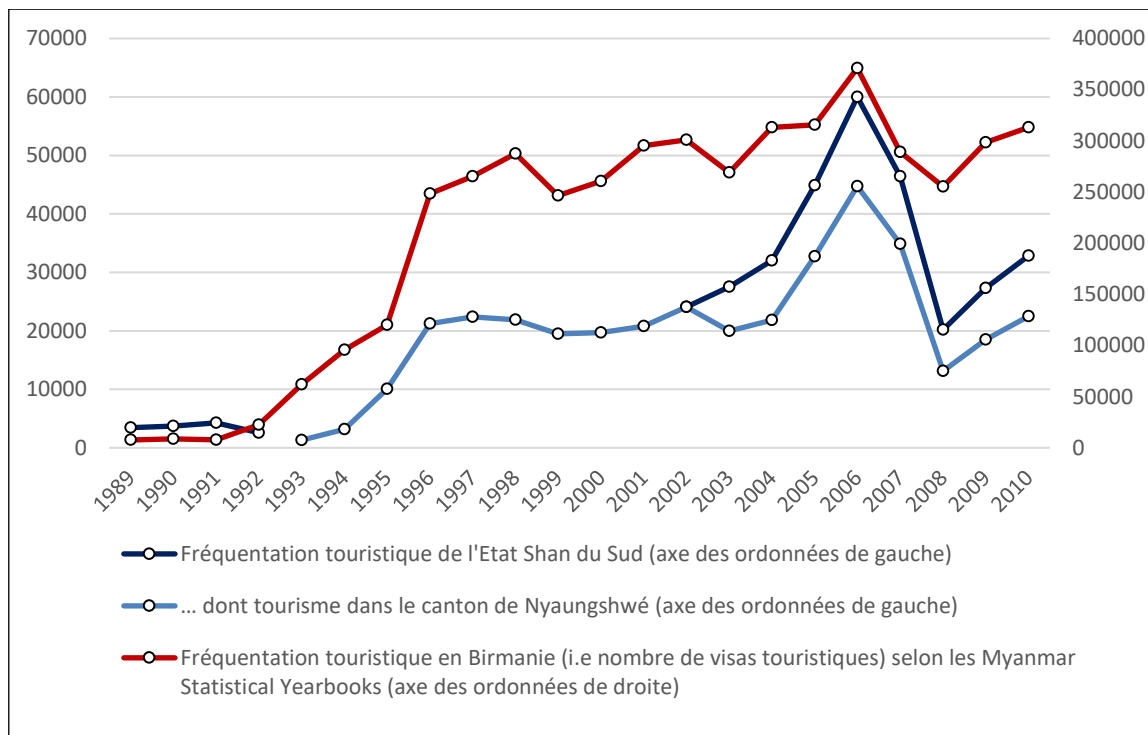


Figure 39 : Fréquentation touristique dans la région d'Inlé de 1989 à 2010. Sources : pour l'État Shan du sud et pour le canton de Nyaungshwé : Khin Ohnmar Htwe (1995) pour la période 1989-1992, Aye Myint (2007) pour la période 1993-2001 et bureau local du MoHT à Taunggyi pour la période 2001-2010 ; pour le niveau national : Central Statistical Organization, 1993, 1997, 2011.

Le parallèle entre Inlé et l'échelle nationale se poursuit par la suite : après une stagnation autour de 20 000 étrangers par an, les flux connaissent une forte croissance entre 2004 et 2006, pour atteindre 45 000 visiteurs par an. D'après certains acteurs touristiques expérimentés, c'est une période d'espoir intense pour les hôteliers, les pilotes de bateaux et les vendeurs de souvenir à Inlé<sup>282</sup>. La « Révolution Safran » de 2007, puis le cyclone Nargis de 2008 portent néanmoins un coup d'arrêt brutal à cette dynamique, chute qui marque

<sup>279</sup> La ville de Taunggyi apparaît désormais trop loin du lac – une heure de route – et surtout animée d'un dynamisme économique qui la met en contradiction flagrante avec l'image d'une Birmanie hors du temps : « un conseil : si vous pouvez éviter la ville de Taunggyi, dans l'État Shan, non loin du lac Inlé, n'hésitez pas. C'est vraiment trop moderne ! » (Holzbachova et Benet, 1996 : 13, notre emphase).

<sup>280</sup> Source : Bureau local du MoHT, Taunggyi.

<sup>281</sup> Source : Bureau local du MoHT, Taunggyi. Ces chiffres ne signifient pas qu'un tiers des touristes évite Inlé, mais plutôt qu'ils peuvent loger dans d'autres villes en plus de Nyaungshwé. À l'époque, l'État Shan du Sud touristique se réduisait aux cantons de Kalaw, Aungban, Pindaya, Nyaungshwé, Shwenyaung et Taunggyi.

<sup>282</sup> Source : François Raynal, chef de chais au *Red Mountain Estate*, comm. orale, 17 mars 2015 ; Yannick Borit, restaurateur, comm. orale, 23 mai 2015.

profondément les acteurs du tourisme<sup>283</sup>. Dans ce contexte sinistré, les employés les plus qualifiés quittent massivement la région en quête de meilleures opportunités. Certains migrent même vers les pays du Golfe<sup>284</sup> ; depuis les années 2010, on assiste à un retour de cette main-d'œuvre très qualifiée (cf. 7.2.1.).

Comme dans le reste du pays, l'année 2009 marque un rebond : la fréquentation repasse de 13 000 visiteurs en 2008 à 22 500 en 2010 (+ 32 % par an) : la croissance entamée entre 2004 et 2006 était donc une solide dynamique de fond, et l'impact des condamnations internationales après la révolution safran de 2007 et le cyclone Nargis de 2008 ne semble avoir été que de courte durée<sup>285</sup>.

Si les représentations touristiques de la Birmanie sous le SLORC/SPDC sont saturées de politique (cf. 0.2.4.4.), la croissance du tourisme à Inlé même est en revanche portée par un imaginaire positif : dans les six guides de voyage en français que nous avons étudiés, le vocabulaire employé renvoie au mode de vie original des Intha, à la tradition et à l'intemporalité. En revanche, les termes désignant le visiteur, l'appareil touristique sont quasiment absents : le réel paraît donc figé dans la tradition, l'altérité, l'intemporalité<sup>286</sup>. Cette construction discursive de l'exotisme et de la « dernière frontière » va évoluer de manière assez significative lorsque le tourisme va s'intensifier à partir de 2010 (cf. 4.4.).

Les guides touristiques publiés au cours de ces vingt années livrent également une vision diachronique de l'extension du domaine touristique à Inlé et de l'inrégation régionale par les flux touristiques. Cette dynamique se décompose en quatre phases principales.

Pendant la première moitié des années 1990, les itinéraires sont les mêmes que dans les années 1970 et 1980 (fig. 37, p. 223) : de courtes boucles reliant Nyaungshwé à la pagode Phaung Daw Oo, au sud du lac. En chemin, les visiteurs ne voient guère que les jardins flottants, les pêcheurs intha, *Inle Bo Tè*, le village de Ywama et son marché flottant (W. Klein, 1989 : 229-231 ; *Lonely Planet*, 1993 : 155). Les rives ouest et est du lac, encore

---

<sup>283</sup> Source : Ko Zaw, président de l'association des hôteliers de Nyaungshwé, comm. orale, 9 mai 2016 ; Ma Ei Sandar Htun, gérante d'un magasin de souvenirs, comm. orale, 10 mai 2016 ; François Raynal, chef de chais au *Red Mountain Estate*, comm. orale, 17 mars 2015

<sup>284</sup> Source : Ko Kyaw Khine, personnel hôtelier, comm. orale, 19 février 2015 ; Ma Nyein, chef réceptionniste, comm. orale, 9 octobre 2015 ; Ma Chit Chit, restauratrice, comm. orale, 20 mars 2016.

<sup>285</sup> Si les statistiques de fréquentation de la région d'Inlé suivent les grandes évolutions nationales en termes quantitatifs, elles présentent néanmoins une différence de taille d'un point de vue qualitatif, et notamment par rapport à la proportion de touristes asiatiques (annexe 33).

<sup>286</sup> Pour le détail de cette analyse lexicographique, cf. annexe 34.

largement contrôlées par la guérilla pa-o, font figure de zones interdites. Au sud, on ne s'aventure que très rarement jusqu'à Nampan, et jamais plus loin. À une époque où la majorité des touristes séjourne encore à Taunggyi, Nyaungshwé apparaît comme un simple point de transit, que l'on ne fait qu'entrevoir. Tout au plus le palais des *sawbwa* et la grande pagode Yadanar Mann Aung (annexe 35) sont-ils mentionnés.

La *Visit Myanmar Year* de 1996 marque le début d'une seconde phase (fig. 37, p. 223). Désormais, les touristes séjournent à Nyaungshwé, qui devient une destination à part entière. On y visite le palais des *sawbwa*, la pagode Yadanar Mann Aung, le marché et les monastères de la ville, plusieurs pagodes en ruines dans les rizières et le sanctuaire des *nats* dans les bois de Nanthe. Au-delà, les excursions mènent au monastère Shwe Yan Pyay, qui dresse ses toits de bois sculpté à 2,5 km au nord de la ville et aux pagodes de Pawritha, à 6 km. Sur le lac, on observe une recomposition des itinéraires. La transformation la plus significative est – déjà – la perte d'attractivité du marché flottant de Ywama. Alors que dans les années 1980, ce dernier semblait être l'incarnation de l'Asie éternelle, son authenticité est désormais remise en question :

« Si votre seuil de tolérance aux marchands de souvenirs est bas, vous risquez de trouver Ywama trop touristique » (*Lonely Planet*, 1996 : 314-315)

Dès le milieu des années 1990, les touristes semblent donc pris dans la contradiction qui les habite encore aujourd'hui : ils admirent l'inventivité et l'esprit d'entreprise des Intha tant que ces qualités s'expriment dans des réalisations « traditionnelles » (monastères, agriculture, pêche, etc.) ; en revanche, ils les disqualifient dès que les Intha échappent à l'image d'Épinal et sortent de leur altérité pour entrer en contact commercial.

Cette collision entre réalité et fantasme pousse les acteurs du tourisme à élargir les itinéraires et à proposer de nouveaux sites, dont le monastère de Nga Phe Kyaung, dans le village d'Inn Chan, avant tout connu comme le « monastère des chats sauteurs » : pendant des années, les visiteurs se sont pressés dans le grand hall de prière pour voir lesdits félins sauter à travers des cerceaux tenus par les moines<sup>287</sup>. Cette pratique, apparemment initiée dans les années 1980, s'interrompt en 2011, lorsque le moine supérieur du monastère décède. Cela

---

<sup>287</sup> Ces exercices, inventés à titre purement récréatif par les moines, restèrent longtemps méconnus, jusqu'à ce que les magazines de voyage ne s'en emparent dans les années 1990, lançant de manière décisive la popularité du monastère. Au-delà de l'effet performatif de la littérature de voyage, on peut souligner l'influence des guides, qui auraient incité les moines à se produire devant leurs clients en échange d'une donation financière, contribuant donc à monétariser la performance.

fait donc huit ans que les félins de Nga Phe Kyaung ne sautent plus pour les touristes<sup>288</sup>. On observe néanmoins une certaine inertie, dans les pages des guides de voyage (*Lonely Planet*, 2014 : 195) comme dans la bouche des acteurs locaux du tourisme et des visiteurs, qui persistent souvent à désigner le lieu comme le *jumping cat monastery*. On peut certes y voir une facilité linguistique, mais cette persistance nous semble aussi participer du maintien d'un imaginaire romantique : elle ancre le lac Inlé dans cette authenticité fantasmée qui attire tant les visiteurs, tout en minimisant les changements qui traversent la région.

Au-delà du lac, les visiteurs sont pour la première fois invités à quitter leur bateau et à tâter les rives : les sources chaudes de Lwe Nyein et les ateliers de *snacks* de Khaung Taing, au nord-ouest du lac, reçoivent leurs premiers touristes. Au-delà, les collines sont parcourues par leurs premiers randonneurs : à partir de 1993 autour de Kalaw<sup>289</sup> et de 1996 dans les collines à l'est de Nyaungshwé<sup>290</sup>. Pendant plusieurs années, les pionniers du *trekking* ne proposent que des excursions à la journée, d'une part parce que les villages tout proches offrent encore un « exotisme » brut qui satisfait les visiteurs ; d'autre part parce que les hôteliers de Kalaw et de Nyaungshwé, inquiets de perdre des clients, exercent de fortes pressions. Cependant, il apparaît rapidement que le trekking représente plus un atout pour l'hôtellerie qu'un concurrent. Avec la « compréhension » des autorités, les touristes passent donc leurs premières nuits autour de Kalaw en 1996<sup>291</sup> ; à Nyaungshwé, le lobbying des hôteliers est plus actif, et il faut attendre 2003<sup>292</sup>.

Lors de la troisième phase, qui correspond au tournant des années 2000 (fig. 37, p. 223), l'artisanat fait son entrée dans les pages des guides. Au lieu de l'acheter au marché – geste devenu banal et associé à la figure du touriste – on se penche désormais sur sa fabrication. Cela permet de renouer avec l'idéal-type de l'explorateur-anthropologue, du voyageur éclairé qui dépasse les apparences du *frontstage* pour interroger la réalité du *backstage* (McCannell, 1976). Deux premiers pôles artisanaux s'affirment donc : Ywama, centre de l'orfèvrerie ; Inn Paw Khone, capitale du textile. L'activité artisanale y est ancienne (cf. 2.1.2.), mais à la fin des années 1990, plusieurs familles aisées se tournent explicitement vers le tourisme en ouvrant les premiers *showrooms*, mêlant fabrication et vente, et soumettant le processus de production au regard des visiteurs, non sans une certaine mise en

---

<sup>288</sup> Source : Ko Myo Myint, chef du village d'Inn-Chan, comm. orale, 9 mars 2017.

<sup>289</sup> Source : Sam, dirigeant d'agence de *trekking*, comm. orale, 27 octobre 2016.

<sup>290</sup> Source : U Than Htay, pionnier du *trekking* à Nyaungshwé, comm. orale, 30 janvier 2016.

<sup>291</sup> Source : Sam, dirigeant d'agence de *trekking*, comm. orale, 27 octobre 2016.

<sup>292</sup> Source : U Than Htay, pionnier du *trekking* à Nyaungshwé, comm. orale, 30 janvier 2016.

scène. Or, le réel est une boîte à double fond : lorsque le touriste pense parvenir au *backstage*, il n'accède en réalité qu'à un autre *frontstage*, plus discret (McCannell, 1976 ; Cohen, 1988, 1989).

Par ailleurs, le déclin touristique du marché flottant de Ywama se confirme<sup>293</sup>, victime de sa fréquentation. Les visiteurs investissent donc les autres étapes du cycle des cinq marchés, qui se déroulent tous sur la terre ferme : Maing Thauk, Khaung Taing, Nampan et Than Taung apparaissent ainsi sur la carte. Au sud-ouest du lac, le village d'Indein, visité pour son marché et les 1600 pagodes qui se dressent au sommet d'une colline (annexe 36), devient accessible aux visiteurs, après plusieurs années de contrôle militaire (*cf.* 7.1.1.). Enfin, plus loin dans les collines, l'activité de *trekking* se déploie : par la négociation avec les autorités et par allongement progressif des itinéraires, les agences de Kalaw relient pour la première fois l'ancienne ville coloniale au lac Inlé en 1999<sup>294</sup>, bien que cette pratique reste encore confidentielle pour quelques années.

Enfin, au cours de la quatrième phase, qui couvre les années 2000, la maturation du système touristique et la montée de la concurrence entre ses acteurs font déborder le tourisme de son périmètre initial : bien que le lac Inlé reste la centralité touristique principale de la région, il organise désormais une véritable région touristique, mettant en réseau plusieurs pôles (fig. 37, p. 223).

À l'ouest d'Inlé, l'extension des circuits de randonnée se poursuit, et l'excursion vers le lac gagne en popularité. Malgré une nouvelle vague d'opposition des hôteliers de Kalaw entre 2001 et 2002, le poids des agences de randonnée prévaut, et en 2004-2005, les excursions vers Inlé commencent à structurer les collines en profondeur, traversant rizières et forêts claires en trois jours et deux nuits, selon un itinéraire devenu assez invariable<sup>295</sup>. À 60 kilomètres au nord d'Inlé, les grottes de Pindaya consolident leur popularité déjà ancienne : en 2010, elles accueillent ainsi près de 17 500 visiteurs<sup>296</sup>.

---

<sup>293</sup> Dans son édition de 2006 (p. 162), le *Guide du Routard* déplore que « la balade [soit] devenue très commerciale » : ce qui trouble l'auteur, ce n'est pas seulement l'affluence touristique du marché flottant, mais sa dimension commerciale. Il semble y avoir une opposition radicale entre « tradition » et « commercialité », comme si l'authenticité se devait de rester non marchande, un réel chatoyant livré gratuitement au regard touristique (Réau et Poupeau, 2007).

<sup>294</sup> Source : Sam, dirigeant d'agence de *trekking*, comm. orale, 27 octobre 2016.

<sup>295</sup> Source : Khun Htun Htee, Sam, Haq et Ko San Lynn, propriétaires d'agences de randonnée, comm. orale, 27 et 28 octobre 2016.

<sup>296</sup> Source : Département financier des grottes de Pindaya. Nous remercions ici Mike Haynes de nous avoir communiqué ces données.

À l'est, les horizons touristiques s'élargissent lorsqu'à partir de 1998, la *Pa-O National Organization* autorise les visiteurs à accéder aux pagodes de Kakku, à 37 kilomètres au sud de Taunggyi. Leurs 2478 flèches blanches accueillent près de 700 visiteurs pour l'année budgétaire 2000-2001, et près de 4500 pour 2005-2006<sup>297</sup>. La PNO ouvre également son domaine touristique au sud d'Inlé (cf. 7.1.1.) : à partir de 2003, moyennant un frais de passage à *Golden Island Cottage*, les visiteurs peuvent dépasser Nampan et Inn Paw Khone pour gagner le lac Samkar. Le moment fort de la visite est le complexe de pagodes de Samkar, submergé une partie de l'année, et dont les 68 flèches en ruine (Saung Hsu Pyae Kyaw, 2018 : 65) dégagent une « authenticité » romantique (fig. 40). Le succès est rapide : 360 visiteurs pour l'année budgétaire 2003-2004, 3300 pour 2009-2010<sup>298</sup>.



Figure 40 : Les pagodes submergées de Samkar, symbole de l'Asie perdue.  
Cliché : Martin Michalon, mars 2014.

Au cours des années 2000 se dessine donc une région touristique, articulant un pôle majeur – le lac Inlé – et une poignée de sites satellites autour : pour l'année 2006, les hôtels du canton de Nyaungshwé accueillent environ 45 000 clients ; ceux de Kalaw près de 9000 ; ceux de Taunggyi 3500 ; ceux de Pindaya 3000<sup>299</sup>, tandis que Kakku accueille près de 4500 visiteurs et Samkar près de 2000<sup>300</sup>. Entre tous ces sites se déploient de nombreuses mobilités : on randonne de Kalaw à Inlé, on prend un bateau vers Samkar, on loue un taxi à la

<sup>297</sup> Source : statistiques internes de *Golden Island Cottage*.

<sup>298</sup> Source : *id.* Détail significatif : durant les années 2000, 80 à 85 % des visiteurs font partie d'un voyage organisé, ce qui vient autant remettre en question le cliché des groupes moutonniers que celui du *backpacker* aventurier, fer de lance du tourisme (Cohen, 2003, Power, 2010 ; Sacareau, 2006). L'État Shan du Sud montre au contraire que les voyageurs ouvrent souvent la voie aux indépendants.

<sup>299</sup> Source : Bureau local du MoHT à Taunggyi.

<sup>300</sup> Source : statistiques internes de *Golden Island Cottage*.

journée vers Kakku ou on va passer une nuit à Pindaya. Si la région était parcourue par de nombreux réseaux très anciens (cf. 2.1.), les flux touristiques contribuent à resserrer et renouveler ces liens dans toute la sous-région.

#### **4.4. La transition démocratique (2011-) : vers un tourisme de masse post-moderne, ou l'insertion du lac Inlé dans les flux et les tendances de la mondialisation touristique**

Après des débuts touristiques chaotiques durant la décennie 2000, l'avènement du gouvernement Thein Sein marque, comme à l'échelle nationale, les débuts du tourisme de masse. Le nombre d'étrangers dans le canton de Nyaungshwé passe ainsi de 29 900 en 2011 à 225 000 en 2017, soit un taux de croissance exceptionnel de 40 % par an<sup>301</sup> (fig. 41). Si l'année 1996 fut celle de l'éclosion du tourisme à Inlé, la période 2011-2012 fut donc bien celle du décollage. Bien que le relâchement des règles de voyage, l'ouverture de nombreuses régions d'accès réglementé et des frontières terrestres permettent l'affirmation de nouvelles destinations, Inlé demeure une halte incontournable en Birmanie.

À Inlé, tous nos interlocuteurs sont unanimes pour situer le décollage du tourisme entre 2012 et 2013 et gardent des souvenirs intenses de ces années fastes, pendant lesquelles tous les hôtels étaient complets des semaines à l'avance pendant la haute saison<sup>302</sup> :

« Nous, le personnel, on s'activait en permanence. On n'arrêtait jamais ! On n'avait pas le temps de respirer, de réfléchir, c'était des *check-in* et des *check-out* sans arrêt ! »<sup>303</sup>

Les touristes les moins prévoyants ne trouvaient simplement pas de chambre et devaient trouver refuge dans les halls des monastères. Cette anecdote fait partie du grand récit touristique d'Inlé, au point que des acteurs qui n'ont pourtant pas connu cette période la racontent avec détail et émotion, et que l'on peut interroger sa réalité même. Quels effectifs de touristes avaient réellement recours aux monastères ? Dans quelle mesure ce choix était-il contraint, ou également mu par un désir de spiritualité et d'hébergement bon marché ?

---

<sup>301</sup> Depuis la « crise rohingya » de 2018 (cf. 0.2.6.1.), la tendance est aujourd'hui au ralentissement : un cahot de plus dans une histoire touristique décidément mouvementée.

<sup>302</sup> Comme partout ailleurs en Birmanie, le tourisme à Inlé est très saisonnier (annexe 37).

<sup>303</sup> Ko Nyi Nyi Tin, gérant d'hôtel, comm. orale, 4 novembre 2016.



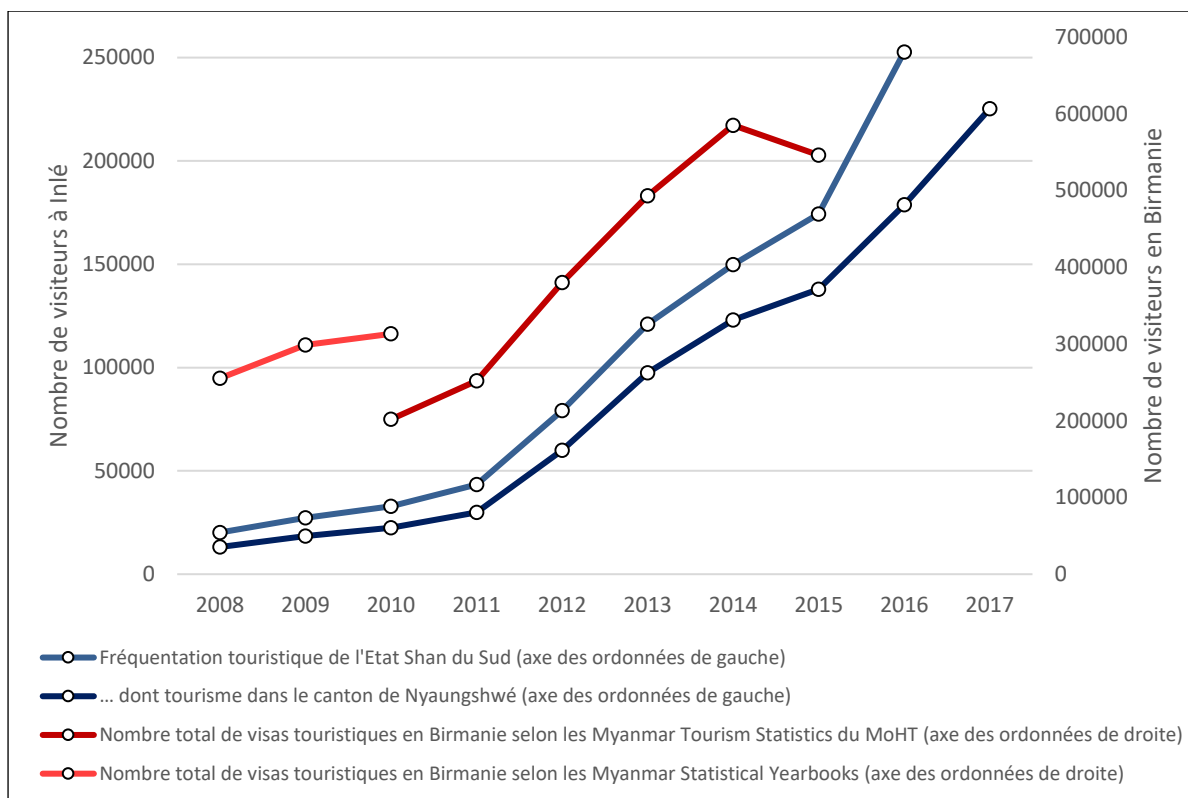


Figure 41 : L'essor du tourisme au lac Inlé dans le sillage de la transition politique de 2011.

Source pour la période 2008-2010 : Bureau local du MoHT à Taunggyi pour les statistiques locales et Central Statistical Organization, 2011 pour les statistiques nationales ; pour la période 2010-2015 : Myanmar Tourism Statistics, 2011 à 2016.

Quelle que soit la véracité de cette anecdote, il est clair qu'elle a été mobilisée pendant des années pour illustrer le succès touristique de la région – confortant par là la fierté des intha et leur image d'entrepreneurs à succès – mais aussi pour attirer les investisseurs et stimuler le marché foncier. Ce récit est abondamment mobilisé dans la construction d'une « utopie performative », dispositif discursif collectif qui perpétue des perspectives optimistes, justifie un discours haussier et pare la spéculation foncière incontrôlée des atours de l'évidence (Loloum et Aledo, 2018).

Au-delà de cette nouvelle ampleur, le tourisme à Inlé connaît de profondes transformations qualitatives. La première concerne l'engagement politique des visiteurs : alors que ceux des années 1990 et 2000 étaient plutôt sensibilisés à l'actualité du pays et tentaient de traduire cette conscience politique dans leur mode de voyage – ou du moins dans leurs discours – ceux des années 2010 ont un bagage culturel et politique considérablement plus léger :

« Avant, on avait des touristes préparés, informés, qui allaient en Birmanie contre les réticences occidentales, qui acceptaient tout sur le terrain, y compris les désagréments. Aujourd’hui, ils viennent en Birmanie comme ils iraient dans n’importe quel pays. »<sup>304</sup>

Avec l’amélioration de l’offre hôtelière et des conditions de voyage (transports, internet, téléphonie mobile, réseaux bancaires, etc.), la seconde évolution est l’arrivée de nouvelles clientèles, moins aventurières et plus hédonistes, plus à la recherche d’une altérité négociée et décodée que d’une « authenticité » brute (Suchet, 2015) : clientèles de luxe<sup>305</sup>, personnes âgées<sup>306</sup>, familles avec des enfants en bas âge et visiteurs provenant de pays émergents.

En parallèle de ces clientèles exigeantes, un autre profil aux attentes antinomiques – du moins en apparence – s’affirme également : celui du routard, du *backpacker*. En Birmanie, cette figure est bien connue depuis les années 1970 (cf. 0.2.3.3.), mais la période post-2010 marque un double changement. D’une part, les routards sont désormais bien plus nombreux, parce que les conditions de voyage sont plus favorables au voyage indépendant, parce que l’ouverture des frontières terrestres (cf. 0.2.5.2.) fait rentrer la Birmanie dans la fameuse boucle des routards en Asie (Le Bigot, 2016), et parce que les représentations post-2011 faisant de la Birmanie « la dernière frontière du tourisme », répondent parfaitement à leur philosophie. D’autre part, leurs pratiques connaissent la transition décrite depuis des décennies dans d’autres contextes, celle de la modernité (quête d’une authenticité et d’une altérité perçues comme véritables) à la post-modernité (acceptation de la « disparition de l’authenticité » ; acceptation de l’artifice et jeu vis-à-vis de ce dernier ; recherche d’expériences hédonistes et d’une authenticité non plus extérieure, mais intérieure, cf. Cohen, 1988, 2003 ; Spreizhofer, 2004 ; Bourdeau, 2018). Ce glissement est advenu tardivement en Birmanie car, jusque récemment, le pays offrait encore l’« authenticité » dont les routards avaient plus ou moins fait le deuil ailleurs, et aussi – surtout ? – car l’offre touristique locale ne s’y prêtait pas : en l’absence de cafés branchés, de salons de massage, de fêtes techno et de *nightlife*, les pratiques post-modernes ne pouvaient que rester marginales<sup>307</sup>. Avec la lente apparition d’une telle offre à Inlé à partir de 2014, les comportements des routards

---

<sup>304</sup> Source : Pierre Leduc, gérant de tour opérateur, comm. orale, 16 juin 2016.

<sup>305</sup> Lors d’une étude menée auprès de mille étrangers en mars 2014, 40 % des répondants déclarent ainsi loger dans un hôtel haut de gamme et 33 % dans un établissement de milieu de gamme (Valentin, dir., 2014 : 24).

<sup>306</sup> Selon l’étude d’A. Valentin, 36 % d’entre eux auraient plus de 55 ans (Valentin dir., 2014 : 16).

<sup>307</sup> Cela peut d’ailleurs nous inciter à remettre en question le cliché de l’« authentique routard » de l’âge d’or des années 1980-1990 : et si ce dernier ne mangeait dans de modestes restaurants de bord de rue, voyageait avec « les locaux » et logeait dans des *guesthouses* rustiques que parce qu’il n’en avait pas le choix ?

évoluent vers plus d'hédonisme ; la Birmanie s'intègre non seulement dans la « boucle asiatique », des routards, mais aussi dans un univers générique de comportement touristiques : on voyage en Birmanie comme en Thaïlande ou au Vietnam.

On peut compléter ce panorama par un dernier type de profil, plus ou moins intermédiaire entre les deux grands groupes que nous avons esquissés : celui des *flashpackers* (Pursall, 2005, in Jarvis et Peel, 2010), jeunes couples ou groupes d'ami.e.s, tous actifs dans leur pays d'origine, disposant en général d'un revenu confortable, et qui passent deux semaines de congé en Birmanie, sac au dos. Très connectés, faisant toutes leurs réservations en ligne, faisant grand usage des réseaux sociaux, ces voyageurs ont certaines attentes : pas question de passer vingt heures sur la banquette de bois d'un train, de voyager debout à l'arrière d'un pick-up ou de séjourner dans une *guesthouse* décrépite : le but des vacances est clairement la détente, le repos, le ressourcement, une certaine qualité de vie.

En somme, malgré la diversité de leur profil (personnes âgées, familles, voyages organisés, touristes chinois, *backpackers* au long cours), les visiteurs du lac Inlé partagent dans une certaine mesure une même vision. La recherche de l'altérité maximale, la volonté de quitter les sentiers battus, de fuir les foules, de rentrer en contact avec les Birmans s'efface ; désormais, le ressourcement, le jeu, l'originalité, le soin et la mise en scène de soi structurent les vacances. Pour paraphraser la célèbre formule, et bien qu'ils s'en défendent, les « voyageurs » deviennent « touristes ».

Cette transition d'un tourisme confidentiel et élitiste à un tourisme massif et banalisé, cet amarrage de la région à de nouveaux flux touristiques régionaux et mondiaux et cette affirmation de nouvelles pratiques touristiques apparaissent bien dans les guides touristiques post-2011. Si, bien sûr, le portrait folkloriste du mode de vie des Intha et l'exposé émerveillé du cadre naturel demeurent extrêmement prégnants, un nouveau venu apparaît désormais en bonne place : l'étranger. Après des années d'allusions souvent évasives et d'acceptation à demi-mot de sa présence (*cf.* 4.3.), il vient désormais structurer le propos. Après une époque où le lac Inlé était décrite comme une zone pré-touristique que le visiteur ne faisait qu'effleurer, la région est désormais décrite de manière assumée comme une aire déjà touristique : le touriste rentre de plain-pied dans le territoire ; ce dernier s'insère dans la mondialisation touristique. Ce nouveau rapport au territoire et ces nouvelles attentes apparaissent dans les itinéraires et les pratiques, que nous proposons d'étudier à trois échelles différentes : Nyaungshwé ; le lac Inlé ; l'État Shan du Sud.

Après des années 1990-2010 marquées par une dilatation progressive du domaine touristique, les années 2010 semblent marquer une rupture. L'examen des guides de voyage, les entretiens avec les acteurs locaux du tourisme, les visiteurs eux-mêmes et nos expériences de terrain mettent en évidence une massification très nette du tourisme, qui se cristallise autour d'un cœur touristique assez circonscrit et bien délimité, dans lequel se déploient l'écrasante majorité des mobilités touristiques (fig. 37, p. 223). Certes, les visiteurs y sont désormais très nombreux ; certes, l'« authenticité originelle » des débuts s'est effacée, mais cette banalisation d'Inlé, tant décriée par les puristes, est précisément ce qui attire une vaste clientèle à la recherche d'une altérité domestiquée. Au-delà, les marges gardent un pouvoir d'attraction réel, mais auprès d'une frange très limitée de visiteurs, dont la part relative ne cesse de décroître par rapport au centre.

La première tendance marquante concerne les pratiques touristiques à Nyaungshwé même. Alors que les guides des années 1990 et 2000 recommandaient – certes de manière intermittente – la visite de la pagode Kyauk Phyu Kyi ou du sanctuaire des *nats* de Nanthe, au sud, ou celle des pagodes Pawritha, au nord, ces sites d'importance secondaire disparaissent des éditions les plus récentes. On observe donc une contraction des circuits touristiques : la ville n'apparaît plus tant comme un lieu de visite que comme un lieu de villégiature et d'expériences hédonistes.

Les salons de massage connaissent ainsi un vif succès à partir de 2014. Les modèles de Ko Win Nyunt, originaire de la région de Bagan, installé à Nyaungshwé depuis le début des années 1990 et qui fut le premier à proposer des massages aux touristes courbatus, et d'*Aqua Lily*, salon ouvert par une Américaine au début des années 2010, ont fait des émules. On compte aujourd'hui une douzaine de « salons » en ville, de qualité tout à fait variable, et proposant massages « intha », « shan » ou « pa-o » : autant de définitions et de frontières qui peuvent sembler douteuses, mais qui reflètent la dynamique d'ethnicisation du tourisme à l'œuvre (cf. 8.2.).

Dans un mouvement comparable, les *cooking classes* remportent un vif succès à Nyaungshwé, et on en compte aujourd'hui une dizaine. Cette activité, initiée au début des années 2010 par Ko Min Min – un ancien cuisinier de l'*Inle Princess Resort* – connaît un engouement d'autant plus fort qu'elle n'exige ni personnel ni investissement massif, à tel point que certaines familles s'y investissent sans en maîtriser les codes. Cette activité illustre parfaitement la dialectique entre *backstage* et *frontstage* (MacCannell, 1976) : bien que cette

séance de cuisine soit vendue – et vécue – comme une plongée dans les coulisses de la vie des Birmans, on ne s'affaire en réalité jamais dans la cuisine de la maîtresse des lieux, ni même dans sa maison, mais dans une cabane attenante, décorée avec goût ; sur la table, des torchons propres, des couteaux rutilants et des ingrédients disposés dans des corbeilles. Les touristes sont bien conscients de cette mise en scène, mais cette négociation du réel selon leurs codes est précisément ce qui le leur rend compréhensible et agréable : comment apprécier une cuisine trop enfumée, un curry trop relevé, des assiettes trop ébréchées – en somme un réel trop réel ? Lors de ces séances, les clients cuisinent une gamme étonnamment étroite de plats, souvent les mêmes d'une *cooking class* à l'autre : salade de tomate verte, beignets de cive, salade de feuilles de thé fermentées, curry de tofu, ou encore curry de poisson (présenté comme « provenant du lac »), le tout étant en général catégorisé en « spécialités shan » et « spécialités intha ». Ces spécialités culinaires sont donc présentées à l'œil – légitimant – de l'étranger comme des attributs culturels forts.

Le trait le plus visible de ce « nouveau tourisme » de Nyaungshwé, plus sédentaire et hédoniste est sans nul doute la prolifération de cafés, de salons de thé et de bars branchés. Le pionnier ? Yannick Borit, l'ex-mari français de la propriétaire de l'*Inle Princess Resort*, qui ouvre en 2014 le *French Touch*, un lieu où l'on ne vient pas seulement manger, mais aussi lire, discuter entre amis, disposer d'une connexion internet ; tous les soirs est même organisée la projection d'un film réalisé par le maître des lieux, une fiction intitulée « Le fils du lac ». Le modèle est très vite réapproprié et reformulé, et sur les 80 restaurants que compte désormais Nyaungshwé, une quinzaine reprend les codes du salon de thé ou du pub où il fait bon passer le temps. L'exemple le plus emblématique est le *Pub Asiatico*, ouvert en 2016 par des Français, et qui offre bière pression, pizzas, billard et écran géant diffusant la *Premier League* anglaise. Il est vite devenu une référence, et le premier signe qu'une vie nocturne est en train de naître à Nyaungshwé. Cette dynamique a franchi un pas supplémentaire au début de l'année 2017, avec l'ouverture du marché de nuit de la ville, institué par l'association des hôteliers locaux : tous les soirs, une vingtaine de stands de souvenirs et de petits restaurants mobiles s'installent sur une dalle bétonnée au nord de la Place de l'Indépendance. Cette initiative, ouvertement conçue pour attirer les touristes<sup>308</sup> autour d'un marché de nuit qui emprunte – bien que maladroitement – aux codes thaïlandais, remporte un vif succès auprès des routards. L'adresse la plus populaire est *Peter Tapas & Grill*, tenue par Ko Peter, un

---

<sup>308</sup> Source : Ko Zaw, président de l'association des hôteliers de Nyaungshwé, comm. orale, 9 mai 2016.

Birman revenu du Golfe, et proposant cocktails colorés et grillades dans une atmosphère de musique techno.

Enfin, un club équestre ouvre ses portes en 2016 en périphérie de Nyaungshwé (cf. 7.2.1.). Misant au moins autant sur une clientèle locale qu'étrangère, il remporte un très vif succès, notamment grâce à l'habile communication sur les réseaux sociaux que mènent les propriétaires, Ma Swe Swe, une ancienne guide touristique originaire de Birmanie Centrale et qui a habité plusieurs années au Japon, et son mari Ko Ye Aye, fils de l'*ethnic minister* intha de 2011 à 2016.

Salons de massage, *cooking classes*, bars branchés, balades à cheval, etc. De ces nouvelles pratiques, on peut tirer trois enseignements principaux. Premièrement, elles montrent bien que nous sommes passés d'un tourisme moderne – axé sur la recherche de l'altérité – à un tourisme post-moderne, organisé autour du divertissement, de l'hédonisme, d'un rapport renouvelé au corps, de la découverte de soi et de l'artifice largement assumé dont on joue (Munt, 1994). Deuxièmement, Nyaungshwé est devenue une destination en soi, un lieu de villégiature qui ferait presque sens sans le lac, grâce à ses activités hédonistes, qui se situent entre le *farniente* assumé et la rencontre avec la « culture locale » à travers une séance de cuisine adaptée et mise en scène. L'un de nos interlocuteurs assimilait Nyaungshwé à une petite Chiang Mai, sorte de destination bien-être pour routards. Nul doute que cette dynamique de « *chiang maïsation* » est loin d'être achevée. Troisièmement, à l'origine de toutes ces innovations, on retrouve toujours quelques pionniers, dont nous avons pris le temps de résumer le profil pour faire ressortir un point commun : leur capital spatial, culturel, touristique, leur insertion dans une culture mondialisée et dans des réseaux transnationaux. Certains sont tout simplement des Occidentaux installés en Birmanie, comme Yannick Borit, initiateur du *French Touch*, ou la propriétaire américaine de l'Aqua Lily ; certains sont birmans, mais pas originaires d'Inlé, comme le masseur Ko Win Nyunt<sup>309</sup>, tandis que d'autres ont acquis leur expérience à l'étranger, comme Ko Peter à Dubaï ou Ma Swe Swe au Japon ; enfin, le profil de Ko Min Min, ancien cuisinier de l'*Inle Princess Resort* devenu pionnier des *cooking classes* à Inlé laisse entrevoir le rôle fondamental de cet hôtel dans la région (cf. 7.1.2.). Le point commun entre tous ces acteurs est leur familiarité avec l'étranger ; ils en connaissent les valeurs, les codes, les pratiques, les exigences et les attentes. Ils sont des traits

---

<sup>309</sup> Le parcours de Ko Win Nyunt laisse entrevoir l'importance des habitants de Bagan qui, familiarisés avec le tourisme depuis des décennies, ont contribué à l'initier et à le diffuser à Inlé.

d'union entre le Monde et le local, maîtres d'œuvre de la glocalisation touristique (Gibert et Peyvel, 2016) ; ils voient loin, agissent près, maîtrisent les échelles et les articulent à la perfection. Cependant, cette aisance marginalise progressivement les Intha : aussi dynamiques et entreprenants soient-ils, ils ne possèdent pas les capitaux suffisants pour relever le défi. C'est bien cette maîtrise différenciée des échelles et des réseaux qui explique le fossé croissant entre locaux et *outsiders* (cf. 6.1.).

Au-delà de Nyaungshwé, les flux touristiques vers le lac se massifient : lors de comptages effectués au bord du canal principal en mars 2015 et en janvier 2016, nous avons pu recenser environ mille touristes par jour en partance pour le lac dans plus de 300 bateaux<sup>310</sup> (cf. annexe 38). À cela, il convient également de rajouter les dizaines de bateaux faisant des trajets à vide, ceux qui transportent des touristes birmans, des marchandises ou des Intha vaquant à leurs affaires. *In fine*, le 3 mars 2015, de 5h du matin à 19h, c'est bien 950 bateaux dans chaque sens que nous avons dénombrés sur le grand canal de Nyaungshwé ; ce dernier est désormais une véritable artère, animée d'un trafic extrêmement dense des premières lueurs du jour jusqu'à la nuit (fig. 42).

Aujourd'hui, nos observations montrent que la grande majorité des touristes se concentre sur le même itinéraire proposé de manière presque routinière aux voyages organisés et aux routards. Ainsi, ceux qui partent de Nyaungshwé empruntent d'abord le grand canal, à l'extrémité duquel des « pêcheurs intha traditionnels » en grande tenue prennent la pose devant les appareils photographiques, moyennant un pourboire (cf. 8.2.2.). Ils poursuivent ensuite avec la visite du marché du jour : Maing Thauk, Khaung Taing, Indein, Nampan ou Ywama ; toutes les embarcations du lac convergent donc vers un seul et même lieu sur une fenêtre de temps assez étroite, entre 7 h 30 et 10 h du matin, ce qui donne lieu à une véritable congestion, avec cent à deux cents bateaux à l'amarre (fig. 43). Bien que les marchés soient emblématiques de l'« authenticité » de la région, et qu'ils occupent une place importante dans les représentations touristiques, il s'avère que les visiteurs entretiennent en réalité un rapport assez superficiel à cette altérité, préférant se cantonner à ses marges familières plutôt que pénétrer en son cœur.

---

<sup>310</sup> Ces comptages ne prennent donc en compte que les touristes qui séjournent à Nyaungshwé, et non dans les *resorts* sur le lac. Ce sont donc des sous-estimations.



Figure 42 : La longue file de bateaux vers le lac Inlé, au petit matin. Cliché : Martin Michalon, mars 2015.



Figure 43 : Vue aérienne de l'effervescence du marché de Nampan.  
Source : <https://www.facebook.com/ayotmy/videos/1786046901506038/>



Aujourd'hui, les cinq marchés hebdomadaires sont devenus des incontournables des excursions sur le lac, renforçant l'empreinte de ces villages sur la carte touristique – et aussi non touristique – de la région, dessinant un maillage, un réseau de points forts sur le lac. Tous les jours, des flux massifs se dirigent vers un pôle différent, faisant pencher l'équilibre de toute une région vers une de ses lisières, contribuant à sa mise en cohérence, à son « tenir ensemble ». Notons qu'à Ywama, le marché flottant a définitivement disparu en 2010. Malgré cet abandon déjà ancien subsiste une étonnante inertie sémantique : dans son édition 2014, le *Lonely Planet* écrit encore :

« Principale curiosité de Ywama, son célèbre marché flottant a lieu tous les cinq jours. Victime de son succès, il noie les quelques fermiers locaux venus écouler leurs produits sous une armada d'embarcations touristiques et de vendeurs de souvenirs » (Lonely Planet, 2014 : 196)

Cette ambiguïté est également cultivée par les acteurs locaux du tourisme. Tout comme pour le *jumping cat monastery*, cette inertie sémantique relève de la « mise en scène communicationnelle » (*communicative staging* : Cohen, 1989), qui crée l'authenticité par le seul usage des mots. Une telle stratégie semble révéler une réticence à admettre le changement, la distanciation croissante entre les représentations d'Inlé et sa réalité.

Une fois sortis du marché, les touristes poursuivent leur visite selon un itinéraire invariable, même si l'ordre des étapes peut changer. Ils traversent ainsi les jardins flottants avant de se rendre à la grande pagode Phaung Daw Oo – qui ne suscite en général qu'un enthousiasme tiède – avant de visiter les ateliers d'orfèvrerie de Ywama, les fabriques de bateaux et de cigares de Nampan, puis les manufactures textiles d'Inn Paw Khone. La journée est également marquée par un repas à l'un des nombreux restaurants sur pilotis qui parsèment le lac. À cet itinéraire, largement axé sur les savoir-faire artisanaux et sur le *shopping*, peuvent s'ajouter d'autres sites, comme les pagodes d'Indein, qui peuvent attirer jusqu'à 250 bateaux par jour<sup>311</sup> ; le monastère de Nga Phe Kyaung ; les fabriques d'ombrelles en papier de mûrier et les boutiques mettant en scène des femmes padaung à « long cou » devant leur métier à tisser à Ywama. Cet itinéraire, repris par tous les guides et forums de voyage, constitue le cœur touristique de la région.

---

<sup>311</sup> Source : Sein Zay Yar, guide touristique, comm. orale, 13 février 2016.

Si l'essentiel des flux se cantonnent aujourd'hui dans ce domaine géographiquement assez limité, ils vont également en explorer les interstices et les recoins, intégrant les replis du lac Inlé aux réseaux touristiques régionaux. Le rapport à l'espace change : alors que l'itinérance avait longtemps été vécue comme une succession discrète de destinations, entrecoupée de temps de transport subis – en bateau, en bus – dans un espace indistinct et traversé à la volée, le visiteur est désormais invité à être acteur de son trajet, à assurer lui-même son déplacement, à investir les temps et les espaces de parcours entre les sites, à leur donner substance et matérialité et, *in fine*, à se les approprier.

Les circuits à vélo remportent ainsi un franc succès depuis une dizaine d'années<sup>312</sup>. Ils se structurent essentiellement autour d'une boucle (fig. 37, p. 223), parfaitement identifiée dans les guides et les agences de voyage, et qui est aujourd'hui empruntée par une centaine de personnes par jour, en très grande majorité des voyageurs indépendants<sup>313</sup>.

Bien que relativement modestes, ces flux structurent tout un système d'acteurs. À Khaung Taing et dans le village voisin de Lwe Nyein, des pilotes de bateaux proposent la traversée vers Maing Thauk, et pas moins de douze buvettes et restaurants ponctuent cet itinéraire. Cette boucle combinée vélo – bateau autour du nord du lac s'articule autour de polarités touristiques assez anciennes : Maing Thauk, Khaung Taing et les sources chaudes apparaissent dans les guides touristiques dès les années 1990. Cependant, la nouveauté, c'est que les touristes relient eux-mêmes tous ces points, traversant l'espace par leurs propres moyens : ils remplacent donc l'expérience ponctuelle de l'espace par un vécu plus linéaire ; la route devient substance, support d'expériences sensorielles et subjectives. Cette boucle est donc à comprendre comme un approfondissement et une appropriation de l'existant. La route apparaît comme un axe structurant et intégrateur, qui met en réseau les villages de la région et donne de la cohérence à la région d'Inlé.

En chemin, les cyclistes font halte en un lieu devenu incontournable : le vignoble *Red Mountain Estate*, perché sur une colline à seulement 2,5 km de Nyaungshwé. Ce projet, initié par le *crony* pa-o U Ne Win Tun dès 2002, a été mis en œuvre par un viticulteur français<sup>314</sup>. En 2010, ce dernier prend l'initiative d'ouvrir une cabane de dégustation : le succès est

---

<sup>312</sup> Source : U San Htun, chef du village de Lwe Nyein, comm. orale, 29 avril 2016.

<sup>313</sup> Source : U San Htun, chef du village de Lwe Nyein, comm. orale, 29 avril 2016.

<sup>314</sup> Les premiers plants de vigne sont plantés en 2002 sur 20,2 hectares de terres ; les premières grappes sont récoltées en 2005 et les premières bouteilles sont vendues en 2009. Une mise de fonds aussi conséquente, sur une durée aussi longue et sans certitudes quant à la rentabilité de l'opération, laisse deviner l'envergure financière de U Ne Win Tun.

immédiat, le nombre de visiteurs passe de 540 en 2010 à 15 000 en 2014<sup>315</sup>. En haute saison, le restaurant accueille plus de 200 visiteurs par jour<sup>316</sup>. Pour le chef de chais,

« Les gens ne s’attendent pas à trouver du vin en Birmanie... donc profiter d’un verre de vin local, c’est une expérience originale. »<sup>317</sup>

Il semble donc bien qu’en cette année 2010, l’ouverture du *Red Mountain Estate* ait constitué une rupture, signalant l’entrée des pratiques touristiques post-modernes à Inlé. On retrouve dans les termes du maître de chais et des touristes sur place la rhétorique de l’expérience, mais qui n’est plus une immersion dans l’exotisme, au contact de l’Autre : elle est plutôt une expérience personnelle, tournée vers le soi. Sur cette terrasse au beau milieu des vignes, qui emprunte plus aux codes provençaux qu’aux traditions intha, la Birmanie est presque invisible, absente. Ici, l’expérience touristique est presque hors-sol, ne faisant qu’un avec l’expérience hédoniste.

Du côté des tour-opérateurs, les premiers signes de massification et de banalisation du tourisme en 2012 ont constitué une injonction à innover. Bien sûr, l’une des options est d’ouvrir de nouvelles régions, d’investir le lac Samkar ou encore le lac Moby, plus au sud. Cependant, les tour-opérateurs évoluent avec des contraintes d’importance – confort, logistique, temps de transport – qui font de ces lointaines marges de véritables défis (*cf. infra*). Ils se tournent donc eux aussi vers cette valorisation des marges proches et des interstices du milieu lacustre, dans les marais au nord du lac ou les hameaux sur pilotis de l’ouest.

L’heure est désormais aux expériences multi-modales, faisant la part belle à l’expérience, au jeu, à la rencontre et au sport. Ainsi, depuis 2012, un tour-opérateur propose une longue journée combinant bateau et VTT entre les sources chaudes, Pwe Sar Kone, Myay Ni Kone, Than Taung, Indein et Phaung Daw Oo<sup>318</sup> (fig. 37, p. 223). Quant aux compagnies Grasshopper et Exotic Voyages, elles proposent depuis 2017 des excursions en kayak, qui permettent d’emprunter – par ses propres moyens – les canaux les plus étroits et de s’approcher au plus près des villages sur pilotis. Enfin, le tour-opérateur Easia propose des *home-cooked lunches* « chez l’habitant » : au lieu de manger dans les immenses restaurants

---

<sup>315</sup> Source : Daw Naw Naw Aye, marketing manager de *Red Mountain Estate*, comm. écrite, 7 avril 2015.

<sup>316</sup> Source : François Raynal, chef de chais au *Red Mountain Estate*, comm. orale, 17 mars 2015.

<sup>317</sup> Source : *id.*

<sup>318</sup> Source : Ko Min Hsu, propriétaire d’agence de voyage, comm. orale, 7 mai 2016.

du lac, les clients sont déposés devant la vieille maison de teck de Daw Than Shwe, sur un canal paisible d’Inn Paw Khone. Là, ils sont accueillis par la maîtresse de maison et sa famille, non-anglophones mais qui déploient une hospitalité chaleureuse : la qualité de la relation entre l’hôte et ses « invités » est ici un gage d’authenticité, une sorte d’« authenticité interactionnelle » (Ning Wang, 2001, in Byrne Swain, 2011). On fait visiter la maison aux touristes, on les fait pénétrer dans la cuisine : comme un magicien montrant l’intérieur de son chapeau avant de commencer son tour, on montre aux clients qu’il n’y a pas de double fond dans la boîte, qu’ils sont dans une « vraie » maison birmane même si, en réalité, le cadre est aménagé, négocié<sup>319</sup>. Easia introduit ostensiblement son client dans l’intimité d’une famille birmane, lui fait partager des moments de « vie locale » dont le versant financier est totalement occulté : ici, pas de menu, pas de prix, pas d’addition à la fin du repas. En euphémisant les rapports marchands pourtant au cœur du tourisme (Mc Leod, 2005), le tour opérateur ne vend plus un produit mais une expérience personnelle, et ré-enchanté la rencontre touristique (Réau et Poupeau, 2007). En offrant un tourisme « à hauteur d’homme », en transformant par un tour de passe-passe le client en invité, la compagnie lui permet de sortir de sa condition de « touriste » (Cravatte, 2006) et de se repositionner en haut de la hiérarchie des voyageurs, pyramide qui menace de s’aplatir du fait de la banalisation du tourisme local. Ces produits touristiques réservés à quelques *happy few* sont donc à lire comme hautement positionnels (Munt, 1994 ; Mowforth et Munt, 1998 ; Doquet et Le Ménestrel (ed.), 2006).

Cette re-verticalisation du tourisme selon un axe allant du banal/générique à l’exceptionnel/sur mesure investit les recoins du territoire d’Inlé, jusque dans sa troisième dimension. En effet, en novembre 2014, les montgolfières, indissociables des temples de Bagan depuis la fin des années 1990, prennent leur envol à Inlé ; les ballons verts d’*Oriental Ballooning* sont vite rejoints par les montgolfières rouges de *Balloons Over Inle*. Très confidentielle en termes d’effectifs, cette manière originale de parcourir l’espace, d’observer

---

<sup>319</sup> Ici encore, le *backstage* vendu au visiteur est soigneusement préparé, même si cela n’apparaît pas immédiatement ; on pourrait même dire qu’ici, la mise en scène consiste précisément à ne pas mettre en scène le lieu. Alors que la compagnie rivale Myat Sakkyar a ouvert son propre *home-cooked lunch* dans une maison trop bien aménagée, trop aseptisée pour être crédible, Easia demande juste à Daw Than Shwe d’enlever les toiles d’araignée et de passer le balai avant l’arrivée des invités. En revanche, les cartons empilés dans un coin de la pièce, les photos de famille ou la télévision restent en place : il faut à tout prix préserver l’apparence d’une maison familiale « traditionnelle ». Les tables hautes et les chaises à l’occidentale en lieu et place des petites tables basses birmanes habituelles ; la cuisine enfumée et rustique mais soigneusement nettoyée et rangée avant l’arrivée des clients ; les plats « typiques » mais allégés en huile, sel, piment et glutamate de sodium sont d’autres illustrations de cette altérité aménagée, domestiquée, rendue lisible et agréable.

les jardins flottants et les villages lacustres place ses usagers au sommet de la hiérarchie touristique.

De telles pratiques exclusives restent aujourd'hui très discrètes ; d'une part parce que c'est précisément comme ça qu'elles ont été conçues ; d'autre part, parce que la concurrence pousse les tour-opérateurs à garder leurs secrets : un nouvel itinéraire n'est emprunté que quelques fois avant d'être abandonné, de peur qu'il ne soit imité<sup>320</sup> ; enfin, il faut garder à l'esprit que ces circuits innovants ne sont proposés que par une infime minorité de tour-opérateurs à une petite partie de leur clientèle, tandis que les autres – qui n'ont ni le besoin ni les ressources pour faire cet effort – continuent à proposer le tour « classique » à leurs clients. Malgré leur confidentialité, ces circuits et ces expériences participent d'une mise en réseau discrète des différents angles morts et des villages oubliés du lac.

Si l'on élargit encore la focale pour observer tout l'État Shan du Sud, il apparaît que la mise en tourisme des dernières années s'est accompagnée d'une nette contraction de l'espace-temps : Taunggyi n'est désormais qu'à 45 minutes de route de Nyaungshwé, contre plus d'une heure dans les années 1990 ; Kalaw à 1h45 contre 2h30, Pindaya à deux heures contre trois<sup>321</sup>. Les grottes de Pindaya, qui accueillent environ 12 000 personnes sur la période juin 2013 – juillet 2014 (MIID, 2014 : 52), apparaissent aujourd'hui comme un solide pôle régional. Le site de Kakku passe de 4650 visiteurs en 2010-2011 à 9900 en 2015-2016<sup>322</sup>.

Dans les collines de l'ouest, un véritable système touristique s'est mis en place autour du *trekking*, et plus précisément autour de la randonnée entre Kalaw et Inlé : sur l'année budgétaire 2017-2018, pas moins de 28 580 étrangers sont arrivés à pied au point de contrôle de Kyauk Su (près d'Indein), soit 14 % des 200 000 personnes qui ont visité la région lacustre sur ce même laps de temps. Ces trekkers sont pris en charge par pas moins de 300 guides de randonnée (Frommenwiler, 2014 : 52), travaillant pour une vingtaine d'agences de voyage établies à Kalaw. De manière étonnante, les trekkers suivent encore largement le même circuit que dans les années 2000 : très rares sont ceux qui demandent des circuits alternatifs, hors des sentiers battus<sup>323</sup>. En chemin, tout un système d'acteurs s'est structuré pour les accueillir. Dans les années 2000, les visiteurs logeaient fréquemment dans les monastères, en

---

<sup>320</sup> Source : U Myint Ko Ko, représentant à Inlé du tour-opérateur Asian Trails, comm. orale, 1<sup>er</sup> décembre 2016

<sup>321</sup> Source : Ma Thu Thu Aung, gérante d'agence de voyage, comm. orale, 6 décembre 2016 ; U Kyaw Aung, chauffeur de taxi, comm. orale, 5 juin 2017.

<sup>322</sup> Source : statistiques internes de *Golden Island Cottage*.

<sup>323</sup> Source : Ko San Lynn et Khun Htun Htee, gérants d'agence de voyage, comm. orale, 27 et 28 octobre 2016

échange d'une donation. Cependant, avec la montée en charge du *trekking*, les effectifs ont sensiblement augmenté, et avec eux les tensions autour des comportements à adopter dans ces lieux sacrés. Aujourd'hui, les monastères ne sont qu'un recours très occasionnel<sup>324</sup>. Dans le même temps, les villageois se sont efforcés de capter une partie des flux en offrant un service de *homestay* dans la maison familiale. Dans certains villages, cette dernière activité atteint une ampleur exceptionnelle : les 30 foyers du village d'Ywapu et la moitié des 150 maisons de Pattupauk offrirait ainsi un hébergement aux étrangers<sup>325</sup>, en échange d'une somme forfaitaire couvrant l'hébergement et le bois de feu, dont la valeur oscille entre 2 000 et 3 000 Kyats (1,5 à 2,2 euros) par touriste<sup>326</sup>. Dans certains hauts-lieux, comme le village de Pattupauk, on peut compter jusqu'à une centaine de trekkeurs par nuit en haute saison<sup>327</sup> : le trekking façonne donc fortement l'économie villageoise, même s'il ne paraît pas pour autant concurrencer l'agriculture, encore dominante. L'accueil des randonneurs est en effet très saisonnier (de septembre à mars), et ne nécessite qu'une implication modérée des villageois, le plus souvent le soir, au retour des champs.

Quant au lac Samkar, il accueillait 4 440 touristes pour l'année budgétaire 2010-2011 et 8 700 pour 2012-2013<sup>328</sup>, même si nous faisons l'hypothèse que ce taux de croissance s'est depuis contracté : en comparaison avec les dynamiques des autres sites de la région, il nous semble difficile d'imaginer qu'il accueille plus de 10 000 personnes par an<sup>329</sup>. Depuis la levée des restrictions de la *Pa-O National Organization* sur cet espace en 2014, un système touristique sommaire s'est mis en place autour de ce plan d'eau : le long de la Bilu Chaung, les touristes font halte dans le village de Kyauk Taing, ses potiers shan et ses maisons de bois devant lesquelles sont exposés de menus souvenirs ; à Kyaing Kham, berceau historique du tissage du lotus ; à Thar Yar Kone, à l'entrée du lac Samkar, où l'alcool de riz est distillé dans des alambics de terre et proposé à la vente. Dans le village de Samkar, sur la rive est du lac du même nom, les « pagodes englouties », point d'orgue de la visite, sont défrichées et massivement restaurées ; un petit restaurant a ouvert juste en face, et une poignée de vendeurs de souvenirs attendent désormais le visiteur.

---

<sup>324</sup> Source : *id.*

<sup>325</sup> Source : Ko San Lynn, gérant d'agence de voyage, comm. orale, 27 octobre 2016.

<sup>326</sup> Source : Ko San Lynn, Haq et Khun Htun Htee, gérants d'agence de voyage, comm. orale, 27 et 28 octobre 2016.

<sup>327</sup> Source : Khun Htun Htee, gérant d'agence de voyage, comm. orale, 28 octobre 2016.

<sup>328</sup> Source : statistiques internes de *Golden Island Cottage*.

<sup>329</sup> Certaines estimations officieuses du MoHT placent le chiffre à 1 000 personnes par mois en haute saison (six mois), avec une fréquentation anecdotique en basse saison. Source : Oscar Haugejorden, responsable associatif, comm. écrite, 11 mars 2019.

L'offre de services touristiques s'étoffe elle aussi : alors que l'on ne comptait que deux restaurants très sommaires en 2012, on en recensait cinq en 2016<sup>330</sup>, et le principal établissement de Thar Yar Kone a fait passer sa capacité de 50 à 150 couverts en août 2015<sup>331</sup>. Deux hôtels ont également ouvert leurs portes : à Samkar, le *Little Lodge* propose dix chambres modestes depuis 2013<sup>332</sup> ; plus bas sur la rive est, au village de Paya Taung, l'*Inle Sanctuary* propose dix bungalows sur pilotis depuis 2016. Cependant, les visites se font encore essentiellement à la journée : pendant l'année 2015, l'hôtel *Little Lodge* de Samkar n'enregistre que 50 à 60 nuitées. L'établissement ferme même ses portes en mai et juin de chaque année<sup>333</sup>.

Au-delà encore, de nouvelles destinations potentielles s'esquissent autour du lac Mobyé et de son port principal, Phekhon, point de départ et d'arrivée des bateaux entre Mobyé et Inlé. Ce port est lui-même à 45 minutes de route de Loikaw, capitale de l'État Kayah, domaine des « femmes girafes » ouvert au tourisme en 2014 et qui devrait être relié dans un avenir proche à la Thaïlande voisine<sup>334</sup>. Un potentiel axe intégrateur nord-sud se dessine désormais, polarisé par Nyaungshwé au nord et Loikaw au sud, et parcouru par des embarcations de touristes tout le long de la Bilu Chaung, via Inlé, Samkar et Mobyé. Cette perspective est cependant à considérer avec précaution : le trajet en pirogue est long et fastidieux, les routes sont mauvaises ; la PNO, la PNLO et le *Karenni National Progressive Party* (KNPP) conservent une influence notable ; les collines aux alentours du lac Mobyé sont l'un des foyers de la culture de pavot en Birmanie ; enfin, les lacs de Samkar et de Mobyé sont des lacs de retenue récents : ils ne présentent donc ni villages sur pilotis ni vie lacustre vibrante.

Bien que les statistiques – ou les estimations – touristiques de destinations satellites comme Pindaya, Kakku ou Samkar progressent en valeur absolue, elles présentent un taux de croissance bien inférieur à celui observé à Inlé (+ 39 % par an entre 2010 et 2017) et perdent donc du poids relatif par rapport à ce dernier. En d'autres termes, il semblerait que la tendance soit plus à la convergence des flux sur le lac Inlé – qui concentre l'infrastructure, l'offre et l'imaginaire touristique – qu'à un rééquilibrage du tourisme au sein de l'État Shan du Sud.

---

<sup>330</sup> Source : gérant du restaurant Samkarer, comm. orale, 26 avril 2016.

<sup>331</sup> Source : Daw Ohnmar Khaing, propriétaire de restaurant, comm. orale, 25 avril 2016.

<sup>332</sup> Source : gérante d'hôtel, comm. orale, 26 avril 2016

<sup>333</sup> Source : *id.*

<sup>334</sup> Source : *Myanmar Times*, 8 juin 2018 : « Officials optimistic about Kayah State tourism prospects »

En conclusion, après des décennies 1990-2000 marquées par l'élargissement de l'œcoumène touristique et la mise en réseau des destinations régionales, la transition démocratique – et touristique – post-2011 marque une nouvelle étape. Bien que l'on assiste à la structuration discrète, presque souterraine d'un système touristique le long d'un axe Inlé – Samkar, la tendance semble plutôt être à l'accroissement de l'écart entre Inlé et ses périphéries. En effet, avec la massification des mobilités et l'affirmation d'une clientèle plus exigeante et plus hédoniste, la logique n'est plus de repousser l'horizon mais de profiter au mieux de l'espace existant et d'y vivre des expériences originales. On assiste ainsi à un redéploiement du domaine touristique en son sein même : les flux se recomposent, se diffusent par capillarité, investissent les angles morts du lac Inlé, les villages des marges. Si, on l'a vu, les flux de touristes étrangers contribuent à donner cohérence au territoire, à la polariser et à le structurer, ils ne doivent pas faire oublier ceux des touristes birmans, peut-être moins lisibles, mais qui sont en réalité bien plus abondants et qui ont un effet intégrateur au moins aussi important.

#### **4.5. Le tourisme domestique : un moteur méconnu de l'intégration**

Aux flux et aux dynamiques du tourisme international, il convient d'en ajouter d'autres, au moins aussi puissantes, mais bien souvent occultées : celles du tourisme domestique. En effet, au cours des cinquante dernières années, mais avec une accélération très nette depuis 2011, la région du lac Inlé a acquis une place importante dans l'espace touristique, dans les représentations populaires et dans le paysage rituel birman. Le régime Ne Win semble avoir joué un rôle non négligeable en ce sens à travers son programme de récompense aux « travailleurs modèles », lancé en 1965, et qui n'est pas sans évoquer des initiatives comparables en Chine (Taunay, 2009) ou au Vietnam (Peyvel, 2009) à la même époque. Pour l'année budgétaire 1966-1967, pas moins de 446 employés en provenance de tout le pays passent ainsi dix jours dans le village de vacances de Khaung Taing, sur la rive ouest du lac, non loin des sources chaudes éponymes (အလှူငံသမ္မတနယ်, 1968 : ၈). Année après année, ces flux de « travailleurs modèles » et la rhétorique d'État associée ont contribué à construire et à diffuser une image positive de la région : la visiter est un honneur ; ses paysages de pastorale



enchantée sont une récompense. Cela apparaît clairement dans l'une des chansons officielles du voyage en 1966-1967 :

« C'est une terre shan, où l'on voit des cascades, de hauts pins, de beaux oiseaux, des cerisiers en fleurs, de belles filles pa-o portant des longyi et des sacs d'Inlé. Tout nous invite à venir observer les champs ; préparez le bateau pour visiter la pagode Phaung Daw Oo.

Nous nous préparons à aller de l'avant avec unité, persévérance, travail ; cela va marquer l'Histoire.

Que cela est ressourçant de séjourner au village de vacances de Khaung Taing, avec de la bonne nourriture, des visites et des formations pour les travailleurs modèles ! » (*ibid.* : 85).

Ces flux annuels de visiteurs, qui s'inscrivent dans la politique gouvernementale d'intégration des périphéries et de construction au forceps de l'unité nationale sous le patronage du BSPP (*cf.* 0.2.3.2.), contribuent donc à tisser des liens entre l'État Shan du Sud et *Bamar Pyi*, et à faire rentrer la région dans les représentations populaires.

Depuis les années 1990, mais surtout depuis 2012-2013, Inlé est devenu un point focal pour les touristes birmans. La région attire pour trois raisons : d'une part, elle est associée à un imaginaire romantique populaire ; d'autre part, la relative fraîcheur de son climat est très appréciée, surtout pendant la saison sèche, lorsque la vallée de l'Irrawaddy suffoque : les Birmans, répétant dans une certaine mesure les pratiques des Britanniques, se déplacent alors en nombre vers les collines. Enfin, un dernier facteur tend souvent à rester négligé, car impensé (Sacareau, 2006) : l'exotisme. Alors que l'on s'attend à ce que des familles de Pakokku ou de Pyay soient à leur aise dans les collines shan – car après tout, n'est-ce pas le même pays ? – il n'en est rien : la région leur apparaît tout aussi exotique et étonnante qu'à un étranger. Les visiteurs que nous avons interrogés ont ainsi souligné leur étonnement de voir autant de collines et leur excitation de faire du bateau. Les populations locales sont elles aussi des sources de dépaysement : nos interlocuteurs remarquent l'étrange accent des Intha, leur manière de propulser leur canoë, de cultiver leurs jardins flottants ; plusieurs avouent même se sentir dans un autre pays. L'image romantique et bucolique de la région, associée à celle de populations locales accueillantes et colorées, fait qu'aujourd'hui, « le nom même d'Inlé est synonyme de voyage plaisir » (Thein Htoo, 2015).

Il est difficile de tirer au clair la provenance exacte de ces visiteurs, car les statistiques sont très rares et imprécises ; néanmoins, nous avons pu consulter les registres du monastère de Rangoun qui, comme son nom ne l'indique pas, est le principal centre d'hébergement des pèlerins à Nyaungshwé. Pour la période du 9 février au 10 mai 2016, il a accueilli pas moins de 6930 personnes, et nous avons pu retracer l'origine de 5485 d'entre elles<sup>335</sup> : 51 % proviennent de Basse-Birmanie (Régions de Rangoun, Bago et Irrawaddy, État Môn) et 35 % de Birmanie Centrale (Régions de Mandalay, Sagaing et Magway). Plus de 150 proviennent des lointains États Kachin et d'Arakan, ou encore de la Région du Tenasserim (fig. 44). À n'en pas douter, l'intensité et l'ampleur spatiale de tels flux, cette mise en circulation de la Birmanie, renforcent les liens entre l'État Shan du Sud et le reste du pays.

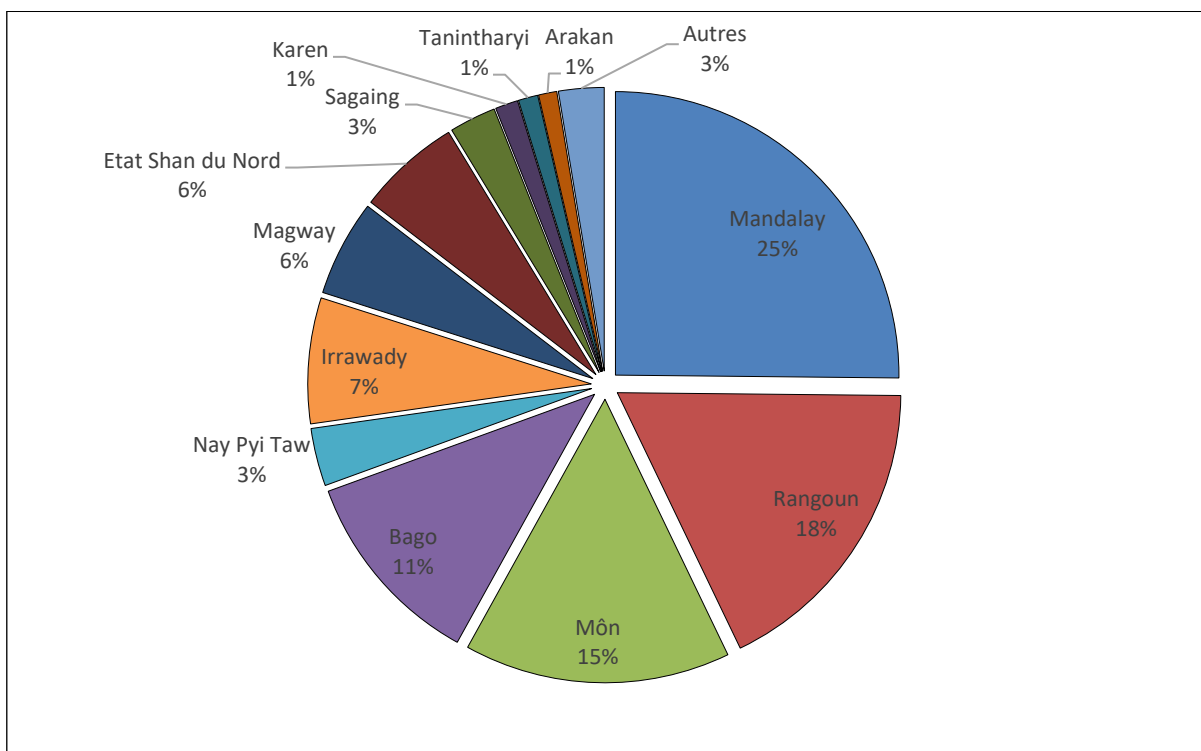


Figure 44 : Provenance des pèlerins hébergés au monastère de Rangoun, à Nyaungshwé. Source : monastère de Rangoun.

Ces touristes, se déplaçant essentiellement – mais pas seulement – dans le cadre de pèlerinages, se réapproprient le paysage religieux d'Inlé, et le recomposent à leur manière. Ainsi, dans le petit sanctuaire qui jouxte le monastère de Shwe Yan Pyay, plusieurs centaines de statuette de Bouddha – sur les 777 que compte l'édifice – ont été renouvelées par des pèlerins birmans<sup>336</sup>. Au complexe de pagodes de Shwe Indein, des dizaines de flèches en

<sup>335</sup> Les registres du monastère indiquent en effet, pour chaque groupe hébergé, le nombre de personnes, leur provenance et le nom d'une personne responsable. Dans certains cas, soit le lieu de résidence n'était pas précisé, soit il était illisible, soit il nous était inconnu.

<sup>336</sup> On peut également noter que 269 ont été financées par des groupes de voyageurs étrangers, apparemment souvent à l'initiative de leur guide birman (dont le nom apparaît aussi sur la plaque votive).

ruines ont été remises à neuf par des mécènes de Rangoun ou de Mandalay – souvent des officiers de la *Tatmadaw*. Quant aux pagodes de Samkar, encore noyées sous la végétation en 2014, elles font depuis l’objet d’importantes réparations, financées par des familles de Rangoun. À chaque site, des plaques votives rappellent le nom et l’origine des généreux donateurs, marquant donc leur influence dans l’espace visuel et religieux. Pour l’heure, il ne semble pas que ces rénovations se traduisent une birmanisation très visible de cette architecture religieuse à dominante shan. Néanmoins, elles altèrent quelque peu leur apparence initiale, changent les proportions et les harmonies originelles, donnant naissance à un style hybride qui ne manque pas de désoler les architectes les plus puristes<sup>337</sup>.

Bien qu’il soit plutôt discret (ou plutôt invisibilisé par la focalisation des observateurs, des chercheurs et même des autorités, sur le tourisme international), le tourisme domestique constitue en réalité une puissante dynamique spatiale d’intégration (Klingberg, 2014). La marge lointaine, confuse et quelque peu menaçante devient proche périphérie de loisir ; l’inconnu devient familier. La mise en circulation accélérée des représentations, de l’artisanat et de l’iconographie touristique positionne l’État Shan du Sud sur la carte mentale collective des Birmans, le lisibilise, le met en récit, et contribue donc efficacement à son intégration au territoire national.

Ce rôle intégrateur se décline également à l’échelle régionale, dans l’État Shan du Sud. En 2016, le MoHT estimait le nombre de touristes domestiques dans l’État Shan du Sud à 400 000<sup>338</sup>, chiffre qui n’est qu’un reflet très partiel de la réalité, car il ne prend en compte que ceux qui séjournent dans des hébergements commerciaux licenciés, alors que la majorité des visiteurs est hébergé par des proches, ou dans des monastères. Lors de l’enquête statistique dirigée par A. Valentin, la proportion de cette population statistiquement invisible s’élevait à 63 % des flux totaux (Valentin dir., 2014 : 23-24). Si l’on prend le risque d’extrapoler cette donnée ponctuelle pour toute l’année, on peut alors estimer que le nombre de touristes domestiques dans l’État Shan du Sud en 2016 se monte à un million, contre 250 000 étrangers seulement.

Ces flux sont concentrés sur deux périodes de l’année. La première, pendant les mois de *Thadingyut* et de *Tazaungmon* (octobre-novembre), correspond également à la haute saison du tourisme international. Les Birmans viennent de loin pour assister au festival de la

---

<sup>337</sup> Source : Saung Hsu Pyae Kyaw, architecte, comm. écrite, 1<sup>er</sup> mars 2019.

<sup>338</sup> Source : Bureau du MoHT à Taunggyi.

pagode Phaung Daw Oo et à celui des ballons d'air chaud de Taunggyi. La seconde occupe le mois de *Thingyan* (avril), qui correspond au festival de l'eau, aux vacances scolaires et au pic de la saison chaude dans les basses terres. Notons que cette période correspond à la basse saison pour les étrangers : les temporalités du tourisme domestique ne se superposent donc pas à celle du tourisme international. La distinction ne s'arrête pas là : leurs spatialités et leurs pratiques sont également bien distinctes.

La première différence concerne le lieu de villégiature : d'une part, les deux tiers des Birmans qui séjournent dans des hôtels passent la nuit à Taunggyi<sup>339</sup>, tandis que les trois quarts des étrangers logent à Inlé : leurs espaces de mobilité respectifs ne sont donc pas polarisés par le même centre. D'autre part, les Birmans ne sont pas contraints de séjourner dans une structure officielle : ils peuvent loger chez des proches ou dans un monastère. Ainsi, le village de bateliers de Lwe Nyein, sur la rive ouest du lac Inlé, propose des dortoirs sommaires chez l'habitant, et en avril 2016, une cinquantaine de maisons accueillait des centaines de clients<sup>340</sup>.

La seconde différence concerne les itinéraires. Alors que les étrangers ne visitent guère qu'Inlé, parfois Kalaw, et font éventuellement une excursion à la journée vers Pindaya ou Kakku (mais rarement les deux), les Birmans ont une pratique plus large spatialement et plus intense (annexe 39) : ils passent de longues journées à sillonner les routes de l'État Shan du Sud, visitant Inlé, le marché et la pagode Sulamani à Taunggyi, des grottes et plusieurs pagodes à Pindaya et Kalaw, la ville d'Aungban, Kakku, et même – n'étant pas concernés par les restrictions de circulation à l'est de Taunggyi – les grottes de Htam Hsam, à une heure de route de la capitale régionale. Cette large couverture de tout l'État Shan du Sud apparaît dans les prospectus des agences de voyage : les compagnies Than Htay et Sein Win proposent respectivement 17 et 30 haltes. Les mobilités des touristes birmans dessinent donc un maillage serré, contribuant à intégrer efficacement l'espace régional.

La distinction entre touristes domestiques et étrangers se prolonge dans les sites apparemment communs, comme le lac Inlé : alors que la quasi-totalité des étrangers prennent le bateau à la jetée de Nyaungshwé, les Birmans embarquent souvent au petit village de Lwe

---

<sup>339</sup> En 2016, 400 000 Birmans ont eu recours aux structures d'hébergement formelles dans l'État Shan du Sud ; parmi eux, 180 000 ont logé dans des *guesthouses* municipales, pour lesquelles aucune indication de localisation n'est donnée. Sur les 220 000 qui restent, et sur lesquelles nous avons des détails de localisation, 146 000, soit les deux tiers, logent à Taunggyi. Source : Bureau du MoHT à Taunggyi.

<sup>340</sup> Source : Ko Thar Gyi, pilote de bateau, comm. orale, 30 avril 2016.

Nyein, sur la rive ouest du lac, se pressent en nombre à la pagode Alodaw Pauk, site quasiment inconnu des étrangers<sup>341</sup> et passent de longs moments à Phaung Daw Oo, à laquelle leurs homologues n'accordent en général qu'une visite rapide ; à l'inverse, ils ne représenteraient que 10 % des visiteurs des pagodes de Shwe Indein, très populaires auprès des étrangers<sup>342</sup>.

Cette dualité se retrouve même dans les pratiques commerciales. Certains entrepreneurs possèdent ainsi deux *showrooms* côte à côte : l'un à destination des étrangers, vendant antiquités, argenterie, textile brut et sobre, et dans lequel les processus de fabrication sont soigneusement mis en scène ; l'autre à destination des Birmans, proposant des *longyi*, des T-shirts souvenir, des bijoux fantaisie, des porte-clés, etc. et dans lesquels les étapes de confection ne sont pas présentés (Michalon, 2018b). *In fine*, les espaces des étrangers et des Birmans ne coïncident que rarement, ce qui explique d'ailleurs en partie pourquoi les premiers ont tant du mal à voir la mobilité des seconds.

Ce rapide état des lieux montre que le tourisme domestique a un effet intégrateur très significatif : il n'est pas contraint par les régulations du tourisme étranger (hébergement, zones d'accès restreint), n'a guère besoin d'infrastructure pour prospérer (une poignée de halls de monastères suffit), se pratique à un rythme souvent très soutenu et se déploie dans des régions différentes de celles des étrangers, ou dans les interstices de leurs mobilités.

#### **4.6. Aujourd'hui : le tourisme, moteur de l'économie régionale**

Après des débuts discrets et progressifs, le développement du tourisme à Inlé s'est accéléré et massifié avec la transition politique amorcée par U Thein Sein. Aujourd'hui activité centrale de la région, il structure en profondeur l'économie, les paysages et la société locale.

Pour 2017, les statistiques hôtelières pour le canton de Nyaungshwé font état de 225 000 visiteurs, qui ont séjourné dans environ 120 structures hôtelières rassemblant approximativement 3500 lits. Si l'on se base sur une dépense moyenne par jour et par visiteur

---

<sup>341</sup> Pagode située à Nampan, à l'extrémité sud du lac. En haute saison, on y compterait 1 000 pèlerins birmans, contre une cinquantaine d'étrangers. Source : U Myint Aung, président du comité de pagode, comm. orale, 22 mai 2015. Elle fut rénovée à grands frais par le Général Khin Nyunt en 2002 : une prise de possession hautement symbolique de l'espace lacustre.

<sup>342</sup> Source : U Ye Win Nyunt, vendeur de tickets d'entrée à Phaung Daw Oo, comm. orale, 21 mai 2015.

comprise entre 90 \$ (Valentin dir., 2014 : 20) et 135 \$ (BAD et MoHT, in MIID, 2014a : 15) et sur un séjour moyen de 2 nuitées<sup>343</sup>, les recettes touristiques seraient situées entre 40,5 et 60,75 millions de dollars par an. À cela, il faut ajouter les chiffres du tourisme domestique : sur la base d'un million de visiteurs par an, passant un jour à Inlé et dépensant en moyenne 26 \$ par personne (Valentin dir., 2014 : 20), cette clientèle générerait environ 26 millions de dollars par an. Bien qu'il soit pour ainsi dire impossible de comparer le poids économique du tourisme à celui d'autres activités comme l'agriculture, il est évident que ce secteur joue un rôle structurant dans la région, et que le lac Inlé constitue l'un des moteurs économiques de l'État Shan du Sud.

Si l'on affine notre analyse pour dessiner une cartographie plus précise des territoires touristiques, un premier pôle apparaît très clairement (annexe 40) : Nyaungshwé. Cette ville d'environ 16 200 habitants (*Ministry of Immigration and Population*, 2015) concentre 95 des 120 hôtels de la région, générant environ 1370 emplois directs (annexe 41). À cela, il convient de rajouter approximativement 80 restaurants, procurant un revenu à environ 400 personnes<sup>344</sup>, une cinquantaine d'agences de voyage<sup>345</sup>, environ 400 taxis<sup>346</sup> et une vingtaine de magasins de souvenirs, faisant vivre au moins autant de familles. Quant aux guides, il est difficile d'avoir des statistiques précises, mais il semblerait qu'il y ait 460 guides touristiques dans tout l'État Shan du Sud<sup>347</sup>, dont une majorité opérant à Inlé<sup>348</sup>. À ces centaines d'emplois directs, il convient enfin de rajouter les innombrables emplois indirects qui en résultent : mécaniciens et laveurs de véhicules, restaurants très simples à destination des travailleurs du secteur touristique, ouvriers du bâtiment, etc.

Au-delà de Nyaungshwé, le secteur hôtelier est également très prégnant tout autour du lac Inlé : on y compte aujourd'hui 25 *resorts* qui, du fait de leur taille importante et de leur ratio élevé d'employé/chambre (annexe 41), emploient directement 2150 personnes. On

---

<sup>343</sup> La durée moyenne de séjour des étrangers à Inlé est de quatre jours (Valentin dir. 2014 : 29), soit le plus souvent deux nuitées.

<sup>344</sup> Un de nos interlocuteurs propose en effet une moyenne – basse – de 5 employés par restaurant. Source : Ko Zaw, président de l'association des hôteliers de Nyaungshwé, 9 mai 2016.

<sup>345</sup> Source : Ko Kyaw Htet Oo, U Than Htay, Ma Thida, Ma Mu Kyi, propriétaires d'agences de voyage, comm. orale.

<sup>346</sup> Source : Ko Min Lwin, président de l'association des propriétaires de moyens de transport touristiques, comm. orale, 30 janvier 2017.

<sup>347</sup> Source : bureau local du MoHT à Taunggyi. Ce chiffre recense les *Regional Tour Guides*, les plus nombreux. À l'inverse de leurs aînés *National Tour Guides*, ils suivent une formation accélérée de 2 mois, et ne peuvent opérer que dans la division administrative pour laquelle ils sont qualifiés.

<sup>348</sup> Source : U Sai Win et U Ni Ni Zaw, responsables associatifs et guides touristiques, comm. orale, 4 mars 2016.

compte trois pôles principaux : le plus important est la région de Maing Thauk, au nord-est du lac, qui compte 11 établissements. La population du groupement villageois serait passée d'environ 4000 à 6000 habitants entre 2007 et 2017, essentiellement sous l'effet du développement touristique : aujourd'hui, environ 20 % de la population travaillerait dans ce secteur<sup>349</sup>. Au sud-est, le second pôle hôtelier, la zone Tha Le Oo – Nampan, comprend 7 établissements ainsi que la future zone hôtelière (cf. 5.3.) et le troisième, Khaung Taing, au nord-ouest, en compte trois. Chaque *resort* polarise son territoire : tôt le matin, des dizaines d'employés en uniforme se rendent au travail à vélo ou en moto depuis les villages alentour ; chaque hôtel organise autour de lui une nébuleuse de pilotes de bateaux, de chauffeurs de taxis, de guides ou de grossistes en produits alimentaires.

Après une phase initiale de pénurie, le secteur hôtelier a connu une croissance très spectaculaire, encouragée par une certaine dérégulation du secteur, le flou statistique, l'utopie d'un marché touristique illimité, mais aussi par les logiques singulières des *cronies*, pour qui les intérêts spéculatifs, politiques et clientélistes peuvent primer sur les logiques économiques rationnelles de l'offre et de la demande (cf. 6.2.). C'est ainsi que le secteur hôtelier à Inlé passe de 1134 à 3258 chambres d'hôtel (+ 23,5 % par an) entre 2012 et 2017 (MoHT, 2013 et 2018), d'un fonctionnement à flux tendu à un maigre taux de remplissage de 28 % sur l'année 2016<sup>350</sup>, de la pénurie à la sur-offre. Cette exploitation court-termiste de la ressource touristique, cette ruée vers le tourisme comme on se rue vers l'or et l'incapacité – ou l'absence de volonté – des autorités à la contrôler mettent aujourd'hui l'industrie entière sous tension et remettent en question son avenir.

Le tourisme étant entièrement axé autour du lac Inlé, le secteur du transport par bateau est incontournable dans la région : plus de 1200 pirogues auraient ainsi une licence pour transporter des étrangers<sup>351</sup>. Les pionniers du secteur sont originaires de Nyaungshwé, mais surtout des deux villages voisins de Nanthe et Hsisoné, historiquement plus modestes et tournés vers le lac que la capitale locale. Dès les années 1990, avec le développement du tourisme et la crise des activités traditionnelles (agriculture et pêche, cf. 2.2.), leur population s'est massivement réorientée vers le transport de passagers, et aujourd'hui, les 150 foyers de

---

<sup>349</sup> Source : U Myint Maung Tin, chef de village, comm. orale, 30 novembre 2016.

<sup>350</sup> Source : Frontier Myanmar 31 octobre 2016 : « Hotel policy is broken ; Here's how to fix it »

<sup>351</sup> Source : bureaux locaux du MoHT à Taunggyi et à Nyaungshwé ; Ko Naing Lynn, intermédiaire en bateaux, comm. orale, 1<sup>er</sup> février 2017. Le Département de l'Administration Générale fait quant à lui état de plus de 1850 embarcations, ce qui sème le doute. Néanmoins, nous avons choisi de ne pas tenir compte de ces dernières statistiques, construites de manière très floue et de toute évidence mal tenues à jour.

Nanthe et les 100 foyers de Hsisonne sont tous impliqués dans ce secteur. Leur économie est donc intégralement dépendante du tourisme ; leurs temporalités sont réglées sur celles des avions et des bus ; le regard n’y rencontre que des rangs de pirogues, des jetées de bois et des chantiers de calfatage.

À ces deux villages, il faut adjoindre deux polarités plus diffuses : le nord du lac qui, du fait de sa proximité géographique avec Nyaungshwé, apparaît comme une zone de recrutement privilégiée de pilotes de bateau ; le sud du plan d’eau, dont certains habitants, après s’être taillé une place dominante dans le transport, font désormais jouer leurs réseaux dans leur région d’origine pour recruter des pilotes. Ces derniers ne pouvant faire le trajet quotidiennement depuis le sud du lac, ils sont hébergés gratuitement à Nyaungshwé par leur employeur. Dans les coulisses du tourisme, des réseaux professionnels et sociaux largement clientélistes se construisent donc, reliant et intégrant les deux extrémités du lac – et même au-delà.

Une logique comparable s’observe dans le transport des touristes birmans : dans le village de Lwe Nyein, au nord-ouest du lac, l’échouage des 170 acres de jardins flottants entre 2008 et 2010 et la popularité des sources d’eau chaude voisines ont incité les 140 foyers à se tourner vers le transport de pèlerins. En haute saison, on y dénombre jusqu’à 300 rotations de bateau par jour<sup>352</sup> ; les 160 embarcations du village sont alors insuffisantes, et chacun fait jouer ses réseaux pour mobiliser des bateaux de tous horizons, jusqu’au lac Samkar et parfois même Moby. On le voit, la massification des flux touristiques s’appuie sur des réseaux anciens, tout en les recomposant et en les densifiant, contribuant de fait à intégrer le territoire lacustre d’amont en aval.

Les marchés sont également de hauts lieux du tourisme à Inlé, et chaque visiteur y fait un passage plus ou moins prolongé (*cf.* 4.4.), incitant de nombreux vendeurs de souvenirs à les y attendre. À Khaung Taing, seule une vingtaine de marchands dépliant leurs tréteaux ; en revanche, dans les marchés les plus fréquentés comme Nampan, ils sont plus de cinquante, et les visiteurs évoluent littéralement au milieu des têtes de Bouddha et des bijoux en argent. En réalité, la majorité de ces vendeurs qui se déplacent de marché en marché provient d’un même village : Ywama, le cœur de l’artisanat local. Par leurs navettes quotidiennes, ils mettent en réseau la capitale lacustre et les périphéries du lac.

---

<sup>352</sup> À raison d’une dizaine de passagers en moyenne par pirogue, cela ne représente pas moins de 30 000 clients par jour.



À ces stands éphémères il faut en outre ajouter les nombreux magasins fixes dédiés aux étrangers – comme la vingtaine de boutiques à Nyaungshwé et plus d’une centaine à Indein – mais aussi aux Birmans : la pagode Alodaw Pauk et le monastère de Nga Phe Kyaung en abritent environ 55 chacun. Quant aux 80 étals de la pagode Phaung Daw Oo, ils offrent une mixité originale : les magasins de textiles en dur au rez-de-chaussée de la pagode sont destinés à une clientèle locale, tandis que les tréteaux sur le parvis visent les étrangers.

Ces commerces, mobiles ou fixes, proposent des produits distincts selon les clientèles – étrangères ou locales – mais au sein de chaque gamme, chacun propose grosso modo les mêmes objets. Dans les années 1990, ils étaient essentiellement fabriqués localement, mais aujourd’hui, la massification du tourisme, l’évolution de la demande – et de l’offre – ainsi que l’extension des réseaux commerciaux ont permis une nette diversification : désormais, les étalages pour étrangers proposent des bijoux en argent de Ywama, mais aussi de la nacre de Dawei, des statuettes en bois et des bronzes de Mandalay, de la laque de Bagan, des pierres semi-précieuses de Mogok ; ceux à destination des Birmans exposent des chapeaux et des paniers pa-o, du textile d’Inn Paw Khone, mais aussi des bijoux fantaisie thaïlandais et des porte-clés chinois. Tous ces objets parviennent dans la région par l’intermédiaire d’une poignée de grossistes, certains originaires de Ywama et qui jouent de leurs vastes réseaux commerciaux, d’autres en provenance de Mandalay, Dawei ou Tachileik, et qui font des visites régulières dans la région : autant de relations et de complémentarités qui intègrent Inlé à de nouveaux réseaux par-delà les collines shan.

Enfin, tout visiteur fait une halte à un ou plusieurs *showrooms* artisanaux, dans lesquels il est censé pouvoir observer *in situ* le processus de fabrication et faire ses achats dans une galerie attenante. Certaines structures se sont imposées comme des incontournables, attirant jusqu’à 150 bateaux par jour en haute saison<sup>353</sup> et générant des recettes toutes aussi importantes : un propriétaire de *showroom* évoque le chiffre de 6 000 à 8 000 \$ par jour au début des années 2010. Les magasins de textile d’Inn Paw Khone sont parmi les plus rentables, notamment grâce aux produits à base de fibre de lotus, à la fois extrêmement chers (80 à 100 \$ pour une étole de petite taille) et très demandés car typiques de la région. Comme le relève un observateur averti du secteur touristique :

---

<sup>353</sup> Ce chiffre inclut tant les touristes étrangers que les visiteurs birmans. Source : Ko Htun Htun et Ma Yadanar Htun, propriétaires de *showrooms*, comm. orales, 10 mai 2016 et 11 décembre 2016.

« Ces gens-là, vous ne pouvez même pas imaginer combien ils gagnent : absolument tous les visiteurs passent dans leurs boutiques, et quasiment tout le monde y achète quelque chose ! »

Ces *showrooms* marquent les paysages : ils se distinguent par leurs architectures élaborées, leurs toits à multiples pentes, leurs couleurs vives, mais aussi, bien souvent, par leur taille ; certains sont en effet de véritables supermarchés sur pilotis, comme les deux boutiques Sein Thamadi à Ywama (annexe 42) – l’une pour les étrangers, l’autre pour les Birmans – faisant plus de 400 m<sup>2</sup> chacune ou le centre de tissage Khit Sunn Yin, à Inn Paw Khone, dont les cinq grands bâtiments sont reliés par un réseau de passerelles.

Ces structures massives polarisent également l’espace économique et social de la région. D’une part, ce sont de gros employeurs directs : entre les jeunes garçons chargés de la manutention des pirogues, les vendeuses et les caissières, Sein Thamadi emploie au total près de cent personnes dans ses deux magasins<sup>354</sup>. D’autre part, la concurrence entre les boutiques pousse leurs gérants à verser discrètement aux pilotes de bateau des commissions comprises entre 10 et 20 % du montant total des achats<sup>355</sup> ; les dépenses effectuées par les visiteurs dépassent donc la seule échelle du *showroom* et contribuent à faire vivre des centaines de foyers, tout en créant et entretenant des réseaux d’interconnaissance et d’interdépendance qui se déploient sur tout le lac. Enfin, ces structures ne fabriquent en réalité qu’une petite partie des produits mis en vente : elles s’appuient sur un large système de travail à façon. À Ywama, les deux boutiques Sein Thamadi travaillent en lien avec une soixantaine de foyers de la région pour l’argenterie et une vingtaine pour le textile<sup>356</sup>, tandis que la boutique Mya Hinthia collabore avec une trentaine de sous-traitants<sup>357</sup>. À Inn Paw Khone, l’atelier de tissage Khit Sunn Yin s’appuie pour sa part sur une centaine de familles établies dans tout le sud du lac, jusqu’au village de Hsisonne, sur la route de Samkar<sup>358</sup>.

Ces réseaux s’étendent même bien au-delà de la région d’Inlé : bien que le tissage de la fibre de lotus soit né à Kyaing Kham, au sud du lac, au début du XX<sup>ème</sup> siècle et qu’il soit une spécialité locale rendue hautement symbolique par le tourisme depuis le milieu des années 1990 (*cf.* 8.2.4.), la pollution des eaux du lac et la surexploitation du lotus ont presque fait disparaître la plante de la région. Aujourd’hui, seuls quelques bassins bien en évidence autour

---

<sup>354</sup> Source : Ma Ei Sandar Htun, gérante de *showroom*, comm. orale, 10 mai 2016.

<sup>355</sup> Source : Ko Thar Gyi, pilote de bateau, comm. orale, 30 avril 2016 ; Daw Yin Myo Su, hôtelière, comm. orale, 19 février 2015 ; U Than Nyunt Way, propriétaire de *showroom*, comm. orale, 8 mai 2016.

<sup>356</sup> Source : Ma Yadanar Htun et Ma Ei Sandar Htun, gérantes de *showroom*, comm. orale, 10 mai 2016.

<sup>357</sup> Source : Ko Htun Htun, propriétaire d’une boutique de souvenirs, comm. orale, 11 décembre 2016.

<sup>358</sup> Ce village de Hsisonne ne doit pas être confondu avec son homonyme juste au sud de Nyaungshwé

des *showrooms* sont couverts de fleurs fuchsia. En réalité, depuis le tournant des années 2010, les Intha s'appuient sur des centaines de sous-traitants de Birmanie Centrale, qui cultivent le lotus dans des lacs au sud de Mandalay, de Pyay et au nord de Magway, et en extraient le fil, qui est ensuite vendu au gramme à Inlé (Theingi Myint et al. 2018). Ces relations, établies au hasard de pèlerinages et de rencontres fortuites, dessinent donc des liens forts entre les Intha et les Birmans des basses terres.

Emploi direct dans les *showrooms* ou travail à façon pour leur compte ; vente de souvenirs sur les marchés ou dans les boutiques fixes ; développement de la restauration et de l'hôtellerie, etc. Désormais, certains villages de l'ouest du lac sont profondément structurés par le tourisme. À Inn Paw Khone, 75 % de la population travaillerait dans les sept *showrooms* du village et 25 % en sous-traitance<sup>359</sup> ; à Ywama, on ne dénombre pas moins de 26 *showrooms*, et la moitié des 4 500 habitants travaillerait dans le secteur touristique<sup>360</sup> ; à Nampan, on compte une vingtaine de magasins et une dizaine de restaurants, tandis que des centaines de salariés sont impliquées de manière discrète mais bien réelle dans le travail à façon<sup>361</sup> ; à Inn Chan, 55 des 60 familles du hameau tiennent une boutique de souvenirs au monastère de Nga Phe Kyaung<sup>362</sup> ; dans le petit village d'Indein, cinq grands restaurants et une centaine d'étalages permanents attendent les visiteurs.

Le dynamisme du secteur touristique à Inlé est à l'origine de réseaux migratoires entre *Bamar Pyi* et État Shan du Sud : autant de mobilités qui participent de l'intégration de la marge au territoire national. Les migrations saisonnières entre Inlé et la Birmanie Centrale ne représentent pas un phénomène nouveau : depuis des décennies, des travailleurs agricoles du *Bamar Pyi* montent prêter main forte aux montagnards pour la récolte des feuilles de thé ou de *Cordia* (Robinne, 2011 : 54). Un mouvement très similaire s'observe autour de la tomate : 75 à 80 % des travailleuses chargées de trier et d'emballer les fruits dans les entrepôts de Nyaungshwé sont des travailleuses migrantes, provenant essentiellement des régions de Thazi et Meikhtila, en Birmanie Centrale<sup>363</sup>. Loin de leur région d'origine sept à huit mois par an, ces femmes extrêmement mobiles s'appuient sur leurs réseaux familiaux ou

---

<sup>359</sup> Source : Daw Than Shwe, ancienne grossiste en fibre de lotus, comm. orale, 9 mars 2017.

<sup>360</sup> Source : U Tun Hlaing, chef du groupement villageois de Ywama, comm. orale, 10 mars 2017.

<sup>361</sup> Source : Ko Pha, chef du groupement villageois de Nampan, 9 mars 2017.

<sup>362</sup> Source : Ko Myo Myint, chef du village d'Inn Chan, comm. orale, 9 mars 2017.

<sup>363</sup> Source : Ma Cho Mee, assistante d'entrepôt et Ma Mya Lay, gérante d'entrepôt, comm. orale, 16 mars 2016.

d'interconnaissance pour tirer profit des différents calendriers culturels entre Inlé, Kyaukse et Monywa<sup>364</sup>. À Nyaungshwé, cette population flottante de travailleuses de la tomate s'élèverait à environ 500 personnes en haute saison<sup>365</sup>. Certaines d'entre elles s'y établissent même définitivement, le plus souvent dans de modestes quartiers périphériques.

Néanmoins, les migrations entre *Bamar Pyi* et Inlé ont connu une nette accélération – et un certain changement de nature – depuis le décollage du tourisme au début des années 2010. Le premier type de migration concerne les travailleurs agricoles. En effet, dans certains villages comme Maing Thauk, à proximité immédiate de onze *resorts*, l'hôtellerie joue désormais un rôle structurant. Face à la pénurie de main-d'œuvre agricole et/ou à l'augmentation des salaires des journaliers, les agriculteurs locaux font venir des saisonniers de Birmanie Centrale pour récolter le riz ou la canne à sucre<sup>366</sup>.

Le second type de migration concerne les ouvriers du bâtiment. En effet, l'essor de l'hôtellerie a fait exploser le secteur de la construction, qui est aujourd'hui essentiellement investi par des ouvriers extérieurs à la région, tandis que les locaux représentent une infime minorité, quand ils ne sont pas tout simplement absents des chantiers. Ce déséquilibre peut s'expliquer par plusieurs facteurs. Tout d'abord, en raison de l'ampleur du projet et/ou de l'origine du propriétaire, de nombreux chantiers sont désormais confiés à des compagnies de construction de Rangoun ou Mandalay, qui fournissent leur propre main-d'œuvre par un système de sous-traitance à plusieurs étages<sup>367</sup>. De plus, les chantiers sont plus ambitieux et plus complexes que par le passé : les travailleurs d'Inlé sont désormais techniquement distancés, et ne sont plus guère recrutés que pour des tâches de manutention simples<sup>368</sup>. Enfin, les travailleurs extérieurs sont loin de chez eux, sans attache, entièrement dépendants de leur chef d'équipe et peuvent – doivent – se dédier entièrement à leur travail, alors que les ouvriers locaux quittent le chantier tôt pour retrouver leur famille, prennent quelques jours de congé pour un festival, un mariage ou un *shinbyu pwe*, quand ils ne disparaissent pas du jour au lendemain<sup>369</sup>.

---

<sup>364</sup> Source : Ma Mya Lay, gérante d'entrepôt, comm. orale, Nyaungshwé, 16 mars 2016.

<sup>365</sup> Source : U Aung Aung, grossiste en tomates, Nyaungshwé, comm. orale, 6 mai 2016.

<sup>366</sup> Source : moine supérieur du *Forest Monastery* de Maing Thauk, comm. orale, 1<sup>er</sup> février 2017.

<sup>367</sup> Source : U Moe Kyaw Aung, responsable de chantier, comm. orale, 16 mai 2015.

<sup>368</sup> Source : U Kyaw San Oo, ingénieur, comm. orale, 16 mai 2015. Sur les chantiers d'hôtels très haut de gamme, les entrepreneurs font même venir des travailleurs étrangers, comme cette vingtaine d'employés vietnamiens qui, sous la direction d'un Français, ont réalisé certaines tranches du chantier de l'hôtel *Sanctum*.

<sup>369</sup> Source : U Kyaw San Lwin et U Kyaw San Oo, ingénieurs, comm. orale, 16 mai 2015.

Il n'existe aucune donnée précise sur le nombre de ces travailleurs migrants, mais nous estimons qu'ils sont entre 500 et 1 000 dans la ville même de Nyaungshwé<sup>370</sup>. À ce chiffre, il convient d'ajouter les ouvriers employés sur les chantiers de *resorts* autour du lac : juste en face du *M Gallery* en construction près de Tha Le Oo s'étend ainsi un véritable village de planches et de bâches, qui a pu accueillir près de 500 personnes au plus fort de l'activité ; un univers miniature, avec sa propre organisation spatiale et sociale, avec ses chefs et ses conflits. Là aussi, quasiment tous les travailleurs viennent du *Bamar Pyi* <sup>371</sup>. Les ouvriers d'Inlé sont donc évincés du secteur du bâtiment, du moins pour les chantiers d'envergure, car ils sont toujours très sollicités pour la construction d'hôtels plus modestes initiés par des investisseurs locaux, de maisons individuelles, de magasins ou d'entrepôts, un secteur lui aussi florissant. Enfin, ils gardent et cultivent leur avantage comparatif dans le travail du bois, et sont régulièrement appelés par des hôtels ou des particuliers pour monter des charpentes élaborées.

Le troisième et dernier type de migration concerne le personnel qualifié du secteur touristique. En effet, avec la massification du tourisme, la multiplication des hôtels et l'arrivée d'une clientèle toujours plus exigeante en attente d'un service de qualité, la main-d'œuvre locale montre ses faiblesses, tant en termes quantitatifs que qualitatifs. Le recours à des travailleurs extérieurs à la région s'est donc systématisé, même si, encore une fois, aucune statistique précise n'existe à leur sujet. D'après un premier calcul croisant nos données personnelles avec des sources secondaires, cette population flottante s'élèverait à un peu moins de 300 personnes (annexe 41). Cependant, un tel chiffre nous paraît nettement en-deçà de la réalité : au *resort* Hupin Khaung Taing, la moitié du personnel, soit 75 personnes, serait originaire de Birmanie Centrale<sup>372</sup> ; au Novotel<sup>373</sup>, au Sanctum<sup>374</sup>, à l'Aureum<sup>375</sup>, la proportion est comprise entre 20 et 30 %, soit plus de 30 employés par établissement. Nous faisons donc l'hypothèse que la population migrante dans le secteur hôtelier à Inlé représente plus de 500 personnes.

---

<sup>370</sup> Bien que les travailleurs migrants aient longtemps été tenus de s'enregistrer auprès des chefs de quartier, bien peu le faisaient réellement. Les chefs des quartiers de Win, Mingalar, Myolae, Nampan ont estimé qu'ils en avaient chacun plus de 100 dans leur juridiction, tandis que celui de Nandawunn en déclare 50 à 100, chiffre qui apparaît sous-estimé : lors de nos entretiens, il n'y avait pas moins de 7 hôtels en construction dans ce quartier. Une estimation entre 500 et 1 000 nous semble donc crédible.

<sup>371</sup> Source : U Myo Aung, responsable de chantier, comm. orale, 1<sup>er</sup> mai 2016.

<sup>372</sup> Source : U Sein Htun, gérant de l'hôtel Hupin Khaung Taing, comm. orale, 6 mars 2016.

<sup>373</sup> Source : Ma Nyein, chef réceptionniste au Novotel, comm. orale, 9 octobre 2015.

<sup>374</sup> Source : responsable des ressources humaines du Sanctum, comm. orale, 9 octobre 2015.

<sup>375</sup> Source : U Aung Thaik, gérant de l'Aureum, comm. orale, 11 mai 2016.

Une bonne partie de ces travailleurs occupent des postes à responsabilité, qui demandent une réelle formation professionnelle, ou du moins une solide expérience, un bon niveau d'anglais, etc. Ainsi, dans la grande majorité des établissements, les gérants, responsables de réception et de chambres, comptables, superviseurs, réceptionnistes, chefs, etc. proviennent de Rangoun, Mandalay ou Bagan.

Néanmoins, on retrouve également de nombreux travailleurs migrants parmi les employés de base (femmes de chambre, *bellboys*, serveurs, etc.). Du fait de la pénurie de travailleurs, les salaires ont nettement augmenté au cours des dernières années : une femme de chambre touchait en moyenne 50 à 60 000 Kyats par mois (+ bonus) en 2012-2013, soit 50 à 60 € ; en 2017, il était difficile de recruter au même poste pour moins de 90 à 100 000 Kyats par mois (+ bonus), soit 67 à 75 € au taux de change de l'époque. D'après certains interlocuteurs, les Intha se montreraient désormais assez exigeants sur les salaires : des jeunes peu anglophones postuleraient ainsi au poste de réceptionniste, réclamant plus de 100 \$ de salaire mensuel.

Pour certains propriétaires, notamment d'établissements bon marché ou en difficulté, il est donc plus économique de recruter de jeunes hommes et femmes originaires des campagnes défavorisées de Birmanie Centrale et qui, en échange d'un gîte et d'un couvert sommaire, peuvent se contenter d'un salaire modeste. Par ailleurs, aux dires de leurs employeurs, les Intha ont une réputation de salariés difficiles à gérer : étant insérés dans un tissu social dense, ils s'absentent régulièrement pour remplir leurs obligations religieuses, familiales, etc ; connaissant bien le marché local du travail et disposant d'un large réseau social qui les tient informés, ils seraient volatiles, changeant d'employeur dès qu'une opportunité se présenterait<sup>376</sup>. Pour certains hôteliers, il fait donc sens de recruter hors de la région : d'une part ces travailleurs ne disposent d'aucune insertion locale, et n'ont donc ni obligation sociale à remplir ni information sur les opportunités chez les concurrents ; d'autre part, ils sont non seulement les employés, mais aussi les obligés de leur patron, qui leur paye le transport, l'hébergement et le couvert. Ce lien clientéliste est bien plus fort que la relation professionnelle qui lie l'hôtelier et son employé.

---

<sup>376</sup> Source : Yannick Borit, restaurateur et Daw Win Pa Pa Aung, hôtelière, comm. orales, 23 mai 2015 ; Philippe Arnaud, gérant d'hôtel, comm. orale, 9 octobre 2015 ; Than Oo, chef de salle, comm. orale, 31 janvier 2016 ; Hélène Solente, gérante d'hôtel, comm. écrite, 19 avril 2016 ; Bruno Chagnon, gérant d'hôtel, comm. orale, 11 mai 2016.

Si la majorité de ces travailleurs migrants ne reste à Inlé que le temps d'une récolte, d'un chantier ou d'un contrat hôtelier, certains s'installent définitivement, à la faveur d'un mariage ou d'une réussite professionnelle. Ils rejoignent alors les rangs de toutes les personnes extérieures à la région, mais qui s'y sont installées dans la durée. Encore une fois, ce phénomène n'est pas nouveau : depuis des décennies, bien des commerçants venus du *Bamar Pyi* sont venus tenter leur chance à Inlé ; bien des instituteurs, des fonctionnaires des impôts ou des militaires ont été mutés dans la région et ont épousé des Inthu ou, plus rarement, des Intha. Cependant, cette dynamique devient plus prégnante avec l'essor du tourisme.

Ainsi, parmi les premières agences de voyage de Nyaungshwé, certaines ont été ouvertes par des acteurs originaires de Bagan – confirmant leur rôle pionnier dans le développement local du tourisme – qui se sont établis dans la durée : c'est notamment le cas des agences Travel Lion ou Villager. Depuis que les tour-opérateurs installent leurs propres représentants à Inlé<sup>377</sup>, certains responsables qualifiés et expérimentés en provenance de toute la Birmanie s'établissent à Nyaungshwé : U Myint Zaw, le représentant de *Tour Mandalay*, est originaire de Birmanie Centrale ; U Ohn Lwin, travaillant pour *ICS*, est né à Myitkyina ; U Myint Ko Ko, veillant sur les affaires d'*Asian Trails*, vient de Rangoun. Vivant en ville dans la durée, propriétaires de leur maison et de terrains dans la région, envoyant leurs enfants à l'école du quartier, nouant des alliances professionnelles, clientélistes voire matrimoniales sur place, ils sont pleinement intégrés dans la vie locale. Certains, comme le guide touristique U Sai Win, originaire de Kengtung et établi à Nyaungshwé depuis les années 2000, deviennent des personnalités marquantes de la sphère associative et politique locale. Notons que ces migrations en entraînent souvent d'autres : comme l'illustre l'exemple de la guide touristique Ma Thu Thu Aung, des réseaux circulatoires familiaux se mettent en place entre collines shan et Birmanie Centrale, combinant mutations militaires et migrations professionnelles dans le secteur touristique.

Le parallèle nous semble assez fort avec la situation décrite par M. Boutry et J. Ivanoff dans la péninsule du Tenasserim, au sud du pays,

---

<sup>377</sup> Les tour-opérateurs, basés à des centaines de kilomètres d'Inlé, ne peuvent mener leurs activités sans un agent basé sur place qui puisse prendre en charge les détails opérationnels : réserver un bateau, un taxi, un guide, réagir en cas d'imprévu ou d'accident, etc. Dès les années 1990, les tour-opérateurs les plus influents comme Diethelm installent donc des résidents à Nyaungshwé à cet effet ; depuis la massification du tourisme post-2011, ces acteurs se sont multipliés, et sont devenus des engrenages essentiels du système touristique.

« Une périphérie que l'État tente de (re)conquérir depuis [le début des années 1990] à travers le développement économique de la pêche maritime. S'ensuit une migration importante de nouveaux pêcheurs, birmans, partis à la conquête du littoral et des îles de l'archipel dans l'espoir d'une ascension économique et sociale » (Boutry et Ivanoff, 2008 : 15).

Pêche dans le Tenasserim, tourisme dans l'État Shan du Sud : deux modalités de développement différentes, mais initiées de la même manière volontariste par le gouvernement, donnant naissance aux mêmes flux de population depuis le « centre » vers la « périphérie » et intégrant progressivement la marge au corps géographique, économique, culturel de la nation. Il serait néanmoins hâtif de considérer ces migrations comme le vecteur d'une birmanisation inflexible et unidirectionnelle de la population locale. Tout comme les nouveaux venus dans le Tenasserim se retrouvent dans un environnement géographique, relationnel et culturel radicalement nouveau qui les pousse à « s'ethniciser » et à développer des identités hybrides (Boutry et Ivanoff, 2008 : 24), les migrants qui s'installent dans la durée à Inlé adoptent aussi des éléments culturels, religieux, linguistiques locaux. Comme l'explique un propriétaire d'agence de voyage originaire de Rangoun mais qui travaille dans le secteur touristique à Inlé depuis 2006 et qui est marié à une Inthu :

« Je ne suis pas né intha, mais maintenant, je me sens Intha. J'aime ce lac, j'aime ces collines. »<sup>378</sup>

Cette « hybridité » (Boutry et Ivanoff, 2008) nous semble d'autant plus facile à accepter pour ces « étrangers » que l'identité intha est fortement valorisée par le tourisme et par les Intha eux-mêmes à travers le tourisme : les « fils du lac » seraient ainsi travailleurs, honnêtes, fidèles à leurs racines et à la religion, forçant même l'admiration des étrangers ; l'identification à ce groupe est donc d'autant plus aisée, constituant presque une forme de mobilité sociale.

#### **4.7. Conclusion**

À l'inverse des autres grandes destinations touristiques de Birmanie, le lac Inlé est longtemps resté un angle mort, un blanc sur la carte. Sous Ne Win, et notamment à travers l'action volontariste du gouvernement birman, le tourisme commence à se structurer : la

---

<sup>378</sup> Source : Kyaw Htet Oo, propriétaire d'agence de voyage, comm. orale, 30 janvier 2016.



région s'impose en l'espace de quelques années comme l'une des destinations phare du pays ; des éléments rhétoriques et des codes iconographiques aujourd'hui classiques se mettent en place. Sous le SLORC/SPDC, et plus précisément à partir de la *Visit Myanmar Year* de 1996, le tourisme se déploie véritablement. Bien que les effectifs restent modestes et la croissance irrégulière, une infrastructure touristique, de nouveaux circuits et des réseaux d'acteurs se construisent. En moins de vingt ans, une région touristique voit le jour, articulant un centre (le lac Inlé) et ses satellites (Kalaw, Pindaya, Kakku, Samkar, etc.). Enfin, depuis la transition démocratique de 2011, le tourisme à Inlé reflète l'insertion de la Birmanie dans les réseaux de la mondialisation : massification des flux ; venue de nouvelles clientèles plus exigeantes en termes de qualité des prestations ; diffusion de pratiques post-modernes. Aujourd'hui, cette activité structure en profondeur le tissu économique régional : elle représente des dizaines de millions de dollars de recettes annuelles, des milliers d'emplois directs et indirects. Elle recompose également en profondeur les paysages, les relations sociales locales et les mouvements migratoires.

Le tourisme à Inlé est non seulement fait de flux physiques (voyageurs partant en excursion, vendeuses de souvenirs navettant entre Ywama et les marchés de la région, routards faisant le tour du lac en vélo, pirogues chargées de primeurs alimentant les *resorts* du lac), mais aussi relationnels (entre un batelier de Lwe Nyein et ses renforts occasionnels de Samkar, entre un hôtelier et ses fournisseurs, entre un entrepreneur de Ywama et les pilotes de pirogues qui ont leurs habitudes dans son *showroom*). Autant de mouvements et d'échanges qui tissent le lac d'un maillage dense, qui resserrent les liens entre le cœur du lac et ses rives, entre l'amont et un aval de plus en plus lointain. Tout comme la procession des statues de la pagode Phaung Daw Oo avait contribué à construire la cohérence et le « tenir ensemble » de l'espace lacustre au cours du XX<sup>ème</sup> siècle (Robinne, 2000), les sillages des bateaux de visiteurs s'entrecroisant sur ses eaux donnent aujourd'hui (un nouveau) sens à l'espace lacustre et font territoire. Si le déploiement du tourisme dans la région est plutôt récent, il s'inscrit donc dans une certaine continuité par rapport au passé, empruntant à d'anciens réseaux et complémentarités, tout en les recomposant en profondeur.

À l'échelle régionale, le tourisme double, complète, renouvelle les anciennes complémentarités commerciales et fonctionnelles de l'État Shan du Sud (Robinne, 2000), et fait advenir de nouveaux réseaux tout aussi intégrateurs. Ainsi, les files de randonneurs traversant les forêts claires entre Kalaw et Inlé, les taxis traversant les terres rougeâtres de la

*Myelat* vers les grottes de Pindaya ou les bateaux empruntant le cours sinueux de la Balu Chaung vers Samkar dessinent une continuité fonctionnelle et intégratrice, une communauté de destin entre les quatre coins de la région.

Le tourisme, les flux matériels et immatériels qui le sous-tendent ont donc donné naissance à de véritables territoires touristiques emboîtés. Alors même que les nouvelles dynamiques agricoles et marchandes mondialisées recomposent en profondeur les anciennes complémentarités que F. Robinne décrivait encore dans les années 1990 et peuvent laisser craindre le délitement des solidarités entre terroirs (*cf.* 2.3.), les nouvelles dynamiques touristiques prennent le relais, contribuant à leur tour à « faire territoire » et à recomposer une nouvelle forme de « tenir-ensemble ».

À l'échelle nationale, le tourisme joue également un rôle très important dans l'intégration de la périphérie. De ce point de vue, les ATR-72 qui se posent à l'aérodrome d'Heho, les bus qui parcourent les rues poussiéreuses de Nyaungshwe, les flux de touristes qui font la queue à la caisse du *showroom* ou à la réception des hôtels, ou encore les réseaux de travailleurs migrants resserrent les liens économiques, fonctionnels et culturels entre la bordure shan et les basses terres de Birmanie, et transforment l'ancienne périphérie en simple prolongement de la vallée de l'Irrawaddy, en destination familière pleinement intégrée au territoire national.

Enfin, il nous semble crucial de souligner l'importance du tourisme domestique, impulsé il y a fort longtemps par le gouvernement Ne Win, mais qui a connu son essor avec la transition politique – et économique – des années 2010. À l'échelle du plateau shan, il est quantitativement plus massif que le tourisme international et se déploie en effet sur des temporalités et des spatialités bien spécifiques, ce qui démultiplie son effet intégrateur. Par ailleurs, à une échelle plus vaste, il fait figure de trait d'union puissant entre le centre et la périphérie : le tourisme intègre les collines shan à l'imaginaire collectif – positif – des Birmans, à leur réseau de mobilités, transforme la marge en domaine de loisir familial. Ce faisant, il participe de la construction de la communauté nationale et du territoire birman.

Les phases successives du déploiement du tourisme dans l'État Shan du Sud montrent clairement la place prépondérante du lac Inlé : c'est là que le tourisme s'est structuré en premier, avant de se diffuser vers les collines et les destinations secondaires de la région,

telles que Samkar, Kakku ou Kalaw. Aujourd'hui encore, le territoire touristique régional s'organise autour de ce pôle lacustre. Le lac représente donc la tête de pont du tourisme dans tout l'État Shan du Sud, et donc un point de fixation de l'influence économique – et politique – du centre birman dans la périphérie. En effet, derrière cette intégration apparemment harmonieuse et pacifique des collines shan, se cachent des rapports de force abrupts, peut-être peu visibles pour le voyageur pressé, mais fondamentaux pour comprendre ce qui se joue ici : une appropriation parfois brutale de la périphérie shan par le centre birman.

## **Chap. 5 : Le tourisme, vecteur de la prise de pouvoir autoritaire du centre birman sur la périphérie shan**

Bien que cette question ne soit encore qu'émergente dans la recherche contemporaine, le tourisme peut être efficacement mobilisé par un pouvoir politique central pour ramener la marge dans son orbite et y déployer son autorité. Cette (re)conquête quasiment coloniale peut se faire selon des modalités très variables, en fonction des contextes et des rapports de pouvoir. Ainsi, au Guatemala, J. Devine (2014) a décrit la mise en place d'un « tourisme contre-insurrectionnel », où l'écotourisme, la protection des ressources naturelles et des visiteurs servent de prétexte à la militarisation des marges septentrionales du pays. En Tanzanie, B. Gardner (2012) a montré comment, par la création de parcs nationaux et leur concession à des acteurs privés, le gouvernement tanzanien a resserré son contrôle sur la région périphérique de Loliondo. En Thaïlande, O. Evrard et P. Leepreecha (2009) ont analysé comment le pouvoir royal a mobilisé le tourisme pour mettre en scène les montagnes du nord du pays et son empreinte là-bas et intégrer les villages hmong et les champs de pavot dans le domaine national. Quant aux travaux d'E. Yeh et C. Coggins (2014), de P.-M. Milan (2012), T. Leicester (2008), ou C.F. McKhann (2001), ils montrent très bien comment Pékin tire profit du tourisme pour raffermir son emprise sur les périphéries tibétaines du pays, à travers la mise en scène de la dialectique « développé/archaïque », la codification et la neutralisation des ethnicités locales, ou encore la protection de l'environnement.

Nous prolongeons ici cette lecture du tourisme sous l'angle des « border studies » pour comprendre comment les gouvernements birman successifs ont mobilisé le tourisme pour s'approprié de façon autoritaire la bordure shan. Nous décomposons ici notre analyse en trois temps.

Tout d'abord, nous analysons comment la mise en tourisme permet de cartographier, de lisibiliser et, *in fine*, de neutraliser la périphérie. Cela passe à la fois par le développement d'infrastructures de transport permettant de mettre en réseau les collines shan avec le reste du territoire national ; par l'instauration de règles administratives et fiscales qui, lorsqu'elles sont en partie respectées, permettent d'extraire les ressources locales et qui, lorsqu'elles ne le sont pas, permettent de renforcer des liens clientélistes et de filtrer l'accès au secteur touristique ; par les codes touristiques eux-mêmes, qui exigent de simplifier le réel, de baliser l'espace, de policer les mœurs, de lisser les interactions sociales.

Dans un second temps, nous mettons en évidence la mainmise des réseaux clientélistes du capitalisme de connivence sur l'économie touristique, sur le territoire et la société locale, et sur le pouvoir intégrateur qu'ils exercent de ce fait sur la périphérie. Nous proposons ainsi une analyse sociologique des acteurs du secteur hôtelier, fondée sur le critère de leur proximité avec les autorités politico-militaires d'hier et d'aujourd'hui. Nous distinguons ici deux régions d'analyse, livrant des résultats assez distincts : la ville de Nyaungshwé proprement dite, et le lac Inlé. Nous offrons ensuite une brève analyse du bâti hôtelier, afin de questionner les transferts de modèles architecturaux et les enjeux de pouvoir qui se cachent derrière ces formes *a priori* anodines. Enfin, nous mettons au jour les mécanismes qui régissent la vente du ticket d'entrée à la région du lac Inlé, rente économique mobilisée pour entretenir les relations clientélistes entre entrepreneurs privés et autorités locales.

Dans un troisième et dernier temps, nous décodons le cas emblématique d'un accaparement de terres massif, censé permettre le développement d'une vaste zone hôtelière. Ce projet, lancé sous Thein Sein et enlisé depuis des années, condense bien les ambiguïtés de cette période de transition : dépossession de la population locale selon des modalités et une rhétorique autoritaires qui empruntent directement à l'ère Than Shwe ; mobilisation et renforcement des liens clientélistes entre gouvernement shan et *crony* local en pleine ascension ; marquage autoritaire de l'espace dans une ère post-junte justement marquée par un certain flottement autour de son appropriation ; accaparement prédateur et précipité de la ressource par des dirigeants et des hommes d'affaires qui savent que leurs jours sont comptés ; spéculation foncière et blanchiment d'argent.

Ces trois grands exemples démontrent tous, sous des angles différents, comment la mise en valeur touristique du lac Inlé a permis aux sphères politiques, économiques et militaires birmanes de s'appropriier la périphérie, ses ressources et son espace ; de mettre la marge au service de leurs propres intérêts ; de soumettre la frontière, de la réduire jusqu'à la banaliser, la désamorcer.

## 5.1. Tourisme, intégration et mise en ordre de la périphérie

### 5.1.1. Le développement des réseaux d'infrastructures, ou l'amarrage de la périphérie au centre

D'un point de vue très prosaïque, le développement du tourisme repose sur des réseaux routiers et aériens, dont l'amélioration au fil du temps a resserré les liens entre le plateau shan et le reste de la Birmanie. Ainsi, alors qu'il fallait 10 à 13 heures de route pour rallier Inlé à Mandalay dans les années 1990 et même jusqu'au début des années 2000<sup>379</sup>, le trajet ne prend plus que 7 à 8 heures aujourd'hui. Quant à Rangoun, elle a longtemps constitué un horizon lointain : les guides des années 1980 et 1990 recommandent ainsi de rallier Inlé depuis Mandalay, et non depuis la capitale de l'époque. Au début des années 2000, le trajet impliquait encore 17 à 18 heures de voyage fastidieux<sup>380</sup>. Désormais, Rangoun n'est plus qu'à 11 heures de route, grâce à la mise en place de lignes express et à l'amélioration continue des infrastructures.

Dans le domaine aérien, l'aérodrome d'Heho, à une heure de vol de Rangoun ou à 30 minutes de Mandalay, s'est affirmé comme l'un des points forts du maillage aéroportuaire birman. Sa popularité n'est pas nouvelle : E. Mannin y débarque dès les années 1950 (Mannin, 1955 : 22) ; dans les années 1970, il fait partie des quatre seuls aérodromes du pays desservis sur une base quotidienne (Kanbawza Win, 1977 : 51), au point qu'en 1981, les auteurs du guide *Regards sur la Birmanie* écrivent que « le point d'arrivée dans cette région [d'Inlé] est généralement l'aéroport d'Heho » (Klein, 1981 : 243, notre emphase). À l'époque, ce succès s'expliquait par l'inconfort et la lenteur des transports terrestres ou la relative insécurité des collines shan, autant de contraintes qui ont aujourd'hui fondu. Cela ne remet pas en question pour autant la fréquentation de l'aérodrome d'Heho : en 2016, ce dernier a accueilli 106 000 passagers<sup>381</sup>, et en haute saison, on n'y compte pas moins de 36 mouvements d'avion par jour (MIID, 2014 : 40).

Depuis 2011, la politique touristique gouvernementale se résume en fait largement à une politique d'infrastructure : sur les 486,6 millions de dollars de budget global du *Tourism*

---

<sup>379</sup> Source : Guide *Lonely Planet*, 1982 : 157 ; 2000 : 367 ; Klein, 1981 : 248 ; *Guide du Routard*, 2006 : 153 ; Thu Thu Aung, gérante d'agence de voyage, comm. orale, 6 décembre 2016.

<sup>380</sup> Source : Guide *Lonely Planet*, 2000 : 372 ; *Guide du Routard*, 2006 : 153 ; Thu Thu Aung, gérante d'agence de voyage, comm. orale, 6 décembre 2016.

<sup>381</sup> Source : bureau local du MoHT à Taunggyi.

*Master Plan 2013-2020*, plus de la moitié sont fléchés vers les infrastructures (MoHT, 2013 : 41). Cette insistance, sensible sous Thein Sein et qui se prolonge jusqu'à aujourd'hui dans la politique d'Aung San Suu Kyi, est sous-tendue par plusieurs facteurs. D'une part, les autorités ont longtemps eu une vision assez réductrice et matérialiste du tourisme, considéré comme simple déplacement dans l'espace : pour l'augmenter, il suffirait donc de réduire les frictions du terrain, alors même que le tourisme dépend en réalité de multiples autres facteurs. D'autre part, les grands groupes birmans bien connectés ont probablement exercé un lobbying actif car les infrastructures sont le plus souvent réalisées sur la base de partenariats public-privé lucratifs. Enfin, au-delà de leur seule vocation touristique, ces projets sont explicitement présentés comme des leviers de développement de toute une région et de sa population (*ibid.* : 34) : le tourisme apparaît donc clairement comme un accélérateur d'intégration territoriale et de progrès.

Si nous n'avons aucune raison de contester le volontarisme des autorités, il nous semble néanmoins important de réinsérer cette rhétorique de développement des marges dans la dialectique Ô combien politique en Birmanie entre centre et périphérie, construction discursive et représentationnelle fondamentalement hiérarchisante :

« La périphérie, comme production idéale et matérielle, n'existe pas en-dehors du centre et vice-versa (Tzfadia et Yacobi, 2011). Elle est construite à travers d'innombrables processus qui relient les deux, construisant la périphérie comme primitive et sous-développée, rendant le centre moderne et légitimant le pouvoir qu'il exerce. Ils donnent aux élites du centre la légitimité, et donc l'autorité d'agir sur – et non avec – l'Autre non-hégémonique, souvent à travers le recours à la violence d'État. » (Meehan et Plonski, 2017 : 13)

À travers ce que P. Meehan et S. Plonski (2017) qualifient de « géo-linguistique », le gouvernement se positionne de manière logique comme seul pourvoyeur de développement et de progrès dans les périphéries du pays, un discours là aussi éminemment politique, comme cela a été amplement mis en évidence en Chine (Yeh & Coggins, 2014) où, comme l'indique P.-M. Milan (2011 : 326) :

« Seul l'État moderne détient la possibilité de soumettre l'espace et les personnes dans un dernier grand effort d'intégration des peuples, de la terre et des ressources aux marges de la Chine pour les transformer en contributeurs du PIB (Réau et Poupeau, 2007). Que ce soit sous la figure du "développement", du "progrès économique" ou de l'"intégration sociale" l'objectif final est pourtant bien de mettre les dominés au service de l'État (Scott, 2008, 2009). »

À travers ce registre du développement, du grand projet, de l'infrastructure, l'État se positionne comme seul et unique ordonnateur de l'espace, et donc comme artisan de l'unité du territoire national. Le projet de faire de l'aérodrome d'Heho un aéroport international<sup>382</sup> nous semble d'ailleurs symboliquement révélateur : quand il débarque à Heho depuis Rangoun, le visiteur à conscience d'arriver dans l'État Shan ; quand il y arrivera depuis Bangkok ou Kunming, le sentiment dominant sera avant tout d'être parvenu en Birmanie. Une telle réalisation marquerait donc une étape importante dans l'intégration de l'État Shan du Sud au territoire national.

### **5.1.2. Le contrôle administratif et fiscal, entre impossible mise au pas de la périphérie et entretien de relations clientélistes**

À travers le développement touristique, la périphérie prend place dans les flux de capitaux et de devises ; la bordure rebelle devient espace productif ; la marge fait son apparition sur la carte du capitalisme birman. Au cœur de cette dynamique, l'État se positionne comme un acteur – théoriquement – incontournable par le biais de sa régulation administrative et de sa taxation, deux prérogatives intimement liées au processus de territorialisation. En effet, pour un gouvernement, délivrer ou non une licence hôtelière consolide son statut de dépositaire exclusif de la ressource touristique et du territoire ; de même, lever l'impôt revient à recenser et à contrôler les activités économiques qui se déploient dans un espace donné et – en théorie – à déposséder par contrat social ses habitants d'une partie de leurs revenus au nom d'un collectif qui en ressort légitimé. Néanmoins, ces deux processus d'appropriation restent inachevés, entre laisser-aller administratif sur fond de relations clientélistes entre puissants, et résistance locale discrète teintée de politique, donnant naissance à une gouvernance chaotique, hybride, mêlant dissimulation, compromissions et corruption.

En principe, la mise en place d'une structure hôtelière est censée suivre une procédure précise : i) sa localisation est censée respecter les zonages en vigueur : aucun édifice à vocation commerciale ne peut être construit sur des zones classées comme agricoles ou protégées<sup>383</sup> ; ii) l'entrepreneur est censé demander une autorisation de début des travaux, qui

---

<sup>382</sup> Source : *Myanmar Times*, 3 avril 2018 : « Myanmar upgrade 3 local airports to receive Chinese tourists »

<sup>383</sup> Ces statuts peuvent néanmoins être amendés : dans le premier cas, un terrain agricole peut être reclassé comme constructible par demande auprès du département des études foncières (*Land Survey Department*) si la



implique de présenter les plans et les caractéristiques techniques de l'édifice, devant répondre aux différentes normes en vigueur ; iii) une fois la construction terminée et les vérifications accomplies, le ministère du tourisme peut délivrer la licence hôtelière. Cette procédure assez longue et fastidieuse – elle peut durer jusqu'à trois ans – fait clairement de l'État le maître du temps, de l'espace et de la ressource touristique. Fondée sur une culture de la bureaucratie, du dépôt de dossier et du coup de tampon, elle est également légitimante pour les autorités concernées :

« Le simple fait de solliciter des autorisations pour accéder à une propriété a pour effet de conférer de l'autorité aux institutions politico-légales qui peuvent les accorder » (Sikor et Lund, 2009 : 1).

Néanmoins, très vite, l'observateur peut s'apercevoir que ce cadre légal fait l'objet d'entorses systématiques : l'infraction n'est pas une exception à la règle ; elle est la règle. Dans la réalité, la procédure en trois points exposée plus haut est peuplée de zones grises et d'arrangements. Tout d'abord, les différents zonages, les différents périmètres de constructibilité dessinés par les autorités ne constituent en réalité qu'un cadre très flexible, dont les acteurs les plus puissants peuvent s'affranchir avec une désarmante facilité.

Ainsi, en théorie, depuis les premiers plans de protection du lac Inlé en 1985, la route qui en fait le tour détermine deux régimes de protection environnementale (annexe 28) : schématiquement, entre le plan d'eau et la route – soit une bande de 100 à 500 mètres de large – les terres, principalement des rizières, sont sous la protection du département de la préservation de l'environnement (*Conservation Department*) ; au-delà, les premières pentes et les collines sont sous le contrôle du département des forêts (*Forestry Department*). Dans les deux cas, la constructibilité est censée être très encadrée, soumise à l'autorisation de leur ministère de tutelle, le Ministère de l'Environnement.

Ce cadre réglementaire aurait été renforcé en 2006, lorsque les autorités auraient rappelé l'interdiction de toute nouvelle construction sur le lac. Il serait encore revenu sur le devant de la scène à la suite de la sécheresse de 2010, à la demande expresse des acteurs

---

preuve est apportée qu'il n'est plus assez fertile ; dans le second, le ministère de l'environnement peut lever les restrictions pesant sur une aire protégée si cela est considéré comme légitime.

locaux<sup>384</sup>. L'année suivante, le gouvernement aurait suivi cette recommandation et proclamé un moratoire sur les constructions dans la zone protégée, bien qu'il soit difficile de trouver des traces officielles d'une telle décision. Cette dernière est donc une arlésienne, souvent évoquée mais jamais clairement formulée. Ce flou semble volontairement maintenu, afin de limiter – et donc renchérir – l'accès à la ressource, tout en laissant des ouvertures aux proches du régime. Comme le déplore un informateur,

« Avec les militaires c'est particulier ; les interdictions concernent ceux qui n'ont pas de lien avec eux ; mais leurs amis ont tous les droits. »

En effet, la frénésie hôtelière sur les rives du lac montre bien que ce cadre réglementaire, pourtant maintes fois réitéré, est en réalité assez lâche. Lorsqu'il emprunte la route entre Nyaungshwé et Nampan, sur la rive est du lac, l'observateur est ainsi inmanquablement frappé par l'alignement continu des hôtels en pleine zone protégée. Juste au sud du village de Maing Thauk, les *resorts Sanctum, Novotel, Ananda, Aureum*, ainsi qu'un chantier d'hôtel à l'abandon se succèdent sur 1,3 kilomètre (annexe 43). Après 300 mètres de répit, le temps de passer devant le village de Pay Pin Gone, une nouvelle série de murs d'enceinte marque sur 800 mètres les limites des hôtels *Villa Inle* et *Myat Mingalar*. Enfin, au sud, près de Nampan, le colossal projet de zone hôtelière se déploie sur une emprise qui dépendait du Département des Forêts, mais dont la constructibilité a été forcée par des autorités supérieures (*cf. infra*). Au droit de cette surface aujourd'hui embroussaillée se dressent sur près d'un kilomètre les hôtels *Amazing, Amata*, la pharaonique jetée à bateaux censée desservir la zone hôtelière, et enfin le *Inle Garden Resort*.

Soyons clair : tous ces hôtels sont édifiés dans des zones protégées<sup>385</sup>, dont la constructibilité dépend d'une décision du ministère de l'environnement, en théorie motivée par des raisons précises et rationnelles. Or, ce processus s'opère de façon très sélective. L'un de nos interlocuteurs pointe en effet du doigt un système à deux vitesses, qui bloque la licence de sa petite maison d'hôtes de cinq chambres sous prétexte qu'elle est située sur une terre agricole, alors que dans le même temps, des *resorts* de cent chambres sont ouverts en zone naturelle protégée. Pour lui, il est évident que « [la mise en constructibilité] dépend entièrement de qui connaît qui ! ». Il semble donc que les règles édictées par le gouvernement

---

<sup>384</sup> Source : *The Irrawaddy*, 20 juillet 2010 : « Inle Lake Conference proposes freeze on new hotels »

<sup>385</sup> Par ailleurs, ces périmètres sont d'anciennes zones de rizières, qui sont pour ainsi dire inconstructibles en Birmanie, héritage de la politique agricole socialiste et même post-socialiste, mettant la priorité sur la production de riz (GRET, 2017 : 68)

n'agissent que comme des barrières poreuses, interdisant l'accès des acteurs locaux à la ressource touristique, tout en laissant passer les entrepreneurs disposant d'assez de poids dans les ministères et d'appuis dans les casernes.

Quand on se penche sur les licences, le même hiatus entre théorie et pratique apparaît nettement. Ainsi, alors même que les textes imposent aux entrepreneurs de demander une licence hôtelière en amont de la construction, ils le font tous *a posteriori*, une fois le chantier terminé<sup>386</sup>. Plus sérieux encore : lorsque nous avons quitté le terrain en 2017, entre quinze et vingt propriétaires exploitaient leur hôtel sans licence. Parmi eux, on retrouve des *resorts* de premier plan, qui profitent d'un puissant patronage pour s'affranchir des lois. Ainsi, l'un des hôtels du célèbre *crony* Tay Za a ouvert ses portes en octobre 2011, mais n'a obtenu sa licence que le 30 avril 2015<sup>387</sup>. Autrement dit, pendant plus de trois ans et demi, cet établissement n'a officiellement pas existé, et n'a donc pas eu à payer de taxe. On trouve également certains petits entrepreneurs locaux qui, poussés par la fièvre touristique des années 2013-2014, ont fait le choix d'ouvrir une modeste *guesthouse* en périphérie de Nyaungshwé, sur d'anciennes terres agricoles. Dès l'acquisition du terrain, ils savaient bien qu'ils ne pourraient pas obtenir de licence mais ont pris le risque, espérant obtenir une régularisation au forceps, par l'évidence du fait accompli. En attendant, ils trouvent un équilibre, un terrain d'entente avec les autorités, très probablement en échange de quelque pot-de-vin, selon un informateur bien placé.

Cependant, ce pari est risqué, et le provisoire s'éternise. Des tensions assez vives se font jour entre les hôteliers qui ont obtenu une licence et paient régulièrement pour la renouveler, et ceux qui opèrent sans licence. Un bras de fer s'est ainsi instauré entre sept propriétaires d'hôtels et ceux de ces *guesthouses* illégales, les premiers menaçant de ne plus renouveler leurs licences si les seconds ne régularisaient pas leur situation au plus vite<sup>388</sup>. Ce conflit nous semble intéressant à trois points de vue. D'une part, il révèle bien l'hétérogénéité des acteurs du tourisme : leur « communauté » n'est ni cohérente ni unie, mais traversée par les conflits et les jalousies. D'autre part, le simple fait que les hôteliers doivent eux-mêmes s'emparer de la question et recourir à un « chantage à la licence » vis-à-vis des autorités montre bien l'inaction persistante et quelque peu coupable de ces dernières. Enfin, plus fondamentalement, cette contestation au grand jour, ce rapport de force entre une poignée

---

<sup>386</sup> Source : Informateurs privilégiés, comm. orale, et MIID, 2014 : 43.

<sup>387</sup> Source : bureau local du MoHT à Taunggyi. Ce hiatus temporel nous a été confirmé par des acteurs locaux.

<sup>388</sup> Source : Ko Zarni Myint, propriétaire d'hôtel, comm. orale, 4 novembre 2016.

d'entrepreneurs et le gouvernement nous semble révélateur de la relative libération de la parole et de l'inflexion des grands équilibres sous Thein Sein : les acteurs individuels revendiquent désormais un droit à la parole quant à l'attribution de la ressource touristique, voire même sur l'utilisation de l'espace. Cette nouvelle étape dans le conflit a peut-être accéléré son dénouement, car une solution aurait été proposée sous le gouvernement Aung San Suu Kyi. Il semblerait en effet que les nouvelles emprises urbaines au nord de Nandawunn aient quitté le statut de terre agricole pour être incluses dans l'aire municipale constructible<sup>389</sup>, et que les autorités aient fini par délivrer des licences hôtelières aux *guesthouses* concernées<sup>390</sup>.

Face au risque de suroffre hôtelière à Inlé, le gouvernement Thein Sein aurait cessé de délivrer toute licence à partir d'août 2015<sup>391</sup>. Cependant, cette décision, elle aussi un serpent de mer, semble vouée à l'inefficacité : se doutant qu'elle surviendrait à court terme, les entrepreneurs les plus rusés auraient pris les devants et acheté des licences pour les revendre en temps voulu. Bien sûr, une telle manœuvre est illégale, car les licences ne peuvent être délivrées qu'à la fin des travaux, et pas à l'avance ; or, comme nous le confie un entrepreneur qui a lui-même acheté l'une des dernières licences disponibles :

« Si tu as les bons réseaux et les bons appuis, on t'en met une de côté dès le début. »

En d'autres termes, bien que le gouvernement ait officiellement stoppé l'émission de nouvelles licences hôtelières, de nombreuses licences vierges seraient encore en circulation, et devraient permettre l'ouverture d'autres établissements à l'avenir.

Le second champ dans lequel l'État birman tente d'imprimer sa marque sur l'espace est celui de la fiscalité : assujettir la marge à l'impôt, c'est l'administrer, la soumettre à un devoir, la transformer en contributrice du projet national. En théorie, toutes les entreprises sont tenues de déclarer leurs revenus et de payer une taxe commerciale. Dans le secteur touristique, elle est longtemps restée fixée à 10 % (*Myanmar Center for Responsible Business*, 2015 : 82), avant d'être revue à la baisse à 5 % en 2014, précisément pour en diminuer le poids et inciter les acteurs économiques à la payer<sup>392</sup>. Or, cet espoir n'est resté que

---

<sup>389</sup> Département de l'Administration Générale, 20 décembre 2016. Ce changement semble avoir été acté récemment, comme le montrent les nouveaux contours de l'aire municipale sur Google Maps.

<sup>390</sup> Source : Ko Min Hsu, propriétaire d'agence de voyage, comm. orale, 7 mai 2016

<sup>391</sup> Source : Département de l'Administration Générale, 20 décembre 2016 et U Aung Thaik, gérant de l'Aureum Resort, comm. orale, 11 mai 2016.

<sup>392</sup> Source : Ma Ainzali Kyaw Soe, avocate, comm. écrite, 11 juillet 2018.

très théorique, et la stratégie de captation de la ressource fiscale par les autorités se heurte à une culture de la fraude profondément enracinée, voire institutionnalisée dans les stratégies et les pratiques des acteurs touristiques. Comme le déclare vigoureusement un hôtelier :

« Les chiffres [de fréquentation touristique] du ministère, basés sur les déclarations des hôtels, sont faux car personne ne déclare les vrais chiffres ! Il n'y en a pas un ! Moi le premier ! [...] et le ministre le sait ! Et le bureau des impôts ! Et tout le monde le sait ! »

La fraude s'appuie sur la sous-déclaration des trois variables qui déterminent le revenu d'un hôtel (*cf.* annexe 44). La première est le nombre de leurs clients. Tous les soirs, la réception est tenue de fournir à un coursier la liste détaillée des occupants. Or, la majorité des hôteliers tient en réalité une double comptabilité. Néanmoins, ce subterfuge est utilisé avec parcimonie : si un étranger non déclaré est impliqué dans un incident (accident de vélo, vol d'effets personnels, ébriété, etc.) son logeur peut se retrouver en grande difficulté. Le second paramètre est le nombre de nuitées : une grande partie des hôteliers n'en déclarent qu'une partie. Rappelons que la durée moyenne de séjour des étrangers à Inlé est de quatre jours (Valentin *dir.* 2014 : 29), soit le plus souvent deux nuitées. Enfin, la troisième variable est le prix des chambres, régulièrement sous-déclaré. Il faut ici souligner la passivité complice des autorités fiscales, qui ne font que peu d'efforts pour vérifier les tarifs déclarés, alors même que la généralisation des sites marchands rend l'opération extrêmement aisée ; et quand elles le font, elles ne cherchent pas à appliquer la loi, préférant transiger et s'accommoder avec la réalité. Ainsi, lorsqu'une hôtelière déclare louer ses chambres à 5 \$ par nuit alors que leur prix réel est de 10 \$, l'administration fiscale choisit de couper la poire en deux et de baser ses calculs sur une nuitée à 7,5 \$.

Evidemment, ces trois paramètres ne sont pas à considérer comme fixes et exclusifs les uns des autres ; les hôteliers y ont recours soit séparément, soit de manière combinée, dans un jeu délicat et dynamique, qui évolue selon les saisons, le taux de remplissage de leur hôtel, et leurs rapports avec les autorités : ils seront plus zélés sur leurs déclarations s'il se savent en délicatesse avec la police ou l'administration fiscale. Ces subtils jeux d'écriture permettent aux gérants de déclarer des revenus officiels sensiblement inférieurs aux revenus réels : si l'un d'entre eux prétend déclarer 50 à 70 % de ses revenus réels, un tel chiffre a plutôt fait sourire nos autres interlocuteurs, pour qui la proportion s'élèverait plutôt à 25 % en moyenne et ne dépasserait jamais les 40 %.

Preuve, décidément, de l'aversion pour l'impôt : après tous ces étages de fraude, certains hôteliers renégocient encore la somme réclamée par l'administration fiscale. Un gérant nous a ainsi confié ne déclarer que 20 à 25 % de taux d'occupation les jours où son hôtel était plein à 80 %. À partir de ce chiffre erroné, et après application du taux d'imposition officiel, le département des impôts lui a réclamé 70 à 80 lakhs (5 200 à 5 900 euros) de taxes, montant somme toute modéré compte tenu de l'envergure de son établissement. Malgré tout, la riche propriétaire de l'hôtel s'est rendue en personne au département des taxes pour renégocier ce chiffre : elle n'a finalement payé que 9 lakhs (670 euros) de taxes et quelques centaines de dollars de pots-de-vin.

Cette confiance met bien en évidence la duplicité des autorités. En effet, de manière tout à fait symptomatique des défis de la gouvernance birmane et du fossé entre les échelons supérieurs de l'administration et leurs agents sur le terrain, la fraude est tellement systémique que les autorités elles-mêmes y prennent une part active, allant jusqu'à l'encourager. Ainsi, le propriétaire de l'un des hôtels les plus en vue de Nyaungshwé, déclare que

« Nous ne déclarons que 20 % de nos revenus, et encore, c'est beaucoup comparé aux autres hôtels des environs. Si l'on veut déclarer plus, mais sans payer de pots-de-vin, les impôts refusent ; ils vont nous forcer à payer moins, mais en payant des dessous-de-table. Par exemple, si nous sommes censés payer 50 000 \$ d'impôts et que l'on propose d'en payer 30 000 sans pots-de-vin<sup>393</sup>, l'administration va refuser, et nous proposer de payer 5000 officiellement et 5000 de pots-de-vin ».

D'après un autre informateur, le directeur de l'administration fiscale prend même soin de garder les impositions réelles de tout le monde à un faible niveau, car tout contribuable trop zélé, tout pic sur les graphiques peut éveiller les soupçons. Or, sur des courbes maintenues aussi basses, l'anormalité apparaît très rapidement : ainsi, en 2014, une hôtelière a eu de sévères démêlés avec la police après que l'une de ses clientes – non déclarée – se soit fait voler son passeport. Dans les mois qui suivirent, elle estima donc sage de déclarer scrupuleusement tous ses clients. Le résultat fut étonnant : ces statistiques – pour une fois fidèles à la réalité – ont fait de ce très modeste hôtel de centre-ville le deuxième plus gros contribuable de Nyaungshwé, mettant par là même en évidence l'étendue de la fraude des autres propriétaires et la duplicité des autorités.

---

<sup>393</sup> Dans la bouche de notre interlocuteur, payer 30 000 \$ au lieu de 50 000 paraît déjà constituer un effort fiscal exceptionnel, un montant irréaliste qui n'a sa place que dans un raisonnement par l'absurde : payer la totalité des taxes dues ne paraît même pas rentrer dans les schémas et le mode de réflexion des acteurs du tourisme.

La culture de la double comptabilité se prolonge jusqu'au cœur de l'administration : si le fisc n'accorde qu'une attention distraite au nombre de clients déclarés (car, de toute façon, les impôts ne sont pas tant calculés que négociés), il n'en va pas de même pour la police ou l'immigration, pour qui les listes de touristes sont des questions de sécurité. Des officiers de ces deux départements auraient donc fait pression sur les hôtels pour qu'ils déclarent auprès d'eux tous leurs clients sans exception, tout en sous-entendant qu'ils étaient par ailleurs totalement libres de leurs déclarations à l'administration fiscale, et qu'il n'y aurait pas de recoupement entre les différents services. La fraude est donc tellement acceptée, avalisée par les autorités qu'elles se permettent de la négocier en jouant un double jeu.

Cette fraude au quotidien est unanimement présentée par nos interlocuteurs sous un jour très politique. À les entendre, leurs pratiques seraient précisément une réponse à un État prédateur :

« Quand [l'administration fiscale] voit votre déclaration [de revenus], elle ne voit pas le travail que vous faites, les revenus que vous pouvez dégager, mais plutôt comment elle peut vous taxer ! »

Pour l'une de nos interlocutrices, ses arrangements avec le fisc sont une manière d'éviter l'évaporation de ses impôts dans les caisses de l'État ; au lieu de cela, elle préfère réinvestir ses bénéfices directement à l'échelle locale et micro-locale, à travers ses propres projets sociaux. Le fait qu'un entrepreneur privé juge son propre usage de l'argent plus légitime que celui qu'en ferait l'État souligne bien la faillite morale des institutions. Ce sentiment est partagé par de nombreux interlocuteurs, qui voient – ou du moins présentent – leur fraude comme une réponse légitime à un État malhonnête et incapable d'assumer ses responsabilités les plus élémentaires :

« On ne veut pas payer si on n'a rien en retour. Si l'on déclare tout, et qu'ils nous font des routes correctes, un bon réseau électrique... d'accord ! Mais si vous déclarez tout et qu'ils ne font rien, là... ça énerve ! Ici, quand il y a une coupure électrique, c'est notre personnel qui est obligé de réparer la ligne, de grimper aux poteaux ! Pas le gouvernement ! »

Les hôteliers se positionnent donc sur un terrain politique, contestant là encore les pratiques de *rule-by-law* (où le gouvernement édicte des règles exclusives au seul bénéfice de ses affidés), appelant à la place de leurs vœux une politique de *rule-of-law* (où les règles sont censées protéger tout un chacun et s'appliquer de manière homogène à tous, cf. Mark, 2016 : 447). Comme le promettent deux acteurs :

« Nous voulons respecter les règles... mais les règles, la loi devraient nous protéger. Quand ce sera enfin le cas, on respectera les règles. »

« La fraude est généralisée car le gouvernement ne respecte pas ses propres règles. Seulement s'ils suivent les règles, nous les suivrons aussi ; nous ne tricherons pas, et si nous trichons, nous accepterons les sanctions. Si des parents enfreignent les règles, comment peuvent-ils contraindre leurs enfants à le faire ? »

Au-delà de cette rhétorique volontariste, il apparaît que les hôteliers sont en réalité peu pressés d'honorer ces engagements quand ils en ont l'occasion (*cf. infra*).

Si le secteur hôtelier représente la partie la plus visible de l'iceberg, les autres pans du secteur touristique sont aussi concernés par l'évitement fiscal. Ainsi, sachant pertinemment que les hôtels ne déclarent pas tous leurs clients et leurs revenus, les tour-opérateurs leur emboîtent le pas : la fraude fiscale est donc pleinement intégrée dans le fonctionnement vertical de la filière. Comme le fait remarquer un hôtelier :

« Vu que les tour-opérateurs non plus ne déclarent pas tous leurs clients, on ne risque pas d'être embêté de sitôt ! Il faudrait remonter toute la filière, de l'hôtel au tour-opérateur birman, puis au tour-opérateur étranger [qui achète les prestations de son partenaire birman]. [...] C'est tout l'environnement qui pose problème ! »

Sur le terrain, agences de voyage, taxis et restaurants confinent largement à l'informel, et la triche y est encore plus aisée : le client ne recourant à leur service que pour un temps très limité avant de se volatiliser sans laisser de traces, le fait d'établir une facture et de déclarer la transaction ne repose donc que sur le volontariat. Dans ce contexte, comme nous l'indique une guide touristique, les petites agences de voyage de bord de rue ne paient aucune taxe formelle au fisc. Quant aux restaurants, ils sont bien censés payer une taxe commerciale de 5 % ; face à leur réticence à le faire, les autorités mettent en circulation en 2014 des étiquettes à coller sur les factures, mais ce système reste aujourd'hui encore largement contourné<sup>394</sup>. Quant aux taxis, ils se livrent à plusieurs étages de fraude : les voitures sont très souvent achetées au marché noir, n'arborent que très rarement la plaque d'immatriculation bleue qui leur donne le droit de transporter des étrangers, et sous-déclarent systématiquement les revenus qu'ils tirent de leur activité, quand ils les déclarent.

---

<sup>394</sup> Source : *Myanmar Times*, 2 février 2015 : « Tax stickers, a restaurant headache »



*In fine*, l'évitement fiscal imprègne tout le secteur et tire sensiblement vers le bas les revenus touristiques officiels (annexe 45) : à en croire les statistiques du MoHT, les revenus touristiques dans la région d'Inlé (par touriste et pour toute la durée de son séjour) ne s'élevaient qu'à 20 \$ environ en 2012 et en 2013, environ 35 \$ en 2014 et 40 \$ en 2015. Ces chiffres sont bien en-deçà de la réalité : rappelons que la dépense moyenne des étrangers se situait plutôt à 90 dollars par jour à Inlé (Valentin dir., 2014 : 20), tandis que le MoHT et la BAD la chiffrait à 135 dollars par jour en Birmanie de manière générale (MIID, 2014 : 15).

En résumé, il semble que la volonté des autorités centrales de marquer leur emprise administrative et fiscale se déploie d'une manière assez complexe, et se décline de façon contrastée. D'une part, les règles administratives et fiscales peuvent être lues comme des outils de *rule-by-law*, système typique de la Birmanie, dans lequel les puissants exploitent, distordent les lois à leur avantage (Mark, 2016 : 447). En d'autres termes, les procédures ne visent pas tant à préserver l'environnement, les paysages ou l'économie qu'à sélectionner ceux qui peuvent accéder à la ressource touristique, à délimiter un pré carré réservé aux plus puissants, tout en créant artificiellement de la rareté pour augmenter le prix d'entrée dans ce secteur d'activité. Dans ce contexte, tout comme P. Meehan (2011) a pu le relever pour les trafics de drogue, les entorses répétées, voire systématiques de certains entrepreneurs à la loi ne sont pas à comprendre comme le signe d'une faiblesse de l'État, mais au contraire comme une politique de laissez-faire négocié, comme une forme d'incitation fiscale déguisée, permettant aux *cronies* – et donc à l'État – de prendre pied dans la périphérie shan.

À l'autre extrémité du spectre, les acteurs plus modestes et moins bien connectés du secteur politique dénoncent cette politique gouvernementale à deux vitesses, et réclament l'avènement d'un *rule-of-law* (Mark, 2016 : 447), dans lequel les textes garantiraient les droits de tous et le bien commun, et où l'État respecterait ses propres lois. En attendant, de nombreux hôteliers adoptent une attitude tout aussi politique, se ménageant de force un accès à la ressource touristique par la fraude. Plus encore : en jouant avec les règles officielles, en les reformulant d'après leurs propres termes vis-à-vis d'administrateurs le plus souvent originaires du *Bamar Pyi* et qui opèrent en terrain peu connu, ils réaffirment également leur maîtrise du territoire.

Enfin, il nous semble important de souligner que l'administration locale ne relaie qu'à contrecœur l'impulsion gouvernementale : mus par leurs propres intérêts personnels et clientélistes, ses responsables se sont constitués de petites seigneureries sur lesquels ils

possèdent une certaine influence – du moins celle que les habitants locaux veulent bien leur laisser exercer.

Dans ce contexte d'application très partielle et partiale des lois, le mandat Aung San Suu Kyi a-t-il marqué une rupture ? En effet, rappelons que le nouveau gouvernement a fait de la lutte contre la corruption et du retour à l'état de droit l'une de ses priorités absolues<sup>395</sup>, et qu'il a fait du tourisme, et plus précisément de la région d'Inlé un laboratoire de cette politique. En réalité, malgré l'immense popularité de la Prix Nobel de la Paix, son combat se heurte à de multiples réticences à l'échelle locale. D'une part, les départements administratifs sont très marqués par l'héritage de la junte et de Thein Sein, tant en termes de personnels que de pratiques :

« Le nouveau gouvernement aura les pires difficultés à vraiment changer les choses, parce que tout l'appareil étatique est contrôlé par les militaires : vous allez au ministère du tourisme, c'est un militaire ; vous allez aux impôts, c'est pareil ! Et là, la corruption est illimitée, ce n'est pas facile d'y remédier. En plus, le gouvernement n'a aucun contrôle sur le Département de l'Administration Générale. S'il veut vraiment le contrôler, il doit changer tout le monde ! »

D'autre part, du côté des contribuables eux-mêmes, les pratiques ont peu changé. Certains hôteliers estiment ainsi que le gouvernement d'Aung San Suu Kyi tarde à apporter la preuve de sa transparence et de son efficacité, et s'estiment donc toujours déliés de leur obligation fiscale. Ils repoussent même avec une certaine facilité le moment de payer leur contribution :

« Moi, je veux bien payer mon impôt, c'est normal. Mais à ce moment, tout le monde doit le faire, il ne doit pas y avoir de passe-droit. Tant que tout le monde ne participe pas, moi je vais continuer à sous-déclarer mes revenus. »

Ce discours révèle non seulement un profond manque de confiance vis-à-vis d'un système administratif corrompu, mais aussi entre les acteurs de la filière touristique : encore une fois, cette dernière ne forme pas une communauté homogène. En outre, ce discours de l'effort qui ne peut être que collectif et cette réticence à faire le premier pas cachent des préoccupations personnelles plus prosaïques : au-delà des arguments très politiques avancés par nos informateurs, ce système de fraude institutionnalisé arrange en réalité tout le monde.

---

<sup>395</sup> Source : Reuters, 21 septembre 2015 : « Myanmar's Suu Kyi promises voters corruption free government »

La chaîne de solidarité *de facto* qui relie les hôteliers, l'administration fiscale et les autres acteurs du tourisme peut d'ailleurs s'avérer contraignante. Ainsi, en 2016, lorsqu'un propriétaire d'hôtel est promu à de hautes fonctions gouvernementales, son *resort* se lance dans d'importants efforts de transparence fiscale. Or, toute la filière touristique étant partie liée dans la fraude, il suffit que l'un des maillons de la chaîne décide de régulariser sa situation pour rendre visible les manquements des autres : cette initiative s'est donc heurtée à une vive résistance de la part des tour-opérateurs. Sur les 180 qui faisaient affaire avec ce *resort*, seuls trois auraient accepté de jouer le jeu de la transparence ; les autres seraient entrés en conflit ouvert, auraient annulé certaines réservations et même intenté des actions en justice contre l'hôtel sous des prétextes plus futiles.

En résumé, le nœud de la fraude fiscale et de la corruption semble bien difficile à dénouer, notamment parce qu'il bénéficie à tous et parce que tous les acteurs, qu'ils le veuillent ou non, sont solidaires dans ce système de fraude fiscale. Un long travail de pédagogie – et de répression – attend donc la NLD.

Le ministère du tourisme essaie également de réaffirmer son contrôle sur les « petites mains » du tourisme qui, jusque-là, opéraient essentiellement dans l'informalité et dans une relative impunité. Le ministre U Ohn Maung rappelle ainsi fermement que tous les taxis sont tenus d'arborer une plaque d'immatriculation bleue et, pour la première fois, met en place des contrôles et un régime de sanction qui s'avèrent aussi opérant qu'impopulaire<sup>396</sup>. Les chauffeurs dénoncent le passage d'un système ouvert, dans lequel tout taxi avait accès – bien que de manière illégale – à la ressource touristique, à un système fermé, dans lequel une réglementation complexe, en contradiction avec certaines réalités de terrain, conditionne financièrement l'accès à la ressource touristique. Dans ce contexte, environ 50 des 400 taxis de la région résisteraient à ce changement et continueraient à opérer illégalement. Comme dans le secteur hôtelier, ce système dual entre ceux qui contournent la règle et ceux qui s'estiment lésés de s'y plier génère des tensions<sup>397</sup>.

---

<sup>396</sup> En effet, pour obtenir une plaque bleue, le véhicule doit avoir été importé légalement en Birmanie et les papiers du véhicule doivent être en règle. Or, la majorité des automobiles sont en réalité importées clandestinement pour contourner la lourde taxation à laquelle elles sont sujettes, et les papiers des trois quarts des taxis de la région ne seraient pas au nom de leur propriétaire actuel. L'association des transporteurs touristiques de Nyaungshwé appelle donc au changement des règles en vigueur ; en attendant, les autorités font preuve de cette *nar-lae-hmu* (နားလေးဥမ်းမှု, ou « compréhension »), si courante en Birmanie. Certains taxis ont trouvé une parade encore plus simple en repeignant en bleu clair leur plaque noire.

<sup>397</sup> Source : Ko Min Lwin, président de l'association des transporteurs touristiques, comm. orale, 31 janvier 2017.

Dans le même temps, U Ohn Maung propose une remise à plat – et un renchérissement sensible – des licences de bateau : désormais, chaque embarcation doit posséder une licence à 30 000 Kyats (22 euros) pour deux ans<sup>398</sup> et chaque pilote doit acheter une licence à 6500 Kyats (4,8 euros) par an. Désormais, seuls les bateaux et les pilotes en règle ont le droit d’opérer sur le lac, et des contrôles fréquents seraient effectués le long du canal de Nyaungshwé. Là encore, cette reprise en main se heurte à la réticence des pilotes, pour qui l’État impose des droits d’accès pour mener leurs activités. Même le projet d’encadrement des prix (20 000 Kyats, soit 14,8 € pour une excursion d’une journée<sup>399</sup>), pourtant censé calmer la compétition, est critiquée : les bateliers tiennent à mener leurs affaires et à jouer sur les prix comme ils l’entendent.

Au sommet de la pyramide touristique, les guides eux-mêmes sont concernés par les efforts de normalisation et de contrôle : ils sont maintenant tenus de porter en permanence leur licence de manière bien visible et font l’objet de contrôles réguliers ; les guides de *trekking*, qui n’avaient aucun statut légal, doivent désormais obtenir une licence de guide régional pour exercer<sup>400</sup>.

Tous ces efforts du gouvernement pour reprendre le contrôle du secteur touristique, faire émerger la partie invisible de l’iceberg et la rendre lisible, gouvernable et taxable se heurtent à une vive opposition des acteurs locaux : pour eux, l’État ne fait que se greffer de manière prédatrice sur un secteur qui marchait très bien sans lui auparavant, et impose des conditions d’accès à une ressource touristique dont ils s’estiment pourtant dépositaires. Bien que cela n’ait jamais été verbalisé clairement au cours de nos entretiens, on a pu y lire en filigrane une revendication d’autochtonie : en tant que locaux, ils ont droit à un accès libre et sans entrave à leur ressource touristique, et n’ont pas à demander l’aval d’une quelconque autorité lointaine ; avec l’instauration d’un contrôle plus complexe et plus onéreux, ils craignent de se faire déposséder de leur ressource par des acteurs extérieurs plus aisés et plus à même de naviguer dans les méandres de la bureaucratie. À travers les efforts du gouvernement et l’opposition des acteurs locaux transparaissent donc un conflit de légitimité et une lutte de territoires.

---

<sup>398</sup> Source : U Zaw Win, fournisseur de bateaux, comm. orale, 20 décembre 2016 et U Soe Win, pilote de bateau, comm. orale, 23 juin 2016.

<sup>399</sup> Source : U Soe Win, pilote de bateau, comm. orale, 23 juin 2016.

<sup>400</sup> Source : Ko San Lynn, propriétaire d’agence de voyage, comm. orale, 27 octobre 2016

### 5.1.3. Le tourisme, facteur d'« ordonnancement du monde » (Franklin, 2008)

Par définition, le tourisme est la rencontre de deux groupes sociaux étrangers l'un à l'autre, entre lesquels l'altérité peut être forte. Il est donc nécessaire de négocier l'altérité et de lui donner sens pour la rendre audible, appréciable et consommable. Ce processus, qui recompose en profondeur le réel ou les représentations que l'on en a, représente une prise de pouvoir sur autrui (Franklin, 2008). À Inlé, il repose sur deux dynamiques complémentaires, qui sont toutes deux des actes de pouvoir à part entière : d'une part l'explicitation et le décodage de l'espace géographique et social ; d'autre part l'imposition de normes plus ou moins explicites d'interactions entre visiteurs et visités, pouvant même – ou ayant vocation à – se prolonger au-delà de la seule scène touristique.

Tout d'abord, face à un territoire forcément complexe, doté d'une profondeur historique, et qui ne fait sens que de manière implicite, invisible voire indicible, pour les personnes qui l'habitent, le tourisme se double forcément d'une explicitation, d'un décryptage du monde : il se doit de produire un discours, des signes qui débrouillent l'écheveau confus du réel et en alignent les brins sur la table. Or, produire du sens est un acte de pouvoir à part entière, et une appropriation forte du réel.

L'exemple le plus évident est celui de l'ordonnancement de l'espace : les habitants d'Inlé possèdent leur propre cartographie mentale, de l'ordre de l'intuitif et de l'expérience corporelle sensible, que les visiteurs ne possèdent pas. Les acteurs touristiques se doivent donc d'objectiver cet espace. D'une part, ils proposent un appareil cartographique qui apparaît dans les guides, sur les murs des agences de voyage et sur les prospectus des hôtels. L'ONG *Inle Speaks* a également produit une carte grand format de la région, distribuée depuis 2016 à tous les visiteurs et censée faire référence. Or, cartographier l'espace, le border, le délimiter, c'est en prendre possession, le transformer en territoire (Vandergeest et Peluso, 1995).

D'autre part, les acteurs touristiques « lisibilisent » l'espace par une forêt de panneaux qui, à tous les carrefours, indiquent la direction de tel hôtel ou de tel restaurant (fig. 45). Preuve décidément du besoin de clarté du tourisme – mais aussi de son pouvoir clarifiant – certains acteurs considèrent désormais ces panneaux comme trop sauvages, trop nombreux et trop hétérogènes dans leur apparence et appellent de leurs vœux une signalétique normalisée

et ordonnée ; en d'autres termes, les signes d'explicitation de l'espace, devenus confus, auraient désormais eux-mêmes besoin d'un décodage.



Figure 45 : La mise en ordre du réel par le tourisme, jusqu'à la confusion. Cliché : Martin Michalon, mai 2016.

Enfin, de manière peut-être plus souterraine et moins volontariste, le tourisme a produit une nouvelle grille de repérage dans l'espace, une nouvelle toponymie : pour les touristes – étrangers comme birmans – la localisation d'un lieu n'est pas exprimée en termes de rue, mais par rapport à une infrastructure touristique : « en face de tel hôtel », « juste derrière tel restaurant ». Cette nouvelle géographie est d'ailleurs très largement réappropriée par les résidents de Nyaungshwé, preuve que le tourisme structure en profondeur l'espace et les représentations.

Si le tourisme explicite, lisibilise l'espace géographique, il ordonne et simplifie également l'espace social (Leong, 1997 ; Erb, 2001). Ainsi, dans les guides touristiques, l'histoire est brossée en quelques dates ; une pagode est résumée en quelques lignes ; les conflits qui ont secoué la région sont à peine évoqués. La richesse ethnique de l'État Shan du Sud, qui représente le principal attrait touristique de la région, est elle aussi reformulée en termes touristiques et forcément réducteurs : la fluidité, la porosité, la mixité entre les groupes sociaux cèdent donc la place à des catégories bien établies, résumées à des traits folkloriques et caractéristiques vestimentaires (Wood, 1997) selon des « tables de différence » (Foucault, 1969, in Robinne, 2011) forcément grossières. Il n'est ainsi pas rare de trouver dans les réceptions d'hôtels ou dans les agences de voyage des représentations des différentes ethnies locales, taxonomie étonnante présentant côte à côte un spécimen « mâle »

et « femelle » de chaque groupe ethnique en « tenue traditionnelle » (fig. 46). De même, les randonnées dans les collines sont entièrement organisées autour de la rencontre avec les « populations locales », que les guides prennent soin de décliner en différentes ethnies montagnardes. Dans leurs agences, certains affichent même une carte de la région avec, pour chaque village, un point de couleur symbolisant l'ethnie majoritaire. Dans un cas comme dans l'autre, on assiste donc à une codification, à une catégorisation de l'ethnicité pour le regard touristique. Le réel est miniaturisé (Varutti, 2011) : les nuances s'évanouissent, les rugosités sont lissées, les conflits s'évaporent ; ne reste qu'un réel simplifié, esthétisé et dépolitisé.



Figure 46 : Les minorités ethniques telles qu'elles sont données à voir à la réception d'un hôtel de Nyaungshwé, ou la codification de l'ethnicité à destination du regard touristique. Cliché : Martin Michalon, mars 2014.

Le second registre d'« ordonnancement touristique du monde » touche à la régulation des comportements, à plusieurs niveaux. D'un point de vue très prosaïque, Nyaungshwé est dotée depuis 2015 environ d'une *tourist police*, dont les agents ne sont guère plus anglophones que la moyenne mais qui assurent la sécurité – désormais tellement importante dans le tourisme qu'elle en est devenue le quatrième S, après *Sea, Sand* et *Sun* (Crick, 1989, in Richter, 1999) – en sillonnant les rues, marquant la présence de la loi et de l'autorité gouvernementale dans l'espace.

D'un point de vue plus subtil, la rencontre visiteur-visité est cadrée par de nombreuses injonctions de comportements et règles de conduite. Du côté du visiteur, ce n'est pas nouveau : à l'époque de la junte militaire et du tourisme éthique, il se devait de suivre les règles du « tourisme responsable » (cf. 0.2.4.) : interagir avec prudence avec les Birmans, ne pas les compromettre par des conversations imprudentes, ne pas cautionner le régime en séjournant dans certains hôtels, etc. Depuis 2011, les enjeux ont changé : c'est désormais la préservation de la culture birmane qui prime. Le visiteur est donc invité à s'habiller respectueusement, à ne pas toucher la tête d'un moine, à ne pas se livrer à des effusions amoureuses en public, à demander la permission avant de prendre des photographies, etc. Émerge donc l'image d'un *bon* touriste, qui se comporte *bien*, modèle qui s'est notamment structuré autour du livret illustré *Dos and Don'ts in Myanmar*, publié en 2012 par le MoHT et la Fondation Hanns Seidel, mettant en scène une collection de comportements irrespectueux et de conseils de savoir-vivre.

Son discours – quelque peu manichéen – se retrouve dans les formations dispensées aux guides touristiques, dans les brochures des tour-opérateurs, les guides touristiques et sur les forums de voyage. Si nous ne remettons pas en cause le bien-fondé de telles recommandations, il nous semble néanmoins important d'en souligner certains aspects souvent éclipsés. D'une part, cette rhétorique tend à dépeindre une Birmanie encore traditionnelle, empreinte de traditions, de croyances et de rites, mais sous la menace permanente de l'acculturation, du faux pas culturel : elle convainc donc l'étranger qu'il visite une dernière frontière du tourisme baignée d'authenticité et participe donc de « mise en scène communicationnelle » de la région (Cohen, 1989). D'autre part, ce discours est soigneusement entretenu par les guides touristiques qui, fragilisés par l'essor du voyage indépendant et des forums de voyage, répondent en se posant comme des intermédiaires indispensables, des courtiers de la différence pour éviter les faux pas et les mauvaises



expériences (Kasüske, 2012). La relation entre le « guide qui sait » et le « voyageur qui ignore » est bien sûr le champ d'expression de relations de pouvoir (Cheong et Miller, 2000 ; Coles et Church, 2007). Enfin, ce discours, largement relayé par les autorités locales et dessinant de manière souvent caricaturale l'influence étrangère comme une menace pour la culture « traditionnelle » birmane, n'est pas anodin d'un point de vue politique. En effet, il est à analyser dans le cadre de l'ombrageux nationalisme birman post-2011, mais aussi dans la continuité des régimes Ne Win ou Than Shwe : en 1993, le Général Khin Nyunt mettait ainsi en garde contre

« [Les touristes] de toutes races, habitudes et personnalités, [incluant ceux] qui veulent se mêler de la politique ou de l'économie du Myanmar, faire du trafic de drogue ou se laisser aller aux plaisirs excessifs. [...] Toute la population du pays doit se méfier de tels touristes, et veiller à ce qu'ils ne fassent rien qui puisse nuire à la dignité de la nation. » (in Mya Maung, 1998 : 164)

Loin de nous l'idée que le discours post-2011 sur la préservation culturelle est véritablement xénophobe, mais les acteurs qui le portent – et notamment les ONG internationales – sont-ils pleinement conscients de sa généalogie et de sa dimension très politique ?

Réciproquement, du côté des « visités », le tourisme apparaît comme un moyen de policer les mœurs (Teo et Chang, 2009). Sous Than Shwe et Thein Sein, apogée de la doctrine de la « démocratie disciplinée », toutes les villes un tant soit peu visitées étaient ainsi ponctuées de panneaux en birman et en anglais enjoignant les habitants à « accueillir chaleureusement les touristes ». À Nyaungshwé, ces instructions délavées sont encore bien visibles.

Depuis l'avènement de la NLD et la mise au pli du secteur touristique, les autorités prennent en charge les interactions entre étrangers et acteurs touristiques. Les chauffeurs de taxi et les pilotes de bateau sont désormais tenus de suivre une courte formation, durant laquelle leur sont inculquées des règles de sécurité, mais aussi de savoir-vivre et de comportement vis-à-vis de l'étranger. On les incite notamment à ne pas mâcher de bétel devant leur client et à soigner leur tenue vestimentaire : les premiers sont encouragés à porter une chemise blanche, les seconds un pantalon shan « traditionnel »<sup>401</sup>. Derrière ces consignes, visant à domestiquer la différence et à gommer les aspérités locales pour mieux plier les

---

<sup>401</sup> Source : U Nyi Nge, employé au bureau du MoHT de Nyaungshwé, comm. orale, 9 mai 2016.

acteurs locaux aux attentes – réelles ou supposées – du tourisme haut de gamme, le tourisme apparaît donc comme un vecteur de contrôle, de mise en ordre de la société birmane.

En conclusion, les acteurs du tourisme autour d'Inlé exercent un important pouvoir d'« ordonnancement du monde » (Franklin, 2008) : ils mettent en ordre un territoire confus, formulent – édictent – *une* interprétation du réel ; ils introduisent des règles de comportements et encadrent les manières d'être des visiteurs comme des visités, constituant de ce fait un « outil de civilisation à double effet » (Teo et Chang, 2009). Ces actions de « mise en lisibilité » et de lissage des interactions sociales marquent l'affirmation du pouvoir central sur la périphérie.

## 5.2. L'intégration de la périphérie par les réseaux prédateurs du capitalisme de connivence

Nous avons exposé en introduction (*cf.* 0.2.4.1.) l'importance fondamentale – et même structurante – du capitalisme de connivence, entrelacs complexe de relations clientélistes entre les élites politico-militaires birmanes et une poignée de capitaines d'industrie extrêmement puissants, participant de la capture prédatrice de la périphérie par le centre. C'est bien dans le cadre de ce « capitalisme rugueux » (Meehan et Plonski, 2017) que nous proposons de décoder le développement du tourisme dans la région du lac Inlé. Sur le plan économique, il peut être interprété en termes coloniaux : les grands hôtels, appartenant en grande majorité à des acteurs extérieurs à la région, apparaissent comme autant de comptoirs extrayant une ressource lucrative, avec brutalité et aux dépens de la population locale si nécessaire, avant de l'envoyer vers un ailleurs lointain. Comme cela a pu être constaté dans le sud chinois (Mc Khann, 2001), la mise en valeur touristique ne serait donc qu'une forme renouvelée de l'exploitation par l'État central – et par la majorité ethnique – des potentialités économiques des périphéries et de leurs populations minoritaires. En même temps qu'il insère la marge dans les réseaux économiques birmans, le capitalisme de connivence l'incorpore de force dans une géographie du pouvoir et des allégeances et la ramène dans l'orbite politique et symbolique du centre.

Afin de mieux comprendre ce processus, nous proposons ici d'explorer la sociologie hôtelière locale selon un critère unique, celui de la proximité avec les élites politico-militaires passées et présentes : tel ou tel investisseur a-t-il réuni son capital de départ par des voies

légal ? Comment utilise-t-il et réinvestit-il ses bénéfices ? A-t-il bénéficié de passe-droits ? Et donc – corollaire logique – quelle est la nature de ses liens avec la *Tatmadaw* ?

À l'issue d'un travail d'enquête forcément délicat d'un point de vue méthodologique (annexe 46), nous avons pu dresser une fiche signalétique relativement détaillée sur chaque hôtel du canton de Nyaungshwé. Cette base de données nous a permis de distinguer trois catégories d'acteurs. La première regroupe ainsi les propriétaires qui n'ont pas de lien avéré et significatif avec les autorités politiques, militaires, ou avec les *cronies*, et dont la prospérité économique semble construite sur des activités légales. La seconde classe rassemble quant à elle des entrepreneurs qui ont certes un lien avec la junte, mais plutôt indirect : un membre de la famille éloignée servant à un grade modeste dans l'armée ; une sœur haut-fonctionnaire, un terrain obtenu grâce à quelques faveurs en haut lieu, etc. En d'autres termes, des hôteliers qui ne sont pas forcément des entrepreneurs corrompus eux-mêmes ou des soutiens indéfectibles de l'armée, mais qui ont su bénéficier de certaines largesses et de certains appuis précieux. Enfin, la dernière classe regroupe des propriétaires à la fortune clairement opaque (mines de pierres précieuses, trafic de stupéfiants) ou très proches de la *Tatmadaw*, quand ce ne sont pas eux-mêmes des hauts gradés.

Une telle classification appelle nécessairement plusieurs précisions. D'une part, ces catégories et leurs contours comportent une part de subjectivité : les hôteliers se placent sur un continuum de transparence qu'il est difficile de segmenter. D'autre part, les renseignements recueillis sont forcément parcellaires : si tous les individus classés dans la troisième catégorie semblent y être à leur place, il est en revanche possible que certains hôteliers situés dans les deux premières catégories soient en réalité plus proches des élites dirigeantes que nous ne le pensions.

On peut même se demander à quel point la première classe, celle des entrepreneurs « transparents », fait vraiment sens : dans les années 1990-2000, la junte contrôlait tellement le milieu économique birman qu'il était pour ainsi dire impossible de mener une activité économique et *a fortiori* de la faire prospérer sans l'assentiment des autorités, sans négocier un droit d'accès à la ressource touristique et donc sans compromis(sion). Comme le martèle l'un de nos interlocuteurs,

« Vous ne pouvez pas trouver le moindre business transparent dans tout le pays. Si vraiment vous voulez gagner de l'argent, vous ne pouvez pas le faire légalement. À un moment donné, vous devez forcément... [silence lourd de sens] »

En outre, précisons que cette catégorisation des hôteliers ne présume en rien de leur respect des règles et des lois dans le fonctionnement au quotidien de leur établissement : même les plus transparents prennent de larges libertés par rapport à leurs obligations fiscales (cf. 5.1.2.).

Cette enquête sociologique, couvrant les trente dernières années, livre des résultats complexes et des dynamiques différenciées. Nous les présentons donc ici selon une logique spatiale, distinguant d'abord les logiques à l'œuvre dans la ville de Nyaungshwé, avant de détailler celles qui animent le lac Inlé lui-même.

### **5.2.1. La ville de Nyaungshwé : la conquête d'un nouveau front touristique par le capitalisme de connivence et son intégration dans les circuits économiques réguliers**

L'histoire du développement du tourisme à Inlé est indissociable d'une personnalité marquante, celle de U Ohn Maung, véritable initiateur du tourisme local, et fil rouge de son développement depuis lors. Né dans les années 1950 dans une famille aisée de Nyaungshwé possédant une fabrique de cigares, il est scolarisé à l'école méthodiste anglophone de Kalaw. Ce capital financier, linguistique et culturel joue un rôle décisif dans sa décision d'ouvrir en 1976 l'*Inle Inn* qui, avec ses quatre chambres, est la première *guesthouse* de Nyaungshwé, et la seule jusqu'en 1992.

Avec l'ouverture du pays sous Than Shwe et la *Visit Myanmar Year* de 1996, le secteur connaît une vive croissance (fig. 47, p.296) : en 2010, on ne compte pas moins de 29 hôtels à Nyaungshwé même. Parmi eux, quinze – soit plus de la moitié – appartiennent à des entrepreneurs de la ville ou du lac Inlé<sup>402</sup> (tableau 3, p. 297); dix font partie de l'élite économique intha « traditionnelle » : exploitants de moulins à riz ou à canne à sucre,

---

<sup>402</sup> Au-delà de la personnalité symbolique de U Ohn Maung, l'hôtellerie est bien souvent une affaire de famille, comme l'illustre le cas de ce notable de Nyaungshwé qui, après avoir fait fortune dans la transformation du riz, a ouvert dans les années 1990 une petite pension. Aujourd'hui, entre ses quatre enfants, leurs conjoints et les familles de ces derniers, la famille a des intérêts dans pas moins de sept hôtels à Nyaungshwé (annexe 47). Une telle concentration souligne bien l'empreinte économique et sociale de quelques entrepreneurs locaux, disposant de capitaux et de terres dans toute la ville.

grossistes en légumes, fabricants et négociants de *cheroots* ou d'articles textiles, transporteurs routiers, prêteurs sur gages, propriétaires de modestes restaurants, etc. ; quatre sont de modestes pionniers du tourisme : guide touristique, ancien gérant d'hôtel, chauffeur de taxi, ou encore batelière à l'heureuse alliance matrimoniale<sup>403</sup>. Le tourisme n'est donc pas un phénomène fondamentalement exogène, porté par des acteurs extérieurs, et qui viendrait « impacter » un territoire inerte : si l'impulsion de « mise en tourisme » est bien née de la *Visit Myanmar Year*, elle serait sûrement restée lettre morte si elle n'avait pas convergé localement avec les intérêts d'une élite intha aisée et confiante, disposant d'un capital économique, d'un sens du commerce, d'une adaptabilité et d'une culture ancienne de l'intermédiation (cf. 2.1.1.).

Sur les 29 hôtels que compte la ville en 2010, neuf appartiennent à des investisseurs de Taunggyi qui, à l'analyse, entretiennent quasiment tous des liens clientélistes privilégiés avec la junte militaire de l'époque (cf. infra). Leur concentration chronologique sur une courte période 1995-1997 pourrait d'ailleurs indiquer qu'ils auraient été effectués sous la pression plus ou moins directe des autorités afin d'assurer le succès de la *Visit Myanmar Year* (cf. infra). À l'inverse, ceux opérés par les entrepreneurs locaux sont répartis de manière plus homogène, et semblent donc répondre à une logique plus individuelle que politique et clientéliste (fig. 47).

Enfin, sur les 29 établissements de Nyaungshwé en 2010, seuls quatre appartiennent à des entrepreneurs extérieurs à la région, dont deux professionnels du tourisme en provenance de Rangoun et un retraité de l'armée originaire de Birmanie Centrale mais établi dans la région depuis plusieurs années : la maîtrise du territoire local et/ou l'expertise touristique (c'est-à-dire la capacité à naviguer entre les échelles et jouer des réseaux) sont donc des atouts clés pour ces *outsiders*.

Si l'on change de critère de classification, abandonnant l'origine géographique des investisseurs pour interroger leurs liens avec la junte de l'époque, de vastes zones d'ombres apparaissent, entre profils quelque peu suspects et accointances avérées<sup>404</sup>. Ainsi, sur les 29 hôteliers de Nyaungshwé en 2019, dix présentent une biographie apparemment transparente – toutes proportions gardées. Parmi eux, huit sont originaires de la région d'Inlé (essentiellement des négociants), un vient de Taunggyi (mais descend de la famille du

---

<sup>403</sup> Soit un total de 14 sur 15. Pour le dernier, nous n'avons pu collecter d'information fiable.

<sup>404</sup> Pour les détails de cette classification, cf. annexe 48

*sawbwa* de Nyaungshwé), et un de Rangoun (un guide touristique). Il s'agit donc d'une bourgeoisie locale entreprenante, mais dont le capital financier reste somme toute modeste. Leurs hôtels sont en effet d'une taille modérée : arborant rarement plus de deux étages, ils comptent en moyenne 11 chambres chacun lors de leur construction<sup>405</sup>.

La seconde catégorie, à la transparence moins évidente, présente quant à elle une composition légèrement plus équilibrée : quatre locaux, essentiellement des commerçants aisés ; un investisseur de Taunggyi ; deux de Rangoun ou de Birmanie Centrale. Tous ont su s'appuyer sur des proches au sein de l'armée ou de l'administration, ou encore sur des capitaux à la provenance incertaine pour lancer leur entreprise. Cependant, deux indices peuvent laisser penser que ces appuis sont restés indirects et plutôt mesurés. D'une part, ces hôtels restent de taille modeste – 13,6 chambres en moyenne en 2002 – ce qui laisse deviner des capacités financières limitées et un certain sens des réalités de la part de leurs propriétaires. D'autre part, ces entrepreneurs sont assez présents auprès de leur hôtel, au point de parfois les gérer eux-mêmes ; ils se désolent sincèrement de perdre pied face à la concurrence (*cf.* 6.1.) et s'emploient à maintenir tant bien que mal leur attractivité, ce qui laisse à penser qu'ils dépendent effectivement de leur entreprise pour vivre.

La troisième catégorie, qui regroupe les dix entrepreneurs aux liens avérés avec le gouvernement Than Shwe, compte essentiellement des acteurs étrangers à la région d'Inlé : un seul est originaire de Nyaungshwé, contre sept de Taunggyi et deux du reste du pays. On peut ranger ces dix acteurs selon un gradient de proximité à la junte :

- deux (Y et AA<sup>406</sup>) appartiennent soit en direct à un haut gradé de l'armée, soit à un *crony* extrêmement proche du sommet de la hiérarchie militaire ;

- un (hôtel R) appartient à un riche négociant de Nyaungshwé qui coopère avec la junte de manière régulière et soutenue ;

- deux (U et W) appartiennent à des Pa-O proches de la *Pa-O National Organization*, et dont les activités aussi diversifiées que troubles servent les intérêts de l'organisation – et donc indirectement ceux du régime ;

---

<sup>405</sup> Source : Aye Myint, 2007 : 60-61 pour les données jusqu'en 2002 ; pour les statistiques ultérieures : entretiens de terrain. Plusieurs hôtels ont connu des extensions depuis les années 1990 et 2000, mais nous préférons nous concentrer sur leur taille à l'ouverture, qui en dit plus sur le profil de leur propriétaire.

<sup>406</sup> Ces codes alphabétiques, qui permettent de préserver l'anonymat des hôtels cités, renvoient aux tableaux détaillés fournis en annexes 48 à 50.

- deux (S et T) servent de pompes à devises pour financer les activités minières de leurs multiples coactionnaires et deux (V et X) appartiendraient à des hommes d'affaires impliqués de près dans des trafics de stupéfiants ;

- enfin, un dernier appartient à un personnage extérieur à la région, mystérieux mais dont l'absentéisme total laisse penser que son hôtel sert de couverture à d'autres activités.

Ces dix entrepreneurs proches des élites dirigeantes partagent un point commun : la folie des grandeurs ; avec 25,2 chambres en moyenne, leurs hôtels ont une capacité deux fois supérieure à ceux des deux premières catégories. Deux établissements passent même la barre des 50 chambres, ce qui, dans les années 1990-2000, est tout à fait considérable, et trahit d'une part une extraordinaire puissance financière, et d'autre part le sens de la démesure qui caractérise souvent les puissants en Birmanie. Cette disproportion se lit dans les paysages : l'hôtel R occupe un quartier complet sur quatre étages, tandis que l'hôtel Y impose ses cinq étages de béton le long de l'artère principale de Nyaungshwé. Les deux arborent cette architecture « moderne » typique de la Birmanie des années 1990, qui livre béton, vitres fumées et géométries anguleuses à la mousson.

D'après nos informations et nos observations, le dynamisme de ces acteurs au milieu des années 1990 sert trois objectifs, bien souvent complémentaires. Tout d'abord, on peut faire l'hypothèse que dans le cadre de la *Visit Myanmar Year* de 1996, ces proches du pouvoir appuient l'initiative du gouvernement, soit de manière volontaire et assumée, soit par renvoi d'ascenseur clientéliste plus ou moins forcé, dans le cadre de ce qu'Al Stordahl qualifie d'« économie de compensation »<sup>407</sup> (Stordahl, 2008). D'autre part, ouvrir des établissements touristiques permet de capter des flux de devises étrangères, indispensables pour financer des activités illégales (trafics), ou du moins entachées de corruption et de clientélisme (extraction de pierres précieuses). Enfin, cela permet de blanchir en retour d'importants volumes d'argent mal acquis. En d'autres termes, cette triple stratégie ne considère pas l'hôtel comme une entreprise en soi, mais comme un simple outil, au service d'un cœur de métier et de relations interpersonnelles plus occultes.

---

<sup>407</sup> Ce système structure tout le système politico-économique birman passé et actuel : des marchés sont accordés à une compagnie proche du gouvernement qui, en échange, doit appuyer l'action de ce dernier quand il en a besoin, voire réaliser des travaux gratuitement.

À l'époque des premiers pas du tourisme à Inlé, ces dix hôtels connaissent un réel succès : leur grande capacité, leur niveau de confort et leur style moderne rassurant en font une solution de choix pour les groupes de touristes exigeants. Cependant, l'inexpérience de l'équipe dirigeante, la gestion prédatrice d'un propriétaire absentéiste qui vampirise l'hôtel pour s'en accaparer tous les bénéfices et la hausse de la concurrence depuis quelques années (cf. infra) entraînent le déclin de ces établissements. Aujourd'hui, sur ces dix propriétés, seuls trois semblent correctement dirigées et entretenues par un gérant physiquement présent : ce sont des affaires qui marchent ; en revanche, les sept autres ne sont que des coquilles vides à la dérive et menaçant souvent ruine. En effet, utilisés comme des points de captation de devises étrangères, ces hôtels ont souvent été dépouillés par leurs propriétaires, qui ont rapatrié la totalité des bénéfices à Taunggyi pour les réinvestir dans d'autres activités. Aucun effort n'a donc été consenti pour moderniser les installations, former le personnel, ou ne serait-ce que réaliser un minimum de maintenance<sup>408</sup>.

Alors que tous ces hôtels sont *de facto* inopérants et ne reçoivent qu'un lot dérisoire de visiteurs, ils n'en demeurent pas moins techniquement ouverts, possèdent toujours une licence, paient une poignée d'employés, et sont parfois même référencés sur les sites marchands, photos vieilles de dix ans à l'appui. À nos yeux, une telle anomalie renforce notre hypothèse que ces hôtels sont des structures de blanchiment d'argent. Qu'ils soient fréquentés ou non, rentables ou non, leurs propriétaires vont leur imputer une partie de leurs recettes illégales, comme l'indique l'un de nos informateurs au sujet de celui de l'hôtel Y :

« Ça ne l'intéresse pas que son hôtel tourne. [...] Il a aussi un magasin de textile à Taunggyi, mais là non plus, ça ne marche pas très bien. Dans les coulisses, il a peut-être d'autres activités, mais il ne veut montrer que cette face de ses affaires [l'hôtel et la boutique textile]. Il veut établir que ses revenus proviennent de son hôtel même s'il est en fait vide ! »

En résumé, l'éclosion du tourisme à Nyaungshwé dans les années 1990-2000 présente trois grands traits structurants. D'une part, la bourgeoisie d'Inlé joue un rôle capital : elle est aux premières loges pour sentir les tendances et saisir les opportunités, elle maîtrise

---

<sup>408</sup> Ainsi, au détour d'une route poussiéreuse, la clôture rouillée de l'hôtel Z enserme aujourd'hui des bungalows vides à la peinture lépreuse et une végétation entretenue de loin en loin par un gardien qui a établi domicile dans l'une des maisonnettes. À l'hôtel S, 10 des 30 chambres ont été abandonnées et servent de dépotoir ; les bungalows ouverts à la location sont sombres, inconfortables et démodés ; les clients sont très rares, juste assez nombreux pour payer cinq membres du personnel – mais pas plus – et un gérant désabusé qui s'estime abandonné par ses riches employeurs. Quant à l'hôtel U, il n'a même pas de gérant : une quinzaine de jeunes filles livrées à elles-mêmes se sont organisées pour tenir les 39 chambres tristes aux rideaux effilochés.



parfaitement l'environnement local. Elle tire donc profit de l'affirmation du tourisme pour confirmer et accélérer une dynamique de « notabiliarisation endogène » (Doquet et Le Ménestrel (ed.), 2006). D'autre part, on peut noter la relative discrétion des acteurs du *Bamar Pyi*, sûrement prudents vis-à-vis de cette nouvelle activité dans les lointaines collines shan. Enfin, on peut remarquer le rôle stratégique d'hommes d'affaires bien connectés à l'ancrage régional : ces acteurs combinant puissance financière, réseaux locaux et connaissance du terrain constituent les troupes de choc de l'intégration de l'État Shan du Sud et les têtes de pont de l'influence économique birmane. Cette logique semble avoir porté ses fruits, si l'on en croit le visage actuel de l'hôtellerie à Nyaungshwé.

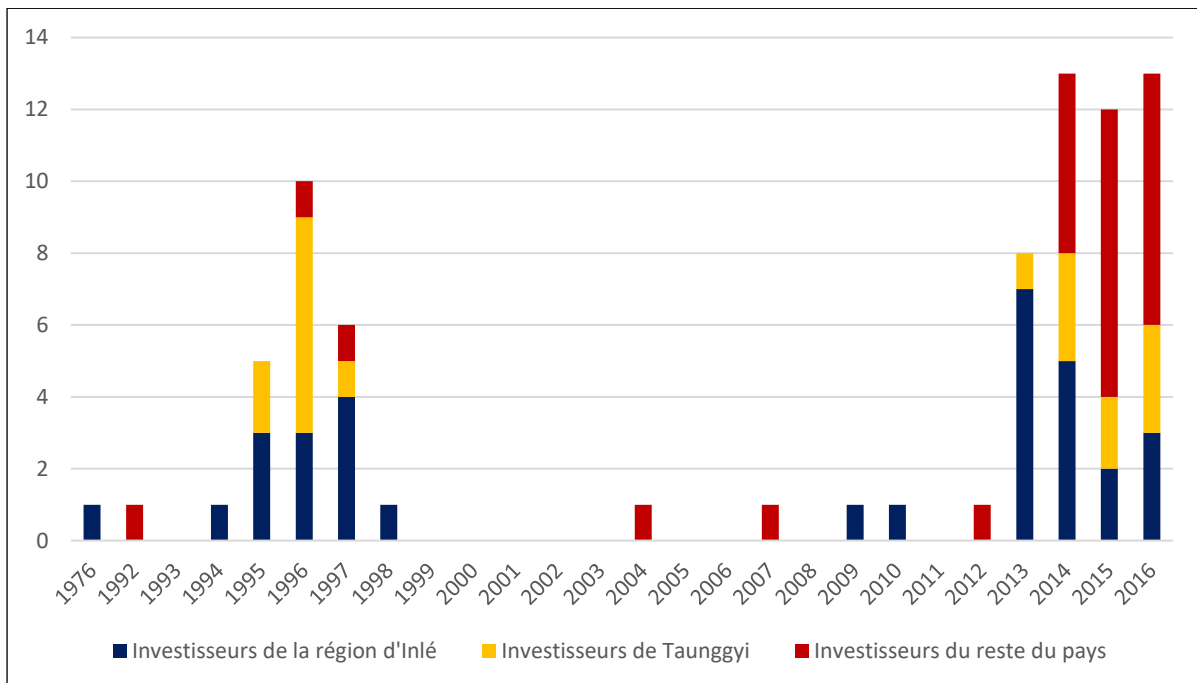


Figure 47 : Sociologie chronologique des hôteliers à Nyaungshwé. Source : données de terrain.

Période	Région d'origine	Inlé	État Shan du Sud	Reste Birmanie	Total	Proportion des hôtels identifiés
1988- 2010	Investisseurs a priori transparents	8	1	1	10	37 %
	Profils suspects	4	1	2	7	26 %
	Liens avérés avec le gouvernement	1	7	2	10	37 %
	Inclassables	2	0	0	2	
	<b>Total</b>	<b>15</b>	<b>9</b>	<b>5</b>	<b>29</b>	<b>100 %</b>
	<b>Proportion</b>	<b>52 %</b>	<b>31 %</b>	<b>17 %</b>	<b>100 %</b>	
2011- 2016	Investisseurs a priori transparents	17	2	9	28	63 %
	Profils suspects	0	1	3	4	9 %
	Liens avérés avec le gouvernement	0	6	6	12	27 %
	Inclassables	4	0	4	8	
	<b>Total</b>	<b>21</b>	<b>9</b>	<b>22</b>	<b>52</b>	<b>100 %</b>
	<b>Proportion</b>	<b>40 %</b>	<b>17 %</b>	<b>42 %</b>	<b>100 %</b>	

Tableau 3 : Les hôteliers de Nyaungshwé et leurs liens probables avec la Tatmadaw : essai de typologie.

Source : données de terrain.

En effet, avec les débuts de la transition démocratique en 2011, l'essor du tourisme et la libéralisation de l'économie, le secteur hôtelier de Nyaungshwé connaît une explosion en l'espace de quelques années (fig. 47 et tableau 3) : entre 2011 et 2017, pas moins de 52 nouveaux hôtels sont construits en ville, et quand nous avons quitté le terrain en 2017, au moins une dizaine de chantiers étaient encore en cours.

Après la fameuse saturation touristique de 2012 (*cf.* 4.4.), les investisseurs se mettent au travail, et pas moins de huit hôtels ouvrent donc en 2013, dont sept appartiennent à des investisseurs locaux. Ces derniers sont donc une nouvelle fois en position de pionniers, car ils sont les mieux placés et les mieux informés pour profiter de l'essor touristique.

Par la suite, nourrie par la croyance en un potentiel touristique qui paraît illimité, par le flou statistique et les récits maintes fois répétés et amplifiés de touristes logeant au monastère, la croissance du secteur hôtelier se prolonge, mais cette fois sous l'action d'acteurs extérieurs à la région. Leur précipitation vise certes à profiter de la tendance, mais

aussi à sécuriser des investissements troubles avant la fin du mandat Thein Sein et une alternance politique redoutée :

« Ils ont vu que les visiteurs commençaient à venir, que le voyage en Birmanie commençait à devenir plus facile... et puis, ils ont senti que le gouvernement allait changer, et ceux qui ont eu leur terrain gratuitement, qui ont magouillé se sont dépêché de construire avant qu'on leur reprenne la terre. Et malheureusement, une grande partie de ces hôtels a été construit par des gens qui n'y connaissent rien à l'hôtellerie ! »

À partir des années 2014, l'explosion du prix du foncier (*cf.* 6.2.) et la hausse des standards de construction (nombreux étages, normes électriques, amélioration des finitions, etc.) opèrent une très forte sélection économique : seuls les acteurs les plus puissants – et donc extérieurs – peuvent aujourd'hui investir dans l'hôtellerie.

Ainsi, sur les 52 hôtels ouverts entre 2011 et début 2017, seuls 40 % appartiennent à des entrepreneurs d'Inlé (contre 52 % sous Than Shwe) ; 17 % à des acteurs de Taunggyi (contre 31 %). On assiste donc à un repli des investisseurs de l'État Shan du Sud, au profit de ceux du *Bamar Pyi* – et majoritairement Rangoun – qui détiennent 42 % des hôtels récents, contre 14 % durant la période précédente. En d'autres termes, la région d'Inlé est désormais insérée – prise ? – dans des réseaux économiques et des flux de capitaux, d'échelle non plus régionale mais nationale, qui contribuent à intégrer cette « dernière frontière du capitalisme » au reste du territoire birman et à réduire pied à pied l'exceptionnalité locale.

Lorsque nous avons dépassé la seule variable géographique pour interroger les liens de ces acteurs hôteliers avec les élites politico-militaires, nous n'avons pu collecter des informations fiables que pour 44 établissements sur 52. Néanmoins, ces données partielles semblent montrer que les mécanismes du capitalisme de connivence, caractéristiques du SLORC/SPDC, laissent la place à des logiques plus lisibles<sup>409</sup>.

Ainsi, notre catégorie d'hôteliers présentant *a priori* certaines garanties en termes de transparence, rassemble 28 individus sur 44, soit 63 % (contre 37 % sous le SLORC/SPDC, *cf.* tableau 3, p. 297). Parmi eux, la majorité (17) sont des acteurs d'Inlé, principalement actifs dans le négoce de produits agricoles et – dans une modeste mesure – le tourisme<sup>410</sup> ;

---

<sup>409</sup> Pour les détails de cette classification, *cf.* annexe 49.

<sup>410</sup> Sur ces 17 investisseurs assez transparents originaires d'Inlé, 12 mènent des activités de grossistes, de transformateurs et de transporteurs de produits agricoles ; seulement 5 proviennent du secteur touristique, et encore, leurs établissements sont tous assez modestes et relativement anonymes. En d'autres termes, malgré le

deux sont originaires de l'État Shan du Sud (transport et tourisme) ; neuf viennent du reste du pays, dont six sont actifs dans le tourisme. Bourgeoisie commerçante et acteurs touristiques semblent donc les investisseurs les plus transparents. Leurs 28 hôtels offrent 465 chambres environ, soit 16,7 chambres chacun en moyenne ; un seul comporte quatre niveaux, tandis que les autres se fondent dans le paysage.

Le second groupe, plus équivoque, rassemble 4 hôteliers sur 44 (soit 9 %). Bien qu'il soit difficile d'établir à coup sûr leur proximité avec les élites dirigeantes birmanes, certains éléments attirent l'attention : l'un de ces propriétaires ne cache pas son admiration pour une architecture « de style Nay Pyi Taw » et sa proximité avec les cercles de la nouvelle capitale birmane, un autre possède « de nombreux *businesses* »<sup>411</sup> et enregistre son hôtel au nom de sa femme, etc. Leurs établissements se distinguent par leurs dimensions (plus de 27 chambres en moyenne) et une architecture plus ostentatoire.

Enfin, notre troisième classe, celle des hôtels appartenant à des entrepreneurs proches des autorités militaires, regroupe 12 établissements sur 44 (soit 27 %, contre 37 % durant la période précédente). Quatre appartiennent à deux *cronies* très proches du gouvernement ; trois à des hauts-gradés de l'armée ou à des anciens ministres ; trois à des propriétaires de mines de pierres précieuses ; un à un proche de la *Pa-O National Organization*<sup>412</sup>. Là encore, il est assez aisé de reconnaître ces 12 propriétés à leur gigantisme : elles comptent à elles seules 515 chambres, soit 43 chacune en moyenne. Cette manifestation de puissance financière a des traductions paysagères évidentes : six hôtels comptent six étages ou plus, et le plus haut, une terre de verre et de béton de neuf étages, est désormais un repère incontournable dans la ville. Paradoxalement, les investissements les plus opaques sont également les plus visibles dans l'espace urbain

---

fait que le tourisme soit très présent dans la région depuis la moitié des années 1990, il ne semble pas avoir permis l'émergence d'une élite locale en mesure d'investir dans l'hôtellerie. Les fortunes semblent au contraire cantonnées dans les mêmes secteurs que dans les années 1990-2000.

<sup>411</sup> D'après notre expérience, cette périphrase désigne des hommes d'affaires qui ont cultivé ou cultivent toujours certaines accointances avec les élites politico-militaires birmanes.

<sup>412</sup> Le total de ces hôtels est donc de 11 ; pour le 12<sup>ème</sup> (CE), nous n'avons pu collecter d'information sur le propriétaire, mais les attributs de cette propriété (taille, localisation incohérente et fréquentation nulle) ne laissent guère de doutes.

Sous le SLORC/SPDC, cette dernière catégorie, celle des investisseurs proches de la junte, était largement dominée par des acteurs de l'État Shan du Sud (un sur dix était de Nyaungshwé, sept de Taunggyi, contre seulement deux du reste du pays). Désormais, la situation est bien différente : sur les douze investisseurs aux liens troubles qui ont ouvert des hôtels à Nyaungshwé entre 2011 et 2017, sept sont du *Bamar Pyi* et cinq des entrepreneurs de Taunggyi. Il semble donc que la transition démocratique ait surtout marqué l'intervention de nouveaux acteurs, plus puissants et mieux connectés, et l'insertion de la région dans de nouvelles sphères du capitalisme de connivence.

Si, dans les années 1990-2010, les hôtels de cette catégorie répondaient dans une large proportion à des stratégies de captation prédatrice de devises et de blanchiment d'argent (*cf. supra*), qu'en est-il aujourd'hui pour ces douze hôtels ? Il est encore bien tôt pour le dire : seul le temps mettra éventuellement en évidence la vampirisation des hôtels par leur propriétaire, l'incompétence, l'absentéisme et le sous-investissement. Pour l'heure, certains attirent une clientèle nombreuse et semblent connaître un certain succès. Ainsi l'hôtel CB a été confié en gérance à l'un des géants mondiaux du secteur, qui met sa puissance et son image au service de l'hôtel ; l'hôtel CG, quant à lui, appartient à trois co-actionnaires, dont un tour-opérateur, qui envoie donc sa clientèle vers son propre hôtel. Pour l'heure, ces établissements coupent donc l'herbe sous le pied des hôteliers déjà en place, et surtout des locaux (*cf. 6.1.*).

Dans certains hôtels, en revanche, les stratégies des propriétaires laissent moins de place au doute, comme les établissements BW et BX, appartenant à une compagnie emblématique du petit capitalisme de connivence régional, la bien mal nommée *Phyu Zin*<sup>413</sup>. Ce groupe aux multiples activités est dirigé par U Way Soe, un *crony* de Taunggyi qui, d'après l'un de ses collaborateurs proches, ne serait autre que l'un des gendres de Khun Sa, seigneur de guerre shan et baron de la drogue dans les années 1970 à 1990. Longtemps assez discrète, cette compagnie a connu un réel essor à partir de 2011, notamment grâce à des concessions routières et à des travaux d'infrastructures accordés hors de tout contrôle public par le gouvernement shan de l'époque, et plus précisément par son *Chief Minister*, le danu Sao Aung Myat, ancien haut gradé de la *Tatmadaw*. Pour nos interlocuteurs les mieux informés, cette conjonction temporelle entre le mandat du *Chief Minister* et la montée en

---

<sup>413</sup> En Birman, *Phyu Zin* (ပျူစင်) signifie en effet « pureté ».

puissance de *Phyu Zin* laisse imaginer des liens interpersonnels étroits entre Sao Aung Myat et U Way Soe, voire une participation du premier dans la compagnie du second.

U Way Soe semble donc faire partie d'une nouvelle génération de *cronies*, de ces « courtiers d'État » décrits par Meehan et Plonski (2017) qui émergent soudainement à l'occasion d'un changement de situation politique, et dont les élites autoritaires birmanes achètent les services pour intégrer les périphéries du pays, les raccorder au territoire national et les connecter aux réseaux de l'économie capitaliste. Autour du lac Inlé, *Phyu Zin* apparaît aujourd'hui comme un acteur incontournable : la compagnie est maîtresse d'œuvre pour le projet de zone hôtelière au sud-est du plan d'eau (cf. 5.3.) ; elle a longtemps collecté à son seul bénéfice les tickets d'entrée à la région du lac Inlé (cf. 5.2.4.) ; elle a acquis et loti – en partenariat avec plusieurs investisseurs locaux de moindre envergure – de vastes étendues de terre au nord de Nyaungshwé (cf. 6.2.2.), et ses hôtels sont de parfaits résumés du capitalisme de connivence.

Ainsi, l'hôtel BW est situé le long du canal le plus bruyant de Nyaungshwé et ses chambres à la conception sans imagination restent vides. Quant au *resort* BX, il est lui aussi bien mal localisé, à 5 km au nord de Nyaungshwé, sur les eaux du petit lac Nadi, lac artificiel creusé par le département de l'irrigation (*Irrigation Department*), et donc théoriquement inconstructible. Ses 76 bungalows, conçus à la va-vite sur des modèles architecturaux dépassés depuis dix ans et quasiment déserts, sont disposés en carré autour d'un vaste lac artificiel sur lequel le maître des lieux vient de temps à autre faire du *jet-ski* avec ses amis. Comme le confie le gérant en personne, l'établissement est structurellement déficitaire depuis son ouverture. En somme, un investissement que U Way Soe lui-même situe fièrement à 15 millions de dollars, qui échappe à toute rationalité économique mais qui, du point de vue des relations interpersonnelles entre puissants, des logiques de prestige et des stratégies de blanchiment d'argent, prend une toute autre signification.

En résumé, la période 2011-2017 présente deux glissements essentiels. D'une part, les pionniers des débuts, originaires d'Inlé et de l'État Shan du Sud, sont désormais évincés du secteur hôtelier par des acteurs extérieurs à la région, marquant son intégration économique et donc territoriale dans l'espace birman. D'autre part, bien que les investissements hôteliers restent marqués par les liens clientélistes avec les élites politico-militaires d'hier et d'aujourd'hui, ils semblent aujourd'hui avoir gagné en transparence : le territoire est désormais investi par des acteurs « ordinaires », qui ne semblent pas forcer leur ancrage par

des appuis en haut lieu. L'affirmation de ces anciens guides touristiques, officiers de marine marchande ou chauffeurs de taxis peut être comprise sous deux angles. D'un côté, avec la libéralisation économique – voire le laisser-faire généralisé – sous Thein Sein et la mise en tourisme à marche forcée du pays, l'État a quelque peu levé son contrôle sur le secteur hôtelier, permettant donc à de nouveaux acteurs de se faire une place dans l'économie touristique ; de l'autre, le capitalisme de connivence brutal des années 1990-2010 semble avoir posé les jalons pour une nouvelle génération d'entrepreneurs « ordinaires ». En d'autres termes, et pour filer la métaphore militaire, les *cronies* ont constitué les troupes de choc du capitalisme birman dans les années 1990-2010. Grâce à l'effet de levier de leur puissance financière et de leurs soutiens politico-militaires, ils ont pu intégrer de force la périphérie aux circuits économiques birmans ; maintenant que la brèche est ouverte, que le territoire est quelque peu pacifié, domestiqué – soumis ? – de nouveaux acteurs économiques peuvent intervenir pour extraire les bénéfices économiques des collines shan.

### **5.2.2. Le Lac Inlé, sanctuaire du capitalisme de connivence**

Si une déambulation dans les rues de Nyaungshwé révèle une mosaïque complexe et parfois incertaine d'acteurs et un paysage de périphérie en voie de normalisation économique (passage du capitalisme de connivence à une économie mue par les lois du marché), prendre le bateau pour Inlé marque en revanche l'entrée dans un univers beaucoup moins nuancé. Ici, la cartographie des réseaux du capitalisme de connivence n'est ni implicite ni souterraine, mais bien visible : personne ne peut investir ce territoire sans être coopté par les élites politico-militaires birmanes.

Si l'on analyse l'origine géographique des entrepreneurs qui ont investi sur le lac jusqu'en 2010, il apparaît que les élites intha sont réduites à la portion congrue : sur les 13 *resorts* ouverts entre 1996 et 2010, seuls 3 appartiennent à des entrepreneurs d'Inlé (fig. 48, p. 304). Ces derniers n'en jouent pas moins un rôle pionnier : une investisseuse inthu – très probablement appuyée par des relais en haut lieu – ouvre son hôtel dès 1997, U Ohn Maung ouvre l'*Inle Princess Resort* en 1998, et une famille sino-birmane de Nyaungshwé proche du régime prend en location un hôtel gouvernemental en 1999.

Quant aux investisseurs de Taunggyi, ils font jeu égal avec ceux du *Bamar Pyi*, avec chacun cinq *resorts* sur 13. Cette sur-représentation des acteurs extérieurs est liée aux conditions d'entrée dans cette gamme précise de l'hôtellerie : d'une part la construction d'un établissement de 37 bungalows en moyenne<sup>414</sup> adossés à un parc sur la terre ferme implique des moyens financiers considérables qui, aujourd'hui encore, sont peu envisageables hors de toute accointance avec le pouvoir ; d'autre part, rappelons que depuis 1985, les terres situées entre le lac et la route qui en fait le tour sont officiellement protégées et contrôlées par le département de la préservation de l'environnement (*Conservation Department, cf. 5.1.2.*). Convaincre ce dernier de lever les restrictions sur telle parcelle ou, plus prosaïquement, le court-circuiter, ne peut s'effectuer sans l'appui de personnalités puissantes. Autant de préconditions qui rendent le secteur de l'hôtellerie de luxe quasiment inabordable pour les acteurs locaux.

Entre 2011 et 2017, 12 nouveaux hôtels ouvrent sur les eaux du lac Inlé, et révèlent certains changements dans la sociologie de leurs propriétaires. La première évolution concerne la place des acteurs locaux ; certes, ces derniers ouvrent deux nouvelles structures 2013 et 2015, mais ce sont des entrepreneurs qui possèdent déjà des *resorts* sur le lac : au cours des années 1990-2000, aucune nouvelle figure forte n'a donc pu émerger localement, preuve du conservatisme économique du tourisme à Inlé. Par ailleurs, ces deux nouveaux hôtels se distinguent par leur capacité modeste : 6 et 15 chambres, contre 62 en moyenne pour les dix autres *resorts* ouverts sur la période. En termes purement numériques, le poids des acteurs locaux est donc négligeable dans le paysage hôtelier post-2011. Le second changement est la disparition des *cronies* de Taunggyi au profit de ceux de Rangoun, qui possèdent 10 des 12 nouveaux hôtels. Un tel glissement semble révéler une « montée en gamme » des *cronies* à Inlé dans le contexte du gouvernement Thein Sein : dans le cadre de l'essor du tourisme local (et donc des revenus potentiels associés), seuls les plus influents, les plus proches des élites peuvent s'approprier la ressource touristique, d'autant que les possibilités foncières sur les bords du lac commencent à se réduire.

---

<sup>414</sup> Cette moyenne a été calculée sur la base du nombre de chambres à l'ouverture pour les 13 *resorts* ouverts entre 1996 et 2010, même si entre ces deux dates, certains hôtels ont mené des travaux d'agrandissement.



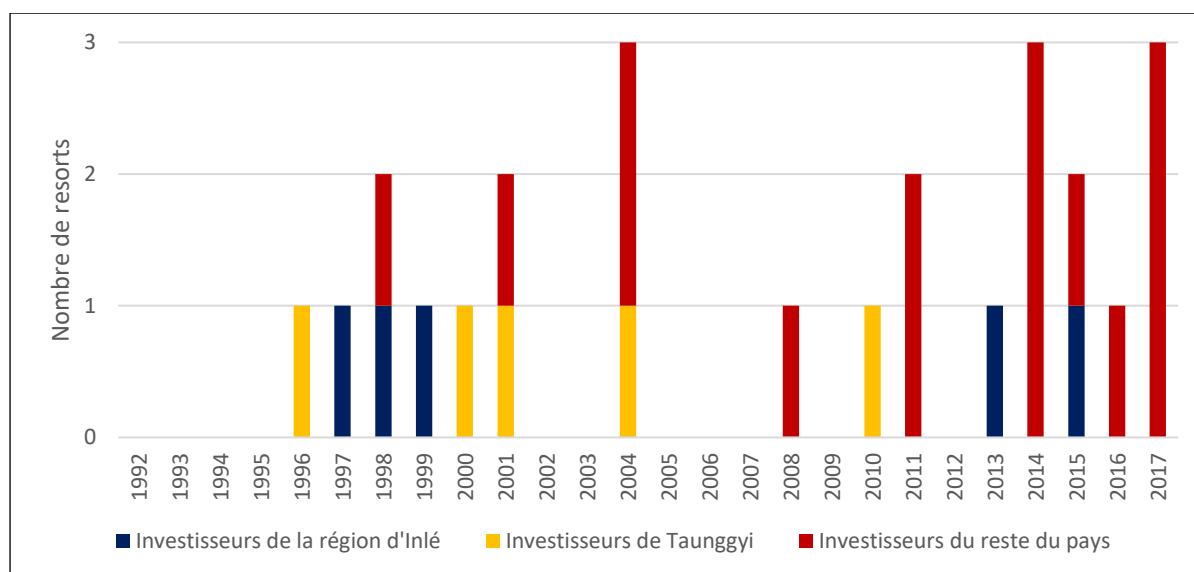


Figure 48 : Sociologie chronologique des hôteliers sur le lac Inlé. Source : données de terrain.

Période	Région d'origine	Inlé	État Shan du Sud	Reste Birmanie	Total	Proportion des hôtels identifiés
1988-2010	Investisseurs a priori transparents	1	0	0	1	8 %
	Liens avérés avec le gouvernement	2	5	4	11	92 %
	Inclassables	0	0	1	1	
	<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>13</b>	<b>100 %</b>
	<b>Proportion</b>	<b>23 %</b>	<b>38 %</b>	<b>38 %</b>	<b>100 %</b>	
2011-2016	Investisseurs a priori transparents	1	0	1	2	17 %
	Liens avérés avec le gouvernement	1	0	9	10	83 %
	Inclassables	0	0	0	0	
	<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>10</b>	<b>12</b>	<b>100 %</b>
	<b>Proportion</b>	<b>17 %</b>	<b>0 %</b>	<b>83 %</b>	<b>100 %</b>	

Tableau 4 : Les hôteliers du lac Inlé et leurs liens avec la Tatmadaw : essai de typologie. Source : données de terrain.

Si l'origine géographique et l'envergure des investisseurs hôteliers évolue quelque peu à partir de 2011, un invariant apparaît cependant : ils cultivent toujours d'étroites relations clientélistes avec les hautes sphères politico-militaires (tableau 4). Une telle inertie met en évidence l'ambiguïté de la transition démocratique menée par Thein Sein : les *cronies* en sont les premiers bénéficiaires, et ils en tirent profit pour renforcer leur mainmise sur l'économie. C'est pourquoi nous proposons de ne pas segmenter notre analyse entre pré- et post-2011, et

d'analyser ensemble les 25 *resorts* édifiés de 1996 à 2017 (annexe 50). Ces derniers offrent un panorama très illustratif des processus de concession, de négociation et d'accommodement entre élites politico-militaires et investisseurs, et qui sont la clé de l'accès à la ressource touristique. Nous les déclinons ici selon un gradient de cinq modalités, en fonction de la proximité entre les entrepreneurs et les autorités politico-militaires<sup>415</sup>.

Pour accéder à la ressource touristique, la première méthode est d'être l'État lui-même, ou la *Tatmadaw*. Ainsi, l'hôtel AE est un ancien camp de vacances gouvernemental fondé dès les années 1960, revendu au ministère du tourisme vers 1990, exploité à partir de 1994 en *joint-venture* avec une compagnie privée aux connexions peu claires puis, à partir du 1<sup>er</sup> avril 1999, avec une famille sino-birmane de Nyaungshwé, qui rachète définitivement l'hôtel en 2012. L'hôtel AI, quant à lui, appartiendrait à U Hla Aung, puissant homme d'affaire de Taunggyi, dont trois frères seraient hauts gradés dans la *Tatmadaw*, tandis que le *resort* AN appartiendrait à un ancien ministre de l'irrigation dans le gouvernement central sous Than Shwe. Enfin, les hôtels AF et CP sont associés au nom d'une entrepreneuse d'Inlé, aisée et charismatique, entretenant d'importants réseaux à Rangoun, et disposant donc de l'assise suffisante pour se ménager une place dans l'hôtellerie. Certains informateurs très bien placés vont cependant plus loin, affirmant qu'elle est en réalité la façade d'un groupe d'actionnaires rassemblant plusieurs hauts gradés de la *Tatmadaw*. Enfin, mentionnons deux projets, l'un mené à terme et l'autre suspendu (*cf.* 7.3.). Menés par les compagnies *Myat Mingalar* et *Myanmar Naing Group*, ils se déploient tous deux sur des espaces protégés saisis en toute illégalité<sup>416</sup>. De telles manœuvres se comprennent mieux si l'on considère que *Myat Mingalar* appartient à l'une des filles de Than Shwe<sup>417</sup>, tandis que *Myanmar Naing Group* appartient à Tun Naing Shwe, l'un des fils du dictateur<sup>418</sup>. Cette collusion complète entre les sphères politiques et économiques place donc ces acteurs au-dessus des lois.

---

<sup>415</sup> Nous ne classons ici que 21 des 25 *resorts* du lac ; pour les quatre autres, nous manquons d'information pour les ranger dans une catégorie en particulier.

<sup>416</sup> Source : chef d'un village affecté par le chantier, comm. orale et *The Irrawaddy*, 10 octobre 2018 : « Inspection report recommend canceling controversial Hotel Project at Inle Lake »

<sup>417</sup> Source : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/ALL/?uri=CELEX:32011R0891>

<sup>418</sup> Source : *Global Witness*, 2015, <http://archives-republicains-foreignaffairs.house.gov/112/din060211.pdf>

La seconde modalité d'accès à la ressource touristique est la concession économique accordée par le gouvernement à un ancien groupe rebelle. En effet, dans sa politique de rachat des loyautés rebelles pour conforter par procuration son emprise sur la périphérie (*militia fix* : Meehan, 2011, cf. 3.3.1.), le SLORC/SPDC distribue des rentes, dont la valeur dépend de la rareté. Le gouvernement met donc en place un système fermé dont il a les clés, ce que North et al. (2007 in Meehan, 2011 : 379) appellent un « ordre d'accès limité ».

Dans cette fabrique – puis vente – de la rareté, l'accès à la ressource touristique est lui aussi limité aux affidés du régime. En 1995, un projet de *resort* porté par les investisseurs étrangers du *Myanmar Fund* est refusé par le SLORC, qui argue d'obscurs « problèmes concernant le foncier » (Yue, 2016 : 115), alors même que c'est lui qui contrôle l'essentiel des terres autour du lac. Quelques mois plus tard, le foncier n'est plus un obstacle lorsque la *Pa-O National Organization* ouvre son *Golden Island Cottage 1* à Nampan. Les termes de l'accord entre le gouvernement et l'organisation pa-o sont pour le moins avantageux : terrain gratuit, exemption fiscale de trois ans. Quant aux matériaux de construction et à la main-d'œuvre, ils sont fournis « à titre gratuit » par les Pa-O des environs<sup>419</sup>. Connaissant le recours de la PNO au travail forcé (cf. 3.3.3), une telle expression reste ouverte à interprétation. En 2000, l'organisation ouvre son deuxième hôtel sur les rives du lac, le *GIC 2*. Ces deux établissements sont des points de branchement de la PNO sur les flux de visiteurs et donc de devises : au début des années 2010, le *GIC 1* envoyait ainsi 500 lakhs (environ 50 000 dollars) par an au siège de l'organisation à Taunggyi<sup>420</sup>.

La PNO est-elle le seul groupe rebelle à bénéficier du *militia fix* (Meehan, 2011) touristique à Inlé ? Il semblerait que ce soit le cas, du moins d'une manière aussi ouverte, explicite : les deux *resorts* appartiennent directement à l'organisation pa-o. En revanche, certaines rumeurs laissent à penser que certains hôtels de la région appartiennent à des « entrepreneurs du conflit » (South, 2008 : 58) opérant de manière plus discrète au bénéfice d'autres groupes armés. Quoi qu'il en soit, le cas des deux *GIC* nous semble être un cas d'école de *militia fix*, dans lequel un ancien ennemi se voit accorder l'accès à une ressource économique – en l'occurrence le tourisme – en échange de son ralliement au gouvernement central et de son appui pour intégrer la marge au territoire de la nation.

---

<sup>419</sup> Source : U Khun Maung Ngwe, ancien gérant du *Golden Island Cottage*, comm. orale, 7 mars 2014.

<sup>420</sup> Source : *id.*

Le troisième mode de déverrouillage de la ressource touristique repose sur les vastes réseaux du capitalisme de connivence, mêlant intimement – parfois même jusque dans la cellule familiale – personnalités politiques, militaires, hommes d'affaires et trafiquants, chacun travaillant pour le compte de l'autre dans de lucratives relations de clientélisme. L'une des personnalités centrales de ce système, U Tay Za, règne véritablement sur le lac. En 2004, il ouvre ainsi l'hôtel AM, un *resort* sur pilotis, sur la rive est du lac et l'intègre à l'une de ses chaînes hôtelières. En 2008, sur la berge occidentale, il ouvre un autre hôtel (AO) sous le nom de *Cherry Spa*, avant de l'offrir en 2009 à Nandar Aye, fille du Général Maung Aye, lors de son mariage avec Pyi Aung, fils du très puissant U Aung Thaung, ministre de l'industrie<sup>421</sup>. Dès 2011, il ouvre un troisième établissement (CK) sur la rive orientale du lac, un luxueux quatre étoiles qui prend place dans une autre de ses chaînes hôtelières. À peine est-il ouvert que l'une des filiales de son tentaculaire *Htoo Group of Companies* inaugure en 2014 un quatrième *resort* (CR) juste en face de la zone hôtelière.

Au-delà de *Htoo Group of Companies*, un autre consortium, plus spécialisé dans le tourisme, est également très actif dans la région. Officiellement, il appartient à l'un de ces *self-made-men* birmans partis de rien et à l'histoire inspirante. Comme souvent dans ce cas, il s'avère que son ascension fut en réalité liée à un parrain influent, en l'occurrence l'actuel Senior-Général Min Aung Hlaing. Ce dernier posséderait même plusieurs hôtels en propre au sein de la chaîne hôtelière de son protégé, collaboration qui n'est pas rare dans le capitalisme de connivence birman, dans lequel « les *cronies* servent souvent de gérants de portefeuilles d'activités au profit des généraux birmans » (Ko Ko Thett, 2012 : 24). Cette holding possède aujourd'hui un hôtel à Nyaungshwé (AA) et trois autour du lac (AL, CQ et CS)<sup>422</sup>.

Initialement, l'hôtel AL aurait été ouvert en 1996 sous le nom de *Ngwe Sin Yaw*<sup>423</sup> par une vingtaine de familles intha d'un village voisin, mutualisant leurs fonds et leurs compétences pour construire de modestes bungalows en bambou. Très rapidement, les autorités firent peser sur le projet une intense pression fiscale et des restrictions vécues comme arbitraires et vexatoires. Sous une telle contrainte, les villageois abandonnèrent et

---

<sup>421</sup> Le simple fait de pouvoir offrir un *resort* clé en main en dit long sur la puissance financière du personnage. Source : informateurs privilégiés, comm. orale ; Wikileaks : « Burma : Industry minister's family benefits from connections », [https://wikileaks.org/plusd/cables/08RANGOON741\\_a.html](https://wikileaks.org/plusd/cables/08RANGOON741_a.html) ; *The Irrawaddy*, juin 2007 : « Aung Thaung : The untouchable minister »

<sup>422</sup> Ce groupe est également le propriétaire de l'hôtel qui fut construit à Kengtung sur les ruines du palais des *sawbwa* détruit par les autorités en 1991.

<sup>423</sup> ငွေစင်စေ့ signifie la mouette d'argent.

revendirent l'hôtel à U Tay Za, qui ne l'acheta qu'à prix coûtant et sans tenir compte de l'inflation, avant de le céder à son propriétaire actuel. Pour nos interlocuteurs, encore amers de cette expérience, la stratégie des autorités était claire, un exemple parfait de politique prédatrice : laisser les locaux entreprendre, mettre en place une infrastructure, avant de les en dessaisir à moindre prix. Aujourd'hui encore, près de vingt ans après les faits, la rancœur est palpable : bien que le *resort* soit en bordure immédiate de leur village, un seul habitant accepte d'y travailler ; les autres lui tournent explicitement le dos, comme une forme de résistance passive, « d'arme des faibles » (Scott, 1985).

Quant au *resort* CQ, il appartiendrait en direct au Senior-Général Min Aung Hlaing. À l'origine, les plans prévoyaient 28 chambres dans un bâtiment central et une jetée avançant dans le lac, bordée de bungalows. Cependant, lorsque cette dernière fut construite, le propriétaire décida de la laisser vide pour préserver la perspective et la tranquillité des lieux, et de simplement ouvrir un autre hôtel plus loin<sup>424</sup> (l'hôtel CS, ouvert fin 2017). Par la seule volonté d'un homme, un projet d'hôtel fut donc dédoublé en un temps record et avec une facilité déconcertante, preuve que les aspects financiers, fonciers, légaux etc. ne sont qu'un détail pour ces acteurs.

Enfin, sur la rive est du lac, deux enseignes attirent l'attention (CM et CN) : le nom de deux franchises hôtelières bien connues, appartenant à une compagnie française, leader mondial du secteur. Comme à son habitude, cette dernière n'est pas propriétaire des murs : elle ne fait que gérer la structure d'un investisseur local, moyennant des frais de gestion prélevés sur le chiffre d'affaire. À Inlé, elle travaille de concert avec un homme d'affaire birman qui affiche également son nom en façade : U Myat Min – fils de l'ancien Général Ko Ko, ministre de l'intérieur sous Thein Sein – et à la tête d'un empire de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la construction<sup>425</sup>. Pour l'entreprise française, le fait de n'être que simple gestionnaire est confortable d'un point de vue économique<sup>426</sup> mais aussi politique : lorsque la compagnie fut interrogée sur d'éventuels accaparements de terres à Inlé, elle a pu botter en touche, arguant du fait qu'elle est simple gérante, et non propriétaire des lieux (*International Trade Union Confederation*, 2015 : 48).

---

<sup>424</sup> Source : gérant de l'hôtel CQ, comm. orale.

<sup>425</sup> Source : *Myanmar Times*, 30 mars 2018 : « Government junks hotel project in Bagan »

<sup>426</sup> Etant donné que la compagnie se rémunère sur le chiffre d'affaire, « elle ne perd jamais d'argent », comme le déclare l'un de nos informateurs.

De toute évidence, les *cronies* sont les hommes forts de la Birmanie contemporaine : ils investissent le territoire, le marquent de leur empreinte, se l'approprient, rachetant tel *resort* pour le confier à tel officier, en construisant un autre dans la foulée pour l'offrir à tel dignitaire du régime, s'associant avec un leader mondial de l'hôtellerie pour mettre en scène l'ouverture et l'attractivité du pays. Leurs *resorts* sont à comprendre comme autant de bastions, de redoutes du capitalisme birman dans les collines shan, de solides têtes de pont amarrant la périphérie aux réseaux économiques birmans, et donc à l'influence gouvernementale.

Si les longs murs d'enceinte et les portails majestueux de ces *resorts* marquent en profondeur les paysages d'Inlé, si leur puissance financière recompose l'économie locale, l'influence de leur propriétaire se prolonge également hors les murs, à travers une politique de Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE) volontariste. Sans chercher à discuter le bien-fondé de ces actions, on peut en proposer quelques interprétations.

D'une part, pour les acteurs les plus célèbres et les plus sulfureux, la RSE est un moyen de blanchir à peu de frais une image sévèrement entachée ; comme l'indique un gérant expatrié à Inlé depuis de longues années :

« Moi j'ai travaillé pour Tay Za ; et toute sa politique environnementale, sociale, ses donations, son mécénat... tout ça n'avait qu'un objectif : le faire sortir de la liste des *blacklistés* ! Ses hôtels, c'est avant tout un outil politique ! »

Dans cette optique, l'hôtellerie apparaît en effet comme un secteur stratégique : loin du tumulte des mines et des plantations ; de la brutalité des trafics ; de la froideur et de l'anonymat de l'immobilier et des banques, les *resorts* exposent le visage le plus flatteur de ces consortiums ; fréquentés par des milliers de voyageurs par an, ils sont la façade de ces grands groupes à l'étranger, ils incarnent les valeurs que l'on veut leur faire porter ; de ce point de vue, ils sont un message politique.

D'autre part, « prendre la responsabilité » de cette région de marge, de son environnement et de sa population revient à marquer la périphérie de son empreinte, à affirmer une certaine autorité dessus ; autorité d'autant plus légitime qu'elle est exercée au nom de la *setana* et de la *metta* bouddhiques. Le plus actif en la matière est clairement U Tay Za. Son *resort* le plus luxueux et le plus réputé finance ainsi le dragage de canaux dans certains villages, faisant des dons aux orphelinats, aux écoles et aux monastères, replantant

des arbres, organisant des campagnes de ramassage d'ordures. Comme l'indique le gérant, certaines de ses actions sont menées de son propre chef, tandis que d'autres sont directement impulsées depuis Rangoun. Comme il l'explique sans s'embarrasser de modestie,

« Notre patron est très attaché aux donations, aux activités de RSE. Quand j'ai été affecté à cet hôtel, *on m'a demandé d'assumer une position de leader dans la région, et de mener le changement.* C'est moi qui ai initié l'*Hotel Working Group* en septembre 2015. Il rassemble quinze hôtels de la région pour réfléchir sur les questions de développement de la région, et j'en suis le président<sup>427</sup>. En janvier 2016, la GIZ [coopération allemande] a mené un atelier avec les acteurs locaux du tourisme ; je me suis porté volontaire pour diriger le groupe de travail sur la préservation de l'environnement. On fait des donations aux écoles et aux monastères des environs. [...] *Je sais tout, ici ; je gère la région ; je suis un leader dans la région ; quand je sors, si on me voit, les choses avancent.* [...] J'ai une voiture, j'ai tout, je suis le président [de l'*Hotel Working Group*], donc *je peux faire ce que je veux ici ;* où que j'aïlle, je suis précédé de ma réputation. Mon patron m'apprécie, mon personnel m'apprécie, tout le monde me veut. »

En d'autres termes, U Tay Za mobilise sa politique sociale et environnementale pour se poser en moteur du changement et du développement régional, pour instaurer des relations clientélistes dans lesquelles il assume le rôle de patron, et pour acquérir une légitimité sinon politique, du moins morale. Cette stratégie représente également une prise de pouvoir sur l'espace : en endossant avec volontarisme une certaine responsabilité vis-à-vis d'une population ou d'un espace, les *cronies* revendiquent leur autorité dessus. De ce point de vue, la plantation d'arbres dans les collines apparaît comme un geste fort d'appropriation des pentes. La compagnie Htoo l'a même poussé encore plus loin lorsqu'en septembre 2019, elle a procédé à des campagnes d'ensemencement par hélicoptère<sup>428</sup>. D'un point de vue technique, cela permet en effet d'accéder aux pentes les plus abruptes et les plus éloignées. D'un point de vue symbolique, cela représente néanmoins une prise de pouvoir sur la troisième

---

<sup>427</sup> Le vice-président est le gérant de l'un des hôtels du groupe *Phyu Zin* dans la région, et les autres hôtels membres appartiennent en majorité des investisseurs très proches du gouvernement. L'un de nos interlocuteurs, ancien membre de ce groupe de travail, en a vite claqué la porte : « J'ai assisté à la première réunion, et je suis parti dès le début. En fait, la réunion, c'était surtout trouver des solutions pour blouser le gouvernement pour ne pas payer le salaire minimum légal au personnel, en jouant sur des frais de logement, de nourriture, etc. Ça se présente comme un groupe de travail sur l'environnement, mais en fait, on discute surtout pognon, comment lever de l'argent pour rénover une pagode, etc. Cet *Hotel Working Group*, c'est du flan. *C'est typiquement la loi Tay Za : on a gagné beaucoup, donc on en rend un peu pour se racheter une conduite.* »

<sup>428</sup> Source : <http://htoo.com/press-conference-planting-trees-dropping-seed-balls-helicopter-lay-lake-area-nyaungshwe-township-htoo-foundation-collaboration-forestry-department/?fbclid=IwAR1iLpPVXwaDy5tZMLdGmv7buTvgLpLueei6vEC2IWTrjbSSrNj7ZpMPAWs>

dimension, une manifestation de l'influence des *cronies* jusque dans les reliefs les plus éloignés.

Notons enfin que l'influence de ces *cronies* serait incomplète si elle ne se déployait pas jusque dans le champ bouddhique : de très larges pans de leur RSE sont ainsi orientés vers la communauté monastique. Tel *resort* a ainsi financé la rénovation d'un petit complexe monastique près de Tha Le Oo et le fait savoir en affichant son logo sur le portail d'entrée ; l'un des *resorts* de U Tay Za aurait fait 30 000 \$ de donations dans les monastères des environs pour *Thingyan* 2016<sup>429</sup> ; l'un des établissements de U Myat Min aurait fait don de 250 ensembles de robes de moines (soit un total de 37,5 lakhs, soit 2800 €) à sept monastères de la région.

Le quatrième type de *resort* que l'on peut observer au bord du lac est la narcostructure : c'est le cas de deux hôtels jumeaux sur la rive est du lac, qui appartiendraient à deux associés de Taunggyi ayant fait fortune dans des trafics divers, notamment de stupéfiants<sup>430</sup>. Bien que ces deux personnes soient bien connues dans la région, leur lien avec les autorités n'est pas clairement établi.

Enfin, la cinquième et dernière modalité d'accès au secteur touristique est l'accommodement, seule option accessible aux personnes qui ne sont pas proches du régime, à condition qu'ils aient eux aussi une carte stratégique à jouer. C'est ainsi que nous analysons le cas de l'*Inle Princess Resort*, ouvert en 1998, et qui appartient à U Ohn Maung, pionnier du tourisme à Inlé depuis les années 1970, mais aussi opposant politique. Comment comprendre qu'une telle personnalité ait pu accéder à la ressource touristique ? En réalité, d'après ses plus proches collaborateurs, U Ohn Maung aurait passé un accord avec le SLORC : les autorités lui laisseraient le champ libre dans le domaine hôtelier à condition qu'il renonce à son militantisme politique, ce qu'il fit – du moins ouvertement, car son activité est en réalité plus politique qu'il n'y paraît (*cf.* 7.1.2.).

Si U Ohn Maung se voit proposer un tel marché, c'est parce que dans le cadre des efforts du SLORC pour lancer le tourisme, son profil est doublement stratégique : s'attacher ses services, c'est bénéficier à la fois d'une expertise touristique (il a vingt ans d'expérience dans le secteur) et territoriale (il connaît parfaitement l'espace local, ses acteurs, il est inséré

---

<sup>429</sup> Source : gérant de l'hôtel CK, comm. orale, 11 mai 2016.

<sup>430</sup> L'un des hôtels a depuis été revendu à la banque birmane CB, avant d'être fermé en 2017.



dans de vastes réseaux). U Ohn Maung aurait donc été recruté comme point de fixation local permettant à l'État et à ses affidés de déployer leurs projets touristiques sur un territoire qu'ils ne maîtrisent pas. Exemple révélateur : bien que les Pa-O aient obtenu l'autorisation d'ouvrir des hôtels, ils ne maîtrisent ni l'hôtellerie ni le milieu lacustre, et la première mission de U Ohn Maung, avant même d'ouvrir son propre hôtel, est de mettre son expertise à leur service en assurant l'ouverture du *GIC 1* en 1996, puis sa gérance pendant deux ans.

Un gouvernement central cherchant à recruter des relais locaux pour prendre pied dans les collines shan ; des acteurs à l'ancrage local susceptibles de favoriser ces desseins ; une concession en échange : tels sont les mécanismes d'expansion de l'influence gouvernementale. Cette loi de l'offre et de la demande apparaît tout aussi bien dans le domaine sécuritaire avec les Pa-O (le SLORC a besoin d'un allié pour reprendre le contrôle de l'État Shan du Sud ; la PNO est en capacité d'assurer cette mission ; le SLORC achète sa loyauté par des concessions économiques) que dans le secteur touristique avec U Ohn Maung (le gouvernement manque d'une expertise touristique territorialisée pour construire le tourisme à Inlé et étendre ses réseaux ; U Ohn Maung, bien qu'opposant politique, dispose de cette capacité stratégique ; le gouvernement le recrute, en échange de sa simple liberté d'entreprendre sans entrave, qui apparaît comme un privilège aussi précieux qu'une mine de jade ou une concession forestière). En résumé, il est difficile d'analyser l'*Inle Princess Resort* en termes d'adhésion à la junte, car s'il est né d'un accord avec le SLORC, un tel marché apparaît plutôt comme un accommodement nécessaire (Maung Thawnhmung, 2011 : *x*) pour accéder à la ressource touristique et la mettre au service d'une vision politique alternative (cf. 7.1.2.).

En conclusion, en 2017, le canton de Nyaungshwé ne comptait pas moins de 106 structures hôtelières ; sur les 95 propriétaires sur lesquels nous avons pu rassembler des informations probantes, 54 présentaient un certain degré de proximité avec les élites politico-militaires d'hier et d'aujourd'hui, allant de l'arrangement foncier ou de la sœur haut-fonctionnaire à la profonde collusion et à l'accaparement de terres. Comme L. Richter (1989) a pu le démontrer en son temps dans les Philippines du président Marcos, la fraude et le capitalisme de connivence ne sont donc pas des détails marginaux, quelques scories qui ponctueraient ici et là le paysage touristique : au contraire, ils le structurent en profondeur.

Un tel constat remet donc en question la rhétorique du « tourisme responsable » qui a prévalu dans les années 1990-2000 et qui a connu un retour lors de la « crise rohingya » de

l'automne 2017. Pour les tenants de cette approche, le visiteur peut court-circuiter l'État prédateur et les *cronies* et soutenir directement la population en préférant les « petites pensions familiales » aux grands hôtels de luxe, les « petits restaurants » aux établissements haut de gamme (Lonely Planet, 2009 : 25-26). Il existerait donc une frontière assez claire entre *businesses* « transparents » et « opaques ». Or, notre travail de terrain montre d'une part que cette ligne de crête est en réalité bien moins nette qu'il n'y paraît, et d'autre part que les liens entre certains hôteliers et la *Tatmadaw* peuvent être discrets, et qu'il faut mener quelques investigations pour les mettre à jour, travail que les auteurs de guides touristiques ne peuvent pas faire. Malgré la volonté affichée des guides touristiques de ne pas recommander les hôtels liés à la junte, certains établissements passent donc entre les mailles du filet. Ainsi, dans son édition de 2000, le *Lonely Planet* recommande 17 hôtels pour toute la région d'Inlé, dont sept que nous considérons comme transparents, deux qui présentent des caractéristiques suspectes, et cinq qui appartiennent à des affidés du régime de l'époque (Lonely Planet, 2000 : 363-366). Quant à l'édition de 2011, elle propose 24 hôtels, dont huit qui nous sont apparus comme transparents, cinq qui suscitent des doutes et onze à l'arrière-plan clairement suspect (Lonely Planet, 2011 : 180-181 et 187-188).

Nous pouvons ici remettre en cause la vision peut-être simpliste des auteurs de guide touristiques, qui semblent avoir concentré leurs recherches sur les hôtels ouvertement gérés par l'État ou appartenant aux plus grands noms du capitalisme de connivence, tout en rendant vite les armes dans les cas un tant soit peu plus complexes. Exemple le plus marquant : les deux éditions citées recommandent l'hôtel AE qui, à l'époque, n'était autre qu'un hôtel gouvernemental géré en *joint-venture* avec un opérateur privé. Un tel contraste entre la théorie du tourisme responsable et la réalité de terrain met donc en évidence la dimension assez largement rhétorique et peut-être bien illusoire du tourisme responsable, du moins tel qu'il est porté par les guides de voyage.

Dans un contexte aussi profondément structuré par le capitalisme de connivence, la NLD s'efforce de marquer un changement lors de son arrivée au pouvoir en mars 2016. Cette lutte entre « ancien » et « nouveau » monde se cristallise sur un projet emblématique : le chantier de *resort* mené par *Myanmar Naing Group* sur plus de 16 hectares de terres saisies en toute illégalité près du village de Maing Thauk. Alors que le chef de village local s'était opposé en vain à ce projet depuis des années, allant en personne jusqu'à Nay Pyi Taw pour déposer des recours systématiquement rejetés, le nouveau climat politique à partir de 2016

change la donne : dès le mois de juin, les villageois signent une pétition contre ce projet et font appel aux autorités ; au début de l'année 2017, U Ohn Maung prend la décision de suspendre le chantier et de contester la légalité de l'acquisition du terrain.

Cette mesure est un signe fort, une victoire de la NLD sur l'héritage de la junte ; tout comme les généraux avaient su mobiliser le poids politique et symbolique du tourisme en leur faveur (cf. 0.2.4.), la NLD l'exploite à son tour à son propre avantage, pour en faire une vitrine du changement démocratique, une ligne de front sur laquelle mettre en scène son combat contre les héritages de la junte. Néanmoins, cette victoire symbolique doit être observée avec prudence : d'une part, elle ne fut possible que parce que le chantier était à peine entamé ; d'autre part, cette décision ministérielle n'est pas nette et sans bavure : elle fait l'objection d'une contestation en justice qui s'éternise ; plus encore, une équipe de fonctionnaires aurait mené une enquête sur le terrain qui aurait mis en évidence un support massif de la population locale au projet<sup>431</sup>.

### **5.2.3. L'architecture hôtelière : entre birmanisation et générification de l'espace**

À Inlé, déploiement de l'infrastructure touristique et intégration dans les réseaux capitalistes birmans vont de pair, l'un nourrissant l'autre. Ces flux de capitaux depuis les basses terres vers les collines shan se doublent également de circulations de normes esthétiques et architecturales birmanes, qui se sont progressivement imposées et participent de la birmanisation de la marge.

On peut tout d'abord relever l'importance de l'architecture palatiale birmane « traditionnelle », que ce soit les arches ouvragées directement inspirées des temples de Bagan (fig. 49a à d), les moulures (fig. 49e) évoquant le monastère Shwenandaw de Mandalay (fig. 49f), ou encore les immenses réceptions au haut plafond soutenu par de massifs piliers de teck (fig. 49g), qui ne sont pas sans rappeler le palais Kanbawzathadi de Bago (figure 49h). De tels choix reflètent en bonne partie l'origine géographique des propriétaires de ces établissements : la majorité est originaire du *Bamar Pyi*.

---

<sup>431</sup> Source : *The Irrawaddy*, 11 décembre 2018 : « Gov't says most locals support ex-dictator's son's Inle Lake Hotel project »

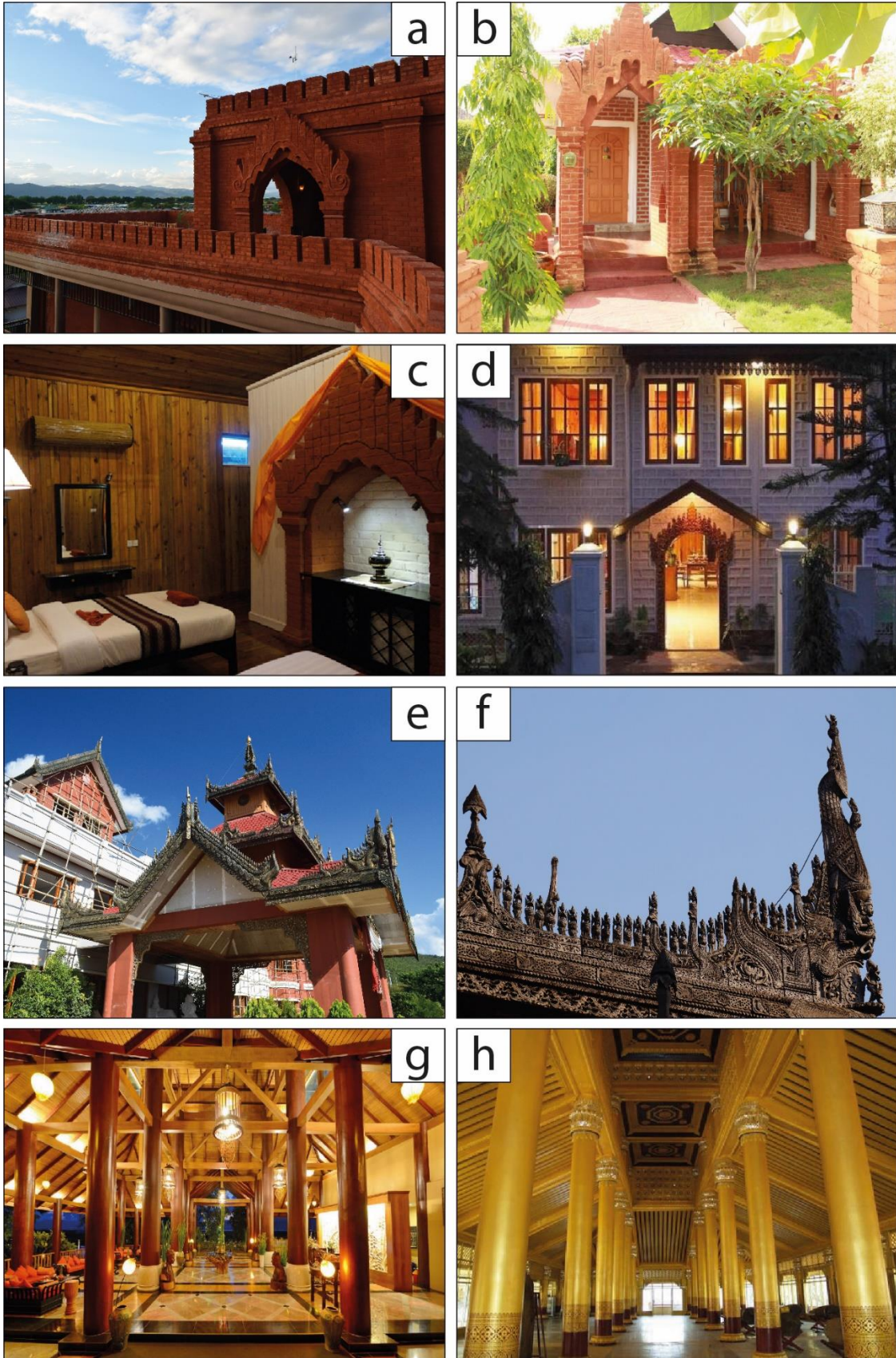


Figure 49 : L'architecture hôtelière à Inlé : un vecteur de birmanisation de la périphérie shan?

Source : images a, c, e et f : Martin Michalon ; images b, d et g : [www.agoda.com](http://www.agoda.com); image h : [www.yangondaytours.com](http://www.yangondaytours.com)

Cette prégnance du modèle birman n'est pas fondamentalement étonnante. En effet, l'hôtellerie birmane recourt de manière presque routinière aux codes de la royauté pour signifier à l'hôte combien il est le bienvenu : en Birmanie, on ne dort jamais dans un hôtel, mais dans un palais, et le nom des établissements le rappelle fréquemment. Or, quels sont les grands modèles architecturaux évoquant la royauté ? Le palais du *sawbwa* de Nyaungshwé arbore un style très proche du palais de Mandalay (Elliott, 1999 : 77) ; les autres *haw* de la région sont tombés en ruine au cours des décennies de dictature, quand ils n'ont pas été détruits comme celui de Kengtung. En contrepoint, l'architecture palatiale birmane a été promue par les régimes successifs – et surtout par le SLORC/SPDC – à travers les rénovations des temples de Bagan, du palais de Bago ou du Fort de Mandalay (Houtman, 1999). La junte ayant réussi à créer un vide patrimonial autour d'elle et à ériger l'architecture palatiale birmane en modèle indépassable, cette dernière s'est donc fort logiquement imposée comme une évidence.

D'autres établissements affichent quant à eux d'autres formes d'inspiration palatiale beaucoup plus contemporaines : une « architecture SLORC/SPDC ». Ainsi, le gérant d'un hôtel ouvert en 2015 évoque-t-il avec fierté le « *design* Nay Pyi Taw » de son établissement, où longue allée bétonnée et esplanade excessivement vaste le disputent à de grandes baies vitrées recourbées et à de lourdes tentures crème. L'empreinte de la junte est encore plus évidente au *Myat Mingalar*, bâti entre Maing Thauk et Tha Le Oo, au sud-est du lac. Cette petite propriété, ouverte en 2017 par la fille du Général Than Shwe, offre en effet la vision assez surréaliste d'une quinzaine de bungalows de béton cubiques, plantés au milieu d'une pelouse râpée, et dont les coloris sable et olive rappellent plus des casemates de l'armée que des villas de vacances (fig. 50). Précisément parce que ce *resort* n'a aucune contrainte de rentabilité, il n'a pas à séduire, à se parer d'apparences flatteuses ; il peut dès lors être utilisé comme vecteur d'un message brut et très politique, qui se décline selon deux directions principales. D'une part, le bâti militaire est posé comme un modèle architectural en soi, dans la droite ligne des formes palatiales plus classiques ; une filiation est donc affirmée entre les deux. D'autre part, cette architecture brutale apparaît comme une prise de possession de la marge, une fortification d'un territoire nouvellement conquis et de ce fait, illustre parfaitement le lien entre expansion rugueuse du « capitalisme de frontière » et intégration territoriale.



Figure 50 : L'hôtellerie vue par des proches de l'ancienne junte birmane. Source : [www.agoda.com](http://www.agoda.com)

Si, on l'a vu, les hôteliers optant pour une architecture très birmane sont souvent originaires du *Bamar Pyi*, ce n'est cependant pas toujours le cas. Ainsi, l'un des hôtels empruntant largement à l'architecture palatiale de Bagan appartient à un homme d'affaires pa-o de la région, tandis que l'hôtel « de style Nay Pyi Taw » susmentionné appartient à un entrepreneur shan de Shwe Nyaung. On peut d'une part supposer que le modèle birman s'est

imposé de lui-même au cours des dernières décennies comme un modèle indépassable, et qu'un Shan peut en toute bonne foi l'adopter comme symbole de luxe et de noblesse. D'autre part, il s'avère que ces deux acteurs sont proches des élites politico-militaires birmanes. Nous faisons donc l'hypothèse que leurs propriétés portent un double message : vis-à-vis de leurs puissants patrons birmans, c'est un signe d'allégeance ; vis-à-vis des populations locales, c'est un signe de leur familiarité avec les hautes sphères et de leur birmanité, ce qui conforte leur statut.

En résumé, les façades des hôtels d'Inlé ne sont pas innocentes : elles révèlent le transfert, voire l'imposition du modèle architectural birman en de nouveaux espaces. Dans un pays marqué par des années de fragilisation des cultures minoritaires et de promotion autoritaire de la royauté birmane, une telle dynamique possède une charge politique très importante. À l'instar des pagodes à l'époque des souverains de Bagan (Robinne, 2000) – et encore aujourd'hui (*cf.* 6.3.) – les hôtels sont à comprendre comme autant de bornes territoriales, de marqueurs de l'influence culturelle – et donc politique – birmane.

De ce point de vue, l'architecture hôtelière est un vecteur de transfert idéal. En effet, au quotidien, peu d'édifices offrent une telle possibilité de mettre en scène l'architecture palatiale : à Taunggyi, les centres commerciaux, les immeubles de bureaux ou les hopitaux privilégient une architecture moderne et fonctionnelle. *In fine*, seul le secteur touristique – et son jeu sur le client-roi et le luxe – s'y prête aussi bien. Par ailleurs, l'imposition de telles formes birmanes est d'autant plus acceptée dans le paysage shan qu'elles ne sont pas destinées à la population locale, mais aux étrangers : les voilà donc désamorçées, en partie débarrassées de leur potentiel conflictuel, alors que le marquage de l'espace n'en est pas moins réel. Enfin, le tourisme post-moderne est fondamentalement construit sur le jeu, le pastiche, le kitsch (Cohen, 1988 ; Munt, 1994 ; Teo et Li, 2003 ; MacLeod, 2005) ; dans ce contexte, le secteur hôtelier n'impose pas brutalement une architecture birmane à prendre au premier degré : il l'euphémise, la propose sans forcément se prendre au sérieux, dans un jeu assumé de « et si on disait que...? ». Procédant non pas de manière frontale, mais plutôt de biais, par la bande, une telle approche contribue là aussi à désamorcer et à dépolitiser – du moins en apparence – ce transfert culturel. Pourtant, ce mouvement est loin d'être inoffensif : depuis les fondations jusqu'au toit, l'« identité visuelle » d'un hôtel est censée encapsuler l'esprit d'un pays ou d'une région (Linnekin, 1997). Imposer une identité birmane en

territoire shan n'est donc pas anodin : cela marque l'intégration – l'absorption – de la région dans le corpus paysager et culturel birman.

Au-delà de cette mise en scène des motifs palatiaux birmans « traditionnels » – ou plus contemporains – un deuxième registre architectural marque très visiblement les paysages d'Inlé : une identité visuelle moderniste générique qui ancre la région dans les flux et les tendances de la mondialisation, ou du moins de la mondialisation asiatique. La tendance n'est pas tout à fait nouvelle : dès le milieu des années 1990, deux hôtels géométriques en béton s'élevaient dans les rues de Nyaungshwé. Cependant, la tendance s'est accélérée : entre 2011 et début 2017, huit hôtels de cinq étages ou plus ont ouverts. À de rares exceptions près, ce sont des barres bétonnées sans grande imagination, parfois mâtinées d'influences chinoises, thaïes ou néo-classiques (fig. 51).



Figure 51 : Le nouveau paysage hôtelier à Nyaungshwé. Clichés : Martin Michalon.



Néanmoins, cette banalité même est une identité en soi, que les architectes désignent non sans fierté comme un *international design*. Ainsi donc, ces façades de verre, de béton et d'acier n'ancrent plus tant l'hôtel dans une échelle locale ou nationale que dans un ensemble de codes mondiaux. Les propriétaires de ces nouveaux établissements sont dans une écrasante majorité extérieurs à la région et exercent des activités qui supposent une réelle proximité avec les cercles politico-militaires birmans (mines de pierres précieuses, importation d'automobiles), quand ce ne sont pas eux-mêmes des officiers de la *Tatmadaw*.

Une logique très comparable s'observe également sur le lac, où les deux hôtels gérés par le leader français bien connu du monde de l'hôtellerie brillent par leur architecture générique : enfilades de bungalows cubiques en béton, toits plats, lobbies dallés, restaurants *design* combinant bois et métal profilé, perspectives dégagées sans la moindre végétation. Les chambres elles-mêmes sont aux standards de la compagnie, et seuls quelques détails (un bol en laque, une toile très stylisée du lac Inlé) rappellent au client qu'il est en Birmanie. Si certains de nos interlocuteurs pointent du doigt le non-sens commercial d'une telle architecture, arguant que « les gens ne font pas 10 000 km pour dormir dans un cube de béton », c'est justement cet aspect générique qui nous semble important. Qu'il soit à Bangkok, à New York ou à Inlé, le but est précisément que le client de cette chaîne hôtelière se retrouve dans un environnement familier, dans lequel il ait ses marques ; c'est donc le micro-univers inventé par une multinationale qui prime sur le local. Cette mise aux normes de l'espace local selon des codes extra-territoriaux – voire méta-territoriaux – se retrouve dans les costumes-cravates du personnel ou sur les écrans de la réception faisant défiler des vidéos *corporate* peuplées d'Occidentales blondes et d'Asiatiques en uniforme. L'intervention de chaînes hôtelières multinationales marque donc l'entrée en jeu de nouvelles règles d'organisation de l'espace et du social qui, en rattachant un lieu donné à un archipel d'autres lieux semblables de par le monde, dissolvent les normes et les territorialités préexistantes. On assiste donc désormais à une mise au pli de l'espace, non plus seulement par le biais du capitalisme birman, mais aussi par celui des grandes multinationales possédant un effet de levier encore plus considérable. La portée de ce message n'échappe à personne dans la région, et de nombreux interlocuteurs – gérants expatriés comme guides locaux et pilotes de bateaux – soulignent la violence paysagère que représentent ces grands volumes anguleux, sans la moindre végétation et clairement visibles depuis le lac, vécue comme une appropriation ostentatoire du paysage.

#### 5.2.4. Le droit de vendre le ticket d'entrée à la région d'Inlé, symbole de l'accaparement de la ressource touristique

Au-delà du seul secteur hôtelier, l'appropriation autoritaire de la ressource touristique par les *cronies* apparaît très nettement dans la perception du droit d'entrée touristique à la région d'Inlé. Depuis les années 1990, tout visiteur est tenu de s'acquitter d'une taxe à l'entrée de Nyaungshwé. Bien que les informations soient parcellaires et assez floues, il est clair que cette dernière a toujours été prélevée de manière bien peu transparente, soit directement par les autorités militaires, soit par des *cronies* très proches – à l'exception d'une courte parenthèse. Cette taxe, présentée comme une contribution au développement régional, a en réalité fait l'objet d'une double réappropriation : sur le plan financier, ces acteurs haut placés l'ont accaparée pour leur bénéfice personnel et pour nourrir leurs relations clientélistes ; sur le plan symbolique, vendre le droit d'accès au lac Inlé revient à s'ériger comme les gardiens du territoire et des ressources qu'il recèle.

Dans les années 1990, les autorités militaires de l'État Shan commencent à prélever un droit d'entrée d'un montant de trois dollars, qui vient alimenter un compte bancaire officiellement dédié à l'entretien de la pagode Phaung Daw Oo. En 2009, dans le cadre des nombreuses privatisations et délégations au privé qui accompagnent la fin de l'ère Than Shwe (Lall, 2016 : 41), des enchères sont organisées pour confier le prélèvement de cette taxe à un concessionnaire privé en échange d'un paiement forfaitaire à l'État Shan. À l'issue d'un appel d'offre dont personne ne connaît les termes, c'est la compagnie Hupin qui remporte ce droit pour l'année budgétaire avril 2009 - mars 2010. Pour le chercheur, le nom de cette compagnie est bien familier : la famille Hupin fait en effet partie des pionniers du tourisme à Inlé, et possède deux hôtels dans la région. L'un d'entre eux est un bloc de béton massif de 59 chambres en plein cœur de Nyaungshwé ; l'autre est un ancien hôtel gouvernemental, qu'Hupin a exploité en *joint-venture* avec l'État de 1999 à 2012 avant de le racheter définitivement aux autorités.

D'un point de vue financier, nos informateurs précisent qu'Hupin aurait obtenu le droit de prélever les droits d'entrée en échange d'un paiement de 1 200 lakhs à l'État Shan, soit environ 100 000 dollars au taux de change de l'époque<sup>432</sup>. À raison de trois dollars par ticket,

---

<sup>432</sup> En janvier 2009, le taux de change était en effet d'environ 1 200 kyats pour un dollar (source : *The Irrawaddy*, 1<sup>er</sup> décembre 2009 : « Strengthening Kyat gets the experts thinking »)

le concessionnaire aurait donc dû en vendre plus de 33 000 pour amortir l'investissement. Or, d'après les statistiques du MoHT, seuls 22 700 étrangers ont logé dans le canton de Nyaungshwé d'avril 2009 à mars 2010. Il semblerait donc que l'opération ait été un revers pour Hupin. Cependant, rappelons que les statistiques de fréquentation émanent des hôtels, qui ont tendance à sous-déclarer leurs clients. Par ailleurs, les dollars encaissés par le concessionnaire peuvent tout à fait être canalisés vers le marché noir, où ils ont une valeur – soit d'usage soit d'échange – beaucoup plus importante que sur le marché officiel. En d'autres termes, si le concessionnaire verse des sommes importantes en Kyats, c'est pour obtenir le contrôle d'une véritable pompe à dollars.

Preuve de l'opacité du système de collection de frais d'entrée : lorsqu'Hupin prend possession du compte bancaire que le gouvernement local était censé avoir alimenté pendant des années, ils le trouvent vide. Que les autorités gouvernementales l'aient siphonné avant la concession au privé, ou qu'Hupin ait monté cette excuse de toutes pièces pour couvrir d'éventuels agissements frauduleux, ce rebondissement est en tout cas symptomatique du comportement prédateur des puissants de l'État Shan.

Lorsque la période de concession arrive à échéance, en mars 2010, un nouvel appel d'offre est lancé : il est remporté par U Hla Aung, un homme d'affaires de Taunggyi, propriétaire d'un *resort* sur le lac, et dont trois frères seraient très haut placés dans la *Tatmadaw*. Une fois l'année budgétaire 2010-2011 échu, le droit d'entrée est porté de trois à cinq dollars, et U Hla Aung remporte à nouveau l'appel d'offre pour l'année suivante, 2011-2012. Le processus d'enchère est frauduleux et, selon des informateurs bien placés, l'issue en est arrangée d'avance entre le gouvernement shan et les différents candidats.

En 2012-2013, pour la nouvelle année budgétaire, Hupin remporte à nouveau l'appel d'offre, pour un montant qui se serait élevé à 6 500 lakhs, soit 765 000 dollars. À raison de cinq dollars par ticket, il aurait donc fallu en vendre environ 150 000 pour amortir cet investissement massif. Or, les hôtels du canton de Nyaungshwé ne déclarent que 76 000 clients sur l'année budgétaire avril 2012 – mars 2013. Encore une fois, Hupin semble avoir fait un investissement peu judicieux. Si l'on ne peut pas exclure que le concessionnaire ait effectivement réalisé une mauvaise opération<sup>433</sup>, on peut cependant avancer plusieurs

---

<sup>433</sup> Les *cronies*, aussi puissants soient-ils, ne sont jamais assurés de récupérer leur mise ; investissant dans de multiples projets, parfois très incertains, ils acceptent une part de risque. Le projet de zone hôtelière au sud d'Inlé est une bonne illustration d'investissement massif qui risque fort d'être volatilisé (cf. infra).

hypothèses pour expliquer le hiatus entre sommes engagées et sommes officiellement encaissées.

Comme plus haut, on peut bien sûr remettre en question les chiffres de fréquentation et imaginer que le concessionnaire a su exploiter les différences de taux de change entre marché officiel et marché noir. Cependant, un autre élément doit être pris en compte : en cette même année 2012, la famille Hupin rachète au ministère du tourisme le *resort* qu'elle louait jusqu'alors. À nos yeux, ces deux opérations financières majeures doivent être pensées ensemble, l'une servant très probablement de contrepartie à l'autre dans un jeu à trois entre l'État Shan, le ministère du tourisme et Hupin. Il est par exemple possible que l'État Shan ait imposé des droits de concession importants à Hupin en échange de son intercession auprès du gouvernement central pour revoir à la baisse le prix de vente du *resort*. Nous sommes donc ici typiquement dans le cadre d'une « économie de compensation » (Stordahl, 2008), dans laquelle le gouvernement manie les concessions comme des manettes du pouvoir et des signes d'allégeance avec des acteurs privés. Celle du droit d'entrée est spécialement avantageuse : à l'inverse d'une concession forestière et minière, elle est très facile et rapide à mettre en œuvre, et ne dure qu'un an : elle représente donc une monnaie d'échange fluide, venant huiler les rouages du capitalisme de connivence.

Après ce retour d'Hupin comme concessionnaire, un certain U Aung Kyaw Naing remporte les appels d'offre pendant trois ans de suite (2013-2014, 2014-2015, 2015-2016), avant que la compagnie *Taunggyi Myo Group* ne s'impose pour l'année 2016-2017. Or, ces différents noms ne sont en réalité que des écrans, des prête-noms pour une compagnie bien connue : *Phyu Zin*. Comme tous ses prédécesseurs, le concessionnaire est d'une extrême discrétion sur le nombre réel de tickets qu'il distribue, y compris vis-à-vis de l'administration.

Quoiqu'il en soit, la position de concessionnaire est extrêmement lucrative, d'autant que *Phyu Zin* sait manœuvrer pour augmenter efficacement ses bénéfices : en avril 2013, la compagnie répond à l'appel d'offre du gouvernement shan, en formulant une offre calculée selon toute probabilité sur la base d'un ticket à 5 \$. Or, dès fin mai 2013, le ministère du tourisme décide de doubler les frais d'entrée, les faisant passer à 10 \$ à partir de novembre

2013<sup>434</sup>. En d'autres termes, pendant toute la haute saison 2013-2014, *Phyu Zin* perçoit le double des revenus escomptés.

Les années suivantes, la compagnie exploite au mieux sa position pour en tirer des bénéfices confortables, du moins sur les deux dernières années, les seules sur lesquelles nous disposons de chiffres. Il semblerait ainsi que le concessionnaire ait dégagé une marge de 400 000 à 600 000 dollars sur l'année 2015-2016, et d'au moins 380 000 dollars sur l'année 2016-2017 (tableau 5).

Année	Frais de concession (données de terrain)	Seuil de rentabilité (visiteurs)	Nombre de touristes dans le canton de Nyaungshwé	Bénéfice minimum
2015- 2016	15 000 lakhs, (1,1 million \$)	110 000	150 000 (MoHT), 170 000 selon estimations officieuses	400 000 à 600 000 \$
2016- 2017	22 222 lakhs, (1,65 million \$)	165 000	203 000 selon les statistiques du MoHT	380 000 \$

Tableau 5 : Le prélèvement des droits d'entrée à Inlé : une activité lucrative

À l'examen (périlleux) de ces statistiques, une question centrale se pose. Quel usage est fait des sommes collectées ? Officiellement, les recettes de l'*entrance fee* sont alloués à la protection de l'écosystème local et au paiement des services environnementaux (MoECA, 2013 : 74). Ce fléchage apparaît aussi ostensiblement sur le ticket d'entrée remis au touriste (cf. annexe 51). Or, après investigation apparaît une réalité bien différente.

D'après nos informations, le concessionnaire qui remportait l'appel d'offre a longtemps dû verser immédiatement à l'État Shan 30 % du montant promis, ce qui supposait d'importantes capacités financières. Puis, au cours de l'année budgétaire, il devait effectuer deux ou trois autres versements, jusqu'à concurrence du montant promis. Au-delà, il encaissait tous les excédents.

Du côté du gouvernement shan, quel usage fait-on des millions de dollars versés par le concessionnaire ? Il semblerait que jusqu'en 2011, il les ait littéralement accaparés, sans mécanisme de redistribution au lac Inlé autre que des initiatives ponctuelles. En 2011, lorsque le droit d'entrée passe de trois à cinq dollars, U Win Myint, le ministre ethnique intha, fait pression pour obtenir un système de redistribution en faveur du lac Inlé, et obtient gain de

<sup>434</sup> Source : The Traveller, 3 juin 2013 : « Entrance fee for foreign nationals visiting Inlay would be doubled in November »

cause : désormais, une moitié des revenus de concession va alimenter le budget général de l'État Shan ; l'autre va « au lac Inlé ». Cependant, ce que U Win Myint présente comme une victoire se révèle être une déception.

Il semblerait en effet que sur la moitié des revenus affectée « au lac Inlé », une partie soit affectée aux dix cantons<sup>435</sup> qui font partie du bassin versant du lac, et plus précisément aux services gouvernementaux, dont bien souvent le département de l'irrigation (*Irrigation Department*), à la réputation sévèrement entachée. L'autre partie des revenus « pour le lac Inlé » est quant à elle redirigée vers un *Inle Lake Fund*, censé financer les actions en faveur du lac.

En réalité, le principal problème de cet *Inle Lake Fund* ne semble pas être son alimentation – il était apparemment abondé à hauteur de 6 000 lakhs (445 000 dollars) en mars 2017 – mais la disponibilité effective des sommes qu'il contient. Alors que les défenseurs d'Inlé appellent de leurs vœux une gestion globale et centralisée de tout le lac, portée et coordonnée par une autorité légitime, menant des projets concrets sur tout le lac, l'*Inle Lake Fund* ne fonctionne en réalité que comme un bailleur de fonds, venant appuyer des initiatives ponctuelles, d'ampleur assez limitée, et soumis par des porteurs de projet précis, identifiés. Les fonds qu'il recèle sont donc verrouillés, cadencés, et seuls les acteurs les plus influents peuvent les débloquer ; ce qui était à l'origine conçu comme une instance de protection de l'environnement se transforme donc très vite en arène politique, soumise aux luttes d'influence, aux stratégies clientélistes et électoralistes. Ainsi, un financement de 250 lakhs pour réhabiliter le marché flottant de Ywama aurait été débloquenté par U Tun Hlaing, personnalité politique bien connue localement, à la fois *ethnic minister* intha depuis 2016 et chef du village de Ywama.

En résumé, les frais d'entrée à la région d'Inlé symbolisent bien le type de gouvernance touristique sous Thein Sein : une confiscation de la ressource touristique et une appropriation de l'espace par des *cronies* proches des élites politico-birmanes ; une gestion placée sous le signe des appels d'offres truqués, du clientélisme et du silence statistique. Tous les ans, des centaines de milliers de dollars prélevés auprès des touristes au nom du tourisme responsable

---

<sup>435</sup> Le système de répartition s'appuie sur une acception très large du lac Inlé et donc de son bassin versant, sur plus de 5 600 km<sup>2</sup> alors que nous choisissons une définition plus étroite, à 3 800 km<sup>2</sup>. De plus, sur ces dix cantons, certains ne sont inclus qu'à la marge dans le bassin versant (celui d'Ywangan ne compte que pour 31 km<sup>2</sup>, celui de Hsiseng pour 52 km<sup>2</sup> : MoECA, 2013), ce qui vient remettre en question la pertinence de cette répartition.

et de la préservation de l'environnement se sont ainsi volatilisés, accaparés par les réseaux du capitalisme de connivence shan.

Au cours du mandat Thein Sein, la question du prélèvement – et de l'utilisation subséquente – des droits d'entrée est devenue très politique, sujet de fortes revendications de la part des meneurs politiques intha, qui considèrent que leurs administrés sont dépossédés d'une ressource dont ils sont pourtant les détenteurs légitimes. Au cœur de cette revendication, on trouve le territoire : c'est bien au nom de leur autochtonie que les Intha se considèrent comme les dépositaires de la ressource touristique. La seule solution envisageable passe donc elle aussi par le territoire, et plus précisément par l'obtention d'une *Self-Administered Zone* (SAZ) ; on cite avec envie le cas des Pa-O qui, dans leur SAZ, perçoivent l'intégralité des frais d'accès aux pagodes de Kakku, et des Danu qui, dans la leur, encaissent tous les bénéfices touristiques des grottes de Pindaya<sup>436</sup>. Le politique – et donc l'ethnique, car une SAZ suppose une ethnicité lisible et reconnue – apparaît donc comme le seul moyen de se réapproprier la ressource économique.

Dans un contexte marqué par les appels d'offre truqués, les arrangements interpersonnels et l'économie de compensation, dans quelle mesure la NLD parvient-elle à reprendre en main la vente des droits d'entrée et à la soumettre aux règles de l'État de droit ? Arrivé au pouvoir le 30 mars 2016, le parti d'Aung San Suu Kyi ne peut empêcher une quatrième concession de suite à *Phyu Zin* pour l'année budgétaire 2016-2017, mais prépare un changement presque révolutionnaire pour 2017-2018.

Tout d'abord, sous la pression de U Ohn Maung et des acteurs locaux du tourisme, les termes de l'appel d'offre sont modifiés : le concessionnaire n'est plus tenu de déposer 30 % de la somme promise dans la foulée des enchères, mais doit désormais verser les recettes de la vente des tickets au jour le jour à l'État Shan, jusqu'à concurrence de la somme promise. Un tel dispositif permet donc en théorie d'ouvrir le marché à des concessionnaires plus modestes : c'est ainsi l'organisation communautaire (Community Based Organization, CBO) Inle Conservation and Development Organization (ICDO), basée à Nyaungshwé, qui remporte l'appel d'offres, pour la somme colossale de 33 000 lakhs, soit près de 2,5 millions de dollars. Vérification faite, cette organisation serait menée par un entrepreneur aisé de

---

<sup>436</sup> Source : U Win Myint, ancien ministre ethnique intha, comm. orale, 19 mars 2016 et U Tun Hlaing, nouveau ministre ethnique intha, comm. orale, 8 mai 2016.

Nyaungshwé, possédant des actifs fonciers importants, mais dont le passé n'est pas aussi trouble que celui des concessionnaires précédents.

Second point d'inflexion : cette organisation se distingue par la relative transparence de sa gestion : tous les mois, ICDO publie sur *Facebook* un tableau récapitulatif, présentant jour par jour le nombre de tickets vendus. Dans le même temps, la compagnie met pour la première fois par écrit la répartition des sommes récoltées : on apprend ainsi que 45 % sont redirigés vers le gouvernement de l'État Shan et 45 % vers un compte bancaire pour la conservation d'Inlé, tandis que 2 % sont utilisés pour des actions de promotion touristique de la région et 2 % pour alimenter un fonds qui finance les actions d'ONG locales. Enfin, les 6 % restants sont dédiés aux frais d'opération d'ICDO.

Cette apparente transparence soulève une autre question : celle de la rentabilité financière de l'opération pour le concessionnaire : ICDO se serait engagé à déboursier 33 300 lakhs, soit près de 2,5 millions de dollars, pour collecter les droits d'entrée. Le seuil de rentabilité de l'opération est donc fixé à 250 000 visiteurs ; or, d'après les chiffres même d'ICDO, seuls 200 000 tickets auraient été vendus sur l'année budgétaire 2017-2018<sup>437</sup>. Cependant – autre nouveauté de 2017-2018 – le concessionnaire ne dépend plus seulement des droits d'entrée versés par les touristes étrangers : il prélève également une taxe sur les visiteurs et commerçants birmans pénétrant à Nyaungshwé. Grâce à de tels compléments, sur un axe aujourd'hui très fréquenté, il est donc possible qu'ICDO ait pu amortir son investissement initial, même si, sur ce point, les statistiques manquent.

En mars 2018, le vent de changement qui souffle sur le système de prélèvement des droits d'entrée semble se renforcer quand un vieux projet se réalise enfin : la concession de cette mission à la « communauté intha », en l'occurrence à un groupement de 16 associations de la société civile et de 6 associations professionnelles<sup>438</sup>. Pour les porteurs de cette initiative, c'est une consécration : les Intha sont enfin maîtres de ces revenus, si importants d'un point de vue symbolique (c'est désormais eux qui contrôlent l'accès à leur territoire lacustre) et économique.

---

<sup>437</sup> Malgré la transparence ouvertement affichée par ICDO, on peut néanmoins remettre en question ces chiffres. Leur croisement avec les données du MoHT révèle en effet des écarts non négligeables, *cf.* annexe 52.

<sup>438</sup> Source : *Myanmar Times*, 9 avril 2018 : « Shan allows collection of entrance fees at Inle ». Néanmoins, il semblerait qu'*in fine*, le nombre de participants ait été de 12, et non 22. Source : Source : Ko Zaw, président de l'association des hôteliers de Nyaungshwé, comm. orale, 11 décembre 2018.



Cependant, cet espoir est de courte durée : dès septembre 2018, après 6 mois de concession, le gouvernement shan met un terme au contrat pour des raisons peu claires<sup>439</sup>, et décide de revenir au système précédent d'enchères et de paiements massifs en trois fois, et non au fil de l'eau. Le vainqueur de l'appel d'offres est la compagnie K-Kan, qui est en réalité une filiale de *Phyu Zin*. D'après les nouveaux termes du contrat, le concessionnaire s'engage à verser 27 900 lakhs (soit 2,07 millions de dollars) au gouvernement shan<sup>440</sup> : un montant complètement irréaliste étant donné la durée très courte de la concession (septembre 2018 – mars 2019) et la chute du tourisme local dans le sillage de la « crise rohingya ».

Ce dernier développement est à comprendre à plusieurs niveaux. D'une part, du point de vue des relations entre groupes sociaux de l'État Shan, l'échec des Intha à conquérir une relative autonomie économique et politique peut être interprétée comme une victoire pour le duo U Way Soe – Sao Aung Myat<sup>441</sup>, c'est-à-dire pour un axe shan – danu.

À l'échelle nationale, cette rechute peut être lue comme un signal envoyé par les anciens réseaux clientélistes liant *cronies* shan, officiels de Taunggyi et – selon toute probabilité – *Tatmadaw* : ils mettent en échec les efforts du gouvernement Aung San Suu Kyi en faveur d'un renouveau de la vie publique, d'une plus grande transparence du milieu des affaires et de lutte contre la corruption, et lui rappellent ostensiblement qui détient encore le – réel – pouvoir dans l'État Shan du Sud. En d'autres termes, dans les cabanes de planches qui servent de point de vente des tickets se joue en réalité une lutte d'influence économique, mais aussi territoriale, entre élites shan et gouvernement central birman.

### **5.3. L'accaparement de terres pour le tourisme, symptôme de la soif d'espace du capitalisme de transition**

#### **5.3.1. Questions foncières et zones hôtelières en Birmanie**

De tous les défis qui se présentent à la Birmanie post-Thaw Shwe, la question foncière est très probablement l'une des plus aigües. En résumé, depuis la première Constitution de la

---

<sup>439</sup> On évoque notamment la lourdeur d'un système impliquant de nombreux partenaires. Source : Ko Zaw, président de l'association des hôteliers de Nyaungshwé, comm. orale, 11 décembre 2018.

<sup>440</sup> Source : Frontier Myanmar, 20 décembre 2018 : « The misrule of Inle Lake » et Ko Zaw, président de l'association des hôteliers de Nyaungshwé, comm. orale, 11 décembre 2018.

<sup>441</sup> Depuis l'avènement de la NLD, Sao Aung Myat n'est plus *Chief Minister* de l'État Shan, remplacé par le Dr Linn Htut (NLD). Il reste néanmoins vice-président du parlement shan, et toujours très influent dans la région.

Birmanie indépendante, l'État est le seul et ultime propriétaire de la terre et des eaux (Hudson-Rodd et Sein Htay, 2010). Après la « Loi pour la nationalisation des terres » (*Land Nationalization Act*) votée sous U Nu en 1953, le gouvernement Ne Win fait passer en 1963 la loi sur les droits de bail (*Tenancy Law*). D'après ce texte, l'État birman, propriétaire du sol, ne fait que confier l'usage de la terre au paysan, qui n'a donc aucune capacité d'action dessus : il ne peut la léguer, la diviser, l'hypothéquer ; tenu par une politique autoritaire qui met l'accent sur l'autosuffisance nationale en riz, il est à peine libre du choix de ses cultures (Mark, 2016 : 447-448 ; GRET, 2017). Il est à noter que malgré la raideur de ce cadre, les paysans sont toujours parvenus à s'en extraire, en jouant sur le millefeuille contradictoire de lois pré-coloniales, coloniales, coutumières, et en s'appuyant sur les rapports de clientélisme et sur une certaine corruption même si, bien sûr, tout le monde n'a pas la même capacité à naviguer dans cet univers confus et brutal (Mark, 2016).

En 2012, un changement majeur se produit lorsque le gouvernement Thein Sein fait passer la « loi sur les terres agricoles » (*Farmland Law*). Si cette dernière réaffirme la propriété ultime de l'État sur les terres, il permet néanmoins la délivrance de « certificats d'usage des terres » (*Land Use Certificates*) aux paysans, qui leur permettent de revendre, louer, partager ou hypothéquer leur droit d'usage des terres. Dans le même temps, la loi renforce la possibilité pour l'État de saisir des terres. La même année, un second texte, très complémentaire, est adopté : la loi sur les terres vierges, disponibles et en jachère (*Vacant, Fallow and Virgin Land Law*). Dans le cadre de l'ouverture du pays à la mondialisation et de la libéralisation des investissements, il facilite l'acquisition par les acteurs privés de terres jugées non exploitées – statut dont la définition est évidemment très sensible – le tout avec un contrôle assez minime de la part des autorités (Mark, 2016 : 449). Malgré la rhétorique progressiste et protectrice de ces textes, les lois de 2012 marquent l'avènement d'une libéralisation sauvage :

« Nous sommes entrés dans une période d'« accaparements légaux de terres », qui sont difficilement contestables en justice. À l'heure actuelle [mars 2014], 5,2 millions d'acres [21 000 km<sup>2</sup>] de terres ont été concédés à des entreprises de l'agro-industrie, dont 3 millions d'acres [12 000 km<sup>2</sup>] depuis que le gouvernement [Thein Sein] est au pouvoir et met en œuvre ses nouvelles lois foncières »<sup>442</sup>

---

<sup>442</sup> Ces chiffres ne concernent que les surfaces agricoles, et n'incluent donc pas celles saisies pour usage militaire, industriel ou résidentiel. Source : *Myanmar Times*, 3 mars 2014 : « A political anatomy of land grabs ».

La période post-dictatoriale marque donc une véritable ruée vers le foncier, phénomène qui s'inscrit dans une dynamique bien plus globale d'« accaparement mondial des terres » (*global land grab* : Fairhead et al. 2012, in Gardner, 2012). Cet empressement est à lire selon plusieurs angles. D'un point de vue politique, rappelons que le gouvernement Thein Sein fonde sa légitimité sur le développement économique du pays, ou du moins sur ses indicateurs statistiques (Ferguson, 2014 : 300) : cette mise en valeur de l'espace à marche forcée est donc censée illustrer les succès gouvernementaux et l'avènement d'une « nouvelle Birmanie » (*ibid.* : 296). Du point de vue du capitalisme de connivence, les milieux politiques et économiques, conscients de l'avènement probable de la NLD en 2016, font feu de tout bois, dérégulant l'économie en leur faveur avant que le vent ne tourne. Enfin, plus fondamentalement, avec la transition politique de 2011, il est plus difficile pour les autorités et leurs affidés de s'appuyer sur un contrôle uniquement militaire de l'espace. La stratégie d'intégration de la marge par le biais des réseaux économiques, initiée dès les cessez-le-feu du SLORC/SPDC dans les années 1990, connaît donc une accélération.

Depuis de longues années déjà, le secteur touristique s'est construit sur les accaparements de terre<sup>443</sup> : en 1989, les autorités confisquent ainsi des terres près de la plage de Ngapali (Arakan) pour y édifier un hôtel ; en 1997, elles saisissent des emprises foncières autour de Ngwesaung (Irrawaddy) pour y installer un port de plaisance (*Myanmar Center for Responsible Business*, 2015 : 131). Le mandat Thein Sein prolonge et intensifie la tendance : dès 2012, le gouvernement birman se fixe comme objectif de créer une zone hôtelière dans chacune des 14 régions administratives du pays (et même deux dans la région de l'Irrawaddy), et projette d'en établir quatre autres en 2015 (*ibid.* : 85).

Malgré ces ambitions, le projet n'a jamais été clairement présenté et justifié par les autorités ; il manque donc cruellement d'une vision stratégique. Même dans le *Tourism Master Plan 2013-2020*, qui est censé être un cadre de référence, le terme *hotel zone* n'apparaît qu'à cinq reprises, le temps de quelques phrases très évasives mêlant des lieux communs (réponse à la demande d'hôtels aux standards internationaux, développement socio-économique, etc. ; MoHT, 2013 : 64).

---

<sup>443</sup> De ce point de vue, le cas birman est loin d'être exceptionnel : les conflits fonciers sont au cœur du développement du tourisme en Chine (Leicester, 2008), en Tanzanie (Gardner, 2012), au Mexique (Guardado, 2018), au Brésil (Loloum, 2015), etc.

De manière plus générale, il semble difficile de dissocier les projets de zones hôtelières de la rhétorique gouvernementale de *systematic development* du tourisme. Très fréquente dans les médias, les instances du tourisme et la littérature grise en la matière, le *systematic development* recouvre une signification très particulière dans le contexte birman. Ici, il ne s'agit pas d'une vraie réflexion approfondie et intégrée, prenant en compte les caractéristiques géographiques, socio-économiques d'un territoire. Il s'agit au contraire de projets pharaoniques, principalement pensés sur cartes, et qui se résument à des opérations foncières et immobilières : l'espace n'est pensé ni comme un environnement naturel avec des contraintes physiques propres, ni comme un territoire approprié, structuré par des relations sociales, des pratiques et des croyances ; il est envisagé comme un substrat neutre, une matrice vierge sur laquelle le gouvernant peut projeter sa vision. Ici, sous couvert de « développement », l'approche « systématique » renvoie donc à une prise de possession par les autorités politiques de l'espace et de la société qui l'occupe<sup>444</sup>.

Cette gestion « systématique » du tourisme rejoint une grande tendance de la mondialisation économique : l'organisation du territoire en zones économiques spéciales et en couloirs sur-spécialisés et hyper-mobiles. À cet égard, il n'y a qu'une différence de degré, et non de nature, entre la description que proposent Meehan et Plonski (2017 : 24) du port en eaux profondes de Yangshan (Chine) ou des grands hubs aéroportuaires d'une part et les zones hôtelières birmanes d'autre part : en tant que synapses stratégiques entre un territoire – plus national que local – et le Monde, ces espaces stratégiques de captation des flux et des richesses partagent les mêmes clôtures, les mêmes points d'accès bien délimités et contrôlés, les mêmes larges axes de transport, la même coupure par rapport à l'environnement immédiat, et le même mode d'organisation autour de la mobilité, de l'efficacité et – d'une certaine conception – de la sécurité.

Malgré le volontarisme de ce programme de zones hôtelières lancé en 2012, force est d'admettre que ce projet est pour l'instant un fiasco retentissant : les cinq zones hôtelières de Bagan – héritage des périmètres créés dès les années 1990 – ne remportent qu'un succès mitigé ; les trois zones hôtelières de Nay Pyi Taw sont ponctuées de chantiers à l'arrêt et

---

<sup>444</sup> Cette vision n'a rien de nouveau : c'est elle qui a poussé Ne Win à nationaliser l'économie et à créer des banques, des entreprises, et des écoles désignées par de simples numéros ; c'est elle qui a poussé Than Shwe à créer de vastes villes satellites dans la banlieue de Rangoun dans les années 1990 ; c'est encore elle qui a présidé à la conception de Nay Pyi Taw. Page blanche paroxystique de ce désir de mise en ordre de l'espace comme mise en ordre de la société, la nouvelle capitale est ainsi organisée en « zone des ministères », « zones industrielles », « zone hôtelière », etc.

d'hôtels vides. Les deux derniers projets officiellement en cours, ceux de Mandalay et d'Inlé, sont les plus controversés, et sont pour l'instant littéralement à l'arrêt<sup>445</sup>.

### **5.3.2. Le projet de zone hôtelière à Inlé : de nombreux prétextes, peu de transparence**

Les informations que nous avons pu recueillir sur la genèse du projet soulignent son caractère en réalité très banal, presque idéal-typique de la Birmanie contemporaine, mettant en scène des événements, des acteurs et des processus bien identifiés dans la littérature spécialisée (*Local Act Thailand*, 2015 ; Wai Phyo Myint, 2015 ; *Displacement Solutions*, 2015). Ce cas est tellement archétypique que l'un de nos interlocuteurs nous confie :

« Je suis désolé de devoir ainsi exposer les défauts de mon gouvernement, de mon pays à un étranger, mais j'ai le devoir de le faire. Si vous étiez birman, j'aurais à peine besoin de le faire, parce que *tout le monde se doute déjà du développement de cette histoire...* Mais vous, les étrangers, vous ne savez pas forcément. »

En 2012, dans la plus grande discrétion, le gouvernement central prend la décision de créer une zone hôtelière à Inlé, officiellement pour concentrer les infrastructures touristiques dans des lieux équipés pour les recevoir, et donc pour réduire les impacts négatifs sur le lac. Cette initiative s'inscrit dans la continuité directe de l'interdiction – théorique – de bâtir sur le lac, édictée en 2011. Le principe de ce projet est simple : le gouvernement shan se porte acquéreur de terrains auprès des populations locales et commissionne un maître d'œuvre privé pour viabiliser et allotir le site. Il vend ensuite les parcelles à des investisseurs privés, et engrange les bénéfices. Les autorités sont donc au cœur du projet, présentes du début à la fin, acheteuses, vendeuses et, *in fine*, principales bénéficiaires de l'opération. Sur le papier, l'opération paraît bien structurée, respectant scrupuleusement les règles en vigueur, et même la rhétorique de développement durable et responsable adoptée par le gouvernement Thein Sein (MIID, 2014 : 37-38). Cependant, l'analyse montre que c'est avec tout autant de minutie que ces points seront presque tous négligés, voire méprisés.

Lorsque le gouvernement shan, chargé de la mise en œuvre de ce projet, doit choisir son implantation précise, il semblerait qu'il ait considéré plusieurs sites potentiels, que ce soit

---

<sup>445</sup> Pour un résumé du projet de zone hôtelière de Mandalay, cf. annexe 53.

les larges emprises foncières du *crony pa-o* U Ne Win Tun, non loin du *Red Mountain Estate*, ou les 400 hectares de terres saisies dans les années 1990 par U Aung Ko Win et son conglomérat *Kanbawza* dans les marais au nord-ouest du lac (cf. 3.3.2.1.). Cependant, c'est bien un autre site qui est choisi : un vaste pan de colline de 622 acres (252 hectares), à l'extrémité sud-est du lac, à 18 kilomètres de Nyaungshwé, et trois de Nampan (fig. 52), avec une vue panoramique sur le sud du plan d'eau (fig. 53). Présentant une forme allongée selon une direction nord-sud, il s'étend sur le territoire de six villages : Nyaung Wun, Paya Phyu, Wet Thar Kin, Chaung Par, Kan Pe et Inn Gyin Gone. Bien qu'il n'inclue pas les habitations elles-mêmes, il affecte des étendues de rizières dans les plus basses terres ; une mosaïque de champs de maïs, de canne à sucre, ou de sésame, ainsi que des plantations de bananiers, de manguiers et de bambou sur les premières pentes ; des forêts sur les versants les plus vigoureux, exploitées pour en tirer du bois de feu revendu dans la région.

Comme toutes les terres autour du lac Inlé, le site choisi est sous le contrôle du département des forêts (*Forest Department*), et sa constructibilité sévèrement encadrée. Or, le gouvernement aurait directement fait pression pour lever les restrictions en vigueur. Interrogé à ce sujet, le directeur de ce département maintient qu'aucune zone protégée n'a été déclassée, alors même que sur la carte accrochée derrière lui, les contours des zones réglementées suivent la route Nyaungshwé – Nampan jusqu'à une ablation très nette au niveau de la zone hôtelière (cf annexe 28). Quant au directeur du Département de l'Administration Générale, il ne cache pas sa gêne au moment d'expliquer comment un tel projet a pu être lancé dans une zone protégée, avant de déclarer qu'il est mené conformément au *Land Acquisition Act* de 1894, loi coloniale bien connue des observateurs des accaparements de terre en Birmanie (*Displacement Solutions*, 2015 : 21 ; Mc Carthy, 2016 : 4).

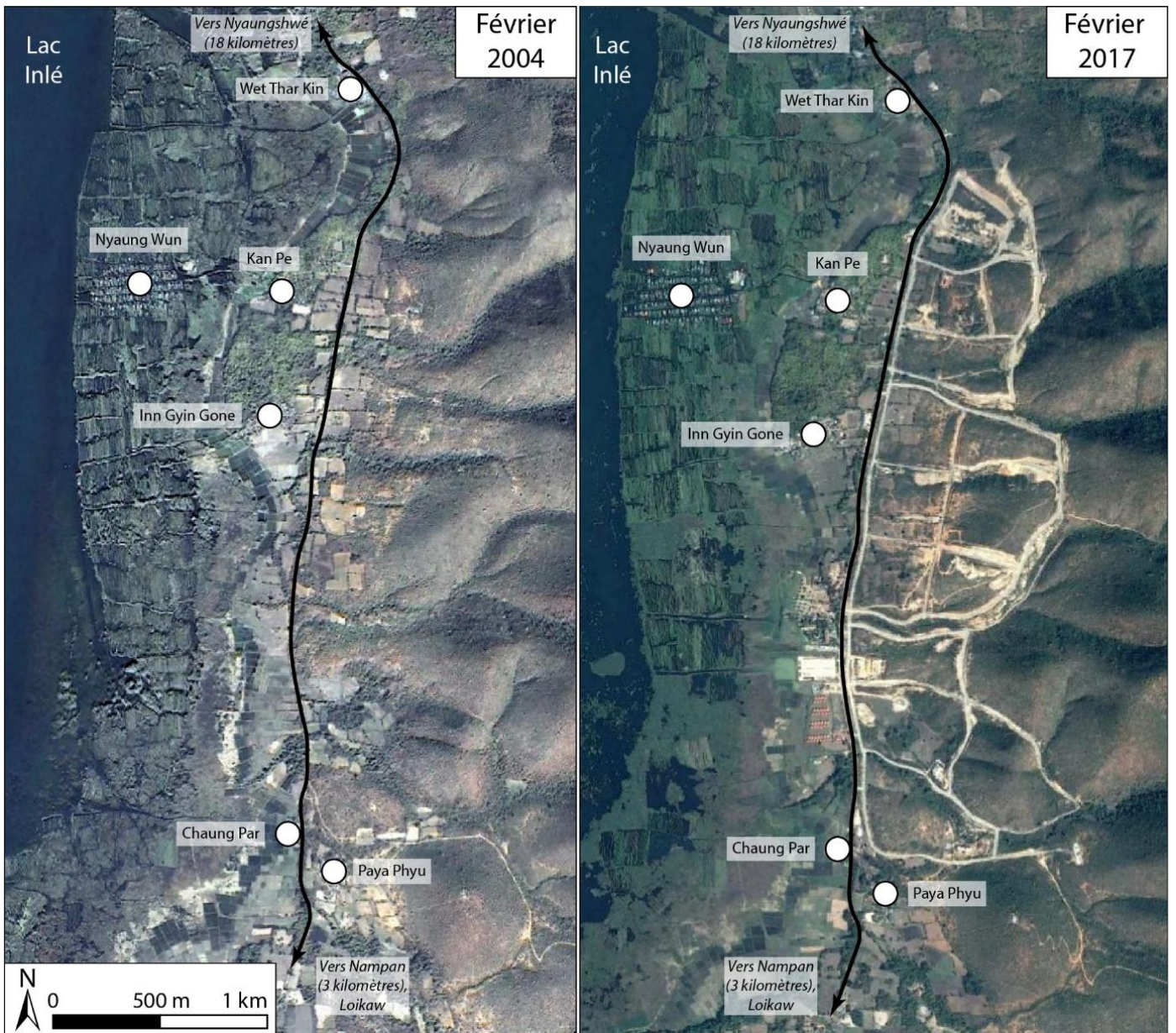


Figure 52 : La zone hôtelière, au sud d'Inlé : une emprise massive. Réalisation par nos soins d'après des images Google Earth.



*Figure 53 : Vue panoramique vers l'ouest depuis les plus hautes pentes de la zone hôtelière ; à droite, le village de Wet Thar Kin. Cliché : Martin Michalon, novembre 2016.*



Derrière le discours de promotion et de rationalisation du tourisme, derrière la rhétorique de l'intérêt public apparaissent les logiques plus prédatrices qui ont marqué le mandat Thein Sein. Le projet de zone hôtelière tombe en effet à point nommé pour le gouvernement de l'État Shan : miné par la mauvaise gestion et la corruption, il connaît en effet de graves difficultés financières. Les recettes tirées de la vente des terres pourraient donc renflouer ses caisses, du moins en théorie. Comme le note un spécialiste du secteur,

« Lorsque Sao Aung Myat est nommé *Chief Minister* de l'État Shan, il trouve les caisses vides ; ce n'est pas si inhabituel, c'est le cas dans de nombreux autres États du pays. Le gouvernement doit donc se payer sur la bête. Il profite de l'interdiction [de 2010] de bâtir sur les rives du lac Inlé pour créer cette zone hôtelière. Les revenus de la vente des lots devaient venir combler les caisses officielles du gouvernement... mais aussi alimenter son budget non officiel, sachant que ce dernier est plus important que le budget officiel ! »

De ce point de vue, le projet de zone hôtelière à Inlé apparaît comme particulièrement lucratif : sur les 622 acres (252 ha) de la zone hôtelière, 156,5 acres (63,3 ha) sont considérés comme des espaces collectifs non bâtis (trame viaire, cours d'eau) et ne sont donc pas vendus, tandis que 465,5 acres (188,4 ha) sont alloties en 87 parcelles, selon une logique de zone (annexe 54) :

- une zone A, réservée aux investisseurs de l'État Shan, proposant les lots les plus petits (1,1 ha en moyenne) et théoriquement les moins onéreux, entre 13,7 et 16,5 €/m<sup>2</sup> viabilisé, selon les sources ;

- une zone C, dédiée aux investisseurs birmanes, aux parcelles plus vastes (2,9 ha), à 15,6 à 22 €/m<sup>2</sup> ;

- une zone B, consacrée aux investisseurs internationaux, proposant les lots les plus vastes (3,2 ha en moyenne), mais également les plus chers : 17,4 à 27,5 €/m<sup>2</sup>.

À l'issue d'un rapide calcul tenant compte du prix du terrain au mètre carré et des surfaces concernées, il apparaît que le gouvernement de l'État Shan peut potentiellement dégager des revenus fonciers colossaux, situés entre 29,8 et 42,8 millions d'euros (annexe 55).

En théorie, de ces recettes doivent être déduits les coûts de l'opération, à savoir celui des dédommagements versés aux paysans qui exploitent ces terres et celui de la viabilisation des terrains par une entreprise de travaux publics. Or, à l'analyse, il apparaît que ces deux postes de dépense se situent à des niveaux absolument minimes.

### **5.3.3. Le choix du maître d'œuvre : l'évidence Phyu Zin**

Selon les termes du projet, le gouvernement shan doit choisir un maître d'oeuvre privé pour mener l'intégralité des opérations : opérations de défrichage, de terrassement, de viabilisation et d'allotissement des terres. Il est également chargé de fournir aux investisseurs des parcelles clé en main, dans un cadre soigné et verdoyant, disposant chacune d'un captage d'eau, d'un raccordement aux réseaux électrique, téléphonique et internet – voire à la fibre optique – ainsi qu'à une infrastructure de traitement des eaux usées et de gestion des déchets (MIID, 2014 : 37-38 et Wai Phyo Myint, 2015 : 9). Cependant, ici, tout le processus est marqué par les irrégularités.

D'une part, le commissionnement du maître d'œuvre n'est pas soumis à un appel d'offre public (Wai Phyo Myint, 2015 : 8), mais aux mécanismes clientélistes, et c'est donc tout naturellement la tentaculaire compagnie *Phyu Zin* qui est désignée pour cette mission. D'autre part, des interlocuteurs bien informés nous ont signalé une autre anomalie : *Phyu Zin* aurait réalisé tous les travaux d'aménagement de la zone hôtelière gratuitement. En d'autres termes, elle n'aurait pas facturé à l'État Shan les mois de terrassement colossaux qui ont marqué en profondeur la zone hôtelière, au point de littéralement couper des collines en deux (fig. 54).



Figure 54 : Phyu Zin dans la zone hôtelière : des travaux colossaux qui bouleversent le paysage. Les lampadaires sur la route donnent une idée de l'ampleur du terrassement. Cliché : Martin Michalon, décembre 2016

À première vue, une telle faveur n'est pas bien déroutante : *Phyu Zin* a en effet obtenu de nombreux marchés publics lucratifs grâce à ses liens avec le gouvernement, et ce « geste commercial » majeur peut être interprété comme un « renvoi d'ascenseur » assez classique de l'économie de compensation (Stordahl, 2008). Cependant, il apparaît également que *Phyu Zin* a elle-même offert des indemnités aux paysans pour les terres qu'ils ont perdues (cf. infra) : le maître d'œuvre sort ici assez clairement de son rôle, et empiète sur celui de l'État. En somme, non seulement *Phyu Zin* réalise des travaux pharaoniques gratuitement, mais en plus, elle s'engage à verser des compensations aux villageois.

À nos yeux, la thèse du simple renvoi d'ascenseur clientéliste s'effrite donc, au profit d'un réel partenariat d'affaires entre l'État et la compagnie : *Phyu Zin* ne serait pas un simple prestataire dans le projet, mais co-actionnaire, et toucherait une partie des revenus de l'opération. Les villageois se demandent d'ailleurs eux-mêmes qui est vraiment aux commandes du projet : pour un chef de groupement villageois, *Phyu Zin* en serait le réel instigateur et bénéficiaire, mais sous couvert de l'État Shan, qui fournirait la coercition nécessaire car « le gouvernement fait peur ». En Birmanie, les accaparements de terre ne sont donc pas l'œuvre, comme au Mexique, d'une « mafia agraire » exerçant en marge de la

légalité une violence brute pouvant entraîner mort d'homme (Guardado, 2018) ; ici la brutalité implicite – mais connue de tous – de l'État, sa « violence structurelle » (Cheesman, 2014 : 340-341), sa capacité à parer de légalité des actions frauduleuses et à agir au nom d'une loi dévoyée suffisent.

#### **5.3.4. La question des indemnisations foncières : pomme de discorde avec les autorités et facteur de fragmentation de la communauté villageoise**

La première caractéristique marquante de ce projet de zone hôtelière est le secret qui entoure ses préparatifs, et que l'on retrouve dans de multiples autres cas d'accaparements de terre (*Myanmar Center for Responsible Business*, 2015 : 133). Au cours de l'année 2012, les villageois auraient bien aperçu des géomètres parcourir le terrain, mais sans pouvoir obtenir d'information fiable sur le projet. Cinq jours avant le lancement des travaux, le chef de groupement villageois aurait bien fait état d'un projet de zone hôtelière dans la région, mais sans fournir d'information quant à sa localisation ou au cadre temporel de sa construction. Les villageois sont donc pris au dépourvu lorsqu'en octobre 2012, au petit matin, six pelleteuses et une soixantaine de travailleurs commencent à défricher les collines. L'effet de surprise est d'autant plus complet que les travaux commencent deux jours après la pleine lune de Thadingyut, c'est-à-dire au cœur de l'un des festivals religieux les plus importants. Les villageois font alors des offrandes au monastère et rendent visite à leurs proches, et ne sont donc pas en mesure de réagir de manière rapide et coordonnée face aux travaux. Pour nos interlocuteurs, le choix de cette date est tout sauf anodin.

La seconde caractéristique du projet de zone hôtelière est la violence d'État qui se déploie sur le terrain et dans la durée, alors même que la popularité touristique de la région et la forte présence d'étrangers auraient éventuellement pu inciter les autorités à la retenue. Dès le premier jour des travaux, la police intervient en nombre ; très vite, on compte sur les lieux une centaine d'hommes qui établissent un camp et dressent une clôture, marquage d'une frontière et prise de contrôle sur l'espace. Face aux protestations des villageois, la police objecte systématiquement qu'il est vain de s'opposer à la zone hôtelière car « c'est un projet d'État ». On retrouve bien ici la conception verticale d'un pouvoir autoritaire dont la parole est ordre, et dont la décision est irrévocable ; les vieux réflexes et schémas de la dictature militaire sont encore là, profondément ancrés et structurants. Si la police se retire au bout de quelques semaines, elle n'en fait pas moins des passages ostensibles pendant au moins une

année : des manifestations de force et d'intimidation qui visent à rappeler qui contrôle l'espace. De même, en juin 2013, face à un conflit qui s'enlise, la police lance un raid nocturne contre plusieurs villages. Cette opération violente, mobilisant des dizaines d'hommes au cœur de la nuit (*cf. infra*), vise à marquer les esprits, et à montrer que le gouvernement a non seulement la maîtrise de l'espace, mais aussi celle du temps.

À l'automne 2015, les autorités saisissent six acres de terre (2,4 hectares) juste en face de la zone hôtelière, au bord du lac, entre l'hôtel *Amata* et l'*Inle Garden Resort*. L'objectif est d'y construire une vaste jetée pour bateau, par laquelle les clients de la zone hôtelière pourront accéder au lac (fig. 55). Là encore, les travaux sont lancés de manière unilatérale, en-dehors de toute consultation ou information. Alors que les pelleteuses s'activent sur ces anciennes rizières, la tension monte avec les villageois, mais ces derniers sont réprimés sans ménagement par la police, sous les fenêtres des deux hôtels, et sous le regard de leur personnel et des rares clients présents. Comme le confirme un chef de village, les opposants au projet de zone hôtelière ne se sentent aucunement protégés par la touristicité de la région.

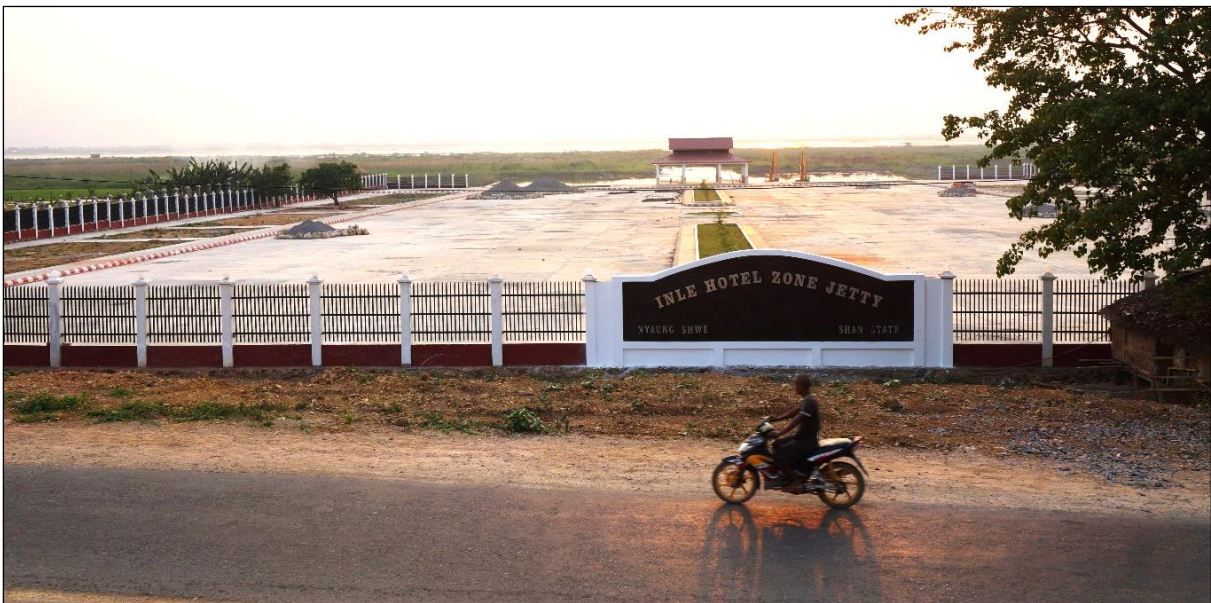


Figure 55 : La jetée pour bateaux de la zone hôtelière : une installation surdimensionnée et inutilisée.  
Cliché : Martin Michalon, avril 2016.

La troisième dimension marquante de ce projet est l'extrême réticence des autorités à indemniser les paysans affectés. Lorsque les travaux de défrichement sont lancés en octobre 2012, les autorités n'avaient visiblement même pas l'intention d'offrir de compensations aux paysans : ce n'est qu'après une semaine de troubles et de confrontation tendue que le gouvernement de l'État Shan formule des premières propositions d'indemnisations. Dans un pays où l'agriculteur n'est pas propriétaire de la terre, mais seulement un usufuitier

temporaire (cf. 5.3.1), il ne peut prétendre à de quelconque dédommagement pour les terres elles-mêmes. Tout au plus offre-t-on des compensations équivalentes à trois années de récolte. Cependant, l'intégralité du processus d'indemnisation est marquée par l'autoritarisme et la fraude à tous les niveaux, ainsi que par une stratégie sourde de division de la communauté villageoise.

Tout d'abord, une partie non négligeable de la population locale est disqualifiée d'entrée. En effet, rappelons que les foyers affectés effectuaient des cultures sur labours ou exploitaient des bosquets pour y prélever du bois de feu, à moins qu'ils ne mènent de front ces deux activités. Or, selon une logique ancienne de valorisation du labour et de l'agriculture « visible » et lisible (Scott, 2009) et une vision coloniale moraliste et hygiéniste « terres productives » *versus* « terres en friche » (Chakrabarty, 1991, in Ferguson, 2014 : 299), les surfaces de bois sont déclarées non éligibles aux indemnisations. Alors qu'environ 110 foyers sont affectés par le projet, une trentaine d'entre eux, qui n'exploitaient que du bois de feu, sont donc évincés du processus d'indemnisation.

Par ailleurs, manquement qui constitue plus la norme que l'exception (*Displacement Solutions*, 2015 : 19), les montants proposés se situent en réalité bien en-deçà des prix du marché (*Myanmar Center for Responsible Business*, 2015 : 134). Ainsi le gouvernement shan offre-t-il une compensation de 4,2 lakhs (310 €) par an et par acre de rizière, alors que les villageois estiment leurs bénéfices à huit lakhs (590 €) par acre et par récolte (sachant qu'ils en font le plus souvent deux par an).

En outre, un tel mécanisme d'indemnisation suppose de connaître les surfaces exploitées et les récoltes effectuées par les paysans. Cette opération *a priori* simple est menée par le chef de groupement villageois, un personnage clé de la politique villageoise en Birmanie, au rôle aussi central que trouble (GRET, 2017 : 247). En effet, s'il ouvre bien un registre pour que chaque foyer puisse y déclarer les surfaces cultivées, cette liste n'est ouverte que pendant une journée : toute personne qui ne peut faire sa déclaration pendant cette courte fenêtre de temps se voit *de facto* évincée du processus d'indemnisation. *In fine*, ce sont 83 familles qui débutent le long et difficile processus d'indemnisation.

Commencent alors les mesures sur le terrain ; cependant, l'arpentage des champs et le dénombrement des arbres sont d'autant plus difficiles que les travaux de défrichement ont effacé de nombreuses limites de parcelles et déraciné de multiples arbres. Quant aux jachères,

aux champs qui venaient d'être moissonnés, ou ceux qui, exceptionnellement, n'étaient pas cultivés en raison des conditions météorologiques défavorables, ils sont considérés comme des terres en friche, sur lesquelles les paysans ne pourront toucher que des indemnités minimales : une cécité très courante en Birmanie (*Myanmar People Alliance*, 2016).

Dans le même temps, des tractations ont lieu en coulisses, encore une fois par l'intermédiaire du chef de groupement villageois : certains fermiers, notamment ceux qui ne sont concernés qu'à la marge par le projet, sont incités à se ranger du côté des autorités en échange d'une surévaluation – et donc sur-indemnisation – de leur nombre d'arbres (manguiers, plants de bambou, bananiers, etc.), chiffre sur lequel il est plus facile de jouer que sur des surfaces agricoles. En échange de ce marché frauduleux mais avantageux, une dizaine de paysans s'engage donc à cautionner – au moins par leur silence – le projet. La stratégie de *divide and rule* des autorités porte donc ses fruits (*Myanmar Center for Responsible Business*, 2015 : 134), comme dans le cas de Tada Oo et pour ainsi dire partout ailleurs en Birmanie (*Displacement Solutions*, 2015 : 20).

À la fin de ce processus ponctué d'irrégularités, de négociations et de rapports de force, le gouvernement shan fait un premier bilan (annexe 56) : sur les 622 acres (252 ha) de la zone hôtelière, seuls 88,9 (36 ha) sont jugés éligibles aux indemnités. Compte tenu des surfaces cultivées pour chaque culture et du taux d'indemnisation auxquels elles donnent droit, le gouvernement fait une première proposition : la valeur de trois « années de récolte » sur ces 88,9 acres est évaluée à 4 932 lakhs (365 000 €).

Un tel montant apparaît immédiatement dérisoire si on le rapporte au nombre de familles affectées par le projet (83, soit 4 400 euros par foyer) ; au prix auquel leurs terres seront revendues aux investisseurs hôteliers (environ 100 000 euros par acre ; la vente de quatre acres de terre – soit un seul lot – suffit donc à couvrir le montant total des indemnités) ; ou aux recettes espérées du projet (29,8 à 42,8 millions d'euros ; les dédommagements aux villageois représenteraient donc 0,85 à 1,2 % de ce montant).

Malgré leur faiblesse, ces premières indemnités sont acceptées par la dizaine de foyers qui ont eu la possibilité de surévaluer discrètement leurs biens, et une quarantaine qui, sans disposer de conditions aussi favorables, n'ont eu d'autre choix que d'accepter. En effet, nos interlocuteurs sont unanimes : cette offre de compensation est présentée par les autorités comme à prendre ou à laisser, et accompagnée de menaces d'arrestation en cas de refus, mise

en demeure qui, là aussi ; est la règle en Birmanie (*Local Act Thailand*, 2015 ; Wai Phyo Myint, 2015 ; *Displacement Solutions*, 2015). *In fine*, en janvier 2013, à l'issue de ce premier cycle de « négociations », 54 foyers auraient accepté ces modestes propositions, mais sans pour autant toucher les sommes promises (*cf. infra*).

Pour les autres, s'engage alors une bataille judiciaire : d'un côté, les villageois assignent l'État en justice pour contester leur éviction ; de l'autre, les autorités poursuivent les meneurs de la contestation (*Myanmar Center for Responsible Business*, 2015 : 113). Certains rapports associatifs (*ibid.* : 134) et nos interlocuteurs sur le terrain soulignent une stratégie d'usure de la part des autorités, qui convoquent les villageois à plus de vingt reprises au tribunal de Nyaungshwé entre janvier et mars 2013. À chaque fois, cela donne lieu à une intense mobilisation : plus de cent personnes se rassemblent ainsi en février 2013 devant le tribunal en signe de solidarité à l'égard des sept meneurs poursuivis<sup>446</sup>. En avril 2013, la justice transfère le dossier au tribunal de Kalaw : une initiative interprétée comme une volonté de casser la mobilisation. À deux reprises cependant, des processions de manifestants cherchent à rallier Kalaw à pied, avant d'être stoppées par la police dès la sortie de Nyaungshwé.

Entre janvier et juillet 2013, certains opposants au projet cèdent, sous l'effet conjugué de promesses d'indemnisations revalorisées, mais aussi sous la pression de plus en plus forte de la part de certains représentants de l'autorité publique. Comme le relate un villageois,

« Quand un officiel se met en colère et te dit que tu ferais mieux d'accepter les indemnités proposées, sinon il ne pourra rien garantir quant à ton avenir... Tu réfléchis ! »

Cette rhétorique totalitaire, cette réminiscence du pouvoir de vie ou de mort des monarques et des dictateurs se prolonge dans des actions coup de poing visant à montrer que les autorités gardent la main, comme le raid nocturne de juin 2013. Dans la foulée, le gouvernement, visiblement pressé d'en finir avec cette contestation, semble faire des concessions et, en août 2013, propose des compensations revalorisées. Aux propositions initiales, il ajoute un supplément de 30 lakhs (2 220 euros) par acre. De son côté, *Phyu Zin* rajoute 50 lakhs (3 700 euros) par acre. L'intervention directe du promoteur dans le processus d'indemnisation vient encore souligner, si besoin était, la troublante confusion des genres entre le gouvernement et les *cronies*.

---

<sup>446</sup> Source : *Myanmar Times*, 25 février 2013 : « Seven charged over Inle Lake Hotel Zone protest »



Détail intéressant, ces suppléments ne sont pas présentés comme des indemnités en bonne et due forme, mais comme des *kayuna kyay*<sup>447</sup> ou « frais de compassion ». Cette expression illustre plusieurs glissements sémantiques qui sont loin d'être anodins : ces sommes ne sont pas présentées comme des indemnités légales, méritées par les villageois et rigoureusement calculées, mais comme un don, une somme forfaitaire qui échappe à tout calcul et qui ne peut donc être généralisée à d'autres causes et d'autres revendications ; on ne se situe plus dans le registre de la loi et du politique, mais dans celui du don, de la morale et de l'apolitique ; l'emphase n'est plus mise sur le fermier qui obtient enfin son dû, mais sur la puissance publique qui fait un geste noble en sa faveur.

Sur les seize derniers opposants, quatorze finissent par accepter cette offre sensiblement revalorisée ; seuls deux derniers la refusent encore : Ko Aung Kyaw Myo et Daw Khin Shwe, disposant tous deux de surfaces conséquentes de terres fertiles pour lesquelles ils estiment les compensations insuffisantes.

Alors que la sortie de crise semblait proche, une nouvelle scission brutale s'opère au sein de la communauté villageoise : voyant les revalorisations proposées à ces quatorze foyers, les 54 primo-acceptants qui s'étaient résignés à accepter de très maigres indemnités dès janvier 2013 – et qui, pour l'essentiel, ne les ont toujours pas perçues – sortent de leur silence, exigeant à leur tour un supplément. Ils signent à cet effet une pétition à l'attention du *Chief Minister* de l'État Shan<sup>448</sup> :

« Le 9 janvier 2013, 54 paysans ont accepté pacifiquement et sans aucune protestation les indemnités pour les récoltes [...]. Comme ils font simplement confiance au gouvernement pour représenter son peuple, ils ont attendu qu'on leur verse ce qui avait été officiellement convenu. Pour cette raison, ces 54 familles ont toujours rejeté les incitations des organisations et des activistes, et simplement attendu un geste du gouvernement shan jusqu'à aujourd'hui. Ils gardent une profonde confiance dans la bienveillance et l'efficacité du gouvernement. C'est pourquoi ils n'ont pas dit le moindre mot et ne se sont pas livrés à de basses actions au nom de leur inquiétude.

[Mais depuis, les autorités ont accordé des indemnités supplémentaires aux derniers opposants]

Les 54 familles ressentent avec tristesse qu'elles ont été, volontairement ou non, négligées, et que si elles avaient pris part aux différentes formes d'opposition comme les autres, elles auraient elles

---

<sup>447</sup> En birman : ကရုဏာကြေး

<sup>448</sup> La version originale de cette pétition et sa traduction anglaise peuvent être trouvées en annexe 57.

aussi obtenu de tels dédommagements. Il est désormais clair qu'au final, c'est ceux qui n'ont jamais accepté aucune indemnité, qui ont choisi l'opposition, la manifestation et la confrontation physique qui ont eu le dernier mot. Nous, les négligés, serions heureux si le gouvernement de l'État Shan avait l'amabilité de nous accorder les mêmes indemnités qu'à ceux qui ont manifesté physiquement leur opposition. »

Le contenu et la formulation de ce texte en disent long sur la fracturation de la communauté villageoise ; par ailleurs, ils illustrent la permanence de la rhétorique de la junte, tellement vivace que les plaignants ne peuvent être audibles qu'en la mobilisant, renvoyant dos à dos le dangereux activisme des opposants (volontiers décrits comme noyautés par des éléments extérieurs, ces fameuses « forces déstabilisatrices » extérieures que la junte Than Shwe rejetait avec vigueur) et l'obéissance des primo-acceptants (dignes citoyens de la « démocratie disciplinée »), portés par la confiance qu'ils ont dans un gouvernement qui a pourtant trahi ses engagements. Suite à cette pétition, le gouvernement aurait accepté de verser un dernier supplément aux primo-acceptants, bien qu'il demeure un réel flou à ce sujet.

Bien que la quasi-totalité des foyers ait désormais signé un accord d'indemnisation avec le gouvernement shan, il importe de distinguer la promesse d'une compensation et son versement effectif : lors de nos visites sur le terrain, entre l'automne 2015 et le printemps 2017, seule une minorité de villageois avaient réellement perçu leurs indemnités. En revanche, les autres restaient dans l'expectative : soit ils n'avaient encore rien reçu, soit ils n'avaient touché qu'une fraction de la somme promise<sup>449</sup>.

De son côté, le gouvernement shan multiplierait les promesses, tout en repoussant le moment de verser les sommes dues, se livrant à une véritable guerre d'usure vis-à-vis des habitants. Ainsi, cette villageoise qui cultivait 2 acres (0,8 hectare) de haricots dans la zone hôtelière a d'abord réclamé au gouvernement 200 lakhs (14 800 €) de dédommagement par acre, mais ce dernier ne lui a accordé que 50 lakhs (3 700 €) par acre. Bien qu'elle ait pris son parti d'accepter cette dévaluation, elle n'avait toujours rien perçu au moment de notre rencontre, en novembre 2016, et ce malgré les promesses régulières du gouvernement et de *Phyu Zin*. Plus de quatre ans après le début du projet, ses réserves financières étaient en train de s'épuiser, et elle nous confiait alors être prête à accepter n'importe quelle offre du gouvernement, même 10 à 12 lakhs (740 à 890 €) par acre. Il semblerait donc que les

---

<sup>449</sup> Bien souvent, cette hétérogénéité de traitement nous a été expliquée par la plus grande proximité des premiers avec les autorités ou les investisseurs, détail qui témoigne bien de la défiance entre villageois.

autorités aient tout intérêt à laisser le dossier s'enliser, car le temps joue en leur faveur. Cependant, cette stratégie est également risquée car elle attise une certaine forme de désespoir : d'après un paysan, la dégradation de leur situation pourrait bien pousser les villageois à tenter de reprendre leurs terres par la force dans un avenir proche.

La situation sur le terrain est donc figée, et à la fin de l'année 2015, le seul espoir des villageois était l'élection générale de 2015, pour laquelle ils espéraient vivement une victoire de la NLD. Pour eux, seul un changement de gouvernement et d'éthique politique pouvait dénouer leur situation, même si la réalité est toute autre (cf. 5.3.6.1.).

### **5.3.5. Ancien modèle de violence, nouvelles formes de réponse : la contestation villageoise dans un contexte post-dictatorial**

Les saisies de terres ne sont pas un phénomène nouveau au sud-est du lac Inlé : en 1998, dans la foulée de la *Visit Myanmar Year*, le gouvernement avait déjà confisqué d'importantes surfaces, aujourd'hui occupées par deux *resorts*. À l'époque, les villageois n'avaient obtenu que de minces compensations, équivalentes à trois « années de récoltes », mais personne n'avait osé s'opposer à ces saisies, par peur des représailles.

Aujourd'hui, la situation semble bien différente : si le conflit autour de la zone hôtelière montre bien, du côté des autorités, la persistance d'une gouvernance autoritaire héritée de la junte, elle met également en lumière une nouvelle attitude de la part des villageois, bien conscients que le contexte politique a changé, et bien déterminés à se saisir de ces nouvelles libertés. Le simple fait que nous ayons pu mener de nombreux entretiens auprès des villageois affectés par le projet, les attroupements autour de nous et la grande liberté de ton que nous avons pu relever sont déjà des indicateurs importants de ce nouveau climat. Comme l'explique un responsable associatif :

« [Sous Than Shwe], quand le gouvernement prenait une décision, personne n'osait s'y opposer. Désormais, les gens sont plus susceptibles de protester, d'exprimer leur désaccord. Avec ce changement de gouvernement, la parole va se libérer<sup>450</sup> ».

---

<sup>450</sup> Source : U Sai Win et U Nyi Nyi Zaw, dirigeants associatifs, comm. orale, Nyaungshwé, 4 mars 2016.

Cette nouvelle marge d'action s'incarne à travers des moments précis, à forte charge symbolique, et qui sont vécus sinon comme des victoires, du moins comme des épisodes fondateurs, des instants d'unité. Ainsi, lors du premier jour du chantier, tandis que les hommes se confrontent physiquement aux ouvriers et à la police, plusieurs femmes s'illustrent en se couchant devant les chenilles des engins de chantier. De même, lorsqu'en juin 2013, la police lance un raid nocturne, elle se heurte à une résistance inattendue de la part des villageois : ces derniers avaient en effet mis en place un système de guetteurs, donnant l'alerte en sonnant le gong. Lorsque plusieurs meneurs sont interpellés, les femmes – encore elles – encerclent les véhicules de police et menacent de les brûler si leurs proches ne sont pas libérés, ce que la police finit par faire. Aujourd'hui encore, cet épisode de résistance vis-à-vis des autorités est narré avec détail et émotion par nos interlocuteurs et apparaît comme un moment marquant de la mobilisation villageoise venant, peut-être, conjurer la stratégie de division des autorités.

Le combat judiciaire de début 2013 semble également révélateur du nouveau climat politique en Birmanie. D'une part, le simple fait que des paysans contestent en justice leur éviction représente déjà une certaine nouveauté. D'autre part, loin de faire profil bas, les villageois prolongent leur combat hors des tribunaux, jusque dans l'espace public : c'est tout le sens de leurs rassemblements devant le tribunal de Nyaungshwé et de leurs marches avec banderoles et drapeaux vers Kalaw. Cette mobilisation participe d'une aspiration plus large de la société civile, et qui se fait jour dans la Birmanie post-2011 : celle de transformer une société du *rule-by-law* à une société du *rule-of-law* (Mark, 2016 : 447).

Au-delà de ces moments d'action collective, la lutte de la population locale s'incarne également à travers des individualités marquantes, qui font figure sinon de meneurs, du moins de symboles pour le collectif. On nous parle ainsi de Ma Khin Yee, qui aurait construit une hutte de bâche à l'intérieur du périmètre pour symboliquement réoccuper l'espace et n'aurait pas hésité à se défendre au couteau face aux policiers venus la déloger. Daw Khin Shwe aurait quant à elle continué à cultiver une partie de ses rizières au sein de la zone hôtelière, attaquant physiquement les ouvriers qui venaient y déverser des déblais. Enfin, Ko Aung Kyaw Myo, villageois plus éduqué que la moyenne et ayant étudié à l'université de Taunggyi, aurait brillamment tenu tête au *Chief Minister* Sao Aung Myat lors de sa visite, suscitant l'admiration de tous. Entièrement véridiques ou enjolivées, ces anecdotes

participent de la formation d'une mythologie de la lutte, d'une histoire dans laquelle les villageois sont acteurs de leur propre destin.

Plus encore, les villageois revendiquent une emprise, un pouvoir réel sur leur espace. Ainsi, plusieurs d'entre eux, excédés d'attendre les indemnités promises, tiennent un discours très radical, liant leur sort à celui de leur territoire :

« Si nous avons des compensations, on va laisser les investisseurs construire ; sinon, c'est très simple, nous refuserons toute construction. »

Ce discours très ferme apparaît à nouveau au sujet de la jetée pour bateaux : n'ayant toujours touché aucune compensation digne de ce nom, les villageois les plus concernés promettent de passer à l'action, notamment en déversant de la terre dans le canal qui la relie au lac. À travers ces déclarations, certes parfois excessives, théâtralisées et mises en scène, à travers ces promesses de réplique systématique (détruire ce qui est édifié ; reboucher ce qui est creusé) apparaît une nouvelle réalité : la population se hausse désormais au niveau du gouvernement, ou du moins, revendique le droit de se confronter à lui. Plus largement, cette rhétorique traduit aussi un nouveau rapport, un nouvel attachement de la population au territoire, vis-à-vis duquel elle affirme une marge de décision et d'action.

Enfin, les villageois sont bien conscients que leur lutte s'inscrit dans un cadre plus large, et en rejoint d'autres en Birmanie. Ainsi, lorsque nous faisons le parallèle avec le projet minier de Letpadaung<sup>451</sup>, l'atroupement de nos interlocuteurs réagit immédiatement, soulignant les similitudes. De toute évidence, les paysans d'Inlé connaissent très bien ce conflit pourtant éloigné, preuve d'une conscience de lutte collective à l'échelle de tout le pays, largement permise par la généralisation des nouvelles technologies. Ils évoquent tout aussi vite Daw Khin Win, cette paysanne tuée par les forces de l'ordre à Letpadaung, l'appelant même *Hsa-ya-ma* Khin Win<sup>452</sup>, signe de sa notoriété et du respect qui lui est porté, comme si une martyrologie des conflits fonciers était en train de naître.

---

<sup>451</sup> La mine de cuivre de Letpadaung, dans la région de Sagaing, est exploitée par le chinois Wanbao et le consortium birman *Myanmar Economic Holdings Public Company Limited* (MEHPLC, anciennement *Union of Myanmar Economic Holding Limited*, ou UMEHL), qui appartient à la *Tatmadaw*. Les mille familles touchées par le projet s'opposent à cette entreprise, car les indemnités proposées ne sont pas suffisantes. En décembre 2014, une villageoise, Daw Khin Win, est tuée lors d'affrontements avec la police.

<sup>452</sup> *Hsa-ya-ma* (ဆရာမ) est un terme honorifique réservé aux enseignantes et, de manière plus large, aux personnalités féminines hautement respectées.

En conclusion, il semblerait que, si les autorités gardent des modes d'action encore très proches de ceux de la junte militaire, les villageois, quant à eux, ont très vite réalisé les nouvelles libertés offertes par la transition politique, et sont bien décidés à en faire usage.

### **5.3.6. Et aujourd'hui ? Le lourd bilan d'un projet à l'arrêt**

#### **5.3.6.1. Un projet fantôme, une friche désertée**

Alors que les premiers coups de pelleteuses ont été donnés à la fin de l'année 2012, que le travail de viabilisation a été achevé en 2013 et que les chantiers de construction étaient censés commencer dans l'année suivant l'acquisition des terres et se conclure cinq ans après tout au plus (sous peine d'annulation de la transaction foncière), le projet de zone hôtelière est depuis plusieurs années au point mort. Au printemps 2017, seul un hôtel, le *Sky Palace*, était en cours d'achèvement. Un autre, appartenant au consortium Chanthar Shwe Myay, était en construction, mais à un rythme très lent. Le reste de la zone hôtelière était une vaste zone de friche, alternant pentes érodées et broussailles poussiéreuses (fig. 56). Comment expliquer cette paralysie ?

L'argument le plus souvent avancé par nos interlocuteurs est le manque d'eau, un handicap évident pour des infrastructures hôtelières qui sont connues – et critiquées – pour leur importante consommation. En effet, les parcelles ont tout simplement été vendues sans point d'eau : c'est donc à l'acheteur qu'il appartient d'effectuer un captage, opération assez longue et onéreuse. Par ailleurs, les deux seuls qui se sont attelés à cette tâche témoignent de résultats décevants. Ils auraient ainsi dû forer à plus de 130 mètres de profondeur, alors même que leurs parcelles sont à un jet de pierre du lac et à basse altitude, ce qui laisse présager de difficultés encore plus importantes pour les autres propriétaires. Ces difficultés remettent donc en cause la qualité – ou l'existence – des études géologiques préliminaires : comment le gouvernement shan a-t-il pu choisir d'implanter des milliers de lits dans une zone dont l'approvisionnement en eau est des plus incertains ?

Les manquements de *Phyu Zin* à ses obligations ne se limitent pas au seul approvisionnement en eau : les seules infrastructures disponibles sont des routes traversant la broussaille (annexe 58). En revanche, rien n'est prévu pour la gestion des eaux usées, le

raccordement à internet, l'entretien des espaces verts, etc. Bien qu'ils soient théoriquement tenus d'entamer les travaux de construction dans l'année suivant l'acquisition des terres, les investisseurs refusent donc d'honorer leurs engagements tant que le gouvernement et *Phyu Zin* ne tiennent pas les leurs. Pour eux, les multiples manquements des initiateurs du projet à leurs obligations sont la preuve de la captation du projet au seul bénéfice de l'État Shan et de ses affidés. Comme le dénonce le propriétaire du *Sky Palace* :

« Le gouvernement n'a absolument rien planifié d'un point de vue technique : ils ont construit au hasard, sans penser en termes de réseaux, de raccordements, sans penser en termes opérationnels. Le gouvernement a fait preuve d'un amateurisme à peine croyable : pour eux, construire une route et amener l'électricité, ça suffit ! Pourtant, quand on voit les sommes qu'ils ont collectées en vendant les parcelles au privé, on se dit qu'ils auraient pu payer de vraies études, de bons ingénieurs ! Pour moi, tout cela montre bien que la vraie finalité de ce projet n'est pas de construire une zone hôtelière fonctionnelle et dynamique, qui puisse profiter à tous, mais plutôt de rapporter le maximum d'argent au gouvernement shan ! »



*Figure 56 : La zone hôtelière à l'abandon, vue selon un axe nord-sud. Noter l'importance des travaux de terrassement et la largeur des axes routiers. Cliché : Martin Michalon, avril 2016*



La seconde raison fréquemment avancée par nos interlocuteurs pour expliquer le blocage du projet est l'opposition de la population locale : pour eux, le conflit est loin d'être résolu, et peut connaître de violentes résurgences à tout moment. Les investisseurs attendent donc du gouvernement shan qu'il résolve définitivement le problème en offrant de justes indemnités, exigence rejetée par les autorités de Taunggyi, qui vont même jusqu'à inciter les entrepreneurs à dédommager eux-mêmes les paysans.

Au sujet de ces deux freins majeurs, nos interlocuteurs pointent du doigt la responsabilité de l'État. Alors que l'on a souvent l'image de liens cordiaux, intimes entre les *cronies* et l'État, notre rencontre avec le propriétaire du *Sky Palace* donne une toute autre perspective. Ce riche entrepreneur, qui habite à Nay Pyi Taw, possède une importante entreprise de construction, plusieurs hôtels et arpente son chantier avec un chapeau de *cow-boy* sur la tête se heurte lui aussi à l'intransigeance et au secret des autorités. Ainsi, lorsqu'il cherche à inviter une équipe de journalistes du média *Weekly Eleven* à une réunion entre le gouvernement shan et les investisseurs de la zone hôtelière, cette initiative est immédiatement bloquée. En tant que chercheur, on a donc l'expérience peu commune d'entendre un *crony* – pourtant rompu aux manœuvres frauduleuses – déclarer que

« Ce gouvernement est vraiment mauvais ; avec ce refus, je me suis vraiment senti réduit au silence, réduit à l'impuissance ! Ce gouvernement n'a aucune transparence, il ne veut rien révéler au grand jour, il ne dit rien aux médias, rien au public ! »

Dans sa lancée, il attaque ensuite l'impunité d'un gouvernement au-dessus des lois, aux méthodes autoritaires :

« Le gouvernement ne respecte pas les règles ; ils n'ont pas de règles, ils peuvent faire ce qu'ils veulent. Inutile pour moi d'engager un avocat, ces gens s'en fichent : ils ont ceci [mime une arme] ! Le gouvernement ne tient pas les lois : ils tiennent les armes. [...] Oui, j'ai peur de ce gouvernement, et je suis impatient de voir arriver le prochain au pouvoir ! »

Au-delà de ces deux premiers facteurs de blocage, respectivement technique et politique, le troisième, plus fondamental est tout simplement que la majorité des investisseurs n'a aucune intention de construire : le lot de terre qu'ils ont acheté n'est guère qu'un investissement spéculatif. Pendant l'ère Thein Sein, tous les futurs paraissent en effet possibles ; la construction de l'« utopie performative » bat son plein. En 2013, l'implantation

en Birmanie de poids-lourds de l'hôtellerie comme Accor<sup>453</sup> ou Hilton<sup>454</sup> ne fait qu'alimenter cette bulle spéculative : pour ces multinationales, l'argent n'est pas un frein, et elles s'empresseront de racheter des lots dans la zone hôtelière, pour un prix plusieurs fois supérieur au prix d'achat. C'est du moins ce que pensent les *pweza*. Or, ce calcul hâtif repose sur une méconnaissance profonde de ces acteurs économiques qui, aussi puissants soient-ils, cherchent avant tout à réaliser des investissements cohérents, rationnels, et qui peuvent garantir de réels retours sur investissement. De toute évidence, cette zone hôtelière – à moitié terminée, sans eau, au paysage ravagé, n'offrant aucune garantie solide en termes légaux et ne correspondant aucunement aux attentes des touristes – ne remplit pas ces conditions.

Parmi les investisseurs de la zone hôtelière, cette logique spéculative est très loin d'être marginale ; elle est au contraire très largement majoritaire. Comme l'indique l'un de nos interlocuteurs qui connaît bien le dossier :

« 90% des investisseurs qui ont acheté des terres dans la zone hôtelière, c'est juste pour les revendre ensuite. Être *pweza*, c'est un *business* tellement juteux ! Les gens qui achètent ici sont exactement les mêmes qui achètent des terres à Bagan, Rangoun, Mandalay. »

Le gouvernement avait pourtant pris des précautions : c'est précisément pour éviter un tel gel des terres que les investisseurs étaient tenus de commencer les chantiers dans l'année qui suivait l'acquisition. Cependant, les autorités n'ont semble-t-il jamais mis leurs menaces à exécution, notamment parce qu'elles ont elles-mêmes failli à leurs responsabilités. On peut même imaginer que les reproches adressés par les investisseurs au gouvernement soient en réalité des prétextes plus ou moins fallacieux, destinés à lui faire porter toute la responsabilité, et à se défaire de leurs obligations de construction. Dans ce contexte, la paralysie du projet n'est plus à comprendre comme une anomalie, un problème temporaire qui n'attend que d'être résolu, mais au contraire comme la réalité tout à fait ordinaire de terres en attente spéculative.

Enfin, quand bien même cette stase était surmontée par un sursaut volontariste de l'État, un quatrième frein plus proprement touristique se présente : pour tous les professionnels du tourisme, le projet est voué à l'échec. Bien sûr, l'accessibilité très

---

<sup>453</sup> Source : *Myanmar Times*, 28 mars 2016 : « Accor Hotels plans six new properties in Myanmar »

<sup>454</sup> Source : *Myanmar Times*, 7 avril 2014: «Yangon's big ticket hotel projects struggle toward the finishing line »

médiocre de la zone est un facteur important<sup>455</sup>, mais plus fondamentalement, c'est le principe même d'une zone hôtelière, regroupant près de 90 hôtels au sein d'un même périmètre grillagé et sillonné par des 2 x 2 voies, qui est critiqué. En effet, une telle vision est en opposition fondamentale avec l'image que le *marketing* touristique essaie de donner de la Birmanie, celle d'une destination émergente, intime, offrant des expériences personnalisées. Même U Tay Za, qui aurait le profil idéal pour investir dans la zone hôtelière, resterait en retrait. Comme le déclare le gérant de l'un de ses hôtels dans la région,

« *Htoo Group of Companies* n'a aucun projet d'investissement dans cette zone hôtelière. Pour l'instant, il ne serait pas raisonnable de s'y impliquer. »

Plus révélateur encore : un haut fonctionnaire du ministère du tourisme sous le mandat Thein Sein nous confie que ce projet est un non-sens d'un point de vue touristique. Interrogé de plus près sur l'implication du MoHT dans ce projet, il décline – trop ? – ostensiblement toute responsabilité :

« Tous les ordres venaient d'en haut, mais aussi du *Chief Minister*. Nous, au MoHT, on n'avait aucune prise sur le projet, c'est une initiative complètement extérieure au MoHT. »

Cette déclaration révèle donc le rôle fondamental du *Chief Minister*, sorte de monarque en son État, disposant de son propre pouvoir et de son propre réseau clientéliste, et qui peut court-circuiter les ministres – les plus faibles – du gouvernement central.

En conclusion, ces quatre facteurs de blocage se cumulent, s'entrecroisent, sont inextricablement noués. Le *Tourism Master Plan 2013-2020* préconisait bien de revoir en profondeur les projets de zones hôtelières à travers le pays, mais il est évident qu'il n'en fut rien : ce projet est littéralement une boîte noire qui n'autorise aucune analyse rationnelle et encore moins une quelconque inflexion.

### **5.3.6.2. Une communauté villageoise précarisée et parcourue par les divisions**

Une première lecture de ce conflit pourrait laisser penser qu'il a eu une « productivité sociale et territoriale » (Melé (dir.), 2013) : une opposition collective, des épisodes fondateurs, des personnalités marquantes, des moments d'union intense, l'émergence d'un

---

<sup>455</sup> On se situe à trente minutes de voiture de Nyaungshwé, et à plus d'une heure quinze de l'aérodrome d'Heho. En bateau, il faut compter environ 45 minutes depuis Nyaungshwé.

sentiment de propriété vis-à-vis de l'espace, etc. Le bras de fer construirait-il localement quelque chose de nouveau et, *in fine*, positif ? En réalité, au-delà de quelques anecdotes et de quelques coups d'éclat, le constat est bien plus sombre, entre division et précarisation des populations locales.

Tout d'abord, si nous sommes bien conscient que « la communauté villageoise » n'a jamais constitué un tout cohérent, homogène et harmonieux, il est néanmoins très clair que le projet de zone hôtelière a aggravé les tensions et les cassures. La première faille, horizontale, se dessine au sein même de la communauté : depuis le début, le projet divise, clive les fermiers, entre ceux qui sont éligibles aux compensations et les autres ; entre ceux qui peuvent tricher dans leurs déclarations et les autres ; entre les primo-acceptants et ceux qui résistent ; entre ceux qui ont fini par obtenir le versement d'une indemnité et ceux qui attendent encore, etc. Malgré les récits enthousiastes d'épisodes de lutte commune et d'union, il est difficile d'imaginer que de telles coupures soient sans conséquence, *a fortiori* au sein d'une population très précarisée (*cf. infra*).

Quant à la seconde fracture, verticale, elle oppose la population et le chef du groupement villageois local, intermédiaire entre les paysans et les autorités, entre le légal et le semi-légal, et qui apparaît souvent comme la « clé de voûte des processus d'exclusion » (GRET, 2017 : 247). Ici, c'est le chef du groupement villageois de Tha Le Oo – élu par les chefs des 25 villages des environs – qui remplit cette fonction de pivot entre l'État Shan, *Phyu Zin* et les villageois. Certains paysans n'auraient même jamais rencontré physiquement les autorités : toutes les tractations, toutes les offres et protestations se faisaient à travers ce personnage. Lors de notre entretien avec lui, il témoigne de son soutien actif à un projet qui aurait permis une amélioration de la qualité de vie locale. Il ne semble d'ailleurs pas pris dans un douloureux dilemme d'allégeance ; entre les villageois et les autorités, il est conscient de sa place :

« Je dois faire face à la pression et à la déception des habitants. Mais il faut bien garder en tête que ma mission première est de servir le gouvernement et de transmettre ses instructions... pas de défendre les villageois ! Je sens bien leur hostilité à mon égard, ils pensent que je devrais les protéger, résoudre le problème... Mais je n'ai aucun contrôle. »

L'hostilité dont il témoigne est bien réelle : les villageois lui reprochent de ne pas avoir pris fait et cause pour eux, et pointent du doigt son rôle dans le calcul des indemnités, la

survalorisation de certaines surfaces, etc. Il aurait également tiré d'importants profits personnels dans l'opération : ses pressions sur les paysans pour qu'ils acceptent de vendre leurs terres auraient été récompensées par une commission à l'acre, versée par *Phyu Zin*. Il est donc courtier en terres, agent local – et rémunéré – de persuasion auprès de la population.

La défiance des villageois à l'égard de chef de groupement villageois se traduit dans les urnes : lors des élections villageoises de 2013, il est battu au profit de son adjoint, ce qui démontre à quel point la micro-politique locale est cadencée par des réseaux de pouvoir très vivaces (GRET, 2017 : 247). Si nos interlocuteurs ont été plus mesurés dans leurs reproches à l'égard de ce dernier, il paraît néanmoins s'inscrire plus dans la continuité de son prédécesseur qu'en rupture : c'est lui aussi un notable local, possédant de vastes surfaces de rizières, habitant une maison cossue, et apportant un soutien bien tiède à ses administrés, les accusant de surestimer leurs possessions pour toucher plus d'indemnités et d'utiliser l'opposition au projet de zone hôtelière comme un « business », « un moyen facile de gagner beaucoup d'argent ». Certes, nous avons montré que les villageois n'étaient pas dépourvus de toute initiative, qu'ils n'étaient pas totalement démunis face à l'État. Cependant, de telles déclarations, qui reflètent volontiers la méfiance et le paternalisme des classes dominantes à l'encontre d'une classe populaire qui revendique son droit à la parole, semblent peu justifiées : loin de « gagner beaucoup d'argent », les villageois ont vu leur niveau de vie très sévèrement touché par le projet de zone hôtelière.

En effet, le second impact majeur du projet de zone hôtelière est socio-économique. Alors que de manière générale, les autorités mettent en avant les retombées positives des projets de zone hôtelière pour les populations locales (dans la zone hôtelière de Tada-Oo, près de Mandalay, les villageois sont ainsi – officiellement – coactionnaires du projet), rien de tel à Inlé : le projet ne leur offre ni intéressement au projet, ni incitation à s'y impliquer, par exemple sous la forme d'emplacements pour des boutiques de souvenirs ou d'espaces de restauration. Dès sa conception, le projet est pensé comme déconnecté du territoire et de sa population.

En perdant leur terre dans la zone hôtelière, les paysans perdent tout simplement l'accès au foncier : alors qu'un acre de terre rizicole coûtait encore 5 ou 6 lakhs (370 à 440 €) il y a une quinzaine d'années et 80 vers 2010, il en vaut désormais 300 à 800 (22 200 à 59 260 €). Avec leurs faibles indemnités, les paysans ne peuvent donc envisager d'acquérir de nouveaux champs, d'autant que le foncier est désormais totalement saturé dans la région.

Le projet a marqué un basculement très net au sein de la population : le passage d'agriculteur exploitant à employé journalier – localement appelé *coolie* – ; d'une certaine forme de propriété au salariat ; de la maîtrise à la précarité. Avec son modeste salaire de 5000 à 6000 Kyats par jour pour les hommes et de 3000 Kyats pour les femmes, le *coolie* est le symbole même du travailleur vulnérable, dépendant de la demande (il ne peut guère travailler plus de quinze jours par mois) et de ses relations avec les employeurs de la région, qui se traduisent par le renforcement des relations de clientélisme et de dépendance.

Ce déclassement serait massif : à Inn Gyin Gone, il concernerait 90 % de la population locale, y compris les familles les plus aisées. Ainsi, telle famille possédait de grandes surfaces fertiles, pouvait dégager entre 50 et 70 lakhs (3 700 à 5 185 euros) de revenus agricoles par an, et était auto-suffisante en riz. Aujourd'hui, elle doit acheter son riz avec les modestes revenus tirés de quelques pieds de maïs, de la coupe de bois de feu, d'un salariat occasionnel et d'une décapitalisation accélérée de son or. Les foyers les plus précaires ressentent encore plus durement ce changement, que ce soit ce paysan désormais gardien de nuit dans l'hôtel *Amata* tout proche, et dont le fils aîné a dû abandonner sa scolarité pour travailler comme *bellboy* dans ce même hôtel ; ou encore ce villageois qui travaille désormais comme *coolie* dans les champs et les chantiers de construction voisins, et qui dépend très largement des remises envoyées par son frère en Birmanie Centrale.

*In fine*, seule une frange très étroite de familles semble avoir pu – ou su – tirer leur épingle du jeu : sur la dizaine de familles qui a bénéficié d'indemnités raisonnables, environ cinq les auraient réinvesties dans une voiture ; environ cinq dans de petits *hostels* dans la région, et une dernière dans une parcelle de terre sur la route de Taunggyi. Cependant, ces cas très ponctuels donnent plus à voir les inégalités de traitement, les rapports clientélistes et les tensions larvées dans la communauté que de réels bienfaits du projet de zone hôtelière.

Aujourd'hui, quelles sont les voies de sortie possibles ? On l'a vu, tout mouvement vers l'avant nous semble exclu, du moins à moyen terme. Quant à un retrait du projet, une annulation de la zone hôtelière, cela est tout aussi impensable. En effet, cela supposerait de rembourser les acheteurs des lots, à hauteur de plusieurs millions de dollars. Or, comme le font remarquer plusieurs de nos informateurs, les fonds perçus lors de la vente des terres se sont volatilisés depuis longtemps des caisses de l'État Shan. Ce n'est donc pas le gouvernement qui peut prendre l'initiative de renoncer au projet, mais les investisseurs, qui vont très probablement devoir se résoudre à perdre leur mise de fond initiale : un revers

économique certes douloureux, mais qui fait partie de l'activité de *pweza*, faite de risques et de paris, parfois perdants.

Après des années de conflits et de promesses non tenues de la part de l'USDP, les villageois et même les investisseurs de la zone hôtelière espéraient que l'avènement de la NLD pourrait permettre une sortie de crise. Les attentes étaient d'autant plus importantes que les candidats NLD à la législature s'étaient précisément emparés de la question au cours de la campagne électorale. Or, comme le note un chef de village, à peine le scrutin terminé, ce problème a totalement disparu de l'agenda politique de la NLD ; le nouveau gouvernement – y compris U Ohn Maung – fait preuve d'un silence des plus pesants. Cela démontre assez clairement l'impuissance du gouvernement élu face à des questions qui le dépassent complètement.

#### **5.4. Conclusion**

L'analyse du tourisme que nous avons proposée au cours de ce chapitre montre bien que loin d'évoluer à bonne distance des heurts de la politique birmane, loin d'être étanche aux autoritarismes successifs, le tourisme est, comme toute ressource économique en Birmanie, intégré dans des stratégies clientélistes et sujet à des coups de force autoritaires. Au-delà de l'apparente légèreté des vacances, du sourire des Birmans et de l'éclat des pagodes, il n'est pas un « doux commerce » : il est engrainé dans des mécanismes de gouvernance brutaux, sert très directement des stratégies prédatrices et participe de l'appropriation quasi-coloniale de la périphérie shan par le centre birman.

Tout d'abord, l'activité touristique en elle-même, par ses besoins et ses caractéristiques intrinsèques, a permis à l'État central birman d'affirmer son contrôle sur les collines shan. Cela passe tout d'abord par le développement d'infrastructures de transport, qui combattent les frictions du terrain qui font la marge (Scott, 2009) et réduisent la distance spatiale comme symbolique avec le centre, tout en distribuant les rôles – hiérarchisés – entre « le centre qui développe » et « la périphérie qui se fait développer ». En parallèle, l'État se positionne comme détenteur et régulateur de la ressource touristique à travers deux mécanismes fortement territorialisants : la délivrance de licences et la taxation. Cependant, des brèches sont visibles dans ce dispositif, permettant aux affidés de l'État de se ménager un accès exclusif à la ressource. En réalité, ces fraudes ne sont pas forcément un signe de faiblesse de

l'État, mais au contraire un moyen parallèle de renforcer son emprise. En d'autres termes, ces règles élastiques – ce jeu complexe et fluide entre « réguler » et « dé-réguler » – permettent à l'État de prendre possession de la périphérie. Dans le même temps, l'observateur attentif peut distinguer un jeu plus souterrain sur la règle, émanant des acteurs plus modestes du secteur touristique, et présenté par ces derniers comme une forme de résistance passive face à un État prédateur et illégitime. Enfin, le tourisme en lui-même, comme rencontre entre deux altérités, représente un puissant moteur d'« ordonnancement du monde » (Franklin, 2008). En effet, la mise en tourisme d'un espace et d'une société est une injonction à cartographier, baliser et lisibiliser l'espace ; à mettre en récit et à simplifier un paysage social complexe en une miniature esthétisée et dépolitisée (Varutti, 2011) ; à réguler les comportements et les manières de se (re)présenter : un faisceau de dynamiques discrètes, mais qui sont autant de gestes de prise de pouvoir de la part des dominants sur l'espace et la société.

Nous avons ensuite analysé comment les acteurs et les réseaux du capitalisme de connivence se sont emparés de l'industrie touristique pour intégrer la périphérie shan aux réseaux de pouvoir et d'allégeance du centre birman. En effet, à partir des années 1990, avec la progressive stabilisation militaire de l'État Shan du Sud, l'intégration de cette région ne passe plus seulement par les offensives de la *Tatmadaw* et les camps militaires, mais aussi par son appropriation économique par des acteurs affidés au régime, qui l'intègrent à l'espace productif et aux réseaux politiques et clientélistes birmans. Le secteur hôtelier est tout à fait révélateur de cette dynamique, selon des modalités qui varient dans le temps comme dans l'espace. En effet, dans la ville de Nyaungshwé, les entrepreneurs intha ont d'abord fait figure de pionniers dans les années 1990, vite rejoints par les *cronies* de Taunggyi ; depuis 2011, ces deux groupes d'acteurs voient leur part relative s'effriter, au profit d'entrepreneurs du *Bamar Pyi*, dont une part significative ne présente pas d'accointance évidente avec les élites politico-militaires. Cette relative normalisation de l'économie touristique peut montrer que le régime Thein Sein a levé certaines barrières économiques et ouvert son pré carré à de nouveaux entrepreneurs. Elle peut également être interprétée comme une forme d'aboutissement du capitalisme de connivence : forts de leur envergure financière et de leurs appuis en haut lieu, les *cronies* sont les fers de lance du capitalisme dans la périphérie ; ils font naître un secteur économique, construisent une offre, suscitent une demande, structurent une industrie, des réseaux d'acteurs et de main-d'œuvre. En d'autres termes, ces « courtiers d'État » (Meehan et Plonski, 2017) ordonnent la périphérie, la mettent au pli du capitalisme



contemporain, ouvrant de fait la voie aux investisseurs ordinaires qui, à leur tour et à leur manière, prolongent l'intégration économique de la périphérie au territoire national.

Autour du lac Inlé, la mosaïque d'acteurs est bien moins nuancée : la ressource – et l'espace – sont monopolisés par des entrepreneurs qui entretiennent tous des liens avec la *Tatmadaw*, selon un *continuum* allant de la fidélité inconditionnelle à l'accommodement inconfortable mais nécessaire. On observe ici une confiscation de la ressource touristique et une appropriation territoriale au profit de puissants acteurs extérieurs. Nous prolongeons ensuite notre étude du secteur hôtelier par une analyse des styles architecturaux qu'il expose : certains, entre adoption des codes palatiaux birmans et copie d'un « style Nay Pyi Taw », sont à comprendre comme des bornes, très visibles et reconnaissables, de l'influence birmane dans la périphérie shan, et donc comme une prise de pouvoir symbolique sur l'espace ; d'autres, copiant un *international design* volontairement générique, intègrent, voire dissolvent le local dans le global.

Enfin, notre enquête sur la perception du droit d'entrée à la région d'Inlé – prérogative symbolique s'il en est – montre qu'elle est depuis près de trente ans monopolisée par les *cronies* régionaux et le gouvernement shan. Le manque de lisibilité évident du système d'enchères et de l'utilisation des fonds collectés ainsi que la rationalité économique parfois douteuse de ce système laissent penser que la ressource touristique joue un rôle important dans le fonctionnement des réseaux clientélistes régionaux : elle est promise en contrepartie, offerte en signe de reconnaissance, retirée lorsque les allégeances se recomposent. Immatérielle, rapide à accorder et à reprendre, très fluide, la concession du droit d'entrée vient donc huiler efficacement les rouages du capitalisme de connivence dans l'État Shan du Sud. Les difficultés des acteurs locaux et même du gouvernement Aung San Suu Kyi à reprendre durablement le contrôle de cette ressource montrent bien la pesanteur des héritages de la junte et l'ampleur des défis qui attendent la Birmanie démocratique.

Nous refermons ce chapitre en montrant comment le décollage du tourisme et « l'utopie performative » qui le sous-tend ont justifié des accaparements de terre massifs, tout à fait emblématiques de la « nouvelle Birmanie » de Thein Sein (Ferguson, 2014) : manque d'information préalable, violence d'État, fraude, procédures d'indemnisation interminables, stratégie de *divide and rule*, spéculation, etc. Il est à noter que la mise en tourisme de la zone hôtelière ne semble jamais avoir été envisagée sérieusement : l'État Shan et *Phyu Zin* ne se sont jamais donné les moyens de créer les conditions nécessaires au bon fonctionnement du

projet, tandis que les investisseurs-spéculateurs se sont bien gardés de concrétiser leur engagement par l'ouverture effective d'établissements hôteliers. Il est donc évident que le tourisme n'a guère servi que de prétexte pour s'approprier la ressource foncière, dégager de substantiels bénéfices ou blanchir de l'argent mal acquis. Si ce projet révèle la persistance d'une gouvernance autoritaire, de logiques prédatrices et du capitalisme de connivence, il montre également comment les populations affectées s'emparent des promesses de la démocratisation, à travers de nouveaux modes de mobilisation, de revendication, et une volonté affirmée de se réapproprier le territoire.

Les trois temps forts de ce chapitre déclinent deux thèmes transversaux qu'il nous semble important de souligner. D'une part, malgré la rhétorique de textes cadre comme le *Tourism Master Plan* en faveur d'un développement durable et responsable, la ressource touristique fait l'objet d'une exploitation qui n'est pas sans rappeler celle du jade, du rubis ou du teck : une exploitation prédatrice et à courte vue, entièrement guidée par la maximisation des bénéfices, les intérêts personnels et clientélistes, se déployant hors de tout contrôle réel et jusqu'à une forme touristique de « tragédie des communs » (Hardin, 1968 ; Thompson-Carr, 2016). Dans son sillage, ce « tourisme minier » laisse une économie, une société et des paysages sévèrement endommagés.

D'autre part, si le rôle des autorités centrales birmanes est très visible à travers l'intervention de hauts gradés de la *Tatmadaw* et de personnalités marquantes du capitalisme de connivence comme U Tay Za, il nous semble également primordial de souligner l'importance croissante des acteurs régionaux, au premier rang desquels le gouvernement shan, les *cronies* de Taunggyi ou encore l'omniprésente compagnie *Phyu Zin*, qui renforcent leur emprise politico-économique depuis 2011. À nos yeux, cette dynamique va de pair avec l'avènement d'un nouveau système politique, officiellement et ostensiblement fédéral. Alors qu'il est censé limiter la confiscation des ressources et des richesses par le gouvernement central et permettre leur meilleure redistribution à l'échelon local, nos recherches rejoignent le constat dressé par Crook et Manor (1998, in Khin Zaw Win, 2010) : la décentralisation tend plutôt à renforcer les schémas politiques existants. Sous le mandat Thein Sein, le fédéralisme et la décentralisation se traduisent plutôt par le renforcement des baronnies locales, l'émiettement de la corruption et la fractalisation des réseaux clientélistes. C'est également le symptôme d'un fédéralisme incomplet, qui n'accorde que bien peu de moyens

financiers aux régions et aux États fédérés, et forcent ces derniers à en obtenir par captation prédatrice des ressources locales.

## **Chap. 6 : Mondialisation de l'économie touristique et mécanismes d'exclusion**

Dans les chapitres 4 et 5, nous avons démontré comment le tourisme avait participé de l'intégration de la région du lac Inlé dans le territoire national, que ce soit par les réseaux de complémentarités fonctionnelles ou par les mécanismes plus brutaux du capitalisme de connivence. Or, une analyse plus poussée montre que cette intégration de la marge à l'échelle régionale et nationale ne fait que recréer de la marginalité à l'échelle locale et micro-locale. Le lien entre développement touristique et mécanismes d'exclusion n'est pas nouveau : il est l'un des piliers de la littérature scientifique sur le tourisme. N. Raymond (2004) a ainsi démontré efficacement comment le tourisme était au cœur des logiques d'exclusion sociales et raciales en Amérique du Sud. C.F. McKhann (2001) a de son côté analysé comment la mise en tourisme du Lijiang (Chine) s'est appuyée sur l'intervention d'acteurs extérieurs, comment les flux du tourisme domestique de masse ont recomposé la vie locale, au point qu'« éccœurés du regard inquisiteur du touriste, plusieurs anciens résidents ont fui vers les banlieues ». En 2003, P. Teo met en évidence les mécanismes de dualisation de l'espace et de ségrégation socio-spatiale qui sont au cœur du développement touristique de Georgetown (Malaisie). Dernier exemple éloquent, qui apporte un éclairage bienvenu à notre lecture du tourisme à Nyaungshwé : M. Gibert et E. Peyvel (2018) offrent un décryptage fin du quartier « routard » de PhạmNgũ Lão, à Ho Chi Minh Ville (Vietnam) et de ses dynamiques, et montrent bien comment la maîtrise différenciée des codes du tourisme mondialisé se lit dans l'espace, participant du succès des uns et de la marginalisation des autres. Au-delà de ces très nombreux cas d'études, nous cherchons ici à mettre en évidence les spécificités locales de ces mécanismes à Inlé et à les relier au contexte si particulier de la Birmanie en transition.

Nous divisons ici notre étude en deux parties. La première, qui se concentre sur les acteurs touristiques selon une logique économique, met en évidence la transformation très rapide du secteur, la hausse marquée de la concurrence, les difficultés des pionniers intha à s'adapter et l'érosion de leur position, au profit d'acteurs extérieurs qui savent mieux jouer des échelles et des codes du tourisme mondialisé. La seconde, organisée autour d'une lecture socio-spatiale de l'urbanisation de Nyaungshwé, met en évidence la dualisation du tissu urbain, entre un centre-ville investi par le tourisme et les investisseurs étrangers à la région, et une périphérie confuse, espace de repli pour des populations locales marginalisées.

## 6.1. Mondialisation touristique, maîtrise différenciée des échelles et marginalisation des pionniers locaux

Les années 1996-2007 ont constitué une période de relative prospérité pour les pionniers de l'hôtellerie à Inlé : en 1996, la hausse de la fréquentation – réelle ou anticipée – due à la *Visit Myanmar Year*, combinée à une offre hôtelière encore modeste ont établi des prix assez élevés qui, à quelques exceptions près, ne font qu'augmenter au cours de la décennie 2000 (tableau 6).

	<i>Lonely Planet</i> , 1996	<i>Lonely Planet</i> , 2000	<i>Lonely Planet</i> , 2011	<i>Lonely Planet</i> , 2014
Hôtels entrée de gamme à NS	10 à 17,5 \$	6,4 à 12,5 \$	9,5 à 19,4 \$	22,7 à 45,2 \$
Hôtels milieu de gamme à NS	-	25,3 à 36 \$	29 à 46,7 \$	60 à 75 \$
Hôtels haut de gamme à NS	27 à 48 \$	30,5 à 60 \$	68 à 130 \$	150 à 210 \$
<i>Resorts</i> autour du lac	24 \$	29,5 à 47 \$	73,3 à 116,7	196,7 à 270,5 \$

Tableau 6 : Construction touristique et inflation des tarifs hôteliers à Nyaungshwé (NS) et sur le lac Inlé.

Pour les hôteliers, le tourisme représente une aubaine : non seulement les prix pratiqués sont élevés comparé au coût de la vie à l'époque, mais ils sont de surcroît payés en dollars. Or, bien que leur taux de change ait été officiellement fixé autour de 6 Kyats pour un dollar tout au long des années 1990-2000, il était vertigineusement plus élevé sur le marché noir : 150 Kyats par dollar en 1996 (Mya Maung, 1998 : 77) et 1 240 en 2006 (Turnell, 2007 : 177). Très concrètement, selon un hôtelier, un simple dollar suffisait à payer le petit déjeuner pour tous les clients de son établissement dans les années 2000<sup>456</sup>. Sachant que son hôtel de 20 chambres pouvait accueillir 40 clients à 5 \$ chacun (Petit Futé, 2000 : 161), on peut imaginer les bénéfices dégagés.

Cette prospérité pousse également de nombreux propriétaires à lancer des travaux d'extension de leur propriété, qu'ils en aient un réel besoin ou pas : le fossé entre revenus en dollars d'une part et coût symbolique de la main d'œuvre et des matériaux d'autre part est en effet trop favorable pour être négligé. C'est ainsi que l'hôtel *Remember* passe de 20 à 56 chambres ; *Hupin* de 36 à 76 ; *Joy* de 10 à 17, etc. Sur le lac, le *resort Shwe Hintha* croît quant à lui de 4 à 38 bungalows en quelques années ; le *Golden Island Cottage 1* de 20 à 40

<sup>456</sup> Source : Ko Zarni Myint, propriétaire d'hôtel, comm. orale, 4 novembre 2016.

et le *Paramount* de 14 à 28<sup>457</sup>. De telles extensions quelque peu impulsives, sur des terrains qui ne s'y prêtent pas forcément, et juxtaposant des styles architecturaux parfois discordants produisent des résultats parfois discutables ; cela fera une différence quelques années plus tard.

Enfin, certains hôteliers profitent de cette période de relative abondance pour acheter des bateaux de transport de passagers, investir dans le foncier ou encore dans l'éducation de leurs enfants, qui fréquentent tous l'université à Taunggyi, à Rangoun, voire à l'étranger. Le propriétaire de l'hôtel *Joy* envoie ainsi l'une de ses filles suivre des études à Singapour, et une autre à Hong Kong<sup>458</sup>. Même le personnel hôtelier de base peut dans une certaine mesure tirer profit de l'essor du tourisme. Ainsi, en 1996, une femme de ménage gagne un salaire mensuel de 3000 Kyats, qui lui permet notamment de faire des études à Taunggyi, où une chambre d'étudiant coûte 300 Kyats par mois. Un mois de salaire à l'hôtel lui permet donc de couvrir un an de loyer<sup>459</sup>.

Après la croissance heurtée des années 2000, la transition démocratique, l'explosion du tourisme et la saturation touristique à Inlé dans les années 2012-2013 marquent une nouvelle phase. Les hôtels étant complets tous les soirs pendant les six mois de haute saison, les prix doublent littéralement, atteignant des niveaux que certains professionnels du secteur – et notamment les expatriés – trouvent déraisonnables : les chambres qui se louaient 10-20 \$ en 2011 valent 23-45 \$ en 2014 ; les bungalows de *resorts* qui coûtaient 73-117 \$ en 2011 en valent désormais 200 à 270.

Ces quelques années marquent une véritable apogée pour le tourisme à Inlé, mais les hôteliers ne semblent pas en tirer profit pour préparer l'avenir : en l'absence de vision stratégique et comptable, ils utilisent les recettes hôtelières pour investir dans le foncier ou dans une automobile, couvrir des frais de santé, organiser des cérémonies religieuses, faire des voyages ou payer les études des enfants, mais les réinvestissent rarement de manière significative dans leur outil de travail<sup>460</sup>. Or, si les clients peuvent accepter de payer 30 dollars une chambre médiocre pour visiter une « dernière frontière » encore vierge, la désillusion est grande lorsqu'ils découvrent une destination parcourue par les flux du tourisme de masse.

---

<sup>457</sup> Source : entretiens avec les gérants respectifs de ces hôtels.

<sup>458</sup> Source : Ei Ei Khine, gérante d'hôtel, comm. orale, Nyaungshwé, 1<sup>er</sup> décembre 2016.

<sup>459</sup> Source : idem

<sup>460</sup> Par ailleurs, il est possible que certains hôteliers aient dû décapitaliser ou souscrire des emprunts pour surmonter la crise de 2007-2008, et l'abondance de 2013-2014 viendrait juste compenser ces pertes.

Dans une petite ville où les gérants ne fixent pas leurs tarifs par analyse rationnelle du marché mais par alignement simple sur leurs concurrents, les prix tardent à se réajuster, comme si, par effet cliquet, il était plus difficile de les baisser que de les augmenter. En quelques années, la réputation de la Birmanie est faite : le rapport qualité-prix y est médiocre.

Or, dans le même temps, l'essor du tourisme et l'émergence d'une « utopie performative » qui a la vie dure suscitent l'intérêt de nombreux investisseurs extérieurs, adossés à des moyens financiers importants, à des appuis en haut lieu ou à une bonne connaissance du secteur touristique. Les nouveaux hôtels qui sortent de terre sont donc bien différents de ceux des pionniers : conçus par des architectes de Rangoun, voire de l'étranger, ils sont plus vastes, plus lumineux, mieux organisés ; les matériaux sont plus nobles, les finitions plus soignées ; les chambres lumineuses proposent télévision à écran plat, climatiseur silencieux et efficace, couettes moelleuses et douche à l'italienne. Le contraste avec les hôtels de la génération 1990-2010 est flagrant (fig. 57).

L'heure n'est plus à la gestion « familiale », aux registres manuscrits, cornés et raturés, au personnel peu anglophone, aux erreurs de réservation, aux déconvenues souriantes et à l'internet capricieux ; dans les nouveaux hôtels, les réceptionnistes en uniforme, badge nominatif à la boutonnière, s'affairent derrière des écrans d'ordinateurs, accueillent les clients en bon anglais ; les générateurs ronronnent dès que l'électricité défaille, le wi-fi offre un débit satisfaisant. Enfin, et surtout, ces hôtels sont adossés à des investisseurs puissants qui ont les reins solides, quand ils ne sont pas connectés de près aux élites dirigeantes birmanes (*cf.* 5.2.1.) ; l'importance de leur rentabilité oscille donc entre le non crucial et le complètement accessoire. Ces établissements tirent par conséquent les prix vers le bas et forcent tous les autres acteurs à s'aligner, qu'ils en aient les capacités ou non.



Figure 57 : Hôtels des années 1990 (haut) et 2010 (bas) : vers de nouveaux standards. Clichés : Martin Michalon

Malgré leur architecture souvent froide et sans originalité (cf. 5.2.3.), ces nouveaux établissements répondent aux besoins de la nouvelle clientèle touristique à Inlé, devenue en l'espace de quelques années très exigeante en termes de confort et de service. Plus précisément, ils conviennent parfaitement aux tour-opérateurs, qui cherchent des hôtels sans mauvaise surprise, efficaces, pouvant gérer de manière fluide des effectifs importants de visiteurs. Par exemple, le *Nyaungshwe City Hotel*, construit en U sur 7 étages, répond à une logique d'efficacité presque industrielle. Il propose ainsi 71 chambres standardisées, permettant de loger plusieurs groupes en même temps ; dans la vaste réception, on trouve 50 places assises, permettant de gérer les procédures de *check-in* dans les meilleures conditions ;



le restaurant offre quant à lui 150 places ; deux salles de réunion sont enfin accessibles à la location<sup>461</sup>. Séduits par une telle offre, les tour-opérateurs tournent le dos à leurs partenaires d'antan, et signent des contrats avec ces nouveaux établissements.

En trois ou quatre ans, entre 2013 et 2016, la majorité des acteurs locaux perdent donc l'accès au marché des voyages organisés, pourtant le plus lucratif de tous. Tout au plus certains accueillent-ils encore quelques groupes par an, en haute saison, quand les établissements de référence affichent complet. Lors de nos entretiens avec ces pionniers en difficulté, le désarroi et l'amertume étaient palpables : sortant parfois quelques albums photo, on regrette l'époque pas si lointaine où des cars de voyageurs se garaient devant l'hôtel, où les couloirs résonnaient du bruit des valises à roulettes, où la salle à manger était comble pour le petit déjeuner, et où les affaires tournaient bien<sup>462</sup>.

Cette érosion se poursuit même auprès des voyageurs indépendants : eux aussi plus exigeants, plus proches désormais du *flashpacker* connecté en recherche de confort et de détente que du baroudeur – volontaire ou non – des débuts (*cf.* 4.4.), ils se dirigent eux aussi vers les hôtels récents qui, pour des prix très raisonnables, proposent des chambres confortables, des *rooftops* dégagés et la télévision satellite. Ce glissement est favorisé par la généralisation des sites internet marchands tels que [www.agoda.com](http://www.agoda.com) ou [www.booking.com](http://www.booking.com) qui, sur une seule et même page, permettent de comparer les prix de tous les hôtels en ville (Gibert et Peyvel, 2016). Or, tous les hôteliers ne sont pas égaux face à ces outils : les hôtels récents – qui disposent d'une certaine puissance financière et qui sont dirigés par des gérants bien formés – ont non seulement un site internet dédié, mais également des profils Agoda ou Booking attrayants, bien construits, présentant des photographies de qualité professionnelle, et sur lesquelles les prix sont ajustés au quotidien pour s'aligner sur les établissements concurrents. Par contraste, les hôteliers « historiques » de Nyaungshwé sont loin d'être aussi familiers avec ces nouveaux outils.

Aujourd'hui, les hôteliers de la première génération dressent le même constat : les années fastes de 2013-2014, pendant lesquelles ils étaient complets d'octobre à février, sont

---

<sup>461</sup> Source : Vidya Chhetri, hôtelière, comm. orale, 26 octobre 2016.

<sup>462</sup> Source : Daw Win Pa Pa Aung, hôtelière, comm. orale, 23 mai 2015 ; Daw Win Win Myint, Ko Bo Bo, Ko Nyi Nyi Tin, hôteliers, comm. orale, 3 novembre 2016 ; Ko Zarni Myint et Daw Nilar, hôteliers, comm. orale, 4 novembre 2016.

bien révolues ; désormais, les plus chanceux ne le sont plus que trois semaines par an<sup>463</sup>, et pour les autres, c'est désormais de l'histoire ancienne<sup>464</sup>. Face à une telle érosion de leur position, ils ne peuvent offrir que peu de réponses. La première est de baisser le prix des chambres. Dans un premier temps, en 2015-2016, les gérants ont été prudents, consentant des rabais assez limités (tableau 7). Néanmoins, la dynamique s'est accélérée à partir de la crise de 2017 : pour mars 2019, le site marchand [www.agoda.com](http://www.agoda.com) proposait les hôtels les plus modestes de Nyaungshwé à une dizaine d'euros, et ceux de milieu de gamme à une vingtaine. Encore une fois, certaines propriétés récentes appartenant à des personnalités haut placées déstabilisent le marché : deux hôtels neufs, appartenant à des anciens hauts gradés de l'Armée, s'alignent ainsi inexorablement sur ces prix, et proposent des chambres de très bonne qualité à 16 \$. Ces acteurs, qui ont les reins solides financièrement, positionnent donc le rapport qualité-prix à un niveau que les acteurs locaux peuvent difficilement suivre.

Hôtels	Prix originel	Prix après modification	<a href="http://www.agoda.com">www.agoda.com</a> (pour mars 2019)
Good Will	25 \$ en 2014	20 \$ en 2015	15 \$
Bright	25-28 \$ en 2014	20 \$ en 2016	10 \$
Manawthukha	60 \$ en 2014	45 \$ en 2016	22 \$
Pyi Guesthouse	70 \$ en 2015	60 \$ en 2016	35 \$
Remember Inn	20 \$ en 2015	16 \$ en 2016	10 \$

Tableau 7 : Une sélection d'hôtels à Nyaungshwé et l'évolution de leur prix. Source : entretiens et [www.agoda.com](http://www.agoda.com).

Etant donné qu'il est pour ainsi dire impossible de sortir de la crise « par le haut », la seconde stratégie d'adaptation est de s'orienter vers de nouvelles clientèles, dont le niveau d'exigence est encore compatible avec ce que l'hôtel a encore à offrir. D'une part, ces hôteliers en difficulté misent sur les routards à très bas budget qui, depuis 2011, intègrent la Birmanie dans « la boucle de l'Asie du Sud-Est » ; depuis qu'une entrepreneuse de l'État Shan du Nord a ouvert la première auberge de jeunesse à Nyaungshwé en 2015, plusieurs acteurs locaux lui ont emboîté le pas. Aujourd'hui, une petite dizaine d'établissements proposent des lits superposés pour un prix compris entre 6 et 12 \$ par personne. Néanmoins, même sur ce marché, la concurrence est rude : les acteurs locaux qui ont converti à la hâte quelques-unes de leurs chambres en dortoirs ont du mal à rivaliser avec les trois ou quatre

<sup>463</sup> Source : Ma Sandi Aung Cho, hôtelière, comm. orale, 17 décembre 2016 ; Daw Win Win Myint, hôtelière, comm. orale, 3 novembre 2016.

<sup>464</sup> Source : Ma Sandar, réceptionniste, comm. orale, 2 novembre 2016 ; Ko Zarni Myint, hôtelier, comm. orale, 4 novembre 2016 ; Daw Nilar, hôtelière, comm. orale, 4 novembre 2016 ; Ma Ma Kyi, hôtelière, comm. orale ; Daw Win Pa Pa Aung, hôtelière, comm. orale, 23 mai 2015.

auberges de jeunesse récentes et conçues pour cet usage. D'autre part, certains hôteliers misent désormais sur la croissance du tourisme domestique et sur les nouvelles aspirations de cette clientèle, qui délaisse progressivement les monastères pour des structures hôtelières simples (Michalon, 2018b). Ainsi l'hôtel *Good Will* mène-t-il une politique assez volontaire dans ce sens, accordant des commissions aux rabatteurs et distribuant largement des cartes de visite. Cette stratégie fonctionne plutôt bien : lors du festival des ballons de Taunggyi en novembre 2016, 20 des 25 chambres de l'établissement accueillait des touristes birmans. Une telle conversion simplifie les choses pour les hôteliers : le niveau d'anglais du personnel, la qualité du service, du wi-fi ou la propreté des chambres ne sont plus un problème ; néanmoins, les revenus par personne sont faibles : les clients paient le plus souvent des prix inférieurs à ceux des étrangers tout en logeant une famille entière dans une seule chambre. En résumé, les hôteliers en perte de vitesse sont forcés de se replier vers les segments les moins lucratifs du marché touristique.

Le malaise ne fait que s'accroître en 2017-2018, lorsque la fréquentation touristique chute dans le sillage de la crise « rohingya ». Dans ce contexte, de plus en plus d'entrepreneurs cherchent à se délester de leur établissement. La question des transactions hôtelières est assez peu connue<sup>465</sup>, mais il est de notoriété publique que la plupart des hôtels de Nyaungshwé sont à vendre. Le marché reste néanmoins très calme : d'une part, le mythe d'une croissance touristique illimitée est en train de montrer ses limites ; d'autre part, les acheteurs potentiels sont conscients que le marché à Nyaungshwé est saturé, et que la concurrence y est très rude ; enfin, les vendeurs se montrent particulièrement exigeants : la propriétaire d'un petit hôtel familial à la dérive est prête à vendre à 25 000 lakhs (2 M€, i.e. 1 500 €/m<sup>2</sup>) ; un autre réclame 18 000 lakhs (1,3 M€, i.e. 2 000 €/m<sup>2</sup>) quand l'un de ses homologues fixe le prix à plus de 45 000 lakhs (3 M€, i.e. 1 140 €/m<sup>2</sup>). Dans certains cas, la solution passe plutôt par la location ; l'épisode marquant fut celui de l'hôtel *Royal Luxury*, loué en 2016 à la petite chaîne occidentale *Ostello Bello*, qui possède des auberges de jeunesse dans plusieurs villes touristiques de Birmanie. Le loyer, fixé à 100 lakhs (7 400 €) par mois, a donné des idées aux autres propriétaires, qui demandent désormais des loyers compris entre 22,5 et 250 lakhs (1 700 à 18 500 €) par mois. Aujourd'hui, une poignée d'hôtels est en location, le plus souvent auprès d'investisseurs de Rangoun. Cependant,

---

<sup>465</sup> Comme le précise une de nos interlocutrices, toutes les discussions à ce sujet se mènent en secret afin de contourner les taxes à la revente.

encore une fois, la location avantage les établissements récents et modernes, dans lesquels le prix des travaux de rénovation et de réaménagement est minimal.

Les pionniers du tourisme à Inlé sont bien conscients d'être dépassés par la professionnalisation de l'hôtellerie : leurs infrastructures sont vieillissantes ; leurs ressources humaines et leur mode de gestion artisanal-familial montrent leurs limites. Pris dans un cercle vicieux de difficultés financières et de sous-investissement, ils ont été évincés des segments de clientèle les plus lucratifs et les plus gratifiants. Aujourd'hui, dans leurs discours, c'est bien l'amertume qui domine. Face à eux, de nouveaux acteurs touristiques, dotés d'un capital financier – d'origine plus ou moins claire – très sensiblement supérieur, mais aussi d'une véritable expertise touristique et d'une capacité à articuler les échelles. Cette aisance leur permet de dépasser les codes locaux vieillissants (bois sombre, lourds meubles fabriqués à la main, registres manuscrits) et d'en proposer de nouveaux, alliant dallages clairs, écrans plats mais aussi laque et bambou. Par leur faculté à jouer sur les codes, les valeurs et les échelles et à articuler le local au global, ces nouveaux acteurs s'affirment donc comme les vecteurs d'une glocalisation touristique aussi dynamique que socialement sélective (Gibert et Peyvel, 2016).

Cette érosion des élites locales apparaît également dans une certaine mesure dans le secteur de la restauration. Comme pour l'hôtellerie, la période 1990-2010 est également assez faste pour les restaurateurs locaux, qui voient des touristes s'inviter à leurs tables ; dans les restaurants Chaw Su Ma, Shwe Pyi Soe, Kaung Kaung, Hupin ou Daw Nyunt Yee se côtoient des clientèles de tous horizons. Néanmoins, là aussi, la période 2013-2014 marque une rupture : de très nombreux restaurants ouvrent, visant explicitement les clientèles touristiques ; les lieux autrefois mixtes redeviennent essentiellement fréquentés par les Birmans. Par ailleurs, les restaurateurs locaux ont des difficultés à suivre les nouvelles tendances. Ainsi, en 2014, le *French Touch*, initié par un entrepreneur français lance la tendance des restaurants-détente ; en 2016, une compagnie française basée à Singapour ouvre un *pub* qui bouleverse en profondeur le secteur par son envergure (150 places assises), par l'irruption de nouveaux codes culturels (identité visuelle post-industrielle mêlant fûts métalliques et brique brute, billard, musique d'ambiance rock, écran géant diffusant la *Premier League* anglaise), mais aussi par le professionnalisme de sa gestion. Très fréquenté, très présent sur les réseaux sociaux, plébiscité par les médias birmans à la mode et par les guides touristiques, cet établissement se positionne en un temps record comme la nouvelle

référence à Inlé. Cependant, l'arrivée d'un tel poids-lourd, doté de capitaux financiers et humains très importants, est aussi révélatrice des mécanismes – et des tensions – du capitalisme de dernière frontière.

En effet, derrière les clients enthousiastes sirotant les meilleurs cocktails de la ville se cachent rapports de force et conflits. Les riverains immédiats voient d'un mauvais œil l'ouverture de cet établissement, illuminé et bruyant, d'où sortent des clients éméchés, et dans lequel les serveuses travaillent jusque tard dans la nuit, activité toujours vue avec quelque suspicion. Certains observateurs déplorent quant à eux l'arrogance de ces nouveaux venus, qui s'installeraient sans reconnaître les équilibres socio-économiques préexistants, qui investiraient la ville avec leurs affiches et leurs panneaux, et qui manqueraient de respect envers les pionniers, avant tout considérés comme des concurrents à réduire. Cette animosité est attisée par certains restaurateurs ; mettant à contribution des solidarités familiales et clientélistes, ils mènent une cabale contre ce concurrent gênant : vitres brisées, seaux de peinture jetés contre la façade, chiffons imbibés d'urine lancés sur les clients, voire menaces directes par quelques hommes armés de barres de fer. L'équipe du bar ne reste pas en marge et rentre dans ce bras de fer en mobilisant de vieilles stratégies très efficaces : s'appuyant sur une poignée d'informateurs locaux, elle collecte des informations au sujet des fauteurs de troubles et monte des contre-dossiers. Comme l'indique un dirigeant du *pub* :

« Nous, on avait des mecs en haut pour nous appuyer ; nos concurrents, ils ont réalisé à qui ils se frottaient ; s'ils voulaient la bagarre, nous on pouvait envoyer des dossiers »

Par ailleurs, lors de ses études à Singapour, le propriétaire français du bar a noué une amitié forte avec un membre de la famille de U Aung Ko Win – le célèbre fondateur de la compagnie *Kanbawza*. Cet appui en haut lieu s'avère stratégique : lorsque U Ohn Maung est informé de cette proximité, il clôt définitivement toutes les plaintes portées contre l'établissement<sup>466</sup>.

Avec un peu de retard sur le secteur hôtelier, le secteur de la restauration change donc de dimension à partir de 2014-2015 : des entrepreneurs de tout le pays, voire de l'étranger, s'installent à Inlé. Mobilisant à l'occasion les réseaux du capitalisme de connivence, rentrant

---

<sup>466</sup> Les tensions ne sont pas limitées à cet établissement : le propriétaire du *French Touch* évoque lui aussi des relations exécrables avec certains voisins et concurrents, les jets de pierre et les menaces. Le phénomène ne touche d'ailleurs pas que les étrangers : le succès attise les jalousies, même entre entrepreneurs locaux ; ainsi, lorsque le restaurant *Thanaka Garden* se hisse en 3<sup>ème</sup> place du classement *Trip Advisor* pour Nyaungshwé, il fait l'objet de dégradations discrètes mais répétées.

si besoin dans des rapports de force tendus, tirant profit de capacités financières, techniques et humaines importantes, exploitant au mieux leurs vastes réseaux et articulant échelles locale et globale, ils se ménagent rapidement une position dominante. Longtemps adeptes d'une gestion au jour le jour et confiants dans leur monopole sur la ressource touristique, les entrepreneurs intha assistent aujourd'hui à l'érosion de leur position.

Au-delà des seuls propriétaires d'entreprises touristiques, la marginalisation des acteurs locaux concerne également leurs employés. D'une part, de manière assez mécanique, l'essor quantitatif et l'amélioration qualitative de ces secteurs mettent en évidence les limites de la main-d'œuvre locale, poussant donc à chercher des compétences plus loin. D'autre part, les nouveaux propriétaires de Rangoun ou de Mandalay recrutent non pas à l'échelle locale, mais à leur échelle à eux – l'échelle nationale – d'autant que pour eux, Inlé est une périphérie lointaine, et qu'il importe donc d'y déployer des hommes et des femmes de confiance ; le transfert d'employés fidèles vers les collines shan répond donc à une logique de contrôle. Enfin, dans un contexte où la main d'œuvre qualifiée est rare, où hôtels et restaurants se livrent à une guerre des salaires et se montrent parfois peu scrupuleux pour débaucher les employés du concurrent, la main-d'œuvre extérieure – arrivée en territoire inconnu, et engagée dans une relation clientéliste avec son patron – est moins volatile que la main d'œuvre locale.

Ce faisceau de contraintes et de stratégies a profondément refaçonné le paysage professionnel à Inlé. Dans les *resorts* du lac, le phénomène est systématique : quasiment tous sont gérés par des *managers* du *Bamar Pyi*, voire des étrangers : alors que l'on ne comptait que deux ou trois expatriés au tournant des années 2010, ils sont aujourd'hui plus d'une dizaine : majoritairement francophones, mais aussi allemands ou singapouriens, ils ont tous une solide expérience dans les pays du Golfe, en Asie du Sud-Est ou dans l'Océan Indien. Sous leurs ordres directs, le sommet de l'organigramme (responsables des finances, des ressources humaines, de la réception, du restaurant, etc.) est aussi monopolisé par des personnes extérieures à la région. Bien qu'ils soient de *standing* inférieur, les hôtels et les restaurants les plus récents de Nyaungshwé présentent une dynamique assez comparable : certains sont gérés par des étrangers (un Sri Lankais, un Américain, des Mauriciens, etc.) ; les réceptionnistes, les responsables de chambre ou les chefs de salle sont dans leur grande majorité originaires de Birmanie Centrale ou de Rangoun.

Malgré les formations ostensiblement dispensées par les associations professionnelles locales et par le ministère du tourisme, le fossé se creuse donc entre les travailleurs extérieurs à la région, éduqués, anglophones, expérimentés, et qui peuvent prétendre à des salaires supérieurs à 100 dollars par mois, et leurs homologues d’Inlé, qui se voient cantonnés à des postes peu rémunérateurs et peu gratifiants de femmes de chambres ou de *bellboys*. Cette marginalisation croissante, qui représente une constante du développement touristique dans les pays en voie de développement (Leicester, 2008), génère un certain découragement. Ainsi, au sud-est du lac Inlé, non loin de la zone hôtelière, les hôtels ont les plus grandes difficultés à recruter : les habitants des alentours seraient en effet découragés de voir tous les postes bien payés leur échapper au profit d’employés extérieurs ; au lieu de travailler comme femmes de chambre six jours sur sept pour 60 dollars par mois, ils préféreraient donc se détourner des emplois touristiques<sup>467</sup>. Les sentiments peuvent même tourner à la rancœur : à Nyaungshwé, une auberge de jeunesse en vogue fait l’unanimité contre elle depuis son ouverture en 2016. Elle appartient en effet à un groupe étranger, elle est gérée par un Tchèque et les trois réceptionnistes sont de jeunes Anglo-Saxons, des voyageurs au long cours qui ont saisi l’opportunité de vivre une expérience birmane pour quelques mois et qui partagent avec leur clientèle les codes culturels d’une jeunesse occidentale baroudeuse. En ville, le recrutement d’étrangers à des postes traditionnellement considérés comme la vitrine de l’hospitalité birmane suscite de vives jalousies. Comme souvent, les critiques se font à travers le registre de la morale : ces étrangers, garçons et filles, qui passent leur temps ensemble, parlent fort, boivent et adoptent des styles excentriques perturbent la sérénité et la moralité de la ville. En 2018, cette hostilité discrète se traduit dans les actes lorsqu’à la suite d’un faux pas assez mineur, l’un des réceptionnistes américains est emmené au poste de police et expulsé du pays en 48 heures.

Les Intha sont de plus en plus concurrencés dans l’hôtellerie et la restauration parce que ce sont les secteurs les plus lucratifs – et donc les plus attractifs – mais aussi parce qu’ils ne requièrent pas de réelle connaissance du territoire local : pour un réceptionniste, une femme de chambre ou un chef de salle de Rangoun, travailler à Inlé ne représente pas de défi particulier. En revanche, les Intha continuent à dominer certaines activités en prise plus directe avec le territoire : l’exemple le plus révélateur est celui des pilotes de bateaux, dont la

---

<sup>467</sup> Nous formulons également l’hypothèse que dans cette zone profondément affectée par le projet de zone hôtelière, les villageois refusent de collaborer avec une industrie vue comme exogène, agressive et brutale.

connaissance intime du lac reste incontournable. Néanmoins, cela n'empêche pas le creusement des disparités au sein de ce secteur d'activité très fragmenté et stratifié.

*Grosso modo*, il se découpe en trois sous-ensembles : certains possèdent leur propre pirogue, la pilotent au quotidien, et empochent l'essentiel des recettes de la journée (environ 20 000 Kyats, soit 15,8 euros<sup>468</sup>) ; d'autres, plus modestes, ne possèdent pas d'embarcation, et pilotent donc celle d'un proche ou d'un patron, en échange d'un salaire journalier très modeste, d'environ 3000 Kyats (2,2 euros) par jour ; enfin, d'autres ne sont que des intermédiaires : ces *boat suppliers* ont pour mission de mettre les pirogues de tiers à disposition des tour-opérateurs, de préparer les embarcations, d'en envoyer le nombre nécessaire à l'endroit et au moment voulu, et de coordonner les flux. Pour cela, la compagnie *Lynn Star*, l'un des acteurs principaux du secteur, loue des bateaux auprès de propriétaires tiers pour 23 000 Kyats (17 euros) par jour, et les met à disposition des tour-opérateurs pour 25 000 Kyats (18,5 euros). Son concurrent *Thukha* a quant à lui recours à la location longue durée : la compagnie exploite ainsi l'embarcation d'un tiers pour les cinq mois de haute saison, en échange d'une somme forfaitaire de 70 000 Kyats/mois (52 €).

La plupart de ces *boat suppliers* ont très vite dépassé leur simple fonction d'intermédiaires pour acheter leurs propres embarcations et les confier à leurs propres pilotes salariés : une stratégie évidemment plus rentable. Dans les faits, un *boat supplier* exploite donc deux flottilles : ses propres bateaux et ceux qu'il loue à l'extérieur. Travaillant pour plusieurs tour-opérateurs, gérant des dizaines de trajets par jour, certains se sont imposés comme des rouages incontournables du tourisme à Inlé : entre leurs propres embarcations et celles louées à l'extérieur, l'hôtel Hupin et les compagnies *Lynn Star* et *Thukha* contrôlent une centaine de pirogues chacun, leur garantissant des revenus extrêmement importants.

La massification et la professionnalisation du tourisme à Inlé ont renforcé le rôle de ces courtiers puissants, bien connectés, les seuls qui soient en mesure de répondre aux nouvelles contraintes du tourisme. Ainsi, lorsque pour une seule journée de février 2015, la compagnie *Tour Mandalay* a eu besoin de cent pirogues en bon état, avec un niveau de service satisfaisant et standardisé, seuls les *boat suppliers* ont été en mesure de répondre à la demande. La position dominante de ces acteurs se renforce d'elle-même, par un effet de

---

<sup>468</sup> Il faut ensuite déduire de ce chiffre le prix du diesel pour la journée, soit 8 à 10 000 kyats, plusieurs taxes, ainsi que l'amortissement de l'embarcation. Un bateau s'achète 17 à 32 lakhs (1260 à 2370 euros) selon son état (source : Ko Naing Lynn, fournisseur de bateau, comm. orale, 1<sup>er</sup> février 2017) et demande environ 3 lakhs (220 €) de maintenance par an (source : Ko Aung Min, propriétaire de bateau, 23 juin 2016).



rétroaction positive. En effet, lassés de démarcher eux-mêmes les clients sur la jetée de Nyaungshwé au cours de longues journées d'attente fastidieuses, de plus en plus de propriétaires et de pilotes de bateau demandent à travailler pour le compte des *boat-suppliers*. Certes, cela est moins lucratif que de travailler à son compte<sup>469</sup>, mais procure sécurité et tranquillité d'esprit : en effet, la compagnie leur fournit les clients clé en main, les dispensant donc de démarcher les touristes, de les convaincre et de leur expliquer leur circuit, opération redoutée par des bateliers généralement peu anglophones. En d'autres termes, de plus en plus de pilotes acceptent de concéder une partie de leur revenu à un acteur puissant et bien connecté qui prenne en charge l'intermédiation avec les tour-opérateurs et les clients.

En résumé, les récentes évolutions du secteur touristique à Inlé ont recomposé en profondeur la mosaïque de ses acteurs, et ont opéré une forte sélection. Ainsi, la massification des flux a favorisé les acteurs capables de gérer des volumes de clientèle importants : hôtels capables d'accueillir une centaine de clients, restaurants à grande capacité, *boat suppliers* pouvant fournir au pied levé une centaine d'embarcations, etc. En parallèle, le glissement vers une clientèle plus exigeante et vers des pratiques touristiques post-modernes a profité aux entrepreneurs les plus qualifiés, les plus au fait des dernières tendances mondialisées, ceux capables d'ouvrir des cafés intimistes, des auberges de jeunesse pour routards ou des salons de massage. Dans le même temps, la concurrence aigüe et la baisse tendancielle des prix bénéficie aux acteurs financièrement les plus puissants, qui sont en mesure d'évoluer avec des marges faibles, voire pour qui la question de la rentabilité est tout à fait accessoire.

Dans ce paysage mouvant, les Intha, longtemps dépositaires de la ressource touristique, sont profondément fragilisés. Si leur handicap par rapport à leurs nouveaux concurrents en termes de moyens financiers, de compétences, de réseaux et de maîtrise des échelles est réel, les Intha sont également à l'origine de leur propre marginalisation. En effet, à l'époque où ils dominaient l'économie touristique et accumulaient de précieuses devises, ils ont été très rares à réellement réinvestir leurs bénéfices dans la qualité et la pérennité de leur outil de travail : bien peu ont réellement modernisé leurs chambres, rafraîchi les peintures, formé leur personnel, proposé de nouveaux services, etc. S'il serait abusif de considérer que ces primo-

---

<sup>469</sup> La compagnie Thukha propose ainsi aux pilotes qui barrent ses embarcations un salaire forfaitaire de 2 lakhs (148 €) pour les cinq mois de haute saison, soit 40 000 kyats/mois (30 €) ; à cela s'ajoute des cadeaux en nature de la part de leur patron lors des festivals et les commissions des showrooms. La raison d'un salaire aussi bas ? Ce sont des proches du fondateur de la compagnie, comme si les liens familiaux – et clientélistes – justifiaient des salaires extrêmement faibles. Les rapports entre les *boat suppliers* et leurs collaborateurs sont donc largement autant des relations de pouvoir et d'allégeance que des liens professionnels.

entrepreneurs intha ont vampirisé leurs hôtels comme ont pu le faire les *cronies* de Taunggyi, le résultat n'en est pas moins relativement comparable : le sous-investissement chronique dans leur outil productif et une gestion à courte vue les rend aujourd'hui incapables de rivaliser avec les nouveaux venus sur le marché.

## **6.2. La croissance urbaine de Nyaungshwé : dualisation urbaine et ségrégation socio-spatiale**

Bien que les statistiques démographiques pour Nyaungshwé soient rares et d'une fiabilité incertaine, elles semblent bien mettre en évidence une croissance démographique soutenue : le recensement général de 2014 avance ainsi le chiffre de 16 200 habitants (*Ministry of Immigration and Population*, 2015), contre 9566 en 1983 (Nu Yin Soe, 1994 : 100). Le taux de croissance démographique de Nyaungshwé est donc de 1,7 % par an, légèrement plus élevé que pour le reste du canton (1,6 %).

Dans le même temps, la ville a connu une importante extension du bâti : en 1967, la ville, qui ne fait que 1,4 km<sup>2</sup>, paraît encore cantonnée au même périmètre historique qu'à l'époque coloniale, délimité à l'est par une succession de trois monastères (fig. 58). En 1983, des photographies aériennes mettent en évidence une première extension vers l'est, qui porte la surface de la ville à environ 1,8 km<sup>2</sup>. D'une superficie importante, délimitée par des axes routiers forts et présentant un plan en damier régulier, elle semble née de l'initiative gouvernementale. Bien qu'elle soit officiellement rattachée au quartier de Nandawunn, cette nouvelle portion de la ville est surnommée Aung Chanthar. En 2002, les contours de Nyaungshwé restent sensiblement identiques, même si Aung Chanthar connaît une importante densification (fig. 59).

Le réel changement intervient à partir des années 2000, dans un contexte d'affirmation et de structuration du tourisme local. Les images satellites de 2014 mettent ainsi en évidence une extension urbaine vers le nord, au-delà de l'ancien palais des *sawbwa* ; vers l'est en direction de Sai Pyo et au-delà de la route de Maing Thauk ; et vers le sud, dans le prolongement du quartier de Maing Li (fig. 59). La ville de Nyaungshwé atteint désormais une surface de 2,53 km<sup>2</sup>. Dans le même temps, au sud de la ville, Paya Gyi, qui n'était qu'un hameau niché dans un bosquet de bambou, connaît une première extension. Cette dynamique s'amplifie encore entre 2014 et 2017 (fig. 60) : la ville fait aujourd'hui 3,5 km<sup>2</sup>, du canal principal de Nyaungshwé jusqu'à la route de Taunggyi, qui marque les premiers contreforts

montagneux de la chaîne du Hsin Taung. La jonction est désormais effectuée avec les villages de Nanthe, au sud-ouest, de Paya Gyi, au sud-est, et de Sai Pyo, au nord-est. Cette extension du bâti repose largement sur le développement du tourisme, fort consommateur d'espace et moteur de nombreuses migrations. Comme le résume un gérant d'hôtel,

« Nyaungshwé est une ville qui s'est construite sur le peu de tourisme qu'il y avait [dans les années 2000]. C'est comme les villes qui se sont construites autour des mines d'or ; les chercheurs d'or sont arrivés, puis tout le monde s'est installé : les commerces, les bars... Nyaungshwé, c'est un imbroglio de rues, de commerces, d'agence... Il n'y a pas d'harmonie. »

Néanmoins, un autre facteur doit également être avancé : la décohabitation des familles locales. En effet, avec la constitution d'une classe moyenne à Nyaungshwé, de plus en plus de jeunes couples aspirent – et peuvent se permettre – de prendre leur envol. Lors de nos entretiens, plusieurs de nos interlocuteurs ont souligné la joie et la fierté d'être chez soi, d'avoir sa propre maison, son propre terrain, et un patrimoine à léguer à leurs enfants<sup>470</sup>.

Cette explosion urbaine de Nyaungshwé est à la fois cause et résultat d'une intense spéculation foncière. Ce phénomène est très répandu en Birmanie, dont les habitants cultivent une méfiance historique vis-à-vis des banques ; dans ce contexte, l'or et la terre sont deux valeurs-refuges rassurantes ; comme l'indique un courtier : « *land never loses* »<sup>471</sup>.

Dans tout le pays, le mandat Thein Sein, l'ouverture économique, l'afflux d'entrepreneurs étrangers et de touristes, ainsi que le nouveau cadre légal traquant les derniers recoins de terre non intégrés au système productif capitaliste ont généré une ruée vers le foncier ; tous les Birmans disposant d'un minimum de capital ont donc investi dans des parcelles de terrain, persuadés que les prix ne pourraient qu'augmenter par la suite. À Inlé plus spécifiquement, le décollage touristique de 2012, la structuration d'une « utopie performative » érigeant en évidence la frénésie hôtelière autour d'Inlé a donné naissance à trois fronts fonciers emboîtés, qui se déploient selon des logiques excluantes de ségrégation socio-spatiale.

---

<sup>470</sup> Source : Ko Thein Naing, habitant de Paya Gyi, comm. orale, 26 novembre 2016.

<sup>471</sup> Source : informateur privilégié, comm. orale et Daw Kyaw, courtière en foncier, comm. orale, 19 mai 2015.

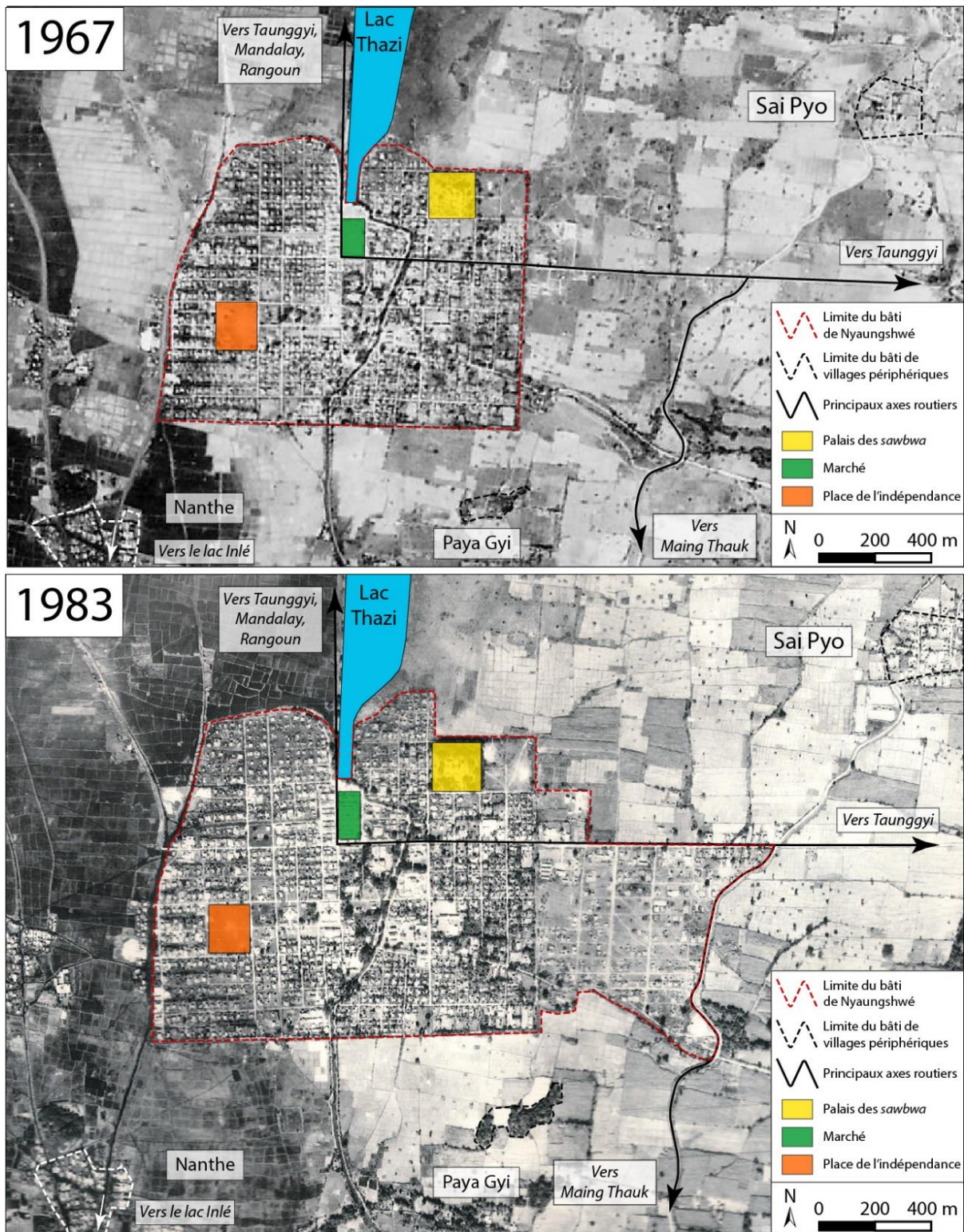


Figure 58 : L'extension urbaine de Nyaungshwé entre 1967 et 1983. Sources : image satellite Corona KH-4A, téléchargée à partir de [www.earthobserver.usgs.gov](http://www.earthobserver.usgs.gov) pour l'image de 1967 et photographies aériennes obtenues par le biais du Myanmar Survey Department pour celle de 1983. Les deux images ont été modifiées par nos soins.

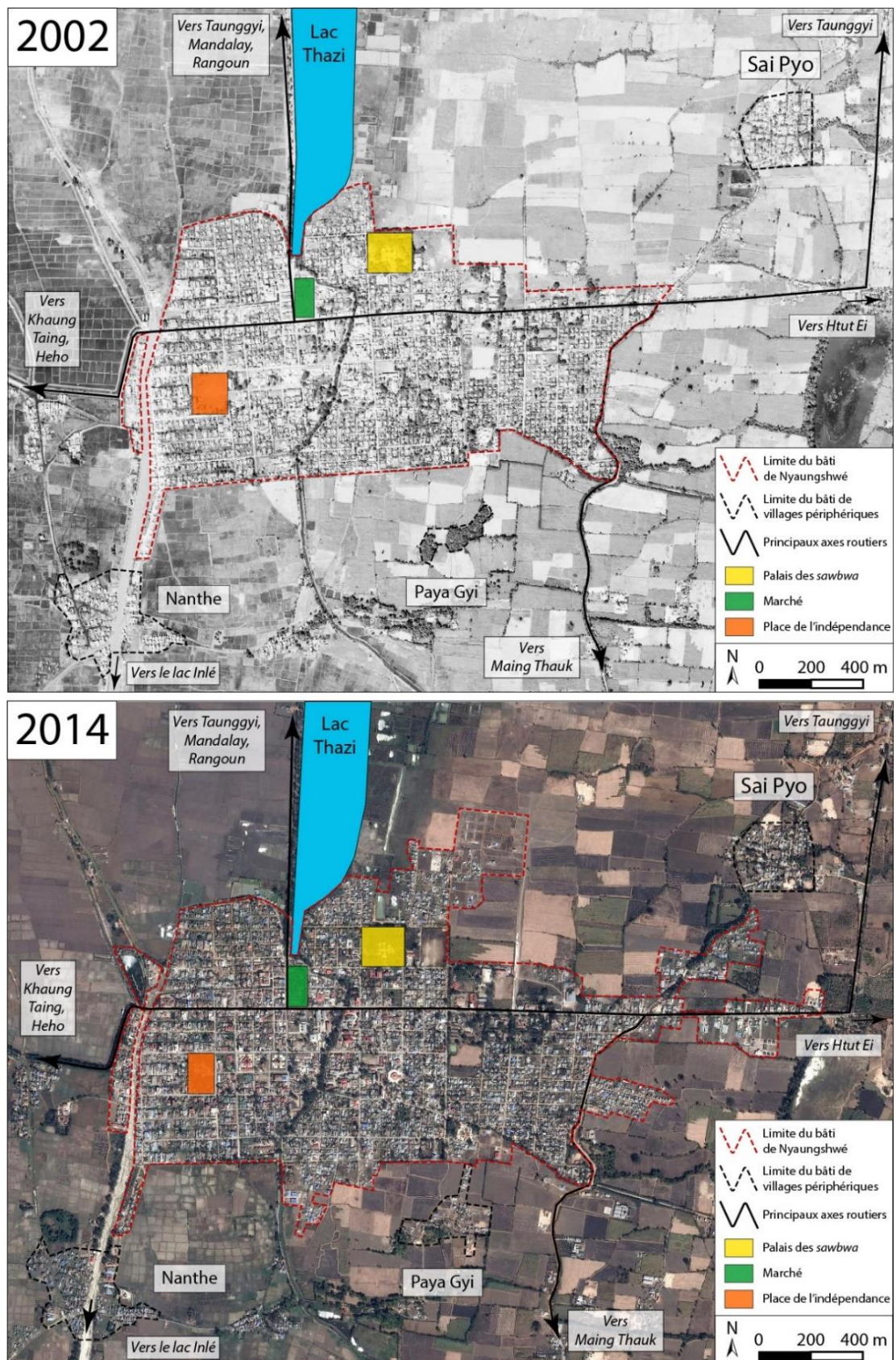


Figure 59 : Extension urbaine de Nyaungshwé entre 2002 et 2014. Sources : photographies aériennes obtenue par le biais du Myanmar Survey Department pour celle de 2002 et image satellite Astrium, téléchargée à partir de Google Earth Pro™ pour celle de 2014. Les deux images ont été modifiées par nos soins.

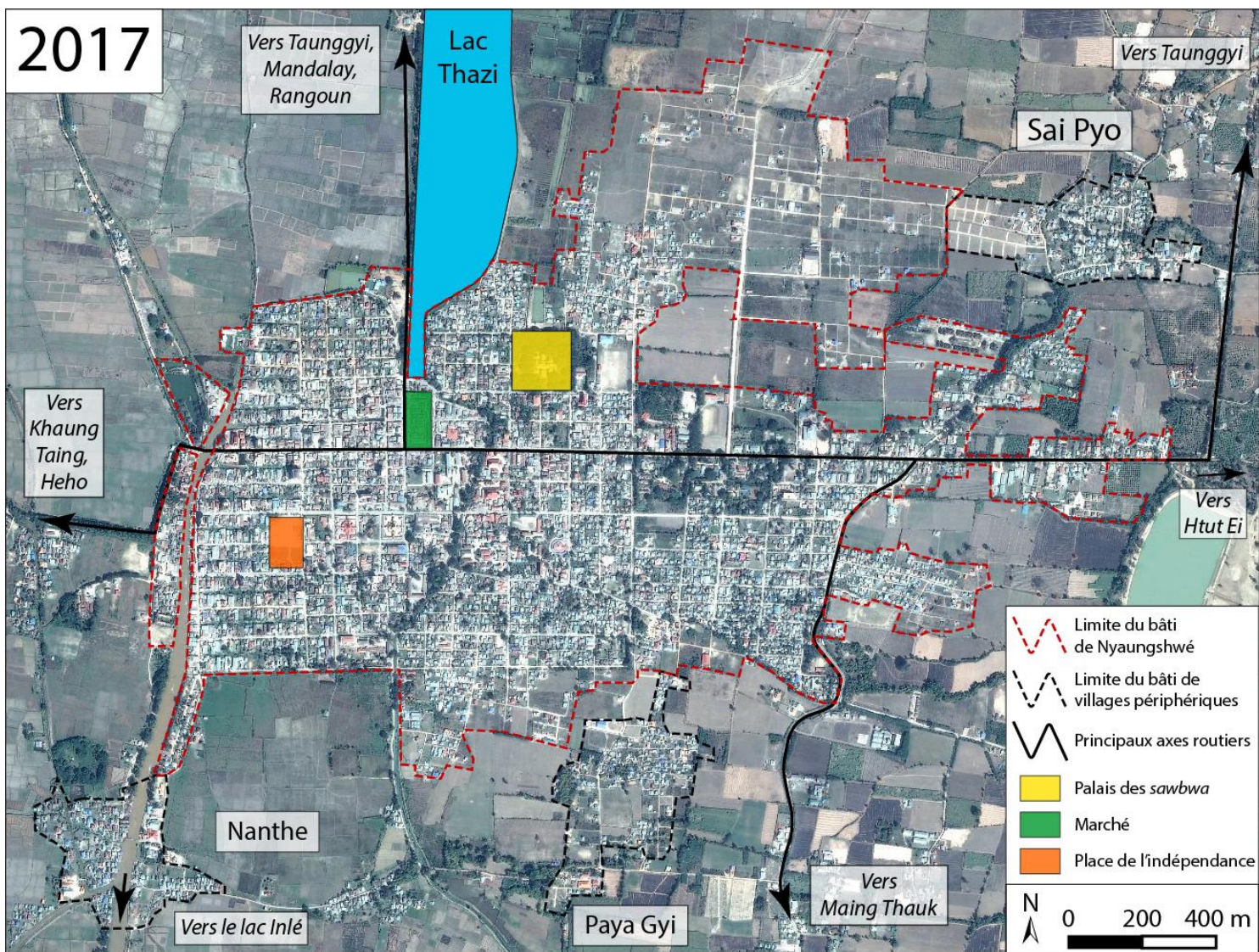


Figure 60 : Tissu urbain de Nyaungshwé en 2017. Source : image satellite Astrium téléchargée à partir de Google Earth Pro™. L'image a été modifiée par nos soins.

### 6.2.1. Le centre-ville de Nyaungshwé : la chasse gardée des investisseurs extérieurs à la région ?

Le premier front foncier comprend le centre de Nyaungshwé : les secteurs de Myolae, Nampan, Win et Mingalar (annexe 59), c'est à-dire le cœur historique et touristique de la ville, concentrant tous les flux et suscitant donc l'intérêt de nombreux hommes d'affaires puissants. Dotés de moyens financiers très importants, éperonnés par la confiance en une ressource touristique illimitée, et parfois engagés dans des stratégies de blanchiment d'argent qui font de la rentabilité économique un détail secondaire, ils s'empressent d'acheter les terrains les mieux placés pour des prix jusqu'alors inconcevables, déclenchant une inflation hors de contrôle. Ainsi, entre 2011 et 2013, l'essentiel des terrains du centre-ville valaient entre 1 et 3,5 lakhs/m<sup>2</sup> (100 à 350 euros/m<sup>2</sup>, cf. fig. 61)<sup>472</sup> ; en 2016, les prix oscillaient entre 6,7 et 10 lakhs/m<sup>2</sup> (500 à 740 euros/m<sup>2</sup>)<sup>473</sup>. Cette inflation se diffuse spatialement vers les quartiers plus périphériques : dans le quartier plus excentré de Nandawunn, le foncier valait environ 17 €/m<sup>2</sup> en 2008 ; en 2016, il se vendait entre 75 et 125 €/m<sup>2</sup> (fig. 62).

Cette inflation ne concerne pas seulement les achats/ventes de terrain, mais aussi les locations. Dans le quartier de Myolae, on compte 35 petites parcelles, voire de simples réduits, tous investis par les acteurs touristiques : agences de voyage, restaurant, loueur de vélo, etc. En 2010, un petit local de 10 m<sup>2</sup> coûtait 15 000 Kyats/mois (15 € au taux de l'époque) ; aujourd'hui, il vaut 1 lakh (74 €). Dans les quartiers de Win (dix baux de location en cours) et de Nampan (seize), les loyers auraient augmenté de 50 000 Kyats à 1 lakh sur la même période.

Si certains acheteurs investissent à Nyaungshwé pour y ouvrir un hôtel dans la foulée, il faut cependant souligner que beaucoup sont avant tout mus par des stratégies spéculatives : sur la rive ouest du canal, non loin de Nanthe, une dizaine de terrains auraient été achetés par des acteurs extérieurs, mais sont aujourd'hui encore vides et de nouveau à vendre. De même, en 2014 et en 2015, le chef du quartier de Nampan aurait supervisé pour chaque année la cession de 5 terrains ; en 2014, tous ont été achetés pour spéculation ; en 2015, c'est le cas pour trois d'entre eux<sup>474</sup>. Il semble donc que l'on assiste à une spéculation emboîtée : les habitants de Nyaungshwé font monter les enchères avant de vendre leurs terrains à des

<sup>472</sup> En se basant sur le taux de change de l'époque, qui était d'environ 1 000 kyats/euro.

<sup>473</sup> En se basant sur le taux de change de l'époque, qui était d'environ 1 350 kyats/euro.

<sup>474</sup> Source : U Aung Aung, chef du quartier de Nampan, comm. orale, 6 mai 2016.

acteurs extérieurs qui, attendent à leur tour un acquéreur encore plus puissant qui leur permettra de dégager une marge bénéficiaire. Ces primo-acheteurs font donc la démarche d'immobiliser quelques centaines de milliers de dollars pendant plusieurs années, ce qui en dit long sur leur envergure financière, et peut-être aussi sur l'importance du blanchiment d'argent par le foncier en Birmanie.

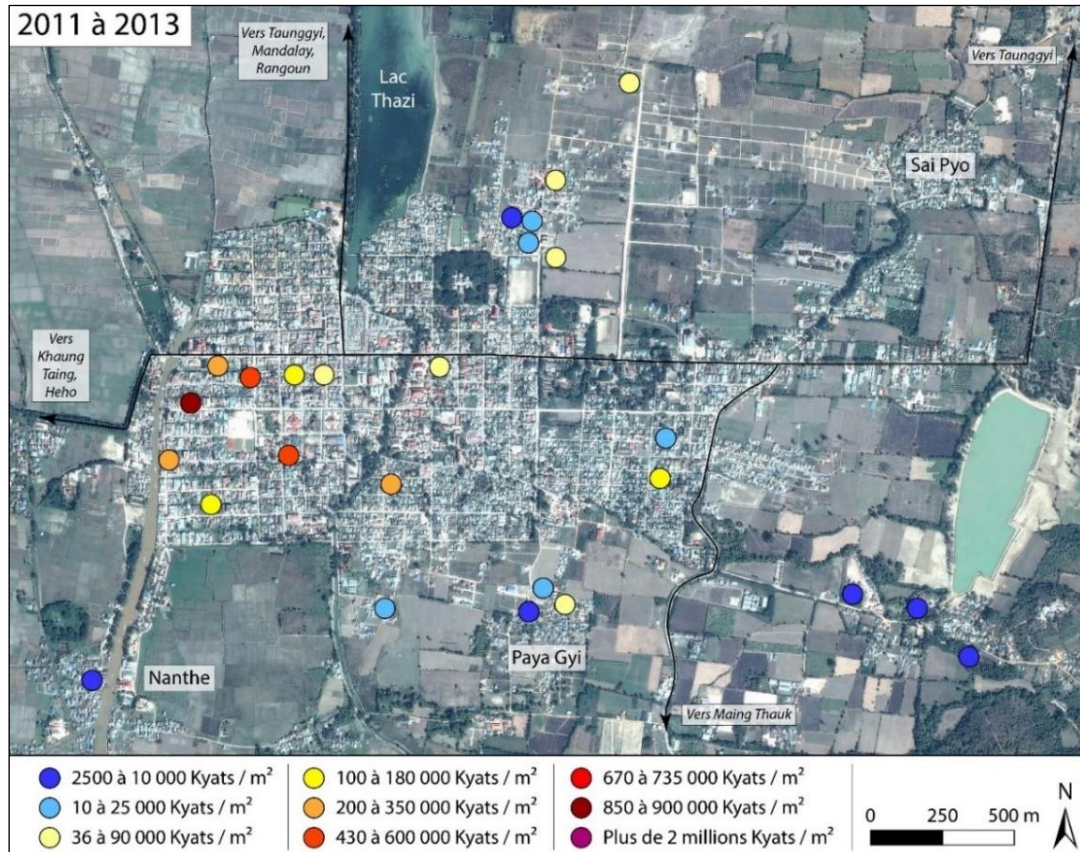


Figure 61 : Le foncier à Nyaungshwé durant la première phase de décollage du tourisme.

Sources : image satellite Astrium de février 2017, téléchargée à partir de Google Earth Pro™.

Chaque point représente une parcelle de terre vendue/en vente. Les prix ont été recueillis sur le terrain.



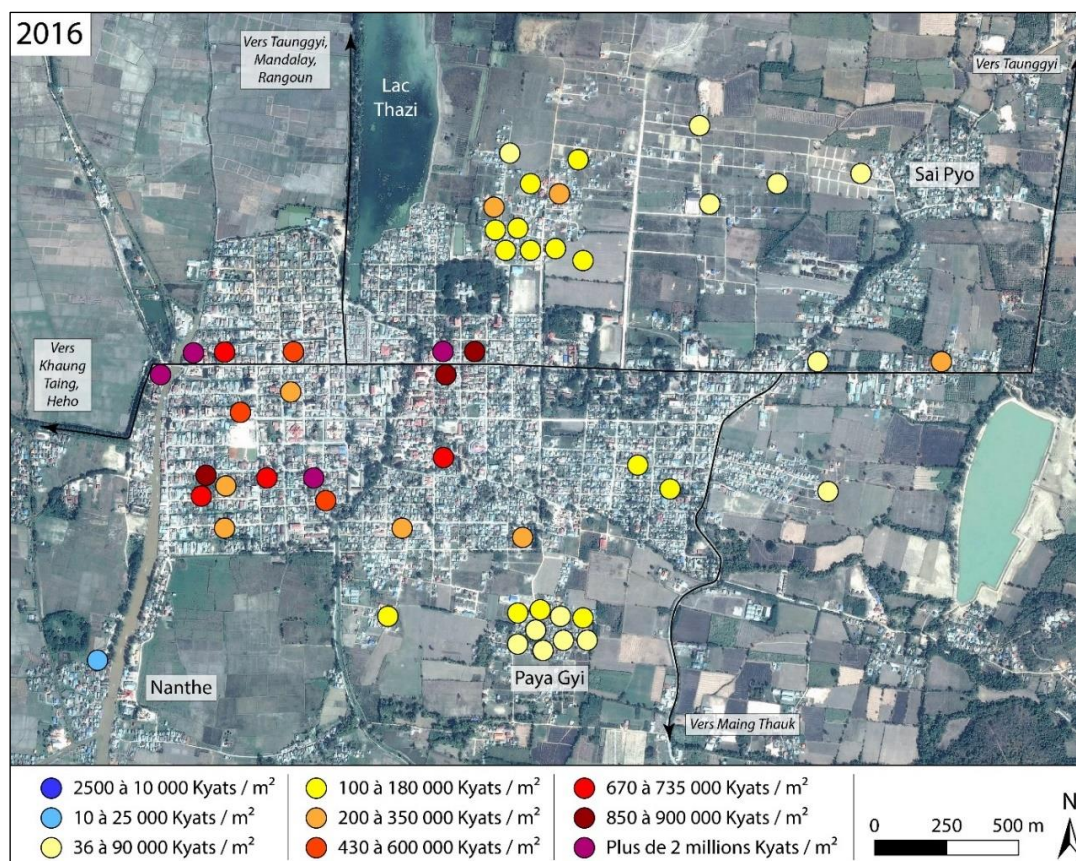


Figure 62 : La spéculation foncière à Nyaungshwé en 2016 : la dualisation critique du tissu urbain.  
Sources : image satellite Astrium de février 2017 téléchargée à partir de Google Earth Pro™ et données de terrain.

À Nyaungshwé, une telle croissance nourrit bien sûr les frustrations de ceux qui ont vendu leur terrain dès 2011 ou 2012, et qui réalisent qu'ils auraient pu toucher le double ou le triple s'ils avaient attendu quelques années. De telles déconvenues ne font qu'accroître la spéculation : anticipant sur des hausses à venir, de nombreux propriétaires font le choix de temporiser, exigeant des prix calculés non pas sur une base rationnelle et sur des éléments concrets, mais par majoration réflexe, quelque peu mécanique, des prix et des rumeurs qui circulent. L'important n'est donc pas tant la valeur réelle du terrain que celle que l'on lui attribue de manière performative. Certains vont même jusqu'à demander 17 500 lakhs (1,3 million d'euros) pour des terrains de taille très modeste, soit plus de 2 000 euros/m<sup>2</sup>. De telles offres visent d'hypothétiques acteurs étrangers, dont les logiques d'investissement sont largement fantasmées :

« Dans certains coins, la terre est plus chère qu'à Paris ! Moi je voulais acheter une parcelle, mais j'ai reculé devant le prix. Qui va acheter ? [...] Les propriétaires pensent pouvoir vendre à des investisseurs étrangers, mais ces derniers ne sont pas si idiots. Ils peuvent mettre 1 million de dollars sur la table, mais pour au moins 3 acres de terre, bien situé, avec de bonnes aménités, et avec des garanties du gouvernement sur 20-30 ans ! »

Cependant, cette flambée plus ou moins fondée du marché foncier n'est que de courte durée : dès 2016, le marché montre des signes de refroidissement<sup>475</sup>. D'une part, comme le regrette un courtier, « la terre est finie » : les meilleurs emplacements sont déjà vendus, les autres sont trop loin ou mal situés ; d'autre part, les prix ont atteint des sommets qui rendent l'investissement de plus en plus risqué, *a fortiori* dans le contexte du mandat Aung San Suu Kyi marqué par le manque de visibilité économique et la lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent ; enfin, l'utopie performative du tourisme à Inlé s'essouffle : les hôtels n'affichent plus complet, la concurrence est rude. Pour autant, les vendeurs se montrent réticents à revoir leurs prétentions à la baisse : sûrement échaudés par les mésaventures de certains, ils préfèrent miser sur une reprise du marché à plus ou moins court terme que de vendre en hâte une parcelle dont le cours pourrait remonter. Par ailleurs, la majorité d'entre eux n'est pas forcément pressé de vendre ; ils vaquent à leurs occupations sur un terrain qui ne leur coûte rien : pourquoi se hâter ?

Cette flambée du prix du foncier remodèle en profondeur le secteur touristique de Nyaungshwé. En effet, après avoir consenti de tels investissements pour le seul foncier, les propriétaires ne peuvent espérer les rentabiliser qu'en ouvrant un hôtel car les restaurants ou agences de voyage ne sont pas assez lucratifs ; par ailleurs, cet établissement ne peut être que de milieu ou haut de gamme : au centre-ville, l'heure n'est donc plus à l'ouverture de modestes auberges ; enfin, ils doivent maximiser le nombre de chambres sur un terrain de taille limitée, ce qui entraîne une verticalisation très nette du bâti et une transformation radicale du paysage urbain : dans le centre-ville de Nyaungshwé, on compte désormais 9 hôtels de 5 étages ou plus (fig. 63 et 64).

Elle remodèle aussi le tissu social à Nyaungshwé. En effet, ces investisseurs puissants acquièrent les terrains du centre-ville auprès de dizaines de familles locales qui, fidèles à leur réputation d'Intha âpres au gain et sachant exploiter les différentiels, déménagent vers des zones plus périphériques et meilleur marché, dégageant de ce fait des bénéfices confortables – du moins en théorie (*cf. infra*). Ils se dirigent alors vers le péricentre (notamment le secteur d'Aung Chanthar) ou vers les nouveaux fronts urbains récemment ouvert au sud (à Paya Gyi) ou au nord (derrière le palais des *sawbwa*). Si tant est qu'elles soient fiables, les statistiques démographiques de 2006 et 2014 mettent clairement en évidence le fléchissement démographique des quartiers centraux (Myolae et Mingalar surtout ; Kanthar, Thazi et

---

<sup>475</sup> Source : U Aung Aung, chef du quartier de Nampan, comm. orale, 23 novembre 2016 ; U Naing Naing et U Kyaw Kyaw Htun, chefs des quartiers de Mingalar et de Kanthar, comm. orale, 5 novembre 2016.

Nampan dans une moindre mesure), au profit du quartier périphérique de Nandawunn, dont la population bondit de 3700 à 6950 habitants (fig. 65).

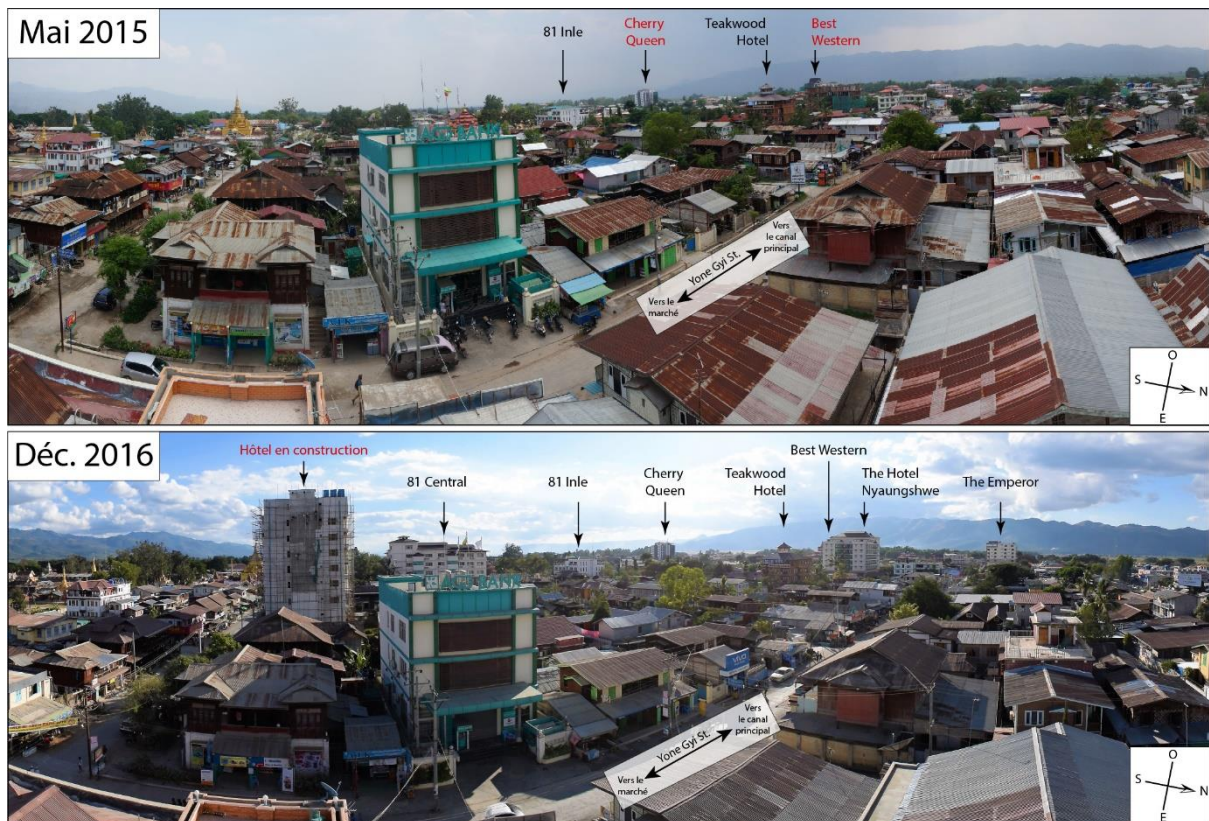


Figure 63 : la transformation du paysage urbain de Nyaungshwé entre mai 2015 et mai 2016. En rouge, les hôtels non achevés lors de la photographie. Clichés : Martin Michalon



Figure 64 : The Nyaungshwé City Hotel, Cherry Queen, Emperor Hotel, Royal Inlay et Best Western : hôtellerie et transformation de l'horizon urbain à Nyaungshwé. Cliché : Martin Michalon, avril 2016

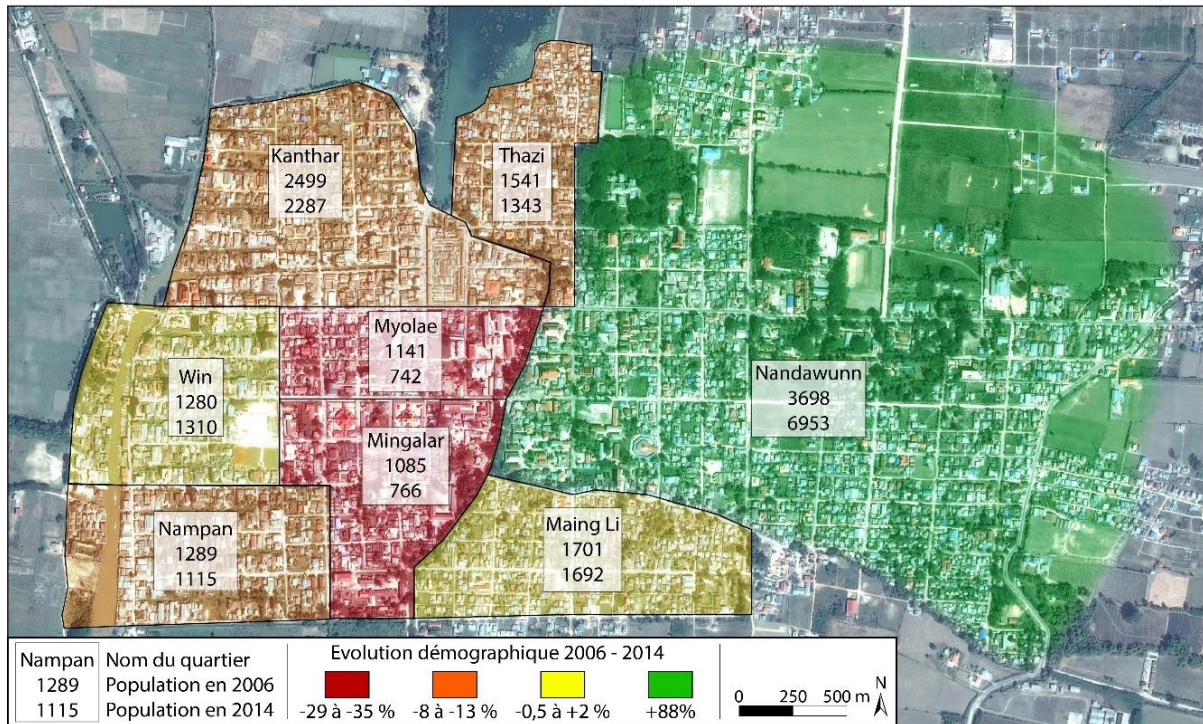


Figure 65 : La dualisation de Nyaungshwé entre 2006 et 2014 : un centre touristique monopolisé par le tourisme et une périphérie en forte croissance, coulisse du secteur. Sources : image satellite Astrium de février 2017 téléchargée à partir de Google Earth Pro™ ; Khun Nay Myo Tun, 2009 : 12 et Ministry of Immigration and Population, 2015.

Les chefs de quartier sont formels : eux et le tribunal de Nyaungshwé sont submergés de cas épineux et violents autour de la question foncière. Ainsi, pendant des décennies, de nombreux achats et ventes de terrain ont été effectués de manière informelle afin de contourner taxes et pots-de-vin<sup>476</sup> ; officiellement, les anciens propriétaires possédaient donc toujours la terre. Voyant les prix augmenter, certains ont donc tenté de vendre des terres dont ils n'étaient plus propriétaires que sur le papier. D'autres familles, installées sur des parcelles qui ne leur appartenaient pas – mais depuis si longtemps qu'ils pensaient en être les propriétaires légitimes<sup>477</sup> – les ont également mises en vente, suscitant les protestations de leurs détenteurs officiels.

Cependant, tous les habitants ne quittent pas le centre-ville, loin de là : certains voudraient vendre leur terrain, mais ne peuvent passer à l'acte parce que les gains par personne seraient insuffisants<sup>478</sup> ou parce qu'un seul membre de la famille s'y oppose. La famille de Daw Chit Swe aurait ainsi reçu une offre ferme de 1 200 lakhs (près de 90 000 €) pour son terrain, bien situé en centre-ville ; 6 ayants-droits seraient prêts à vendre, mais un

<sup>476</sup> Comme le précise un chef de quartier, il était nécessaire, afin de changer le titre de propriété d'un terrain, de disposer de solides amitiés au *Land Survey Department* ou de payer 10 à 15 lakhs (740 à 1110 €) de pots-de-vin.

<sup>477</sup> Source : U Aung Aung, chef du quartier de Nampan, comm. orale, 23 novembre 2016.

<sup>478</sup> Source : Ma Ei Ei Gyi, restauratrice, comm. orale, 22 janvier 2011.

dernier s’y opposerait. Aujourd’hui, la parcelle familiale est partagée par un mur surmonté de barbelés, séparant des frères et sœurs désormais ennemis. D’autres propriétaires se gardent bien de vendre, par refus assumé d’enrichir de lointains cousins avec lesquels les relations sont glaciales<sup>479</sup> ; enfin, plus fondamentalement, de nombreux témoins nous ont fait part de leur attachement à la maison et à la terre de leurs ancêtres<sup>480</sup>.

Néanmoins, pour ceux qui restent, la vie se déploie dans un univers désormais bien différent, façonné par et pour des *outsiders*, et dont ils se sentent parfois exclus (Koppens, 2015). Nos interlocuteurs se plaignent ainsi tous de la construction effrénée d’hôtels et des nuisances que cela génère, de l’augmentation du trafic sur les grands axes de la ville, du bruit et de la poussière qui s’en dégagent. Les lieux particulièrement sensibles sont Yone Gyi, l’artère principale est-ouest de Nyaungshwé et les abords du marché, grouillants d’activité, de cyclistes et de motards, surtout lors du grand marché, un jour sur cinq. Certains habitants expliquent même avoir déménagé du centre-ville vers la périphérie, précisément pour échapper à ces nuisances du quotidien.

Face à cette massification des flux, les habitants de Nyaungshwé recherchent la marge, qu’elle soit spatiale (on recompose les itinéraires du quotidien pour éviter les zones à risque, on privilégie les ruelles de terre battue, les venelles de quartier) ou temporelle (on se rend au marché à 6h30 du matin au lieu de 8 h). Malgré ces stratégies, nos interlocuteurs déplorent une vie sociale moins dense : certains voisins ont vendu leurs terrains et sont partis, remplacés par des inconnus avec lesquels les relations sociales sont minimales ; les enclos et les murets de parpaings poussent autour des maisons ; le marché, auparavant lieu de sociabilité et de rumeurs où l’on s’attardait une partie de la matinée, est devenu un espace répulsif que l’on traverse au pas de course. Si, dans ce village devenu ville, les plus jeunes générations semblent s’adapter à ce nouveau rythme de vie, à la musique techno qui s’échappe du nouveau *skate park* et aux klaxons des motos<sup>481</sup>, les autres ont plus de mal à reconnaître l’environnement dans lequel ils ont grandi :

« Certaines rues n’ont plus rien à voir avec ma ville natale ; *je ne me sens plus chez moi ici* ; il m’est déjà arrivé de vouloir rendre visite à une amie... et de trouver un hôtel à la place de sa maison !

---

<sup>479</sup> Source : Daw Ni Ni Htoo, habitante du quartier de Myolae, comm. orale, 11 octobre 2015.

<sup>480</sup> Source : Daw Ni Ni Htoo, Ko Than Htut Oo, Ma Mya Mya Htwe, Daw Phyu Phyu Htun, habitants du quartier de Myolae, comm. orale, 11 et 16 octobre 2015.

<sup>481</sup> Source : U Sein Win Ko, habitant du quartier de Myolae, comm. orale, 8 mars 2016.

Heureusement, mon quartier [dans le quartier Maing Li, à l'écart de l'animation] est encore paisible, *c'est un refuge pour moi.* »<sup>482</sup>

Un vieil habitant de Nyaungshwé insiste quant à lui sur l'apparition de lieux régis par des codes occidentaux qui lui sont étrangers et qui l'excluent :

« Tous ces nouveaux bars... On n'y va jamais ; ils servent des alcools différents de ceux que l'on connaît, ils sont chers... Mais ce n'est pas qu'une question de prix : même s'ils étaient bon marché, on n'irait pas. On ne se sent pas à l'aise dans cet environnement, on ne sait pas comment s'y comporter. Je n'oserais pas à y boire, j'aurais peur du regard que l'on porterait sur moi. Avant, les touristes n'avaient guère de choix en termes de restaurants, donc ils devaient côtoyer les locaux. Aujourd'hui, c'est beaucoup moins le cas, même s'il existe encore des restaurants assez mixtes. »<sup>483</sup>

En résumé, avec la libéralisation économique et l'insertion du tourisme local dans les réseaux capitalistes nationaux, de nouveaux acteurs entrent en scène. Plus puissants, adossés à de grands groupes, bénéficiant d'appuis en haut lieu et parfois inscrits dans des mécanismes de blanchiment d'argent qui font passer la rationalité économique au second plan, ils portent le foncier à des niveaux inaccessibles aux acteurs locaux. Aujourd'hui, nos interlocuteurs sont unanimes : plus aucun acteur local n'a les moyens d'acquérir de terrain au centre-ville de Nyaungshwé. En l'espace de quelques années, cette inflation spéculative a dépossédé les Intha de la ressource foncière et assuré la mainmise des puissants acteurs du capitalisme – souvent de connivence – birman sur les quartiers centraux et historiques de Nyaungshwé, le cœur symbolique de la ville. Comme le regrettent certains interlocuteurs, les Intha sont largement responsables de leur propre marginalisation : en spéculant, en alimentant cette spirale inflationniste, ils se sont enfermés dehors et ont jeté la clé.

Bien que des recherches plus approfondies soient à mener sur cette question, il semblerait donc que l'on assiste à une dualisation de l'espace urbain. D'une part, la Nyaungshwé des étrangers – que certains habitants désignent désormais comme l'*hotel zone*<sup>484</sup>, preuve de l'émergence d'un nouveau territoire – assez distinct et palpable pour mériter son propre surnom. Ponctuée d'hôtels, de bars à cocktail, d'agences de voyage et de loueurs de vélo, ce *Central Tourism District* (Duhamel et Knafou, 2007) voit défiler groupes de touristes, *backpackers*, pilotes de bateau, guides et personnel hôtelier en uniforme. D'autre

---

<sup>482</sup> Source : Ma Su Su Win, habitante du quartier de Mingalar, comm. orale, 8 mars 2016.

<sup>483</sup> Source : U Sein Win Ko, habitant du quartier de Myolae, comm. orale, 8 mars 2016.

<sup>484</sup> Cette « hotel zone » ne doit pas être confondue avec le projet gouvernemental de zone hôtelière au sud-est du lac. Ici, le terme désigne l'hypercentre de Nyaungshwé, où la densité d'hôtels est maximale.

part la Nyaungshwé birmane, coulisse et double de la ville touristique, territoire des maisons de bois, des ruelles cahoteuses et parfois boueuses, des *teashops* enfumés, des vendeurs de bétel ; un espace qui, sans le dire, cultive sa marge et devient un espace de repli. Si le retranchement des touristes vis-à-vis de la population locale est évidente (Gay, 2000), la réciprocité n'en est pas moins vraie.

### **6.2.2. Les fronts pionniers en proche périphérie de Nyaungshwé : spéculation et migrations**

Au-delà du centre de Nyaungshwé, on distingue un second front foncier, qui comprend la périphérie immédiate de la ville. Au sud, la jonction est ainsi quasiment établie entre le quartier de Maing Li et le village de Paya Gyi. Historiquement, ce dernier ne comptait qu'une quinzaine de maisons ; il en compte aujourd'hui environ 150<sup>485</sup>. Les premières parcelles ont été vendues en 2008 : le lopin de 20 x 40 pieds (75 m<sup>2</sup>) valait à l'époque 1 lakh (environ 100 €, soit 1,3 €/m<sup>2</sup>) ; aujourd'hui, ce même lot en vaut 38 (environ 2 800 €, soit 37 €/m<sup>2</sup>). La composition sociologique du village change en profondeur : autrefois peuplé de paysans, il est désormais occupé par des travailleurs journaliers, des charpentiers, des pilotes de bateaux, des conducteurs de triporteurs et de taxis, et de modestes employés d'hôtels.

Au nord de Nyaungshwé, le quartier de Nandawunn déborde quant à lui sur d'anciens champs de canne à sucre. D'après les images satellite, le front de lotissement<sup>486</sup> se met en place vers 2007-2008, juste derrière le palais des *sawbwa*, à proximité immédiate du lac Thazi, et progresse vers le nord (annexe 60) : il est à 400 mètres au nord du palais en mai 2010 ; à 600 mètres en février 2014 et à plus d'un kilomètre en février 2017. Ce mouvement s'accompagne d'une forte augmentation du prix du foncier : un bloc de 70 pieds de côté (450 m<sup>2</sup>) vaut 15 lakhs (1 500 €) en 2008, 80 (8 000 €) en 2011 et 350 (26 000 €) en 2015, soit une progression de 3,3 à 57,8 €/m<sup>2</sup> sur la période<sup>487</sup>. À mesure que les prix augmentent à proximité immédiate de Nyaungshwé, de nouveaux champs sont lotis à leur tour, plus loin au nord et à l'est, en direction de Sai Pyo. Les témoignages des courtiers mettent à la fois en lumière l'importance des surfaces alloties et le rythme effréné des transactions. Ko Maung

---

<sup>485</sup> Source : U Thein Han, chef du village de Paya Gyi, comm. orale, 26 novembre 2016.

<sup>486</sup> Il nous semble plus juste de parler de front de lotissement que de front d'urbanisation car, cette extension étant largement mue par la spéculation, une trame viaire se met en place sans pour autant être bâtie.

<sup>487</sup> Source : U Maung Toe, propriétaire foncier, comm. orale, 16 octobre 2015 ; Ko Aung, propriétaire foncier, comm. orale, 17 octobre 2015 ; Ma Aye, courtière, comm. orale, 26 novembre 2016.

Htwe acquiert ainsi un champ de 4 acres (1,6 hectare) au début de l'année 2015 et y délimite 52 parcelles : 7 mois plus tard, il n'en reste plus que 6 à vendre<sup>488</sup>.

Si, au centre-ville, les transactions foncières n'impliquent désormais plus que des acteurs extérieurs à la région, la situation au nord et au sud de Nyaungshwé est assez différente : en règle générale, les acquéreurs sont originaires d'Inlé. Ainsi, sur les 46 lots vendus au nord de Nandawunn par le courtier Ko Maung Htwe, 43 l'ont été à des investisseurs de la région et 3 à des hommes d'affaires de Taunggyi<sup>489</sup>. Non loin, sur les 32 terrains écoulés par son homologue Ko Aung, une moitié l'a été à des familles de Nyaungshwé, l'autre à des habitants des collines voisines<sup>490</sup>. Dans certains cas, ces terrains sont investis par des ménages qui, après avoir vendu leur parcelle au centre-ville à des acteurs touristiques et/ou quitté le foyer de leurs parents après le mariage, se construisent une maison en périphérie. Dans d'autres, ils sont achetés de manière anticipée par des familles qui songent à quitter le centre-ville à moyen terme : l'investissement de la périphérie par les Intha n'est donc qu'un signe avant-coureur de leur départ du centre et du renforcement de la mainmise des investisseurs extérieurs sur le cœur de la ville. Enfin, et surtout, la majorité des lots sont achetés dans un but purement spéculatif. Ainsi, sur les 46 parcelles vendues par le courtier Ko Maung Htwe, une vingtaine seraient restées vides, dans l'attente d'une revente future<sup>491</sup> ; parmi les 36 lots vendus par un autre, au moins un tiers est destiné à la revente<sup>492</sup>. Cela n'est pas fondamentalement surprenant : dans un pays où le foncier est avant tout un instrument d'épargne, et dans une région relativement aisée, toute famille de classe moyenne cherche des placements judicieux. À Nyaungshwé, le marché du petit foncier – où les lots valent entre 10 et 50 lakhs (740 à 3 700 euros) – est ainsi porté par les épiciers, les commerçants, les fonctionnaires, les chauffeurs de taxi, les guides touristiques, etc. Pour ces acteurs, le foncier n'est qu'un actif très mobile, appelé à être revendu le plus cher possible, à un investisseur le plus riche possible. À moyen terme, une grande partie de ces lots achetés par des habitants de Nyaungshwé devrait donc passer sous le contrôle d'acteurs extérieurs à la région.

Si la bourgeoisie locale est très active dans le foncier autour d'Inlé, elle reste cependant cantonnée aux terrains bon marché ; dès que les lots passent la barre des 100 lakhs (11 100

---

<sup>488</sup> Source : Ko Maung Htwe, courtier, comm. orale, 16 octobre 2015.

<sup>489</sup> Source : *id.*

<sup>490</sup> Source : Ko Aung, courtier, comm. orale, 17 octobre 2015.

<sup>491</sup> Source : Ko Maung Htwe, courtier, comm. orale, 16 octobre 2015.

<sup>492</sup> Source : U Maung Toe, propriétaire foncier, comm. orale, 16 octobre 2015.



€), ils semblent supplantés par des acteurs extérieurs. Ce palier est tout à fait visible dans le projet colossal qui était en cours lors de notre séjour sur le terrain : entre Nyaungshwé et Sai Pyo, un groupement d'actionnaires puissants – dont l'omniprésente compagnie *Phyu Zin* – mettait en vente non pas 2 ou 3 hectares, comme les fermiers et les courtiers locaux, mais près de 30 hectares. Dans ce vaste périmètre, les lots de 50 pieds de côté (230 m<sup>2</sup>) étaient en vente pour un prix élevé, compris entre 100 et 150 lakhs chacun (7 400 à 11 100 €, soit 32 à 48 €/m<sup>2</sup>), un prix qui sélectionne mécaniquement des acheteurs aisés de Rangoun, Mandalay, Taunggyi, Nay Pyi Taw, etc.<sup>493</sup>.

Entre ces profils bien distincts d'acquéreurs, mus par des intentions très variables, le front urbain qui progresse au nord de Nandawunn offre aujourd'hui un paysage confus : celui d'un damier régulier de chemins et de poteaux de bétons, haché de fils barbelés, alternant de manière très aléatoire des parcelles enfrichées en attente spéculative, des maisons cossues et des cabanes de bambou (annexe 61).

Précisons enfin que ces nouveaux fronts nord et sud progressent dans l'illégalité complète : officiellement, ces zones sont toujours agricoles et donc non constructibles. Néanmoins, ces limitations sont contournées par les chefs de quartier, qui jouent les intermédiaires entre les promoteurs, les acheteurs et les autorités, au cours d'un discret processus de négociation sur fond de pots-de-vin<sup>494</sup>. *In fine*, les nouveaux habitants n'ont pas de titre de propriété officiel, mais une simple attestation achetée au chef de quartier pour 50 000 Kyats (37 euros)<sup>495</sup> : un arrangement avec la loi qui les met en position de vulnérabilité vis-à-vis de l'administration et de redevabilité vis-à-vis du chef de quartier. Par ailleurs, ces zones étant situées au-delà de l'aire municipale officielle, les autorités ne sont pas tenues de les équiper d'infrastructures routières ou électriques. Les promoteurs (et notamment la puissante *Phyu Zin*) s'emparent donc de ces missions de service public et mettent en place ces réseaux, répercutant – largement – le coût de ce service aux usagers : alors que le raccordement d'un foyer au réseau électrique coûte 2,5 lakhs (185 €) dans le centre-ville de Nyaungshwé, la même opération coûte entre 6 et 8 lakhs (440 à 590 €) à Paya Gyi. De tels agissements sont tolérés, voire encouragés par les autorités, qui externalisent au secteur privé des missions d'aménagement du territoire qui lui incombent pourtant ; au lieu de consentir à des dépenses publiques, elles font des économies – voire engrangent de

---

<sup>493</sup> Source : Ma Aye, courtière, comm. orale, 26 novembre 2016.

<sup>494</sup> Source : U Aung Aung, chef du quartier de Nampan, comm. orale, 23 novembre 2016.

<sup>495</sup> Source : habitante de Paya Gyi, comm. orale, 26 novembre 2016.

discrètes commissions – et renforcent les liens clientélistes avec des compagnies amies. Les fronts d’urbanisation de Nyaungshwé sont donc une allégorie de la « frontière » comme zone grise, territoire des rapports de force et des *cronies*, où le droit est plus négocié qu’appliqué, et où l’État s’appuie sur des partenaires privés pour assimiler la marge.

Ces nouveaux quartiers sont essentiellement nés de la migration de familles du centre vers la périphérie. Pour certains, ce mouvement constitue une opportunité unique, synonyme d’ascension sociale. Ainsi, ceux qui peuvent vendre leur terrain en ville pour plusieurs centaines de milliers de dollars et qui peuvent exploiter au mieux le différentiel de prix entre centre et périphérie se font construire une nouvelle maison cossue à Aung Chanthar ou au nord de Nandawunn, ouvrent un petit commerce ou se lancent à leur tour sur le marché foncier en achetant et revendant des terrains (*cf. infra*), ce qui ne fait qu’entretenir la spéculation locale. D’autres investissent dans une voiture neuve, qui est ensuite louée à un tour-opérateur en échange d’un loyer régulier – ce qui permet à la famille d’accéder à une rente stable. Sur les 280 propriétaires d’automobiles enregistrés auprès de l’association des propriétaires de moyens de transport touristique, environ 80 seraient de « nouveaux riches », qui auraient accédé à l’aisance en vendant leurs terres<sup>496</sup>. Pour ces familles parfois modestes et peu éduquées, la frénésie foncière du centre-ville a signé le début d’une nouvelle vie de rentier, ce qui n’est d’ailleurs pas sans attiser les jalousies et les rancœurs.

Cependant, l’apparition de cette nouvelle bourgeoisie ne doit pas masquer une autre réalité, bien plus répandue et significative : celle de mobilités centre-périphéries peu ascendantes, souvent plus subies que véritablement choisies (Buijtendijk et Tschunkert, 2016). En effet, certaines familles du centre-ville, en général les plus modestes, les plus vulnérables et les plus endettées, ont vendu leur terrain trop tôt et n’ont donc pu en tirer que des bénéfices modestes<sup>497</sup>. D’autres ont pu obtenir des sommes importantes, mais qu’il a fallu partager entre de nombreux proches, émiettant de fait le précieux butin<sup>498</sup>. D’autres encore habitaient de manière informelle chez des proches qui ont choisi de vendre leur terrain tout en gardant tous les bénéfices de la transaction : elles ont donc été expulsées sans avoir la

---

<sup>496</sup> Source : Ko Min Lwin, président de l’association des propriétaires de moyens de transport touristique, comm. orale, 31 janvier 2017.

<sup>497</sup> Source : U Aung Aung, chef du quartier de Nampan, comm. orale, 23 novembre 2016.

<sup>498</sup> La famille de Ko Aung Moe Naing aurait ainsi vendu son terrain dans le quartier central de Nampan pour 1 500 lakhs (110 000 €), mais après partage entre les 7 membres de la famille, il lui aurait resté juste assez pour acheter un terrain à 80 lakhs (6 000 €) au nord de Nandawunn et y faire construire une maison très simple, qui n’avait toujours pas l’électricité lors de notre rencontre. À l’entendre, le bilan de l’opération est donc des plus mitigé. Source : Ko Aung Moe Naing, habitant au nord de Nandawunn, comm. orale, 6 avril 2016.

capacité financière de rebondir : des situations conflictuelles qui nous sont apparues assez nombreuses. Enfin, il faut garder à l'esprit que tous les habitants du centre-ville n'étaient pas propriétaires de leur logement : beaucoup n'étaient que locataires, et ont perdu leur logement quand les bailleurs ont décidé de vendre leur terrain ou d'augmenter les loyers pour loger des travailleurs du secteur touristique (guides, chauffeurs) ou abriter des agences de voyage<sup>499</sup>.

De nombreux interlocuteurs dressent donc un constat assez mitigé : ceux qui ont pu dégager quelque bénéfice financier de leur migration centre-périphérie sont en général satisfaits d'avoir pu acheter leur propre terrain et leur propre maison ; certains nous ont également fait part de leur soulagement d'avoir quitté le tumulte du centre-ville pour le calme de la périphérie. Néanmoins, et souvent dans la même phrase, ces familles témoignent aussi de leur nouvelle marginalité, à la fois spatiale, sociale et symbolique. Spatiale car certains habitants sont désormais installés à bonne distance du centre-ville de Nyaungshwé : pour ceux qui n'ont pas de moto ou qui n'ont qu'un véhicule pour toute la famille, la distance se fait désormais sentir ; elle devient une contrainte au quotidien et un signe sans ambiguïté de leur nouvelle marginalité. Sociale car ces nouveaux quartiers sont pour l'instant des déserts relationnels : les habitants, provenant de tous les quartiers de la ville, des collines voisines voire du *Bamar Pyi*, ne se connaissent pas et se croisent dans une relative indifférence. Au mieux, on n'échange qu'avec ses deux voisins les plus immédiats ; au pire, les relations sont exécrables. Cette fermeture de l'espace social se lit dans les paysages (annexe 62) : tous les terrains sont enclos, ceinturés de palissades voire de murets ; les portails et les portes d'entrée sont cadenassés ; chaque maison n'étant occupée que par une famille, elle est déserte et fermée à clé en journée. La dynamique sociale ne semble pas intégratrice – même les festivals religieux semblent impuissants à transformer ces foyers hétéroclites en communauté – mais centrifuge : la majorité de nos interlocuteurs retourne très régulièrement, voire quotidiennement, dans leur ancien quartier au centre de Nyaungshwé, retrouver la vie sociale qu'ils y ont laissée<sup>500</sup>.

---

<sup>499</sup> Ma Mee Nge aurait ainsi loué pendant plusieurs années quelques pièces dans la maison d'une cousine, pour un loyer de 6 000 kyats/mois (environ 6 € au taux de 2010), qui a progressivement augmenté ; lorsqu'il a atteint 30 000 kyats/mois en 2013 (environ 30 €), elle a dû quitter le centre pour acheter un petit terrain à Paya Gyi, tandis que sa cousine transformait sa maison en *hostel* pour guide touristique, louant des chambres très simples pour 50 000 kyats/mois (environ 37 € au taux de 2017). Source : Ma Mee Nge, habitante de Paya Gyi, comm. orale, 26 novembre 2016.

<sup>500</sup> Source : Ma Mee Nge, Ma Pyay, Ma Aye, Ma Mee Pu, Ma Shwe war Oo, habitantes de Paya Gyi et du nord de Nandawunn, comm. orale, 27 et 28 novembre 2016.

Enfin, la marginalité est symbolique : après avoir vécu au centre de Nyaungshwé, ces familles accèdent désormais à leur maison par un réseau d'étroites pistes de terre, poussiéreuses en saison sèche et boueuses durant la mousson ; ils vivent sur d'anciens champs, voire dans d'anciens bois, c'est-à-dire des environnements encore assez naturels, dévalorisés dans la culture populaire birmane ; certains n'ont plus accès à l'électricité, soit par absence de réseau, soit par manque de moyens financiers pour s'y raccorder ; ceux qui habitent sur les parcelles les moins chères, les plus proches du lac Thazi sont régulièrement inondés. Pour certains de nos interlocuteurs, ces nouvelles conditions de vie sont une déchéance : eux, anciens urbains, doivent désormais composer avec la boue, s'éclairer à la lampe solaire, dégager les herbes folles qui entourent leur maison pour se prémunir des serpents ; en bref, retomber dans une existence campagnarde précaire, une vie de *taw thar*<sup>501</sup> qu'ils pensaient pourtant avoir laissée derrière eux. Ce sentiment de relégation et de marginalisation d'une partie non négligeable de la population périphérique de Nyaungshwé est résumé avec force par l'une de nos interlocutrices :

« Je ne supporte pas ce nouveau quartier : les riches méprisent les pauvres, c'est plein d'insectes, les voisins sont détestables. Je veux absolument revendre ce terrain, peut-être en tirer 180 lakhs [13 300 €], et partir ailleurs. Je suis déçue d'être reléguée ainsi, expulsée de Nyaungshwé. Je suis triste de voir que les familles pauvres comme la mienne ne peuvent désormais plus vivre au centre ; on est tous poussés vers la périphérie. »<sup>502</sup>

### 6.2.3. Au-delà de Nyaungshwé : le lieu de tous les espoirs et de toutes les rumeurs

Le troisième front foncier que nous distinguons est quant à lui extra-urbain ; progressant de manière diffuse partout autour du lac Inlé, il est uniquement à visée spéculative, construit sur des plans à long terme, voire sur de simples rumeurs. Ainsi, au nord d'Inlé, tout le long des 10 kilomètres de route entre Nyaungshwé et Shwenyaung, les champs cultivés sont désormais rares, remplacés par des poteaux de béton, du fil barbelé et des terres en friche. Au-delà de Shwenyaung, une rumeur court : le gouvernement projetterait de construire un nouvel aéroport, le prix des terrains va s'envoler, il est temps d'acheter<sup>503</sup>. À

---

<sup>501</sup> En Birmanie, le terme de *taw thar* (တော့ဘုရား, litt. fils de la forêt) est assez péjoratif : il renvoie à l'image de campagnards rustiques et peu éduqués, vivant dans la précarité.

<sup>502</sup> Source : Ma Shwe War Oo, habitante du quartier au nord de Nandawunn, comm. orale, 28 novembre 2016.

<sup>503</sup> Source : Daw Chaw, courtière, comm. orale, 25 mai 2015.

l'est d'Inlé, la spéculation escalade les premières pentes de la chaîne du Hsin Taung : le village de Htut Ei est ceinturé de parcelles à vendre ; près de Lwe Kin, un courtier vendrait plus de 200 lots<sup>504</sup>. Plus loin, on murmure que lors des travaux de viabilisation de la zone hôtelière, « on » aurait trouvé de riches gisements d'or, et que le gouvernement aurait donc décidé de déplacer la zone hôtelière du sud-est au nord-est du lac ; aussitôt, les courtiers spéculent sur la localisation de la « nouvelle zone hôtelière », achètent des terres, tirent des barbelés ; début 2015, sur ce nouveau front entièrement né de la rumeur, un terrain de 60 x 50 pieds (280 m<sup>2</sup>) vaut 15 lakhs (1 100 €, soit 4 €/m<sup>2</sup>) ; quelques mois plus tard, il en vaut déjà 25 (1 850 €, soit 6,7 €/m<sup>2</sup>)<sup>505</sup>. Le phénomène se prolonge même loin au sud, jusqu'au lac Samkar, nouveau front pionnier du tourisme : dans le village de Thar Yar Gone, le prix d'un acre de terrain est passé de 22 lakhs en 2012 (1 630 €, soit 0,4 €/m<sup>2</sup>) à 100 en 2016 (7 400 €, soit 1,8 €/m<sup>2</sup>)<sup>506</sup>.

Dans la région d'Inlé, comme partout en Birmanie, le marché du foncier est animé par des courtiers (*pweza*). Certains, assez aisés, achètent eux-mêmes des champs, les lotissent et vendent les blocs. Alors qu'ils n'étaient qu'une poignée dans la région il y a une dizaine d'années, ils sont désormais plus d'une cinquantaine, car certaines familles qui ont fait fortune en vendant leur terrain en centre-ville ont aussitôt réinvesti leurs bénéfices dans de nouveaux terrains. Cette classe socio-professionnelle est assez stratifiée, entre les petits *pweza* locaux, qui ont des capacités d'investissement assez limitées et une poignée de promoteurs fortunés, souvent originaires de Taunggyi. D'autres *pweza*, plus modestes mais disposant d'un capital social important, ne vendent que leur capacité d'intermédiation, mettant en rapport acheteurs et vendeurs : ce sont des pilotes de bateau, des fonctionnaires, des commerçants. Par ailleurs, les guides touristiques, de plus en plus nombreux dans la région, s'engagent de plus en plus régulièrement dans cette activité : habitués à circuler en Birmanie, à tisser des réseaux et à sauter d'une échelle à l'autre, ils sont des intermédiaires efficaces<sup>507</sup>. Il va sans dire qu'une transaction peut impliquer plusieurs *pweza* successifs, empochant chacun leur commission.

Les courtiers sont non seulement de plus en plus nombreux, mais également de plus en plus incontournables. À la fin des années 2000, les agriculteurs qui possédaient des terres au

---

<sup>504</sup> Source : courtier (anonymat demandé), comm. orale, 10 octobre 2015.

<sup>505</sup> Source : Daw Chaw, courtière, comm. orale, 25 mai 2015.

<sup>506</sup> Source : Daw Ohnmar Khaing, restauratrice, comm. orale, 25 avril 2016.

<sup>507</sup> Source : U Khaing, chef du quartier de Nandawunn, comm. orale, 27 novembre 2016

nord de Nandawunn vendaient directement leurs terrains aux acquéreurs, parcelle par parcelle ; aujourd’hui, ils vendent systématiquement tout leur champ à un *pweza* fortuné, qui se charge de délimiter des blocs et de les vendre. D’une part, cela leur permet de percevoir des recettes importantes rapidement et en une seule fois ; d’autre part, avec l’augmentation du prix du foncier, les acheteurs potentiels locaux se raréfient ; les *pweza* qui, par leurs vastes réseaux, peuvent atteindre des clients dans tout le pays, deviennent donc indispensables<sup>508</sup>.

Reposant sur de multiples étages d’intermédiation, ce système interroge le processus de création de valeur ajoutée et surtout sur sa répartition entre acteurs. Il s’avère en effet que les fermiers eux-mêmes ne touchent que des bénéfices assez modestes comparés à la valeur finale de la terre. En effet, ils n’ont en général pas les réseaux suffisants pour trouver un acheteur assez fortuné pour acheter tout leur champ : ils doivent donc passer par un ou plusieurs intermédiaires qui les mettent en contact avec des acheteurs – moyennant commission. Une fois acheté à un prix de gros par un promoteur, le terrain est découpé en lots, vendus au prix fort : la vente de quelques parcelles suffit bien souvent à couvrir l’investissement initial. Ainsi, en 2014, Ko Aung achète un champ bien placé à la sortie de Nyaungshwé, sur la route de Maing Thauk pour 700 lakhs (51 850 €) et le divise en 17 parcelles qu’il revend à 150 000 € chacune. Lors de notre visite, il n’en avait vendu qu’une – à une investisseuse de Taunggyi qui n’avait d’autre projet dessus que de spéculer – mais il avait déjà amorti sa mise de fonds de départ.

En conclusion, le succès touristique d’Inlé s’est avant tout traduit par la profonde transformation de Nyaungshwé, ville principale de la région, porte d’entrée du territoire lacustre et pôle majeur de services. Après des décennies d’extension modérée, elle a connu un essor spectaculaire à partir de 2011. Portée par la croissance démographique, l’installation d’infrastructures touristiques fortes consommatrices d’espace, mais aussi par une spéculation tout à fait typique de la Birmanie de Thein Sein, cette transition de la bourgade à la ville s’est accompagnée d’une dualisation de l’espace urbain.

Le centre-ville de Nyaungshwé, cœur du développement touristique, est ainsi monopolisé par de puissants *outsiders* qui investissent au prix fort le marché foncier local, portant la valeur de la terre à des sommets désormais inaccessibles aux entrepreneurs locaux. Les familles intha qui vendent leur terrain au centre de Nyaungshwé se déplacent en nombre

---

<sup>508</sup> Source : U Maung Toe, propriétaire foncier, comm. orale, 16 octobre 2015 et Ko Aung, courtier, comm. orale, 17 octobre 2015.

vers les périphéries de la ville, donnant naissance à de nouvelles territorialités, marquées par la spéculation et la désorganisation. Si cette mobilité est vécue comme une promotion, une trajectoire ascendante par certains foyers qui ont vraiment su en tirer parti, elle est en revanche perçue comme une déchéance, une marginalisation autant symbolique que spatiale par de nombreux autres. Enfin, au-delà, une troisième couronne spéculative se déploie partout autour du lac Inlé, jusque dans les replis de l'œcoumène touristique. Largement mue par la rumeur et la croyance en une augmentation illimitée des prix du foncier, elle met aux prises petits investisseurs locaux et puissants *outsiders*. Cette ségrégation socio-spatiale, cette dualisation de l'espace entre « ville touristique » et « ville autochtone », mécanisme incontournable de la construction d'un territoire touristique (Teo, 2003), est porteuse de tensions et de ressentiment, et donne naissance à des stratégies de repli et d'évitement.

### 6.3. Epilogue

Tout au long de cette seconde partie, nous avons cherché à décrypter comment la mise en tourisme de la région du lac Inlé a participé de l'intégration brutale de la périphérie shan par les gouvernements birman successifs et leurs affidés. Dans le chapitre 4, nous avons montré comment le tourisme autour du lac Inlé a permis une triple intégration : à l'échelle du lac, il a mis en réseau les quatre coins du plan d'eau, ses rives immédiates et les collines qui le bordent, renouvelant des complémentarités anciennes fragilisées par les dynamiques de la mondialisation ; à l'échelle de l'État Shan du Sud, il a donné naissance à un territoire cohérent, organisé autour du lac Inlé, et structuré par des complémentarités fonctionnelles et des réseaux socio-économiques ; à l'échelle nationale, il a transformé l'ancienne marge méconnue et quelque peu inquiétante en périphérie de loisir hédoniste bien identifiée, prolongement rassurant de la vallée de l'Irrawaddy.

Dans le chapitre 5, nous prolongeons l'analyse pour mettre au jour les enjeux et les mécanismes de cette intégration par le tourisme, et en offrons une lecture très politique, autour de la dialectique conflictuelle entre centre et périphérie. À nos yeux, le tourisme a été très largement mobilisé par les gouvernements birman successifs pour prendre le pouvoir sur la marge, la normaliser et la domestiquer. Cette réduction de la marge passe à la fois par son intégration dans le réseau d'infrastructures nationales et dans le discours de progrès porté par le centre ; par la régulation et dé-régulation administrative et fiscale du secteur ; par « l'ordonnancement touristique du monde » (Franklin, 2008) qui, entre cartographie de

l'espace et mise en place d'un discours simplificateur à son sujet, participe de son appropriation par le pouvoir central. La prise de pouvoir sur la périphérie passe également par les personnages-clés que sont les *cronies*. En intervenant dans le secteur touristique, ces derniers intègrent en effet la région dans les réseaux économiques mais également clientélistes et politiques du capitalisme de connivence et, ce faisant, amarrent la périphérie centrifuge au domaine économique et politique birman. Plus directement encore, la prise de pouvoir sur la marge passe par la saisie autoritaire de l'espace et de ses ressources par le pouvoir central au nom du tourisme ; un cas d'école d'accaparement de terres, emblématique des permanences autoritaires du gouvernement Thein Sein, mais également des nouvelles formes d'opposition et des nouvelles luttes autour de l'espace.

Enfin, dans le chapitre 6, nous analysons comment l'intégration à l'échelle régionale ou nationale par le tourisme engendre de l'exclusion au niveau local, d'une part à travers la hausse de la concurrence, qui marginalise de nombreux Intha, et d'autre part à travers la dualisation socio-spatiale de la ville de Nyaungshwé, qui relègue en périphérie les populations les plus modestes. Cette double tendance engendre une montée des tensions entre « populations locales » et *outsiders*. Comme nous l'avons mentionné, ces dynamiques sont plus la règle que l'exception dans la littérature touristique. Néanmoins, à Inlé, elles semblent se déployer selon des modalités originales, qui sont à inscrire dans le contexte de la Birmanie en transition. On peut tout d'abord souligner la rapidité du phénomène, qui ne s'est véritablement amorcé qu'en 2012 et qui, en l'espace de quelques années seulement, est devenu un élément structurant de l'urbanisation locale. Par ailleurs, il repose sur des mécanismes plutôt originaux, caractéristiques de l'ouverture libérale à marche forcée de l'ère Thein Sein : d'une part une « utopie performative » (Loloum et Aledo, 2018) alimentée par la rumeur et le flou statistique ; d'autre part des stratégies spéculatives qui s'appuient non seulement sur une défiance historique vis-à-vis du système bancaire et sur une confiance absolue dans le foncier, vu comme valeur-refuge, mais aussi sur des mécanismes de blanchiment d'argent de grande ampleur ; enfin, un relâchement généralisé du contrôle réglementaire, éperonnant de manière aussi ostensible que peu durable l'industrie touristique.

Chacun à leur manière, chacun selon un angle spécifique, ces trois chapitres mettent en évidence l'intégration de la périphérie dans des réseaux de visiteurs, de capitaux, de main d'œuvre, d'influence politique et symbolique et de modèles culturels, tous centrés sur les basses terres de Birmanie, et tous dominés par des pôles bamar. Cette dynamique, assez



souterraine mais très puissante, participe donc activement de la birmanisation des collines shan. Peu à peu, l'altérité locale est arasée, au profit de codes et de symboles birmans.

L'illustration la plus visible de cette dynamique est sans doute la construction à l'entrée de Nyaungshwé d'une grande pagode, la *Shwe Bodhi Myo Oo Zedi Taw Myat Kyi*<sup>509</sup>. Cet édifice, dont la première brique a été posée en juin 2015 et qui a été inaugurée au printemps 2018, est porteur d'une charge politique et symbolique très importante, tant à travers son style architectural que par le pilotage de sa construction. D'une part, la forme de cette construction est reconnaissable entre toutes : c'est une copie assez fidèle de la pagode Shwedagon de Rangoun à l'échelle 1/3, soit 33 mètres de haut (fig. 66). En revanche, alors que son modèle est un édifice plein, Shwe Bodhi est creuse, abritant un vaste hall de prière, à l'instar de la pagode Uppatasanti de Nay Pyi Taw<sup>510</sup>, édifiée par Than Shwe et ses plus proches soutiens.



Figure 66 : La pagode Shwe Bodhi : la prégnance du modèle Shwedagon. Cliché : Martin Michalon, août 2018.

<sup>509</sup> En birman : ရွှေဗောဓိမြို့ဦးစေတီတော်မြတ်ကြီး

<sup>510</sup> La pagode Uppatasanti est elle aussi une copie presque à l'identique de la pagode Shwedagon, à un pied de hauteur près.

En entrant par l'une des quatre portes majestueuses, le parallèle est encore plus flagrant : le haut plafond voûté est peint de ce même vert *Tatmadaw* que l'on retrouve sur certaines jeeps de l'administration ou sur le mur d'enceinte de certaines casernes, et orné des mêmes mandalas dorés que celui d'Uppatasanti (fig. 67). Originellement, l'édifice devait être couronné d'une ombrelle (*hti*<sup>511</sup>) de style non pas birman, mais shan ; de même, les portails aux quatre points cardinaux devaient prendre modèle sur l'architecture des pagodes d'Indein, à l'ouest du lac car, comme le déclarait un membre du comité de construction,

« Nous sommes ici en territoire shan ; il est donc logique que l'on utilise des motifs shan. »

Or, au cours du chantier – confié à une compagnie de Mandalay – ces intentions de départ s'évanouissent, notamment sous l'influence d'un abbé influent de Nyaungshwé, qui considère que le bâtiment final se doit d'être aussi proche que possible de Shwedagon ; aujourd'hui, la pagode Shwe Bodhi présente donc un style intégralement birman. Quant aux huit statues de Bouddha qui ornent le pilier central octogonal, sept ont été fondues à Mandalay, et l'une d'entre elles provient d'Arakan. Elles insèrent donc la pagode dans un espace bouddhique résolument birman.

---

<sup>511</sup> En birman : ဝိဝိ

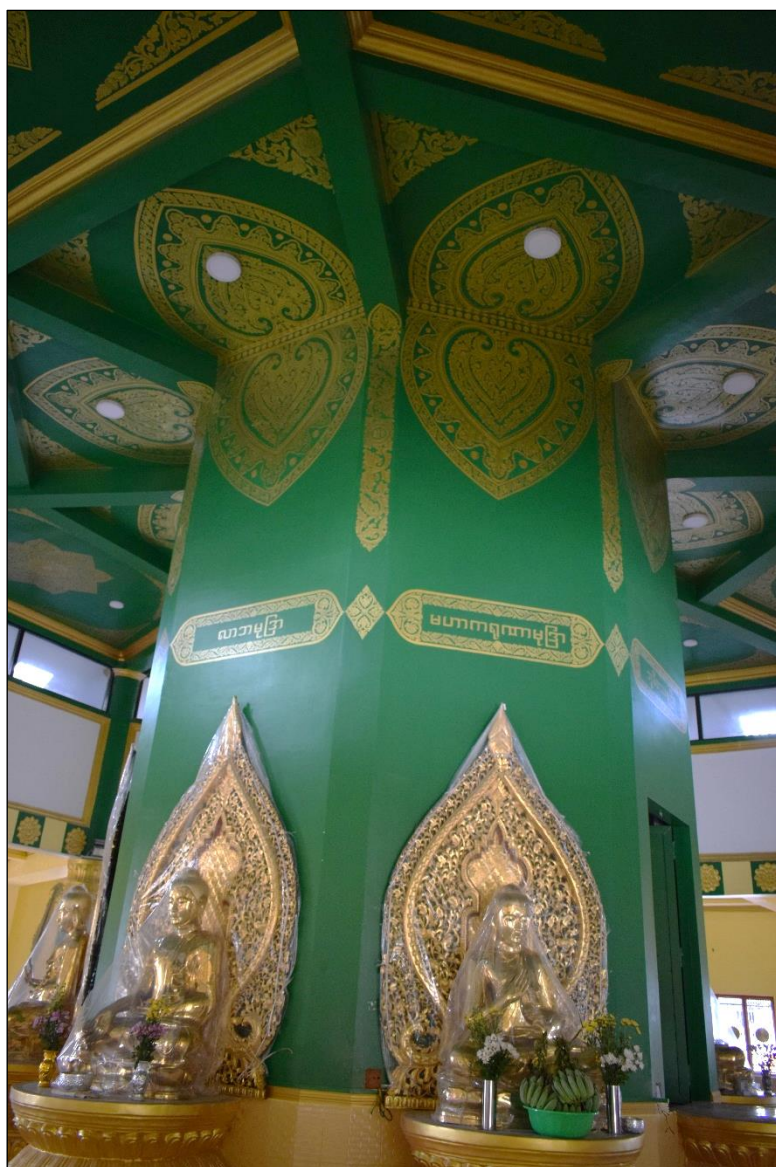


Figure 67 : Shwe Boddhi à Nyaungshwé ou Uppatasanti à Nay Pyi Taw? Cliché : Martin Michalon, août 2018.

D'autre part, le projet est mené de bout en bout par des personnalités birmanes influentes, hauts fonctionnaires symbolisant la mainmise du pouvoir central sur le local. Ainsi, le président du comité de construction n'est autre que U Kyaw Zaw Hla, un Arakanais, ancien officier de la *Tatmadaw* et directeur du Département de l'Administration Générale pour le canton de Nyaungshwé ; le vice-président est U Kyi Myint, chef de la police ; parmi les trois autres membres, on trouve U Tin Aung Kyaw et U San Shwe, deux membres de la municipalité, ainsi que U Win Htay, sous-directeur du département de l'irrigation – un service très important dans la région.

Les coûts de construction (estimés à 12 945 lakhs, soit 960 000 €, sans compter les feuilles d'or censées couvrir l'édifice) ne sont couverts que par les donations, dont le montant et l'origine sont évidemment autant de signaux sociaux et parfois même politiques. La liste

des premiers donateurs, ceux qui ont porté le projet dès le début, rassemble ainsi les grands noms du politique, de l'administratif et du capitalisme de connivence régional : le président Thein Sein aurait ainsi donné 50 lakhs (3 700 €), le gouvernement shan 500 lakhs (37 000 €), les responsables du département de l'irrigation et leur personnel 209 lakhs (15 500 €), U Way Soe et sa compagnie *Phyu Zin* 112 lakhs (8 300 €). On peut également noter l'implication d'un notable très connu de Nyaungshwé : U Bone Kyway, propriétaire d'une usine de purification d'eau, d'une épicerie et opérateur d'une loterie clandestine, activité aussi illégale que lucrative. On peut également relever la participation de plusieurs généraux de la *Tatmadaw* mais aussi d'acteurs touristiques : sur les huit statues de Bouddha au cœur de la pagode, la moitié ont été financées par des hôteliers, des tour-opérateurs ou des exploitants de bus touristiques, à hauteur de 80 lakhs chacun (5 925 € au total) ; la fortune économique se double donc d'une respectabilité et d'une légitimité bouddhique.

Enfin, la localisation de cette pagode est hautement symbolique : comme son nom l'indique, elle est implantée à l'entrée de Nyaungshwé, quelques pas avant la grande arche qui en matérialise le seuil. Originellement, ce site présentait certaines contraintes<sup>512</sup>, mais U Kyaw Zaw Hla, l'initiateur du projet, s'est employé pour y édifier la *zedi*. Par cette position première, inaugurale, elle place tout l'espace urbain sous la protection tutélaire du bouddhisme birman, concurrençant de ce fait la vieille pagode shan de Yadanar Mann Aung, au centre-ville. Au-delà, son influence est à comprendre à l'échelle de tout le lac Inlé ; elle forme notamment avec la pagode Alodaw Pauk de Nampan<sup>513</sup> un doublet hautement symbolique : entre Shwe Bodhi à l'extrême nord et Alodaw Pauk à l'extrême sud du plan d'eau, c'est tout le territoire lacustre qui est placé sous le signe du bouddhisme birman.

Style architectural suivant non seulement le modèle de Shwedagon, mais également celui d'Uppatasanti, symbole par excellence de l'ère Than Shwe ; portage du projet par des personnalités incarnant le pouvoir politique birman et les réseaux du capitalisme de connivence ; localisation des plus symboliques qui place tout l'espace lacustre sous l'autorité du bouddhisme birman : l'inauguration de la pagode Shwe Bodhi marque une étape décisive dans le processus de birmanisation de la marge, de soumission de la périphérie. Ce recours au religieux comme marqueur territorial et politique est assez classique en Birmanie :

---

<sup>512</sup> L'emplacement de la pagode accueillait notamment des tombes de moines, qui ont dû être déplacées avec l'assentiment des autorités religieuses ; par ailleurs, il était inondable, et il a donc fallu exhausser le terrain.

<sup>513</sup> Pour rappel, la pagode Alodaw Pauk fut rénovée par le Général Khin Nyunt en 2002.

« Les militaires construisent des pagodes dans des régions improbables [...] Certains observateurs considèrent qu'elles n'ont pas été édifiées pour rallier les fidèles, mais pour faire la démonstration de l'autorité et de la souveraineté du gouvernement central sur les régions périphériques. Les pagodes sont donc des indicateurs par procuration du contrôle central » (Steinberg, 2007 : 125)

Tout au long de cette seconde partie, la lecture des enjeux de pouvoir autour du tourisme selon l'ancienne dialectique centre-périphérie s'est avérée tout à fait adaptée et, *in fine*, riche d'enseignements. Néanmoins, il nous semble important de ne pas nous contenter de ce cadre d'analyse, et de le dépasser pour analyser les différentes formes de mobilisation du tourisme dans des luttes locales, entre des groupes sociaux résolument autochtones.

### **PARTIE 3 :**

## **LE ROLE DU TOURISME DANS LES RIVALITES DE POUVOIR INTERETHNIQUES LOCALES**

La lecture du tourisme sous l'angle des relations de pouvoir est en général réduite à la dialectique entre un État central souvent autoritaire – ou du moins très volontariste – et tout ou partie du territoire et de la population : soit la contrainte s'exerce sur l'ensemble de la communauté nationale, comme dans le cas des Philippines du président Marcos (Richter, 1989), de l'Indonésie de l'Ordre Nouveau (Picard, 1992 ; Adams, 1997), ou de la Birmanie de l'ère Than Shwe (*cf.* 0.2.4.), soit elle s'exerce sur une partie seulement de la nation, que ce soit les territoires de marge ou les minorités ethniques ; cette dynamique a déjà été amplement décrite en Chine (McKhann, 2001 ; Leicester, 2008 ; Byrne Swain, 2011 ; Yeh & Coggins, 2014), mais également au Guatemala (Devine, 2014) ou en Tanzanie (Gardner, 2012).

Néanmoins, nous proposons ici un changement de perspective : prenant quelques distances avec le modèle – quelque peu aveuglant en Birmanie – de la relation État/nation ou État/périphérie, nous interrogeons comment le tourisme est mobilisé dans les relations de pouvoir entre groupes concurrents au sein même de la périphérie shan. En effet, comme nous l'avons démontré en première partie, la région du lac Inlé est structurée par les rivalités hégémoniques entre Pa-O et Intha. Cette lutte d'influence – dans laquelle l'État central joue certes un rôle prépondérant bien qu'indirect – génère de vives tensions.

Notre objectif dans cette partie est donc de lire le tourisme autour du lac Inlé au prisme de la défiance, et de comprendre comment les discours, les représentations, les infrastructures, les itinéraires et les réseaux clientélistes qui le sous-tendent sont mobilisés par des groupes sociaux rivaux pour appuyer des revendications politiques et territoriales conflictuelles.

Dans le chapitre 7, nous adoptons une approche résolument territoriale, et tentons de décrypter comment les Pa-O et les Intha ont, chacun à leur manière et en fonction de leurs ressources et de leur marge de manœuvre respectives, mis à profit le tourisme pour marquer leur territoire, dessiner les contours de zones d'influence mutuellement exclusives et transformer des zones de transition labiles et poreuses en frontières explicites. Nous montrons

également comment ce rapport de force d'une part, et cette articulation entre tourisme et territoire d'autre part sont recomposés en profondeur par la transition démocratique de 2011, avec l'apparition de nouveaux moyens d'action, plus adaptés à la nouvelle donne touristique, politique et territoriale.

Dans le chapitre 8, nous examinons comment les Intha ont mis à profit le tourisme et tous ses attributs pour reformuler leur identité. En effet, le nouveau contexte politique post-2011 signe un basculement : désormais, c'est l'ethnicité – clairement codifiée et désamorcée – qui donne accès à l'arène politique et à la légitimité. En l'espace de quelques années, les Intha doivent donc procéder à un repositionnement identitaire stratégique : après avoir longtemps cultivé leur proximité avec les Bamar, les voilà maintenant engagés dans une stratégie de différenciation et d'ethnisation, pour s'affirmer comme *taingyintha* (« race nationale » ou « indigène »). Dans ce contexte, le tourisme post-moderne fournit un puissant effet de levier. En tant que fabrique de discours, de mises en scène et même de traditions, en tant qu'articulation entre local et global prenant à témoin visiteurs birmans et touristes du monde entier, le tourisme représente un facteur de réinvention identitaire absolument incontournable.

## **Chap. 7 : Dessiner un domaine touristique pour délimiter un territoire politique : le tourisme comme moyen de frontiérisation**

Comme nous l'avons démontré dans la première partie de cette thèse, les Intha et les Pa-O sont engagés dans une relation d'intense rivalité pour l'hégémonie autour du lac Inlé. Sous le régime Ne Win, les Intha avaient en effet tiré profit de la marginalisation politique et symbolique des « rebelles » pa-o pour s'ériger en alliés fiables du régime dans la périphérie shan. L'avènement du SLORC/SPDC avait marqué un retournement complet des rapports de force : cherchant des alliés disposant d'une puissance militaire suffisante pour ramener l'ordre sur le plateau, la junte birmane avait acheté la loyauté de la *Pa-O National Organization*. Cette dernière avait donc pu établir son autorité sur tout l'État Shan du Sud, y compris le lac Inlé et ses habitants. La transition politique de 2011 signale un dernier changement de polarité, avec l'érosion politique et territoriale de la PNO, et l'entrée des Intha sur la scène politique.

Dans ces revendications hégémoniques contradictoires, l'espace apparaît comme la clé du pouvoir, mobilisée à la fois par la PNO et par les responsables intha. En effet, comme le font remarquer T. Sikor et C. Lund (2009 : 14) :

« Nous émettons l'hypothèse qu'en général, des institutions politico-légales en concurrence pour l'autorité légitime en partie leurs revendications par des stratégies territoriales. En fait, la territorialité est souvent un élément clé dans l'exercice de l'autorité (Lund, 2006). [...] Des marqueurs territoriaux, qui se déclinent du drapeau national aux graffiti sur les murs en passant par les panneaux, les barrières, les symboles du parti, les masques et les marches ponctuent l'espace et le rendent politique. Ces marqueurs créent des espaces qui sont parfois contigus mais qui, plus souvent encore, se chevauchent et entrent en tension. »

Dans ce chapitre, nous démontrons comment, dans cette âpre lutte pour l'espace, le tourisme est mobilisé comme outil de frontiérisation (Guichonnet et Raffestin, 1974 ; Devine, 2016), aussi efficace que polémique, permettant de tracer des limites, de marquer son territoire et d'en exclure l'Autre.

Il apparaît ainsi que dans les années 1990-2000, la PNO adopte une approche très territoriale, empruntant largement au registre de la stratégie militaire : mobilisant des arguments sécuritaires, elle met en avant sa capacité de stabilisation pour s'appropriier le contrôle de zones touristiques ; elle installe des infrastructures hôtelières en des lieux



stratégiques, sur la bordure des zones d'influence intha et pa-o, à la fois point de contrôle des flux et bornes territoriales rendant la frontière visible. Les Intha, quant à eux, ne disposent pas de la puissance militaire de la PNO, mais certains entrepreneurs particulièrement actifs mettent à profit les bénéfices économiques du tourisme pour mener une politique sociale ambitieuse, permettant à la fois de s'affirmer comme des personnalités locales influentes et de tisser un réseau de relations clientélistes. En d'autres termes, la ressource économique qu'est le tourisme permet un accès au politique.

Les années 2010-2011 marquent un changement notable dans cette articulation entre tourisme et pouvoir. D'une part, la PNO voit sa zone autonome très largement réduite, ce qui constitue un revers politique et territorial. Le tourisme apparaît donc comme un moyen détourné de maintenir son influence en-dehors de ce nouveau tracé pour, *in fine*, en contester la pertinence et s'en affranchir. D'autre part, certains responsables intha profitent de la fragilisation de la PNO pour réinvestir par le tourisme de nouveaux espaces, que ce soit les marges du lac Inlé ou la région des lacs Samkar et Mobyé. Dans ce contexte de rivalité entre une PNO réticente à renoncer à son ancienne aire d'influence et des élites intha qui tentent au contraire de réinvestir ces nouveaux « espaces de vacance hégémonique », les collines du Hsin Taung – à l'est du lac Inlé – apparaissent comme un territoire stratégique, zone de contact et de d'intenses frictions. Pour marquer ces pentes, jusque-là en retrait des circuits touristiques, les deux partis en présence se réapproprient le concept – ou du moins le discours – du tourisme communautaire, permettant de marquer rapidement et à moindres frais l'espace et la société, générant des bénéfices économiques, clientélistes et territoriaux certains.

Enfin, nous proposons une lecture très politique et territoriale de la protection de l'environnement, aujourd'hui incontournable dans la région. Nous analysons notamment comment, depuis les années 2010-2011, les Intha ont convoqué ce discours pour s'ériger en protecteurs légitimes du lac comme des collines, et donc pour se réapproprier l'espace.

## **7.1. Les années SLORC/SPDC (1989-2011) : le tourisme comme vecteur de contrôle territorial pour les forts et de contestation discrète pour les faibles**

### **7.1.1. Les Pa-O : tourisme et militarisation de l'espace touristique**

Lorsque U Aung Kham Hti et le Général Khin Nyunt signent le cessez-le-feu de 1991, la PNO obtient le droit d'investir le secteur touristique à Inlé (cf. 3.3.1.3). Dans un premier temps, les Pa-O – montagnards rompus à la guérilla et n'ayant ni expertise touristique, ni connaissance intime du milieu lacustre – sollicitent l'expertise de U Ohn Maung (cf. 5.2.2). Cependant, après ces débuts hésitants, ils semblent pleinement saisir le potentiel du tourisme, non seulement comme ressource économique, mais également territoriale et politique. Ils ont gardé de leur passé militaire une vision très stratégique du tourisme : les territorialités touristiques sont autant de points, de lignes et de surfaces sur la carte, intégrés dans une stratégie plus globale de contrôle de l'espace.

La manifestation la plus visible de cette dynamique est l'implantation de deux hôtels sur pilotis, marquant sans ambiguïté l'intrusion des Pa-O sur le territoire lacustre. Le symbole est d'autant plus fort que leur localisation n'a pas été laissée au hasard (fig. 68). Le premier *resort*, le *Golden Island Cottage 1*, ouvert en 1996, est situé dans le village de Nampan, à la pointe méridionale du lac, là où il s'étrangle pour devenir l'étroite Balu Chaung : une localisation à la fois stratégique (elle permet de contrôler tous les flux) et symbolique (elle marque l'extrémité de l'univers lacustre, la fin de l'influence intha et le début d'un nouveau territoire sous contrôle pa-o). Le second, le *Golden Island Cottage 2*, ouvert en 2000, est quant à lui situé dans le village de Tha Le Oo, sur la rive orientale du lac. Il occupe une position-clé, au confluent des vallées de la Li Chaung et de la Pan Chaung, dont les pentes douces relient Inlé à l'arrière-pays pa-o.

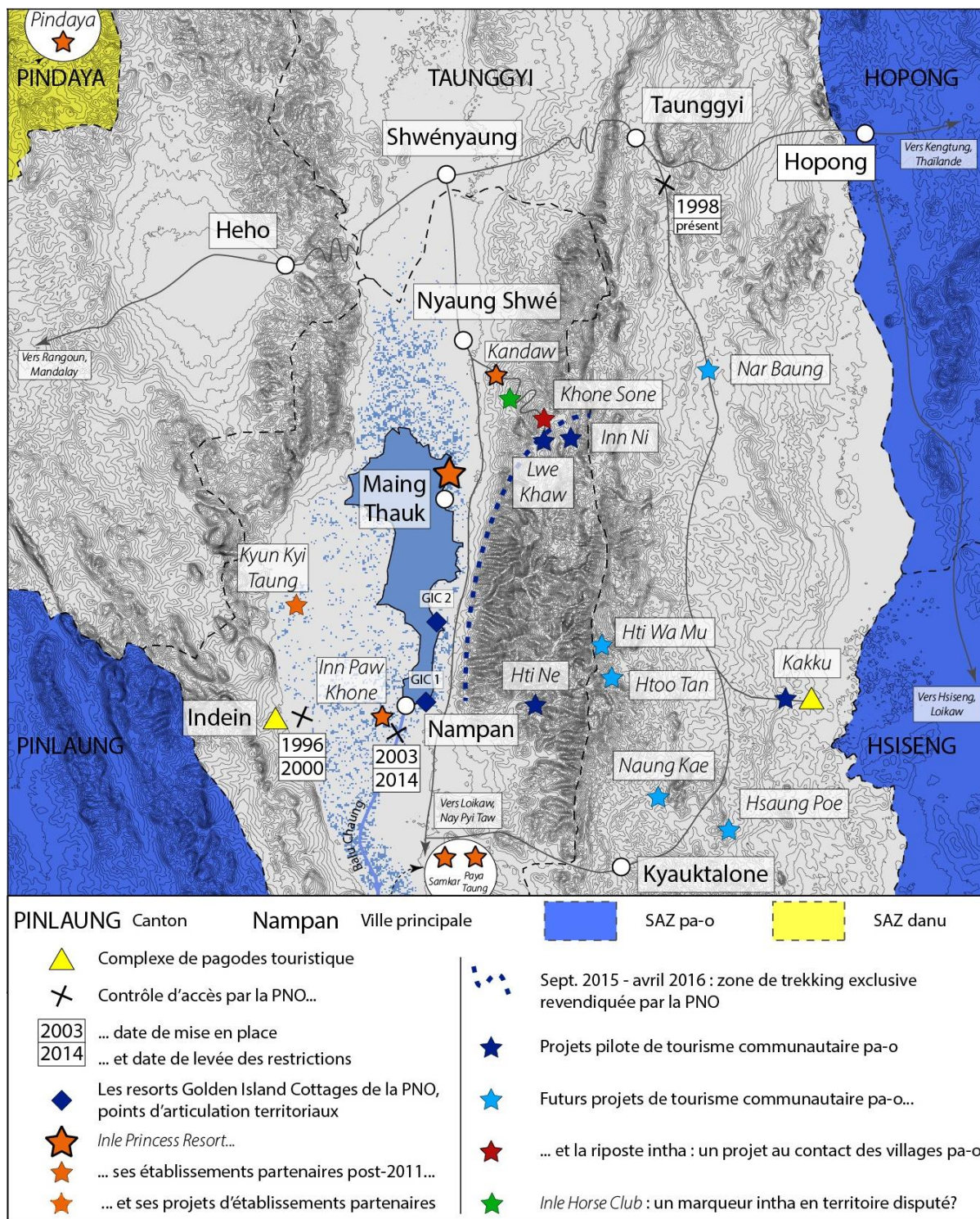


Figure 68 : Tourisme et contrôle de l'espace autour du lac Inlé. Source : données de terrain.

Par ailleurs, la PNO pilote la mise en tourisme de certains pans de son territoire : les régions d'Indein, de Samkar et de Kakku (fig. 68). À chaque fois, l'ouverture de ces anciennes marges troublées se fait sous le contrôle de l'organisation pa-o, qui met en avant sa puissance militaire pour se porter responsable de la sécurité des visiteurs. Ce discours renforce l'autorité de la PNO à plusieurs égards. D'une part, elle réaffirme son monopole de

la violence et donc sa maîtrise politique d'un espace donné. D'autre part, en admettant *même les touristes* dans ces anciennes zones de conflit, la PNO montre ostensiblement qu'elle remplit la mission de stabilisation et de contrôle confiée par la junte militaire en 1991. Enfin, alors que la relation de pouvoir dans le tourisme est souvent décrite comme dominée par l'étranger, elle est ici inversée : le touriste vulnérable dépend des acteurs locaux pour être admis dans un territoire donné, et même pour sa sécurité. En d'autres termes, la PNO met en scène son pouvoir, non seulement sur les populations locales, mais aussi sur les étrangers.

Ce contrôle militaire sur l'espace se double d'un contrôle administratif sur les flux : afin d'accéder à ces trois sites, tout visiteur doit – ou devait – s'enregistrer auprès de la PNO. Cette procédure assez symbolique – les refus ont dû être rares – fait de l'organisation pa-o un *gatekeeper* et entérine donc son contrôle sur le territoire. Elle renforce également cette dernière dans son statut d'institution politique et administrative à part entière : toute demande ne légitime-t-elle pas l'organisation à qui on la soumet (Sikor et Lund, 2009) ? Par ailleurs, le simple fait de dessiner des zones dont l'accès est soumis à enregistrement fait émerger une cartographie du pouvoir auparavant invisible et donne une substance, une matérialité au territoire contrôlé par la PNO.

La région d'Indein, à environ cinq kilomètres au sud-ouest du lac, présente un peuplement en majorité intha (Aye Myint, 2007 : 12). Perché sur une colline qui surplombe le village principal, le complexe de pagodes de Shwe Indein aurait été fondé par un souverain birman et revêt une grande importance religieuse et symbolique pour les Intha. Or, cet espace a longtemps été en bordure de la zone de conflit entre guérilla pa-o et *Tatmadaw*. Après le cessez-le-feu de 1991, les autorités militaires locales le maintiennent comme « zone marron » – interdite aux étrangers – jusqu'en 1996, date à laquelle elles l'ouvrent aux visiteurs, mais sous le contrôle de la PNO. Le fait que le SLORC investisse l'organisation pa-o d'une telle responsabilité vis-à-vis d'une population aussi stratégique (les étrangers) marque une étape importante dans le transfert de légitimité de la junte vers ses nouveaux alliés. Concrètement, chaque bateau vers Indein doit s'enregistrer auprès du *Golden Island Cottage 1*. Par cette formalité, l'organisation pa-o marque doublement son territoire : dans le lieu de la visite proprement dite (Indein, à la marge du lac) mais aussi dans le lieu d'enregistrement (le *resort GIC 1*, à Nampan, sur le lac lui-même). Cette procédure est maintenue jusqu'en 2000, date à laquelle l'accès devient totalement libre<sup>514</sup>.

---

<sup>514</sup> Source : Khun Maung Ngwe, ancien gérant du *Golden Island Cottage*, comm. écrite, 5 juillet 2018.

En 1998, la PNO admet ses premiers visiteurs au complexe de pagodes de Kakku, dont les 2478 flèches blanches se dressent à 37 kilomètres au sud de Taunggyi, dans le canton du même nom (fig. 68, p. 410). Bien qu'il soit situé dans une région de peuplement pa-o, le site est très révélateur de la pluralité ethnolinguistique de l'État Shan du Sud : la plus ancienne des cinq grandes cloches du lieu aurait été offerte par le *sawbwa* shan de Yawng Hwe (à l'ouest) à la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle<sup>515</sup> ; la plus récente par un moine vraisemblablement pa-o de Hsiseng (au sud) ; certaines pagodes ont été financées par le *sawbwa* de Hopong (à l'est), tandis qu'au nord se trouve la ville de Taunggyi, haut lieu politique et commercial fondé par les Britanniques. Le site est donc à la croisée d'influences différentes, ce qui apparaît dans le nom même du lieu : en pa-o, « Kakku » signifie « la frontière, la porte » (Robinne, 2000). Le site est donc un lieu hautement symbolique, et son appropriation un enjeu certain.

Durant les années de conflit dans l'État Shan du Sud, la région de Kakku est le théâtre de combats assez intenses, et devient l'un des cœurs de la rébellion pa-o. Après le cessez-le-feu de 1991, elle est intégrée à la *Special Region n°6*, et les pagodes font l'objet d'une importante réappropriation par la PNO. De nombreuses plaques commémorent ainsi les donations de hauts responsables de l'organisation, dont U Aung Kham Hti<sup>516</sup>. Le lieu est investi avec une telle vigueur qu'il accueille désormais la fête nationale pa-o, qui avait longtemps été tenue à Kyauktalone (Rolly, 1982 : 84). Tous les ans, lors de la pleine lune de Tabaung (mars)<sup>517</sup>, des milliers de pèlerins en costume indigo s'y rassemblent, faisant donc du site l'un des foyers de l'identité pa-o. Dans ce contexte, le tourisme apparaît comme un moteur efficace de réappropriation et de marquage identitaire de l'espace. Ouvert au tourisme en 1998, le site connaît une hausse rapide de sa fréquentation : il accueille près de 4500 visiteurs pour l'année budgétaire 2005-2006.

Enfin, en 2003, la PNO ouvre une nouvelle destination au tourisme : les bateaux de visiteurs sont pour la première fois autorisés à s'aventurer au sud des villages de Nampan et d'Inn Paw Khone et à emprunter le cours sinueux de la Balu Chaung jusqu'au lac Samkar (fig. 68, p. 410). Bien qu'il fasse partie du canton de Nyaungshwé et que ses rives soient

---

<sup>515</sup> Certains Intha ne se privent pas de rappeler ce détail pour contester la légitimité des Pa-O à contrôler le site (source : U Win Myint, ancien ministre ethnique intha, comm. orale, 19 mars 2016).

<sup>516</sup> Détail significatif : de nombreuses plaques rappellent également la générosité de hauts gradés de la *Tatmadaw* – dont le Général Maung Aye, gouverneur militaire de l'*Eastern Command* au début des années 1990 : une cohabitation qui pourrait bien être la traduction symbolique de la mainmise conjointe des Pa-O et de la *Tatmadaw* sur l'État Shan du Sud.

<sup>517</sup> Cet événement commémore la naissance du roi mythique Surya Sanda, fondateur du royaume de Suvarnabhumi : une date fondamentalement politique.

essentiellement de peuplement shan et intha<sup>518</sup>, ce dernier est inclus dans la vaste zone d'influence informelle de la *Special Region n°6* pa-o. Là aussi, la mise en tourisme de la région se fait sous le strict contrôle de la PNO qui, soulignant les risques persistants<sup>519</sup>, se présente comme la seule en mesure d'assurer la sécurité des visiteurs<sup>520</sup>. Le visiteur doit non seulement faire halte à l'un des deux *Golden Island Cottage*, mais aussi payer un droit d'accès de 6 \$ et embarquer un accompagnateur pa-o en tenue « traditionnelle » : autant de signes qui indiquent qu'il quitte l'univers lacustre intha pour pénétrer chez les Pa-O. La symbolique territoriale du *resort* se confirme donc : il constitue un « point d'articulation » entre deux territoires, une borne frontalière nette et très politique. Dans un contexte où les habitants de la région se sont toujours déplacés à leur gré et où la limite entre les aires d'influence intha et pa-o est longtemps restée floue et fluctuante, le tourisme international offre donc un moyen efficace de matérialiser des territorialités exclusives.

D'après certains informateurs, c'est U Ohn Maung en personne qui aurait porté auprès de la PNO l'idée d'ouvrir le lac Samkar au tourisme. Comment comprendre cette initiative qui fait le jeu du rival pa-o ? D'une part, on ignore quels étaient les termes initiaux de la proposition : il est possible que U Ohn Maung ait plaidé pour une mise en tourisme libre, et que ce projet ait été réapproprié selon ses propres termes et intérêts par la PNO. D'autre part, nous faisons l'hypothèse que U Ohn Maung, peut-être instruit par l'exemple d'Indein, a pu faire un pari : introduire le tourisme à Samkar revient à consacrer la transformation de la marge instable en zone touristique banalisée et pacifiée, et donc à remettre en question la légitimité du contrôle militaire pa-o. Par ailleurs, si la PNO contrôle les flux, elle s'en remet toujours aux Intha pour piloter les bateaux. L'ouverture de ce plan d'eau au tourisme, même sous la tutelle pa-o, fournit donc aux Intha l'opportunité de tisser des liens et des complémentarités d'un lac à l'autre, de retravailler la contrainte de l'intérieur et, dans une certaine mesure, de se réapproprier à leur façon le lac Samkar.

### **7.1.2. Les Intha : prospérité touristique, réseaux clientélistes et appropriation de l'espace**

---

<sup>518</sup> Sur les 90 villages qui entourent le plan d'eau, 53 seraient de peuplement shan, 31 intha et seulement 6 pa-o (Saung Hsu Pyae Kyaw, 2018 : 24).

<sup>519</sup> Source : Ko Oo, responsable du bureau Easia, comm. orale, 16 juin 2017.

<sup>520</sup> Source : Khun Htun Oo, responsable de l'organisation touristique pa-o *Golden Island Cottage*, comm. orale, 5 mai 2016.

Si les Pa-O se sont largement appuyés sur leur capacité de contrôle militaire et leur proximité avec la junte pour ouvrir de nouveaux espaces au tourisme et, ce faisant, se les approprier, les Intha ne disposent d'aucun de ces deux atouts. Néanmoins, ils ne demeurent pas en reste : eux aussi savent mobiliser la ressource touristique pour marquer leur territoire. C'est ainsi que durant les années 1990-2000, certains hôteliers intha mettent à profit leur prospérité économique et leur visibilité internationale pour se construire une influence politique et de solides réseaux clientélistes.

Dans la mosaïque socio-économique du tourisme à Inlé, U Ohn Maung occupe une place centrale. Rappelons en effet que cet Intha aisé et éduqué est l'un des pionniers du tourisme local ; il est notamment à l'origine de la première *guesthouse* de Nyaungshwé, l'*Inle Inn*, ouverte en 1976. Il est également une personnalité politique bien connue : en 1988, il prend la tête des manifestations contre le Général Ne Win à Inlé ; en 1990, il est élu aux élections législatives, sous les couleurs de la NLD. Comme les autres députés désignés à cette occasion, il n'est pas reconnu par le SLORC, qui l'arrête et l'emprisonne plusieurs mois. Sa fille Yin Myo Su doit fuir le pays et, grâce aux réseaux d'amitié de son père, trouve refuge en France, où elle suit les cours de l'école hôtelière de Soissons pendant trois ans, avant d'épouser un Français et de rentrer en Birmanie au milieu des années 1990.

D'après ses collaborateurs les plus proches, U Ohn Maung aurait regretté pendant plusieurs années son engagement politique aux côtés d'Aung San Suu Kyi en 1990, qui l'aurait fragilisé à deux niveaux : pour le gouvernement central, il est devenu un opposant politique à réduire ; pour les Intha, sa proximité avec la NLD en a fait un émissaire des Bamar. *A posteriori*, U Ohn Maung aurait considéré qu'un engagement politique moins radical aurait pu lui permettre de mieux servir la cause des Intha : ces derniers auraient-ils par exemple été aussi malmenés par la PNO dans les années 1990-2000 (*cf.* 3.3.3) s'ils avaient été d'un bord politique proche ? À l'entendre, il aurait même pu négocier une zone autonome intha, non par les armes comme les Pa-O, mais par accommodement pragmatique comme les Danu, qui ont joué le jeu du SLORC/SPDC et qui en ont récolté les bénéfices politiques.

Nous sommes ici typiquement dans les stratégies d'évitement et de négociation décrits par A. Maung Thawnhmung (2011), dans ces mécanismes bien plus discrets que la résistance armée mais qui ont régulé de larges pans de la vie politique birmane sous la junte. Selon cette

vision, l'opposition frontale ne peut que fermer des portes, couper le dialogue et réduire au silence ; à l'inverse, donner les apparences de l'adhésion permet de faire entendre sa voix, d'obtenir un certain poids et d'accéder à l'espace politique, quitte à le retravailler de l'intérieur « à son moindre désavantage » (Hobsbawm, 1973, in Scott 1985 : XV). Ce pari peut paraître d'autant plus tentant que la vie politique birmane ne se réduit pas à un bras de fer entre le gouvernement central et sa population : au quotidien, la géopolitique régionale et les rivalités interethniques peuvent paraître tout aussi préoccupantes. En d'autres termes, prêter allégeance – même à demi-mot, même à regret – au gouvernement central, c'est s'assurer un patronage puissant et des arbitrages favorables, décisifs dans les relations de pouvoir locales<sup>521</sup>.

Emprisonné quelques mois à la suite du scrutin de 1990, U Ohn Maung aurait passé un marché avec le SLORC : il aurait obtenu les coudées franches pour mener ses affaires hôtelières à condition de renoncer à toute activité politique et d'assister la junte dans sa stratégie de déploiement du tourisme autour d'Inlé (*cf.* 5.2.2). S'il rentre dans le rang et ne fait plus parler de lui sur la grande scène de la vie publique birmane, peut-on pour autant considérer que le vieil hôtelier a entièrement laissé derrière lui l'action politique et les stratégies de pouvoir ? Rien n'est moins sûr : en 1998, il ouvre l'*Inle Princess Resort*, l'un des premiers hôtels sur les rives du lac Inlé. Construit sur l'esprit d'entreprise et l'expérience touristique de U Ohn Maung, sur le professionnalisme de sa fille Yin Myo Su et sur l'inventivité architecturale et esthétique de son gendre français, l'IPR – comme il est surnommé localement – devient une institution, « un endroit mythique »<sup>522</sup> qui ne connaît aucun équivalent dans la région par la suite, et qui constitue l'instrument de l'affirmation politique de ses fondateurs et des Intha.

Considéré comme l'une des plus belles adresses du pays (*Guide du Routard*, 2006 : 159), proposant jusque récemment les chambres les plus luxueuses de la région<sup>523</sup>, et complet de longs mois à l'avance, l'*Inle Princess Resort* a longtemps accueilli toutes les personnalités internationales de passage en Birmanie : le personnel raconte volontiers la visite de George Bush, Warren Buffett ou Eric Schmidt, le patron de Google, dans *leur* hôtel. De toute évidence, de tels clients ont conféré une reconnaissance internationale au *resort* et consolidé

---

<sup>521</sup> Il va sans dire que ces antagonismes locaux sont soigneusement cultivés par les juntes militaires successives, car ils fournissent autant de raison de rechercher leur protection.

<sup>522</sup> Source : Pierre Genoud, hôtelier, comm. orale, 13 décembre 2015.

<sup>523</sup> 160 à 190 \$ par nuit au milieu des années 2000 (*Guide du Routard*, 2006 : 159), plus de 300 en 2015.



l'image des Intha comme maîtres de la rencontre – et de la ressource – touristique. Le succès est donc au rendez-vous, faisant de l'IPR un colosse économique : en 2015, le *resort* aurait ainsi été le plus gros contribuable de tout l'État Shan<sup>524</sup>. Leurs propriétaires ne sont pas en reste : U Ohn Maung et ses proches sont parmi les personnages les plus fortunés de la région, comme en attestent les rumeurs qui circulent sur le coût de la rénovation de la maison familiale, au centre de Nyaungshwé.

L'envergure économique de l'IPR permet à U Ohn Maung de gérer son établissement non pas comme une simple entreprise, mais plutôt comme une sorte de cité-État, terrain d'expérimentation de sa démarche politique. Ainsi, malgré sa taille modeste (36 bungalows en 2015), le *resort* emploie pas moins de 160 personnes à temps complet et une trentaine de manière plus ponctuelle<sup>525</sup>. Une partie importante d'entre elles est hébergée dans les vastes quartiers du personnel, avec femme et enfants. Pour toute cette petite population, l'hôtel a une politique proche de celle d'un État-providence : il prend en charge l'éducation des enfants, les frais de santé de toute la famille, propose des prêts financiers à taux préférentiel, et contribue même aux funérailles. En d'autres termes, face à un État défaillant incapable d'assumer son rôle, c'est l'IPR qui prend ses responsabilités et qui accompagne toute une cohorte démographique du berceau jusqu'à la tombe.

L'hôtel s'est également construit une solide réputation quant à la formation de son personnel. Rituellement, chaque nouveau salarié débute à la buanderie, puis gravit progressivement tous les échelons grâce à des formations permanentes. Les cadres sont régulièrement envoyés à Rangoun ou à l'étranger<sup>526</sup> et les cuisiniers suivent des formations auprès des meilleurs chefs en Thaïlande ou à Singapour<sup>527</sup>. Alors que tous les hôtels de la région luttent pour garder leur main d'œuvre à tout prix, l'IPR se fixe au contraire un taux de renouvellement (*turnover*) de 10 % par an pour faire rentrer de nouvelles personnes dans le cycle de formation<sup>528</sup>. En 2013, la politique de formation franchit un palier important lorsque Yin Myo Su inaugure l'*Inle Heritage Hospitality Vocational Training Center*, (IHHVTC) un

---

<sup>524</sup> Source : Daw Yin Myo Su, hôtelière, comm. orale, 7 mai 2016.

<sup>525</sup> Il présente de ce fait le ratio personnel/chambre le plus élevé de toute la région. D'un point de vue opérationnel, rien n'impose une telle pléthore d'employés. Cependant, dans la culture entrepreneuriale de la maison, un salaire n'est pas vu comme une charge, mais plutôt comme un revenu versé à une famille, un investissement humain... et politique ?

<sup>526</sup> Source : Ma Chit Chit, propriétaire de restaurant, comm. orale, 20 mars 2016.

<sup>527</sup> Source : propriétaire de restaurant, comm. orale, 31 mars 2016.

<sup>528</sup> Source : Daw Yin Myo Su, hôtelière, comm. orale, 7 mai 2016.

centre d'apprentissage qui dispense un cursus de très haut niveau d'une année entière à une quarantaine de jeunes, principalement originaires du lac.

Tous les employés et anciens employés de l'*Inle Princess Resort* sont unanimes pour souligner l'excellence de la formation dispensée, mais également, au-delà du simple contenu technique, la transmission d'une philosophie de vie, d'une « culture IPR » et la création d'un véritable esprit de corps au sein du personnel<sup>529</sup>. Ainsi, un ancien cuisinier qui a quitté l'hôtel pour lancer sa propre affaire affirme-t-il que

« Sans mes quinze ans à l'*Inle Princess Resort*, je n'aurais jamais ouvert mon restaurant. L'IPR, c'est une formation que je n'aurais jamais pu avoir ailleurs. *Ils m'ont appris comment me tenir et agir dans la vie. Maintenant je peux tout faire !* »<sup>530</sup>

Une autre entrepreneuse déclare quant à elle que

« Quand je suis arrivée à l'IPR, je ne connaissais rien ; *ils m'ont tout appris*, depuis la buanderie jusqu'au poste de chef réceptionniste. C'est grâce à ça que j'ai pu partir travailler à Dubaï de 2009 à 2015. »<sup>531</sup>

On le voit, une relation de fidélité, voire une dette morale s'installe entre les employés, provenant de milieux modestes, et les patrons qui leur offrent une formation et un avenir. Ainsi, un membre du personnel qui avait travaillé plusieurs années à l'IPR avant d'aller tenter sa chance dans le Golfe de 2007 à 2011, déclare :

« En 2011, quand je suis revenu d'Abu Dhabi, j'ai bien reçu une proposition de l'hôtel *Aureum* assortie d'un salaire de 600 \$, mais j'ai préféré retourner travailler à l'IPR pour 200 \$ : c'est une structure familiale, qui aide beaucoup la communauté. »<sup>532</sup>

Dans un marché de la main-d'œuvre pourtant très volatile où les hôtels surenchérisent pour attirer des travailleurs compétents, l'IPR semble donc se dégager de la seule loi de l'offre et de la demande en offrant un supplément d'âme. Cette supériorité morale apparaît nettement dans les propos de Yin Myo Su, quand elle affirme que :

---

<sup>529</sup> Les employés évoquent notamment les grands travaux de rénovation pendant la basse saison, auxquels tout le monde est censé participer, du gérant à la femme de chambre. Ces expériences collectives et même festives ont semble-t-il permis de cimenter la « communauté IPR ».

<sup>530</sup> Source : Ko Saw, propriétaire de restaurant, comm. orale, 20 mars 2016.

<sup>531</sup> Source : Ma Chit Chit, propriétaire de restaurant, comm. orale, 20 mars 2016.

<sup>532</sup> Source : Ko Kyaw Khine, personnel hôtelier, comm. orale, 19 février 2015.

« Si tu ne fais confiance à tes propres gens, qui va le faire ? Tous les entrepreneurs ici sont de bons bouddhistes, font d'énormes donations... mais préfèrent ne pas investir dans la formation de leur main-d'œuvre, de peur que le personnel une fois formé leur file entre les doigts. *Moi, je ne colle pas de feuilles d'or sur la pagode Shwedagon, mais sur mes gens. Ma manière à moi de donner, c'est d'investir dans les gens. Je veux les aider à devenir indépendants, libres.* »<sup>533</sup>

On retrouve ici une rhétorique religieuse évidente, qui inscrit la démarche de l'IPR dans le registre bouddhique de la moralité, de la donation. Or, une telle attitude n'est pas neutre : dans l'économie morale bouddhiste, elle instaure inévitablement une relation de pouvoir entre le donateur<sup>534</sup> et le bénéficiaire<sup>535</sup> qui n'est pas bien éloignée de la relation entre un patron et son obligé (Schober, 1989 ; Boutry, 2011). Certes, le but explicite de l'IPR est précisément de « libérer » son personnel, mais le fait même d'offrir les clés de l'émancipation n'est-il pas l'acte de *metta*<sup>536</sup> (bienveillance) par excellence ? Cela ne crée-t-il pas en retour une dette morale tout aussi importante ?

La stratégie de valorisation de la ressource humaine de U Ohn Maung et de sa famille leur confère une place centrale dans la société locale : ils sont au centre d'un réseau d'acteurs (d'obligés ?) très nombreux (du fait de la politique de *turnover* volontairement élevée), soudés par un même esprit de corps, et qui leur doivent tout leur parcours et tous leurs succès. Ces chaînes de relations offrent un effet de levier d'autant plus spectaculaire que tous ces employés – actuels comme anciens – présentent un niveau de compétence et un sens de l'initiative très supérieurs à la moyenne : ils occupent des postes à responsabilité, et ont donc leurs propres salariés et obligés.

Les 15 % de chiffre d'affaire dédiés à la politique de Responsabilité Sociale des Entreprises<sup>537</sup> ne s'arrêtent pas aux grilles de l'*Inle Princess Resort* : en 2013, l'établissement finançait en grande partie un hôpital, deux cliniques de village, cinq orphelinats, six écoles maternelles et des salles informatiques dans les lycées autour d'Inlé, et accordait tous les ans des bourses universitaires à une dizaine d'étudiants de la région. Toutes ces actions sont co-financées par des soutiens riches et célèbres comme Tony Wheeler, le fondateur de *Lonely Planet*, Eric Schmidt de Google ou encore Tom Freston, du groupe de médias américains

---

<sup>533</sup> Source : Daw Yin Myo Su, hôtelière, comm. orale, 19 février 2015.

<sup>534</sup> En birman : *kyay-zu-shin* (ကျေးဇူးရှင်).

<sup>535</sup> En birman : *kyay-zu-tin* (ကျေးဇူးတင်).

<sup>536</sup> En birman : မေတ္တာ

<sup>537</sup> Source : Daw Yin Myo Su, hôtelière, comm. orale, 19 février 2015.

Viacom, ainsi que par l'ONG norvégienne *Partnership for Change* à partir de 2013<sup>538</sup>. Au printemps 2017, Yin Myo Su ouvre la première école maternelle et primaire privée de la région, une structure modèle proposant des pédagogies innovantes, des classes à petits effectifs et un cursus de qualité aux enfants des environs, pour des frais de scolarité raisonnables<sup>539</sup>.

En résumé, si le climat politique des années 1990-2000 et sa promesse au SLORC/SPDC empêchent U Ohn Maung de mener le combat politique frontalement, il semble bien que le tourisme soit – pour paraphraser Clausewitz – « le prolongement de la politique par d'autres moyens ». L'*Inle Princess Resort* constitue une sorte de petite cité-État – avec son territoire bien délimité, ses frontières, sa population – sur laquelle le propriétaire des lieux a pu mettre en œuvre le système politique dont il rêvait probablement pour la Birmanie : éducation, santé, équité. Ce micro-pays est même animée d'une « culture IPR », à la fois signe distinctif vis-à-vis des autres et signe de reconnaissance entre soi, substitut « d'identité nationale ». Par ailleurs, U Ohn Maung a su mobiliser la puissance financière de son hôtel pour se poser comme acteur incontournable du développement socio-économique de toute la région, prenant à sa charge des missions de service public que l'État semble avoir renoncé à assurer. Les appuis internationaux dont il bénéficie l'érigent en interlocuteur crédible, légitiment son action et confortent sa stature de courtier en développement, faisant jouer ses vastes réseaux pour connecter un territoire à des financements extérieurs.

Dans une Birmanie longtemps synonyme de dictature, de corruption et de *cronies*, les actions de l'*Inle Princess Resort* le rangent sans aucune ambiguïté possible du côté du *bien*, du « tourisme responsable », de la « communauté ». En plus de répondre aux exigences de luxe des clients, le *resort* répond donc aussi à leur besoin d'éthique. Cette supériorité morale génère des bénéfices économiques concrets : dans un contexte où les tour-opérateurs (et les visiteurs indépendants) ont longtemps été accusés de soutenir une dictature (*cf.* 0.2.4.4.), travailler avec (ou séjourner à) l'IPR permettait de préserver sa réputation, voire de transformer le voyage en geste militant. Bien que cela n'ait jamais été formulé clairement par nos interlocuteurs, les propriétaires de l'hôtel ont donc su tirer parti – discrètement mais

---

<sup>538</sup> Source : « U Ohn Maung – A visionary and pioneer in Myanmar's sustainable tourism industry » : [www.globalhumanwarming.org](http://www.globalhumanwarming.org)

<sup>539</sup> Entre 35 et 40 000 kyats (26 à 29,7 euros) par an selon les classes : des montants à la portée des familles locales.

efficacement – des attentes et des représentations occidentales qui ont prévalu jusqu’au début des années 2010.

Le projet de l’*Inle Princess Resort* suscite d’autant plus d’enthousiasme auprès des observateurs, des médias et des clients étrangers que les propriétaires ont un sens aigu de la communication : l’histoire de cette famille d’entrepreneurs intrigue, ce couple franco-birman captive, la jeune Yin Myo Su, parfaitement francophone, séduit. Un discours se met en place, bien rodé, efficace, enchaînant métaphores astucieuses, proverbes intha et citations de grand-mère. Il y est question d’initiative, de courage, de confiance en soi et en les autres, de préservation de la culture et de l’environnement. Les médias prolongent ce *story-telling*, lui donnent de l’envergure : les sollicitations se multiplient, les équipes de journalistes se succèdent à l’IPR (logés gracieusement par la maison), Yin Myo Su apparaît en une de magazines birmans avec des titres comme « Celle qui fait des affaires tout en prenant soin des autres », jongle entre les réseaux sociaux, donne des conférences TedX à Rangoun, accumule les prix et les distinctions.

La notoriété régionale, nationale et même internationale de U Ohn Maung et les siens a une dimension intrinsèquement politique. Au début des années 2010, Yin Myo Su est ainsi surnommée « the lady of the lake », clin d’œil appuyé à une autre *Lady*, qui habite sur les berges du lac Inya : Aung San Suu Kyi. La filiation est tentante : les deux femmes sont des « filles de », ont épousé des étrangers, ont traversé des difficultés à l’époque de la junte ; elles se connaissent bien et s’apprécient. Yin Myo Su rejette pourtant le parallèle, se défendant bien de faire de la politique, ou du moins pas de politique de parti, de politique électorale. En revanche, elle revendique sa volonté d’influer sur le réel et de transformer la société, une forme de politique du quotidien, qu’elle mène à travers son business, à travers des actions et des choix très concrets. Comme elle le dit avec son sens de la formule bien éprouvé : « La politique, ça commence dans votre propre cuisine ».

Si elle refuse de s’engager dans l’univers de la « grande politique », son père franchit quant à lui le pas. Lors des élections générales de novembre 2015, il est élu député du canton de Nyaungshwé, sous les couleurs de la NLD : une forme d’évidence pour la personnalité la plus connue de la région, qui a su utiliser au fil des années la ressource touristique pour construire sa réputation, ses réseaux et son influence. Dans la foulée, Aung San Suu Kyi le nomme ministre du tourisme : une reconnaissance de son expertise à l’échelle de toute la nation. Cette consécration n’est pas seulement individuelle, mais également collective ; sur le

plan politique, U Ohn Maung devrait pouvoir défendre les intérêts des Intha en haut lieu ; sur le plan symbolique, le fait que son nom se soit imposé pour ce portefeuille précis érige les Intha en spécialistes de la rencontre avec l'Autre et légitime donc leurs aspirations à accéder à la ressource touristique.

En résumé, après avoir tenté l'opposition frontale à la junte lors des élections de 1990, U Ohn Maung semble changer son fusil d'épaule et privilégier la voie de l'accommodement pragmatique décrit par A. Maung Thawnhmung (2011) : il accepte de mettre ses ambitions politiques entre parenthèses en échange d'un accès libre à la ressource touristique. Néanmoins, il s'applique à retravailler la contrainte de l'intérieur : en faisant de son hôtel une référence du luxe en Birmanie, il donne une visibilité exceptionnelle aux Intha, les érige en maîtres du tourisme ; il dégagne des recettes très importantes, au profit d'un projet social et politique ambitieux à l'échelle de tout le lac. Articulant habilement la rhétorique de la RSE et de la donation bouddhique, il se positionne comme une autorité politique et morale, au centre de réseaux clientélistes aussi étendus que puissants<sup>540</sup>. Son élection en 2015 et sa nomination au gouvernement marquent l'aboutissement de ce processus de construction politique – discret mais efficace – à travers le tourisme.

## **7.2. Le tourisme dans la nouvelle donne territoriale post-2011 : outil de la puissance déclinante ou vecteur de réappropriation de l'espace ?**

### **7.2.1. L'affirmation de l'influence intha aux limites de l'œcoumène touristique**

Comparé à l'ère SLORC/SPDC, le contexte post-2011 marque l'avènement d'un contexte fondamentalement différent, que N. Cheesman (2016) appelle la « promesse du politique » : le passage – certes encore très relatif – d'une gouvernance autoritaire fondée sur les rapports de force à une autre plus proprement politique, qui prend acte de la différence, fournit des canaux pour l'exprimer et des instances pour la négocier. Dans ce contexte, le monopole de la *Tatmadaw* dans la vie politique se voit remis en question et concurrencé par de nouveaux acteurs. À Inlé, la domination politique de la PNO, construite sur sa puissance militaire et sur sa proximité avec la junte, s'effrite également. L'organisation militaire est en

---

<sup>540</sup> Il nous semble évident que les autorités étaient conscientes de cette construction politique souterraine ; elles ne s'y sont cependant pas opposées, d'une part parce que U Ohn Maung palliait *de facto* une partie de leurs carences ; d'autre part parce qu'il a toujours mêlé le langage de la RSE et de la politique à celui de la donation bouddhique. Comment les autorités pouvaient-elles condamner des actions menées au nom de la *metta* ?

quelque sorte obligée de laisser ses armes au vestiaire et d'entrer dans une arène politique peuplée de nouveaux acteurs tout aussi légitimes qu'elle et dont les voix ont – en théorie et toutes proportions gardées – le même poids que la sienne. Par ailleurs, ses rivaux politico-militaires de la PNLO (cf. 3.3.1.2 et 3.4.1.) signent des cessez-le-feu, ce qui sape donc sa légitimité en tant que facteur de stabilisation militaire de la marge.

Si elle apparaît avant tout comme politique, cette nouvelle donne est également territoriale. Nous reprenons ici à notre compte les observations de B. Brac de la Perrière (2014), pour qui la transition politique de 2011 marque la fin du monopole de l'Armée dans la fabrique de l'identité nationale, et l'intervention de nouveaux acteurs pour réinvestir cet espace. Nous prolongeons ce modèle dans le champ territorial : à partir de 2011, la *Tatmadaw* perd son monopole dans la « production de l'espace ». Localement, la PNO doit troquer sa vaste *Special Region n°6* pour une *Self-Administered Zone* nettement plus réduite (cf. 3.4.1.). Dans ce contexte, l'espace s'ouvre, de nouveaux horizons se font jour, que les Intha cherchent à investir de manière volontariste, à la fois physiquement, économiquement et symboliquement.

Par ailleurs, le décollage économique et touristique post-2011 intègre le lac Inlé au territoire national, aplanit les différentiels, banalise la marge (cf. 6.3.). Dans cette périphérie domestiquée, de nouveaux acteurs originaires du *Bamar Pyi*, voire de l'étranger, imposent leur puissance financière et leurs compétences techniques, fragilisant la mainmise des acteurs locaux sur la ressource (cf. 6.1.). Dans ce contexte, les Intha mènent une stratégie défensive de quête de la marge, de la distance, de la rugosité, remettant en jeu l'avantage comparatif de leur autochtonie (connaissance du territoire lacustre, larges réseaux sociaux, etc.). Dans cette double réappropriation de l'espace, à la fois volontariste et défensive, le tourisme joue un rôle tout à fait central.

Le coup d'éclat le plus marquant des Intha est probablement la réappropriation touristique du lac Samkar en 2014. Après plus de dix ans de monopole pa-o, ils obtiennent ainsi la levée des restrictions d'accès au plan d'eau, tirant pleinement profit des grands changements intervenus sous Thein Sein. Leurs revendications sont ainsi portées par leur *ethnic minister* auprès du gouvernement shan, U Win Myint, nouveau personnage emblématique de la « nouvelle Birmanie » et de l'ethnisation de la vie politique. Dans le même temps, le cessez-le-feu de la PNLO et le retour d'une relative stabilité permet aux Intha

d'extraire le débat sur l'accès à Samkar du seul registre sécuritaire et de le déplacer vers deux nouveaux champs.

Le premier est économique : à leurs yeux, la taxe prélevée par GIC constitue un frein au tourisme et pénalise donc les pilotes de bateaux<sup>541</sup>. En cela, il se placent dans la droite ligne de la rhétorique gouvernementale d'ouverture à marche forcée de l'économie et des territoires (cf. 0.2.5.2.) : un discours qui fait office d'argument d'autorité et qui porte sur la scène politique. Le second est plus culturel : pour les Intha, la région de Samkar n'étant pas de peuplement pa-o, la mainmise de la PNO sur cet espace est injustifiée<sup>542</sup>. Le simple fait que ce soit un *lac* que l'on atteint en *navigant* sur un cours d'eau ne disqualifie-t-il pas d'office les montagnards comme maîtres de ce territoire ? Ce nouveau registre de revendication est très révélateur d'un glissement du concept de légitimité territoriale ; sous Than Shwe elle reposait sur la coercition et le contrôle militaire : le territoire revenait à qui pouvait le contrôler ; sous Thein Sein, elle est fondée sur le culturel : le territoire revient à l'ethnie qui l'occupe le plus ostensiblement. La PNO, qui n'a à notre connaissance jamais justifié son autorité sur le lac Samkar par le fait qu'il était peuplé de Pa-O, mais plutôt par sa capacité à le contrôler, ne peut résister à cette dynamique d'« ethnicisation du territoire » : en 2014, les Intha obtiennent donc un libre accès à la région de Samkar et à la ressource touristique qu'elle représente (cf. infra).

En parallèle, l'*Inle Princess Resort* joue encore une fois un rôle décisif, soit par initiative spontanée d'anciens employés, soit par choix stratégique de ses propriétaires. Dans le premier cas, des entrepreneurs, forts de leur expérience et de leurs compétences acquises au cours de leurs années à l'IPR, ont lancé leur propre affaire, le plus souvent dans le secteur de la restauration. À Nyaungshwé même, ils ont ainsi ouvert au moins cinq restaurants ou bars, dont certains remportent un certain succès. Au-delà, ils se déploient également le long de la route Nyaungshwé - Maing Thauk : sur les dix buvettes qui y ont ouvert depuis 2013, cinq – les plus abouties et les plus soignées – appartiennent à d'anciens employés de l'IPR. Si une telle localisation est avant tout liée à des facteurs économiques (cet axe est le plus emprunté par les routards à vélo), elle n'en comporte pas moins une certaine dimension symbolique : sur ce rivage au pied des collines pa-o, ponctué par des *resorts* appartenant tous

---

<sup>541</sup> Source : U Win Myint, ancien ministre ethnique intha, comm. orale, 19 mars 2016.

<sup>542</sup> Source : Khun Htun Oo, responsable de l'organisation touristique pa-o *Golden Island Cottage*, comm. orale, 5 mai 2016



à des proches de la junte, ces modestes restaurants sont autant de marqueurs de l'influence intha.

Dans le second cas, c'est l'équipe dirigeante de l'*Inle Princess Resort* elle-même qui orchestre – directement ou indirectement – l'ouverture de petites filiales hôtelières. Lors de nos entretiens, Yin Myo Su souligne bien l'importance du contexte post-2011 dans cette stratégie d'essaimage. Au-delà du décollage touristique de cette période et de la nouvelle demande pour des expériences personnalisées, exclusives, voire intimistes, le nouveau climat politique est également déterminant<sup>543</sup>. Il a non seulement ouvert le champ du politique – et le territoire – à de nouveaux acteurs, mais aussi libéré l'initiative privée, en catalysant l'action de la société civile et en remettant au centre du débat les questions de développement. Une telle métamorphose a à la fois facilité l'intervention concrète de l'IPR et l'a légitimé dans son statut d'acteur local du développement – et de la vie politique.

L'*Inle Princess Resort* commence par lancer lui-même un projet très ambitieux, piloté directement par Yin Myo Su : le *Thahara Inle Heritage*, ouvert en 2013 dans le village d'Inn Paw Khone, au sud du lac (fig. 68, p. 410). C'est un véritable complexe, articulant plusieurs espaces. Le visiteur commence sa visite avec l'*Intha Heritage House*, bâtiment comprenant un restaurant gastronomique servant d'« authentiques » plats intha et shan préparés selon « des recettes de grand-mère » ; une petite pièce fait également office de musée familial, présentant quelques vieux meubles et photographies. Au rez-de-chaussée, la « maison des chats birmans » – élevage et conservatoire d'une vingtaine de spécimens de cette espèce rare et très prisée – remporte toujours un franc succès. De l'autre côté d'un pont de bois se trouve l'*Inle Heritage Hospitality Vocational Training Center* (IHHVTC), centre de formation aux métiers de l'hôtellerie, avec ses salles de cours et son internat ; entre les bâtiments de bois, un vaste jardin potager biologique soigneusement ordonné alimente les cuisines. Un peu plus loin, six bungalows de grand luxe au style tout à fait « IPR » attendent les clients pour la nuit et contribuent à financer l'IHHVTC. Enfin, au bout d'une jetée, un petit bâtiment et une poignée d'aquariums exposent la biodiversité lacustre : tortues, espèces de poisson endémiques, etc. Le *Thahara Inle Heritage*, géré par les plus fidèles collaborateurs de Yin Myo Su, est donc à la fois une synthèse et une matérialisation de tout ce qu'est l'IPR : hébergement hôtelier, restauration, formation, protection de l'environnement et du patrimoine local, le tout sous le patronage d'une famille omniprésente et mise en scène.

---

<sup>543</sup> Source : Daw Yin Myo Su, hôtelière, comm. orale, 19 février 2015.

Ce lieu, vitrine de l'influence de la famille la plus célèbre de la région, occupe une localisation hautement symbolique. Il est en effet situé à Inn Paw Khone, village le plus méridional du lac (fig. 68, p. 410) ; rappelons que lorsque le *Thahara Inle Heritage* ouvre en 2013, l'accès au lac Samkar était encore contrôlé par GIC, et que le *Golden Island Cottage 1* de Nampan jouait le rôle de point d'articulation entre aires d'influence intha et pa-o. L'implantation d'un marqueur identitaire et territorial intha comme le *Thahara Inle Heritage* juste au sud de ce repère peut donc être comprise comme une réponse à la PNO. Après avoir établi leur autorité sur le nord du lac avec l'*Inle Princess Resort*, Yin Myo Su et ses proches – et plus généralement, les Intha – l'étendent sur sa moitié sud et ouvrent leur influence vers Samkar.

Après cette réalisation marquante, l'entrepreneuse hôtelière semble changer de stratégie : au lieu de mener elle-même des projets d'envergure, dispendieux, et qui accaparent toutes les capacités de l'*Inle Princess Resort*, elle laisse la main à ses proches les plus dynamiques et compétents. En effet, depuis 2011, de nombreux employés qui avaient quitté la région pour les pays du Golfe lors de la crise de 2007-2008 (cf. 4.3.) font leur retour à Inlé, contribuant au redécollage du *resort* et à son image d'excellence. Néanmoins, vers 2014-2015, cette frange du personnel rencontre une sorte de plafond de verre, aspirant à des responsabilités et à des salaires que l'IPR n'est pas en mesure d'offrir à tous. Fidèle à son objectif de 10 % de *turnover* et à sa politique de « débordement des talents », l'hôtel les incite à monter leurs propres projets hôteliers dans la région. Yin Myo Su, qui mène cette stratégie, pense à rebours des économies d'échelle qui régissent le fonctionnement des *resorts* :

« Un petit *lodge* de cinq chambres peut générer dix emplois directs. Donc imaginez ce que l'on peut faire avec dix petites structures comme ça ; on génère bien plus d'emploi et donc de revenu qu'un seul hôtel de cinquante chambres. »<sup>544</sup>

Elle pousse donc une douzaine d'employés qualifiés et porteurs d'un projet hôtelier dans la région à ouvrir de petites structures haut de gamme, originales et menant une politique environnementale et sociale ambitieuse. En échange, L'IPR propose de fournir un soutien financier et technique, de faire office de plate-forme de *marketing* et de réservation commune, voire de rassembler toutes ces structures sous une même franchise.

---

<sup>544</sup> Source : Daw Yin Myo Su, hôtelière, comm. orale, 7 mai 2016.

L'un des projets les plus dynamiques est le *Thahara Farmhouse*, ouvert en 2014 à Pindaya par Ma Aye Thant – une employée de longue date originaire de la *Myelat* – et financé par un prêt gratuit sur 7 ans accordé par l'IPR<sup>545</sup>. Grâce à la visibilité offerte par sa structure-mère – et aux nombreux contacts de Yin Myo Su dans le milieu des médias et des ONG – l'établissement est nommé dès 2015 pour les *Myanmar Property Awards*<sup>546</sup>. Encore une fois, la localisation de ce *lodge* est symbolique : il se trouve à Pindaya, en pleine zone autonome danu. Bien que les relations avec les Danu ne soient pas aussi tendues qu'avec les Pa-O, cet établissement n'en constitue pas moins un premier point de fixation de l'influence intha. Par ailleurs, le fait que les Intha osent s'aventurer – et avec un certain succès – hors de leur domaine lacustre originel confirme bien leur statut d'experts du tourisme et de courtiers de la différence dans l'État Shan du Sud.

En 2016, Aung Kyaw Swar, l'un des plus proches collaborateurs de Yin Myo Su, ouvre le *Little Eco Lodge* dans le village de Kandaw, à moins d'un kilomètre au sud-est de Nyaungshwé. Ce petit établissement de six chambres reprend lui aussi les codes esthétiques qui ont fait le succès de l'*Inle Princess Resort*. Non seulement le *Little Eco Lodge* se réclame d'un engagement écologique devenu monnaie courante à Inlé – et qui peut d'ailleurs être lu selon une perspective symbolique et politique (cf. 7.3.) – mais il se positionne également comme un lieu de tradition et de culture. Le propriétaire des lieux mène en effet un projet de tissage artisanal (*The little loom*), qui se définit comme *community tourism and heritage weaving*, et qui propose de remettre au goût du jour des techniques textiles du lac en voie de disparition<sup>547</sup>. Ce positionnement sur les registres du culturel, de la préservation et de la valorisation d'un savoir-faire « ancestral » semble s'inscrire dans la dynamique récente de promotion et de codification d'une « culture ethnique » spécifique et territorialisée (cf. 8.2.). Notons que ce projet a été récompensé en 2016 par le *Business Innovation Fund* britannique, procurant une reconnaissance internationale de fait à cette entreprise et à son propriétaire. Là aussi, la localisation de l'hôtel n'est pas anodine : il est situé au pied des collines, juste au bord de la large piste qui sinue vers les villages pa-o et les zones dans lesquelles la PNO affirme aujourd'hui son influence (cf. 7.2.2).

---

<sup>545</sup> Un tel taux de crédit est un avantage plus que salutaire dans un pays où les taux atteignent fréquemment 10 %.

<sup>546</sup> Source : Daw Yin Myo Su, hôtelière, comm. orale, 7 mai 2016.

<sup>547</sup> Source : [http://www.bifprogramme.org/sites/default/files/attachments/a\\_little\\_loom\\_hr.pdf](http://www.bifprogramme.org/sites/default/files/attachments/a_little_loom_hr.pdf)

À ces projets déjà bien aboutis, on peut en ajouter d'autres, qui ne sont encore qu'à l'état d'ébauche. Ainsi, Ko Thar, l'un des employés IPR de longue date, songerait à ouvrir un *lodge* dans le village sur pilotis de Kyun Gyi Taung, à l'ouest du lac. Ce projet serait résolument communautaire : l'infrastructure appartiendrait en effet au village et le gérant serait élu par les habitants. Dans le montage de ce projet, son porteur s'inspire directement des dispositifs existants dans le nord de la Thaïlande, qu'il a pu visiter lors de voyages d'études organisés par l'IPR<sup>548</sup>. Ce détail souligne bien le rôle fondamental du *resort* – et de ses propriétaires – comme courtiers de la mondialisation, trait d'union entre le local et le global.

Si l'*Inle Princess Resort* – et les Intha de manière générale – renforcent leur emprise sur les marges immédiates du lac et dans les zones déjà touristiques, ils s'affirment également sur le nouveau front touristique du système lacustre Samkar-Moby. La levée du contrôle pa-o en 2014 joue un rôle décisif ; désormais, les bateaux de visiteurs entre Inlé et Samkar font plus que simplement transporter des passagers : ils dessinent une continuité fonctionnelle, symbolique, éventuellement identitaire entre les deux plans d'eaux ; ils ont une fonction intégratrice et territorialisante essentielle.

Un système touristique sommaire se met désormais en place le long de la Balu Chaung (fig. 69) : les pagodes de Taung Toe, au sommet d'une colline ; le village de Kyauk Taing, ses potiers shan et ses maisons de bois ; Kyaing Kham, berceau historique du tissage du lotus ; Thar Yar Kone, où l'alcool de riz est distillé dans des alambics de terre. Dans le village de Samkar, sur la rive est du lac du même nom, les « pagodes englouties », point d'orgue de la visite, sont défrichées et restaurées ; un petit restaurant ouvre juste en face, et une poignée de vendeurs de souvenirs attendent désormais le visiteur. Les Intha d'Inlé jouent un rôle central dans l'intégration de cette dernière frontière régionale du tourisme : de manière significative, le *Samkar Lodge*, premier hôtel de la région, ouvert dès 2013, appartiendrait à un proche de Yin Myo Su. Par ailleurs, l'*Inle Princess Resort* a assuré la formation de deux des neuf employés, et envoie à intervalle régulier des formateurs sur place pour conseiller le personnel. Plus loin sur la rive du lac, une autre structure hôtelière a ouvert en 2016, le *Sanctuary*. Lui aussi appartient à l'un des membres du très vaste réseau IPR dans la région, qui a profité de l'expertise technique et du soutien de la famille dirigeante pour monter sa propre affaire.

---

<sup>548</sup> Source : Daw Yin Myo Su, hôtelière, comm. orale, 7 mai 2016.

À cette appropriation volontariste de l'espace par un acteur bien identifié, et se traduisant par des infrastructures physiques pérennes, on peut rajouter une autre dynamique plus discrète d'extension des mobilités et des réseaux intha. Ainsi, avec la saturation du marché des souvenirs touristiques autour d'Inlé, les marchands d'artisanat d'Ywama commencent à se tourner vers le sud. Ainsi, un jour sur cinq, tandis que les marchés de Than Taung et Nampan battent leur plein à Inlé, ceux de Taung Toe et de Samkar voient désormais une poignée de vendeurs de souvenirs monter leurs tréteaux. La majorité d'entre eux est originaire de la lointaine Ywama, et la rentabilité n'est donc pas toujours au rendez-vous. Néanmoins, leur mobilité pendulaire, une fois tous les cinq jours, dessine une continuité nouvelle avec Inlé, et intègre Taung Toe et Samkar à l'aire d'influence intha. Devant le complexe de pagodes de Samkar et à la fabrique d'alcool de riz de Thar Yar Kone, des étalages permanents de souvenirs ont également fait leur apparition. Tenus par des commerçants locaux, ils présentent des objets tout à fait génériques achetés auprès des grossistes d'Ywama, révélateurs de nouvelles complémentarités économiques entre les Intha d'Inlé et leurs homologues du sud.

Au-delà de Samkar s'ouvrent déjà de nouveaux horizons, avec le lac Moby et son port principal, Phekhon, point de départ et d'arrivée des bateaux de passagers et de marchandises vers Inlé. Ce port est lui-même à 45 minutes de route de Loikaw, capitale de l'État Kayah, domaine des « femmes-girafes » ouvert au tourisme par le MoHT en 2014. Déjà, les plus enthousiastes imaginent un axe intégrateur nord-sud, polarisé par Nyaungshwé au nord et Loikaw au sud, et parcouru par des embarcations de touristes tout le long de la Balu Chaung, via Inlé, Samkar et Moby. Un hôtel ouvre même à Phekhon vers 2016. Pour l'heure, le tourisme reste très embryonnaire le long de cet axe : certes, les visiteurs se font plus nombreux à Loikaw<sup>549</sup>, mais la majorité vient en avion et ne fait que rayonner aux alentours pour visiter le village de « femmes-girafes » de Pan Pet. *In fine*, rares sont les voyageurs qui relient Loikaw à Inlé par la route et *a fortiori* ceux qui le font en bateau.

Néanmoins, des signaux faibles indiquent que les Intha mobilisent l'activité touristique pour affirmer leur influence en ces horizons lointains. Ainsi, on compte aujourd'hui dans le village d'Ywama cinq magasins mettant en scène le tissage padaung « traditionnel », effectué par des « femmes-girafes » venues de l'État Kayah. Cette pratique, initiée au milieu des années 1990 pour la *Visit Myanmar Year*, est longtemps restée confidentielle avant de

---

<sup>549</sup> Le nombre de touristes à Loikaw serait ainsi passé de 2 660 à 9 000 entre 2014 et 2017. Source : *Myanmar Times*, 8 juin 2018 : « Officials optimistic about Kayah State tourism prospects »

connaître une nette accélération dans les années 2010, et aujourd’hui, une vingtaine de femmes padaung vivaient à Ywama. L’essor des nouvelles technologies aidant, elles restent en contact permanent avec leur région d’origine, y retournent à intervalle régulier pour des festivals religieux ou des obligations sociales et en reviennent parfois avec une nièce ou une cousine, ne serait-ce que le temps des vacances scolaires. Le développement de ce tourisme ethnique bien particulier, souvent critiqué comme voyeuriste et peu éthique (Reardon, 2004), donne naissance à des réseaux circulatoires et des interactions sociales étroites entre les Intha et les Padaung – au profit des premiers.

Dans un tout autre registre, la collecte des frais d’entrée à Inlé joue aussi un rôle dans l’affirmation symbolique des Intha. Bien que le visiteur n’ait ni à enregistrer son identité, ni à se faire accompagner par un guide local comme c’est le cas à Kakku, et bien que cette somme échappe en bonne partie aux Intha (*cf.* 5.2.4), le droit d’entrée érige les Intha en « maîtres du lac » (Robinne, 2000). En effet, le ticket représente une « scène de vie » intha typique (annexe 51) : des pêcheurs « en tenue traditionnelle » propulsant leur canoë avec la jambe. En payant le droit d’entrée, on achète donc le droit d’être admis en leur territoire.

La refonte récente du mécanisme de collecte lui-même a renforcé le poids symbolique des Intha. Alors que la quantité de points de perception a longtemps été limitée à trois (deux au nord de Nyaungshwé, un à Indein), le nouveau concessionnaire du droit d’entrée à partir de mars 2017 – originaire, rappelons-le, de Nyaungshwé – fait passer leur nombre à sept : quatre au nord de Nyaungshwé, un à Indein, un à Nampan, et un à Phekhon, à presque 100 km de Nyaungshwé. Les flux y sont pour l’heure négligeables : en mai 2018, aucun ticket n’a été vendu à Phekhon, contre plus de 1400 au guichet de Shwe Yan Pyay, à l’entrée de Nyaungshwé. Pour le mois de juin 2018, les chiffres se montaient respectivement à 14 et 2 500<sup>550</sup>.

Le maillage du territoire lacustre par les points de paiement du ticket d’entrée, et surtout son extension vers le sud, apparaît avant tout symbolique. Il a en effet pour fonction d’occuper l’espace laissé – plus ou moins – vacant par la PNO et de l’inscrire dans la continuité d’Inlé : désormais, parvenir à Phekhon, c’est pénétrer en territoire intha.

---

<sup>550</sup> Source : documentation interne d’ICDO.

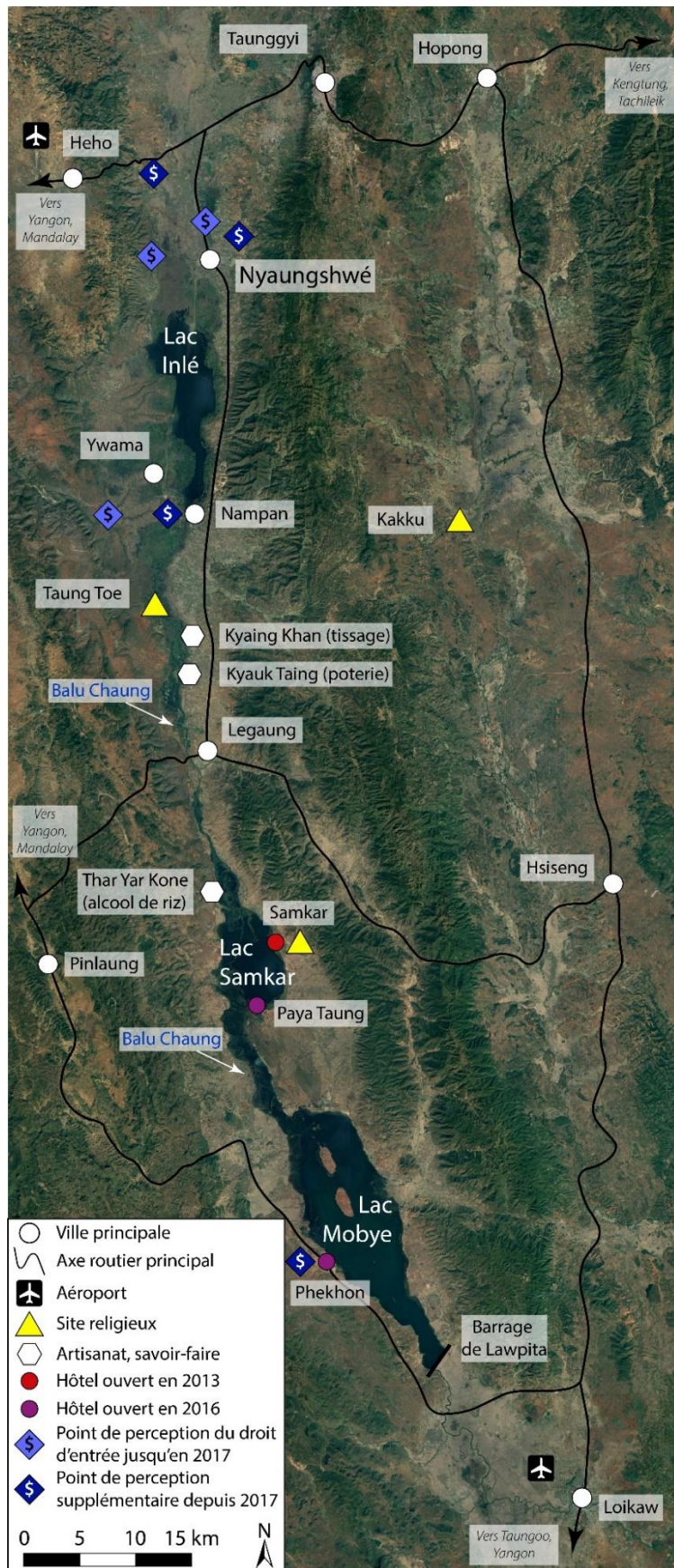


Figure 69: Vers un axe touristique Nyaungshwé - Loikaw ? Réalisation par nos soins. Fond de carte: Google Earth

### 7.2.2. Pour les Pa-O : le tourisme pour retravailler leur nouvelle SAZ de l'intérieur

Pour les Pa-O, la transition politique de 2011 signe la contraction de leur zone autonome : un sérieux revers politique et territoriale. Ils mobilisent donc le tourisme pour maintenir leur présence au-delà des limites de leur nouvelle *Self-Administered Zone*, et marquer culturellement cet espace. Dans le contexte de la nouvelle Birmanie post-dictatoriale, cette intervention est loin d'être anodine : tout marquage culturel de l'espace revient à l'ethniciser, et donc à le revendiquer politiquement.

Cette stratégie apparaît très clairement dans la région de Kakku qui, rappelons-le, faisait partie de la *Special Region n°6* mais qui, depuis 2011, se trouve en-dehors de la nouvelle SAZ. Néanmoins, la PNO met en scène son empreinte persistante sur la région. Ainsi, aujourd'hui encore, les visiteurs arrivant en taxi depuis Inlé doivent faire halte à Taunggyi, au siège de la PNO – lieu politique s'il en est. Là, ils s'acquittent d'un droit d'accès de 3 \$ et s'attachent les services d'un.e guide pa-o en tenue traditionnelle : la PNO ne contrôle donc pas seulement le territoire, mais également le discours à son sujet. Si cette formalité liminale ne suffisait pas pour signifier au visiteur qu'il entre désormais dans un espace contrôlé par la PNO, la mention « Pa-O Territory » sur le ticket d'entrée (fig. 70) le lui rappelle de manière performative ; encore une fois, le tourisme et ses codes permettent une explicitation du réel, la délimitation de frontières et de territoires *lisibles* dans un espace habituellement marqué par la fluidité. Enfin, une fois parvenu à Kakku, l'observateur peut relever la présence d'une poignée de soldats de la PNA qui, d'après leurs propres dires, sont là « pour assurer la sécurité » (fig. 70). Leur équipement peut être dépareillé et leur attention incertaine, la région peut être sûre depuis plusieurs années, leur présence ici symbolise avant tout l'autorité locale de la PNO. Il nous semble assez évident que l'organisation pa-o joue ici du tourisme et de la sécurité des touristes comme d'un prétexte pour justifier le maintien explicite de troupes hors de sa SAZ.

En résumé, ayant payé un droit d'entrée au quartier général de la PNO, ayant en main un ticket qui lui explique qu'il est en territoire pa-o, guidé par un.e guide en tenue entre des pagodes gardées par des soldats de la PNA, comment le touriste pourrait-il encore douter que les Pa-O exercent une influence politique sur le territoire ? Sur le plan religieux, cette mise en scène permet à la PNO de s'appropriier un site bouddhique de première importance, et donc



de renforcer la légitimité et l'hégémonie rituelle des Pa-O, dimension-clé des rapports interethniques locaux (Robinne, 2000a et b).

En affirmant son contrôle politique sur des zones situées hors de sa SAZ sous prétexte qu'elles sont peuplées de Pa-O et qu'elles revêtent une grande importance culturelle (c'est-à-dire en prenant au pied de la lettre la nouvelle définition ethnique du territoire), la PNO fait passer un message très politique : elle remet en question les délimitations officielles de sa SAZ<sup>551</sup> – construites à l'échelle des cantons – et les retravaille, les raffine à un niveau micro, à l'échelle du terroir, pour redessiner un « grand territoire pa-o » auquel elle essaie de donner une matérialité par le tourisme.

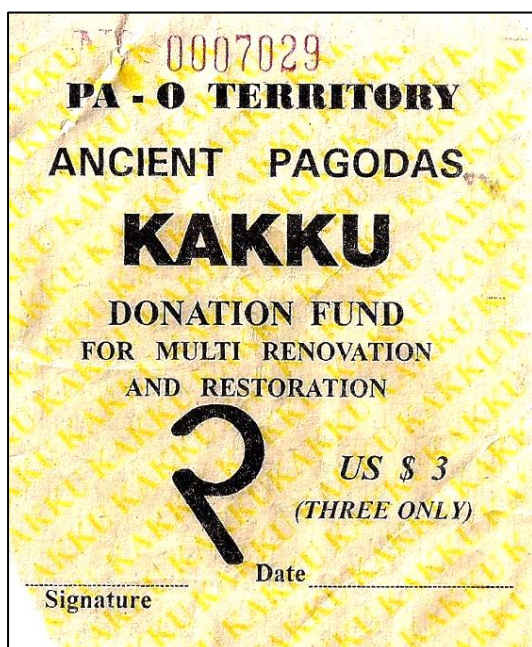


Figure 70 : Ticket d'entrée aux pagodes de Kakku et soldat de la PNA près du complexe.  
Cliché : Martin Michalon, août 2018.

À Samkar comme à Kakku, le dispositif réglementaire et militaire de la PNO ou encore le transit des touristes par des espaces liminaux mis en scène visent à convaincre le visiteur qu'il traverse une discontinuité, une frontière qui le fait rentrer dans un territoire pa-o au sens fort du terme : un espace approprié, contrôlé par la PNO. Cette construction performative

<sup>551</sup> Pour rappel, une SAZ comprend au moins deux cantons contigus dans lesquels une minorité ethnique donnée représente plus de la moitié de la population. Les cantons de Taunggyi ou de Nyaungshwé ne font pas partie de la SAZ pa-o, car les Pa-O y représentent une minorité. C'est bien sur ces fractions de population – et de territoire – que la PNO semble affirmer son influence.

finit par prendre corps dans les guides de voyage, même aujourd'hui, après la disparition de la *Special Region n°6*. Le *Guide du Routard* de 2014 écrit ainsi :

« [à Samkar] Droit d'accès au *territoire pa-o* : être à jour du droit d'entrée au lac Inlé » (p. 206, notre emphase)

« Le site [de Kakku] étant *en territoire pa-o*, on doit obligatoirement passer par le bureau de GIC à Taunggyi » (p. 209, notre emphase)

Cette rhétorique a un écho d'autant plus fort auprès des lecteurs qu'une partie d'entre eux ne demande qu'à la croire : ils sont particulièrement réceptifs à ces descriptions d'un pays fragmenté et hétérogène, éclaté en territoires pa-o, intha, padaung, naga, kachin, karen, etc. contrôlés par des « ethnies » colorées et plus ou moins armées, une sorte de Birmanie pré-nationale, et donc prémoderne, et donc forcément authentique. Les discours des acteurs touristiques et de la PNO, bien que sous-tendus par des intérêts différents, semblent donc converger vers un même but : faire advenir un territoire pa-o distinct, bien délimité et caractérisé.

### **7.2.3. Le tourisme communautaire intha et pa-o, nouveau marqueur de territorialités en friction**

Dans les locaux de l'agence pa-o *Golden Island Cottage* à Nyaungshwé, en bonne place à côté d'un portrait de U Aung Kham Hti, est affichée une grande carte de la région, couvrant tout le lac Inlé et une grande partie de son effluent, presque jusqu'au lac Samkar (annexe 63). De chaque côté de la Balu Chaung remonte une ligne en pointillé, censée représenter, d'après la légende, une *boundary*<sup>552</sup>. Cependant, tout le long de la rive est du lac Inlé, ce tireté disparaît. Où passe donc cette limite ? Quelle que soit la signification réelle de cette *boundary*, cette carte résume bien cette zone comprise entre le plan d'eau et les crêtes de la chaîne du Hsin Taung, à l'est : une zone indéfinie aux frontières floues, une région intermédiaire entre deux aires d'influence, cible de revendications contradictoires. Là encore, Pa-O et Intha mobilisent les infrastructures et les réseaux du tourisme pour s'imposer dans cette marge à la propriété indistincte. Cette stratégie repose sur un moyen d'action original :

---

<sup>552</sup> On peut néanmoins se demander à quoi correspond exactement ce figuré : le tracé ne correspond pas aux limites actuelles de canton.

celui du tourisme communautaire, outil le plus adapté aux conditions locales, le plus rentable en termes économiques, le plus efficace en termes de marquage territorial et de contrôle clientéliste.

Comme mentionné en 4.3., les flux touristiques gagnent les collines du Hsin Taung lors la *Visit Myanmar Year* de 1996 sous l'impulsion d'une poignée de pionniers du trekking, essentiellement intha. À partir de 2003, les simples excursions à la journée sont complétées par d'autres formules, proposant de passer la nuit chez l'habitant, et de s'aventurer plus loin dans les collines. De son côté, GIC investit également le secteur, en proposant notamment une excursion d'une journée depuis le *resort GIC 1* de Nampan jusqu'aux pagodes de Kakku à partir de 1998<sup>553</sup>, ainsi que d'autres circuits plus longs. Les groupes de randonneurs passent alors la nuit dans des villages pa-o, soit dans des monastères, soit au domicile de responsables locaux de la PNO, ce qui montre bien le contrôle politique sur cette activité jugée sensible, ainsi que la concentration des bénéfices du tourisme au profit d'une petite élite locale. Un responsable pa-o évoque d'ailleurs des tensions entre certains villageois pa-o et les équipes GIC, faisant halte dans les villages avec leurs guides, leurs porteurs et leur cuisinier, tous extérieurs à la région et qui, *in fine*, ne leur apportaient que peu de bénéfices concrets<sup>554</sup>. Par ailleurs, dès les premières années du trekking, il semble y avoir eu des frictions entre guides intha et pa-o sur fond de contrôle territorial : selon un de nos interlocuteurs, les Intha n'avaient pas le droit d'amener leurs clients dans certains villages pa-o ; lui-même se rappelle avoir été arrêté avec ses clients en 2004, amené à Taunggyi, et avoir eu à payer une amende à la PNO<sup>555</sup>.

Après plusieurs années de tensions rampantes et plutôt sporadiques, le mandat Thein Sein – et surtout la fin, à partir de 2013-2014 – marque une rupture : une lutte sourde met désormais aux prises Intha et Pa-O, sur fond de projets de tourisme communautaire concurrents et de lutte pour le contrôle des sentiers de randonnée. Comment expliquer ce renouvellement de la conflictualité dans les collines du Hsin Taung ? Qu'est-ce qui est en jeu ? Comment le tourisme, et surtout le tourisme communautaire, est-il mobilisé dans une lutte avant tout politique et territoriale ?

---

<sup>553</sup> En réalité, le client marche de Nampan jusqu'au village de Non Khe, d'où une voiture le conduit à Kakku, avant de le ramener à Inlé. Source : Khun Htun Oo, responsable de l'organisation touristique pa-o *Golden Island Cottage*, comm. orale, 5 mai 2016.

<sup>554</sup> Source : *id.*

<sup>555</sup> Source : guide de randonnée intha, anonymat requis, comm. orale, 10 octobre 2015.

Tout d'abord, la diffusion du modèle touristique communautaire à Inlé est à comprendre dans un double contexte plus large. À l'échelle mondiale, le tourisme éthique, équitable ou solidaire gagne en notoriété depuis les années 1990, à la fois réponse à un profond besoin de sens de la part des voyageurs, dernier avatar du tourisme postfordiste sur mesure et pratique positionnelle permettant de se distinguer de la masse des « touristes » (Sacareau, 2007). La rhétorique participative et communautaire est pour ainsi dire devenue un poncif de la communication touristique (Mowforth et Munt, 1998). À l'échelle birmane, la transition politique de 2011 marque un changement des représentations touristiques : la Birmanie comme « dictature brutale » s'efface au profit de la Birmanie comme « dernière frontière » ; ce glissement s'observe également dans les discours : la rhétorique du tourisme responsable et éthique cède la place à celle du tourisme durable et social, seul capable de préserver l'« authenticité » des lieux. Par ailleurs, la massification et, dans une certaine mesure, la banalisation du tourisme dans le pays génère une demande pour de nouvelles expériences confidentielles et exclusives (cf. 4.4.) : le tourisme communautaire apparaît donc comme une évidence, mêlant expérience semi-ethnographique loin des « touristes », ethnicité colorée et sentiment de supériorité morale. Enfin, dans un environnement touristique encore très marqué par l'héritage de la junte, et où la défiance vis-à-vis des cronies et les accusations en collusion sont encore prégnantes, la « communauté » semble une valeur sûre, loin des soupçons et des compromissions, baignant dans une harmonie originelle (Cravatte, 2006) et apolitique.

Si l'on se penche plus précisément sur la région d'Inlé, on peut observer que la massification du tourisme sur le lac Inlé et dans les basses terres (cf. 4.4.) creuse le fossé économique avec les collines : leurs habitants demandent désormais à profiter eux aussi des fruits du tourisme et à être inclus dans ses circuits. En d'autres termes, ils réclament d'être inclus dans une aire d'influence qui puisse leur apporter des avantages concrets. Dans un contexte d'incapacité de l'État à prendre en charge le développement humain, et d'ouverture des possibilités d'intervention non-étatiques pour pallier cette faillite (Cheesman, 2016), ce champ de revendications est aussitôt investi par les acteurs politiques régionaux en concurrence pour se positionner comme moteurs de progrès et donc comme patrons. Leur intervention apparaît d'autant plus nécessaire que l'économie touristique prend un virage libéral : l'heure est désormais à la compétitivité, à l'innovation, au *marketing*, aux réseaux sociaux, etc. Dans ce contexte, les villageois, faiblement qualifiés, dépendent entièrement de courtiers extérieurs – en l'occurrence pa-o et intha – susceptibles de les faire profiter de leur

expertise, de leurs réseaux, et de les connecter à la mondialisation touristique. Ce courtage n'est pas anodin : il instaure également un rapport de pouvoir, de clientélisme, et enrôle les populations bénéficiaires dans l'un des camps politiques régionaux.

Dans le même temps, la PNO est spectatrice de sa propre fragilisation : depuis 2011, son autorité se cantonne officiellement à sa seule SAZ. Intervenir dans la chaîne du Hsin Taung – qu'elle contrôlait auparavant – apparaît donc comme un moyen de préserver son aire d'influence. D'autre part, elle fait désormais face à une concurrence venant de l'intérieur de la communauté pa-o autour des questions de développement (*cf.* 3.4.1.) : piloter un projet de grande ampleur, en prise directe avec les touristes étrangers – et donc très visible médiatiquement – peut donc lui permettre de se repositionner politiquement et symboliquement. Les Intha, quant à eux, semblent avoir des motivations symétriques : leur intervention dans les collines peut être lue comme un moyen de contrer l'influence pa-o, tout en se positionnant comme acteurs du développement local, et donc comme acteurs politiques.

Cette « quête des pentes » frénétique est également une réponse à un défi commun : en ce milieu d'année 2010, les deux communautés perdent pied dans le secteur touristique. Les Intha sont désormais concurrencés par des acteurs extérieurs mieux insérés dans les réseaux de la mondialisation (*cf.* 6.1.). Côté pa-o, les deux *resorts GIC 1* et *2* ont subi les dommages du temps ; leurs chambres désuètes de bois sombre et leur personnel peu qualifié ne peuvent rivaliser avec les hôtels flambants neufs qui se multiplient sur les rives du lac Inlé (*cf.* 5.2.2). Pour la PNO, ces sources de devises menacent donc de se tarir. Concurrencés au cœur de l'œcoumène touristique par des acteurs extérieurs plus performants, les acteurs intha et pa-o fuient vers ses marges, où ils peuvent à nouveau faire valoir leur autochtonie. De manière assez intéressante, il semblerait donc que l'intégration du cœur touristique (Nyaungshwé et le lac Inlé) engendre par débordement l'intégration progressive de la marge (les collines) ; comme si même l'écotourisme et le tourisme alternatif marquaient en réalité l'intégration de la marge dans les réseaux capitalistes (Devine, 2014).

Enfin, on peut observer la systématisation d'un mode d'action, ou du moins d'une rhétorique, celle du tourisme communautaire et du développement durable. Si l'on ne remet pas en question les intentions des entrepreneurs touristiques, il se trouve également qu'une telle rhétorique est stratégique à plusieurs points de vue. D'un point de vue très concret, rappelons que l'infrastructure touristique dans les collines orientales est réduite à sa plus simple expression, ce qui représente un frein majeur au développement. Dans ce contexte, le

tourisme communautaire représente un choix commode. En effet, dans sa quête d'authenticité, d'expérience semi-anthropologique au contact direct des « communautés », le visiteur accepte (voire recherche) des conditions de séjour plutôt rustiques. En d'autres termes, le tourisme communautaire apparaît comme la solution idéale pour déployer au plus vite une activité et des flux touristiques dans une région pourtant dépourvue de toute infrastructure Ici, nul besoin de bâtiment en dur, d'architecte et de *designer* ; nul besoin de climatisation, d'eau chaude dans les chambres et de télévision satellite : une maison en bois rustique, quelques matelas durs et des moustiquaires suffisent.

Par ailleurs, d'un point de vue plus politique et territorial, ce virage vers le tourisme communautaire s'inscrit tout à fait dans la tendance actuelle du tourisme à l'échelle mondiale, dans les déclarations d'intention du gouvernement Thein Sein (*cf.* 0.2.5.3.) et surtout dans les priorités des bailleurs de fond internationaux : l'adopter donne donc accès à des ressources financières et symboliques importantes. Dans le même temps, le tourisme communautaire permet – s'il est mené correctement – de maximiser les bénéfices des communautés des collines, de répondre à leurs revendications et donc de se poser comme un « courtier en développement » crédible. De surcroît, en fidélisant une communauté entière, en ralliant à leur cause politique tout un village, ces intermédiaires consolident leur empreinte géographique, leur contrôle de l'espace. En d'autres termes, un village fédéré autour d'un projet de tourisme communautaire représente un point d'ancrage politique et territorial plus robuste qu'un simple *lodge* familial. Enfin, cette forme de tourisme repose très largement sur le culturel, sur l'ethnique : le visiteur vient partager « le quotidien d'un village pa-o », « la vie des Taungyo », « la journée d'une famille intha ». Dans ce contexte, le tourisme communautaire est un moteur très puissant de marquage culturel de l'espace, et donc d'« ethnicisation du territoire ».

Ces multiples dynamiques trouvent plusieurs expressions sur le terrain. En 2013, dans le cadre de sa politique de tourisme « hors les murs », l'équipe dirigeante de l'*Inle Princess Resort* tente d'initier un projet de tourisme communautaire dans le village de Lwe Khaw, grosse bourgade à peuplement mixte intha et pa-o. La rhétorique mobilisée est clairement celle de l'appui au développement et de l'*empowerment* local : à terme, les habitants capteraient l'intégralité des bénéfices et contrôleraient l'intégralité du projet. Quant à l'IPR, il n'interviendrait qu'en appui : financement, construction des infrastructures et formation du personnel lors de la phase d'élaboration du projet ; aide à la gestion administrative et

*marketing* une fois les opérations lancées<sup>556</sup>. Si nous n'avons aucune raison de douter de sa sincérité, ce projet a néanmoins une dimension politique évidente : en proposant de diffuser les bénéfices du tourisme sous son égide, l'IPR se pose comme courtier en développement local, et donc acteur politique. En offrant de prendre en charge le développement au beau milieu des collines pa-o, il se pose donc en concurrent direct de la PNO. Cette dernière aurait donc fait dérailler le projet en exerçant des pressions sur la population locale<sup>557</sup> et en verrouillant le foncier villageois<sup>558</sup>. Comme le regrette l'initiatrice du projet : « Les Pa-O ont du pouvoir et de l'argent »<sup>559</sup>.

En 2014, la PNO lance son propre projet de tourisme communautaire dans douze villages de la chaîne du Hsin Taung, entre Inlé et Kakku. Les responsables de la GIC – le bras armé touristique de la PNO – ne s'en cachent pas : le choix des sites concernés ne provient pas des villageois eux-mêmes – comme on serait en droit de l'attendre dans un projet de CBT – mais des autorités pa-o elles-mêmes<sup>560</sup>. On retrouve ici une caractéristique de la PNO : une gouvernance très verticale, presque militaire, consistant à positionner des points stratégiques sur la carte. Sur ces douze villages, neuf furent validés par les autorités birmanes<sup>561</sup>, dont quatre sélectionnés comme projets pilote : Inn-Ni et Lwe Khaw – le même village qui avait été considéré un temps par l'équipe de l'IPR – au nord-est du lac, Hti-Ne au sud-est, et les pagodes de Kakku, venant encore, s'il en était encore besoin, y renforcer l'empreinte pa-o<sup>562</sup>.

Le projet n'est pas mené par GIC, organisme qui dépend directement de la PNO, encore considérée comme une organisation armée par les bailleurs de fond – et donc inéligible aux subsides internationaux – mais par l'ONG *Parami Development Network* (PDN), à travers sa filiale CITPAR (*Community Involved Tourism in Pa-O Region*, fig. 71). Bien que la connexion entre PNO et PDN ne soit un secret pour personne, ce montage permet au projet de CBT d'obtenir des financements : la GIZ allemande fournit entre autres 50 000 \$ d'assistance technique pour préparer les villages à s'organiser et à gérer le projet, prodiguer

---

<sup>556</sup> Source : Daw Yin Myo Su, hôtelière, comm. orale, février 2015.

<sup>557</sup> Source : *id.*

<sup>558</sup> Source : U Aung Kyaw Swar, hôtelier, 21 mai 2016.

<sup>559</sup> Source : Daw Yin Myo Su, hôtelière, comm. orale, février 2015.

<sup>560</sup> Source : Khun Htun Oo, responsable de l'organisation touristique pa-o *Golden Island Cottage*, comm. orale, 5 mai 2016 et U Ti, président du comité en charge du tourisme communautaire à Inn-Ni, comm. orale, 2 mai 2016.

<sup>561</sup> Sur les trois autres, un fut jugé trop proche de la zone hôtelière, et pouvant donc concurrencer les établissements qui y seront implantés ; deux autres, près de Kyauktalone, ne furent pas considérés assez sûrs par les autorités.

<sup>562</sup> Source : U Nyi Nyi, conseiller en tourisme auprès de la PNO et Khun Htun Oo, responsable de l'organisation touristique pa-o *Golden Island Cottage*, comm. orales, 5 mai 2016.

des formations sur l'hôtellerie, organiser des voyages d'étude, etc.<sup>563</sup> L'implication d'un bailleur de fond connu et respecté comme la GIZ auprès de PDN peut être lue, en termes de légitimité, comme une réponse à l'émergence de la société civile pa-o et à ses financements américains.

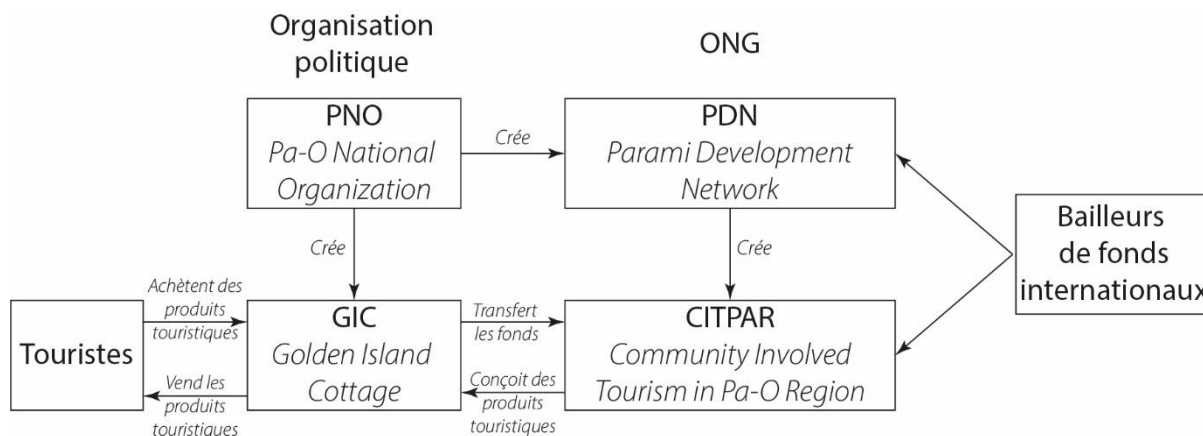


Figure 71 : L'organisation du tourisme par les Pa-O : un montage au service de la PNO. Source : données de terrain.

Selon les termes du projet, chaque village concerné est censé fournir gracieusement un terrain sur lequel PDN se charge d'édifier une « maison pa-o traditionnelle ». Sur chaque site, une vingtaine d'habitants sont formés aux services de base (préparer une chambre, faire le ménage, préparer un repas aux goûts des Occidentaux, communiquer en anglais) ; ils sont mobilisables en fonction des besoins, et touchent le cas échéant un salaire fixe de 3 000 Kyats par jour, qui ne constitue donc qu'un revenu d'appoint. Chaque groupe de touristes est censé être pris en charge par une équipe différente, afin que le maximum de villageois puisse acquérir de l'expérience et toucher le salaire journalier convenu. Les touristes, dont le nombre est limité à douze par groupe, souscrivent auprès de GIC une formule de randonnée tout inclus, allant de la balade à la journée au long trek de cinq jours ; à leur arrivée au village, leurs guides versent leurs salaires aux villageois de service, ainsi qu'une somme forfaitaire de 8 000 à 10 000 Kyats pour tout le groupe, afin de payer le dîner et le petit déjeuner du lendemain. Enfin, 5 000 Kyats par client sont censés alimenter un fond communautaire, servant à réaliser des projets de développement collectif et géré par un comité villageois d'une dizaine de membres<sup>564</sup>.

<sup>563</sup> Source : Khun Htun Oo, responsable de l'organisation touristique pa-o *Golden Island Cottage*, comm. orale, 5 mai 2016 et U Ti, président du comité en charge du tourisme communautaire à Inn-Ni, comm. orale, 2 mai 2016.

<sup>564</sup> Source : Khun Htun Oo, responsable de l'organisation touristique pa-o *Golden Island Cottage*, et U Nyi Nyi, conseiller en tourisme auprès de la PNO, comm. orale, 5 mai 2016. Lors de nos entretiens, nous avons été surpris du flou et de l'indécision qui entourait encore la question des sommes reversées au village.



Avec la mise en œuvre du projet – ceux de Hti Ne, Inn Ni et Kakku ont débuté leurs opérations en décembre 2015, celui de Lwe Khaw en janvier 2017 – la réalité de terrain soulève néanmoins plusieurs interrogations. D'une part, à Hti-Ne, Inn-Ni et Kakku, les terrains n'ont pas été fournis par les villageois mais, « dans la précipitation des débuts » (*sic*), auraient été achetés par CITPAR pour un montant total de 1 000 lakhs (74 000 €)<sup>565</sup>. Les rapports de pouvoir entre communautés et CITPAR sont désormais déséquilibrés, car ce dernier a consenti la quasi-totalité des engagements : il est donc en position de force pour négocier la part revenant au village et la sienne.

D'autre part, les 5 000 Kyats par touriste qui alimentent le fond communautaire ne sont pas versés au comité villageois : ils le court-circuitent et sont transférés directement par GIC à CITPAR, qui contrôle les fonds. Si le comité villageois veut les débloquer, il doit formuler un projet auprès de CITPAR<sup>566</sup>. Or, si une telle logique contractuelle a pour but d'éviter les dérives au sein des villages, elle ne fait que déplacer – et complexifier – le problème ; elle repose en effet intrinsèquement sur le courtage et sur les relations de pouvoir : qui fait partie du comité villageois ? Qui le domine ? Quels types de projet sont jugés légitimes par CITPAR ? Quelles négociations permettent d'effectivement débloquer les fonds ? Une telle approche ne fait que renforcer le poids des courtiers locaux et, plus encore, nourrit la dépendance des villages vis-à-vis des autorités pa-o.

Enfin, et surtout, le prix des formules de tourisme communautaire proposées aux touristes par GIC ne peut qu'étonner (*cf.* tableau 8). Une simple excursion à la journée est ainsi facturée 129 \$ par personne – sachant que la seule prestation de « tourisme communautaire » incluse est le repas de midi – tandis qu'une formule 3 jours/2 nuits peut être vendue 379 \$.

---

<sup>565</sup> Source : Khun Htun Oo, responsable de l'organisation touristique pa-o *Golden Island Cottage*, comm. orale, 5 mai 2016. Si notre interlocuteur reconnaît une « erreur de stratégie », de telles transactions mériteraient une attention particulière. Identifier leurs bénéficiaires pourrait notamment mettre au jour de profondes relations de clientélisme. Dans le quatrième village de Lwe Khaw, en revanche, les habitants auraient non seulement fourni la moitié du terrain, mais auraient également financé une partie des aménagements.

De manière plus générale, une analyse de l'économie politique villageoise autour de ces projets pourrait bien révéler des relations de pouvoir déséquilibrées, brutales et des tensions profondes (Mowforth et Munt, 1998 ; Thompson-Carr, 2016) et mettre à mal l'image de la « communauté villageoise consensuelle » (Olivier de Sardan, 1995, in Cravatte, 2006). Comme le rappelle fermement Millar et Aiken (1995, in Hall, 2011 : 46) : « les communautés ne sont pas l'innocence incarnée ; au contraire, ce sont des entités complexes et égocentriques, qui sont tout autant mues par l'amertume, les préjugés, les inégalités et les luttes de pouvoir qu'elles sont unies par les liens familiaux, les réciprocités et l'interdépendance ».

<sup>566</sup> Source : Khun Htun Oo, responsable de l'organisation touristique pa-o *Golden Island Cottage*, comm. orale, 5 mai 2016 et consultante internationale impliquée dans le projet, comm. orale, 15 janvier 2019.

Formule	1 jour	2 jours 1 nuit	3 jours 2 nuits	4 jours 3 nuits	5 jours 4 nuits
Prix minimum par personne, sur la base d'un groupe de deux personnes	129 \$	202 \$	319 \$	461 \$	433
Prix maximum	163 \$	314 \$	379 \$	472 \$	-

*Tableau 8 : Prix des prestations de tourisme communautaire vendues par GIC en 2016.  
Source : documents commerciaux de la GIC.*

Le rapport qualité/prix nous semble d'autant plus douteux que le seul projet que nous avons eu l'occasion de visiter, celui de Lwe Khaw, est en réalité un bâtiment très rustique de 8 chambres sombres, mêlant lit sommaire, contreplaqué peu flatteur et natte de bambou huilée. La structure est par ailleurs située à dix minutes de marche du village lui-même : les opportunités de « rencontre avec la communauté » sont donc bien réduites, limitées à un cadre bien précis comme les « spectacles culturels » donnés par des villageois en grande tenue une fois la nuit tombée. Les initiateurs du projet tiendraient-ils à rester les maîtres de la distance – et de la représentation – entre les touristes et la « communauté » ?

L'analyse de la comptabilité du projet (annexe 64) met en évidence plusieurs traits saillants. D'une part, le caractère onéreux des produits touristiques se confirme : pour l'année budgétaire 2015-2016, la dépense moyenne par client était de 300 000 Kyats (220 €), même si elle était passée à 220 000 Kyats (160 €) pour 2017-2018, signe probable d'un réajustement pragmatique des prix de la part de GIC. D'autre part les coûts opérationnels (guides, porteurs, transport, hébergement, salaires, fonds villageois, repas, etc.) ne représentent que 35 % du prix du package en 2015-2016 et 45 % en 2017-2018 : tout le reste n'est que bénéfice pour CITPAR, qui se taille la part du lion. En d'autres termes, l'ONG pa-o dégage une marge bénéficiaire largement supérieure à 100 % sur ses produits de tourisme communautaire.

La PNO et ses organisations affiliées semblent donc avoir efficacement mobilisé la rhétorique globale et gouvernementale du tourisme responsable, « à impact positif » pour mettre en place un dispositif extrêmement lucratif, au service du « développement régional ». Le discours de la durabilité et de la « communauté » semble s'auto-suffire pour justifier des prix peu raisonnables, alors même que sur le terrain, le projet ne correspond pas à tous les critères du tourisme communautaire. Les porteurs du projet sont eux-mêmes conscients de cet écart entre rhétorique et pratique : l'un de nos interlocuteurs reconnaît ainsi que le projet de Kakku prendra plutôt la forme d'un *lodge* haut de gamme, et à la gestion somme toute très classique :

« Cela s'appelle tourisme communautaire... mais ça n'en est pas vraiment. »<sup>567</sup>

Les acteurs touristiques locaux sont bien conscients de cet écart ; certains grands tour-opérateurs refusent même de proposer les formules de tourisme communautaire de GIC à leurs clients, soit parce qu'elles sont bien trop chères<sup>568</sup>, soit parce que le projet pa-o est perçu comme une escroquerie :

« Ce n'est pas du vrai tourisme communautaire ; c'est GIC qui en tire tous les bénéfices, les villageois n'auront que les miettes ; ils manipulent les locaux et les étrangers pour maximiser leurs bénéfices. »<sup>569</sup>

Par ailleurs, le projet est financièrement peu transparent : qu'advient-il des bénéfices de la CITPAR ? Dans quelle mesure sont-ils reversés à PDN, à la PNO ? Pour quels usages exactement ? Interrogés à ce sujet, les bailleurs de fond étrangers qui ont appuyé le projet bottent en touche :

« On ne peut pas débarquer comme ça chez CITPAR et leur demander ce qu'ils font de l'argent ; *nous sommes dans une relation de travail.* »<sup>570</sup>

Tout juste reconnaissent-ils un écart significatif entre le prix que les clients payent pour la prestation et les sommes effectivement perçues par la communauté, mais à leurs yeux, il n'est pas injustifié : CITPAR est la structure support, c'est elle qui mène le projet depuis le début, qui assure la promotion et le *marketing* ; elle aurait investi 20 à 60 000 \$ par village, et il n'est donc pas surprenant qu'elle se réserve des marges conséquentes<sup>571</sup>. Un tel argument est audible, mais il résiste difficilement aux faits : au cours des trois premières années de montée en régime du système, CITPAR a déjà engrangé plus de 2 100 lakhs de recettes (près de 160 000 €) et a donc sûrement déjà amorti sa mise de départ.

Dernier détail significatif : bien que le projet de tourisme communautaire pa-o soit très médiatisé et visité par de nombreux officiels, il se construit en réalité en-dehors de tout cadre légal. En effet, les étrangers ne peuvent théoriquement être hébergés que dans des structures

---

<sup>567</sup> Source : Khun Htun Oo, responsable de l'organisation touristique pa-o *Golden Island Cottage*, comm. orale, 5 mai 2016.

<sup>568</sup> Source : U Myint Zaw, représentant à Inlé du tour opérateur Tour Mandalay, comm. orale, 22 juin 2016.

<sup>569</sup> Source : Ko Oo, représentant à Inlé du tour opérateur Easia, comm. orale, 16 juin 2017.

<sup>570</sup> Source : consultante internationale impliquée dans le projet, comm. orale, 15 janvier 2019.

<sup>571</sup> C'est ici que l'acquisition « précipitées » des terres par CITPAR nous semble prendre tout son sens : ces investissements significatifs – mais très ponctuels – viennent justifier la part du lion que CITPAR se taille – tous les ans – dans les recettes du projet.

hôtelières agréées, et pas chez l'habitant ou dans des *Bed & Breakfast*. Néanmoins, les Pa-O semblent parvenus à un certain degré d'accommodement avec les autorités :

« Pour l'heure, nous n'avons pas de licence, mais le gouvernement *est au courant* de notre projet de tourisme communautaire. »<sup>572</sup>

Pour de nombreux acteurs touristiques locaux, cette entorse manifeste aux règles avec la bénédiction du gouvernement Thein Sein est une illustration de la proximité aussi historique qu'occulte entre la PNO et les hautes sphères du pouvoir, et elle est vécue comme une injustice :

« Les Pa-O peuvent faire ce qu'ils veulent, car ils ont des armes. »<sup>573</sup>

Au-delà de ces interrogations sur les mécanismes financiers et politiques qui soutiennent le projet pa-o, un élément géographique apparaît très clairement : sur les quatre villages pilotes, Kakku est dans le canton de Taunggyi et les trois autres (Lwe Khaw, Inn Ni et Hti Ne) sont situés sur les hauteurs du canton de Nyaungshwé. Ils sont donc nettement en-dehors du périmètre de la SAZ pa-o. Pour le responsable de GIC à Nyaungshwé, l'intervention des autorités pa-o n'est pas illégitime pour autant :

« Bien que ces villages soient en-dehors de notre SAZ, *ils sont peuplés de Pa-O, nous sommes donc en droit d'intervenir*. La région de développement prise en charge par la PNO couvre tout l'État Shan du Sud. Nous sommes au service de tout le monde ; nous vivons ensemble avec les Intha ; la PNO n'a pas à travailler seulement pour les Pa-O, mais pour tous les gens de la région. Certes, Inn Ni est dans le canton de Nyaungshwé, mais qui se préoccupe de développer ce village ? Nyaungshwé est très développé, très touristique ; quand les visiteurs se rendent dans les collines, les agences de voyage en ville font d'importants profits, mais les communautés ne reçoivent presque rien. Le gouvernement ne prend pas soin de ces villages. Donc *si personne ne le fait, c'est la PNO qui va devoir s'en charger*. »<sup>574</sup>

---

<sup>572</sup> Source : Khun Htun Oo, responsable de l'organisation touristique pa-o *Golden Island Cottage*, comm. orale, 5 mai 2016.

<sup>573</sup> Source : Ko Min Hsu, dirigeant d'une agence de voyage, comm. orale, 7 mai 2016. On peut néanmoins préciser que la tolérance des autorités ne concerne pas uniquement les Pa-O : des dizaines de *homestays* accueillent des touristes depuis le début des années 2000 dans les collines de l'ouest, entre Kalaw et Inlé. Interpréter la faveur faite aux Pa-O comme étant uniquement liée à leur puissance militaire est donc peut-être une rhétorique facile.

<sup>574</sup> Source : Khun Htun Oo, responsable de l'organisation touristique pa-o *Golden Island Cottage*, comm. orale, 5 mai 2016.

Cette déclaration justifie l'action de la PNO hors de sa zone autonome en articulant soigneusement deux registres de légitimité bien distincts, mais complémentaires. D'un côté, elle reprend à son compte la nouvelle définition fondamentalement ethnique du territoire qui prévaut depuis 2011 : elle est habilitée à intervenir partout où les Pa-O sont présents, y compris hors de sa SAZ. De l'autre, elle se situe au-delà des clivages ethniques en mobilisant la rhétorique d'un développement pour tous : elle est en droit d'apporter progrès et bien-être à qui que ce soit partout où il y en a besoin, y compris, encore une fois, hors de sa SAZ ; elle se positionne donc comme courtière en développement, seul acteur qui, en l'absence de l'État, est capable de prendre en charge une population – et son territoire ; elle endosse la responsabilité du développement, cette fameuse responsabilité bien souvent clientéliste qui, en Birmanie, constitue le cœur de la politique. De ce point de vue, le choix d'implanter un projet de tourisme communautaire à Lwe Khaw nous semble particulièrement intéressant. En effet, ce village est de peuplement mixte intha et pa-o, et apparaît donc comme une frontière, un point de contact entre les deux aires d'influence. Le projet apparaît donc comme un moyen de s'adresser directement aux Intha et de les recruter ; en d'autres termes, la puissance financière de la PNO lui permet de s'adresser à tous et, potentiellement, d'acheter les loyautés au-delà de la seule population pa-o.

Bien que très différentes, ces deux logiques à la fois ultra-ethniques et méta-ethniques ont un point commun essentiel : elles justifient le fait que la PNO s'affranchisse ostensiblement des limites de sa zone autonome ; elle peut non seulement intervenir dans toutes les zones de peuplement pa-o de la région, mais aussi au-delà en s'adressant à toutes les populations dans le besoin. Dans ce contexte, quelle est encore la pertinence des limites de la SAZ pa-o ? Elles perdent clairement toute efficacité territoriale, toute vigueur, toute lisibilité ; elles ne deviennent qu'un tracé indicatif, artificiel, une coquille vide.

Si les avantages économiques du tourisme communautaire sont évidents – mais pour qui ? – ils ne semblent cependant pas constituer la seule, ni même la première motivation de ce projet : d'après leurs initiateurs, l'intérêt principal est culturel :

« Le but majeur de ce projet, c'est de préserver la culture pa-o ; tous les autres enjeux (eau, santé, éducation) sont certes importants, mais secondaires. On est effrayés, inquiets de voir notre culture disparaître sur le long terme. Pour moi, l'une des menaces principales, c'est l'Islam. Ça me

désolé de voir des Pa-O descendre des montagnes, s'installer à Mandalay, et se marier à des Musulmans. »<sup>575</sup>

« Notre but est de garder la culture en vie ; le complément de revenu, ce n'est qu'une deuxième priorité. Je vais personnellement former les villageois, les guides, je leur explique les spécificités de leur village, l'histoire locale, etc. On veut rendre les villageois fiers de leur culture, de leur village, de leur histoire. »<sup>576</sup>

On peut lire ces déclarations à plusieurs niveaux : d'une part, l'accent sur la fierté communautaire vue comme un antidote à une longue histoire d'humiliation<sup>577</sup> ; d'autre part, l'insistance sur la culture, la tradition, l'histoire, qui sont des éléments clés de l'ethnicité en Birmanie : avoir sa propre histoire, son propre récit, c'est exister en tant qu'ethnie ; conférer une charge culturelle à un espace, c'est en faire un territoire et y imposer sa légitimité ; enfin, l'affirmation ou la résistance culturelle n'est pas seulement à comprendre dans le cadre du face-à-face entre groupes ethniques régionaux, ni même avec le gouvernement central : il s'inscrit également dans la rhétorique nationaliste et islamophobe qui parcourt la Birmanie depuis le tournant des années 2010<sup>578</sup>.

Si le projet de tourisme communautaire pa-o apparaît inclusif dans son approche du village – il s'adresse à une « communauté », décrite comme homogène et harmonieuse – il est en revanche exclusif dans son rapport aux autres acteurs du tourisme. Ainsi, alors que les trois villages les plus proches d'Inlé ont accueilli pendant des années des guides pa-o comme intha, le projet de tourisme communautaire met un terme à ces pratiques : désormais, tout groupe désirant faire halte à – et même simplement traverser – les villages de Lwe Khaw, Inn Ni et Hti Ne ne peuvent le faire que dans le cadre d'un circuit GIC, dûment acheté auprès de l'organisation pa-o et accompagné par un guide qui lui soit affilié. Les autres acteurs du tourisme peuvent certes continuer à y envoyer des clients, mais à condition de passer par GIC, c'est-à-dire de lui acheter une excursion<sup>579</sup>.

---

<sup>575</sup> Source : U Ti, président du comité en charge du tourisme communautaire à Inn-Ni, comm. orale, 2 mai 2016.

<sup>576</sup> Source : Khun Htun Oo, responsable de l'organisation touristique pa-o *Golden Island Cottage*, comm. orale, 5 mai 2016.

<sup>577</sup> On peut notamment penser à l'exonyme *taungthu* qui a longtemps désigné ces populations des collines (cf. 3.2.2.).

<sup>578</sup> Les Pa-O ne sont pas les seuls à endosser cette rhétorique : les Danu sont également très fiers d'affirmer qu'ils n'ont ni armes ni mosquée sur leur territoire.

<sup>579</sup> Source : Khun Htun Oo, responsable de l'organisation touristique pa-o *Golden Island Cottage*, comm. orale, 5 mai 2016.

Les conditions posées par les dirigeants du projet pa-o prennent une nouvelle tournure en septembre 2015, lorsqu'un groupe de randonneurs est bloqué à Lwe Khaw, avec interdiction de poursuivre son chemin plus au sud. Les autorités pa-o se font désormais plus explicites : Lwe Khaw est désormais le dernier point accessible hors cadre GIC. Au sud – domaine qui comprend quasiment toutes les collines à l'est du lac Inlé – commence le territoire touristique pa-o<sup>580</sup>. L'un des arguments avancés par GIC est que les visiteurs doivent être accompagnés d'une personne qui connaisse la culture locale, et surtout qui parle pa-o, alors même que le birman s'est imposé comme *lingua franca* dans ces collines. Encore une fois, le territoire culturel se confond avec le territoire national. Ce blocus fait très vite monter la tension avec les acteurs touristiques de Nyaungshwé, essentiellement intha, qui menacent de riposter en interdisant l'accès au lac à tous les guides pa-o<sup>581</sup>. Cette dialectique entre *insiders* et *outsiders* (Adams, 1997) est véritablement structurante : le tourisme, ses infrastructures et ses réseaux d'acteurs sont mobilisés comme des mécanismes très forts de frontiérisation, délimitant deux territorialités – lacustre et montagnarde – mutuellement exclusives.

Ce bras de fer entre Pa-O et Intha n'est pas une escarmouche de courte durée : la situation reste figée – et les circuits de trek perturbés – de septembre 2015 à avril 2016. D'après nos interlocuteurs intha, ce blocage aurait été lié à l'inertie du gouvernement Thein Sein – qui aurait implicitement pris parti pour son allié pa-o historique – et à l'impuissance de l'*ethnic minister intha* de l'époque, U Win Myint, qui n'aurait pas pu, ou pas su, peser politiquement pour lever cet embargo. Après avoir déverrouillé l'accès au lac Samkar en s'appuyant sur l'argument ethnique (la région n'est pas peuplée de Pa-O, mais d'Intha), il s'est probablement heurté à un discours rigoureusement symétrique lorsqu'il a protesté contre le monopole pa-o dans les collines (la région n'est pas peuplée d'Intha, mais de Pa-O).

Cette « guerre du trekking » prend fin en avril 2016, lorsque le gouvernement NLD nouvellement élu – et son ministre du tourisme U Ohn Maung – font pression sur la PNO pour rouvrir les sentiers de randonnée<sup>582</sup>. Les groupes hors GIC ont désormais la possibilité de traverser les villages, mais ils ne peuvent y faire halte ni utiliser les structures CITPAR. Réciproquement, les villageois pa-o n'ont pas le droit de fournir leurs services aux groupes

---

<sup>580</sup> Source : Ko Min Hsu, gérant d'agence de voyage, 7 mai 2016.

<sup>581</sup> Source : U Than Htay, propriétaire d'une agence de voyage, comm. orale, 30 janvier 2016.

<sup>582</sup> Source : Ko Min Hsu, gérant d'agence de voyage, 7 mai 2016.

de passage<sup>583</sup>. Si les projets de tourisme communautaire peuvent représenter une opportunité économique pour les habitants des villages pa-o, ils entérinent également le patronage de la PNO, exclusif de tous les autres ; en d'autres termes, ils ouvrent des portes mais en ferment d'autres. Cette délimitation d'un « domaine touristique pa-o » n'est pas à lire selon le seul prisme des relations PNO/élites intha : elle s'adresse également aux *outsiders*, aux investisseurs de Rangoun, de Mandalay ou de l'étranger. En cela, les collines font véritablement figure d'espace de repli stratégique.

À la même époque, un entrepreneur intha, propriétaire d'une agence de voyage à Nyaungshwé, prépare une riposte : un projet de tourisme communautaire, dans le village de Khone Sone, à un jet de pierre de Lwe Khaw. Les deux projets rivaux se font donc face, dans une position de confrontation assez claire : de toute évidence, la frontière entre aires d'influence intha et pa-o passe quelque part dans les plantations de *Cordia* qui séparent les deux hameaux. Tout comme son voisin, le village de Khone Sone présente un profil multiethnique – Intha, Pa-O et Taungyo – et l'instigateur du projet prévoit de construire trois *lodges* distincts, de trois styles architecturaux différents<sup>584</sup>. Cette initiative vise donc non seulement à mettre en scène et à codifier la différence et donc l'ethnicité<sup>585</sup>, mais aussi – et surtout ? – à porter une offre de développement et de patronage politique inclusive, au-delà de la seule sphère intha. Pointant du doigt les fruits modestes que les communautés locales peuvent tirer des projets pa-o (5 000 Kyats par client pour le fond communautaire) et le verrouillage de ce fond par la CITPAR, l'entrepreneur intha surenchérit : son projet ne versera pas moins de 20 \$ par touriste, et directement à la communauté, sans intermédiaire<sup>586</sup>. Par cette promesse, il s'affirme comme mieux-disant, et se place en situation de favori pour rallier le soutien local. Interrogé sur une éventuelle communication ou concertation avec la PNO, il assume la provocation :

« Je n'ai pas à les informer ; Khone Sone est dans le canton de Nyaungshwé, je n'ai pas à leur dire ou à leur demander quoi ce que ce soit. »<sup>587</sup>

---

<sup>583</sup> Source : Khun Htun Oo, responsable de l'organisation touristique pa-o *Golden Island Cottage*, comm. orale, 5 mai 2016.

<sup>584</sup> Source : Ko Min Hsu, gérant d'agence de voyage, 7 mai 2016.

<sup>585</sup> Concrètement, il est plus que probable que ces *lodges* adoptent une architecture traditionnalisante largement disparue dans l'habitat du quotidien, et que le personnel arbore des « tenues traditionnelles » soigneusement revisitées.

<sup>586</sup> Source : Ko Min Hsu, gérant d'agence de voyage, 7 mai 2016.

<sup>587</sup> Source : *id.*



Par cette affirmation, il rappelle fermement que la PNO n'a de mandat – et de légitimité – que sur sa seule SAZ, et souligne en revanche la totale liberté des Intha dans leur territoire.

Ce projet, ouvertement conçu en opposition à l'influence pa-o, fait écho à deux autres, moins polémiques, mais tout aussi symboliques, eux aussi situés le long de la même piste de terre qui serpente vers Lwe Khaw et les zones pa-o des collines. Ainsi, à moins d'un kilomètre au sud-est de Nyaungshwé, le visiteur peut remarquer le *Little Eco Lodge*, petit établissement de six chambres ouvert en 2016 et appartenant à Aung Kyaw Swar, figure du tourisme local et proche collaborateur de Yin Myo Su, organisé autour de la protection de l'environnement et du patrimoine local (cf. 7.2.1.). Moins d'un kilomètre et demi plus loin, sur les premiers contreforts de la chaîne du Hsin Taung, le visiteur atteint le seul centre équestre de la région (cf. 4.4.), ouvert en 2016 au bord du réservoir de Kan Ni par le fils de U Win Myint – l'*ethnic minister* intha sous Thein Sein – et sa femme. Flanqué d'un vaste jardin biologique – on retrouve ici un souci environnemental désormais omniprésent dans les discours et les stratégies à Inlé (cf. 7.3.) – le centre se présente comme une « entreprise sociale » générant des « opportunités pour le développement de l'écotourisme » et des retombées positives pour les « communautés »<sup>588</sup>. Si la passion équestre et l'esprit d'entreprise du couple de propriétaires ne peuvent être remis en cause, leur projet offre aussi une interprétation politique : leur intention affichée de mener une activité – l'équitation – basée sur la mobilité au pied des villages pa-o ne porte-t-elle pas la revendication d'une liberté de mouvement et une forme d'appropriation de l'espace ? L'installation du fils de l'*ethnic minister* – lui-même très actif politiquement – ne peut-elle pas être lue comme l'implantation d'un point fort sur la carte ? *Little Eco Lodge*, *Inle Horse Club*, projet de tourisme communautaire de Khone Sone : en l'espace de quelques kilomètres, trois projets se succèdent donc sur la route des collines pa-o. Initiés par des personnalités intha marquantes, bien connues et identifiées, ils peuvent être lus comme autant de bastions intha<sup>589</sup>.

Alors que du côté pa-o, PDN et sa branche CITPAR ont su mobiliser des financements internationaux – en l'occurrence ceux de la GIZ – ces trois projets intha ont également

---

<sup>588</sup> Source : <https://www.inlehorseclub.com/our-story/>

<sup>589</sup> Le *Little Eco Lodge* a ouvert ses portes en 2016, et lancé ses activités textiles peu après. Les travaux de l'*Inle Horse Club* ont débuté début 2016 et les opérations ont débuté à la fin de l'année. C'est aujourd'hui l'un des succès majeurs à Inlé, tant auprès des touristes étrangers que des Birmans. En revanche, le projet de Khone Sone connaît des débuts plus difficiles : le chantier, lancé fin 2016, n'a abouti qu'à la fin 2018, et peine à attirer des clients.

bénéficié d'un soutien international : en octobre 2015, ils ont tous les trois obtenu le prix du *Business Innovation Fund* (BIF), financé par la coopération britannique, d'un montant de 20 000 \$ chacun. Non seulement une telle récompense donne une large visibilité aux projets, mais plus encore, c'est une reconnaissance officielle et internationale de leur action en faveur de la « communauté » qui leur confère un poids politique. Ni la GIZ ni le BIF ne le réalisent peut-être, mais les financements qu'ils accordent et la légitimité qui en découle sont mobilisés par des partis adverses pour consolider leur assise financière, politique et territoriale. Les financements internationaux constituent donc une ressource stratégique. Pour les débloquer, des points de passage rhétoriques incontournables semblent s'être imposés : les concepts de développement durable, d'éco-tourisme et d'agriculture biologique (*cf.* 7.3.).

En conclusion, le visiteur peut faire une halte au centre équestre de Ko Yea Aye et Ma Swe Swe, au bord de la route qui escalade les collines pa-o. Là, chapeau sur la tête, des dizaines de touristes birmans prennent la pose dans un décor de western ; au-dessus d'un faux saloon, une pancarte : *Inle Cow-Boy Town*. À nos yeux, ce décorum post-moderne illustre tout à fait le statut de ces collines du Hsin Taung : un *Far West* (ou plutôt, en l'occurrence, un *Far East*), une zone de contact où des acteurs luttent pour l'appropriation d'un territoire, contournent les règles, jouent sur la loi, et déploient une certaine forme de brutalité.

### **7.3. La protection de l'environnement, ou la réappropriation de l'espace par les Intha**

Si, à partir des années 1980, les juntes Ne Win puis Than Shwe ont mobilisé la rhétorique environnementale pour marquer leur emprise sur le territoire (*cf.* 3.3.2.3.), la transition démocratique de 2011 marque un basculement : le monopole des autorités militaires sur l'espace, la parole et l'action politique s'érode, laissant des interstices dont profitent la société civile, les médias, les ONG et les organisations internationales. En quelques années, un discours scientifique et militant sur l'environnement émerge, des actions et des réseaux se mettent en place ; leur objectif commun : préserver le lac Inlé. Derrière cette rhétorique, des enjeux politiques et territoriaux forts se dégagent nettement (Gravari-Barbas et Veschambre, 2003) : dans le contexte birman, prendre en charge la protection de l'environnement, c'est à la fois pointer implicitement du doigt

l'inefficacité des politiques publiques et revendiquer une influence sur l'espace local ; c'est mobiliser un discours que les instances internationales et nationales ont rendu légitime et audible pour se réapproprié, par la bande et de manière peu confrontationnelle, le contrôle de l'espace.

Tout d'abord, le nouveau climat politique permet une prolifération de travaux scientifiques et de discours médiatiques sur la dégradation de l'environnement local. Ainsi, bien que la question de la déforestation des versants et de l'érosion soit assez ancienne dans la littérature scientifique<sup>590</sup>, elle gagne en ampleur et en légitimité apparente à partir de 2011<sup>591</sup>. Elle acquiert également une résonance médiatique très importante : tout article de presse, tout documentaire sur Inlé fait état de la sédimentation du lac<sup>592</sup>. Dans le même temps, elle se fait omniprésente dans le discours des ONG<sup>593</sup> et de la société civile locale<sup>594</sup>, qui connaît un intense développement à partir de 2011. On peut ici souligner le rôle essentiel de deux hôtelières : Daw Yin Myo Su et Ma Ann, respectivement propriétaires de l'*Inle Princess Resort* et du *Shwe Intha*. Ces personnalités très médiatiques (l'une ou l'autre figure presque systématiquement dans les documentaires sur Inlé) et disposant d'un ancrage important dans le monde associatif tiennent un propos désormais bien rodé sur la dégradation de l'environnement local.

Au cœur de ce faisceau de discours, la relation amont-aval : c'est l'extension de l'agriculture dans les collines (notamment sur brûlis) qui est à l'origine de l'érosion des versants et de la sédimentation du lac. Or, cette distinction topographique en recoupe une autre, fondamentalement ethnique : ce seraient les pratiques agricoles des montagnards (au premier rang desquels les Pa-O) qui seraient responsables de la destruction de l'environnement lacustre des Intha. Bien que ce constat ait un fondement scientifique solide, il est récupéré et reformulé par les acteurs associatifs et médiatiques selon une perspective moraliste plus ou moins consciente. Les populations des collines sont ainsi pointées du doigt pour leurs pratiques prédatrices, souvent réduites à une agriculture sur brûlis itinérante (Nan

---

<sup>590</sup> Source : Annandale, 1918 ; Nath, 1960 ; *National Commission for Environmental Affairs*, 2006 ; Saw Yu May, 2007.

<sup>591</sup> Source : PNUD, 2012 ; Zaw Lwin et Sharma, 2012 ; Nan Win Zaw et Intralawan, 2013 ; Thin Nwe Htwe *et al.*, 2014 et 2015 ; MoECAF, 2014 et 2015 ; Kay Thwe Hlaing *et al.*, 2017 ; Karki *et al.*, 2018 ; Hope *et al.*, 2019 ; Michalon *et al.*, 2019.

<sup>592</sup> Sources : Global Post, 15 juillet 2013 : « Inle Lake : an environmental catastrophe with government nowhere to be found » ; *Myanmar Times*, 13 juin 2014 : « Inle Lake could disappear within a century, experts warn » ; *Irish Times*, 17 mai 2018 : « Myanmar's Inle Lake: an ecosystem fighting to survive »

<sup>593</sup> Parmi les ONG impliquées, on peut mentionner BANCA, *EcoDev* ou *Partnership for Change*.

<sup>594</sup> On peut notamment citer les organisations locales Shwe Inthu, Inn Hsa Lu Nge ou Hnalone Hla Inn Maung Mae.

Win Zaw et Intralawan, 2013 ; Thin Nwe Htwe, 2014 ; Karki et al., 2018) alors même qu'elle est désormais fixée depuis de longues années (cf. 2.1.4.). On retrouve derrière cette critique une accusation en non-durabilité contre les montagnards, très répandue en Asie entre les années 1980 et 2000 (Morton et Baird, 2019) mais qui, localement, plonge ses racines dans le discours des colons britanniques puis de la junte militaire birmane, un discours hygiéniste et capitaliste critique à l'égard de ces formes d'exploitation du sol en apparence peu organisées et peu lisibles, échappant au contrôle de l'administrateur (Scott, 2009 ; Ferguson, 2014).

De leur côté, les Intha font l'objet de représentations assez diamétralement opposées : la littérature scientifique elle-même (Bernot et Bruneau, 1972) et a fortiori les discours touristiques ont établi l'image d'une population qui vivrait « en harmonie » avec son milieu. Dans ce contexte, ils apparaissent comme les victimes impuissantes des pratiques plus ou moins archaïques de leurs voisins. Un schéma moral assez simple – simpliste ? – se met donc en place, distribuant les « bons » et les « mauvais » rôles, respectivement aux habitants du lac et aux montagnards.

Cette lecture amont-aval des dynamiques environnementales à Inlé est au centre des rapports d'ONG, de cabinets de consultance, d'organismes de coopération et d'instances gouvernementales birmanes qui se multiplient sous Thein Sein, et qui débouchent sur des propositions ambitieuses, combinant programmes d'activités techniques, budgets chiffrés et calendriers prévisionnels (*Institute for International Development*, 2012 ; PNUD, 2012 ; MoECA, 2014). Parmi les projets prioritaires : le reboisement des versants, l'édification de pièges à sédiments dans les collines, la démocratisation d'alternatives au bois de feu, l'introduction de techniques agricoles antiérosives, etc. Cette approche intégrée à l'échelle du bassin versant revêt un poids symbolique important : des acteurs du monde entier se mobilisent ; des millions de dollars sont engagés, ce qui contribue à donner une valeur intrinsèque à la nature ; les modes de vie et les activités d'une vaste région sont significativement transformés, le tout au nom d'un environnement lacustre investi d'une importance toute particulière. Autrement dit, une hiérarchie de valeur des espaces se dessine : c'est bien le lac – et ses habitants – qui sont au cœur des attentions ; les collines ne sont que des périphéries instrumentalisées, retouchées, disciplinées pour sa préservation ; c'est elles qui doivent évoluer et se reconfigurer pour assurer l'intangibilité du centre.

Ce processus de distinction apparaît on ne peut plus clairement dans les cartographies successives des périmètres de protection. Alors que les 642 km<sup>2</sup> de l'*Inle Wildlife Sanctuary*

de 1985 ne couvraient guère que les lacs Inlé, Samkar et Mobyé ainsi que leurs environs immédiats sur une étroite bande nord-sud<sup>595</sup> (MoECAF, 2013, annexe 65), le classement de la région d’Inlé à la liste mondiale des réserves de biosphère de l’UNESCO en 2015 marque une double rupture. D’un point de vue purement numérique, l’aire protégée passe de 642 à 4897 km<sup>2</sup>, et s’étend donc aux collines du nord et de l’ouest, bien au-delà des seules régions de peuplement intha (annexe 66). Du point de vue de sa structure interne, la réserve de biosphère est divisée en trois zones concentriques : une large « zone de transition » de 3620 km<sup>2</sup>, qui entoure une « zone tampon » de 1256 km<sup>2</sup>, elle-même organisée autour d’une « zone centrale » de 20 km<sup>2</sup>, au cœur du lac Inlé<sup>596</sup>. Cette dernière dénomination nous semble particulièrement importante ; ici, le terme « central » réfère plus qu’à une simple position géographique : il renvoie également à la primauté symbolique du plan d’eau.

Bien qu’une réserve de biosphère soit en principe un sanctuaire de biodiversité, ici elle protège avant tout un patrimoine culturel, et plus précisément celui des Intha. Dans le dossier de candidature de 132 pages présenté par le gouvernement birman à l’UNESCO (MoECAF, 2013), le terme « intha » apparaît ainsi à 39 reprises ; leur lien symbiotique avec le lac est régulièrement rappelé, que ce soit à travers l’étymologie de leur ethnonyme ou l’importance culturelle de l’espèce endémique de carpe qui porte leur nom (*Cyprinus carpio intha*)<sup>597</sup>. De toute évidence, la valorisation de leur mode de vie est intrinsèquement liée au regard touristique : c’est avant tout leur célébrité qui justifie la protection de leur environnement :

« Les cultivateurs Intha pratiquent l’une des formes d’agriculture *les plus célèbres au monde* : l’agriculture flottante, localement appelée *ye-chan*, qui est une sorte de culture hydroponique. [...] Par ailleurs, les pêcheurs intha sont *célèbres* pour leur manière *unique* de ramer avec la jambe » (op.cit. : 13, notre emphase)

Le tourisme est même au centre du projet UNESCO : les mots « tourisme », « touriste » ou « touristique » n’apparaissent pas moins de 121 fois dans le dossier de candidature : ce qui est classé n’est pas seulement un écosystème naturel, mais un foyer touristique. C’est donc le tourisme qui fait du lac Inlé un espace à haute valeur ajoutée.

---

<sup>595</sup> Ce même tracé est repris lors du classement de la région comme *ASEAN Heritage Park* en 2003.

<sup>596</sup> Source : <http://www.unesco.org/new/en/natural-sciences/environment/ecological-sciences/biosphere-reserves/asia-and-the-pacific/myanmar/inlay-lake/>

Ce chiffre de 20,54 km<sup>2</sup> nous semble étonnamment restrictif, car les eaux libres du lac Inlé couvrent à elles seules 50 km<sup>2</sup> ; si l’on rajoute à ce chiffre les surfaces de jardins flottants et les marais saisonniers sur les marges du lac, on atteint même plus de 100 km<sup>2</sup> (Michalon *et al.*, 2019).

<sup>597</sup> Par contraste, le terme « Pa-O », quant à lui, n’apparaît qu’à 15 reprises, régulièrement associé au terme de *taungya*, terme local désignant l’agriculture itinérante sur brûlis.

Cette inscription à la liste mondiale des réserves de biosphère (la toute première pour un site birman) nous semble constituer une consécration historique pour la région mais aussi – et surtout – pour le groupe ethnique qui l’incarne : les Intha. D’une part, la relation symbiotique entre les « fils du lac » et le milieu lacustre n’est plus seulement proclamée par les Intha eux-mêmes, acceptée par leurs pairs birmans ou narrée par les acteurs touristiques : elle est reconnue, labellisée, certifiée par la communauté internationale. D’autre part, leur mode de vie original et leur culture spécifique sont distingués par l’instance onusienne de la culture par excellence, reconnue et légitime. Ils changent donc d’échelle et rejoignent la fresque mondiale des cultures d’exception : un atout de poids dans la Birmanie post-2011, largement construite autour des *Taingyintha* et de leur ethnicité soigneusement codifiée (cf. 8.1.). Enfin, cette nomination possède une dimension territoriale importante : en dessinant de vastes auréoles écosystémiquement et fonctionnellement au service du lac Inlé (et des Intha), le cœur et ses habitants acquièrent une forme d’autorité – environnementale, mais également morale – sur les collines voisines, autorité légitimée par la reconnaissance internationale. Plus encore : les innombrables cartes de la réserve de biosphère et les larges panneaux de bois au bord de la route qui en matérialisent les contours ne dessinent-ils pas une zone d’influence intha ? Ne donnent-ils pas une certaine réalité à un proto-territoire intha ?

La rhétorique – et l’action – environnementale ne sont pas l’apanage d’acteurs institutionnels et scientifiques distants : en l’espace de quelques années, ils se sont également affirmés auprès des acteurs locaux, parmi lesquels les entrepreneurs touristiques jouent un rôle central. L’hôtesse Ma Ann monte et finance ainsi une petite ONG, *Shwe Intha*, qui mène des actions remarquées en termes de gestion des déchets, tandis qu’une dizaine de guides touristiques met sur pied l’association *Inle Speaks* qui, grâce à des financements internationaux, s’impose comme une référence à Inlé. En 2016, l’association des hôteliers d’Inlé fait quant à elle l’acquisition d’un camion, qui est confié à la municipalité de Nyaungshwé pour la collecte des ordures. À une échelle plus individuelle, les projets de jardins potagers biologiques fleurissent dans les hôtels de la région, et surtout dans les *resorts*, les seuls qui disposent de l’espace et de la marge de manœuvre économique pour le faire (Buijtendik, 2015 : 16). L’hôtel Thanakha achète ainsi 4 hectares de terrain à l’est du lac, pour mener des activités de maraîchage biologiques ; *The Nyaungshwe City Hotel* possède de vastes surfaces agricoles biologiques dans la région de Kalaw ; l’*Inle Princess Resort*, le *Thahara Inle Heritage* et leurs établissements partenaires (*Thahara Farmhouse Pindaya*, *Little Eco Lodge*) exploitent des zones maraîchères ; l’*Inle Resort* a signé des

partenariats avec des fermiers des environs, garantissant des prix attractifs pour des produits cultivés sans intrants de synthèse ; les *resorts Ananta, Inle Garden, Pristine Lotus* parlent de créer leur propre jardin. Certes, ces initiatives répondent assez largement à des logiques économiques, s'inscrivant à la fois dans un « air du temps » mondial – celui de l'écotourisme – et dans la rhétorique plus proprement birmane de tourisme durable qui, à partir de 2011, supplante celle du tourisme responsable et éthique qui prévalait jusqu'alors, et qui participe du discours médiatique et *marketing* de la Birmanie comme « dernière frontière » dont il faudrait préserver l'« authenticité ». Néanmoins, il nous semble également important de souligner les dimensions politiques et territoriales de cet engouement pour l'environnement.

D'une part, la mobilisation des acteurs locaux pour la protection de l'environnement est à inscrire dans l'économie morale de la Birmanie post-dictatoriale, soigneusement étudiée par G. McCarthy (2016), et dans laquelle « les citoyens ne doivent pas juste 'réclamer' leurs droits [...] mais aussi prendre l'initiative dans les actions de développement, avec le soutien du gouvernement ». En d'autres termes, un mélange subtil de philosophie bouddhique et de libéralisme économique, que l'on pourrait résumer par la formule « aide-toi toi-même et l'État t'aidera » ; un système de pensée dans lequel les citoyens doivent faire le premier pas pour se montrer dignes de l'assistance du gouvernement, dans lequel la place de l'individu et de la communauté sur la scène politique doit se mériter.

C'est selon ce prisme que nous lisons la formation du club des Green Lovers, essentiellement constitué de petits acteurs touristiques, et qui a planté plusieurs centaines d'arbres dans les rues de Nyaungshwé ; c'est également selon cet angle que nous comprenons la mobilisation de l'association des hôteliers de la région d'Inlé au printemps 2016 pour faire l'acquisition d'un camion et le confier à la municipalité pour améliorer la collecte des ordures :

« En mettant en scène leur capacité à s'auto-organiser, en fournissant de manière presque ironique à l'administration les moyens matériels de remplir sa mission, en prenant en mains leur espace, ils montrent qu'ils sont prêts à (et dignes de) gérer un éventuel territoire intha. » (Michalon, 2019).

D'autre part, la rhétorique environnementale semble s'être frayé un chemin dans la définition du territoire et de qui le contrôle. En 7.2., nous avons déjà mis en évidence une première évolution : dans la Birmanie post-2011, la légitimité à revendiquer un territoire ne revient plus à qui peut le contrôler militairement, mais à qui y déploie le plus ostensiblement

sa culture. Nous proposons d'ajouter à cette définition une ramification supplémentaire : la légitimité territoriale revient à celui qui se pose en protecteur de l'environnement local, qui revendique une responsabilité environnementale. Les efforts des *cronies* pour « verdir » leurs *resorts* sont ainsi à comprendre comme une dynamique politique, permettant de se poser en protecteur d'un espace qui n'est pas le leur. Dans le même temps, les Intha ne sont pas en reste. Nous proposons ainsi une lecture symbolique des efforts des Green Lovers : pour ces petits acteurs touristiques marginalisés par la hausse de la concurrence, planter des arbres dans les rues poussiéreuses de Nyaungshwé, c'est réaffirmer leur autochtonie et leur légitimité par rapport aux *outsiders*. De même, la politique environnementale de l'*Inle Horse Club*, organisée autour du slogan « un client, un cheval, un arbre », recèle une charge politique et territoriale importante : si les excursions à cheval représentent un marquage extensif mais temporaire de l'espace, les plantations d'arbres permettent une appropriation plus localisée mais plus durable des premières pentes des collines pa-o, tout en restant inattaquable d'un point de vue moral : qui viendrait contester le bien-fondé de tels efforts de reboisement ?

Plus directement encore, les Intha mobilisent la puissance et la légitimité du discours environnemental pour contester des projets menés de manière autoritaire. Pleinement conscients que la construction de *resorts* par les *cronies* est avant tout une prise de pouvoir sur l'espace, une appropriation de cette marge qui constitue pourtant leur environnement quotidien, les habitants de Maing Thauk déploient ainsi la rhétorique environnementale pour s'opposer à la construction d'un hôtel mené par la compagnie *Myanmar Naing Group* (cf. 5.2.2.) et entreprendre une reconquête hautement symbolique. En effet, les villageois ne réclament pas de reconvertir les 40 acres (16,2 hectares) de terres concernées en rizières ou en quelconque espace productif : ils exigent au contraire qu'ils soient reclassés en zones protégées. Cette revendication est très politique, car elle confère une supériorité morale aux villageois : d'une part, au lieu de contester le zonage de protection établi de manière autoritaire et prédatrice en 1985, ils en prennent acte, se plaçant donc du côté de la « démocratie disciplinée » ; d'autre part, en renonçant à toute exploitation économique et à tout bénéfice personnel, en se positionnant du côté de la protection environnementale, ils prennent le parti du bien commun ; enfin, en œuvrant à leur échelle pour la protection de l'environnement lacustre, ils se le réapproprient et revendiquent une marge d'action dessus.



Enfin, d'un point de vue plus collectif et plus politique encore, cet effet territorialisant de la protection de l'environnement apparaît dans les demandes répétées des Intha pour reprendre le contrôle des frais d'entrée à Inlé. En effet, ils pointent régulièrement du doigt le hiatus entre les sommes collectées et la dégradation continue du lac. Implicitement, ils mettent donc en évidence les limites du système actuel, et se posent en alternative crédible : Inlé ne sera sauvé que si ce sont eux, les « fils du lac » désormais reconnus comme tels à travers le discours environnemental et touristique (cf. 8.2), qui prélèvent et gèrent les frais d'entrée.

Ce lien entre gestion environnementale du lac et appropriation territoriale est également illustré par les difficultés actuelles du projet d'*Inle Lake Management Authority*. En effet, en 2012, le cabinet australien de consultance *Institute for Integrated Development* (IID) produit un rapport sur la condition environnementale du lac Inlé, et propose un schéma de protection du milieu lacustre. Parmi ses recommandations-phares, la création d'une *Inle Lake Management Authority* (ILMA), instance de gestion chargée de coordonner l'action des ONG et des départements administratifs birmanes, de canaliser une partie des recettes touristiques vers la protection de l'environnement, de servir de point de contact pour les médias et les chercheurs du monde entier, de mener des actions de dragage, de reforestation, etc. (IID, 2012). Bien que le président Thein Sein ait donné son feu vert à une telle organisation en 2014<sup>598</sup>, le projet reste à l'arrêt plusieurs années. Ce n'est qu'en 2018 que le PNUD et la coopération norvégienne décident de le relancer. Or, ces acteurs se heurtent à de vives réticences locales : alors qu'ils plaident pour une instance de gestion globale, à l'échelle de tout le bassin-versant, mêlant des représentants de tous groupes ethniques, certains responsables à Nyaungshwé insistent avec virulence pour que les Intha soient les seuls et uniques gestionnaires du plan d'eau. Selon les termes des responsables du PNUD chargés de mettre sur pied cette organisation, ces dignitaires intha auraient donc quelque peu dévoyé l'ILMA de son objectif premier, se réappropriant le terme « autorité » qui apparaît dans son intitulé pour en faire une instance politique, embryon de gouvernement d'une future SAZ intha<sup>599</sup>. On peut clairement identifier ici le nexus mis en évidence par T. Sikor et C. Lund (2009) entre accès aux ressources naturelles (et, dans une certaine mesure, leur gestion), et l'exercice du pouvoir et de l'autorité.

---

<sup>598</sup> Mizzima, 28 janvier 2014 : « President approves Inle Lake conservation authority ».

<sup>599</sup> Source : responsables locaux du PNUD à Nyaungshwé, comm. orale, octobre 2019.

En conclusion, l'analyse des projets et des acteurs de la protection environnementale dans la région du lac Inlé confirme tout à fait le constat de P. Robbins (2012), pour qui les conflits environnementaux s'inscrivent dans des rapports de force plus larges, dans des tensions entre classes socio-économiques ou groupes ethniques, autour des enjeux d'accès à la terre et aux ressources naturelles.

## **Chap. 8 : Bamar hier, *taingyintha* aujourd'hui : la reconstruction de l'identité intha par le tourisme**

Le chapitre 7 visait à démontrer comment le tourisme – à travers ses infrastructures, ses flux économiques et ses réseaux de partenariat-clientélisme – a été mobilisé par certaines élites intha et pa-o pour dessiner des territoires distincts, mutuellement exclusifs, bouclés par des frontières de plus en plus visibles et des points de contrôle parfois disputés.

Ce présent chapitre s'attache maintenant à analyser comment les Intha ont mobilisé le tourisme – à travers ses représentations, son iconographie, ses discours et ses mises en scène – pour reformuler en profondeur leur identité. En effet, après s'être longtemps définis comme de proches parents des Bamar sous l'ère Ne Win (*cf.* 3.2.3) et après avoir été intégrés par le régime Than Shwe à sa rhétorique de myanmafication (*cf.* 8.1.), les Intha semblent s'affranchir du modèle bamar à la fin des années 2000. Dans le contexte post-dictatorial de « prime à l'ethnicité », ils revendiquent désormais leur statut d'ethnie à part entière, de *taingyintha* munis d'une identité culturelle propre. Dans cette perspective, le tourisme apparaît comme un véritable levier, un outil puissant à la fois dans l'élaboration, la mise en scène et la légitimation d'une « nouvelle inthaité », clé de la reconnaissance politique et, ultimement, d'une autonomie territoriale.

Au-delà des débats quelque peu dépassés sur l'« authenticité » des « populations locales », cette analyse incite donc à insérer l'identité intha dans son contexte plus large, et à la lire selon un prisme fondamentalement politique, et même territorial.

### **8.1. L'ère Than Shwe (1988-2010), ou l'intégration des Intha dans la politique de myanmafication**

Dans les années 1990, le régime Than Shwe met en œuvre une politique de myanmafication, dont l'objectif est de changer en profondeur de modèle national, en transformant la « Birmanie » en « Myanmar ». Néanmoins, cette dynamique qui se veut intégratrice est en réalité menée sous le patronage culturel et moral des Bamar et du bouddhisme ; quant aux minorités ethniques, elles n'ont guère d'autre choix que de se fondre dans le récit national forgé par les Bamar, et de réduire leur identité à quelques

caractéristiques folkloriques largement dépolitisées (Houtman, 1999 ; Douglas, 2003). Dans la région du lac Inlé, le contexte est assez spécifique. En effet, non seulement les Intha sont historiquement proches des Bamar d'un point de vue culturel, mais ils ont réactivé et cultivé cette proximité à l'ère Ne Win, tirant profit de la « prime à la birmanité » offerte par le régime dans cette périphérie troublée (cf. 3.2.3).

Néanmoins, la période Than Shwe révèle une évolution marquante : la proximité entre Intha et Bamar n'est plus tant proclamée de façon volontariste par les premiers qu'imposée par les seconds pour servir leur idéologie de myanmafication. De ce point de vue, leur maîtrise du secteur touristique, des discours et des représentations qui le structurent est une ressource stratégique à double égard.

### **8.1.1. La capture des Intha dans la « grande famille » du « Myanmar »**

Tout d'abord, les publications officielles poussent assez loin le lien entre Intha et Bamar. Les premiers ne seraient plus seulement arrivés dans la région dans le sillage des seconds ; ils ne cultiveraient pas simplement une certaine proximité linguistique avec eux : ils sont désormais dépeints comme des proches cousins des Bamar, comme leurs semblables des collines. Cette vision est notamment répétée à l'envi par le SPDC dans le numéro de février 1998 de sa revue *Myanmar Perspectives*, tout au long d'un article en anglais faisant la promotion de la région du lac Inlé et des Intha :

« Physiquement et linguistiquement parlant, [les Intha] sont apparentés aux Bamar ; ils parlent un dialecte bamar, et non une langue différente, comme les Shan, les Mon, les Karen et plusieurs autres races de Birmanie. On compte trois théories quant à leurs origines et à leur installation sur le lac :

La première théorie est qu'ils sont originaires de Dawei, dans le Tanintharyi [Tenasserim]

La seconde est qu'ils proviennent de la région de Bagan, et qu'ils se seraient venus dans la région au XIV<sup>ème</sup> siècle [...]

La troisième est qu'ils appartiennent aux groupes de tribus tibéto-birmanes qui auraient peuplé la Birmanie depuis le Yunnan [...] et que les Intha se seraient installés dans la région du lac Inlé, tandis que le reste des tribus auraient poursuivi leur migration. [...]

Toutes ces théories ont une chose en commun : elles disent toutes que *les Intha sont de la même race que les Bamar* ; que leur langue, qui est aussi la même, n'est qu'un dialecte du birman. [...]

Dans les quatre coins du lac Inlé, la région est peuplée de différentes tribus montagnardes shan, palaung, danu, taungyo, pa-o, akha et autres. Les Intha, d'une race différente de leurs voisins, ne vivent que sur les eaux du lac. *Les Intha sont une vieille tribu bamar [an old tribe of Bama] vivant au beau milieu des collines shan.* [...]

Comme les Intha ne parlent qu'un dialecte du birman et non une langue distincte, ils utilisent l'alphabet birman. Bien qu'ils aient leur propre forme de poésie, appelée *taik-te*, l'essentiel de leurs écrits ne peut être distinguée de la littérature birmane. *Ils lisent les mêmes magazines, les mêmes romans, etc.* » (*Myanmar Perspectives*, février 1998 : 29-31, notre emphase)

Le lien culturel et historique entre les Bamar et les Intha est ici abondamment mis en évidence, au point d'affirmer que les « fils du lac » seraient originaires de Bagan, à moins qu'ils ne soient même de lointains ancêtres des Bamar. Notons également le paragraphe affirmant que les Intha n'auraient pas leur propre littérature : ces derniers vont s'appliquer à battre en brèche cette affirmation à partir de 2011 (*cf.* 8.2.).

Comment interpréter cette capture discursive de l'ethnicité intha par la junte bamar ? D'une part, l'auteur resserre le lien entre les deux groupes jusqu'à en faire une relation évidente de filiation ; il va même jusqu'à présenter les Intha comme des proto-Bamar qui seraient « restés derrière » tandis que leurs congénères seraient descendus dans les basses terres fonder des empires et bâtir une culture raffinée. Cette lourde insistance sur la filiation s'inscrit tout à fait dans la rhétorique Khin Nyunt de myanmafication, de reconstitution d'une « famille » originelle éclatée par la brutalité de la colonisation.

D'autre part, en soulignant la birmanité des Intha, en les décrivant comme une « vieille tribu bamar vivant au beau milieu des collines shan » tout en mettant en exergue les différences qui les distinguent de leurs voisins, cet article participe de la birmanisation des Intha, tout en les érigeant en avant-postes de la birmanité dans l'État Shan du Sud. Ce faisant, il participe de l'intégration symbolique de la périphérie dans le territoire birman, de son rattachement discursif aux basses terres et, *in fine*, de sa domestication.

Enfin, en établissant l'équation « Intha  $\approx$  Bamar », ce discours rend possible certains transferts d'un groupe à l'autre : en louant l'ingéniosité, le talent, l'éthique du travail, la vertu morale des Intha tout en soulignant leur traits bamar, l'organe de presse officiel du SPDC fait

implicitement rejaillir ces qualités sur les Bamar en tant que groupe. En d'autres termes, ce discours ouvre la voie à un accaparement des vertus intha par l'ethnie majoritaire.

### 8.1.2. Un « jardin d'Eden », refuge de la Birmanie éternelle ?

Dans le même temps, le discours touristique produit par la junte porte la vision romancée d'Intha vivant dans une harmonie primitive avec leur environnement, gardant fidèlement une culture intemporelle, et sur laquelle les grandes dynamiques du monde n'auraient guère de prise. Ainsi, dans le même article paru dans *Myanmar Perspectives* en février 1998, l'auteur s'émerveille :

« Aujourd'hui, il est très rare de voir des populations lacustres en chair et en os, exactement *comme si elles avaient jailli des pages d'un livre d'Histoire* pour devenir des Hommes modernes [sic], vivant avec succès dans un environnement des plus inhabituels et étranges. Tels sont les Intha de Birmanie, une population lacustre qui s'est tellement bien adaptée à la vie sur les eaux fraîches et tranquilles du lac Inlé qu'elle est à de nombreux égards *plus prospère économiquement et plus avancé culturellement* que certains de ses frères des montagnes qui entourent son foyer aquatique. Les touristes de tous horizons viennent au lac Inlé, dans l'État Shan du Sud, pour voir les uniques Intha, ces habitants du lac qui se sont si bien adaptés à leur extraordinaire mode de vie [sic] qu'ils vivent en *complète harmonie avec leur environnement naturel*, avec une économie, un artisanat et un commerce aquatique et agricoles durables. [...]

Certaines parties de ce lac forment *un véritable jardin d'Eden*, préservé, pur, regorgeant de plantes et de fleurs. [...]

Des efforts sont menés pour préserver le mode de vie traditionnel de ces Intha industriels, qui se sont *si bien adaptés à leur environnement difficile*. » (*Myanmar Perspectives*, 2/1998 : 28-39, notre emphase)

Le Ministère des Hôtels et du Tourisme a recours à une rhétorique bien comparable dans ses propres publications :

« Pendant des siècles, les Intha [...] ont développé leur propre mode de vie unique sur les eaux incroyablement calmes et claires du lac Inlé. Ils se sont adaptés *en si parfaite harmonie avec leur environnement* que leurs maisons sont édifiés sur pilotis, leurs jardins flottent à la surface du lac, et

leurs pêcheurs déambulent sur leurs longue et étroites embarcations, propulsés par un unique et fascinant mouvement de la jambe » (MoHT, 2011 : 1, notre emphase).

De tels portraits ne seraient guère que des poncifs touristiques parmi d'autres si, dans le contexte birman des années 1990-2000, ils ne comportaient pas également un lourd implicite politique. En effet, rappelons qu'à cette époque, le régime tient un discours d'extrême méfiance vis-à-vis de l'étranger et de la mondialisation, accusés de pervertir la société birmane par des influences culturelles et politiques néfastes. Ainsi, lorsque le régime est accusé de recourir au travail forcé lors des préparatifs de la *Visit Myanmar Year* de 1996, le général Khin Nyunt déclare que

« Certains pourraient penser que cette tradition [de travailler ensemble sur des constructions de grande ampleur] a disparu dans les grandes villes, mais ce n'est pas le cas. *Peut-être qu'une poignée, qui ont été élevés en Occident et imprégnés des idées occidentales, peuvent voir ces chantiers d'un mauvais œil et les considérer comme du travail forcé.* Mais venez voir les visages joyeux de ces travailleurs, et vous réaliserez qu'ils sont heureux de se mettre au service des autres et de la communauté. » (in Houtman, 1999 : 125, notre emphase)

C'est selon le prisme de cette rhétorique confuse, mêlant xénophobie, bouddhisme, création autoritaire d'une communauté nationale, nostalgie d'un passé fictif et d'une unité fantasmée, rejet de la modernité et du progressisme qu'il faut lire cet article sur le lac Inlé et ses habitants. Tout d'abord, décrits comme surgis d'un livre d'Histoire, figés dans l'intemporalité, ces Intha de papier sont ahistoriques, soustraits au déroulement de l'histoire, au tumulte de la Birmanie contemporaine, de ses violences et de ses débats politiques. Ce sont donc des êtres fondamentalement apolitiques.

Par ailleurs, si les Intha vivent hors du temps, ils vivent également dans un autre espace, un « jardin d'Eden »<sup>600</sup> (avec tous les risques de chute que l'expression sous-entend, avec l'Occident dans le rôle du serpent tentateur), dans une abondance vertueuse, fruit de leur seul travail et qui semble ne rien devoir à la mondialisation ni à l'Étranger. La prospérité des Intha apparaît donc comme un contre-modèle, une alternative à la mondialisation, la preuve même qu'un développement serait possible en-dehors de l'Occident. De ce point de vue, l'admiration des touristes face au mode de vie des Intha est mobilisé comme une reconnaissance des grandes réalisations que les peuples de Birmanie ont pu réaliser sans

---

<sup>600</sup> Ce thème d'un passé idyllique est également présent dans d'autres contextes, comme dans le parc à thème de Yangshuo, en Chine, sorte d'évocation nostalgique d'un monde révolu (Leicester, 2008).

intervention de l'Étranger : cette vie lacustre s'inscrit donc dans le même registre de fierté nationaliste que les pagodes de Bagan ou le palais de Mandalay.

En outre, il nous semble que l'harmonie primitive qui jalonne cet article va plus loin que la simple relation entre les Intha et leur environnement : elle renvoie également – quoiqu'implicitement – à l'harmonie (*nyi-nyut-ye*<sup>601</sup>) qui, selon le régime, liait les différentes populations de Birmanie avant la colonisation britannique.

Enfin, en insistant sur les efforts du gouvernement pour préserver « le mode de vie traditionnel » de ces « Intha industriels », l'auteur l'érige en garant des traditions des minorités, en « grand frère » œuvrant pour ses congénères et, *in fine*, en grand ordonnateur de l'union nationale. En résumé, les Intha apparaissent comme des allégories, comme les habitants idéaux de la Birmanie – fictive mais si attrayante – avec laquelle les autorités cherchent à renouer, cette Birmanie d'« avant » : éternelle, vertueuse, bouddhiste, vivant dans la concorde, animée d'un génie national mais également et dépolitisée.

Au-delà de cette grande fiction nationaliste et extrêmement politique, cette description est également à replacer dans le contexte plus large des interrogations qui parcourent la Birmanie des années 1990, un pays qui s'ouvre – précautionneusement – au monde et aux investissements étrangers, dont les métropoles connaissent des transformations aussi profondes que rapides, dont la société évolue rapidement et questionne son identité. Dans ce cadre, Inlé et les Intha sont investis d'une authenticité rassurante, et apparaissent comme des « points d'ancrage culturels » [*cultural anchor*], points d'amer stables dans les remous du présent (Suntikul et al., 2010). En d'autres termes : confrontés à d'intenses changements et à de profonds questionnements identitaires, les Birmans se tournent vers leurs congénères des collines, sortes d'ancêtres longtemps considérés comme arriérés mais dont la « simplicité », l'« honnêteté », la « pureté » sont désormais autant des repères à suivre que des rappels nostalgiques de ce que la modernité peut détruire. Ce « retour aux collines » vers un soi authentique – et surtout soigneusement mis en scène, « débarbarisé » et dépolitisé –, cette introspection collective pilotée de manière autoritaire par un régime au nationalisme ombrageux ne sont pas spécifiques à la Birmanie : ils ont déjà été mis en évidence dans le Cambodge de Pol Pot (Safman, 2007 : 45) ou dans la Chine des années 2000 (Li Hua Yin, 2014).

---

<sup>601</sup> En Birman : ညီညွတ်ရေး



En résumé, il semble que dans les années 1990-2000, la junte militaire ait mobilisé le discours touristique pour gommer la distinction entre Bamar et Intha, et recruter ces derniers comme vitrine d'une myanmafication harmonieuse.

## **8.2. Transition démocratique (2011 – présent) : ethnicité et pouvoir, ou l'ingénierie ethnique intha à travers le tourisme**

### **8.2.1. Introduction : culture touristique (Picard, 1992), « conscience culturelle de soi » (Erb, 2001) et construction de l'inthaïté**

Sous Ne Win, les Intha ont cultivé leur proximité culturelle et mythologique avec les Bamar, et ont profité du transfert de légitimité qui en a découlé pour affirmer leur hégémonie régionale (cf. 3.2.3.). L'ère Than Shwe marque un revirement complet des ressorts du pouvoir : la « prime à la birmanité » est supplantée par une « prime à la puissance », qui profite aux Pa-O, au détriment des Intha (cf. 3.3.3.), qui sont discursivement intégrés – voire dilués – dans la stratégie de myanmafication de la junte (cf. 8.1.).

Cependant, la fin des années 2000, et surtout la phase post-2011 marque une nouvelle recomposition des équilibres de force et l'apparition de nouveaux ressorts de légitimité. Pour les Intha, cette période de « promesse du politique » est à la fois porteuse de promesses et de menaces. En effet, les horizons politiques s'élargissent ; l'espace géographique, autrefois dominé par l'Armée et les Pa-O, « s'ouvre à la concurrence » ; un *ethnic minister* intha est nommé auprès du gouvernement shan, premier pied à l'étrier politique pour les habitants du lac. Cependant, dans le même temps, les Danu et les Pa-O obtiennent des zones autonomes constitutionnellement reconnues qui actent l'encerclement symbolique du lac Inlé ; la PNO s'efforce de préserver son ancienne aire d'influence et de maintenir une présence dans les collines du Hsin Taung.

Par ailleurs, la dynamique identitaire à Inlé n'est pas à comprendre dans le seul cadre des relations entre les Intha et leurs voisins immédiats, mais également dans le contexte plus large de la Birmanie post-2011 – et même de la mondialisation de manière générale : à une époque où le pays connaît de profondes mutations, les questionnements identitaires traversent l'ensemble de la société, donnant lieu à de vives tensions. Par ailleurs, avec l'ouverture du pays, de nouveaux acteurs économiques prennent pied dans l'État Shan du Sud ; cette

compétition accrue fragilise l'hégémonie économique des Intha. Ces derniers cherchent donc à affirmer leur légitimité à contrôler les ressources locales à travers le registre culturel :

« Barth regarde les différenciations comme l'émergence d'interactions entre des groupes en compétition pour des ressources limitées. Plus la compétition potentielle existe, plus le degré de différenciation est important. Pour utiliser la terminologie écologique, l'alternative à l'exclusion pour raison de compétition est le déplacement, chaque groupe occupant une niche unique ayant l'exclusivité de l'accès aux ressources nécessaires à la survie. Les individus choisissent de manifester les marqueurs culturels propres à un groupe afin de réclamer les ressources assignées à la niche. » (Rambo et al., 1988, in Boutry et Ivanoff, 2008 : 12)

En ce moment-pivot de recomposition des rapports de force, les Intha ne peuvent peser politiquement qu'en se réappropriant la rhétorique constitutionnelle de l'ethnicité territorialisée : ils opèrent un profond repositionnement identitaire, gommant leurs traits quasi-bamar pour s'affirmer comme *taingyintha*, groupe ethnique indigène, muni d'une culture originale. Ce dernier concept, aussi inclusif qu'exclusif, est en effet au cœur de la Birmanie contemporaine et de ses rapports de pouvoirs (Cheesman, 2017 ; Crouch, 2015 ; Robinne, 2018) : selon la Constitution de 2008, les *taingyintha* peuvent, sous certaines conditions, obtenir un représentant (*ethnic minister*) dans les instances régionales, et même une *Self-Administered Zone*. Cette dimension territoriale nous semble ici fondamentale : en jouant la carte *taingyintha*, en se positionnant sur le même plan et au même niveau de légitimité que les Shan, les Pa-O ou les Danu, les Intha se placent comme candidats légitimes à une zone autonome, clé de leur autonomie régionale, de leur maîtrise des ressources économiques et protection absolue contre les influences de leurs voisins.

Cette stratégie d'*ethnicisation* des Intha – d'inthaïsation, pourrait-on dire – passe donc par la mise en scène d'une « communauté imaginée » (Anderson, 1983), présentant à la fois une culture ostensiblement distincte de celle de leurs voisins danu, pa-o ou taungyo, ainsi que des grands blocs culturels bamar et shan (Douglas, 2013) et un ancrage territorial fort. Dans cette perspective, le tourisme culturel constitue un outil précieux de reconfiguration de l'identité collective<sup>602</sup>.

---

<sup>602</sup> L'affirmation de B. Debarbieux, pour qui « les sciences sociales n'ont pas seulement décrit, mais façonné l'image de communautés locales et traditionnelles, profondément ancrées dans leur milieu avec lequel elles sont supposés avoir développé des relations de type symbiotique » (Debarbieux, 2010) nous semble également intéressante : les descriptions coloniales par Woodthorpe (1897) ou Annandale (1918), les études menées par Sturtevant (1970), Bernot et Bruneau (1972) ou encore Robinne (2000) ont sûrement contribué à ce *metonymic freezing* (Appadurai, 1988, in Debarbieux, 2010), mêlant intimement une société et son territoire.

Depuis de nombreuses années, les Intha sont tout à fait conscients du regard touristique – admiratif – qui est porté sur eux par l’Autre. Dès les années 1960, le gouvernement Ne Win offrait tous les ans une semaine au lac Inlé à des centaines de « travailleurs méritants ». Entre deux sessions de chants à la gloire du BSPP et remises de diplôme, les heureux élus visitaient les ateliers textiles d’Inn Paw Khone et observaient le système agricole local (အလုပ်သမားဌာန, 1968). Présentés comme des sources d’inspiration à des travailleurs eux-mêmes sélectionnés pour leur exemplarité, les Intha ont sans nul doute tiré de ces visites annuelles une certaine fierté et une conscience de groupe.

Le très net accroissement du tourisme international au cours des vingt dernières années – et surtout depuis 2011 – n’a fait que renforcer la tendance et la « conscience culturelle de soi » (Erb, 2001) des Intha. En effet, ces derniers savent bien qu’ils sont au centre des attentions ; ils savent bien que ces étrangers qui les observent depuis leur pirogue ont traversé la moitié du globe et gagné Inlé, non pas tant pour contempler le paysage ou les pagodes locales que pour les observer, eux. Ce *tourist gaze* (Urry, 1990) agit donc comme une puissante « marque de reconnaissance » (Lazzarotti, 2011 : 46) et comme une source d’intense fierté. C’est ainsi qu’en 2013, sur la scène de l’*Intha Gathering Day* (cf. infra), un panneau proclame avec satisfaction : « Nous les Intha, célèbres dans le monde entier » (fig. 72). Cette même fierté est palpable dans les paroles de *Shwe Inthu lay pheit khaw than*, de la chanteuse locale Ein Hmu Paing, l’une des chansons les plus populaires du moment à Inlé et qui fait pour ainsi dire figure d’hymne intha officieux. Ici, l’importante fréquentation touristique n’est pas présentée comme une menace, mais au contraire comme une preuve de l’exception culturelle locale, la reconnaissance même de l’authenticité du groupe visité (Picard, 1992 ; Picard et Wood, 1997) :

« Purs d’esprit et honnêtes, c’est nous les Intha/Inthu,

On s’aime les uns les autres comme frères et sœurs.

Toute l’année, des voyageurs viennent nous rendre visite.

De par le monde, le lac Inlé de Kanbawza est célèbre. »<sup>603</sup>

---

<sup>603</sup> Littéralement : « L’appel/l’invitation de la jeune inthu d’or ». En birman : ရွှေအင်သူလေးဖိတ်ခေါ်သံ။

Source : <https://www.facebook.com/100028888938246/videos/174017486904548/>



Figure 72 : Une banderole lors de l'Intha Gathering Day de novembre 2013.  
 Elle indique : "Nous les Intha, célèbres dans le monde entier".  
 Noter que le terme "intha" n'est pas écrit en birman, mais à la manière intha.  
 Source : <https://www.facebook.com/yea.aye.5>

Il est donc clair que le tourisme n'est pas une simple force extérieure venant « impacter » une société locale inerte : les Intha sont tout à fait conscients du regard de l'Autre, et l'ont pleinement intégré à leur conscience collective, au point de développer une véritable « culture touristique » (Picard, 1992), mobilisée pour reformuler – et légitimer – leur identité collective de *taingyintha*. Nous identifions ici huit grandes scènes sur lesquelles l'inthaïté est mise en scène, jouée, rejouée et réinterprétée, ethnicisée et territorialisée. Tout d'abord, sur le lac en lui-même, nous déconstruisons l'« authenticité émergente » (Cohen, 1988) du « pêcheur traditionnel intha », devenu symbole régional et même national ; nous mettons en évidence la rhétorique de folklorisation des jardins flottants ; nous montrons en quoi l'artisanat local est présenté et interprété selon une focale ethnique ; nous analysons comment le discours touristique entérine la mainmise intha sur la pagode Phaung Daw Oo et renforce leur hégémonie symbolique locale. Au-delà du lac, dans les salons des hôtels et sur les scènes de festival, nous mettons en lumière la construction d'une « danse traditionnelle intha », porteuse d'altérité et même de territorialité ; nous nous penchons sur les mécanismes, aussi récents que visibles, d'élaboration d'un « costume traditionnel » et comment ce dernier est mobilisé comme mise en scène de la différence intha ; nous questionnons l'élaboration récente d'un alphabet intha, à la fois code commun aux Intha et barrière linguistique érigée

vis-à-vis des autres groupes ethniques ; nous analysons la mise en place progressive d'un « jour national intha », et comment sa charge politique se fait de plus en plus visible au cours des années.

### **8.2.2. Le personnage du « pêcheur intha », métonymie du lac Inlé, symbole de la Birmanie**

Comme pour tant de figures ethnico-touristiques incontournables (les Sherpa népalais, les Touaregs du Sahara, les Masai kényans ou les Toraja indonésiens), les Intha présentent une certaine forme de paradoxe : alors qu'ils ne représentent qu'une minorité dans la minorité, ils constituent l'un des groupes sociaux les plus visibles, les plus emblématiques de leur pays, et ce depuis plusieurs décennies. En effet, depuis les années 1950, et jusque dans les années 2000, le tourisme en Birmanie a été cantonné à la vallée de l'Irrawaddy (de peuplement bamar), à ses pagodes et à ses ruines vénérables ; l'État Shan du Sud a donc longtemps été la seule « région ethnique » accessible aux visiteurs. Dans ce contexte, les Intha se sont vite affirmés comme le visage humain de la Birmanie. Ainsi, en 1977, le *Traveller's guide to Burma*, s'ouvre sur les lignes suivantes :

« La république socialiste de l'Union de Birmanie vous invite à venir passer vos vacances parmi le vaste éventail de ses attractions naturelles : vous prélasser et bronzer sous les rayons du soleil, parcourir ses lacs et observer les impressionnants et fascinants *leg rowers* du lac Inlé, vous détendre sur ses plages, regarder les incroyables pagodes et explorer les merveilles exotiques des tropiques » (Kanbawza Win, 1977 : 16).

Ici, au milieu de plages et de pagodes indéterminées, et alors que Bagan et Mandalay ne sont même pas explicitement mentionnés, Inlé est la seule destination désignée nommément, et les Intha les seuls humains de ce monde exotique. De même, en 1996, l'article « Picturesque and enchanting Myanmar », paru dans le magazine officiel du SLORC/SPDC, débute par une énumération des hauts-lieux de Birmanie, elle aussi assez vide d'Hommes, à l'exception d'Inlé :

« Un visiteur au pays d'or sera d'accord pour dire que c'est l'un des décors les plus pittoresques d'Asie du Sud-Est. La pagode Shwedagon, mondialement célèbre ; les panoramas à couper le souffle de Bagan ; Mandalay, haut-lieu de la culture et dernière capitale des rois Konbaung ; le célèbre lac Inlé et ses incomparables pêcheurs qui rament avec la jambe ; la belle Pindaya, avec ses maisons à

flanc de colline et ses grottes remplies de milliers de statues de Bouddha ; les superbes plages luxuriantes de Ngapali sont quelques-unes des destinations attrayantes de Birmanie » (Myanmar Perspectives, décembre 1996 : 62)

Le pêcheur intha investit également l'iconographie des guides touristiques. Dès les années 1960, il monopolise les pages consacrées à Inlé (fig. 73). Très rapidement – quoique de manière assez souterraine et silencieuse – des règles implicites, une codification de la représentation semblent se mettre en place ; un registre photographique à part entière se structure. Ainsi, le cadrage large, embrassant dans un même ensemble le pêcheur, son canoë, son *saung* et les collines en arrière-plan, souligne le lien indissociable entre les Intha, leur habitat lacustre et leur mode de vie original. En d'autres termes, l'Intha – et l'inthaïté – ne peuvent se représenter sans tous les attributs, les accessoires attestant de son mode de vie lacustre.

Par ailleurs, le visage du pêcheur est rarement visible, non seulement du fait du cadrage et de la distance qu'il implique, mais également en raison d'un choix volontaire de mise en scène : quand il n'est pas à contrejour, résumé à une simple ombre chinoise, il est en général représenté de dos ou de trois-quart arrière, le regard porté vers le lointain et non vers le photographe.

D'une part, cette mise en scène crée de la distance entre le photographe et son modèle et préserve soigneusement le « quatrième mur » ; elle érige donc l'observateur extérieur en témoin privilégié – et invisible – d'une authenticité encore inviolée. Symétriquement, elle fait du pêcheur intha l'incarnation de cette même authenticité et le gardien de la tradition, un rôle pour le moins stratégique dans le cadre des relations interethniques dans l'État Shan du Sud, où la question de l'enracinement temporel est intimement liée à celle de l'ancrage territorial.

D'autre part, le pêcheur à l'image n'est pas identifiable en tant qu'individu, reconnaissable à son regard, à ses rides ou à son sourire rougi de bétel ; il apparaît plutôt comme une figure générique, un idéal-type de pêcheur intha. En abolissant tous les détails individuels auxquels le regard pourrait s'accrocher, en s'extrayant même du temps, le cliché touristique mène directement l'observateur vers une identité essentialisée, une ethnicité codifiée. L'iconographie a donc joué un rôle essentiel dans la fabrication et la mise en scène de l'inthaïté.

Alors que dans les années 1960 à 1980, le pêcheur intha était avant tout un symbole du lac Inlé, les années 1990 marquent un virage important : il est désormais le symbole de toute la Birmanie. En effet, c'est à cette époque que le tourisme se structure réellement dans l'État Shan du Sud, que la région s'affirme comme une destination phare (*cf.* 0.2.3.3.) et que ses habitants s'affirment dans l'iconographie touristique. Par ailleurs, l'inflexion du tourisme mondial – et birman – vers les registres de la culture, de la rencontre change la donne : sur les couvertures des guides, les pagodes et les dorures cèdent progressivement la place aux moines souriants, aux jeunes filles aux pommettes rehaussées de *thanakha*, et au pêcheur intha.

Ce dernier est ainsi représenté en couverture du guide *Lonely Planet* de 2011, debout sur son canoë (fig. 74). Son attitude, regard porté vers le lointain, et le calme presque irréel des eaux du lac sont autant d'allégories de la pureté et de l'authenticité du pays. Il apparaît à nouveau en première page de l'édition de 2017, dans une position toute aussi hiératique, tournant le dos au photographe comme si ce dernier avait su capter par chance une scène de vie lacustre non touristique<sup>604</sup>. En 2016, il apparaît même dans les couloirs du métro parisien, dans le cadre d'une campagne de publicité menée par le *Guide du Routard* et faisant l'éloge du voyage-expérience. Cette image est spécialement intéressante : ici, Kyaw le pêcheur incarne non seulement *la* rencontre marquante en Birmanie et *le* visage humain du pays, mais aussi le Voyage dans ce qu'il a de plus absolu.

---

<sup>604</sup> Pour avoir assisté à de nombreuses séances de photo sur le lac Inlé, nous pouvons pourtant témoigner qu'un tel cliché, pris à travers l'ouverture sommitale d'un *saung* requiert une réelle mise en scène.

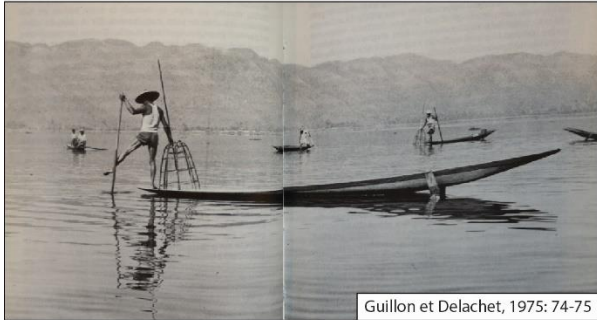
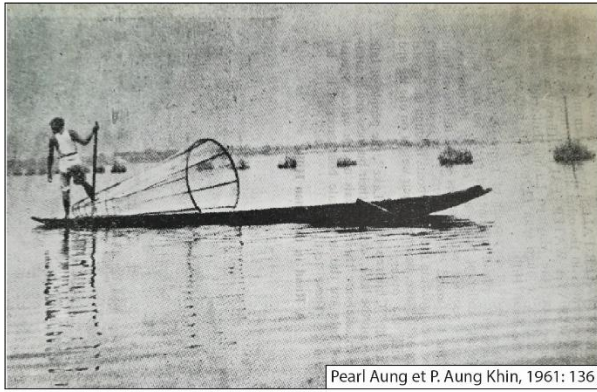


Figure 73 : Le pêcheur intha dans l'iconographie touristique : un registre à part entière.



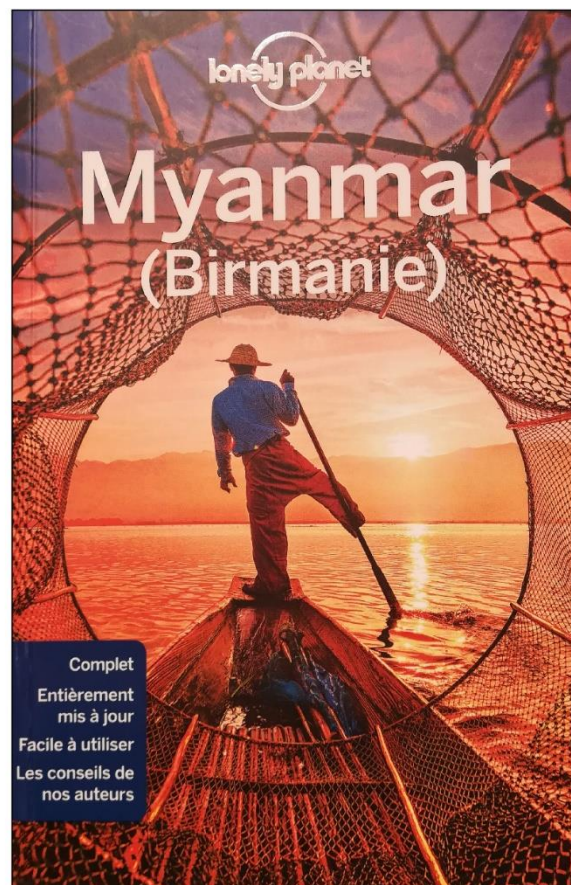
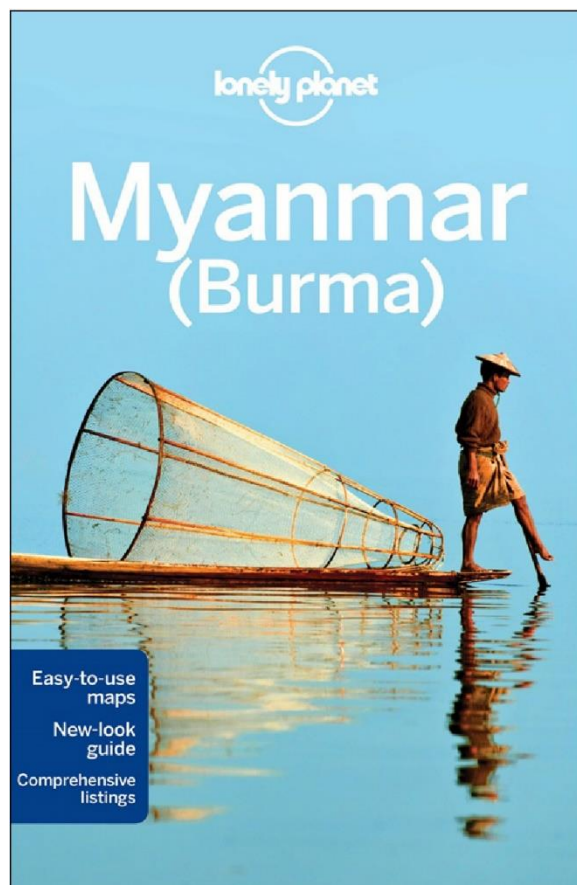


Figure 74 : Le pêcheur intha, symbole de tout un pays.

Ce glissement de symbole birman à symbole du Voyage est parfois même poussé plus loin par certains acteurs économiques : le personnage du pêcheur intha est alors convoqué hors de toute référence explicite à la Birmanie, comme un symbole à part entière. Il apparaît ainsi dans les vitrines parisiennes du voyageur *Vacances Transat*, semblant illustrer ce qu'un « grand voyage » peut être, ou encore en page d'accueil du site internet [www.agoda.com](http://www.agoda.com), sans aucune mention du lieu de prise de vue (fig. 75 et 76). Cette décontextualisation du « pêcheur intha » peut être interprétée de deux manières différentes, et d'ailleurs non exclusives : soit cette figure a été suffisamment popularisée par l'imagerie touristique ces dernières années pour qu'elle soit instinctivement associée à la Birmanie (ce qui consacrerait les Intha comme symboles du pays) ; soit, au contraire, l'affiche cherche précisément à sortir des clichés bien identifiés et à interpeller le spectateur par une scène originale, auquel cas le « pêcheur intha » symbolise à lui seul l'appel de l'inconnu, voire le Voyage à part entière.



Figure 75 : Le pêcheur intha, incarnation du "grand voyage". Cliché : Martin Michalon, janvier 2018.

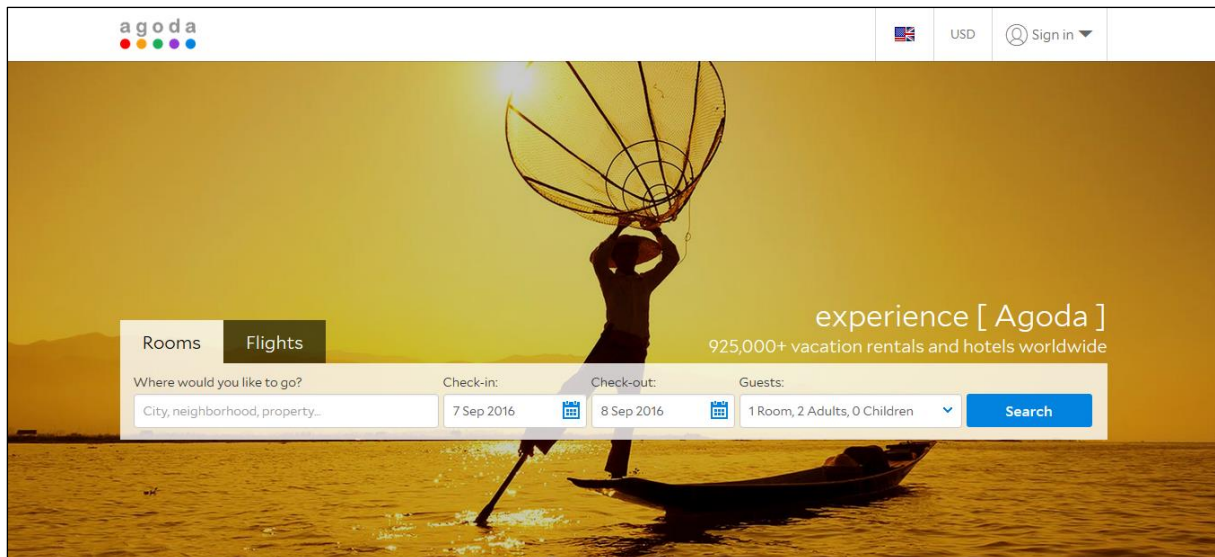


Figure 76 : Le pêcheur intha, gardien d'un monde de voyages. Capture d'écran : Martin Michalon, juin 2016.

Cette dernière dimension, cette présentation du pêcheur intha comme allégorie du Voyage ne pourrait apparaître plus nettement que dans cette photographie publicitaire pour Louis Vuitton, prise par Jean Larivière en 1997, soit directement dans la foulée de la *Visit Myanmar Year* (fig. 77). Ce cliché, représentant un jeune Occidental et un pêcheur intha sur leurs canoës, illustre la quintessence même du voyage comme découverte, rencontre privilégiée entre deux individus. La tension ménagée entre proximité (les deux personnages sont à portée de bras l'un de l'autre) et distance (le mouvement de l'un vers l'autre reste suspendu) va même plus loin : plus que deux personnes, ce sont bien deux univers qui se rencontrent ici ; à l'instar de ce mouvement inachevé, le temps se fige ; dans la poésie de l'instant, l'observateur accède à l'universel. Ce choix du pêcheur intha comme vecteur publicitaire pour porter, incarner le slogan de Louis Vuitton – « l'âme du voyage » – nous semble donc très révélateur de sa charge symbolique comme incarnation de l'altérité et de l'authenticité.



Figure 77 : Le pêcheur intha dans l'univers Louis Vuitton : une incarnation de l'"âme du voyage".  
Cliché : Martin Michalon, novembre 2016.

Ce cliché est exposé dans un cadre en plastique dans le grand hall du monastère de Nga Phe. Afficher ces clichés, c'est donc soumettre fièrement aux visiteurs l'association entre les Intha et une marque mondialement connue ; sortir les Intha de leur échelle micro-locale pour les relier à l'échelle globale ; revendiquer auprès de chaque visiteur leur statut de symbole – certes publicitaire – d'authenticité onirique. Le lieu en lui-même est loin d'être anodin. En effet, les étrangers s'y sont longtemps pressés en nombre pour observer les chats du monastère sauter à travers des cerceaux. Si leur enthousiasme a marqué le pas depuis que cette activité s'est interrompue (cf. 4.4.), les lieux restent fréquentés par un nombre croissant de visiteurs birmans.

En effet, il serait bien partiel de conclure que les Intha n'ont gagné en visibilité et en légitimité qu'à travers le tourisme international : ils sont également des figures marquantes de l'imaginaire touristique des Birmans. En 1983, l'intrigue amoureuse du film *Ne Kyauk Kheh*<sup>605</sup> se déroule en partie dans l'univers lacustre d'Inlé ; la chanson *Inle Hmar Ywa Teh Moe*<sup>606</sup>, tirée de sa bande originale et qui exprime la solitude d'un rameur pris dans la mousson, est un immense succès populaire, réinterprétée à plusieurs reprises depuis, et

<sup>605</sup> En birman : နေကျောက်ခဲ

<sup>606</sup> En birman : အင်းလေးမှာရွာတဲ့မိုး

dernièrement par la célèbre chanteuse pop Ni Ni Khin Zaw (2014)<sup>607</sup>. Le personnage du rameur intha est donc partie intégrante de l’imaginaire des Birmans, même de ceux qui ne sont jamais allés à Inlé.

Symbole désormais bien identifié dans la fresque ethnique nationale, le pêcheur intha est maintenant mobilisé dans certaines campagnes publicitaires, notamment pour le thé *Royal Myanmar Teamix* (fig. 78). Sur les affiches, un code graphique désormais bien connu, mêlant canoës, chapeaux, *saung* et coucher de soleil ; comme souvent, le visage des Intha est invisible : ils ne sont que des silhouettes, des abstractions, voire des symboles. Ici, l’image d’authenticité de pêcheurs intha fidèles à la « tradition » est pleinement exploitée par *Royal Myanmar Teamix* pour vendre ce qui est présenté comme « le thé de grand-mère », le « vrai » thé à la birmane. En d’autres termes, un jeu d’ombres chinoises, un soleil couchant, des collines irréelles, une proue de canoë et quelques décimètres de *saung* sont désormais suffisants pour convoquer l’authenticité et les traditions de la Birmanie éternelle. À cet égard, les Intha font partie intégrante de l’imaginaire des Birmans, et apparaissent comme des symboles nationaux forts.



Figure 78 : les Intha dans les rues de Taunggyi, symboles de l’authenticité, d’une Birmanie fidèle à ses racines.  
Cliché : Martin Michalon, novembre 2015.

Si le discours et l’imagerie touristiques sur le pêcheur intha sont largement produits par des acteurs extérieurs (photographes occidentaux, éditeurs de guides touristiques, tour-opérateurs), il serait néanmoins erroné de considérer que les Intha eux-mêmes jouent un rôle

<sup>607</sup> Nous tenons ici à remercier « Sally » San Yu Way Maung pour sa traduction efficace de cette chanson.

passif dans ce processus. Bien au contraire, ils ont *su* construire – et vendre – cet idéal-type du « pêcheur intha ».

Pour tout visiteur à Inlé, la visite du lac en bateau est une expérience touristique incontournable (*cf.* 4.4.). Partant de Nyaungshwé, son embarcation emprunte le large canal qui mène au lac. Après une quinzaine de minutes, l'horizon s'élargit enfin, et le canal débouche sur les vastes étendues du lac Inlé. Là, le touriste est immanquablement accueilli par une poignée de « pêcheurs traditionnels intha », arborant *saung*, pantalon shan, chemise blanche et chapeau plat en bambou, debout dans leur petit canoë de teck (*fig.* 79).



*Figure 79 : Un groupe de "pêcheurs intha traditionnels" attend les touristes au débouché du canal de Nyaungshwé.  
Cliché : Martin Michalon, février 2014.*

Le pilote du bateau ralentit pour permettre à ses passagers d'apprécier la scène. Ramant ostensiblement avec la jambe, l'un des pêcheurs se détache du groupe, se rapproche de l'embarcation des touristes et noue le contact par quelques signes de la main. Il s'empare alors de son *saung*, en pince le bas entre deux orteils, et lève la jambe à hauteur de taille. En équilibre sur un pied, le filet en l'air, il tient la pose quelques secondes pour les photographes (*fig.* 80).



Figure 80: Le maniement du saung : technique de pêche ou chorégraphie touristique ?  
Cliché : Martin Michalon, février 2014.

La plupart du temps, le pêcheur descend ensuite son filet dans l'eau et fait mine de harponner des poissons par l'ouverture sommitale. Il ressort ensuite le *saung*, saisit un poisson qui gît au fond de son canoë, et présente le fruit de sa pêche factice aux spectateurs, réclamant en retour – de manière plus ou moins explicite – un pourboire. En moins d'une minute, le spectacle est terminé : le pêcheur s'éloigne en ramant avec la jambe, le pilote des touristes relance le moteur, et reprend sa route. En même temps qu'elle est devenue une expérience touristique incontournable à Inlé, cette chorégraphie est révélatrice de la construction identitaire et territoriale par le tourisme. Nous proposons ici d'en mettre au jour les mécanismes et les acteurs.

Les informations que nous avons pu collecter quant au cadre chronologique de cette pratique font ressortir deux phases principales. Dans un premier temps, une poignée de pêcheurs aurait commencé à poser pour les touristes vers 2005-2006, époque de forte croissance du tourisme à Inlé. Cependant, cela ne constituait qu'une activité d'appoint : la journée d'un pêcheur mêlait en réalité de longues heures de pêche et des séances occasionnelles de pose<sup>608</sup>. Par ailleurs, cette activité était encore largement improvisée, loin de la codification qu'elle a connue par la suite. Les sphères de la pêche quotidienne et du tourisme n'étaient donc pas encore complètement distinctes ; les pêcheurs ne créaient pas un

---

<sup>608</sup> Source : Ko Aung Myint, « pêcheur traditionnel », comm. orale, 13 mars 2016

univers entièrement fictif à destination des visiteurs, mais exposaient plutôt un quotidien en large partie réel.

Cependant, la chute du tourisme local en 2007-2008 mit un coup d'arrêt brutal à cette première phase, au point qu'elle semble être tombée dans l'oubli : les pêcheurs qui relancèrent cette pratique en 2011 déclarent ainsi de bonne foi en être les initiateurs. Aujourd'hui, elle s'est popularisée, et on compte entre 15 et 20 « pêcheurs de touristes » sur les eaux du lac Inlé, essentiellement originaires des villages de pêcheurs d'Ein Taung Gyi et de Myaung Wa Gyi, dans les marais situés au nord du lac. Cette seconde phase est cependant bien distincte de la première : à la relative spontanéité des années 2000 succède une véritable codification de l'exercice, résultat d'interactions dialogiques entre les Intha, les visiteurs, et surtout les guides touristiques, courtiers de la différence.

Ainsi, la première chose qui surprend l'observateur est la tenue vestimentaire des « pêcheurs », qui confine presque à l'uniforme (fig. 81) : pantalon shan (*shan bhaung-bhi*<sup>609</sup>) de coton rustique aux teintes ocres (*pin-ni*<sup>610</sup>) ; chemise blanche, parfois même immaculée et bien repassée ; chapeau plat de bambou (*war khaut*<sup>611</sup>). Tous les pêcheurs que nous avons interrogés à ce sujet sont unanimes : cette tenue élégante n'est d'ordinaire portée que lors des festivals. Rappelons que dans la société locale, les pêcheurs représentent la strate sociale la plus défavorisée ; au quotidien, ils se contentent en général d'un *T-shirt* usé et d'un *short* de sport, plus adapté aux mouvements de pêche et à la manœuvre du canoë.

Le second trait distinctif de ces « pêcheurs de touristes » est leur technique tout à fait particulière. Ils sont pour ainsi dire les seuls à Inlé à encore faire usage du *saung*, que les autres pêcheurs ont massivement abandonné au cours des dix dernières années (Okamoto, 2012 : 14 ; Michalon, 2014), au profit de longs filets plats en nylon tendus entre deux eaux par des piquets de bambou, et qui permettent de meilleures prises (*cf.* 2.2.3.). Cette nasse est le plus souvent présentée par les guides et la littérature touristique comme une adaptation aussi astucieuse qu'intuitive des Intha aux spécificités du lac (profondeur et clarté de l'eau, présence de végétation flottante, nature de la faune locale), soulignant de ce fait leur

---

<sup>609</sup> En birman : ရှမ်းဘောင်းဘီ

<sup>610</sup> En birman : ဝင်နီ

<sup>611</sup> En birman : ဝါးခေါက်



connaissance intime du milieu, maîtrise qui, implicitement, s'inscrit également dans la longue durée.



Figure 81 : Le "pêcheur de touristes", entre folklore... et modernité assumée. Cliché : Martin Michalon, décembre 2015.

Non seulement les « pêcheurs de touristes » mobilisent au quotidien un instrument appartenant désormais au passé, mais son maniement est une mise en scène : lorsqu'il était encore utilisé, les pêcheurs s'aidaient tout au plus du pied pour redresser le *saung* et l'enfoncer dans l'eau, mais en aucun cas ils ne levaient la jambe aussi haut, et aussi longtemps. Au-delà de sa dimension purement esthétique, cette gestuelle – en appui sur un pied, sur un canoë instable – donne avant tout à voir l'équilibre « inné » des Intha, leur aisance « naturelle » sur l'eau, leur sixième sens aquatique acquis au fil du temps. Quant au harpon, rappelons qu'il ne servait originellement qu'à effrayer le poisson ; ce dernier n'était réellement attrapé que lorsque les ficelles reliant le filet au cadre de bambou étaient relâchées, créant de vastes poches de filet dans lesquelles il pouvait se prendre (*cf.* 2.2.3.). Or, cette dernière phase n'est pour ainsi dire jamais exposée au visiteur, car elle se prête moins à la simulation (comment expliquer que les poissons se prennent dans les plis du filet si ces derniers ressortent vides de l'eau ?), car elle est esthétiquement moins satisfaisante, et peut-

être aussi parce que cette omission laisse penser que le pêcheur attrape bel et bien le poisson en le harponnant, prouesse qui renforce l'image d'Epinal d'Intha adroits, en symbiose complète avec leur environnement.

Enfin, la troisième caractéristique de ces « pêcheurs » tient à leur bateau, qui paraît à première vue dépourvu du désormais habituel moteur hors-bord chinois. Cependant, une observation plus attentive révèle que ce dernier est bien présent, mais qu'il repose, démonté, au milieu de l'embarcation, bien souvent enveloppé d'un *longgyi* usé. Premières explications : disposer le lourd moteur au centre du canoë permettrait un gain de stabilité ; le chiffon qui l'enveloppe éviterait les émanations d'essence. Quelques insistances, et l'on nous avoue en riant qu'il est caché à dessein car « les touristes ne sont pas satisfaits de [le] voir <sup>612</sup> ». En débarrassant le réel des oripeaux de la modernité, cette mise en scène offre une « tradition » esthétisée, dans laquelle le pêcheur intha s'inscrit dans une continuité intime avec son milieu ; dans laquelle la relation entre le « fils du lac » tient dans l'équilibre dynamique entre le pêcheur, son aviron et le plan d'eau.

Ce triple glissement de la sphère du quotidien à celle de la scène s'est principalement fait sous l'impulsion des guides touristiques. En œuvrant discrètement pour plier le réel aux représentations et aux attentes des touristes, ils ont co-construit et codifié des pratiques originales. D'après nos interlocuteurs, ce sont ainsi les guides qui ont « suggéré » aux pêcheurs de porter des tenues plus « typiques », visuellement plus satisfaisantes pour le visiteur et plus photogéniques. Observant les pêcheurs s'aider du pied pour mettre leur *saung* à l'eau, ils ont également identifié le potentiel spectaculaire de la manœuvre, et leur ont demandé d'accentuer le mouvement et de tenir la position pour leurs clients. Enfin, ce sont eux qui ont incité les Intha à masquer le moteur hors-bord de leur canoë. Les guides semblent donc avoir joué un rôle déterminant dans la mise en place d'un personnage, aujourd'hui tellement codifié que leur intervention n'est même plus nécessaire : le modèle se duplique de lui-même. Ainsi les « pêcheurs de touristes » les plus récents se sont-ils contentés de prendre modèle sur leurs aînés<sup>613</sup>. Le pouvoir des guides se double de celui de l'image : la photographie joue un rôle tout aussi déterminant, venant véritablement régler, réguler la chorégraphie et les postures. Pour Ko Hla Win, son *special style* vestimentaire est « juste

---

<sup>612</sup> Source : Ko Aung Myint, « pêcheur traditionnel », comm. orale, 13 mars 2016

<sup>613</sup> Source : Ko Aung Than, « pêcheur traditionnel », comm. orale, 17 décembre 2015 et U Chit Htwe, « pêcheur traditionnel », comm. orale, 11 décembre 2016.

pour la photo »<sup>614</sup>. Pour U Myo, le *saung* est un instrument du passé, mais il est « plus attractif pour la photo »<sup>615</sup>.

Cette mise en scène, cette réinvention de la tradition par et pour le tourisme doivent être réinsérées dans le contexte des dynamiques socio-économiques locales. En effet, le personnage du « pêcheur intha » naît précisément au moment où le secteur de la pêche connaît une métamorphose profonde : le *saung* est délaissé ; les moteurs hors-bord se démocratisent ; les Intha les plus jeunes ne rament avec la jambe que de manière occasionnelle, etc. Selon un mécanisme bien décrit dans la littérature touristique, c'est donc au moment où un mode de vie « traditionnel » est remis en question qu'il acquiert cette « beauté du mort » qui en fait un patrimoine (de Certeau, 1970, in Bertho-Lavenir, 1999). Comme l'explique bien E. Cohen :

« Il faut garder à l'esprit qu'une culture devient commerciale, non pas quand elle est florissante, mais lorsqu'elle est déjà sur le déclin, sous l'effet de forces extérieures et antérieures au tourisme. Dans de telles circonstances, l'émergence d'un marché touristique facilite souvent la préservation d'une tradition culturelle qui, sinon, dépérirait. Cela permet à ceux à qui en sont porteurs de maintenir une véritable culture locale ou ethnique qu'ils auraient perdu autrement. » (Cohen, 1988 : 382)

Ici, il est d'ailleurs clair qu'il ne s'agit pas tant de préserver une « tradition culturelle » ou de maintenir une « culture locale » que de reformuler des pratiques, réadapter des gestes du quotidien dans le miroir tendu par les acteurs touristiques pour faire émerger quelque chose de foncièrement nouveau : des pratiques hybrides ; une « culture touristique » (Picard, 1992) ; une identité ethnique fortement territorialisée.

On peut même aller plus loin : c'est précisément parce que les pratiques de pêche traditionnelles sont devenues marginales que cette nouvelle mise en scène a pu s'imposer avec une telle évidence. En effet, l'original ayant disparu, la question de l'authenticité et de la crédibilité de la copie (Doquet et Le Ménestrel (ed.), 2006) ne se pose plus ; le redoutable décalage entre la réalité et son pastiche s'évapore. La fin des pratiques de pêche traditionnelles n'est donc pas nécessairement à percevoir comme une perte culturelle pour les Intha, un affaiblissement culturel ; bien au contraire, elle laisse une vaste feuille blanche, quelques accessoires (le *saung*, le canoë) et une totale liberté aux acteurs touristiques pour y dessiner une ethnicité fantasmée. Délivrée de la pesanteur du réel et de la crédibilité, cette

---

<sup>614</sup> Source : Ko Hla Win, « pêcheur traditionnel », comm. orale, 17 novembre 2015.

<sup>615</sup> Source : U Myo, pêcheur, « pêcheur traditionnel », comm. orale, 17 décembre 2015.

inthaïté mise en scène peut contenir tout ce qu'on décide d'y mettre ; elle est plus lisible, plus explicite et, *in fine*, plus efficace.

D'un point de vue spatial, la localisation des « pêcheurs de touristes » a évolué. Historiquement, ils se concentrent tous à l'extrême nord du lac, au débouché du canal dans le lac. Une telle position est à la fois logique – à un jet de pierre des villages d'Ein Taung Gyi et de Myaung Wa Gyi, d'où sont originaires l'essentiel de ces acteurs – et stratégique, car c'est un passage obligé pour tous les bateaux ; les pêcheurs maximisent donc leurs chances d'interaction avec les touristes. Nous proposons également de compléter cette lecture par une interprétation plus symbolique : en s'établissant au débouché du canal, les « pêcheurs intha » s'imposent comme le premier temps fort de la journée de visite ; ils inaugurent, voire préemptent l'expérience touristique, ils la placent sous leur signe. Les « pêcheurs intha » font donc office de marqueur identitaire fort, conférant une charge, une coloration humaine à l'espace, et le transformant en territoire. En d'autres termes, ils s'érigent en gardiens, en *gatekeepers* du territoire intha.

Cette hyper-concentration au nord du lac a néanmoins connu une récente évolution : bien qu'une dizaine de « pêcheurs traditionnels » y patiente toujours, on observe désormais une dispersion, qui semble liée à deux facteurs principaux. D'une part, depuis 2014 environ, l'activité fait ses débuts dans d'autres villages lacustres, comme Kyay Sar Kone<sup>616</sup>, à l'ouest du plan d'eau : de nouveaux pêcheurs font donc leur apparition en de nouveaux endroits. D'autre part, l'hyper-concentration au nord du lac s'est vite avérée contre-productive : concurrence accrue pour attirer l'attention des touristes, vagues menaçant l'équilibre des « pêcheurs ». Quant aux touristes et aux guides, leur volonté de photogénération du réel a de nouveau joué un rôle crucial : déplorant les arrière-plans confus des clichés, c'est bien eux qui ont poussé les pêcheurs à se disperser<sup>617</sup>.

Enfin, plus fondamentalement, l'hyper-concentration des années 2011-2014 semble avoir dépassé le seuil critique au-delà duquel l'illusion de réalisme s'évapore, ce qui soulève la question cruciale de l'authenticité, récurrente dans de nombreux travaux sur le tourisme (Cohen, 1998 ; Byrne Swain, 2011). Il nous semble que la majorité des visiteurs ne sont pas

---

<sup>616</sup> Source : U Chit Htwe, « pêcheur traditionnel », comm. orale, 11 décembre 2016.

<sup>617</sup> Cela soulève évidemment la question des micro-relations de pouvoir au sein de ce – désormais – groupe socio-professionnel. Il nous semble clair que cette position stratégique a été monopolisée par les « pêcheurs de touristes » les plus influents, jouissant à la fois d'une relative antériorité chronologique et d'une certaine aisance dans leurs interactions avec les touristes.

dupes de la performance des « pêcheurs intha » : ils sont bien conscients d'être face à une mise en scène, mais semblent l'accepter avec le sourire, jouant eux aussi le rôle de spectateur qui leur est dévolu. Certes, l'« authenticité » présentée est mise en scène, mais on fait mine d'y adhérer tant que son artificialité reste discrète, sous-jacente, acceptable (*ibid.*). Certes, le pêcheur dans son ensemble, en tant que personnage, est une invention ; mais les éléments qui le constituent, pris séparément (la patine d'un canoë, des algues prises dans les mailles d'un filet, un accroc dans une chemise) parlent d'authenticité et, dans un effet de retour métonymique, rendent *vraisemblable* l'authenticité du pêcheur (Cohen, 1988 ; MacLeod, 2005).

Cependant, lorsque l'interaction dépasse le simple face-à-face privilégié et que d'autres pêcheurs et bateaux de touristes s'y immiscent ; lorsque la marchandisation de l'interaction devient trop flagrante ; lorsque la supercherie devient trop évidente sur l'arrière-plan de la photographie (pourtant vecteur du partage de l'expérience touristique et preuve de son authenticité, Boukhris, 2012), le visiteur se cabre : l'illusion est trop grossière, le renvoyant de manière trop évidente à son statut de touriste (Maoz, 2005), contrariant ses attentes de « pays authentique ». C'est bien pour cela que les « pêcheurs intha » s'espacent désormais : en réinsérant de l'espace dans la relation touristique, ils recréent les conditions d'un tête-à-tête et ré-enchantent la rencontre.

Ce jeu de mise en scène, cette appropriation de l'espace nous semblent révélateurs d'une stratégie de promotion emboîtée : d'une part, au sein de l'ethnie intha, les pêcheurs – groupe socio-professionnel traditionnellement le plus défavorisé – s'érigent en symboles ethniques et en respectables professionnels de la relation touristique ; d'autre part, les autres Intha s'assimilent bien volontiers au personnage du pêcheur et récupèrent ce symbole touristique dans une logique de réaffirmation culturelle.

Si certains acteurs locaux trouvent que les « pêcheurs de touristes » ne sont que de pâles imitations des « vrais » pêcheurs<sup>618</sup> ; si la description que nous avons dressée peut faire croire qu'ils ne sont que des exécutants passifs des consignes des guides, notre analyse démontre bien que les « pêcheurs de touristes » se réapproprient leur performance, et se revendiquent comme les maîtres de la rencontre touristique. Ce positionnement se devine dans l'« uniforme » du pêcheur intha : si le pantalon shan renvoie bien le pêcheur à une

---

<sup>618</sup> Source : U Tun Hlaing, Intha ethnic minister, comm. orale, 8 mai 2016 ; Ma Mu Kyi, propriétaire d'agence de voyage, comm. orale, 14 février 2016 ; Ko Phyoone, pêcheur, comm. orale, 13 mars 2016.

« tradition » ancienne, à une certaine forme de folklore, la chemise blanche occidentale et bien repassée l'ancre en revanche dans le présent, et même dans une certaine forme de modernité. Les pêcheurs intha semblent donc très conscients du regard touristique, et savent en jouer : d'un côté ils proposent du folklore ; de l'autre, ils refusent l'archaïsme et montrent qu'ils ont du recul par rapport à leur propre personnage. La conclusion de P.-M. Milan sur les Mosuo du lac Lugu (Chine) nous semble donc particulièrement pertinente ici :

« L'enjeu principal est d'évoquer la connaissance qu'ont les Mosuo de la culture dominante, et donc qu'ils sont les contemporains des touristes tout en gardant une spécificité culturelle » (Milan, 2012 : 10).

Certains « pêcheurs intha » se sont positionnés comme des professionnels du tourisme, maîtrisant complètement la relation touristique. En haute saison, les *resorts* du lac peuvent les contacter jusqu'à dix fois par mois pour effectuer des « démonstrations de pêche » devant leurs clients. Certains documentaristes et photographes, occidentaux comme birmans, les sollicitent également pour des séances photo. Ayant assisté à l'une d'entre elles, nous avons été impressionné par l'aisance des pêcheurs : le client sollicite l'un des pêcheurs les plus expérimentés et charismatiques, qui entraîne quatre ou cinq de ses compagnons vers un lieu calme où ils peuvent manœuvrer à leur aise. Là, devant l'objectif des appareils photo, voire dans le ronflement des drones, ils évoluent avec fluidité, connaissant à l'avance les attendus du photographe : levers de jambe à contrejour, plongées de filet vigoureuses, coups de rame volontaires, disposition en rang ou en étoile, etc (fig. 82).



Figure 82 : La collision des mises en scène : une prise de vue par drone est interrompue par un bateau de touristes.  
Cliché : Martin Michalon, décembre 2016.

On le voit, les « pêcheurs intha » sont devenus des professionnels du show touristique, très sollicités ; dans ce contexte, le téléphone portable est désormais un accessoire aussi indispensable que le *saung* ; les plus entreprenants possèdent même des cartes de visite en anglais. À côté de leurs coordonnées est écrit, en anglais – et non sans fierté – leur profession : « Inlay Fisherman » (fig. 83). Ces acteurs sont très conscients du fait qu'ils se livrent à une chorégraphie, qu'ils se produisent sur une scène, et devant une audience qui les regarde. Cette relation acteur/public, et l'importance du *regard* qui la structure sont même au cœur de la dénomination que les « pêcheurs » s'attribuent en privé. En effet, ces derniers ne se décrivent plus exactement comme « pêcheurs » (ငါဖမ်းသမား, *i.e* « poisson » + « attraper » + terminaison exprimant le métier), mais comme des « pêcheurs pour le spectacle » (ငါဖမ်းပြသမား, *i.e* « poisson » + « attraper » + « montrer » + terminaison exprimant le métier). Ils assument donc – voire revendiquent – le fait d'être le point focal du regard touristique, et d'être producteur d'une pratique, d'un discours.

Si les « pêcheurs intha » envisagent avant tout leur nouvelle profession comme une source de revenu, ils revendiquent tous également, à des degrés divers, un rôle dans la préservation d'une certaine forme de « tradition intha » :

« Par ce travail, je veux aussi montrer ma culture. Si nous on arrête de manipuler le *saung* et de ramer avec la jambe, tout cela disparaîtra. »<sup>619</sup>



Figure 83 : Un nouveau professionnel du tourisme à Inlé : l'«Inle Fisherman».

Dans une société en pleine mutation, voire en déséquilibre, les pêcheurs tirent profit de la rencontre touristique pour renégocier leur place au sein de l'ethnie intha : transformant l'archaïsme qui leur était associé en tradition, les anciens subalternes s'affirment comme gardiens de l'identité intha – et du territoire lacustre. Ils incarnent désormais très clairement l'inthaïté, au point que les autres Intha, dont on peut rappeler qu'ils ne vivent pas tous sur l'eau, qu'ils ne sont pas tous aussi à l'aise sur un canoë, et qu'ils ne vivent que rarement de la pêche, se réapproprient volontiers le symbole du « pêcheur intha » pour incarner leur identité. Ce dernier est ainsi en bonne place dans la signalétique des hôtels, des restaurants et des agences de voyage (fig. 84), orne les flancs des pick-up qui opèrent les liaisons vers Taunggyi et vers Mandalay, et illustre les messages Facebook de nombreux intha (fig. 85). Plus qu'un simple repère esthétique, le « pêcheur intha » est clairement un symbole politique, incarnation de la *communitas* intha : il est ainsi l'emblème de l'*Inn Nationalities Development Party* (cf. 3.4.2.) ; il illustre les propos des nationalistes intha les plus radicaux sur Facebook.

<sup>619</sup> Source : Ko Hla Win, « pêcheur traditionnel », comm. orale, 17 novembre 2015.





Figure 84 : Le "pêcheur intha", marqueur familier du paysage hôtelier.

Source : Martin Michalon pour les images du haut ; [www.booking.com](http://www.booking.com) pour celles du bas.

En conclusion, l'étude des « pêcheurs de touristes » apporte un nouveau démenti au discours récurrent qui fait du tourisme une force d'aplatissement et de vulgarisation du monde, de dissolution des identités locales dans un mouvement global, et qui considère les sociétés locales comme des supports inertes « impactés » par le tourisme (Picard, 1992) et qui ne feraient que travestir leurs coutumes pour le regard touristique (Debarbieux, 2012). Au contraire, les « pêcheurs intha » donnent à voir une poignée d'acteurs tout à fait conscients de la dynamique touristique, qui en maîtrisent les codes et le langage et qui, en plus de les mobiliser à des fins de valorisation sociale, ont (co)construit un symbole identitaire fort, repère essentiel pour un groupe ethnique en mal d'identité. Comme l'avait postulé E. Cohen (1988) et M. Picard (1992) le tourisme, le regard et l'interaction touristiques représentent des outils essentiels pour la construction de l'inthaïté :

« Les produits à destination des touristes acquièrent souvent de nouvelles significations pour les populations locales, et deviennent une marque diacritique de leur identité ethnique ou culturelle, un véhicule d'autoreprésentation face à un public extérieur » (Cohen, 1988 : 383).

**Al Kyaw shared a post.**  
June 18 at 9:15 AM · Facebook for Android · 🌐



**Al Kyaw is with မောင်ကြီး and 7 others.** June 18 at 9:10 AM · Facebook for Android · 🌐

အဝေးကအိမ် ဝု  
အနောက်တောင်ဧကိက  
စိုးတွေရွာ အင်းလည်မှာ  
တိမ်တွေညိုတော့  
လွမ်းရေပျံတစ်ခါ  
မြို့နင်းတွေဆိုင်း  
ရှမ်းငှာနေတောင်ပိုင်းမြေကအမေရိုရာအင်းလေးရွာ  
... More

**Eil Ngê** ▸ အင်းသူ/သား စကားပိုင်း နှင့် တရွာတပုဒ်ဆန်း ဟာသများ  
June 9 at 1:34 PM · Facebook for Android · 🌐

"-x÷+"

ဟောအောင်စရင်း မထွက်ခင် နေ့တရက်ကလို့...  
စိုးမွှေးနေယောက်ထဲရှိအိမ်နားက အကြောင်းပြောပြမောက် တောက်အိပ်ပွဲ  
ယံရှိပြား....

"ဝဲ...ငါ့မွှေး တနားလောက်လာကြည့်ပေါ့" ဆိုမောက် အစိုးကီးတယောက်  
ဆွေမွှေးကော်လှမ်းခေါ်လယ်....

ဟင်းခါ ဆွေမွှေးက လုပ်နေဟာ ရပ်ခ မောက် ဆွေမွှေးခေါ်ရာလာခဲ့ရာထောက်...  
ဆွေမွှေးကော်ခါ... "ဆယ်မာထိုင် ငှုမွှေး ဝါနေနေလောက်မေးကြည့်မယ်"  
"အယ်...မေးဆော့ စိုး"

"ငှုမွှေး ခု ဆယ်တန်းလယ်ဖြေပီးပေါက်... တောစိုးမေးမာဟာ စဉ်းစားကြည့်  
နောင်း ခုရက်ရင်း မဖြေနိုင်ပဲ လယ် မနက်ခါမှ လောဖြေရနယ်"

"အယ် မေးရနယ် စဉ်းစားကြည့်မာ"

""-x÷+"" အ အိပ်ပွဲ ဖြေကြည့် "ဆိုမောက် ပြုံးပြီးနေနေလယ်...  
ဆွေမွှေးက လယ်စားပြန်မပြောနိုင်ပဲ ခေါင်းစားဟားထောက်...  
မစားပဲ နေမား?? ဆွေမွှေးမဟာကော် ခုစာဖတ်နေစမားရာ အရင်စဉ်းစားကြ  
ည့်လောင်... More



**တက်လူ** ▸ အင်းသူ/သား စကားပိုင်း နှင့် တရွာတပုဒ်ဆန်း ဟာသများ  
June 23 at 2:04 AM · Facebook for Android · 🌐

ဘယ်လောက်ပဲအဝေးကိုထွက်သွားနောက်ဆုံးတောအမှေရင်ခွင်အမှေအိမ်ပြ  
န်ရောက်တာပါပဲအမေအေးရင်သားပြန်ခဲ့ပြီ

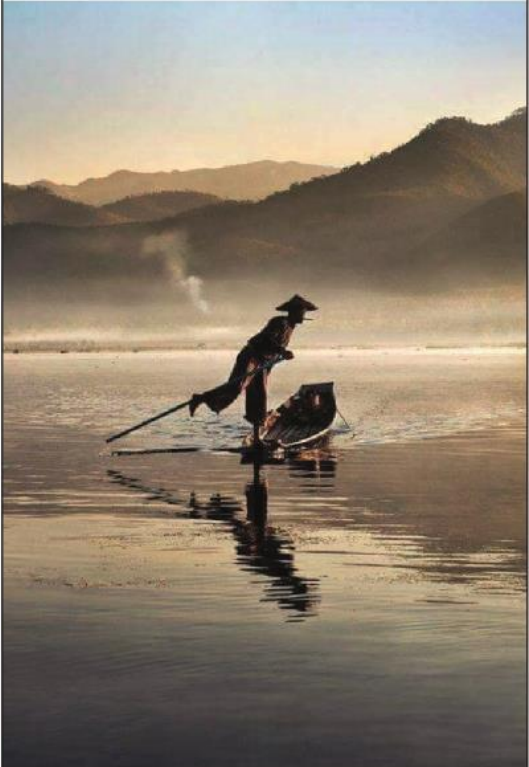


Figure 85 : Messages publiés sur Facebook par des internautes intha. Proposant des réflexions quelque peu poétiques sur le lac, l'importance du foyer et de la communauté, ils participent de la construction performative d'une communauté intha, unie autour du lac Inlé. Détail marquant, ces trois textes qui parlent de racines, d'authenticité, d'origines sont tous trois illustrés par des "pêcheurs traditionnels", figures touristiques récentes mais ici présentées comme dépositaires de la tradition intha. Noter que le texte du milieu est écrit en intha (cf. 8.2.8.).

Source : <https://www.facebook.com/groups/578087919021179/>

### 8.2.3. Là où pousse l'authenticité : les jardins flottants

Après avoir rendu visite aux « pêcheurs intha traditionnels », les visiteurs se dirigent le plus souvent vers les fameux jardins flottants qui font la célébrité du lac. Le discours qui leur est proposé, que ce soit par les ouvrages touristiques ou par les guides sur le terrain, présente trois grand *topoi*. Le premier est celui de l'ancienneté de l'agriculture flottante à Inlé : il est assez couramment admis que les Intha auraient mis en oeuvre cette pratique originale dès leur arrivée dans la région, alors même qu'elle date – sous sa forme actuelle – du début du XX<sup>ème</sup> siècle (cf. 2.1.2.). Le *Grand Guide de la Birmanie* de 1989 explique ainsi que :

« À leur arrivée [dans la région], ils adoptèrent le nom d'Intha, "fils du lac" et élaborèrent une culture étonnante. » (W. Klein, 1989 : 229)

Le *Guide Pélican de la Birmanie* (1996) explique quant à lui :

« On raconte qu'au XII<sup>ème</sup> siècle, le roi Alaungsithu, qui voulait contrôler la région, a contraint les habitants de Dawei à venir s'installer sur le lac, bientôt réduits à une forme d'esclavage et encerclés par les montagnards ennemis<sup>620</sup>. Ils commencèrent à s'installer sur la rive occidentale et à cultiver des rizières. Puis ils décidèrent de se libérer des quatre villages et des montagnes ennemies en allant conquérir leur liberté sur l'eau et construire des villages lacustres. Il fallait manger. Il fallait pêcher. » (Holzbachova et Benet, 1996 : 94)

Depuis leur pirogue, les guides touristiques proposent un ancrage temporel moins précis, mais garantissent que les jardins flottants sont « très anciens », qu'ils sont cultivés « depuis de très nombreuses générations », et que personne ne sait exactement à quelle époque ils auraient fait leur apparition sur le lac. En faisant flotter les *ye-chan* dans un passé immémorial, en confondant leur histoire et celle des Intha, le propos touristique les place au cœur de la culture intha, comme si l'inthaïté ne pouvait se penser en-dehors de cette pratique agricole originale.

Le second *topos* du discours touristique sur les jardins flottants a trait à la virtuosité, à l'aisance avec laquelle les Intha les auraient inventés et mis en oeuvre. Ainsi, le *Guide du Routard* de 2006 explique que

« Les Intha ont fait preuve de la plus grande ingéniosité. N'ayant pas, à l'état naturel, de réponses à leurs problèmes, ils ont cherché des solutions qui n'étaient pas dictées par l'évidence, loin de là. C'est ainsi

---

<sup>620</sup> Relevons ici la rhétorique de l'encerclement des Intha par les « montagnards ennemis », qui fait fortement écho au discours politique actuel.

qu'ils ont eu l'idée (géniale, il faut l'avouer) d'installer des jardins flottants sur les eaux du lac. » (Guide du Routard, 2006 : 148)

Quant au *Guide Pélican de la Birmanie* de 1996, il retrace la difficile arrivée des Intha dans la région :

« Il fallait pêcher. Il fallait manger. Ils cultivent toute l'année pommes de terre, haricots, tomates, plantés sur des îles flottantes. Ce sont des couches végétales d'un mètre d'épaisseur constituées depuis des siècles à base de plantes qui flottent à la surface de l'eau. [...] On recouvre ensuite de boue et d'argile. Et on plante. Et ça pousse » (Holzbachova et Benet, 1996 : 94-95)

Ici, l'ingéniosité des Intha, la spontanéité avec laquelle ils auraient eu recours aux jardins flottants, la facilité avec laquelle ces derniers livreraient leur récolte sont toutes des signes du lien spontané, *naturel* entre les habitants du lac et leur environnement ; comme si les deux entretenaient une forme de complicité, de connivence quelque peu surnaturelle. Un tel discours conforte les Intha dans leur statut de « fils du lac ».

Enfin, le troisième élément rhétorique assez incontournable concerne les méthodes culturelles proprement dites : l'agriculture flottante reposerait encore sur des techniques immémoriales, comme l'utilisation de boues et d'algues tirées du lac. De telles pratiques sont réelles, et les guides montrent avec enthousiasme les travailleurs déversant du limon ou empilant des brassées de végétation flottante dans de fortes pirogues de teck. Néanmoins, les descriptions qui en sont faites tendent à occulter le recours aux produits phytosanitaires de synthèse, pourtant ancien et massif (Michalon, 2014). Cette vision partielle de la réalité – qui est plus la règle que l'exception dans le discours touristique – a ici un double effet. D'une part, elle renforce la place centrale du lac nourricier dans la vie des Intha : le plan d'eau fournirait à la fois substrat de culture *et* intrants, et permettrait *naturellement* des récoltes abondantes. D'autre part, elle perpétue l'image d'une société intha autarcique, cantonnée à une échelle micro-locale, vivant dans une sorte de jardin d'Eden hors du temps et loin du tumulte de la mondialisation<sup>621</sup>.

#### **8.2.4. De « l'ethnicité à emporter » : l'artisanat touristique, fabrique et cristallisation d'une ethnicité originale**

Comme l'a bien démontré R. Grunewald dans le cas des Indiens Pataxo d'Amazonie (2005), le rapport entre identité ethnique et tourisme ne se limite pas à des images, des clichés, des

---

<sup>621</sup> Sur le lien entre tomate d'Inlé et identité intha, nous renvoyons également aux travaux en cours d'Anthea Snowsill (*Australian National University*).

imaginaires : elle prend chair à travers des objets soigneusement mis en scène - que ce soit de manière matérielle ou discursive - et que le visiteur est invité à ramener chez lui. Ici, nous proposons une analyse symbolique de l'artisanat touristique au lac Inlé, et montrons comment il est mobilisé pour cristalliser l'inthaïté et marquer sa territorialité. Parmi les produits les plus emblématiques, l'argenterie et le textile font l'objet d'une analyse plus détaillée.

La douzaine de *showrooms* du lac spécialisés dans l'argenterie (Htet Htet Aung, 2017) sont des passages obligés des circuits touristiques. Arrivés à ces vastes complexes articulant ateliers et espaces d'exposition/vente, les touristes sont invariablement accueillis par une jeune fille à l'anglais modeste présentant tout le processus de fabrication, depuis le bloc de minerai argentifère des mines de Baw Hsaing jusqu'aux produits finis, qui se divisent en deux ensembles principaux : les objets à usage rituel, comme les bols à offrande en argent repoussé, principalement destinés aux riches Birmans, et les bijoux, boucles d'oreilles et pendentifs, qui s'adressent plutôt à une clientèle étrangère. Détail marquant, ces derniers sont le plus souvent déclinés en grands styles ethniques : les produits estampillés comme pa-o sont de petits disques d'argent aux motifs concentriques (fig. 86) ; ceux « typiquement shan » ressemblent à de complexes nœuds de fil d'argent. Quant aux « bijoux intha », ce sont pour l'essentiel de petits poissons d'argent, aux yeux de verre rouge (comme le *karaweik* de la légende) et à la queue articulée par une série de petits rivets de fine facture (fig. 87).



Figure 86 : des bijoux en argent "typiquement pa-o" vendus sur le marché de Nyaungshwé. Cliché : Martin Michalon, septembre 2019.



Figure 87 : le "jumping fish", symbole de l'artisanat - et de l'identité - intha. Cliché : Martin Michalon, septembre 2019.

Cet artisanat présenté comme « traditionnel » et « typique du lac » est en réalité une construction touristique récente. En effet, jusqu'aux années 1960, les produits en argent n'étaient forgés que pour les *sawbwa* et des élites religieuses locales, les autres groupes sociaux leur préférant l'or, valeur refuge et épargne par excellence. Lorsque les seigneurs shan furent mis sur la touche par le régime Ne Win dans les années 1960, le travail de l'or subsista, mais celui de l'argent connut une longue éclipse. Il ne connut un renouveau qu'à la fin des années 1990... avec l'affirmation du tourisme dans la région. Les artisans durent alors proposer de nouveaux produits, à la fois légers, compacts, d'un prix abordable, et qui présentent une certaine typicité, emblématique de la région.

C'est dans ce contexte que le poisson semble s'imposer comme une évidence, résumant à la fois la longue expérience et la technicité des Intha dans le travail de l'argent, et leur lien privilégié avec le lac. Bien qu'il soit d'invention récente, on lui adjoint rapidement un code d'interprétation qui ont tous les attributs de l'ancienneté et de la croyance populaire ; ainsi, les poissons mâles seraient les *jumping fish*, dont la queue est articulée de haut en bas, tandis que les femelles seraient les *swimming fish*, dont les flancs sont articulés de gauche à droite. Ainsi, le poisson d'argent n'est pas un objet neutre et froid : on lui attribue discursivement des caractéristiques propres, on l'investit d'une signification. Ce dispositif rhétorique peut être compris selon deux angles complémentaires. D'une part, cette grille de lecture chatoyante constitue un argument de vente : le touriste n'achète pas une simple babiole en argent, mais un *produit culturel*, qui porte un peu de la complexité de la

société qu'il visite ; cette distinction est d'autant plus volontiers embrassée par le consommateur qu'elle conforte son statut de connaisseur de l'artisanat local, de voyageur-ethnologue curieux qui décrypte les sociétés qu'il visite. D'autre part, d'un point de vue intha, maîtriser la distinction – à première vue peu évidente – entre un poisson mâle et un poisson femelle et l'objectifier dans l'argent ; attribuer une signification, une symbolique à l'artisanat au point de lui insuffler une forme de vie permet de mettre en scène leur connaissance intime, intuitive du milieu lacustre.

Après leur visite des ateliers d'orfèvrerie d'Ywama, les touristes sont menés vers un autre haut lieu de l'artisanat intha, et à l'importance identitaire tout aussi affirmée : les manufactures textiles d'Inn Paw Khone qui, au-delà de leur travail du coton et de la soie, sont surtout célèbres pour leur fabrication d'étoffe à base de lotus. D'après la tradition, cette pratique unique au monde aurait été initiée au début du XX<sup>ème</sup> siècle par Daw San Oo, une habitante du village de Kyaing Kham, sur le cours de la Bilu Chaung, au sud du lac. Cette dernière aurait fait don de robes en fibre de lotus à plusieurs hauts dignitaires religieux de la région, et aurait confectionné des manteaux miniatures pour les statues de la pagode Phaung Daw Oo (Theingi Myint, 2018). Cet artisanat serait néanmoins resté confidentiel<sup>622</sup>, et surtout limité à la seule sphère religieuse, jusqu'aux années 1990, date à laquelle les premiers *showrooms* à destination des touristes auraient ouvert. C'est alors qu'il aurait débordé de sa vocation première, essentiellement sacrée, pour devenir un produit commercial.

Aujourd'hui, lorsqu'ils abordent à l'un des sept *showrooms* d'Inn Paw Khone, la première chose que les visiteurs aperçoivent est une table basse à laquelle s'active une employée en tailleur (fig. 88). D'un mouvement presque machinal, cette dernière manipule entre une et six tiges de lotus en même temps ; d'une lame rapide, elles les incise transversalement et les brise, laissant apercevoir les filaments de résine, qu'elle étend sur une planche mouillée, à la suite des tronçons déjà confectionnés ; un va-et-vient de la paume, et elle les roule en une fibre grossière qu'elle amalgame au reste du fil, enroulé autour d'une forte bobine de bois. Le fil est ensuite lavé, assoupli, avant d'être tissé, le plus souvent sous forme d'écharpes et d'étoles vendues dans le magasin attenant, pour 80 à 100 \$ au minimum. Ce prix, supérieur à celui de la soie, s'expliquerait par la quantité de travail nécessaire à la production du fil.

---

<sup>622</sup> Il n'est ainsi mentionné ni dans les travaux, pourtant très détaillés, de Scott et Hardiman (1901), ni dans ceux, ultérieurs, de L. Bernot et M. Bruneau (1972).



*Figure 88 : La mise en scène du travail du lotus dans un atelier d'Inn Paw Khone. Cliché : Martin Michalon, mars 2013.*

La visite est agrémentée d'un discours touristique qui nous semble particulièrement révélateur, à plusieurs points de vue. Tout d'abord, le travail du lotus est décrit comme une tradition typiquement intha, comme l'un des fondements de l'identité intha. Or, rappelons que Kyaing Kham, le berceau de cet artisanat, est un village inn-shan, et non intha. Il n'est donc devenu « typiquement intha » qu'à partir du moment où les artisans d'Inn Paw Khone l'ont présenté comme tel lorsqu'ils l'ont réinvesti dans les années 1990.

Par ailleurs, les écharpes en vente sont présentées comme véritablement nées du lac Inlé, fabriquées à la main par des Intha à partir de lotus récoltés localement. Le lotus apparaît donc comme le trait d'union entre les Intha et leur milieu de vie, la matérialisation du lien symbiotique, voire de la complicité qu'ils entretiennent. Or – et nos interlocuteurs sont très discrets à ce sujet – la surexploitation du lotus et la pollution du lac Inlé ont pour ainsi dire fait disparaître le lotus de la



région. Depuis une dizaine d'années, les Intha achètent désormais du fil de lotus pré-filé auprès d'un vaste réseau de fournisseurs, établis autour des lacs de Birmanie Centrale, et ne réalisent eux-mêmes que les étapes de tissage<sup>623</sup>. La construction discursive de l'authenticité menée par les acteurs touristiques a un effet important, tant du point de vue identitaire que territorial : d'une part, elle prolonge l'idée que les Intha sont les seuls dépositaires de cette pratique ; d'autre part, elle lie, envers et contre tout – même contre les faits – une pratique (et donc la population qui la maîtrise) à un espace, participant donc de ce qu'A. Appadurai (1988) a pu appeler le *metonymic freezing*. D'un point de vue plus symbolique, affirmer que le lotus – fleur centrale dans la religion bouddhique – provient d'Inlé confère au plan d'eau une charge symbolique et religieuse importante, qui rejaillit tout naturellement sur ses habitants.

Dans le même temps, les jeunes filles qui guident les visiteurs de passage vantent systématiquement le confort du lotus : ce serait ainsi une fibre légère, respirante, qui « garde son porteur au frais en été et lui tient chaud en hiver ». Or, à Inlé, très rares sont les personnes qui portent du lotus, d'une part en raison de son prix, et d'autre part en raison de son caractère sacré, qui le réserve aux plus hauts dignitaires religieux. Concrètement, très rares sont les Intha qui ont jamais pu goûter au confort de la fibre de lotus. Pourtant, à les entendre, cela fait presque partie de leur quotidien : les guides extraient donc cette étoffe de l'exceptionnel, du marginal voire de l'anecdotique pour l'inscrire dans le champ du familier, du quasi-quotidien, et la transformer discursivement en une composante importante du mode de vie – et de la culture – des Intha. Au passage, en sous-entendant que les Intha, qui naissent sur les eaux d'Inlé et qui y ont longtemps été ensevelis à leur mort, s'habillent tout au long de leur vie de lotus, ce discours renforce le rôle nourricier de ce dernier et le lien filial entre le lac et ses habitants

Enfin, et surtout, le discours touristique sur la fibre de lotus tourne entièrement autour de sa sacralité. Les guides touristiques détaillent ainsi l'importance de cette fleur dans la cosmogonie bouddhique, rappelant qu'en prenant racine dans la boue et en fleurissant à la lumière, elle symbolise la pureté ; ils expliquent également en quoi le procédé de fabrication du fil de lotus, extrêmement long et fastidieux, est lui-même source de mérite kharmique. Bien que les chiffres avancés à ce sujet varient grandement d'un interlocuteur à l'autre, ils peuvent néanmoins atteindre des sommets peu crédibles : certains affirment en effet que 7 000 à 13 000 tiges de lotus de deux

---

<sup>623</sup> Source : Daw Than Shwe, entrepreneuse textile, comm. orale, 9 mars 2017 et Theingi Myint *et al.*, 2018.

mètres de long seraient nécessaires pour tisser une simple écharpe<sup>624</sup>, alors que certains observateurs attentifs placent plutôt le chiffre à 4 000<sup>625</sup>.

Cette construction discursive n'inscrit donc pas seulement la fibre de lotus dans un processus de production économique, mais également dans le champ rituel et symbolique. Ce « supplément d'âme » peut se lire sous l'angle du *marketing* (les touristes achètent plus volontiers un produit investi d'une charge culturelle importante ; la valeur symbolique et la quantité de travail qui lui sont attribuées discursivement compensent l'apparence plutôt quelconque du produit et en justifient le prix de vente pour le moins élevé) mais aussi – et surtout ? – sous l'angle de l'identité collective et des relations de pouvoir entre groupes ethniques. En effet, ce glissement de l'économique au culturel et, *in fine*, au religieux, perpétue l'image d'Intha pieux, empreints de sacré, et qui passeraient de longues journées à filer et à tisser le lotus. Ce faisant, les Intha réaffirment leur supériorité morale, leur statut de « bons bouddhistes » dont le quotidien serait réglé par la religion. Cette mise en scène est évidemment à comprendre dans le cadre des relations interethniques régionales, dans lesquelles hégémonie symbolique et bouddhisme sont intrinsèquement liés.

La consécration des Intha comme maîtres du lotus intervient au tournant des années 2010, lorsque la marque italienne de textile de grand luxe Loro Piana s'empare de cette spécialité locale et de son imaginaire pour l'intégrer dans son catalogue des plus exclusif : chaque année, elle ne met en vente que 20 à 30 vestes en fibre de lotus, à 5 600 \$ l'unité<sup>626</sup>. Afin de promouvoir un produit encore peu connu, et surtout de justifier le prix d'un produit aux qualités esthétiques pourtant incertaines (fig. 89), toute une mise en scène est imaginée : les vestes sont ainsi vendues dans un écrin laqué, accompagné d'un livre de photographies sur le travail du lotus, spécialement commandité pour l'occasion.

---

<sup>624</sup> Un rendement aussi bas nous a toujours laissé très sceptique : faudrait-il donc vider un étang entier de ses lotus pour tisser une simple écharpe ? De manière surprenante, de tels chiffres n'ont jamais fait l'objet d'une lecture critique.

<sup>625</sup> Source : Raphaëlle Schimmel, étudiante en anthropologie, comm. écrite, 7 juillet 2019.

<sup>626</sup> Source : <https://theluxurychannel.com/magazine/loro-piana-discovers-the-lotus-flower-fibre/>



Figure 89: Une veste Loro Piana, ou comment vendre un imaginaire.

Source : <https://www.luxos.com/news/fashion/3124-loro-piana-introduces-the-lotus-flower-fiber>

Sur le site internet de Loro Piana, un dispositif rhétorique est également mis en place, convoquant tous les registres de l’imaginaire occidental sur l’Orient : tradition centenaire mais déclinante, lien à la nature, spiritualité, etc.

« Beauté pure

Le lotus est une *très vieille plante aquatique* qui pousse à *l’état sauvage* sur les lacs birmans, et en particulier sur le lac Inlé, dans un environnement d’une splendeur éblouissante. Dans les religions bouddhique et hindoue, *le lotus représente la pureté, la divine beauté, et la capacité à mener une vie saine et vertueuse.*

Harmonie avec la nature

La fibre de lotus est tirée de la tige de la plante, qui peut être cueillie entre avril et janvier. La fibre est extraite *à la main* directement sur place dans les 24 heures qui suivent, *selon des traditions ancestrales.* [...]

L'étoffe de lotus est le résultat d'*un art ancien et savant* qui pourrait bientôt disparaître s'il n'est pas soutenu d'une manière adéquate. Grâce à la collaboration de Loro Piana avec les populations locales de Birmanie, la culture, les ressources et les techniques de la région sont protégées. [...]

#### De l'Orient à l'Occident

Ce tissu extrêmement respirant et léger ne se froisse pas, ce qui en fait un matériau idéal pour des vestes de printemps et d'été. En raison de sa finesse incroyable, *il faut plus de 13 000 mètres de fil, extrait de 26 000 tiges de lotus, pour tailler une simple veste.* »<sup>627</sup>

On le voit, ce discours *marketing* construit l'image d'un produit unique, précieux, un privilège réservé à une poignée de *happy few* : enfiler une veste en lotus, c'est porter des siècles de sagesse orientale, de tradition et de travail nimbé de sacralité. Cependant, ce transfert de respectabilité ne se fait pas seulement des collines shan jusque vers le millionnaire élégant ; il intervient également en sens inverse, de la grande compagnie occidentale de textile de luxe aux artisans intha. En effet, ces derniers sont tout à fait conscients du regard – et du discours – porté sur eux : si l'une des plus grandes compagnies occidentales du luxe s'intéresse à leur travail, si Pier Luigi Loro Piana vient en personne visiter les ateliers du lac Inlé<sup>628</sup>, c'est bien que leur savoir-faire – et donc leur culture – est unique, exceptionnel ; c'est donc non sans une certaine fierté que les entrepreneurs locaux évoquent l'intervention de la compagnie italienne dans la région<sup>629</sup>. Enfin, malgré son caractère quelque peu artificiel, les Intha perçoivent – ou veulent percevoir – le propos *marketing* de la compagnie comme une reconnaissance en haut lieu de leur authenticité, de leur spiritualité exacerbée et de leur lien privilégié avec le lac Inlé.

Comme nous avons pu le démontrer à travers cette analyse, l'articulation entre regard de l'Autre et construction de l'identité collective à travers l'artisanat est fondamentale dans le cadre du tourisme international. Cependant, des dynamiques très comparables s'observent dans celui du tourisme domestique, bien que selon des modalités différentes. Rappelons en effet que depuis la transition politique de 2011, l'État Shan du Sud s'est affirmé comme un haut-lieu du tourisme national, parcouru par plus d'un million de Birmans par an (Michalon, 2018b). Sur le lac, les visiteurs passent de longues heures à acheter des souvenirs locaux, qui sont pour la grande majorité à l'effigie du pêcheur intha (fig. 90) : modèles réduits de canoë taillés dans des chutes de teck et surmontés d'une figurine de bois et d'un *saung* miniature ; *T-shirts* de toutes sortes représentant un pêcheur intha ; sacs et chemises brodés d'un rameur en pleine action, etc.

---

<sup>627</sup> Source : <https://us.loropiana.com/en/our-world/lotus-flower>

<sup>628</sup> Source : <https://www.departures.com/fashion/style/loro-piana%E2%80%99s-rare-fabrics>

<sup>629</sup> Source : Daw Yin Myo Su, hôtelière, comm. orale, 19 février 2015.

Bien que le tourisme domestique soit encore bien peu étudiée en Birmanie, il nous semble qu'il joue un rôle central dans la mobilisation politique et identitaire du tourisme par les Intha. En effet, si le discours des Intha sur eux-mêmes nous semble largement construit à travers le tourisme international, cette rhétorique est par la suite au moins autant destinée aux étrangers qu'aux Birmans, car *in fine*, la question du statut des Intha, de leur ethnicité et de leur éventuelle zone autonome va se régler sur la scène nationale. C'est donc avant tout les Birmans qu'il faut convaincre de l'authenticité et de la spécificité de l'ethnicité intha.

Cet artisanat, vendu dans des lieux peu fréquentés par les étrangers (*cf.* 4.5.) et de ce fait largement invisible pour les observateurs extérieurs – quand il n'est pas raillé pour son caractère kitsch – nous semble jouer un rôle important dans l'affirmation identitaire des Intha. En effet, alors que les visiteurs étrangers achètent des objets typiques *du pays* qu'ils visitent, les touristes domestiques cherchent pour leur part des souvenirs présentant une identité *régionale* marquée : pour une famille de Rangoun ou de Shwebo, l'important n'est pas de ramener un témoignage de leur voyage en Birmanie – ils y habitent – mais bien plutôt de leurs aventures dans l'État Shan. C'est donc dans l'artisanat à destination des Birmans que la charge régionale est la plus forte, que l'explicitation de l'ethnicité est la plus visible.



Figure 90 : L'omniprésence du pêcheur intha dans les souvenirs destinés aux touristes birmanais. En haut, pêcheurs miniatures sur leurs canoës. Au milieu, « sacs shan » représentant un pêcheur intha, mais fabriqués en Thaïlande. En bas, un T-shirt avec la mention « souvenir de visite à Inlé = Birmanie », équation qui fait du lac Inlé (et du pêcheur intha) le symbole de tout un pays.

Clichés : Martin Michalon : juin 2015 et mai 2016.

### 8.2.5. Discours et représentations touristiques : une clé de l'appropriation intha du festival de la pagode Phaung Daw Oo

Originellement, le festival de la pagode Phaung Daw Oo et la circumnavigation qui l'accompagne constituaient un rituel shan, avant d'être réappropriés à partir des années 1960 par les Intha (cf. 3.2.3.). Or, ce glissement est absent des discours touristiques : le festival de la pagode Phaung Daw Oo est désormais aussi étroitement associé aux Intha que ses origines shan sont occultées. Ainsi, les descriptions des guides de voyage et des sites internet de voyagistes décrivent longuement les « fils du lac » sur la barge sacrée, au plus près des statues, au plus près du sacré. Ce récit apparaît dans l'essentiel des sources que nous avons pu consulter, mais nous en proposons deux exemples qui nous semblent spécialement révélateurs. Ainsi, selon l'agence *Travel Myanmar Services* :

« Une fois tous les ans, généralement en octobre selon le calendrier lunaire, la vie quotidienne des Intha, normalement paisible, s'anime. Dans un effort commun, les villageois nettoient les canaux des jacinthes d'eau, réparent les jardins flottants [sic], décorent les pagodes et temples flottants, tissent des habits sacrés et roulent beaucoup, beaucoup de *cheroot*. C'est l'avènement des festivités de Phaung Daw Oo, le festival des "cinq Bouddha d'or". [...] Une barge dorée et luxueusement décorée ornée du mythique *karaweik* transporte quatre des cinq Bouddha dorés de la pagode Phaung Daw Oo sous des parasols blancs vers les villages sur et autour du lac Inlé pour bénir les Intha et leur accorder protection pour une année supplémentaire. »<sup>630</sup>

De même, le voyageur *Terre d'Aventures*, bien connu des voyageurs francophones explique que :

« Dans les montagnes du pays shan, le lac Inlé apparaît comme une des images emblématiques de la Birmanie. [...] Pêcheurs intha, enfants souriants et moines aux robes safran veillent sereinement sur les lieux. Mais une fois par an, durant la pleine lune du mois d'octobre, c'est un tout autre visage que nous offre le lac Inlé. Pendant 18 jours, le lac s'éveille et nous propose un spectacle fascinant, témoignage de la grande ferveur spirituelle et religieuse qui anime le pays. Des barques colorées surgissent entre les roseaux, et les pêcheurs intha abandonnent leurs larges filets de forme conique pour rejoindre les pagodes de leurs villages. [...] Nous assistons à un défilé harmonieux de dizaines de pirogues conduites par une centaine de rameurs intha vêtus d'habits traditionnels et précédant la barque royale jalousement gardée par les sages »<sup>631</sup>.

---

<sup>630</sup> Source : <http://www.travelmyanmarservices.com/religion-buggha-festival.htm>. Traduction par nos soins. L'emphase est la nôtre.

<sup>631</sup> Source : <https://www.terdav.com/actualite/birmanie>

Ce festival s'est affirmé comme une composante essentielle du tourisme local, tant du point de vue des flux – ces trois semaines correspondent au pic du tourisme international comme domestique – que de l'expérience touristique : toute visite au lac Inlé doit proposer un aperçu de cet événement unique, même hors festival. Ainsi, en 2015, la compagnie *Tour Mandalay* a monté de toutes pièces une course de bateaux pour une poignée de clients qui manquaient le festival de peu – ils faisaient halte au lac Inlé le 12 octobre alors que le festival commençait le 14. Pour ce faire, ils ont mobilisé trois longues pirogues, chacune propulsée par au moins 50 rameurs, soit un total de 150 personnes – au bas mot – dont il a fallu payer la prestation<sup>632</sup>.

Plus généralement, lors d'une halte à Phaung Daw Oo, ce n'est plus guère la dimension statique, ponctuelle et religieuse *de la pagode* qui compte, mais le caractère mobile, linéaire et folklorique *du festival*. En effet, pour les voyageurs – occidentaux – Phaung Daw Oo n'est « qu'une pagode de plus », et les statues de Bouddha ne font l'objet que d'une brève observation amusée. En revanche, cette circumnavigation originale, cet appareil photogénique, ces longs bateaux de teck, cette mythologie soigneusement travaillée suscitent l'intérêt. Fort logiquement, la visite de la pagode s'organise donc largement autour du festival, qui fait l'objet d'une description détaillée, rehaussée du récit dramatique du chavirage des pirogues sacrées. Au mur, une immense carte imprimée sur vinyle représente l'itinéraire de la procession, *donnant à voir et objectivant le bouclage du lac par les Intha*. Les visiteurs sont également menés vers un hangar voisin, où les deux barges royales sont mises à l'amarre, et où les longues pirogues de course sont mises sur cale pendant l'essentiel de l'année.

Toute cette mise en scène laisse entendre qu'il est impossible de pleinement saisir l'inthaïté sans toucher du doigt le festival de la pagode Phaung Daw Oo, soit en personne lors des 18 jours de procession, soit à travers les récits et l'iconographie touristique pendant le reste de l'année. *In fine*, l'insistance des acteurs touristiques *sur le festival* fait presque passer *la pagode en elle-même* au second plan, et cela a des traductions importantes du point de vue symbolique et territorial. Dans une certaine mesure, l'articulation rituelle entre le statique de la pagode et le mobile du festival semble s'inverser : ce ne sont plus des statues fixes qui, occasionnellement, font le tour du lac ; ce sont des statues itinérantes qui sont déposées à la pagode *en attendant leur prochaine circumnavigation*. Le sacré change de dimension : il dépasse la seule échelle de Phaung Daw Oo, pour couvrir tout le lac. Une telle bascule renforce le rôle des statues sacrées comme protectrices de tout un territoire, et celui des Intha comme maîtres de ce vaste espace rituel.

---

<sup>632</sup> Source : Yin Yin Htay, guide touristique, comm. orale, 10 octobre 2015.



Cette légitimation du monopole intha sur la scène rituelle locale ne se fait pas seulement à travers le regard du touriste, mais aussi à travers les propos de son/sa guide. Ainsi, d'après nos observations et nos rencontres, les guides touristiques passent systématiquement sous silence les origines shan du festival. Cela n'est pas si étonnant : les nouvelles générations locales ignorent de bonne foi cette facette, et les aspirants guides ne l'apprennent pas non plus au cours de leur formation. Ainsi, dans les brochures manuscrites et photocopées qui leur servent de supports de cours et que nous avons pu consulter, le rôle des *sawbwa* shan et l'affirmation progressive des Intha ne sont pas évoqués<sup>633</sup>. Même dans les travaux académiques des chercheurs birmans, le festival de la pagode Phaung Daw Oo est systématiquement présenté comme fondamentalement intha (Thein Htoo, 2014 : 64 ; Htet Htet Aung, 2017 : 31).

Quant à la conflation très commune entre l'incident qui donna lieu au miracle de la cinquième statue (à une date inconnue) et l'incident bénin de 1965 (*cf.* ), elle se retrouve dans la bouche des guides et, avant cela, dans leurs manuels de formation, qui objectivent cette version de l'histoire et lui donnent une solide légitimité<sup>634</sup>. Cet accommodement avec le mythe nous semble en partie dû à une recherche d'intensité dans le discours touristique : situer aussi près dans le temps un authentique miracle, tellement près qu'il en existe même une photographie noir et blanc (en réalité un cliché de l'incident de 1965) adaptée en une immense fresque dans la pagode, produit un effet dramatique bien plus efficace que si on le renvoie à un passé indistinct.

Plus incroyable encore, ces mêmes manuels revisitent en profondeur le mythe fondateur du festival de Phaung Daw Oo. En voici une version abrégée :

« Au XIX<sup>ème</sup> siècle [sic], l'un de nos célèbres rois, Alaungsithu, était féru de voyage en Birmanie. [...] Il voulait voguer partout. Pour cette raison, il vint un jour à Inlé, suivi de sa cour. Tandis qu'il voyageait sur le lac, il appréciait la vue panoramique [sic] du lac et des belles chaînes de montagnes embrumées autour du lac Inlé. Il voulut alors escalader la montagne pour voir la beauté des forêts et des arbres. À ce moment, le roi des *nat*<sup>635</sup>, Sakra, déguisé en vieillard, empêcha le roi de grimper car il y avait de nombreux ogres et ogresses tenant un festival au sommet. C'est pourquoi le vieil homme rama devant la barge royale, propulsant sa barque avec une jambe. [...Alaungsithu et Sakra se lancent dans une course...] En réalité, le vieil homme n'était pas un vieillard ordinaire : il était Sakra. Le roi perdit la course. Depuis cette date, selon la légende, on organise des courses de bateaux sur le lac. Tandis que le roi parcourait le lac, de nombreux villageois vinrent faire des offrandes. [...] Parmi eux, il y avait une ogresse et son bébé. Le bébé tomba à l'eau, et sa mère appela à l'aide. [...Alaungsithu sauve le bébé, ce qui réjouit l'ogresse...] Pour exprimer sa

---

<sup>633</sup> Nous tenons ici à remercier sincèrement Ma Win Myat Thandar Hlaing et Ma Cho Mee pour avoir accepté de partager leurs documents personnels de formation.

<sup>634</sup> Nous proposons en annexe 67 l'extrait d'un tel manuel, qui révèle aussi le modeste niveau des formations proposées.

<sup>635</sup> Les *nat* (နတ် en birman) sont les esprits tutélaires, fréquemment vénérés en Birmanie.

gratitude, l'ogresse offrit quatre morceaux de bois de *Tharakham* au roi. Le roi reçut le bois, et le sculpta en forme de quatre Bouddha lorsqu'il fut de retour à Bagan. Il ajouta un dernier Bouddha en bois d'*Eugenia*, ce qui fit un total de cinq statues. À chaque fois qu'Alaungsithu revenait à Inlé, il apportait toujours avec lui les cinq statues de Bouddha sur la proue de sa barge royale »<sup>636</sup>.

Ce récit assez saisissant offre une version tout à fait alternative du mythe originel : la rencontre entre Alaungsithu et Sakra ne se déroule pas sur un grand fleuve mythique en quête du mont Meru, mais sur le lac Inlé lui-même. Alaungsithu n'apparaît plus comme en quête de « mille bijoux », mais presque comme un touriste avant l'heure, « féru de voyage », « voguant partout » et contemplant le paysage des « chaînes de montagnes embrumées », poncif de la terminologie touristique. Il rencontre alors Sakra, déguisé en vieillard, qui propulse sa barque... à l'aide de la jambe. Les Intha, déjà arrivés dans la région dans le sillage d'un roi mythique et vivant sur un lac créé par l'action de divinités supérieures, devraient-ils donc également leur maniement de rame si caractéristique à Sakra ? Par ailleurs, la course entre Alaungsithu et Sakra ainsi que son dénouement sont présentés comme à l'origine très directe des courses de pirogues sur Inlé, ce qui ancre ces dernières dans un passé immémorial, mythique, et réactive leur poids symbolique. Enfin, tout comme dans le récit « originel », Alaungsithu se fait remettre des pièces de bois précieux par une ogresse, à la différence près que la scène se passe toujours à Inlé. Le matériau précieux proviendrait donc des collines shan, et les statues de Bouddha ne seraient pas si étrangères à la région. Lorsqu'Alaungisthu ramène les statues une fois sculptées de Bagan à Inlé, ce mouvement peut presque être compris comme un retour des statues vers leur lieu d'origine. Autant d'adaptations qui renforcent la dimension mythique du lac Inlé, la présence apparemment séculaire des Intha sur ses eaux, leur lien privilégié avec les puissances supérieures et leur hégémonie symbolique sur la région.

Conscientes ou non, imaginées pour plaire au touriste ou juste commises par amalgame ou par ignorance, de multiples et profondes adaptations sont ajoutées au mythe originel, peut-être précisément parce que le discours touristique s'embarrasse moins de véracité que les autres. Ce qui compte avant tout est de résumer une histoire foisonnante en un temps limité, d'en simplifier les péripéties, d'en faire une présentation à la fois chatoyante, audible et compréhensible pour un public extérieur. La sphère touristique constitue donc un *incubateur de mythes alternatifs*. Les récits y gagnent vite en légitimité, à la fois par le phénomène de répétition (ils sont livrés des dizaines de fois par jour aux groupes qui visitent la pagode) et par la respectabilité de ceux qui les élaborent (les guides, éduqués, polyglottes, détenteurs de savoirs). Très vite, ce discours déborde de la seule

---

<sup>636</sup> La version originale et complète de ce récit figure en annexe 68. À noter que nous avons procédé à un travail de clarification d'un anglais approximatif. À notre sens, ce processus n'a pas altéré le sens du récit.

sphère du tourisme international et infuse progressivement auprès des touristes birmans, et même auprès des habitants de la région, Intha, Shan ou Pa-O.

### 8.2.6. L'inthaïté sur scène : danser la différence

Le processus de reformulation de l'identité intha à travers le tourisme apparaît tout aussi nettement dans les spectacles de danse « traditionnelle » proposés aux touristes, scène stratégique déjà étudiée par M. Picard (1992)<sup>637</sup>. Lorsque les tour-opérateurs le requièrent, les hôtels sollicitent les services de l'une des trois troupes de danse de la région. Etablies à la fin des années 1990, dans le sillage de la *Visit Myanmar Year*, elles rassemblent chacune une dizaine de danseuses, sept ou huit musiciens et une poignée d'assistants et d'enfants<sup>638</sup>. Elles sont très demandées : l'une d'elles donne entre dix et vingt spectacles par mois en haute saison<sup>639</sup> ; une autre a donné pas moins de 200 spectacles au cours de la saison 2016-2017<sup>640</sup>. Chaque exhibition est un enchaînement de dix danses, censées représenter la diversité ethnique de la région : une majorité de danses shan, complétées par des danses intha, pa-o et palaung<sup>641</sup> ; entre chaque séquence, un bref intermède musical ou un commentaire explicatif laisse le temps aux danseuses de changer de tenue.

Bien que ces danses soient toujours présentées aux spectateurs comme des formes figées, patrimonialisées de « danses traditionnelles », une étude diachronique met au contraire en évidence leur grande fluidité et les mécanismes de « fabrication de la tradition » à l'œuvre. Ainsi, dans les années 1990, et jusqu'au début des années 2000, les danses bamar dominaient, juste complétées de quelques danses shan et intha. À la fin des années 2000, elles disparaissent du répertoire, remplacées par de nouveaux mouvements shan, pa-o, etc. Aux dires de nos interlocuteurs, ce glissement, cette « ethnicisation » des danses s'est largement opéré à la demande des touristes – et surtout de leurs guides – qui avaient déjà assisté à des séances de danse bamar à Bagan ou à Mandalay<sup>642</sup>.

---

<sup>637</sup> Le rôle identitaire des danses – et de leur mise en scène touristique – dans la Birmanie contemporaine va bien au-delà du seul exemple intha, et mériterait une étude à part entière : la *bamboo dance* du centre de l'État Chin, la *water pot dance* du Tenasserim, la *manaw dance* de l'État Kachin ou les *tribal dances* des Naga seraient d'intéressants points de comparaison, entre mise en scène folkloriste et paternaliste par les autorités centrales à l'époque de la junte, et réappropriation volontariste depuis 2011 par les groupes ethniques concernés, à des fins de mise en scène de la différence.

<sup>638</sup> Source : U Win Ko Ko Maung, chef de troupe, comm. orale, 7 mars 2017.

<sup>639</sup> Source : *id.*

<sup>640</sup> Source : U Nyi Nge, chef de troupe, comm. orale, 7 mars 2017.

<sup>641</sup> Source : U Win Ko Ko Maung, chef de troupe, comm. orale, 7 mars 2017.

<sup>642</sup> Source : *id.*

Historiquement assez lente, la danse intha s'est longtemps caractérisée par ses mouvements compacts et resserrés : balancement des avant-bras de gauche à droite à hauteur de la taille sur un plan horizontal ; ondulations des bras de gauche à droite au-dessus de la tête, sur un plan vertical ; mouvements de pieds contenus. Dans les danses de couple, homme et femme faisaient les mêmes mouvements, face à face, en miroir. Cependant, la mise en scène touristique a introduit des transformations très profondes, d'une part sous l'impulsion des guides et des hôteliers – qui savent bien que leurs clients attendent une prestation plus vivante et plus spectaculaire<sup>643</sup> – et d'autre part du fait de la concurrence entre les trois troupes de danse, rivalisant d'inventivité pour proposer des spectacles attrayants<sup>644</sup>.

Empruntant aux autres danses du sud de l'État Shan et à des spectacles télévisés, puisant leur inspiration dans les grands festivals de danses multiethniques tenus à Taunggyi, les chefs et cheffes de troupe ont donc innové, proposant une « danse intha traditionnelle » en réalité très contemporaine et aux codes très fluides. Le rythme de la danse s'est ainsi accéléré ; les mouvements de bras et de jambes sont devenus plus amples, parfois répétés de manière rythmée<sup>645</sup>. Sur le plan collectif, les danseuses proposent désormais une véritable chorégraphie très travaillée : aux simples rangs parallèles de danseuses succèdent des dispositions plus travaillées en quinconces, en étoile, en cercle ; les simples évolutions en miroir sont remplacées par des mouvements alternants en tiroir<sup>646</sup>.

L'évolution la plus révélatrice est sans conteste l'incarnation très explicite du lac et de la vie lacustre dans la gestuelle des danseuses : certaines, les bras tendus vers l'avant, dessinent des oscillations évoquant les vagues qui parcourent le plan d'eau ; d'autres effectuent d'amples mouvements de bras tirés vers l'arrière, comme si elles manipulaient gracieusement une rame imaginaire. Les dispositions de groupe ne font pas exception : cinq ou six danseuses peuvent ainsi se mettre en rang, adoptant des positions debout, accroupies ou jambes fléchies qui dessinent la courbe d'une barque ; derrière cette coque humaine, une danseuse fait de larges mouvements de rame. En *incarnant* véritablement le lac ; en mimant son eau ; en dessinant ses embarcations de leur corps, les danseuses intha mettent en scène leur lien symbiotique avec Inlé, s'approprient son espace, l'intègrent ostensiblement au cœur de leur culture artistique et de leur identité<sup>647</sup>.

---

<sup>643</sup> Source : Daw Ni Ni Moe, cheffe de troupe, comm. orale, 7 mars 2017.

<sup>644</sup> Source : U Nyi Nge, chef de troupe, comm. orale, 7 mars 2017.

<sup>645</sup> Quant à la musique d'accompagnement, elle a également muté, adoptant des rythmes plus enlevés. En revanche, la composition classique de l'orchestre reste inchangée, rassemblant autour d'un tambour (*aw-zi*, ဩစည်) des cymbales (*lin-kwin*, လင်းကွင်း) et des gongs (*maung*, မောင်း) : par rapport à la danse, qui évolue et se transforme, l'orchestre semble donc composer un noyau intangible.

<sup>646</sup> Source : Daw Ni Ni Moe, cheffe de troupe, comm. orale, 7 mars 2017.

<sup>647</sup> Les Intha ne sont pas les seuls à mettre en scène leur mode de vie à travers la danse : lors des spectacles, les artistes exécutent également ce qui s'est affirmé comme la danse palaung par excellence, celle de « la cueillette des feuilles de thé » (လက်ဖက်ရည်ခူးအက), renforçant de ce fait le lien identitaire entre les Palaung et le thé.

Le visiteur n'ayant pas les clés de compréhension subtiles lui permettant de distinguer un mouvement de poignet shan d'une flexion danu, un pas intha d'un fléchissement pa-o, le danseur se doit de forcer le trait, d'explicitier le rattachement de sa pratique à une catégorie ethnique par des codes bien compréhensibles. Le tourisme agit donc comme un agent d'explicitation, de lisibilisation et de simplification de l'ethnicité, non seulement à destination des étrangers, mais également – de manière volontaire ou non – vis-à-vis d'autres publics stratégiques, à commencer par les voisins pa-o, shan, danu et, au-delà, les Bamar.

C'est ainsi que depuis le tournant des années 2010, les troupes de danse sont de plus en plus sollicitées dans la région pour des anniversaires ou des mariages, et sont même invitées à participer à des émissions de télévision ou à des cérémonies politiques officielles. Dans le même temps, leur répertoire percole progressivement dans de nombreuses cérémonies du quotidien (cérémonies de noviciation, festivals de pagode, fêtes de village), où il se mêle aux mouvements plus classiques pour créer des formes artistiques hybrides. Les danses intha, nées du tourisme, semblent donc se diffuser par d'autres canaux et dans d'autres sphères, renforçant de ce fait la visibilité et la légitimité de l'ethnie intha elle-même.

La dimension identitaire de ces danses apparaît très clairement dans un certain nombre d'événements, officiellement culturels, mais en réalité extrêmement politiques. Ainsi, en avril 2019, un entrepreneur intha influent, possédant une manufacture textile à Inn Paw Khone, monte le premier festival de *Thingyan* sur l'eau, avec scène flottante et batailles d'eau entre pirogues<sup>648</sup> ; entre deux chanteuses de variété, des troupes de danseuses intha montent sur les planches, proposant des danses largement inspirées du répertoire touristique. Ces mêmes mouvements sont répétés en novembre, lors du Jour National Intha – qui se tient à Inlé – et en février, à l'occasion du jour

---

<sup>648</sup> Cet événement nous semble très important d'un point de vue symbolique, identitaire et même territorial. *Thingyan* est en effet un festival religieux majeur, un repère essentiel dans les temporalités birmanes, un moment d'union, de rassemblement de la communauté. Pour les Intha, choisir de le célébrer sur les eaux du lac, c'est porter un message fort. D'une part, à l'instar de la circumnavigation des statues de la pagode Phaung Daw Oo, le « Thingyan flottant » permet aux Intha de faire communauté autour du lac, de placer ce dernier au cœur du groupe. D'autre part, c'est un geste de marquage territorial fort : ce festival, à l'inthaïté soigneusement mise en scène, s'est tenu à Inn Paw Khone, à l'extrémité sud du lac, ancienne zone de transition entre aires d'influence intha et pa-o. Enfin, il est à lire comme une mise en scène de la différence, de la spécificité culturelle des Intha : alors que tout le pays célèbre Thingyan sur la terre ferme, eux, les « fils du lac », le font sur l'eau.

Cette initiative fait écho à celle d'U Tun Hlaing, *ethnic minister* intha et chef du village d'Ywama, qui s'efforce depuis plusieurs années de ranimer le marché flottant d'Ywama, défunt depuis 2010. Il aurait ainsi obtenu un budget de 250 lakhs (18 500 euros) pour creuser un bassin bordé d'un mur de soutènement en bambou et construire deux ponts de bois « de style intha », donnant à voir le meilleur de l'expertise locale en termes de travail du bois (Source : U Tun Hlaing, nouveau ministre ethnique intha, comm. orale, Ywama, 8 mai 2016). Bien que les modalités concrètes d'organisation de ce marché soient encore floues, il semblerait que ce bassin soit réservé aux « vrais vendeurs », tandis que les marchands de souvenirs et les visiteurs resteraient cantonnés à la terre ferme (Source : Ma Khin Thandar Soe, vendeuse de souvenirs, comm. orale, 10 mai 2016). Cette mise en scène post-moderne, qui ménage à l'observateur un espace « authentique » (et lui offre donc une sorte de plongée dans le temps, vers l'époque pré-touristique tant fantasmée), est porteuse d'un message identitaire et territorial : alors que tous les Birmans tiennent marché sur la terre ferme, il serait dans la « nature intha » de le faire sur l'eau.

national shan – qui se déroule à Taunggyi. Bien que ces événements soient organisés autour d'un groupe ethnique en particulier, ils sont loin d'être mono-ethniques pour autant : ce sont au contraire des moments de mise en contact – et en contraste – des groupes locaux, des occasions où chacun joue, rejoue son ethnicité, et la donne à voir à l'Autre (Douglas, 2013). Ainsi, à Inlé, les danseuses inthu se produisent devant un parterre de Pa-O, de Danu, de Shan, et même de Kokang en grande tenue qui attendent leur tour. De même, à Taunggyi, les Inthu montent sur scène quelques minutes, le temps d'effectuer de larges mouvements de rame en musique devant une audience bigarrée.

Il semble donc que l'on puisse appliquer à la danse le constat établi par G. Douglas dans ses travaux d'ethnomusicologie dans l'État Shan du Sud :

« La représentation musicale est une activité sociale à travers laquelle la culture est créée, négociée et exécutée. Elle ne fait pas que refléter des identités politiques et des relations de pouvoir : elle participe de leur construction » (Douglas, 2013 : 48)

Au-delà des sourires de façade, des mouvements gracieux des danseuses et des rythmes syncopés de l'orchestre, la danse est donc un objet identitaire que les nationalistes intha prennent au sérieux : ce qui est en jeu ici dépasse très largement la scène ; c'est leur culture dans son ensemble et, au-delà, l'existence même de leur groupe ethnique. Au moment même où les arts intha de la scène connaissent une véritable effervescence à travers le tourisme, certains meneurs tiennent ainsi des propos alarmistes, s'inquiétant du fait que les Intha puissent « perdre du terrain » par rapport à leurs voisins et attisant les rivalités interethniques locales. Ainsi, à l'occasion du premier « jour national danu » en décembre 2018 (*cf. infra*), une internaute inthu fait part de son inquiétude sur Facebook<sup>649</sup> :

« Les Danu, eux, voient leurs orchestres, leurs chants et leurs danses comme un moyen de préserver leurs traditions ; nous les Intha, nous devrions danser aussi, faire jouer nos orchestres et chanter ; sinon, à l'avenir, on risque d'avoir de plus en plus de gens qui ne savent pas jouer du tambour [faire de la musique], et j'ai peur que l'on disparaisse. Aidez à préserver nos traditions intha. »<sup>650</sup>

### **8.2.7. Revêtir l'inthaïté et se distinguer : la genèse du « costume national » intha**

Dans leur construction d'une identité ethnique originale, les Intha accordent une importance toute particulière à la codification d'un ensemble vestimentaire qui leur soit propre. Ce point est

---

<sup>649</sup> Nous tenons ici à remercier chaleureusement *Hsa-ya-ma San San Hnin Tun*, qui nous a apporté son aide précieuse et personnalisée pour la traduction de ces messages.

<sup>650</sup> Source : <https://www.facebook.com/groups/578087919021179/>

loin d'être trivial : au-delà des aspects souvent folkloriques ou anecdotiques auxquels il est souvent réduit, l'habit nous parle en réalité de l'individu et du collectif, de représentation et de pouvoir :

« [Il fait] partie intégrante de la culture matérielle d'une société, un moyen d'exprimer son individualité, son identité et ses aspirations, une 'interface' entre les individus et leur environnement social et une fenêtre par laquelle on peut explorer les transformations de la société » (Noack, 2011 : 15)

Au quotidien, les Intha portent le classique *longgyi* birman – voire un *jean's* – et un haut allant du maillot de football et du *T-shirt* publicitaire pour les hommes au chemisier imprimé bon marché pour les femmes : des tenues assez génériques, que l'on retrouve dans toute la Birmanie, et qui parlent bien peu d'inthaïté. Néanmoins, le touriste en recherche d'authenticité et de « culture ethnique » peut observer des « habits intha traditionnels » lors des festivals et/ou auprès de certaines personnes, incarnations au quotidien de l'inthaïté : les « pêcheurs de touristes » et les danseuses. Pour les hommes, ce costume comprend un pantalon shan en *pin-ni* ocre et une chemise blanche, parfois recouverte d'une veste en *pin-ni* (fig. 91). Quant aux femmes, elles portent un chemisier en *pin-ni* sur un *longgyi* rouge-orangé en coton aux rayures horizontales complexes (fig. 92). Ce dernier motif, élaboré dans les ateliers textiles d'Heya Ywama, est désormais connu et reconnu localement sous le terme d'*Heya design*.

D'après les récits et photographies que nous avons pu collecter, ces costumes étaient déjà d'usage dans les années 1990-2000, mais uniquement à l'occasion des grands événements religieux de la région. Ils ne faisaient donc pas partie du paysage visuel quotidien à Inlé. Par ailleurs – et surtout – il semblerait que ces habits soient longtemps restés cantonnés à une fonction rituelle, et n'aient pas été appréhendés comme un véritable « costume national » intha, un attribut permettant de dessiner l'unité du groupe et la différence par rapport à l'Autre. Autrement dit, le costume intha ne paraissait pas encore investi d'une fonction *identitaire et politique*.



Figure 91 : Jeunes Intha en "tenue traditionnelle" lors du "jour national intha" de 2016.  
Cliché : Martin Michalon, octobre 2016.



Figure 92 : Trois générations, un costume. Cliché : Martin Michalon, octobre 2016.

Comme pour d'autres compartiments de l'identité intha, le virage semble se produire dans le contexte de « course à l'ethnicité » post-2011. En effet, les Intha se doivent alors de présenter un



visage unifié, une identité lisible, cohérente et *originale*, et cela passe en partie par le vêtement. Alors que les Pa-O suscitent l'admiration de leurs voisins pour leur port quotidien d'un costume bien identifiable, illustrant leur force et leur cohésion en tant que groupe<sup>651</sup>, et alors que les Shan ou les Palaung semblent clairement associés à un idéal-type vestimentaire, à une figure bien déterminée dans le vaste catalogue des ethnies birmanes, certains responsables politiques déplorent le retard des Intha dans ce domaine. En septembre 2013, le *Myanmar Times* donne ainsi la parole à deux d'entre eux :

« Les Intha n'ont pas de costume traditionnel pour les grandes occasions. On avait bien une veste traditionnelle et un pantalon shan, mais les Shan nous ont volé cet ensemble pour leur propre costume. Nous devons inventer un nouveau modèle pour distinguer notre ethnie intha. »<sup>652</sup>

Quelques lignes plus loin, une autre personnalité souligne la dimension intrinsèquement politique de cette quête loin d'être triviale :

« Les autres groupes [ethniques] se moquent des Intha, disent que nous ne sommes bons qu'à planter des tomates et des haricots, et que nous passons tellement de temps à dormir qu'on a la tête plate. Il est grand temps que tous les Intha travaillent ensemble pour le développement de la communauté. *Nous voulons que les autres groupes ethniques voient que les Intha sont unis*. Compte tenu des récents changements politiques dans notre pays, nous devons encourager les gens à dépasser leurs peurs et à participer au développement de la communauté. Nous avons été manipulés par les autorités pendant de nombreuses années, et il est temps que cela s'arrête. *Pour moi, travailler à élaborer notre propre costume traditionnel, c'est une forme de politique*. »<sup>653</sup>

Dans la foulée de ce constat, les personnalités culturelles – et politiques – de la région s'attellent à définir ce que peut bien être le « costume intha traditionnel »<sup>654</sup>. Ici, les processus d'« invention de la tradition » ne sont pas souterrains, discrets, silencieux ; au contraire, ils sont très visibles, presque exposés au grand jour. Ainsi, à l'automne 2013, les activistes intha lancent un véritable appel à projet en bonne et due forme :

« Chaque atelier de tissage du lac Inlé peut proposer un modèle de costume. Le gouvernement régional, les meneurs ethniques locaux et la communauté vont élire le meilleur lors du dernier jour [du *Intha Gathering Day*, cf. *infra*]. »<sup>655</sup>

---

<sup>651</sup> Source : Daw Yin Myo Su, hôtelière, comm. orale, 19 février 2015.

<sup>652</sup> Source : *Myanmar Times*, 9 septembre 2013 : « Acrimony ahead of Intha Day ».

<sup>653</sup> Source : *ibid.*

<sup>654</sup> En birman : အင်းဘားရိုးရာဝတ်စုံ

<sup>655</sup> Source : *ibid.*

Ici, la « tradition » n'a rien à voir avec un passé immémorial et des usages qui se perdraient dans la nuit des temps : ce processus de formulation collective d'une « identité visuelle » – au sens presque *marketing* du terme – est avant tout une affaire de « vote du public ». De ce point de vue, le « costume national intha » est véritablement le fruit de son époque, nous parlant plus de l'inthaïté d'aujourd'hui que de celle du passé, s'embarrassant plus de plaire aux contemporains que de rendre hommage aux anciens.

Le « costume intha » qui fait aujourd'hui référence n'a donc que peu de rapport avec celui décrit dans la littérature du début du XX<sup>ème</sup> siècle<sup>656</sup>. À l'époque, il semblerait que les femmes portaient rigoureusement le même costume que les Shan, étaient coiffées du même turban lâche, mais se différenciaient de leurs homologues par des sortes de bandes molletières noires nouées sous le genou (Scott et Hardiman, 1901 : 565). Autant dire que tels usages ont aujourd'hui disparu de la mémoire collective et du costume contemporain, illustrant bien la fragilité du concept de « tradition ». Quant aux hommes, ils s'habillaient eux aussi à la mode shan (*ibid.*), arborant un vaste pantalon de coton, un turban et une chemise très ample, aux manches courtes et très larges (annexe 69). Bien que cette dernière soit apparemment restée assez présente dans les mémoires pour être envisagée un temps comme une partie du « costume traditionnel », cette possibilité a été écartée par les responsables intha : personne n'aurait voulu porter cette chemise trop vaste et peu esthétique<sup>657</sup>. Cette décision est révélatrice à double titre : d'une part, la conception du « costume traditionnel » d'aujourd'hui semble répondre à des critères esthétiques plus qu'historiques ; d'autre part, il n'est pas seulement pensé pour les quelques festivals majeurs de l'année : il doit aussi être assez confortable et élégant pour pouvoir être porté au quotidien, affiché autant que possible dans l'espace public.

Au cours des débats, un tissu spécifique semble faire l'unanimité pour les pantalons shan et les vestes : le *pin-ni*, étoffe de coton assez grossière, de couleur ocre-orangée, et à la symbolique très politique<sup>658</sup>. Détail significatif pourtant : certains notables intha, trouvant que le ton ocre-orangé

---

<sup>656</sup> Ce hiatus n'est évidemment pas spécifique aux Intha : même les Pa-O, dont la tenue bien codifiée donne aujourd'hui toutes les apparences de l'intangibilité, portaient au début du XX<sup>ème</sup> siècle un costume bien différent. Il semblerait que les hommes aient porté rigoureusement le même que les Shan, ce qui pourrait indiquer que la couleur noire qui les caractérise aujourd'hui est un ajout plutôt récent. Quant aux femmes, elles étaient bien habillées de noir, mais leur costume était tout aussi distinct de celui d'aujourd'hui : sous leur turban indigo, elles portaient en effet le poncho caractéristique des Karen ; un jupon qui ne descendait pas en-dessous du genou ; des guêtres de coton noir. Les avant-bras de leur costume étaient rehaussés de bandes de velours coloré (Scott et Hardiman, 1901 : 554-555). En d'autres termes, l'utilisation exclusive du noir, ainsi que la superposition gilet court/veste longue/longgyi ou pantalon large, censée rappeler les écailles du dragon originel et qui est si importante dans l'identité pa-o actuelle, seraient loin d'être immémoriales, et dateraient du XX<sup>ème</sup> siècle.

<sup>657</sup> Source : U Tet Tun, président de l'ILCDA, comm. orale, 1<sup>er</sup> février 2017.

<sup>658</sup> Originaire de Haute Birmanie, le *pin-ni* est en effet mobilisé par les nationalistes des années 1930 dans leur lutte contre le colon britannique, sorte de pendant birman au *doti* artisanal de Gandhi en Inde. Dans la foulée des événements de 1988, il est de nouveau convoqué, cette fois par certains dignitaires de la NLD. Réponse symbolique au kaki des uniformes, il incarne à nouveau la lutte pour la liberté (Noack, 2011 : 29).

est trop ouvertement shan, proposeraient d'adopter une couleur plus terne, plus proche du marron<sup>659</sup>. Bien que cette proposition soit encore en discussion et que son adoption reste incertaine – les tons de *pin-ni* n'ont jamais été vraiment arrêtés, et ont toujours couvert un large nuancier, du jaune ocre au rose saumon – le simple fait qu'elle soit formulée est révélatrice de l'obsession intha : se distinguer. Cet exercice est d'autant plus délicat pour eux qu'après des siècles au contact des Shan, la ligne de démarcation identitaire est très fine.

Dans ce processus de construction et de mise en scène de l'altérité vestimentaire, le tourisme a joué – et joue – un rôle déterminant. L'étude diachronique du costume des danseuses intha reflète ainsi fidèlement la transition entre les années 1990-2000, marquées par la fluidité, voire la contingence de ce qui était présenté comme un « habit traditionnel », et les années 2010, celles de la codification et de la distinction.

À la fin des années 1990, les danseuses de la troupe de U Win Ko Ko Maung portaient en effet un *longgyi* de soie bleu sombre dont les motifs de vagues étaient typiques des techniques de tissage *zinme* du lac, associé à une chemise de nylon bleu vif à la coupe chinoise (fig. 93), car « c'était populaire à l'époque ». Quelques années plus tard, elles ont adopté un *longgyi* de soie orange aux complexes motifs shan/thaï et une blouse de soie jaune. Dans les rangs de la troupe de U Nyi Nge, les années 1990 ont été celles des *longgyi* roses, puis verts rehaussés de ficelles pendantes colorées ; plus récemment, au début des années 2010, les danseuses arboraient encore un costume satiné vert sombre, agrémenté de broderies dorées.

Ces nombreux changements de costumes, évoluant entre des styles, des coloris et des motifs radicalement différents, ainsi que les emprunts réguliers à d'autres registres vestimentaires (shan, chinois) peuvent être interprétés de deux manières, d'ailleurs non exclusives : soit les Intha n'avaient pas de « costume traditionnel » codifié et bien défini à exposer, laissant à chaque chef.fe de troupe la liberté de définir l'inthaïté et d'en construire discursivement et scéniquement l'authenticité ; soit la mise en scène volontariste – voire agressive – de la spécificité intha n'était simplement pas nécessaire, car là n'était pas l'enjeu.

---

<sup>659</sup> Source : U Tin Soe, membre de l'ILCDA, comm. orale, 17 juin 2017.



Figure 93 : Danseuses intha lors d'un spectacle touristique au milieu des années 1990. Cliché : U Win Ko Ko Maung.

Les années 2010 ont marqué une réorientation profonde des usages vestimentaires. C'est ainsi lors de cette fameuse année 2013 que la troupe de U Nyi Nge adopte le *longgyi* rouge-orangé au motif *Heya*, accompagné d'un chemisier blanc. Du côté de U Win Ko Ko Maung, il faut attendre 2016 pour voir les danseuses revêtir un *longgyi* de coton violet au motif *Heya*, ainsi qu'une chemise de coton violet. Cette transition de la soie au coton est en elle-même significative : elle nous a été explicitement présentée comme l'abandon d'une matière trop brillante et régulière au profit d'une autre, d'apparence plus rustique et donc plus authentique<sup>660</sup>.

C'est selon le prisme de cette double transition (de l'improvisation individuelle à la codification collective ; de l'initiative contingente à l'enjeu identitaire) que nous interprétons également le costume des « pêcheurs de touristes ». Après quelques années de tâtonnement, ce dernier fait en effet l'objet d'un large consensus, essentiellement construit sur l'iconographie touristique.

---

<sup>660</sup> Source : U Win Ko Ko Maung, comm. orale, 7 mars 2017.

Enfin, un autre pan – souvent négligé – de la société touristique locale a joué un rôle déterminant dans la formulation de l'identité vestimentaire intha : le personnel hôtelier. En effet, au début des années 2010, lorsque le tourisme se massifie et que les représentations touristiques glissent de l'enjeu éthique à celui de l'« authenticité » de la « dernière frontière », de nombreux propriétaires d'hôtel dotent leur personnel d'uniformes aux influences intha, signifiants performatifs de l'« authenticité » de la région. Le *pin-ni*, longtemps cantonné aux sphères rituelles et politiques, investit désormais celle du quotidien ; les pantalons shan gagnent les lobbies ; le *Heya design* se répand dans les restaurants<sup>661</sup>. Au-delà même du seul personnel hôtelier, on l'a vu, les autorités locales incitent très fortement les chauffeurs de taxi et les pilotes de bateaux à revêtir pantalon shan et chemise blanche (cf. 8.2.2.).

Alors que dans leur vie quotidienne, les Intha portent des habits somme toute assez générique, les acteurs touristiques jouent un rôle essentiel : passant leurs journées sur la scène touristique, payés à jouer et à rejouer leur inthaïté réelle ou fictive<sup>662</sup> pour le regard des visiteurs, ce sont eux le visage de l'inthaïté au quotidien ; ce sont eux qui lui donnent une réalité, une substance, qui l'ancrent dans le temps et dans l'espace. Comme le relève non sans fierté un chef de troupe de danse,

« Le tourisme a vraiment permis de développer notre identité locale ; par exemple, avant, on n'avait pas de motif vestimentaire à nous. Désormais, on a notre propre costume traditionnel. »<sup>663</sup>

En dépit – ou, plus probablement encore, du fait – de son caractère plutôt récent et de la fragilité de ses racines, le « costume national intha » est intégré dans l'ombrageux discours nationaliste intha, qui l'ancre de manière très performative au cœur d'une inthaïté à la fois intemporelle et très distincte de l'identité shan. C'est notamment le cas de cette internaute qui, sous le nom de Mu Seinda, publie en janvier 2019 un message sans équivoque sur le groupe Facebook *Inthu/Intha sa-kar waing hnint ta ywa ta poe hsan har-tha myar*, véritable foyer du nationalisme intha :

« Clarification de la controverse sur les habits

“Votre habit traditionnel ressemble vraiment à celui des Shan”... Voici un discours que je déteste.

Dis-moi... Ils disent ça après avoir regardé quoi ? Qu'est-ce qui se ressemble, et où ? Est-ce parce que les couleurs se ressemblent que vous dites que notre costume ressemble à celui des Shan ?

---

<sup>661</sup> Source : U Win Ko Ko Maung, comm. orale, 7 mars 2017.

<sup>662</sup> Rappelons en effet qu'une partie non négligeable du personnel hôtelier n'est pas intha ; pour eux, revêtir une tenue intha tous les matins doit donc représenter une forme d'acculturation plus ou moins bien vécue.

<sup>663</sup> Source : U Win Ko Ko Maung, comm. orale, 7 mars 2017.

Pour les hommes, une veste et un pantalon en *pin-ni* ; pour les femmes, un *longgyi* en *pin-ni* et un chemisier. Voilà une tenue qui leur donne *de la dignité... et ce depuis longtemps*.

Parce qu'il se trouve que le costume intha ressemble à l'un des nombreux types et couleurs de costumes shan, ne tirez pas de conclusion hâtive. *Il ne faut pas généraliser tous les gens qui habitent dans l'État Shan* [Intha et Shan sont différents]

Depuis les parents de nos grands-parents, *notre dignité est d'avoir eu notre propre culture, langue, nourriture... et la littérature qu'on a bien voulu nous autoriser à développer*.

Mon ami, *dans notre époque de copies, il n'y aura jamais de copies de l'habit intha et de la culture intha. Donc arrêtez de dire que le costume traditionnel intha est une copie. Cela me fait mal au cœur.* »<sup>664</sup>

Le costume apparaît même plus que comme un simple marqueur identitaire : il fait même figure, au sein des sphères nationalistes, de marqueur territorial très puissant. Ainsi, en janvier 2019, des responsables pa-o organisent une cérémonie religieuse à Phaung Daw Oo ; à cette occasion, des centaines de Pa-O descendent des collines et investissent l'esplanade de la pagode ; les photographies de tous ces fidèles en tenue indigo, turban coloré sur la tête, en un lieu aussi emblématique de l'identité intha, font vivement réagir certains internautes intha, dont un certain Nay Min Tun :

« L'habit traditionnel des Intha serait-il [en réalité] noir ? Qui est responsable [du fait que les Intha tolèrent ces incursions pa-o] ? C'est l'histoire qui en sera témoin. Moi ça me donne envie de pleurer. [...]

Je n'arrive pas à distinguer les groupes ethniques... Sommes-nous ici à Phaung Daw Oo [centre spirituel des Intha] ou à Kakku [centre spirituel des Pa-O] ? Etonnez-vous de ceux qui se déclarent nationalistes, mais qui font preuve de faiblesse [...]

 »<sup>665</sup>

Dans ce contexte, il nous semble clair que les « pêcheurs intha traditionnels » en costume qui parsèment la surface du lac, les danseuses qui se donnent en spectacle tous les soirs et même le personnel hôtelier qui attend le client les mains dans le dos ne livrent pas seulement un spectacle folklorique et chatoyant : tous, individuellement, mettent en scène l'inthaïté de leur espace, marquent de leur propre corps le territoire intha.

### 8.2.8. « Intha » ou « Ang-hsa » ? L'alphabet intha, ou comment écrire la différence

---

<sup>664</sup> Source : <https://www.facebook.com/groups/578087919021179/>

<sup>665</sup> Source : *id.*

Le domaine linguistique ne reste pas en marge du processus d'ingénierie ethnique entamé par les Intha depuis le tournant des années 2010. En effet, avoir sa propre langue, son propre alphabet, c'est à la fois s'affirmer en tant que communauté cohérente, regroupée autour d'un trait commun, et en tant que groupe distinct, séparé des autres par une barrière – linguistique – visible et reconnue. La maîtrise, réelle ou revendiquée, d'une langue spécifique, est un élément central de l'ethnicité en Birmanie. Le nationalisme karen s'est ainsi largement construit autour du *karen sgaw*, facteur d'unité de nombreuses communautés *a priori* disparates et de mise à distance de la majorité bamar (Rajah, 1990, in Ivanoff, 2011). De même dans les années 1990, les Nung de l'État Kachin ont marqué leur différence avec les Rawang – auxquels ils étaient alors assimilés – en remettant sur le devant de la scène leur dialecte et en publiant des manuels historiques à son sujet (South, 2008) : il ne s'agit donc pas seulement de parler une langue, mais également de l'écrire, de la codifier, de l'insérer dans l'Histoire. Enfin, le renouveau culturel arakanais des années 1990-2000 s'est en partie fait sur des bases linguistiques (De Mersan, 2005).

Les Intha s'inscrivent dans une dynamique très similaire. En effet, rappelons qu'ils parlent eux aussi un dialecte « vieux birman », très proche du Birman. Pendant longtemps, il ne s'en est distingué que par l'usage de certains mots et par la prononciation d'autres, influencée par les sonorités shan : c'est ainsi que leur ethnonyme même – intha – a longtemps été prononcé – et écrit – *ang-hsa* (Scott et Hardiman, 1901). Néanmoins, avec la politique de birmanisation et les nombreuses migrations liées à l'agriculture ou au tourisme (*cf.* 4.6.), ces usages sont tombés en désuétude, même si les Intha conservent un accent qui peut déstabiliser certains Birmans en visite dans la région.

En 2009, une poignée de responsables intha fonde l'*Intha Literature, Culture and Development Association* (ILCDA). Officiellement, son but n'est pas seulement de « préserver la culture intha [et de] garder l'harmonie entre [eux] dans un contexte de changement »<sup>666</sup>, mais également de donner naissance et lisibilité à une culture *spécifiquement intha* :

« Avant, il y avait des Intha, mais ils étaient éparés, dispersés, sans culture distincte ; les gens n'étaient pas du tout conscients de leur culture. »<sup>667</sup>

Plus officieusement, il s'agit également de suivre la tendance régionale : en cette fin de décennie 2000, tous les groupes ethniques locaux connaissent un sursaut d'affirmation culturelle, et mettent en place des organisations dans ce but<sup>668</sup>. Si, dans les faits, l'ILCDA reste plutôt discrète dans le paysage d'Inlé, elle lance en 2016 un projet d'envergure : la mise au point d'un alphabet

---

<sup>666</sup> Source : U Tet Tun, président de l'ILCDA, comm. orale, 1<sup>er</sup> février 2017.

<sup>667</sup> Source : U Tin Soe, responsable de l'ILCDA, comm. orale, 16 juin 2017.

<sup>668</sup> Source : U Tet Tun, président de l'ILCDA, comm. orale, 1<sup>er</sup> février 2017.

intha, et la promotion du dialecte intha. Le produit final que nous avons pu observer n'est pas à proprement parler un alphabet distinct, mais plutôt un alphabet birman simplifié à 22 consonnes contre 33 ; entre autres changements orthographiques, le င သ် disparaît, systématiquement substitué par un ဆ သ် ; les ligatures (က ဝ် ကျ) sont remplacées par des င သ် souscrits (ကဝ်). Ces transformations affectent l'ethnonyme même des « fils du lac » : Intha (အင်းသား) redevient le Ang-Hsa (အင်းဆား) décrit par Scott et Hardiman.

Lors de nos entretiens début 2017, les responsables de l'ILCDA ne proposaient pas de remettre au goût du jour le vocabulaire spécifiquement intha, car « personne ne l'apprendra[it] »<sup>669</sup> : l'objectif n'était donc pas tant *d'être* différent que de *paraître* différent ; à quoi bon réintroduire des termes oubliés de tous si un alphabet différent suffit à rendre visible la spécificité culturelle des Intha ? L'association ne prévoyait pas non plus d'exiger que leur langue soit enseignée dans les écoles, comme le font certaines minorités. L'intha restait alors cantonné à Facebook, et notamment sur un groupe intitulé *Inthu/Intha sa-kar waing hnint ta ywa ta poe hsan har-tha myar*<sup>670</sup>, comptant plus de 50 000 membres. Le réseau social apparaît donc comme une nouvelle scène d'expression des particularismes en Birmanie, et son fonctionnement en « groupes » plus ou moins fermés donne corps dans l'espace virtuel aux groupes sociaux qui se revendiquent entités proto-nationales.

Lorsque l'on pousse plus avant l'entretien, et que l'on se penche sur les raisons plus précises qui ont poussé l'ILCDA à se lancer dans ce projet, les responsables de l'association l'avouent sans détour : il s'agit là encore de suivre une tendance régionale<sup>671</sup> : les Pa-O et les Shan ont depuis de longues années une langue reconnue et toute une littérature qu'ils peuvent même étudier en milieu scolaire ; quant aux Danu, eux aussi locuteurs « vieux birman », ils ont codifié en 2014 un alphabet très sensiblement différemment du birman. Bien que son usage reste tout à fait marginal, et limité à une sphère d'activistes nationalistes, son but est atteint : les Danu font désormais partie de ces ethnies qui ont leur propre alphabet, et donc leur propre culture (Salem-Gervais, 2018). Dans ce contexte post-2011 de « prime à l'ethnicité » et de distinction culturelle d'autant plus vigoureuse que la ligne de crête avec les Bamar est mince, comment les Intha peuvent-ils rester sur la touche ?

Enfin, il nous semble important de souligner la dimension territoriale de cette entreprise culturelle intha. En effet, à une époque où c'est le territoire culturel qui engendre le territoire

---

<sup>669</sup> Source : U Tin Soe, responsable de l'ILCDA, comm. orale, 16 juin 2017.

<sup>670</sup> En birman : အင်းသူ/သား စကားပိုင်း နှင့် တရားတပုဒ်ဆန်း ဟာသများ

<sup>671</sup> Source : U Tet Tun, président de l'ILCDA, comm. orale, 1<sup>er</sup> février 2017 et U Tin Soe, responsable de l'ILCDA, comm. orale, 16 juin 2017.



politique, où les Pa-O mettent en avant l'argument linguistique pour restreindre l'accès des Intha aux collines (*cf. supra*), la construction d'une langue intha semble participer du processus de « babellisation » à l'œuvre en État Shan du Sud : chaque groupe ethnique développe ses propres codes, inintelligibles de ses voisins, afin de délimiter par la culture des territoires étanches les uns par rapport aux autres.

Lors de notre retour à Inlé à l'été 2019, les responsables de l'ILCDA nous ont présenté une série de livres pour enfants bilingues, juxtaposant texte intha et traduction birmane (fig. 94). Ces ouvrages font partie d'une vaste série, couvrant 25 langues minoritaires<sup>672</sup> de Birmanie, et diffusée par l'UNICEF et le ministère birman de l'action sociale, de l'assistance et du relogement, avec le financement de la fondation H&M. Lors de notre visite en 2017, nos interlocuteurs nous avaient pourtant expliqué ne pas chercher à imprimer et diffuser largement la langue intha. Néanmoins, il semblerait qu'ils aient depuis pris la vague des langues minoritaires, tendance qui se renforce depuis plusieurs années en Birmanie (Salem-Gervais et Raynaud, 2019), et saisi l'opportunité offerte par le projet de l'UNICEF.

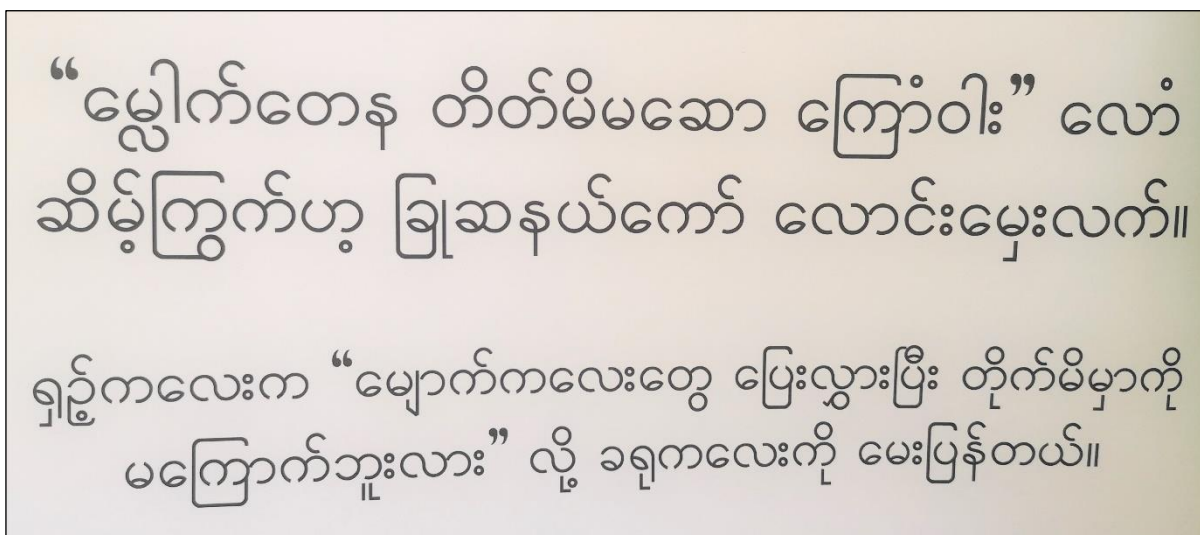


Figure 94 : Extrait de l'un des livres pour enfants édité par l'UNICEF, le ministère birman de l'action sociale, de l'assistance et du relogement. En haut, le texte intha ; en bas, la traduction en birman. Cliché : Martin Michalon, octobre 2019.

À n'en pas douter, ces ouvrages constituent une consécration pour les Intha : à travers leurs pages de papier glacé, une agence onusienne et un ministère birman reconnaissent et légitiment leur statut de minorité ethnique à part entière, dotée de leur propre langue, de leur propre culture. En plus des drapeaux, des costumes nationaux ou des fêtes nationales, nous faisons l'hypothèse que ces fascicules se sont d'ores et déjà imposés comme faisant partie du « kit de l'ethnicité » en Birmanie. Comme dans le cas de la GIZ allemande ou du BIF britannique dans leur appui aux projets de tourisme communautaire à l'est d'Inlé, l'UNICEF est-il pleinement conscient de la portée locale de son action, et des enjeux politiques et territoriaux qu'il touche ?

<sup>672</sup> Source : <https://www.unicef.org/myanmar/stories/bilingual-books-promote-early-literacy>

### 8.2.9. L'*Intha National Day*, ou la mise en scène de la *communitas*

Toutes les initiatives culturelles et identitaires intha que nous avons analysées jusqu'à maintenant sont le plus souvent disjointes dans le temps et dans l'espace. Cependant, une fois par an, elles convergent toutes et s'expriment de concert lors d'un événement aussi récent qu'important : l'*Intha National Day*.

Son histoire commence en novembre 2011, lorsque les Intha tirent profit du nouveau climat politique birman pour organiser un événement inédit : le premier *Intha National Festival* (အင်သားအမျိုးသားပွဲတော်). Le but explicite : « exposer la culture intha<sup>673</sup> », à travers des spectacles de danse, de chant, des concours et des donations religieuses. Cependant, comme bien souvent en Birmanie, l'événement est au moins aussi politique que culturel : quelle « culture intha » est mise en scène ? Par qui ? Dans quelle finalité ?

Dès sa conception, l'*Intha National Festival* est politique : l'initiative provient en effet de U Win Myint, président de l'*Inn Nationalities Development Party* (INDP), et à une date (début novembre) qui commémore l'élection des premiers représentants intha (tous membres de l'INDP, dont U Win Myint, choisi comme *Intha ethnic minister*) lors des élections de novembre 2010<sup>674</sup>. Preuve de la charge politique de cette date, elle ne fait même pas consensus auprès des notables intha : les opposants à U Win Myint y voient un événement partisan, organisé pour marquer la victoire de l'INDP<sup>675</sup>, tandis que ses fidèles le présentent juste comme la célébration du retour de la démocratie en Birmanie<sup>676</sup>.

Comme souvent en Birmanie, le geste politique s'adosse au registre symbolique, non seulement parce que c'est un canal de légitimité incontournable, mais aussi parce que tout combat qui se veut politique doit être discret et revêtir les atours du culturel et du religieux (de Mersan, 2005). Ainsi, l'*Intha National Festival* est programmé juste après le festival de la pagode Phaung Daw Oo, et peu de temps avant le festival de *Thadingyut* : il s'insère donc dans une période particulièrement importante et solennelle pour les habitants de la région.

Le festival présente une dimension religieuse incontestable : non seulement l'un de ses moments forts est la cérémonie de *kahtein*, qui voit des centaines de fidèles offrir de nouvelles

---

<sup>673</sup> Source : U Win Myint, ancien *ethnic minister* intha, comm. orale, 17 mars 2016

<sup>674</sup> Source : U Win Myint, ancien *ethnic minister* intha, comm. orale, 17 mars 2016

<sup>675</sup> Source : *Myanmar Times*, 9 septembre 2013 : « Acrimony ahead of Intha Day »

<sup>676</sup> Source : Ko Zaw, président de l'association des hôteliers d'Inlé, comm. orale, 11 décembre 2018.

robes aux moines des grands monastères locaux, mais sa date a également été fixée à dessein dans la foulée du festival de la pagode Phaung Daw Oo, juste avant que les pirogues de course ne soient remisées pour de longs mois<sup>677</sup> : l'événement est donc marqué par des régates acharnées sur le lac. Originellement, ces dernières ont toujours été cantonnées à un rôle rituel, symbolisant l'histoire du bouddhisme dans la région. Cependant, lors du festival intha, cette fonction rituelle est pour la première fois complétée par d'autres dimensions. D'une part, les courses de pirogue s'inscrivent dans un événement célébrant spécifiquement la culture intha ; le mouvement cadencé des centaines de rameurs sur leurs embarcations élancées évoque donc non seulement la course entre Sakra et Alaungisthu, mais également l'importance du lac dans le mode de vie des Intha, leur lien intrinsèque avec le plan d'eau, et place donc avec force le lac Inlé au cœur de leur identité. D'autre part, ces régates s'inscrivent dans un événement initié par un parti politique, commémorant un succès électoral : elles rehaussent donc la légitimité politique de l'événement ; symboles du bouclage rituel de l'espace lacustre et donc de l'unité des Intha, elles confèrent également au politique la légitimité de s'exprimer au nom de tous les Intha.

La charge politique de cet *Intha National Festival* de 2011 n'échappe d'ailleurs pas aux autorités de Taunggyi qui, entre 2012 et 2015, prennent de manière autoritaire le contrôle de l'événement. Ce dernier, désormais inauguré par le *Chief Minister* de l'État Shan<sup>678</sup>, est notamment renommé : l'*Intha National Festival* (အင်သားအမျိုးသားပွဲတော်) devient désormais *Intha Gathering Day* (အင်းသားဆုံစည်းရာနေ့), faisant de fait disparaître toute allusion à une éventuelle nation intha.

L'arrivée au pouvoir de la NLD, la nomination d'un nouveau *Chief Minister* shan et, à n'en pas douter, la nomination de U Ohn Maung au poste de ministre du tourisme changent profondément la donne : les Intha retrouvent une certaine marge de manœuvre<sup>679</sup>. Ils changent à nouveau le nom de leur manifestation, pour adopter l'intitulé – aussi inédit que politique – d'*Intha National Day* (အင်သားအမျိုးသားနေ့ပွဲတော်). Non seulement ce titre renoue avec l'idée d'une nation intha mais sa formulation même fait aussi écho aux *national days* d'autres minorités ethniques de Birmanie. Alors que l'on célèbre le *Shan National Day* depuis 1947 et le *Pa-O National Day* depuis 1949, et alors que les négociations pour un *Danu National Day*, entamées au début des années

---

<sup>677</sup> Source : *id.*

<sup>678</sup> Source : U Win Myint, comm. orale, 17 mars 2016.

<sup>679</sup> La NLD semble d'autant plus encline à laisser s'exprimer le particularisme intha que l'*ethnic minister intha* a changé : ce n'est plus U Win Myint, président de l'INDP et au positionnement politique ambigu, mais U Tun Hlaing, membre fervent de la NLD. Dans ce contexte, lâcher la bride aux Intha apparaît politiquement moins risqué. Mieux : l'émancipation des Intha se fait désormais sous la tutelle morale de la NLD.

2010, aboutissent en 2018, les Intha ne peuvent se permettre de rester en marge. Comme le déclare le président de l'ILCDA :

« Toutes les autres minorités ethniques ont leur jour national ; il est tout fait normal que les Intha aient le leur. »<sup>680</sup>

Pour l'heure, cet *Intha National Day* n'a pas encore été ajouté au calendrier officiel par les autorités nationales. Néanmoins, il a connu une forme de reconnaissance implicite : le 31 octobre 2016, la première édition de l'*Intha National Day* est ainsi inaugurée par U Mahn Win Khaing Than, président NLD de l'*Amyotha Hluttaw*, la chambre haute du parlement, mais aussi par U Ohn Maung, ministre du tourisme et personnalité intha charismatique, une présence qui laisse imaginer son rôle en coulisses en faveur du mouvement intha. Lors de son discours, U Mahn Win Khaing Than enjoint les Intha de « préserver leur culture et en même temps, construire des liens de confiance avec les autres groupes ethniques »<sup>681</sup>, déclaration qui légitime les Intha dans leur entreprise identitaire tout en reconnaissant à demi-mot les tensions interethniques qui innervent l'État Shan du Sud.

Depuis 2012, l'*Intha National Day* avait été organisé à la pagode Phaung Daw Oo, le cœur spirituel de la région<sup>682</sup>. Or, en novembre 2018, un changement de taille intervient : les festivités se tiennent à Nyaungshwé, sur la place de l'indépendance, même si de nombreux événements restent programmés sur le lac, dont les régates. Ce déplacement est le fruit de trois ans de vives discussions entre les Intha de Nyaungshwé et ceux du lac, les premiers considérant la ville comme la véritable capitale intha, les seconds affirmant qu'elle reste une centralité shan, et que le seul berceau des Intha reste le lac Inlé<sup>683</sup>. Ce débat, ainsi que le déplacement qui l'a tranché, nous semblent riches d'enseignements. Tout d'abord, ils illustrent bien le fait qu'il n'existe pas de « communauté intha » unie, et que la fabrique de leur identité est presque aussi conflictuelle au sein du groupe intha qu'avec leurs voisins. Par ailleurs, alors même que la domination shan peut à première vue apparaître comme un lointain souvenir, elle a en réalité laissé des rancœurs tenaces. En outre, la victoire des élites intha de Nyaungshwé laisse imaginer une bascule des rapports de force et de l'équilibre symbolique de toute la région. En effet, la domination de la bourgeoisie agricole et artisanale du lac semble s'éroder, fragilisée par l'affirmation des entrepreneurs intha de Nyaungshwé, le plus souvent actifs dans le secteur touristique. Enfin, avec ce glissement de Phaung Daw Oo à la très politique place de l'*indépendance* à Nyaungshwé, les Intha gomment

---

<sup>680</sup> Source : U Tet Tun, président de l'ILCDA, comm. orale, 1<sup>er</sup> février 2017.

<sup>681</sup> Source : Global New Light of Myanmar, 2 novembre 2016 : « Mahn Win Khaing Than attends first Intha National Day »

<sup>682</sup> En 2011, il semblerait que le premier festival intha ait été tenu à Inle Bo Tè, avant d'être déplacé à Phaung Daw Oo.

<sup>683</sup> Source : Ko Zaw, président de l'association des hôteliers d'Inlé, comm. orale, 11 décembre 2018.

définitivement l'héritage shan de la ville, et affichent leurs ambitions : l'heure n'est plus aux revendications discrètes, par la bande, sous couvert d'événement culturel ; désormais, ils s'affichent en pleine lumière sur la scène politique.

Pour l'un des responsables de cette édition de 2018, ce déplacement sur la terre ferme a permis d'accroître sensiblement la fréquentation de l'événement, et donc sa visibilité : délivrés de la contrainte du transport par bateau, des spectateurs en provenance de tout l'État Shan du Sud ont en effet pu se rendre sur place. Il voit d'ailleurs dans cette translation un geste d'union entre les Intha : le festival n'est plus seulement organisé par et pour les Intha du lac ; il s'adresse désormais aux Intha de tous horizons<sup>684</sup>. Au-delà de la rhétorique de l'union, qui peut paraître quelque peu illusoire, il nous semble que ce symbole s'adresse avant tout aux autres groupes ethniques locaux, et notamment aux Pa-O : les Intha ne se réduisent pas au seul lac Inlé ; ils habitent également sur ses rives, sur les premiers contreforts des collines à l'ouest et à l'est, le long de la Bilu Chaung au sud, sur la route de Shwenyaung et de Taunggyi au nord. En d'autres termes, ce geste symbolique dilate symboliquement l'aire d'implantation – et d'influence – des Intha.

L'autre nouveauté est observable dans les paysages : l'omniprésence du drapeau national intha, dernier attribut identitaire qui manquait à la panoplie ethnique des « fils du lac » (fig. 95). Créé de toutes pièces sous l'impulsion de l'ILCDA lors de l'*Intha Gathering Day* de 2014, cette bannière reprend les couleurs des drapeaux birman et shan, mais dans un ordre différent ; une manière, peut-être, de s'en distinguer. La symbolique de ce drapeau est détaillée noir sur blanc par l'ILCDA, dessinant par touches successives une définition de l'inthaïté. Ainsi, le jaune représente le bouddhisme theravada et place donc la religion au centre de l'identité intha ; le rouge rappelle leur courage (ရဲဝံ့ပြတ်သား), leur intégrité (ရိုးသားနိုးကြား) et leur dynamisme (တက်ကြွနိုးကြား), tandis que le vert renvoie à leur « environnement luxuriant » et à leur « agriculture traditionnelle » (စိမ်းလန်းစိုပြေသောသဘာဝဝန်းကျင်နှင့်မိရိုးဖလာစိုက်ပျိုးရေးလုပ်ငန်း). Ces trois bandes horizontales comportent en leur milieu les eaux « saphir » du lac Inlé, « lieu de vie des Intha » (အင်းတိုင်းရင်းသားတို့၏နေရပ်ဒေသ) et le karaweik de la pagode Phaung Daw Oo, symbole de leur lien avec le sacré mais également condensation de toute leur culture (*cf. infra*).

---

<sup>684</sup> Source : Ko Zaw, président de l'association des hôteliers d'Inlé, comm. orale, 11 décembre 2018.



Figure 95 : Le drapeau intha, ou l'inthaïté en une image. Source : ILCDA

Ce drapeau est longtemps resté assez discret dans les festivités, jusqu'à cette édition de 2018, où il est abondamment distribué aux spectateurs et agité avec enthousiasme par la foule, marquant une montée en puissance du mouvement nationaliste intha. D'après les mots mêmes d'un responsable de l'ILCDA, ce drapeau a été conçu spécifiquement « pour que l'on puisse nous reconnaître facilement »<sup>685</sup>. C'est désormais chose faite : les Intha possèdent un emblème aussi visible que celui de leurs voisins, qui consolide leur légitimité en tant que groupe ethnique.

La charge symbolique de ce drapeau intha ne fait guère de doute, comme le montre sa présence sur de très nombreux messages postés sur Facebook, lieu de revendication de tous les particularismes. Certains internautes l'accompagnent d'une rhétorique des plus nationalistes, à l'instar d'un certain San Myint Myat qui, le 28 juin 2018, s'adresse à ses semblables avec autorité :

« Dans chaque maison d'Intha/Inthu, il faut arborer le drapeau intha ; Soyez fiers de montrer et de hisser les couleurs intha. »<sup>686</sup>

Quant à cet autre internaute, il montre bien, dans son message du 18 décembre 2018, que la logique qui a présidé à la mise en place de ce drapeau est non seulement de rassembler les Intha sous une même bannière, mais également – et surtout ? – d'emboîter le pas à leurs voisins, de ne pas se laisser distancer dans cette « course à l'ethnicité » qui agite la Birmanie post-2011 :

<sup>685</sup> Source : U Tin Soe, responsable de l'ILCDA, comm. orale, 16 juin 2017.

<sup>686</sup> Source : <https://www.facebook.com/groups/578087919021179/>

« Pourquoi ne vendrait-on pas des foulards aux couleurs du drapeau intha ? J'en achèterai. Les autres ethnies qui font déjà cela [avec leurs propres couleurs] sont très inspirantes. »<sup>687</sup>

Notons qu'en 2018 – comme lors des autres éditions – tous les groupes ethniques de la région sont conviés à l'*Intha National Day*. En effet, à quoi bon mettre en scène une identité intha si elle n'est destinée qu'à un un entre-soi intha ? N'est-ce pas en se donnant à voir à l'Autre, en mettant en scène sa différence qu'elle prend réellement corps ? Détail marquant : sont invités les Shan, les Lahu, les Lisu, les Pa-O, les Taungyo, les Danu, mais aussi les Bamar, invités au même titre que les autres. Par ce mouvement, les Intha *ethnicisent les Bamar*, en font une minorité parmi d'autres dans la galaxie ethnique régionale et se positionnent donc symboliquement au même niveau qu'eux.

Dans la construction de cet *Intha National Day* si politique, le tourisme joue un rôle significatif. Ainsi, depuis 2016, le comité d'organisation est présidé par Ko Zaw, personnalité emblématique du secteur touristique dans la région et président de l'Association des Hôteliers pour le Sud de l'État Shan. Les touristes sont ciblés par les actions de promotion et les campagnes de communication, et ils sont pleinement intégrés au déroulement des festivités<sup>688</sup>. Ainsi, parmi les quelques reines de beauté élues, on peut relever une *Miss Tourism*, théoriquement élue par les étrangers présents dans l'assistance.

En d'autres termes, cet *Intha National Day* doit avant tout être compris dans le contexte local et national de « course à l'ethnicité », dans laquelle chaque groupe se doit de présenter une identité clairement formalisée et mise en scène, organisée autour de certains attributs bien identifiables (langue, costumes, danses, etc.) et reconnue, légitimée par le pouvoir central. Dans ce contexte de cristallisation des identités, les Intha ne peuvent se permettre d'avoir un temps de retard sur leurs voisins shan, pa-o ou danu : ils se doivent de suivre le mouvement.

### **8.3. Conclusion : du tourisme culturel à la « culture touristique » (Picard, 1992), et au politique**

L'analyse approfondie des interactions entre les Intha et leurs visiteurs – étrangers comme birmans – montre bien que nous sommes bien au-delà du simple « tourisme culturel », dans lequel le visiteur observerait et expérimenterait une culture figée. Nous sommes bel et bien face à un cas d'école de « culture touristique » (Picard, 1992), dans laquelle le tourisme fait partie intégrante d'une société donnée, et dans laquelle l'interaction touristique est une composante centrale de la

---

<sup>687</sup> Source : <https://www.facebook.com/groups/578087919021179/>

<sup>688</sup> Source : U Tet Tun, président de l'ILCDA, comm. orale, 1<sup>er</sup> février 2017.

définition de l'identité ethnique et de l'authenticité (Picard et Wood, 1997 ; Leicester, 2008). Dans le cas des Intha, on peut même aller plus loin, et reprendre l'idée de McCannell (1986), selon lequel le tourisme aide véritablement à produire de nouvelles formes ethniques.

Que ce soit à travers la mise en scène de soi, la réappropriation et recomposition de pratiques anciennes, ou encore l'invention pure et simple de nouvelles caractéristiques à travers le regard de l'Autre, le tourisme a donc joué un rôle déterminant dans l'affirmation culturelle des Intha au cours de la dernière décennie. Cette reformulation de l'inthaïté à travers les codes touristiques croise, entrecroise, articule de manière complexe et souvent implicite trois grands registres.

Le premier est la mise en scène, voire la sacralisation du lien entre les Intha et leur milieu naturel, qui établit fermement les premiers comme les seuls et uniques « fils du lac ». Cette identité à la fois *extrêmement territorialisée* et *exclusive* est incarnée par des personnages bien identifiés : le « pêcheur traditionnel » à l'équilibre de funambule et en communion avec le lac, symbole de la région et même de la Birmanie à travers le monde ; la danseuse inthu, qui se fait eau, vagues et même pirogue sur scène. Elle se lit également à travers certains objets, censés encapsuler l'esprit intha : le jardin flottant, symbole de l'adaptation virtuose, presque instinctive des Intha à leur milieu ; le poisson d'argent, qui s'est tout naturellement imposé comme symbole de l'inthaïté dans l'éventail – très ethnicisé – de l'artisanat local ; le textile à base de fibre de lotus, prolongeant discursivement le lien entre les Intha et le milieu lacustre jusque dans l'intimité du vêtement ; le drapeau frappé du *karaweik*, flottant sur les « eaux saphir » du lac Inlé. Enfin, cette identité lacustre est mise en scène lors de certains moments de réaffirmation de la *communitas* : la procession qui marque le festival de la pagode Phaung Daw Oo, et que le discours – et l'esthétique – touristiques ont rendu presque plus importante que la pagode elle-même ; l'*Intha National Day*, gravitant autour du plan d'eau et des courses de pirogues, et dont la dimension culturelle initiale cède de plus en plus clairement la place au politique. *In fine*, les Intha apparaissent comme de véritables métonymies du lac Inlé, des êtres aquatiques en osmose avec leur environnement. Comme le fait remarquer l'*ethnic minister* intha en personne, ce lien serait tellement fort qu'il expliquerait même la faible mobilité géographique des Intha :

« Les Intha migrent très peu vers d'autres régions de Birmanie ; vous savez, les poissons ne peuvent vivre bien longtemps loin de l'eau. »<sup>689</sup>

Cette dynamique d'association entre un espace donné et un groupe social (et un seul), intrinsèque aux représentations touristiques<sup>690</sup>, est d'autant plus stratégique à Inlé que les enjeux

---

<sup>689</sup> Source : Dr Tun Hlaing, *ethnic minister* intha, comm. orale, 8 mai 2016.



sont élevés : les pressions pa-o et l'intervention d'acteurs économiques extérieurs à la région sont perçues comme autant de menaces territoriales. On pourrait donc paraphraser le titre de l'ouvrage de F. Robinne (2000), et dire qu'en mettant en scène leur lien symbiotique avec le milieu lacustre, les Intha se définissent non seulement comme « les fils du lac », mais s'imposent également comme ses seuls « maîtres » légitimes.

Le second registre qui émerge régulièrement de la rhétorique intha « d'ingénierie ethnique » est celui de la tradition, de l'authenticité, voire de l'intemporalité : c'est ainsi que l'agriculture flottante est régulièrement décrite comme ancestrale par la littérature touristique, alors qu'elle n'existe sous sa forme actuelle que depuis le début du XX<sup>ème</sup> siècle ; les « pêcheurs traditionnels intha » mettent en scène une forme d'authenticité intemporelle, escamotant leur moteur hors-bord et manipulant ostensiblement un filet qui n'est plus guère utilisé au quotidien ; les productions artisanales locales, tout comme les danses intha, sont associées à un passé immémorial, alors même qu'elles sont pour l'essentiel le fruit de réinventions récentes, dynamiques, et toujours à l'œuvre aujourd'hui ; le « costume national intha », pourtant conçu par « appel d'offre » il y a quelques années seulement, est présenté – et localement vécu – comme un attribut historique, immémorial, au point d'être intégré dans la rhétorique sans concession des nationalistes intha.

Au cœur de ce mécanisme de « traditionalisation des pratiques », on retrouve la rhétorique touristique, dont il est tacitement admis qu'elle se doit plus d'être chatoyante et captivante que fidèle à la réalité. S'il est indéniable que l'effacement de l'histoire factuelle au profit d'une « tradition » plus indistincte est une constante du tourisme, identifiable dans de très nombreux contextes (Picard et Wood, 1997), ce processus revêt à Inlé des dimensions particulières. D'une part, en ancrant de manière performative leur spécificité culturelle dans un passé immémorial, en montrant qu'ils ont de tous temps eu leur propre culture, les Intha passent sous silence leurs efforts des années 1960 à 1980 pour se rattacher à la birmanité triomphante de l'ère Ne Win (cf. 3.2.3.). Ils prennent donc leurs distances avec l'ancien modèle dominant pour mieux s'amarrer au nouveau, celui du *taingyintha*, qui met au contraire l'accent sur l'ethnicité (cf. infra).

---

<sup>690</sup> Comme le relève B. Debarbieux (2012 : 2) : « la construction et la transformation d'identités sociales et collectives attachent souvent de l'importance à la spatialité des groupes qu'il s'agit de circonscrire, notamment aux idées de lieu, de local, de territoire, de région, de nation. Les touristes en particulier et la production touristique avec eux (guides de voyage, documentaires, etc.), véhiculent à l'envi l'idée que les communautés qu'ils visitent sont étroitement associés à leurs lieux et milieux de vie. En effet, le tourisme lui-même, en tant que recherche ou expérience de l'altérité, ne se justifie que par cette idée d'une commune singularité des groupes et des lieux. »

D'autre part, en mettant en scène une identité aussi originale qu'ancienne, en plongeant leurs racines très loin dans les brumes du passé, les Intha proclament leur *indigénéité*, consolident leur légitimité à occuper l'espace, et à le contrôler.

Enfin, si l'on pousse l'analyse plus loin encore, l'emphase avec laquelle les Intha insistent sur leur authenticité nous semble porteuse d'un message politique. Nous faisons en effet l'hypothèse d'une porosité sémantique entre le registre touristique de l'authenticité et celui, cette fois plus moral et politique, de l'intégrité. C'est du moins ce qui transparaît de l'analyse de certains messages nationalistes publiés sur *Facebook*. Ainsi, le 6 décembre 2018, une internaute répondant au pseudonyme de Sandimar publie le slogan suivant :

« Purs et honnêtes... les Intha d'or ; l'esprit innocent... Nous les Inthu. »

De même, le 13 janvier 2019, un certain San Myint Myat, l'un des Intha les plus actifs – et les plus virulents – sur *Facebook*, publie une sorte d'aphorisme :

« Un avocat qui ne se trompe jamais ? Cela n'existe pas. Un pharmacien qui ne meurt jamais ? Cela n'existe pas. Un Intha malhonnête ? Cela doit bien exister... mais c'est très rare ! »

Détail marquant, ces messages affirmant l'honnêteté intrinsèque des Intha sont illustrés par des clichés touristiques, comme si l'« authenticité » mise en scène sur ces images venait appuyer le propos de l'auteur, comme si elle était la preuve même de leur honnêteté. Le premier message s'accompagne ainsi de la photographie d'un groupe d'Intha et d'Inthu en « tenue traditionnelle », d'une reproduction du drapeau intha et d'une vignette représentant un « pêcheur traditionnel » (fig. 96). Quant au second, il est flanqué d'une image de « pêcheurs traditionnels », adoptant la pose si connue des touristes (fig. 97).

L'utilisation de tels clichés touristiques interpelle : le chercheur y voit une mise en scène, le visiteur critique y déplore une supercherie inauthentique ; la nature même de ces images semblerait donc contredire l'affirmation en « authenticité » des Intha. Or, c'est précisément l'inverse qui semble ici se produire : les Intha semblent au contraire voir dans ces clichés une solide et légitime illustration de leur tradition, comme si cette dernière était précisément née du regard de l'Autre. Par ailleurs, il semblerait que l'essentiel ne soit pas tant que la tradition soit « véritablement authentique », mais plutôt qu'elle soit décrétée tradition. En d'autres termes, ce qui fait du costume intha un « costume traditionnel » n'est pas tant ses racines historiques, mais plutôt le fait qu'il ait été adopté, reconnu et légitimé comme tel. De manière plus générale, la question de l'authenticité semble bien accessoire, totalement dépassée par l'importance politique de la « représentation de soi » face à l'Autre, et face au rival :

« La musique, les costumes et les instruments ne sont pas nécessairement représentatifs de la vie de ces peuples, mais des outils utilisés à des fins politiques à des moments particuliers. » (Douglas, 2013 : 204)



Figure 96 : Le costume intha : une invention récente, preuve de l'honnêteté des Intha et des Inthu?  
 Source : <https://www.facebook.com/groups/578087919021179/>



Figure 97 : les "pêcheurs intha traditionnels", incarnation de l'intégrité des Intha?  
 Source : <https://www.facebook.com/groups/578087919021179/>

Cette « présentation de soi » comme un groupe fondamentalement honnête apparaît également dans plusieurs chansons populaires récentes, et qui associent Intha et pureté d'âme/honnêteté. Ainsi, la jeune chanteuse Ein Hmu Paing, dans sa chanson *Shwe Inthu lay pheit khaw than*<sup>691</sup>, définit les Intha en une sorte de long mot-valise : « Nous les Intha et Inthu, purs d'esprit et honnêtes »<sup>692</sup>. Quant aux artistes Eh Ngeh et Meh Sway, ils ont atteint une certaine notoriété en composant la chanson *Naung Inle*<sup>693</sup>, dans laquelle ils affirment que : « Les Intha et les Inthu ont le cœur pur »<sup>694</sup>. Ce trait de caractère semble tellement constitutif de l'inthaïté même qu'il est symbolisé sur le drapeau intha : la bande rouge centrale représente en effet le courage des Intha<sup>695</sup>, leur dynamisme<sup>696</sup> et leur intégrité<sup>697</sup>.

Dans le contexte de l'État Shan du Sud, cette intégrité érigée en principe fondamental est un geste politique : elle permet aux Intha d'endosser à leur tour le rôle communément dévolu aux *taingyintha*, celui de campagnards bons et quelque peu naïfs, dupés par un État manipulateur qui faillit à ses promesses ; vis-à-vis du pouvoir central, elle les place du côté de l'ethnicité apaisée – mais néanmoins vigilante : un positionnement qui, dans le contexte de la « promesse du politique » post-2011, offre plus de garanties de concessions que l'insurrection et le bras de fer ; enfin, l'honnêteté portée en étendard par les Intha apparaît comme une réponse implicite aux Pa-O, très souvent renvoyés à leur duplicité, à leur proximité avec le régime Than Shwe, et à leur autorité fondée sur le seul recours à la force et aux armes (cf. 3.3.1.). En d'autres termes, elle confère aux Intha une supériorité morale.

Enfin, le troisième registre qui structure l'affirmation ethnique des Intha à travers le tourisme est celui de la distinction systématique, à la fois vis-à-vis des Bamar et des autres minorités ethniques de la région : une stratégie d'autant plus délicate – rappelons-le – que la culture intha emprunte assez largement aux Bamar et aux Shan. Ainsi, le regard extérieur et peu expert du touriste pousse les danseuses inthu à adapter leurs mouvements – originellement assez proches de ceux des Bamar – pour présenter une ethnicité à la fois originale, lisible et explicite, donnant naissance à un répertoire hybride, largement remobilisé lors des festivals interethniques ; les orfèvres intha mettent au point un bijou, le poisson d'argent, bien distinct des autres produits

<sup>691</sup> Source : <https://www.facebook.com/100028888938246/videos/174017486904548/>

<sup>692</sup> En birman : ဖြူစင်တယ်ရိုးသားမှုနဲ့ တို့အင်းသားအင်းသူတွေ

<sup>693</sup> En birman : နောင်အင်းလေး

Source : <https://www.facebook.com/100019296638690/videos/320511021935450/>

<sup>694</sup> En birman : အင်းသူအင်းသားနှလုံးသားဖြူပါတယ်

<sup>695</sup> En birman : ရဲ့ဝံပြတ်သား

<sup>696</sup> En birman : တက်ကြွနိုးကြား

<sup>697</sup> En birman : ရိုးသားနိုးကြား. Source : ILCD, documentation interne.

artisans ethniciés, tandis que les tisserands intha se réapproprient efficacement la tradition du tissage de la fibre de lotus, soulignant – de concert avec les autres acteurs touristiques – son caractère à la fois unique et profondément intha ; les « pêcheurs traditionnels », les danseuses et le personnel hôtelier d’Inlé jouent un rôle important dans la conception – et la mise en scène quotidienne – d’un « costume traditionnel » que les Intha s’efforcent de distinguer de celui des Shan, que ce soit par quelques tons de *pin-ni* ou par une rhétorique nationaliste réfutant tout lien entre les deux ; les responsables politiques et culturels de l’ILCDA mettent au point un « alphabet intha », donnant à voir noir sur blanc la distance qui les sépare à la fois des Bamar et de leurs voisins, et édifiant une barrière linguistique, vecteur de frontiérisation et donc de territorialisation ; les notables intha impulsent un « jour national intha », dont la dimension politique, originellement discrète – ou éclipsée par les autorités – se révèle désormais au grand jour, et qui fait figure de scène stratégique, sur laquelle les ethnies locales rentrent en contact – et en contraste. Très clairement, on peut donc appliquer aux Intha le constat fait par G. Douglas au sujet des Danu dans son étude sur les relations interethniques dans l’État Shan du Sud :

« L’ethnicité est toujours construite en relation avec d’autres groupes sociaux. La notion de ‘danuïté’ est intimement liée à celles de ‘shanéité’ et de ‘birmanité’, et la construction de ce que signifie être danu dépend des Taungyo, des Pa-O, des Intha et des autres groupes avec lesquels ils partagent l’espace. Une telle création comporte toujours une charge politique. » (Douglas, 2013 : 204)

Ces trois grands rouages de la nouvelle inthaïté confirment bien que l’ethnicité n’est en rien un donné primordial, mais une construction en permanente réinvention, évoluant de manière réactionnelle en fonction du contexte politique, économique, et des jeux de pouvoir à toutes les échelles (Sadan, 2007). Comme l’indique de manière judicieuse N. Tomas (1997, in Adams, 2010) :

« Si les conceptions de l’identité et de la tradition font partie d’un champ plus large de désignation et de catégorisation oppositionnelle, la question qui se fait jour n’est pas comment les traditions sont inventées, mais plutôt *contre qui* sont-elles inventées ? »

Ici, les mutations du contexte national et régional, les nouveaux défis et les nouveaux horizons de la transition politique birmane ont poussé les Intha à mettre en œuvre une « ethnicité de combat », mobilisationnelle, sous-tendue par une rhétorique nationaliste de l’urgence, de la survie, de l’implication de tous.

En moins d’une décennie, ils ont ainsi développé et mis en scène tous les attributs leur permettant d’exposer leurs différences vis-à-vis de leurs voisins, de s’insérer dans le kaléidoscope

ethnique de Birmanie et de consolider leur légitimité politique : quelques personnages clichés, emblématiques de l'inthaïté ; un artisanat original ; des danses spécifiques ; un « costume traditionnel » ; un alphabet ; un drapeau et même une fête nationale. En cochant consciencieusement toutes les cases de l'ethnicité, en se construisant comme *taingyintha* à travers le regard de l'Autre, les Intha font un pas décisif vers une possible zone autonome.

La spécificité culturelle, l'ancrage territorial, la profondeur historique des Intha et, *in fine*, leur statut de *taingyintha*, sont désormais affirmés avec force et de manière récurrente ; ainsi, dans les deux pages de décryptage et d'explicitation de la symbolique de leur drapeau, l'ILCDA fait du *karaweik* central le porteur par excellence de la différence intha :

« Le *karaweik*, cet oiseau qui aime l'eau et qui vit sur les flots bleu saphir vénérés des bouddhistes, représente les *taingyintha* Intha, qui possèdent leur propre culture traditionnelle et leurs propres qualités. Le joyau inestimable qu'il tient dans son bec – qui renferme cinq pouvoirs magiques – ainsi que ses yeux de rubis représentent leur précieux patrimoine : l'agréable lac Inlé ; leur artisanat ; leurs terres fertiles ; leur culture traditionnelle grandiose ; leur cœur naturellement bon et honnête. » (ILCDA, documentation interne)

Dans cette vaste entreprise d'ingénierie ethnique, le tourisme joue un rôle stratégique, permettant prise de conscience de soi et désir d'autodétermination (McCannell, 1986). Les responsables intha en sont tout à fait conscients de cette dynamique : comme le reconnaît volontiers le Dr Tun Hlaing, *ethnic minister* intha depuis avril 2016 :

« Le tourisme a contribué à façonner notre identité ; il nous a permis de délimiter qui nous sommes, de tracer les contours de notre groupe, d'affirmer notre culture, de nous élever spirituellement. »<sup>698</sup>

Quant au président de l'*Intha Literature, Culture and Development Association*, il est encore plus explicite :

« Le tourisme est très important dans l'identité intha ; c'est le regard de l'étranger qui nous a aidé à nous définir comme Intha, c'est comme cela que l'on a pris conscience de notre identité. Je suis très fier de voir que les Intha sont devenus le symbole de la Birmanie. Je sens bien que le regard sur les Intha a changé. Avant, nous n'étions guère considérés que de simples pêcheurs ; désormais, nous sommes reconnus comme une ethnie à part entière. »<sup>699</sup>

En effet, le visiteur étranger est extérieur à la région ; il est largement ignorant des complexités culturelles et des rapports de force locaux (Sacareau, 2006) ; et il est engagé dans la

---

<sup>698</sup> Source : Dr Tun Hlaing, *ethnic minister* intha, comm. orale, 8 mai 2016.

<sup>699</sup> Source : U Tet Tun, président de l'ILCDA, comm. orale, 1<sup>er</sup> février 2017.

quête d'une authenticité à laquelle il a envie de croire. Il est donc aisé de lui proposer un discours touristique reformulé, des mythes alternatifs ou un artisanat inventé, qu'il légitime par sa présence, ses photographies et ses achats. Par ailleurs, l'étranger navigue avec difficulté dans la complexité de la culture locale, dans les nuances et les détails qui l'émaillent, dans la fluidité et les entre-deux qui la caractérisent. Il est donc demandeur d'un propos simple, d'identités lisibles et explicitement différentes les unes des autres, d'un cadre interprétatif stable. C'est d'ailleurs ici qu'interviennent les acteurs extérieurs à la région, courtiers – et marchands – de la différence : la littérature touristique, les guides sur le terrain, les photographes et les tour-opérateurs. L'intrusion récente des logiques néo-libérales dans le tourisme birman ne fait que prolonger cette « miniaturisation » du réel (Varutti, 2011) : sur un marché touristique global de plus en plus compétitif, le lac Inlé et les Intha doivent être un « produit » lisible, une « marque » bien identifiée.

Le tourisme est donc au centre de cette dynamique de segmentation des groupes sociaux et de codification des identités, qui converge résolument avec la stratégie d'« essentialisme stratégique » (Spivak, 1987 ; Doquet et Evrard, 2008) des Intha. Pour paraphraser le constat de Walsh (2005, in Byrne Swain, 2011) sur les Mosuo du lac Lugu, en Chine, « l'identité est vécue et créée dans un contexte de représentations, de négociations, de rencontres et d'identités mouvantes ».

Il nous semble enfin important de souligner la fluidité et la pluralité des dynamiques à l'œuvre : le renouveau identitaire intha doit non seulement se comprendre à une échelle régionale mais également nationale ; il s'opère par va-et-vient scalaire permanent entre un local sur-territorialisé et un ensemble de représentations et de codes mondiaux ; il est coconstruit par échange et interactions entre les Intha et des acteurs extérieurs. Outre les guides touristiques, qui ont joué un rôle important dans la mise en scène de l'identité intha, on peut identifier de nouveaux professionnels du marketing, essentiellement occidentaux. En effet, sur un marché touristique global de plus en plus compétitif, le lac Inlé et les Intha doivent être un « produit » lisible et bien identifié : la dynamique de *destination branding*, amorcée à l'échelle nationale au début des années 2010 (cf. 0.2.5.2), se décline donc au niveau local. Un cabinet de consultance s'efforce ainsi depuis plusieurs années de construire une « marque Inlé » (*Inle Brand*). En concevant un « logo intha » sur certains produits artisanaux ; en attribuant un « label intha » à certains établissements hôteliers ; en assistant les acteurs locaux à définir le lac Inlé comme destination et la culture intha comme bien de consommation ; en finançant des campagnes de promotion touristique, cet acteur privé renforce encore le travail collectif de définition de soi et le processus exclusif de territorialisation de l'identité intha. De manière significative, en 2018, ce même cabinet a produit un rapport sur le développement du tourisme dans la SAZ pa-o, et propose là aussi la mise en place d'une « marque pa-o », susceptible d'aider la PNO à positionner son territoire – et sa culture – sur le marché

touristique (Schott, 2018). D'un point de vue purement touristique, ces initiatives de « marketing territorial » peuvent être judicieuses ; néanmoins, les consultants qui les mettent en œuvre ne semblent pas réaliser les tensions politiques qui sous-tendent le tourisme local, et qu'ils peuvent éventuellement attiser.



## CONCLUSION GENERALE

Au terme de ce travail de thèse, il nous semble important d'en identifier les principaux apports, tant au corpus scientifique sur la Birmanie qu'à la recherche sur le tourisme.

Dans la première partie, une approche historique nous permet de remettre en question le discours touristique, qui fait d'Inlé un espace figé, hors du temps et du monde, baignant dans une sorte d'harmonie originelle. Au contraire, c'est un territoire fracturé et en plein déséquilibre, traversé par les rapports de pouvoir et les tensions.

Jusque dans les années 1990-2000, cette région multiethnique et très diverse était structurée par des réseaux de complémentarités fonctionnelle, économique et rituelle entre terroirs et entre groupes sociaux. Ces derniers donnaient cohérence au territoire et assuraient son « tenir ensemble » (Deleuze et Guattari, in Robinne, 2011 : 45) autour d'un espace central, le lac Inlé. Or, depuis une vingtaine d'années, avec une très nette accélération depuis 2010, ces réseaux intégrateurs sont remis en question par la montée en puissance des forces de la mondialisation et par la dégradation de l'environnement. Ces dynamiques complexes sont un cas d'école d'emboîtement des échelles, articulant le niveau local des cultivateurs de tomates ou des éleveurs de buffles au contexte birman d'ouverture économique à marche forcée, aux flux commerciaux d'ampleur régionale vers la Thaïlande ou la Chine, et aux réseaux mondiaux des distributeurs de produits phytosanitaires. La région du lac Inlé traverse donc une période de « jonction critique » (Khin Zaw Win, 2010), synonyme de précarisation économique pour de nombreux individus, de doute collectif pour les groupes sociaux qui l'habitent, et de recomposition territoriale profonde.

Nous retraçons également la généalogie des rapports de force entre les groupes sociaux locaux. Nous montrons ainsi qu'après des siècles de domination, les Shan ont connu une marginalisation profonde et durable à partir des années 1950, et notamment avec l'avènement du Général Ne Win en 1962. Mettant en scène leur proximité historique et culturelle avec les Bamar ainsi que leur pacifisme, les Intha ont su réinvestir ce vide hégémonique et asseoir leur domination régionale. Avec l'arrivée au pouvoir du Général Than Shwe, les rapports de force s'inversent : le régime rachète la loyauté de la *Pa-O National Organization* (PNO) et lui sous-traite le contrôle de l'État Shan du Sud. Ce transfert de légitimité, non plus culturelle mais militaire, permet aux Pa-O de réaffirmer leur domination régionale, tandis que les Intha connaissent une certaine éclipse. À partir de 2011, la transition politique ouvre des horizons politiques nouveaux mais également source de vives tensions, car ils recomposent les équilibres en présence. En effet, le pouvoir

militaire ne suffit plus ; les anciens groupes armés doivent se muer en forces politiques ; une arène politique s'ouvre, et chacun lutte pour y trouver sa place

Cette fresque diachronique nous semble être une illustration du rôle fondamental de l'État central dans les rapports de force locaux en Birmanie. Même lointain, le gouvernement agit comme un puissant aimant qui magnétise les groupes sociaux, régit leur positionnement les uns par rapport aux autres, organise accointances et antagonismes. Que sa politique vienne à changer, et cette configuration complexe est bouleversée ; le champ magnétique se redessine ; les polarités s'inversent ; les ennemis d'hier deviennent les alliés d'aujourd'hui ; les maîtres perdent pied.

La lecture de la politique birmane s'est longtemps résumée à une dialectique entre l'imposition du pouvoir central sur le local et les résistances et conflits que cela génère en retour. Cette focale n'est pas intrinsèquement fautive, et nous la mobilisons nous-même au cours de notre seconde partie. Néanmoins, nous montrons qu'une vision strictement oppositionnelle est réductrice (Maung Thawngmung, 2011) : les régimes successifs ont toujours cherché des alliés dans cette périphérie instable, conférant en échange des bénéfices palpables. Réciproquement, certains groupes sociaux se sont positionnés, de manière aussi pragmatique que stratégique, pour répondre à cet « appel d'offre » de la part du pouvoir central et en profiter pour établir leur hégémonie locale. En effet, les rapports de force en Birmanie sont loin de se cantonner au seul couple « gouvernement central/acteurs locaux » : la scène locale est parcourue par des rancœurs tenaces, des conflits anciens et des disputes violentes. Ainsi, dans la région du lac Inlé, les tensions les plus vives ne mettent pas aux prises les Intha ou les Pa-O contre le gouvernement birman, mais bien plutôt les Intha et les Pa-O entre eux.

Dans la seconde partie de cette thèse, nous analysons comment les gouvernements birman successifs ont mobilisé le tourisme pour intégrer d'autorité la marge rebelle au territoire national. Cette focale résolument géopolitique nous semble d'autant plus féconde qu'elle ne figure que rarement dans la littérature scientifique sur le tourisme, et qu'elle n'a jamais été adoptée dans celle sur la Birmanie. Le tourisme en tant qu'activité même possède en effet un fort pouvoir d'« ordonnancement du monde » (Franklin, 2008) : la « lisibilisation » de l'espace, ainsi que la mise en récit – voire la miniaturisation (Varutti, 2011) – des sociétés locales sont autant de gestes de pouvoir. À cela, il convient d'ajouter l'extension des réseaux de transport, corollaire du développement touristique, qui resserre les liens entre la périphérie et le centre. Enfin, l'émergence du tourisme comme secteur économique permet à l'État de s'affirmer dans la marge, que ce soit à travers la réglementation du tourisme ou sa (non) taxation.

Par ailleurs, nous reprenons à notre compte la théorie du « courtier d'État » proposée par P. Meehan (2011) et P. Meehan et S. Plonski (2017), qui fait des milices pro-gouvernementales des acteurs de la construction territoriale et du renforcement de l'empreinte étatique dans les marges. Ici, nous appliquons cette vision aux *cronies* du secteur touristique : le gouvernement préempte une ressource (à savoir l'espace à visiter), la raréfiant si besoin au moyen de zonages de protection et de pressions fiscales *ad hoc* ; il la confie ensuite à ses affidés, cultivant de ce fait ses réseaux d'allégeance clientéliste ; ces entrepreneurs bien connectés mettent ensuite sur pied des structures hôtelières qui amarrent la périphérie aux flux du capitalisme birman et aux réseaux migratoires, tout en adoptant des styles architecturaux résolument birmans. Dans le même temps, par leurs politique sociale et environnementale souvent ambitieuse, ils prennent en charge un espace, établissent un lien de patronage avec la population alentour et, *in fine*, marquent la périphérie de leur influence. Ces relations clientélistes entre les autorités birmanes et les *cronies* sont alimentées par un système complexe de rentes, dont la collecte du ticket d'entrée à la région du lac Inlé. Enfin, la rhétorique touristique est mobilisée pour justifier des accaparements de terres massifs, initiative paroxystique d'appropriation de la marge. Ces mécanismes opaques ne relient pas seulement Nay Pyi Taw aux grands noms du capitalisme de connivence birman : depuis 2011, ils sont largement structurés par le gouvernement de Taunggyi et une poignée de puissants entrepreneurs shan. Il semblerait donc que la transition politique et la décentralisation birmane donnent naissance à des écosystèmes politico-économiques locaux relativement autonomes (Raynaud et Salem-Gervais, 2019), mais guère plus transparents.

En dernier lieu, nous analysons comment, à partir de 2011, l'intégration de la région du lac Inlé à la mondialisation touristique a localement créé de l'exclusion et de la fragmentation. Sur le plan économique, les élites entrepreneuses intha sont concurrencées par l'arrivée de nouveaux acteurs économiques, disposant de compétences et de moyens financiers supérieurs. Au niveau spatial, l'envolée des prix du foncier au centre de Nyaungshwé a entraîné une dualisation du tissu urbain : le cœur de la ville est investi par des acteurs extérieurs à la région et ponctué d'établissements touristiques ; en périphérie, de nouveaux quartiers apparaissent, fronts spéculatifs dans lesquels s'établissent des populations en provenance du centre. Si ce phénomène est en réalité assez caractéristique des contextes touristiques, il se déploie à Inlé selon des modalités assez spécifiques qui mettent en lumière les limites du capitalisme de transition du gouvernement Thein Sein. L'intensité de cette dualisation socio-spatiale est en effet intrinsèquement liée à l'ouverture économique à marche forcée mise en œuvre par les autorités, et à la dérégulation économique *de facto* qui l'a accompagnée. Elle a également été alimentée par la mise en place, par les autorités mêmes, d'une « utopie performative » (Loloum et Aledo, 2018) fondée sur des statistiques erronées

et des objectifs trop ambitieux. Enfin, elle est sous-tendue par des stratégies opaques, au premier rang desquelles le blanchiment d'argent.

Dans la troisième partie de notre propos, nous maintenons notre lecture géopolitique du tourisme, mais changeons d'échelle d'analyse : nous faisons en effet un pas de côté par rapport à la dialectique centre/périphérie pour analyser comment, au sein même de la périphérie, des groupes sociaux rivaux le mettent à profit pour servir leurs revendications politiques et territoriales.

Tout d'abord, dans les années 1990-2000, la PNO mobilise le tourisme comme prolongement direct de sa stratégie de contrôle militaire de l'espace : elle établit des *resorts* comme autant de checkpoints, points d'articulation entre territorialités intha et pa-o ; elle se dessine un territoire touristique réservé, dans lequel elle « prend la responsabilité » pour les visiteurs de passage. En d'autres termes, dans un espace marqué par la fluidité, où les Birmans peuvent se déplacer sans entrave, le tourisme international et la figure de l'étranger vulnérable fournissent à la PNO un moyen de faire émerger des frontières visibles, tangibles, des lignes de démarcation et des points de passage. À l'inverse, les Intha, qui ne disposent pas de la force brute de la PNO, ne peuvent s'affirmer aussi visiblement. Néanmoins, certains meneurs charismatiques se détachent, comme U Ohn Maung, qui accepte de manière pragmatique la domination du SLORC/SPDC et de ses alliés pa-o pour accéder à la ressource touristique et ainsi mieux retravailler la contrainte de l'intérieur. Il met cette aisance économique au service d'une ambitieuse politique sociale et environnementale, qui lui assure une solide assise clientéliste et politique locale.

Depuis la transition politique de 2011, le dés(équilibre) de ce rapport de force est bouleversé : les Pa-O sont fragilisés par la contraction de leur zone autonome, et les Intha en profitent pour renforcer leur influence dans la région du lac Samkar. Dans le même temps, les collines du Hsin Taung, à l'est d'Inlé, apparaissent comme une zone de tensions entre les Intha d'une part, qui tentent d'occuper le terrain laissé – théoriquement – libre par le nouveau périmètre de la SAZ pa-o et la PNO d'autre part, qui cherche à y maintenir son empreinte. Dans cette lutte sourde pour l'espace, le tourisme communautaire joue un rôle déterminant. En effet, sa rusticité matérielle, sa dimension ethnicisante, son caractère très lucratif et sa composante collective (qui en démultiplie la portée clientéliste) en font un outil très efficace d'appropriation et de frontiérisation (Guichonnet et Raffestin, 1974) de l'espace. Ici, il est clair que ce n'est pas le politique qui vient réinvestir et retravailler un tourisme préexistant, mais le politique qui fait advenir le tourisme et en dicte les modalités précises, comme si les protagonistes choisissaient les armes touristiques les plus adaptées à leur confrontation.

Enfin, nous montrons comment, depuis la fin des années 2000, les Intha ont reformulé en profondeur leur identité collective à travers l'imaginaire, le discours et l'iconographie touristiques. En effet, la transition politique de 2011 a entériné l'ethnisation de la vie politique, avec la nomination d'*ethnic ministers* et l'attribution de *Self-Administered Zones*. Or, si les Intha bénéficient depuis 2011 d'un représentant auprès du gouvernement shan, ils revendiquent également l'obtention d'une zone autonome, permettant théoriquement d'affirmer leur contrôle sur les ressources économiques locales et de sanctuariser leur territoire contre les incursions pa-o. Après avoir longtemps cultivé leur proximité culturelle avec les Bamar, ils opèrent donc un virage identitaire complet, mettant en scène leur statut de *taingyintha*, donnant à voir une ethnicité lisible, cohérente et très fortement territorialisée. Dans cette optique, le « regard touristique » (Urry, 1990) joue un rôle instrumental stratégique : que ce soit à travers l'artisanat touristique, le personnage emblématique du « pêcheur intha », les « danses traditionnelles » présentées dans les hôtels, ou le « costume traditionnel » inventé de toutes pièces, les Intha se forment une identité originale, strictement distincte de celle de ses voisins, résolument non-bamar et intrinsèquement liée au territoire lacustre.

Au-delà de ces conclusions partielles, quatre enseignements plus transversaux nous sont apparus. Tout d'abord, le tourisme au lac Inlé n'est pas considéré par ses acteurs comme une activité à part entière, comme une ressource à gérer et à préserver : il est avant tout appréhendé de manière instrumentale. Du côté des autorités gouvernementales et de leurs affidés, il est tour à tour prise de contrôle sur la marge et sur sa population ; ressource stratégique que l'on confie à des proches pour s'appropriier l'espace ; rente lucrative qu'on leur octroie pour s'assurer de leur soutien ; prétexte que l'on manie pour saisir de vastes emprises foncières ; opportunité de blanchir de l'argent mal acquis ; source de devises permettant de financer d'autres activités à court terme au mépris de l'appareil productif lui-même. On développe donc le tourisme au nom d'autres enjeux ; la ressource économique et politique est extraite localement mais au bénéfice d'autres espaces, les logiques extra-touristiques et extraterritoriales de court terme prévalent. En d'autres termes, ces puissants acteurs ont une vision coloniale du tourisme. Du côté des acteurs locaux, intha comme pa-o, le tourisme est mobilisé comme outil de marquage territorial et de réappropriation de l'espace ; comme source de devises permettant de se construire une légitimité politique ; comme scène sur laquelle formuler une identité collective alternative.

Certes, il ne serait guère judicieux d'adopter une lecture caricaturale du tourisme à Inlé, surdéterminée par le politique et la confrontation, sorte de *Truman Show* (Weir, 1998) dans lequel

le visiteur, sujet ignorant et passif, serait irrémédiablement pris dans une mise en scène qui le dépasse. Néanmoins, il nous semble important de garder cette grille d'analyse à l'esprit, à une époque où les quelques travaux sur le tourisme en Birmanie s'activent à encore interroger les « impacts » du tourisme ou à invoquer l'importance de sa durabilité, tout en cantonnant le politique à quelques paragraphes introductifs.

En outre, nous espérons que notre thèse a pu jeter une lumière nouvelle sur le rapport entre centre et périphérie en Birmanie. En effet, comme P. Meehan et S. Plonski (2017 : 1),

« nous remettons en question l'idée que les régions périphériques seraient les récipiendaires passifs des initiatives de pacification, de construction étatique et de développement formulées par le centre, et qui irradieraient depuis le centre vers les marges. »

Nous optons ici pour une vision à la fois dynamique et dialogique du rapport centre-périphérie. D'une part, nous montrons comment la marge est véritablement produite par le centre, à travers les discours et les représentations ; même la rhétorique développementaliste maniée par le gouvernement ne fait qu'entériner la relation hiérarchisante entre « centre qui développe » et « périphérie qui se fait développer ». D'autre part, l'intégration de la périphérie ne procède pas seulement du centre : elle est également le fait de la périphérie elle-même, que ce soit par le biais d'anciens groupes rebelles qui se réinventent comme milices pro-gouvernementales, ou par le biais de minorités ethniques locales tirant profit de la politique centrale de birmanisation de la périphérie. Enfin, la marge peut elle-même cultiver sa marginalité, la développer, la reformuler, comme lorsque des entrepreneurs locaux fuient l'œcoumène touristique accaparé par les investisseurs extérieurs pour se replier dans les collines, ou lorsque les Intha prennent leur distance avec la culture bamar en affirmant leur altérité afin de tirer profit de la « prime à l'ethnicité » dans la Birmanie post-2011.

Par ailleurs, si les chercheurs relèvent l'ethnisation de la politique birmane depuis 2011 (*cf.* 0.2.5.1.), nos travaux mettent également en évidence l'ethnisation du territoire. Alors que F. Robinne décrivait dans l'État Shan du Sud une dynamique intégratrice transethnique faisant passer l'ethnicité au second plan (2011), l'intégration régionale par le tourisme semble agir selon une logique différente d'intégration par découpage de sous-territoires touristiques bien délimités, associés à des ethnicités distinctes (Pindaya est « en territoire danu », Inlé « en territoire intha », Kakku « en territoire pa-o », Loikaw « en territoire kayah », etc.). En d'autres termes, on assiste à un jeu paradoxal entre intégration nationale et fragmentation régionale.

Plus intrinsèquement, depuis 2011, la légitimité d'un groupe social à contrôler un territoire semble bâtie sur des critères ethniques : en 2014, les Intha reprennent ainsi le contrôle du lac Samkar à la PNO en arguant du fait que la région n'est pas majoritairement peuplée de Pa-O. Ces revendications sont facilitées par l'association intrinsèque entre un groupe social et une niche environnementale ; en d'autres termes, le territoire s'installe au cœur même de l'ethnicité. C'est ainsi que les Intha se réapproprient les codes touristiques pour mettre en scène leur identité lacustre, et donc leur statut de seuls et uniques « fils et maîtres du lac », remettant donc en question la légitimité des montagnards pa-o à intervenir à Inlé.

Quant à la PNO, elle se réapproprie la rhétorique de l'ethnicité pour s'affranchir des limites administratives – désormais étroites – de sa SAZ : elle agit ainsi ostensiblement dans les cantons de Taunggyi et de Nyaungshwé en expliquant intervenir auprès des populations pa-o locales. Ce faisant, la PNO conteste de manière assez frontale le tracé de sa SAZ et dessine à la place un « grand territoire pa-o » plus étendu. C'est ici bien une lutte de légitimité entre centre et périphérie qui se joue : en affirmant la primauté de l'ethnique sur l'administratif, l'organisation pa-o revendique celle du local sur une administration centrale lointaine.

On le voit, les Intha dessinent de Nyaungshwé à Mobyé une communauté culturelle, soudée autour d'une identité originale et fortement territorialisée, largement produite au sein de la sphère touristique. Le fait que cette mise en scène soit appréhendée comme une étape incontournable en vue de l'obtention d'une zone autonome en dit long sur la production du territoire dans la Birmanie contemporaine : c'est le territoire culturel qui donne naissance au territoire politique, c'est le premier qui est précurseur du second.

Néanmoins, il nous semble important de souligner que les registres de légitimités ethnique et administrative ne sont pas nécessairement exclusifs, et qu'ils sont en réalité mobilisés et articulés de manière stratégique en fonction des intérêts en jeu. Ainsi, les Intha, qui jouent sur l'ethnicité pour s'affirmer sur le lac Samkar mobilisent également l'administratif pour protester contre les projets de la PNO dans le canton de Nyaungshwé. De même, l'organisation pa-o s'appuie sur l'ethnique pour intervenir hors de sa SAZ, tout en s'opposant à toute intervention extérieure dans sa zone autonome.

Enfin, nos recherches nous ont permis de mettre en évidence ce que nous appelons l'« ouverture de l'espace à la concurrence ». Nous nous inspirons ici des conclusions de B. Brac de la Perrière (2014) au sujet de l'identité nationale birmane : avant 2011, ce registre était monopolisé par l'Armée ; depuis 2011, le retrait relatif de cette dernière a permis à d'autres acteurs de réinvestir

la question, générant par ailleurs des tensions et des conflits. Nous transposons ici ce modèle à l'espace : jusqu'en 2011, l'Armée et ses affidés contrôlaient la « production de l'espace » (Lefebvre, 1974). Ils le façonnaient, l'ordonnaient, le marquaient de leur empreinte : édification d'infrastructures militaires démesurées ; protection aussi ostensible que prédatrice de l'environnement ; accaparements de terres au profit des *cronies* ; grands travaux hydrauliques ; création *ex nihilo* de la ville d'Ayethayar, etc.

Or, depuis 2011, ce monopole de la puissance étatique est remis en question : de nouveaux acteurs revendiquent leur droit à l'espace. C'est ainsi que nous interprétons l'opposition au projet de zone hôtelière : les huttes de bâche au sein du périmètre interdit ; les tours de garde pour alerter des descentes de police ; les *sit-in* devant le tribunal de Nyaungshwé ou les marches vers celui de Kalaw ; les menaces de comblement du canal desservant les futurs établissements sont autant de gestes discrets d'une (ré)appropriation de l'espace par ses habitants, d'une affirmation de leur légitimité à se prononcer à son sujet.

C'est également ainsi que nous interprétons les tensions entre Intha et Pa-O dans les collines à l'est du lac Inlé. En effet, de 1991 à 2011, cette région a été sous le contrôle – certes informel – de la PNO. Lorsque la *Special Region n°6* devient SAZ en 2011, ces collines du Hsin Taung se retrouvent hors de la zone de juridiction officielle de la PNO : un « espace de vacance hégémonique » s'ouvre donc, que les Intha s'empressent d'investir, tandis que l'organisation pa-o s'efforce d'y maintenir son influence. C'est enfin selon cette optique que nous lisons les efforts de protection de l'environnement : lorsque les Intha s'opposent à la construction du *resort* Myanmar Naing Group dans une zone protégée ; lorsqu'ils plantent des arbres dans les rues de Nyaungshwé, ville dont ils sont progressivement évincés ; lorsqu'ils s'affirment avec virulence pour contrôler l'*Inle Lake Management Authority*, ils revendiquent en réalité leur droit à s'approprier l'espace et à décider de son usage.

Dans un paysage scientifique dominé en Birmanie par la question des conflits ethniques, des enjeux identitaires ou de la difficile transition politique, nous avons démontré que la recherche sur le tourisme n'est en rien frivole : elle vient au contraire révéler des dynamiques et des rapports de force qui sont loin d'être anodins, et éclairer sous un angle inédit les défis de la Birmanie post-dictatoriale. Le tourisme constitue donc bel et bien un « prisme d'observation » pertinent des sociétés (Raymond, 2004). Charge à nous, chercheurs, d'en reconnaître la portée et d'en affirmer la légitimité dans l'univers des études birmanes.





## BIBLIOGRAPHIE

### 1. Ouvrages consultés

အလုပ်သမားဌာန, 1968 : စံပြုလုပ်သားများအပန်းဖြေခန်းအင်လေးခေါင်တိုင်လမ်းညွှန်. Rangoun, 86 p.

ADAMS Kathleen M., 1997 : « Touting touristic primadonas : on tourism, ethnic negotiation and national integration in Sulawesi Indonesia » in PICARD Michel & WOOD Robert E., 1997 : *Tourism, Ethnicity, and the State in Asian and Pacific Societies*, pp. 155-180.

ADAMS Kathleen M., 2010 : « Courting and Consorting with the Global : the Local Politics of an Emerging World Heritage Site in Sulawesi, Indonesia », in HITCHCOCK Michael, KING Victor T. & PARNWELL Michael : *Heritage Tourism in Southeast Asia*, pp. 28-48.

ADB (Asian Development Bank), 2014 : *Myanmar : unlocking the potential. Country diagnostic study*. Manille, Asian Development Bank, 216 p.

AIREY David & CHONG King, 2011 : *Tourism in China : Policy and development since 1949*. Londres, Routledge, 352 p.

AKAISHI Fumiko, SATAKE Motoyoshi, OTAKI Masahiro & TOMINAGA Noriko, 2006 : « Surface water quality and information about the environment surrounding Inle Lake in Myanmar », *Limnology* 7, pp. 57-62.

ANDERSON Benedict R.O.A., 1983 : *Imagined Communities : Reflections on the Origin and Spread of nationalism*. Londres, Verso.

ANNANDALE Nelson, 1918 : « Introductory account of the Inle », *Records of the Indian Museum* XIV, pp.1-7.

APPADURAI Arjun, 1988 : « Putting Hierarchy in its Place », *Cultural Anthropology*, 3(1), pp. 36-49.

ASH John & TURNER Louis, 1975 : *The golden hordes. International tourism and the pleasure periphery*. Londres, Constable and Cy, 317 p.

AUNG Pearl & KHIN Pearl Aung : *Pearl of the East : a guide to Burma and its people*. Rangoun, Pearl publishers, 190 p.

AUTEUR INCONNU, 1943 : *Wonderful India and three of her beautiful neighbours : Ceylon, Burma, Nepal*. Bombay, The Times of India and Stasteman Book Dept, 509 p.

AYE Henri-André, 2009 : *The Shan conundrum in Burma*. Bangkok, White Lotus, 288 p.

AYE MYINT, 2007 : *An assessment on the development of tourism in the Inlay Lake area*. Thèse de doctorat en géographie, Université de Rangoun.

BENNETT Jonathan, 2008 : « The development of private tourism business activity in the transitional Vietnamese economy », in HITCHCOCK Michael, KING Victor T. & PARNWELL Michael (dir.), 2008 : *Tourism in Southeast Asia, Challenges and new directions*, pp. 146-164.

BERNOT Lucien & BRUNEAU Michel, 1972 : « Une population lacustre : les Intha du Lac Inle », *Journal d'agriculture tropicale et de botanique appliquée*, **XIX(10-11)**, pp. 402-441.

BERNOT Lucien, 2000 : *Voyage dans les sciences humaines. Qui sont les autres ?* Paris, presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 602 p.

BERRIANE Mohamed, 1989 : *Tourisme national et migrations de loisirs au Maroc, Etude géographique*. Thèse de doctorat en géographie, Université François Rabelais, Tours, 725 p.

BERTHO-LAVENIR Catherine, 1999 : « Suivre le guide ? », *Les cahiers de médiologie* **7(1)**, pp. 151-163.

BERTRAND Guillaume & RANGIN Claude, 2003 : « Tectonics of the western margin of the Shan plateau (central Myanmar) : implication for the India–Indochina oblique convergence since the Oligocene », *Journal of Asian Earth Sciences* **21**, pp. 1139–1157.

BOUKHRIS Linda, 2012 : « L'imaginaire touristique à l'épreuve du Costa Rica : entre 'voir' et 'faire' le territoire », *Vi@* **1**.

BOUKHRIS Linda & CHAPUIS Amandine, 2016 : « Circulations, espace et pouvoir - Penser le tourisme pour penser le politique », *L'espace politique* **28(1)**.

BOURDEAU **Philippe**, 2018 : « L'après-tourisme revisité », *Vi@* **13**.

BOUTRY Maxime & IVANOFF Jacques, 2008 : « De la segmentation sociale à l'ethnicité dans les suds péninsulaires ? », *Aséanie* **22**, pp. 11-46.

BOUTRY Maxime, 2011 : « Les frontières 'mouvantes' de Birmanie », *Moussons* **17**.

BOYER Deborah D., 2002 : « Picturing the other : Images of Burmans in imperial Britain », *Victorian Periodicals Review* **35(3)**, pp. 214-226.

BRAC DE LA PERRIERE Bénédicte, 2014 : « La question religieuse dans la Birmanie en transition ». IFRI : *Asie visions* **73**, 30 p.

BROOTEN Lisa & METRO Rosalie : « Thinking about ethics in Burma research », *The Journal of Burma Studies* **18(1)**, pp. 1-22.

BRUN Sophie & PARIS Sophie, 2014 : *Myanmar (Birmanie)*. Paris, Gallimard, 352 p.

BRUNEAU Michel 1991 : « Modèle spatiaux des Etats de l'Asie du Sud-Est continentale », *cahiers de géographie du Québec*, **94(35)**, pp. 89-116.

BRUNET Roger, FERRAS Robert & THERY Hervé, 1992 : *Les Mots de la géographie, dictionnaire critique*. Montpellier/Paris, GIP Reclus/La Documentation Française, 470 p.

BUCHANAN John, 2016 : *Militias in Myanmar*. Rangoun, The Asia Foundation, 70 p.

BUIJTENDIJK Harald, 2015 : *Value chain analysis tourist accomodation, Inlay Lake*. Rangoun, Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), 111 p.

BUIJTENDIJK Harald & TSCHUNKERT Kristina, 2016 : « Hotel industry expansion and sustainable development : A case study of Inle Lake, Myanmar », *Research in Hospitality Management* **6(1)**, pp. 9-23.

BURMA ACTION GROUP, 1996 : *Burma : the alternative guide*. Londres, Burma Action Group, 48 p.

BURMA OIL CORPORATION & BURMAH OIL COMPANY, 1962 : *Motor roads of Burma*. Rangoun, Burma Oil Corporation, 87 p.

BUSINESS INNOVATION FUND, 2017 : *Do No Harm. A Toolkit for the Tourism Industry*. Londres, 24 p.

BYRNE SWAIN Margaret, 2011 : « Commoditized Ethnicity for Tourism Development in Yunnan », in MICHAUD Jean & FORSYTH Tim (ed.) : *Moving Mountains : Ethnicity and Livelihoods in Highland China, Vietnam, and Laos*, pp. 173-192.

CABASSET Christine, 2000 : *Indonésie, le tourisme au service de l'unité nationale ? : la mise en scène touristique de la nation*. Thèse de doctorat en géographie, Université Paris 4, 366 p.

CABASSET-SEMEDO Christine, PEYVEL Emannelle, SACAREAU Isabelle & TAUNAY, Benjamin, 2010 : « De la visibilité à la lisibilité : le tourisme domestique en Asie ; Quelques réflexions à partir des cas chinois, indiens, vietnamiens et indonésiens », *Espace Populations Sociétés* **2(3)**, pp. 221-235.

CALLAHAN Mary P., 2003 : *Making enemies : war and state building in Burma*. Ithaca, Cornell University Press, 268 p.

CALLAHAN Mary P., 2007 : « Of Kyay-zu and kyet-su : the military in 2006 », in SKIDMORE Monique & WILSON Trevor (dir.) : *Myanmar, the state, community and the environment*, pp. 36-53.

CASTAÑEDA Quetzil E. & BURTNER Jennifer, 2010 : « Tourism as a Force for World Peace : The Politics of Tourism, Tourism as Governmentality, and the Tourism Boycott of Guatemala », *The Journal of Tourism and Peace Research* **1(2)**, pp. 1-21.

CAZES Georges, 1989 : *Les nouvelles colonies de vacances ? Le tourisme international à la conquête du Tiers-Monde*. Paris, L'Harmattan, 336 p.

CENTRAL STATISTICAL ORGANIZATION, 1991 : *Myanmar Statistical Yearbook 1991*. Rangoun, Central Statistical Organization, 280 p.

CENTRAL STATISTICAL ORGANIZATION, 1993 : *Myanmar Statistical Yearbook 1993*. Rangoun, Central Statistical Organization, 340 p.

CENTRAL STATISTICAL ORGANIZATION, 1997 : *Myanmar Statistical Yearbook 1997*. Rangoun, Central Statistical Organization 421 p.

CENTRAL STATISTICAL ORGANIZATION, 2003 : *Myanmar Statistical Yearbook 2003*. Rangoun, Central Statistical Organization, 441 p.

CENTRAL STATISTICAL ORGANIZATION, 2008 : *Myanmar Statistical Yearbook 2008*. Rangoun, Central Statistical Organization, 450 p.

CENTRAL STATISTICAL ORGANIZATION, 2011 : *Myanmar Statistical Yearbook 2011*. Rangoun, Central Statistical Organization 549 p.

CENTRE FOR PEACE AND CONFLICT STUDIES, 2011 : *2010 Myanmar general elections. Learning and Sharing for Future*, 115 p.

CHEESMAN Nick, SKIDMORE Monique & WILSON Trevor (ed.), 2010 : *Ruling Myanmar from Cyclone Nargis to national elections*. Singapour : Yusof Ishak Institute of Southeast Asia Studies, 325 p.

CHEESMAN Nick, FARRELLY Nicholas & WILSON Trevor (ed.), 2014 : *Debating democratization in Myanmar*. Singapour : Yusof Ishak Institute of Southeast Asia Studies, 381 p.

CHEESMAN Nick & FARRELLY Nicholas, 2016 : *Conflict in Myanmar : War, Politics, Religion*. Singapour : Yusof Ishak Institute of Southeast Asia Studies, 390 p.

CHEESMAN Nick, 2016 : « Myanmar and the promise of the political », in CHEESMAN Nick & FARRELLY Nicholas : *Conflict in Myanmar : War, Politics, Religion*, pp. 353-366.

CHEESMAN Nick 2017 : « How in Myanmar ‘National Races’ Came to Surpass Citizenship and Exclude Rohingya », *Journal of Contemporary Asia* **47(3)**, pp. 461-483.

CHHEANG Vannarith, 2008 : « The Political Economy of Tourism in Cambodia », *Asia Pacific Journal of Tourism Research* **13(3)**, pp. 281-297.

CHEONG So-Min & MILLER Marc L., 2000 : « Power and tourism. A Foucauldian Observation », *Annals of Tourism Research*, **27(2)**, pp. 371-390.

CHHIBBER Harband L., 1933 : *The physiography of Burma*. Londres, Longman, Green & Cie, 148 p.

CHIT HLAING F.K.L, 2007 : « Some remarks upon ethnicity theory and Southeast Asia, with special reference to the Kayah and the Kachin », in GRAVERS Mikael (dir.), 2007 : *Exploring ethnic diversity in Burma*, pp. 107-122.

CHRISTENSEN Russ & SANN KYAW, 2006 : *The Pa-O : Rebels and refugees*. Chiang Mai, Silkworm Books, 118 p.

CHRISTIE Clive J., 1994 : « British literary travellers in Southeast Asia in an era of colonial retreat », *Modern Asian Studies* **28(4)**, pp. 673-737.

CHURCH Andrew & COLES Tim, 2007 : *Tourism, power and space*. Londres : Routledge, 295 p.

CLAUZEL Céline 2008 : « Dynamiques et enjeux de l'agriculture en milieu lacustre : comparaison du lac Inlé (Birmanie) et des chinampas de Mexico (Mexique) », *VertigO* **8(3)**, 10 p.

COËFFE Vincent, PEBARTHE Hélène & VIOLIER Philippe, 2007 : « Mondialisations et mondes touristiques », *L'Information géographique* **71/2**, pp. 83-96.

COGGINS Chris & YEH Emily T., 2014 : *Mapping Shangri-La : Contested landscapes in the sino-tibetan borderlands*. Seattle, Washington University Press, 332 p.

COHEN Erik, 1988 : « Authenticity and commoditization in tourism », *Annals of Tourism Research* **15**, pp. 371-38.

COHEN Erik, 1989 : « 'Primitive and remote' hill tribe trekking in Thailand », *Annals of tourism research* **16**, pp. 30-61.

COHEN Erik, 2003 : « Backpacking : Diversity and Change », *Journal of Tourism and Cultural Change* **1(2)**, pp 95-110.

COUSIN Saskia, 2008 : « L'UNESCO et la doctrine du tourisme culturel. Généalogie d'un 'bon' tourisme », *Civilisations*, **57(1)**, pp. 41-56.

COUSIN Saskia, 2010 : « L'enquête à l'épreuve du tourisme », *Espacestems.net*.  
URL : <http://www.espacestems.net/articles/le-tourisme-a-epreuve-de-enquete/>

CRABOLU Gloria, 2015 : *Visitor Management at the Bagan Heritage Site. An evaluation of the current status with related recommendations*. Mémoire de Master en gestion touristique, Université de Breda pour les sciences appliquées, 79 p.

CRAVATTE Céline, 2006 : « La construction de la légitimité du tourisme solidaire, à la croisée de différents registres mobilisant le lien avec la 'population locale' », in DOQUET Anne & LE MENESTREL Sara (ed.), 2006 : *Tourisme culturel, réseaux et recompositions sociales*, pp. 31-44.

CROUCH Melissa, 2015 : « Ethnic rights and constitutional change : The constitutional recognition of ethnic nationalities in Myanmar/Burma », in HARDING A. (ed.) : *Constitutional Reform and Legal Change in Myanmar*.

DAVIS Hassoldt, 1942 : *Nepal, land of mystery : adventures in Burma, China, India and kingdom of Nepal*. Londres, R. Hale Ltd, 345 p.

DEAN Karin, 2007 : « Mapping the Kachin political landscape : constructing, contesting and crossing borders », in GRAVERS Mikael (dir.) : *Exploring ethnic diversity in Burma*, pp. 123-148.

DEBARBIEUX Bernard, 2012 : « Tourisme, imaginaires et identités : inverser le point de vue », *Vi@* **1**.

DEFERT Gabriel, 2008 : *Birmanie contemporaine*. Paris/Bangkok, Les Indes Savantes/IRASEC, 475 p.

DE KADT Emanuel, 1979 : *Tourism - Passport to Development ? Perspectives on the Social and Cultural Effects of Tourism in Developing Countries*. Oxford, Oxford University Press, 380 p.

DELACHET-GUILLON Claude, 2008 : « La Birmanie côté femme », in DEFERT Gabriel (dir.) : *Birmanie contemporaine*, pp. 105-122.

DEMANGET Magali & DUMOULIN David (dir.), 2010 : « Tourisme patrimonial et sociétés locales ». *Cahier des Amériques latines*, **65(3)**, 224 p.

DE MERSAN Alexandra, 2005 : « L'expression du particularisme arakanais dans la Birmanie contemporaine », *Moussons* **8**, pp. 117-141.

DESAINÉ Loïs, 2011 : *The politics of silence. Myanmar NGOs' ethnic, religious and political agenda*. Bangkok, IRASEC, 118 p.

DEVINE Jennifer A., 2014 : « Counterinsurgency ecotourism in Guatemala's Maya Biosphere Reserve », *Environment and Planning : Society and Space* **32**, pp. 984-1001.

DEVINE Jennifer A., 2016 : « Politics of Post-War Tourism in Guatemala : Contested Identities, Histories, and Futures », *L'Espace Politique* **28(1)**.

DIRECTOR OF INFORMATION, 1964 : *Burma national economy*. Rangoun, 172 p.

DISPLACEMENT SOLUTIONS, 2015 : *Land Acquisition Law and Practice in Myanmar*. Genève, 67 p.

DONNISON Frank. S.V, 1970 : *Burma*. Londres, Ernest Benn Ltd, 263 p.



DOQUET Anne & LE MENESTREL Sara (ed.), 2006 : « Tourisme culturel, réseaux et recompositions sociales ». *Autrepart* **40**, 190 p.

DOQUET Anne & EVRARD Olivier, 2008 : « Introduction », *Civilisations* **57**, pp. 9-22.

DOUGLAS Gavin, 2003 : « The Sokayeti Performing Arts Competition of Burma/Myanmar : Performing the Nation ». *The World of Music* **45(1)**, pp. 35-54.

DOUGLAS Gavin, 2005 : « Who's performing what ? State patronage and the transformation of Burmese music », in SKIDMORE Monique (éd.), 2005 : *Burma at the turn of 21<sup>st</sup> century*, pp. 229-247.

DOUGLAS Gavin, 2007 : « Myanmar's Nation-Building Cultural Policy : Traditional Music and Political Legitimacy ». *Senri Ethnological Reports* **65**, pp. 27-41.

DOUGLAS Gavin, 2013 : « Performing Ethnicity in Southern Shan State, Burma/Myanmar : The Ozi and Gong Traditions of the Myelat », *Ethnomusicology* **57(2)**, pp. 185-206.

DREYBRODT Joerg, 2014 : *Myanmar cave documentation project*, 12 p.  
URL : <http://www.myanmarcaves.com/reports>

DUHAMEL Philippe, KNAFOU Rémy, 2007 : « Le tourisme dans la centralité parisienne » in SAINT-JULIEN Thérèse, LE GOIX Renaud (ed.) : *La métropole parisienne. Centralités, inégalités, proximités*, pp. 39-64.

DUNFORD Michael R., 2019 : « Indigeneity, ethnopolitics, and taingyintha : Myanmar and the global Indigenous Peoples' movement », *Journal of Southeast Asian Studies*, **50(1)**, pp 51–67.

DUTERTRE J., 1904 : « Les Etats Shan du Sud ». *Revue indochinoise*. 1<sup>er</sup> semestre 1904, 1<sup>er</sup> tome.

EGRETEAU Renaud, 2004 : « Birmanie : la transition démocratique selon la junte », *Critique internationale*, **24(3)**, pp. 39-47.

EGRETEAU Renaud, 2009 : « Pékin et l'épine birmane : La relation entre la Chine et la Birmanie à l'épreuve », *Outre-Terre*, **21(1)**, pp. 259-265.

EGRETEAU Renaud, 2012 : « Birmanie ? la transition octroyée », *Études*, **416(3)**, pp. 295-305.

EGRETEAU Renaud et ROBINNE François (ed.), 2016 : *Metamorphosis. Studies in Social and Political Change in Myanmar*. Singapour, National University of Singapore, 428 p.

ELLIOTT Patricia, 1999 : *The white umbrella. A woman's struggle for freedom in Burma*. Bangkok, Post Books, 399 p.

ELSRUD Torun, 2001 : « Risk creation in traveling : Backpacker Adventure Narration ». *Annals of Tourism Research*, **28(3)**, pp. 597–617.

ENRIQUEZ Colin M., 1918 : *A Burmese loneliness. A tale of travel in Burma, the Southern Shan States and Keng Tung*. Calcutta, Thacker, Spink & co., 283 p.

EQUIPE MIT, 2002 : *Tourismes 1. Lieux communs*. Belin, Paris, 320 p.

EQUIPE MIT, 2005 : *Tourismes 2. Moments de lieux*. Belin, Paris, 352 p.

EQUIPE MIT, 2011 : *Tourismes 3. La révolution durable*. Belin, Paris, 332 p.

ERB Maribeth, 2001 : « Le tourisme et la quête de la culture à Manggarai ». *Anthropologie et Sociétés* **25(2)**, pp. 93–108.

EVRARD Olivier et LEEPREECHA Prasit, 2009 : « Staging the nation, exploring the margins: domestic tourism and its political implications in northern Thailand », in WINTER Tim, TEO Peggy et CHANG Ta Chung, 2009: *Asia on tour. Exploring the rise of Asian tourism*, pp. 239-252

FERGUSON Jane M., 2010 : « Sovereignty in the Shan State : case study of the United Wa State Army », in CHEESMAN Nick, SKIDMORE Monique et WILSON Trevor (ed.) : *Ruling Myanmar from Cyclone Nargis to national elections*, pp. 52-62

FERGUSON Jane M., 2014 : « The scramble for the Waste Lands. Tracking colonial legacies, counterinsurgency and international investment through the lens of land laws in Burma/Myanmar ». *Singapore Journal of Tropical Geography* **35**, pp. 295-311.

FERGUSON Jane M., 2015 : « Who's Counting ? Ethnicity, Belonging, and the National Census in Burma/Myanmar ». *Bijdragen tot de Taal-, Land- en Volkenkunde* **171**, pp. 1-28.

FRASER-LU Sylvia, 1988 : *Handwoven Textiles of South-East Asia*. Oxford, Oxford University Press, 229 p.

FRASER-LU Sylvia, 1994 : *Burmese crafts : past and present*. Oxford, Oxford University Press, 371 p.

FROMMENWILER Sonja, 2014 : *The Pa-o in myanmar: a value chain analysis in a region new to tourism*. Mémoire de licence en gestion touristique internationale. Ecole hôtelière de Lausanne, 142 p.

HARVEY David, « Le ‘Nouvel Impérialisme’ : accumulation par expropriation », *Actuel Marx*, **35(1)**, pp. 71-90.

FRANÇOIS Hugues, PERRIN-BENSAHEL Liliane et BOURDEAU Philippe, 2013 : *Fin(?) et confins du tourisme*. Paris, L’Harmattan, 228 p.

FRANKLIN Adrian, 2008 : « The tourism ordering », *Civilisations* **57(1-2)**, pp. 25-39.

FUKUYAMA Francis, 1992 : *La Fin de l'histoire et le Dernier Homme*, Paris, Flammarion, 452 p.

FURUICHI Takahisa, 2008 : *Catchment Processes and Sedimentation in Lake Inle, Southern Shan State, Myanmar*. Canberra, Australian National University, 69 p.

FURUICHI Takahisa, 2009 : « Land-use change in the Lake Inle catchment ». *Kyoto working papers on area studies* **26**, 12 p.

GAGNON Serge, 2007 : « L'intervention de l'État québécois dans le tourisme entre 1920 et 1940. Ou la mise en scène géopolitique de l'identité canadienne française », *Hérodote*, **127(4)**, pp. 151-166.

GANESAN Narayanan et KYAW YIN HLAING, 2007 : *Myanmar : State, Society and Ethnicity*. Singapour : Yusof Ishak Institute of Southeast Asia Studies, 311 p.

GARDNER Benjamin, 2012 : « Tourism and the politics of the global land grab in Tanzania : markets, appropriation and recognition », *The Journal of Peasant Studies* **39(2)**, pp. 377-402.

GAY Jean-Christophe, 2000 : « Deux figures du retranchement touristique : l'île-hôtel et la zone franche », *Mappemonde* **59**, pp. 10-16.

GIBERT Marie et PEYVEL Marie, 2016 : « Unpacking the figure of the backpacking neighbourhood Pham Ngu Lao in the making of Ho Chi Minh City ». *South East Asia Research* **24(4)** pp. 510–531.

- GIBLIN Béatrice, « Le tourisme : un théâtre géopolitique ? », *Hérodote*, **127(4)**, pp. 3-14.
- GILLEN Jamie, 2010 : « Off the record : segmenting informal discussions into viable methodological categories » in HALL Michael C. (dir.) : *Fieldwork in tourism. Methods, issues and reflections*, pp. 199-208.
- GLOBAL WITNESS, 2015 : *Jade : Myanmar's big State secret*. Londres, Global Witness Limited, 127 p.
- GOEURY David, 2013 : « Les espaces du mérite : enclavement, tourisme et mondialisation - Les cas de Zaouïat Ahansal (Haut-Atlas central, Maroc) et du Zanskar (Himalaya, Inde) », *Via@*. URL : <http://www.viatourismreview.net/Position3.php>
- GOLDEN MYANMAR, 1996, vol. 3(2). Rangoun, 65 p.
- GRABURN Nelson H.H, 1983 : « The anthropology of tourism », *Annals of tourism research* **10**, pp. 9-33.
- GRANDITS Hannes & TAYLOR Karin (dir.), 2010 : *Yugoslavia's sunny side. A history of tourism in socialism (1950s-1980s)*. Budapest, Central Europe University Press, 415 p.
- GRAVARI-BARBAS Maria et VESCHAMBRE Vincent, 2003 : « Patrimoine : derrière l'idée de consensus, les enjeux d'appropriation de l'espace et des conflits », in MELE Patrice, LARRUE Corinne et ROSEMBERG Muriel (dir.) : *Conflits et territoires*, pp. 67-82.
- GRAVARI-BARBAS Maria et JACQUOT Sébastien, 2012 : « Les géographes et les métiers du tourisme », *EchoGéo* **19**.
- GRAVERS Mikael, 2007 : « Introduction : Ethnicity against State – State against ethnic diversity ? », in GRAVERS Mikael (dir.), 2007 : *Exploring ethnic diversity in Burma*, pp. 1-33.
- GRET, 2017 : *Land tenure in rural lowland Myanmar*. Rangoun, GRET, 302 p.
- GRÜNEWALD Rodrigo de Azeredo, 2005 : « Pataxo Tourism Art and Cultural Authenticity » in ROBINSON Mike & SMITH Melanie (ed.) : *Politics, Power and Play : The Shifting Contexts of Cultural Tourism*, pp. 203-214.
- GUARDADO Marín Gustavo, « Développement touristique et appropriation foncière : le rôle des 'mafias agraires' à Tulum au Mexique », *Norois*, **247(2)**, pp. 31-47.

- GÜBELIN Eduard J., 1967 : *Birmanie, le pays des pagodes*. Zurich, Éditions Silva, 130 p.
- GUICHONNET Paul & RAFFESTIN Claude, 1974 : *Géographie des frontières*. Paris, Presses Universitaires de France, 223 p.
- GUIDE DU ROUTARD, 2006 : *Birmanie (Myanmar)*. Paris, Hachette
- GUIDE DU ROUTARD, 2014 : *Birmanie (Myanmar)*. Paris, Hachette, 368 p.
- GUIDE NELLES, 1997 : *Birmanie (Myanmar)*. Paris, 252 p.
- GULLON Emmanuel & DELACHET Claude, 1975 : *Birmanie*. Paris, Petite Planète, 189 p.
- HALL, Michael C. 1994 : *Tourism and Politics : Policy, Power and Place*. Chichester : Wiley, 238 p.
- HALL Michael C. & PAGE Stephen J. (dir.), 2000 : *Tourism in South and Southeast Asia : issues and cases*. New York, Butterworth-Heinemann, 293 p.
- HALL Michael C. & RINGER Greg, 2000 : « Tourism in Cambodia, Laos and Myanmar : From Terrorism to Tourism ? » in HALL Michael C. & PAGE Stephen J. (dir.) : *Tourism in South and Southeast Asia : issues and cases*, pp. 178-194.
- HALL Michael C. (dir.), 2010 : *Fieldwork in tourism. Methods, issues and reflections*. New York, Routledge, 322 p.
- HALL Michael C., 2011 : « researching the political in tourism », in HALL Michael C. (dir.), *Fieldwork in tourism. Methods, issues and reflections*, pp.39-54
- HANNS SEIDEL FOUNDATION, 2012 : *Myanmar Responsible tourism policy*. Rangoun, 27 p.
- HARDIN Garrett, 1968 : « The Tragedy of the Commons », *Science*, 162(3859), pp. 1243-1248.
- HARRISON David & SCHIPANI Steven, 2008 : « Tourism in the Lao People's Democratic Republic », in HITCHCOCK Michael, KING Victor T. & PARNWELL Michael, 2008 : *Tourism in Southeast Asia, Challenges and new directions*, pp.165-189.
- HENDERSON Joan C., 2003 : « The Politics of Tourism in Myanmar », *Current Issues in Tourism* **6(2)**, pp. 97-118.

HER MAJESTY'S TREASURY, 2008 : *Financial Sanctions Notification. Burma/Myanmar*. Londres, 4 p.

HILDEBRAND Arthur.H., 1887 : « Expedition into the Shan States ». Rangoun, Archives Nationales, réf. N°8696/AG 1-1 (C).

HILLALI Mimoun, « Du tourisme et de la géopolitique au Maghreb : le cas du Maroc », *Hérodote*, **127(4)**, pp. 47-63.

HITCHCOCK Michael, KING Victor T. & PARNWELL Michael, 2008 : *Tourism in Southeast Asia, Challenges and new directions*. Copenhague, Nordic Institute of Asian Studies (NIAS), 331 p.

HITCHCOCK Michael, KING Victor T. & PARNWELL Michael, 2010 : *Heritage Tourism in Southeast Asia*. Copenhague, Nordic Institute of Asian Studies (NIAS), 322 p.

HOERNER Jean-Michel, 2007 : « Le tourisme et la géopolitique », *Hérodote*, 127(4), pp. 15-28.

HOLROYD Megan, 2016 : « The political ecology of tourism development on Mount Kilimandjaro », in MOSTAFANEZHAD Mary, NORUM Roger, SHELTON Eric J. & THOMPSON-CARR Anna : *Political ecology of tourism. Community, power and the environment*, pp. 251-270.

HOLZBACHOVA Renata & BENET Philippe : *Bonjour la Birmanie Myanmar*. Lyon : éditions du Pélican, 145 p.

HOUTMAN Gustaaf, 1999 : *Mental Culture in Burmese Crisis Politics : Aung San Suu Kyi and the National League for Democracy*. Tokyo University of Foreign Studies, 392 p.

HOWARD Michael C., 1999 : *Textiles of the hill tribes of Burma*. Bangkok, White Lotus Press, 189 p.

HOWARD Michael C., 2005 : *Textiles of the highland peoples of Burma, volume II*. Bangkok, White Lotus Press, 371 p.

HTET HTET AUNG, 2017 : *Preserving the Cultural Heritage : Study of the Silversmith in Inlay Lake, Myanmar*. Mémoire en analyse urbaine et gestion, Université de Florence, 76 p.

HTUN NAING OO, SUTHEERAWATTHANA Pitch & TAKAYUKI Minato 2010 : « Comparison of Information Dissemination Methods in Inle Lake », *Applied Environmental Education & Communication* **9(1)**, pp. 58-74.

HUDSON Simon, 2007 : « To Go Or Not To Go ? Ethical Perspectives on Tourism in an 'Outpost of Tyranny' », *Journal of Business Ethics* **76**, pp. 385-396.

HUDSON-RODD Nancy & SEIN HTAY, 2010 : « Farmers, land and military rule in Burma » in CHEESMAN Nick, SKIDMORE Monique & WILSON Trevor (ed.) : *Ruling Myanmar from Cyclone Nargis to national elections*, pp. 147-167.

IMAGE DIPLOMACY, 2015 : *Branding guidelines*, 123 p.

INFO BIRMANIE, 2000 : *Birmanie, mode d'emploi*. Paris, Balland, 127 p.

INSTITUTE FOR INTERNATIONAL DEVELOPMENT (IID), 2012 : *Inlay lake conservation project : a plan for the future*. Rangoun, IID, 121 p.

INTERNATIONAL TRADE UNION CONFEDERATION, 2015 : *Foreign direct investment in Myanmar : What impact on human rights ?* Bruxelles : International Trade Union Confederation, 76 p.

ISLAM Tawhidul & ATKINS Peter, 2007 : « Indigenous Floating Cultivation : A Sustainable Agricultural Practice in the Wetlands of Bangladesh », *Development in Practice*, **17(1)**, pp. 130-136.

IVANOFF Jacques, 2011 : « Des périphéries 'utiles' », *Moussons* **17**.  
URL : <http://moussons.revues.org/503>

JARVIS Jeff T.R. & PEEL Victoria M., 2010 : « Flashpacking in Fiji : reframing the 'global nomad' in a developing destination », in HANNAM K. & DIEKMANN A. (dir.) : *Beyond packpaker tourism : mobilities and experiences*, pp. 21-39.

JAYAWARDENA Chandana L., 2003 : « Revolution to revolution : why is tourism booming in Cuba ? », *International Journal of Contemporary Hospitality Management*, **15(1)**, pp. 52-58.

JOLIAT Bernard, 1977 : *Birmanie, Inde, Népal*. Paris, Nathan, 198 p.

JOLLIFFE Kim, 2015 : *Ethnic Armed Conflict and Territorial Administration in Myanmar*. Rangoun, The Asia Foundation, 100 p.

KARENNI DEVELOPMENT RESEARCH GROUP, 2006 : *Dammed by Burma's generals. The Karenni experience with hydropower development from Lawpita to the Salween*, 81 p.

KARKI Seema et al., 2018 : « Impact of land use land cover change on ecosystem services : a comparative analysis on observed data and people's perception in Inle Lake, Myanmar », *Environmental Systems Research* **7(25)**

KASÜSKE Dörte, 2012 : *Community Participation in the Context of Transformation Processes : The Case of Responsible Tourism Development in Myanmar*. Mémoire de Master en tourisme, Université catholique d'Eichstätt-Ingolstadt, 85 p.

KEMPEL Susanne, CHAN MYAWE AUNG SUN and AUNG TUN, 2015 : *Myanmar Political Parties at a Time of Transition : Political party dynamics at the national and local level*. Rangoun, Pyoe Pin, 60 p.

KESSEL Joseph, 1955 : *La vallée des rubis*. Paris, Gallimard, 274 p.

KHIN OHNMAR AUNG, 2000 : *Nyaungshwe under the sawbwa administration in the Konbaung period (1752-1885)*. Mémoire de Master en Histoire, Université de Rangoun, 162 p.

KHIN THEIN WIN, 2010 : *Historical development of tourism in Myanmar (1994-2004)*. Thèse de doctorat en histoire, Université de Yangon, 153 p.

KHIN ZAW WIN, 2010 : « 2010 and the Unfinished Task of Nation-Building » in CHEESMAN Nick, SKIDMORE Monique & WILSON Trevor (ed.) : *Ruling Myanmar from Cyclone Nargis to national elections*, pp. 19-31.

KLEIN Jacques, 1979 : *Birmanie*. Paris, Hachette, 220 p.

KLEIN Wilhelm, 1981 : *Regards sur la Birmanie*. Paris, Errance, 335 p.

KLEIN Wilhelm, 1989 : *Le grand guide de la Birmanie*. Paris, Gallimard, 327 p.

KLINGBERG Travis, 2014 : « A routine discovery. The practice of place and the opening of the Yading Nature Reserve », in COGGINS Chris & YEH Emily T. (dir.) : *Mapping Shangri-La : Contested landscapes in the sino-tibetan borderlands*, pp. 75-94.

KO KO THETT, 2012 : *Responsible tourism in Myanmar : current situation and challenges*. Prague, Burma Center, 62 p.

KOPPENS Eline, 2015 : *Nyaungshwe, a small town in full development. An analysis of recent past, present, and possible futures*. Mémoire de licence de gestion du tourisme international, Université des sciences appliquées de Breda, 55 p.



KURZAC-SOUALI Anne-Claire, 2007 : « Rumeurs et cohabitation en médina de Marrakech : l'étranger où on ne l'attendait pas », *Hérodote*, 127(4), pp. 64-88.

KYAW KYAW OO, 2009. *Integrated basin management for lake environment*. Tokyo, JICA-ILEC, 12 p.

LACOSTE Yves, 2008 : « La géographie, la géopolitique et le raisonnement géographique », *Hérodote*, 130(3), pp. 17-42.

LALL Marie, 2016 : *Understanding Reform in Myanmar : People and Society in the Wake of Military Rule*. Londres, Hurst and Co. Ltd, 346 p.

LANGEAU Fabien, 2014 : *Rangoun et l'internationalisation par le tourisme : étude de cas à partir des circuits proposés par les agences de voyage dans l'ancienne capitale birmane*. Mémoire de Master de géographie, Université Paris 1 La Sorbonne, 136 p.

LAZZAROTTI Olivier, 2011 : *Patrimoine et tourisme. Histoires, lieux, acteurs, enjeux*. Paris, Belin, 280 p.

LEACH Edmund R., 1954 : *Political Systems of Highland Burma ; A Study of Kachin Social Structure*. Londres, Bell, 324 p.

LE BIGOT Brenda, 2016 : « Le 'tour du monde' des backpackers, voyage normalisé ? », *Vi@* **9**.

LEFEBVRE Henri, 1974 : « La production de l'espace », *L'Homme et la société* **31-32**, pp. 15-32.

LEICESTER Timothy, 2008 : « Conflits et enjeux identitaires dans le tourisme rural à Yangshuo, Chine », *Civilisations* **57**, pp. 223-241.

LEONG Laurence W.T. 1997 : « Commodifying Ethnicity : State and Ethnic Tourism in Singapore », in PICARD Michel & WOOD Robert E. : *Tourism, Ethnicity, and the State in Asian and Pacific Societies*, pp. 71-98.

LE RAMIER Gabriel, 1978 : *Birmanie*. Paris, Armand Colin, 275 p.

LEVY Jacques, 2007 : « La mondialisation : un événement géographique ». *L'Information géographique* **71(2)**, pp. 6-31.

LEWIS Norman, 1952 : *Golden Earth : Travels in Burma*. Londres, Jonathan Cape, 270 p.

LINNEKIN Jocelyn, 1997 : « Consuming Cultures : Tourism and the Commoditization of Cultural Identity in the Island Pacific » in PICARD Michel & WOOD Robert E. : *Tourism, Ethnicity, and the State in Asian and Pacific Societies*, pp. 215-250.

LINTNER Bertil, 1994 : *Burma in revolt. Opium and insurgency since 1948*. Oxford, Westview press, 514 p.

LISLE Debby, 2008 : « Humanitarian travels : ethical communication in Lonely Planet guidebooks », in CONSTANTINO et al. (dir.) : *Cultures and politics of global communication*, pp.155-172.

LOLOUM Tristan, 2015 : *Derrière la plage, les plantations. Ethnographie d'une « situation touristique » dans le Nordeste brésilien*. Thèse de doctorat en études du tourisme et en anthropologie sociale, Université de Lausanne, École des hautes études en sciences sociales.

LOLOUM Tristan & ALEDO Antonio, 2018 : « La fabrique d'un boom immobilier-touristique. Tourisme et spéculation dans le Nordeste brésilien (2000-2010) », *Norois* **247(2)**, pp. 15-30.

LONELY PLANET, 1982 : *Burma. A travel survival kit*. Victoria, Lonely Planet, 174 p.

LONELY PLANET, 1993 : *Myanmar (Burma)*. Paris, Lonely Planet, 171 p.

LONELY PLANET, 1996 : *Myanmar (Birmanie)*. Paris, Lonely Planet, 328 p.

LONELY PLANET, 2000 : *Myanmar (Birmanie)*. Paris, Lonely Planet, 480 p.

LONELY PLANET, 2008 : *Birmanie/Myanmar*. Paris, Lonely Planet, 416 p.

LONELY PLANET, 2009 : *Myanmar/Birmanie*. Paris, Lonely Planet, 405 p.

LONELY PLANET, 2011 : *Burma/Myanmar*. Auckland, Lonely Planet, 394 p.

LONELY PLANET, 2014 : *Myanmar (Burma)*. Londres, Lonely Planet, 422 p.

LONELY PLANET, 2017 : *Myanmar (Birmanie)*. Paris, Lonely Planet, 416 p.

LUBEIGT Guy, 1974 : « Les villages de la vallée de l'Irrawaddy (Birmanie Centrale) », *Etudes rurales* **53-56**, pp. 259-299.

LUBEIGT Guy, 1976 : *Le Palmier à sucre en Birmanie Centrale*. Thèse de IIIème cycle en géographie, Université de la Sorbonne, Paris, 197 p.

LUBEIGT Guy, 1987 : « Pèlerins et donateurs dans un monastère bouddhique de Birmanie », *Cahiers d'outre-mer* **157**, pp. 47-71.

LUBEIGT Guy, 1991 : « Aspects ethnogéographiques de la charité en milieu bouddhique birman », in *Aspects du monde tropical et asiatique (Hommage à Jean Delvert)*, pp. 113-132.

LUBEIGT Guy, 2001 : *La Birmanie : un pays modelé par le bouddhisme (essai de géographie religieuse et politique)*. Thèse d'Etat en géographie, Université Paris IV – La Sorbonne, 912 p.

LUBEIGT Guy, 2012 : *Nay Pyi Taw ; Une capitale royale pour l'armée Birmane*. Bangkok/Paris, Irasec/Les Indes Savantes, 185 p.

MAHROUSE Gada, 2016 : « War-Zone Tourism : Thinking Beyond Voyeurism and Danger » *ACME : An International Journal for Critical Geographies*, **15(2)**, pp. 330-345.

MALLET Laurent, « Le tourisme en Turquie : de la manne financière aux changements de mentalités », *Hérodote*, **127(4)**, pp. 89-102.

MANNIN Ethel, 1956: *The living lotus*. New York, Putman et fils, 320 p.

MAOZ Daria, 2006 : « The mutual gaze ». *Annals of Tourism Research*, **33(1)**, pp. 221–239.

MARIE DIT CHIROT Clément, 2011 : « De la confrontation sociale à l'attrait touristique, et réciproquement », *EspacesTemps.net*.

URL : <https://www.espacestemps.net/articles/de-la-confrontation-sociale-a-attrait-touristique/>

MARIE DIT CHIROT Clément (dir.), 2018 : « Recherche touristique : perspectives latino-américaines », *Norois* **247(2)**, 120 p.

MARK Siu Sue, 2016 : « Are the Odds of Justice 'Stacked' Against Them ? Challenges and Opportunities for Securing Land Claims by Smallholder Farmers in Myanmar », *Critical Asian Studies* **48(3)**, pp.443-460.

MAR LAR HTWE, 2008 : *Analysis of water pollution in freshwater Inle Lake based on eutrophication*. Thèse de doctorat en zoologie, Université de Rangoun, 99 p.

MARTIN Michael F., 2012 : *U.S. Sanctions on Burma*. Washington, Congressional Research Service, 29 p.

MARTINETTI Joseph, « Les tourments du tourisme sur l'île de Beauté », *Hérodote*, **127(4)**, pp. 29-46.

MATELSKI M., 2014 : « On sensitivity and secrecy : how foreign researchers and their local contacts in Myanmar deal with risk under authoritarian rule », *The Journal of Burma Studies*, **18(1)**, pp. 59-82.

MAUNG AUNG MYO, 2009 : *Building the Tatmadaw. Myanmar Armed Forces since 1948*. Singapour, Yusof Ishak Institute of Southeast Asia Studies, 255 p.

MAUNG THAWNGHMUNG Ardeth, 2003 : « Preconditions and prospects for democratic transition in Burma/Myanmar », *Asian Survey*, **43(3)**, pp. 443-360.

MAUNG THAWNGHMUNG Ardeth, 2011 : *Beyond armed resistance. Ethnonational politics in Burma (Myanmar)*. Policy Studies n°62. Honolulu, East-West Center, 67 p.

MCCANNELL Dean, 1976 : *The tourist. A new theory of the leisure class*. Berkeley, California University Press, 231 p.

MCCANNELL Dean, 1986 : « Tourisme et identité culturelle » *Communications* **43**, pp. 169-186.

MCCARTHY Gerard, 2016 : « Buddhist welfare and the limits of big 'P' politics in provincial Myanmar » in CHEESMAN Nick & FARRELLY Nicholas, 2016 : *Conflict in Myanmar : War, Politics, Religion*, pp. 313-332.

MCKHANN Charles F., 2001 : « Tourisme de masse et identité sur les marches sino-tibétaines », *Anthropologie et Sociétés* **25(2)**, pp. 35-54.

MCKINSEY INSTITUTE, 2013 : *Myanmar's moment : Unique opportunities, major challenges*. McKinsey & Company, 135 p.

MCLAREN Brian, 2006 : *Architecture and Tourism in Italian Colonial Libya : An Ambivalent Modernism*. University of Washington Press, 287 p.

MCLEOD Nikki, 2005 : « Cultural Tourism : Aspects of Authenticity and Commodification », in ROBINSON Mike & SMITH Melanie (ed.) : *Politics, Power and Play : The Shifting Contexts of Cultural Tourism*, pp. 177-190.

MEEHAN Patrick, 2011 : « Drugs, insurgency and state-building in Burma : Why the drugs trade is central to Burma's changing political order ». *Journal of Southeast Asian Studies*, **42(3)**, pp. 376–404.

MEEHAN Patrick & PLONSKI Sharri, 2017 : *Brokering the margins. A review of concepts and methods*. Working Paper No.1. SOAS and the University of Bath.

MELÉ Patrice (dir.), 2013 : *Conflits de proximité et dynamiques urbaines*, Presses Universitaires de Rennes, 434 p.

MENDELSON Edward, 1985 : « Baedeker's Universe », *Yale Review* **74**, pp. 386-403.

MENG Tan Teck, MENG Low Aik, WILLIAM John J. & POLUNIN Ivan P. (ed.), 1996 : *Business opportunities in Myanmar*. Singapour, Université de Nanyang, 330 p.

MICHALON Martin, 2014 : *Le jardinier et le pêcheur dans la mondialisation : le Lac Inlé (Birmanie), une région en transition*. Mémoire de Master en géographie, Université Lyon 2, 146 p.

MICHALON Martin, 2016 : « Les jardins flottants du lac Inlé (Birmanie) : la construction d'un paysage agricole et touristique original », [www.projetsdepaysage.fr](http://www.projetsdepaysage.fr).

MICHALON Martin, 2018 : « Comment (vraiment) comprendre la crise 'rohingya' ? », [www.diploweb.com](http://www.diploweb.com).

MICHALON Martin, 2018 : « Domestic Tourism and its spatiality in Myanmar : a dynamic and geographical vision ». *Asian Journal of Tourism Research* **3(1)**, pp. 116-158.

MICHALON Martin, GUNNELL Yanni, LEJOT Jérôme, MIALHE François & TOE AUNG, 2019 : « Accelerated degradation of Lake Inle (Myanmar): A baseline study for environmentalists and developers » *Land degradation & development* **30(8)**, pp. 928-941.

MICHALON Martin, 2019 : « Par-delà la protection de la nature et la 'culture touristique' : le territoire ? La nature comme levier politique dans la région du lac Inlé (Birmanie) », in COMETTI Geremia, LE ROUX Pierre, MANICONE Tiziana, MARTIN Nastassja (dir.) : *Au seuil de la forêt. Hommage à philippe descola. L'anthropologue de la nature*, pp. 703-718

MICHIO Takatani, 2007 : « Who are the Shan ? An ethnological perspective », in GRAVERS Mikael (dir.), 2007 : *Exploring ethnic diversity in Burma*, pp. 178-199.

MILAN **Pascale**, 2012 : « Contournement et instrumentalisation de l'identité culturelle Mosuo dans la rencontre touristique », *Vi@ 2*.

MINISTRY OF ENVIRONMENTAL CONSERVATION AND FORESTRY (MoECAAF), 2013 : *Nomination Form of Inlay Lake Biosphere Reserve*. Nay Pyi Taw, MoECAAF, 120 p.

MINISTRY OF ENVIRONMENTAL CONSERVATION AND FORESTRY (MoECAAF), 2014 : *Inle Lake long term restoration and conservation plan*. Nay Pyi Taw, MoECAAF, 137 p.

MINISTRY OF HOTELS AND TOURISM (MOHT), 1998 : *Visitor's guide to Myanmar, Golden Land*. Rangoun, Today Media, 37 p.

MINISTRY OF HOTELS AND TOURISM (MOHT), 2008 à 2019 : *Tourism statistics*. Nay Pyi Taw, MoHT, 2 p.

MINISTRY OF HOTELS AND TOURISM (MOHT), 2010 : *Explore Myanmar*. Nay Pyi Taw, MoHT, 85 p.

MINISTRY OF HOTELS AND TOURISM (MOHT), 2011 : *Visitor's guide, Shan State*. Nay Pyi Taw, MoHT, 20 p.

MINISTRY OF HOTELS AND TOURISM (MOHT), 2013 : *Myanmar Tourism Master Plan, 2013-2020, final draft report*. Nay Pyi Taw, MoHT, 83 p.

MINISTRY OF HOTELS AND TOURISM (MOHT) 2013 : *Policy on community involvement in tourism*. Nay Pyi Taw, MoHT, 48 p.

MINISTRY OF HOTELS AND TOURISM (MOHT), 2015 : *Myanmar Ecotourism Policy and Management Strategy*. Nay Pyi Taw, MoHT, 4 p.

MINISTRY OF HOTELS AND TOURISM (MOHT), 2015 : *Handbook*. Nay Pyi Taw, MoHT, 141 p.

MINISTRY OF IMMIGRATION AND POPULATION (MOIP), 2015 : *2014 Myanmar population and housing census, Union report*. Nay Pyi Taw, MoIP, 277 p.

MINISTRY OF TRADE DEVELOPMENT, 1965 : *Burma*. Rangoun, Ministry of trade development, 40 p.

MOISY C., 1964 : *Birmanie*. Paris, Editions Rencontres, 214 p.

MOLLARD Eric & WALTER Annie : *Agricultures singulières*. IRD éditions, 343 p.

MOORE Elizabeth 2009 : « Archaeology of the Shan Plateau : the Bronze to Buddhist transition », *Contemporary Buddhism : An Interdisciplinary Journal*, **10(1)**, pp. 91-110

MORTON Micah F. & BAIRD Ian G., 2019 : « From Hill tribes to Indigenous Peoples : The localisation of a global movement in Thailand » *Journal of Southeast Asian Studies*, **50(1)**, pp. 7–31.

MOSTAFANEZHAD Mary, NORUM Roger, SHELTON Eric J. & THOMPSON-CARR Anna : *Political ecology of tourism. Community, power and the environment*. New York, Routledge, 317 p.

MOWFORTH Martin & MUNT Ian, 1998: *Tourism and sustainability : development and tourism in the Third World*. New York, Routledge, 338 p.

MUNT Ian, 1994 : « The ‘Other’ Postmodern Tourism: Culture, Travel and the new middle classes » *Theory Culture Society* **11**, pp. 101-123.

MURRAY’S, 1901 : *Murray’s Travelbook to India, Burma and Ceylon*. Londres, 484 p.

MURRAY’S, 1909 : *Murray’s Travelbook to India, Burma and Ceylon*. Londres, 533 p.

MURRAY’S, 1913 : *Murray’s Travelbook to India, Burma and Ceylon*. Londres, 623 p.

MURRAY’S, 1926 : *Murray’s Travelbook to India, Burma and Ceylon*. Londres, 657 p.

MURRAY’S, 1938 : *Murray’s Travelbook to India, Burma and Ceylon*. Londres, 714 p.

MURRAY’S, 1949 : *Murray’s Travelbook to India, Burma and Ceylon*. Londres, 792 p.

MURRAY’S, 1962 : *Murray’s Travelbook to India, Burma and Ceylon*. Londres, 634 p.

MYA MAUNG, 1998 : *The Burma road to capitalism. Economic growth versus democracy*. Westport, Praeger, 320 p.

MYANMAR CENTRE FOR RESPONSIBLE BUSINESS (MCRB), 2015 : *Myanmar Tourism Sector Wide Impact Assessment*. Rangoun, MCRB, 232 p.

MYANMAR INSTITUTE FOR INTEGRATED DEVELOPMENT (MIID), 2014 : *Destination Management Plan for the Inlay Lake Region, 2014-2019*. Nay Pyi Taw, MoHT, 112 p.

MYANMAR PEOPLE ALLIANCE, 2016 : *Voice of the Shan State people for Peace and Transition to Democracy*. Rangoun, 130 p.

MYANMAR PERSPECTIVES, juin 1996 : « Myanmar wins the Gulliver de la révélation de l'année tourism award ». Rangoun, State Peace and Development Council, pp. 6-8.

MYANMAR PERSPECTIVES, novembre 1996 : « Visit Myanmar Year 1996 opens with fanfare ». Rangoun, State Peace and Development Council, pp. 66-69.

MYANMAR PERSPECTIVES, décembre 1996 : « Picturesque and enchanting Myanmar ». Rangoun, State Peace and Development Council, pp. 62-65.

MYANMAR PERSPECTIVES, février 1998 : « The industrious Intha of Inle Lake ». Rangoun, State Peace and Development Council, pp. 28-39.

MYANMAR PERSPECTIVES, avril 1998 : « Bridges to cross ». Rangoun, State Peace and Development Council, pp. 5-9.

MYANMAR PERSPECTIVES, février 2001 : « Servicemen of the Armed Forces participate in Nation building ». Rangoun, State Peace and Development Council, pp. 20-21.

MYANMAR PERSPECTIVES, février 2001 : « Nine key sites for the development of tourism in Myanmar ». Rangoun, State Peace and Development Council, pp. 46-48.

NAN WIN ZAW & INTRALAWAN Apisom 2013 : « Twenty years of land use and land cover change of Kalaw Chaung sub-watershed ». *Proceedings of Sustainable Development Conference*. Tomorrow People Association, pp. 295–314.

NATH Dewan M. 1960 : « Botanical survey of the Southern Shan States ». *JBRS, Fiftieth Anniversary 1*, pp. 157-418.

NATIONAL COMMISSION FOR ENVIRONMENTAL AFFAIRS (NCEA), 2006 : *Myanmar national environmental performance assessment, final report*. Rangoun, 323 p.

NAW Angelene : « Tourism development and Visit Myanmar Year », in MENG Tan Teck, MENG Low Aik, WILLIAM John J. & POLUNIN Ivan P. (ed.) : *Business opportunities in Myanmar*, pp. 265-274.

NETWORK FOR HUMAN RIGHTS DOCUMENTATION - BURMA, 2012 : *Report on the human rights situation in Burma*. Chiang Mai, 8 p.

NEUHAUS Jessamyn, 1997 : « Colonizing the coffee table : National Geographic magazine and erasure of difference in the representation of women », *American periodicals 7*, pp. 1-26.



NI NI AUNG, 2010 : *Assessment of Tourism at Ngapali Beach*, thèse de doctorat en géographie, Université de Rangoun.

NICHOLAS Khristopher, FANZO Jessica & MACMANUS Kytt, 2016 : « Palm Oil in Myanmar : A Spatiotemporal Analysis of the Effects of Industrial Farming on Biodiversity Loss ». *Global Health : Science and Practice* **6(1)**, pp. 210-222.

NICHOLLS Ron & HIGGINS-DESBIOLLES Freya, 2016 : « Ngarrindjeri Authority : A sovereignty approach to tourism », in MOSTAFANEZHAD Mary, NORUM Roger, SHELTON Eric J. & THOMPSON-CARR Anna : *Political ecology of tourism. Community, power and the environment*, pp. 1-18.

NOACK Georg, 2011 : *Local traditions, global modernities : dress, identity and the creation of public self-images in contemporary urban Myanmar*. Berlin : Regiospectra, 281 p.

NORA Pierre (dir.), 1989 : *Les lieux de mémoire*. Paris, Gallimard, 674 p.

NU YIN SOE, 1994 : *Population distribution in Southern Shan State*. Mémoire de Master en arts, Université de Rangoun.

NWE NWE WIN, 2009 : « The distribution of races and settlement patterns in Nyaungshwe tosnwhip ». Document de recherche, Université de Taunggyi, 60 p.

NYAN SINT, 2013 : *History of Inle Lake region*. Thèse de doctorat en histoire. Université de Mandalay, 162 p.

OAKES Timothy S., 1997 : « Ethnic Tourism in Rural Guizhou : Sense of Place and the Commerce of Authenticity », in PICARD Michel & WOOD Robert E. : *Tourism, Ethnicity, and the State in Asian and Pacific Societies*, pp. 35-70.

O'CONNOR V.C.S., 1904 : *The Silken East : a record of life and travel in Burma*. Londres, Hutchinson & co, 842 p.

OKAMOTO Ikuko, 2012 : « Coping and adaptation against decreasing fish resource: case study of fishermen in Lake Inle, Myanmar ». *Institute of Developing Economies (IDE) discussion paper* **329**, 28 p.

OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, 1995 : « La politique du terrain », *Enquête* **1**, 30 p.

PADILLA Art & MCELROY Jerome L., 2007 : « Cuba and Caribbean tourism after Castro », *Annals of Tourism Research*, **34(3)**, pp. 649-672.

PA-O YOUTH ORGANIZATION, 2011 : *Poison clouds. Lessons from Burma's largest coal project at Tigyit*. 53 p.

PARNWELL Michael, 2008 : « A Political Ecology of Sustainable Tourism in Southeast Asia », in HITCHCOCK Michael, KING Victor T. & PARNWELL Michael (dir.) : *Tourism in Southeast Asia, Challenges and new directions*, pp. 236-253.

PELEGGI Maurizio, 1996 : « National heritage and global Tourism in thailand ». *Annals of Tourism Research*, **23(2)**, pp. 432-448.

PELEGGI Maurizio, 2005 : « Consuming colonial nostalgia : The monumentalisation of historic hotels in urban South-East Asia », *Asia Pacific Viewpoint*, 46(3).

PERRY-HOBSON J.S. & LEUNG Roberta, 1997 : « Hotel Development in Myanmar : Politics and the human-resources challenge », *Cornell Hotel and Restaurant Administration Quarterly*, pp.60-71

PETIT FUTÉ, 2000 : *Le Guide de la Birmanie*. Paris, Nouvelles éditions de l'université, 214 p.

PEYVEL Emmanuelle, 2009 : *L'émergence du tourisme domestique au Vietnam : lieux, pratiques et imaginaires*. Thèse de doctorat en géographie, Université de Nice-Sophia Antipolis, 405 p.

PHILP Janette & MERCER David, 1999 : « Commodification of Buddhism in contemporary Burma », *Annals of tourism research*, 26(1), pp. 21-54.

PHYO THUZAR WIN, 2018 : *Effects of Ecotourism Benefits on Local Support for Conservation. A Case Study of Local Perceptions of Inlay Lake, Myanmar*. Mémoire de Master en gestion de ressources naturelles. Université norvégienne de science et technologie. 60 p.

PICARD Michel, 1992 : *Bali : Tourisme culturel et culture touristique*. Paris, L'Harmattan, 217 p.

PICARD Michel & WOOD Robert E., 1997 : *Tourism, Ethnicity, and the State in Asian and Pacific Societies*. Honolulu, Hawaii University Press, 271 p.

PICARD, Michel & MICHAUD Jean, 2001 : « Présentation : Tourisme et sociétés locales » *Anthropologie et Sociétés*, **25(2)**, pp. 5-13.

PNUD/OMT, 1986 : *Burma tourism development study, Phase 2, part 1. Draft report*. 83 p.  
Référence archives nationales de Rangoun : 4/18/40544

PNUD/OMT, 1987 : *Feasibility study for a 350-room hotel in Rangoon. Draft final report*.  
Référence archives nationales de Rangoun : 4/18/40714

PNUD/OMT, 1988 : *Burma tourism study, Phase II, Part 2. Executive summary*. 43 p.  
Référence archives nationales de Rangoun : 4/18/39588

PNUD, 2012 : *Quarterly report on Inle lake conservation and rehabilitation project*.  
Rangoun, PNUD, 135 p.

POWER Louise, 2010 : « Backpackers as a subculture ». *Socheolas : Limerick Student Journal of Sociology* **3(1)**, pp. 25-37.

PRASSE-FREEMAN P., 2014 : « Fostering an objectionable Burma discourse », *The Journal of Burma Studies*, 18(1), pp. 97-120.

RAYMOND Nathalie, 2002 : « Tourisme national et international dans des pays andins : quelles relations ? L'exemple du Pérou », *Bulletin de l'Institut français d'études andines*, **31(1)**

RAYMOND Nathalie, 2004 : « Los interrogantes que plantea América latina al estudio del fenómeno turístico », *TRACE* **45**, pp. 11-31.

REARDON Donald, 2004 : « Myanmar days : The qualms of a geographer in a pariah state », *Focus on geography*, été 2004, pp. 7-11

RÉAU Bertrand & POUPEAU Franck, 2007 : « L'enchantement du monde touristique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, **170(5)**, pp. 4-13.

REITH Samantha & NAURIGHT John, 2005 : « Ethics, economics and tourism : Myanmar as a case study », *Tourism Recreation Research* **30(2)**, pp. 81-85.

RICH Anna-Katherina, 2014 : *A Host society's perception of changes in its young peoples' cultural identity due to tourism : A case study in Bagan, Myanmar*. Mémoire de Master en études mondiales. Université de Göteborg, 76 p.

RICHTER Linda K., 1983 : « Tourism politics and political science. A Case of Not So Benign Neglect ». *Annals of Tourism Research* **10**, pp. 313-335.

RICHTER Linda K., 1989 : *The politics of tourism in asia*. Honolulu, Hawaii University Press, 309 p.

RICHTER Linda K., 1999 : « After Political Turmoil : The Lessons of Rebuilding Tourism in Three Asian Countries », *Journal of Travel Research* **38** : pp. 41-45.

RICHTER L., 2008 : « Tourism policy-making in Southeast Asia : a twenty-first century perspective », in HITCHCOCK Michael, KING Victor T. & PARNWELL Michael (dir.) : *Tourism in Southeast Asia, Challenges and new directions*, pp. 132-145.

RISSE Gary, KHER OUM & SEIN HTUN, 2003 : *Running the gauntlet. The impact of internal displacement in southern shan state*. Bangkok, Chulalongkorn University, 115 p.

ROBINNE François, 1998 : « Les immigrés intha, la transhumance des buffles et la circumnavigation bouddhique du lac Inlé », *Etudes birmanes* **9**, pp. 333-370.

ROBINNE François, 2000 : *Fils et maîtres du mac. Relations interethniques dans l'Etat Shan de Birmanie*. Paris, CNRS éditions, 364 p.

ROBINNE François & SADAN Mandy (ed.), 2007 : *Social Dynamics in the Highlands of Southeast Asia*. Leiden, Brill, 331 p.

ROBINNE François, 2011 : « Paysages de l'hybridité en Birmanie », *Moussons* [En ligne]. URL : <http://moussons.revues.org/517>

ROBINNE François, 2018 : Dépasser l'altérité et se libérer de la peur. Article inédit, 19 p.

ROLLY Mika, 1982 : *Pa-Oh people*. Chiang Mai : Dūang Kamon, 92 p.

SABRIÉ M., 2015 : *Le fleuve Irrawaddy, facteur d'intégration de la Birmanie ?* Thèse de doctorat en géographie à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 467 p.

SACAREAU Isabelle, 1997 : *Porteurs de l'Himalaya : le trekking au Népal*. Paris, Belin, 271 p.

SACAREAU Isabelle, 2006 : *Tourisme et sociétés en développement, une approche géographique appliquée aux montagnes et sociétés des pays du Sud*. Habilitation à Diriger des Recherches, Université de la Sorbonne, 466 p.

SACAREAU Isabelle, 2007 : « Au pays des bons sentiments : quelques réflexions critiques à propos du tourisme solidaire », *Téoros* **26(3)**, pp. 6-14.

SACAREAU Isabelle, TAUNAY Benjamin & PEYVEL Emmanuelle (dir.), 2015 : *La mondialisation du tourisme : les nouvelles frontières d'une pratique*. Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 264 p.

SADAN Mandy, 2007 : « Constructing and contesting the category 'Kachin' in the colonial and post-colonial Burmese State », in GRAVERS Mikael (dir.) : *Exploring ethnic diversity in Burma*, pp. 34-76

SAFMAN Rachel M., 2007 : « Minorities and State-building in mainland Southeast Asia », in GANESAN Narayanan & KYAW YIN HLAING : *Myanmar : State, Society and Ethnicity*, pp. 30-69.

SAID Edward, 1978 : *Orientalism*. New York, Pantheon Books, 368 p.

SALAZAR Noël B., 2010 : *Envisioning Eden : Mobilizing Imaginaries in Tourism and Beyond*. New York, Berghahn Books, 220 p.

SALAZAR N., 2012 : « Tourism Imaginaries: A Conceptual Approach », *Annals of Tourism Research* **39 (2)**, pp.863-882.

SALEM-GERVAIS Nicolas, 2018 : « Teaching Ethnic Languages, Cultures and Histories in Government Schools today : Great Opportunities, Giant Pitfalls ? » *Oxford Tea Circle*, 1er, 2 et 4 octobre 2018.

SALEM-GERVAIS Nicolas & RAYNAUD Maël, 2019 : « Promising Developments and Daunting Challenges in Using Ethnic Minority Languages in Formal Education. » *Oxford Tea Circle*, 23,24 et 25 septembre 2019.

SAMRANJIT Pongtip (ed.), 2015 : *Land Grabbing and Impacts to Small Scale Farmers in Southeast Asia Sub-Region*. Local Act Thailand, 50 p.

SAN THEIN, PYAE SONE & DIEPART Jean-Christophe, 2017 : « Transparency Under Scrutiny. Information disclosure by the Parliamentary Land Investigation Commission in Myanmar ». *MRLG Case Study Series 1*. Vientiane : Mekong Region Land Governance. 10 p.

SAO SANDA, 2008 : *The moon princess : memories of the Shan States*. Bangkok : River Books, 309 p.

SAO TZANG YAWNGHWE, 1987 : *The Shan of Burma : Memoirs of a Shan in exile*. Singapour, Yusof Ishak Institute of Southeast Asia Studies, 275 p.

SARRASIN Bruno, 2007 : « Géopolitique du tourisme à Madagascar : de la protection de l'environnement au développement de l'économie », *Hérodote*, 127(4), pp. 124-150.

SAUNG HSU PYAE KYAW, 2018 : *Inventory survey on ancient religious structures in Samka area, southern shan state*. Mémoire de Master en architecture, Université de Mandalay, 215 p.

SAW KHAING, 2018 : *Challenges of tourism development in Inlay lake, myanmar*. Mémoire de Master en développement et gouvernance Université BRAC de Dacca, 76 p.

SAW YU MAY (2007). *Changes of water quality and water surface area in Inle Lake : Facts and perception*. Thèse de doctorat en géographie, Université de Rangoun, 166 p.

SCHOBER Juliane S., 1989 : *Paths to enlightenment : Theravada Buddhism in Upper Burma*. Thèse de doctorat, Université de l'Illinois

SCHOTT Barbara, 2018 : *Development Plan for the Pa-O Self-Administered Zone. Tourism Sector Assessment*. Rangoun, Myanmar Institute for Integrated Development, 35 p.

SCOTT James C., 1985 : *Weapons of the Weak. Everyday Forms of Peasant Resistance*. New Haven, Yale University Press, 389 p.

SCOTT James C., 2009 : *The Art of Not Being Governed. An Anarchist History of Upland Southeast Asia*. Yale, Yale University Press, 464 p.

SCOTT John G. & HARDIMAN John P., 1900 : *Gazetteer of Upper Burma and the Shan States, partie 1 vol. 1*. Rangoun, 727 p.

SCOTT John G. & HARDIMAN John P., 1901 : *Gazetteer of Upper Burma and the Shan States, partie 2 vol. 3*. Rangoun, 437 p.

SELTH Andrew, 2008 : « Populism, Politics and Propaganda : Burma and the Movies ». *Working paper series n°100*, City University of Honk Kong, 31 p.

SELTH Andrew, 2010 : « Modern Burma Studies : A Survey of the Field » ; *Modern Asian Studies* **44(2)**, Cambridge University Press, pp. 401-440

SELTH Andrew, janvier 2015 : « Kipling, “Mandalay” and Burma in the popular imagination », *working paper series n°161*, City University of Honk Kong, 24 p.

SELTH Andrew, février 2015: « Orientalism, ‘Burma girls’ and Western music », *Working paper series n°165*, City University of Honk Kong, 29 p.

SELTH Andrew, 2015 : *Burma (Myanmar) since the 1988 uprising : a select bibliography*. Brisbane, Griffith Asia Institute, 108 p.

SELTH Andrew, 11 juillet 2016 : « Colonial-era pulp fiction portrays 'technicolor' Myanmar », *Nikkei Asian Review*. URL: <http://asia.nikkei.com/Life-Arts/Arts/Colonial-era-pulp-fiction-portrays-technicolor-Myanmar>

SHAPIRO Michael J., 2007 : « The New Violent Cartography », *Security Dialogue* **38(3)**, 23 p.

SIDLE Roy, ZIEGLER Alan D. & VOGLER John B., 2007 : « Contemporary changes in open water surface area of Lake Inle, Myanmar », *Sustainable Sciences* **2**, pp.55–65.

SIKOR Thomas & LUND Christian, 2009 : « Access and Property : A Question of Power and Authority », *Development and Change* **40(1)**, pp. 1-22.

SIMON Françoise L., 1995 : « Tourism development in transition economies : the Cuba case ». *Columbia Journal of World Business* **30(1)**, 26 p.

SKIDMORE Monique (éd.), 2005 : *Burma at the turn of 21<sup>st</sup> century*. Honolulu, Hawaii University Press, 312 p.

SKIDMORE Monique & WILSON Trevor (ed.), 2007 : *Myanmar, the state, community and the environment*. Canberra, Australian National University Press, 301 p.

SMITH Martin, 1991 : *Burma : Insurgency and the politics of ethnicity*. Londres, Zed Books, 521 p.

SMITH Martin, 1994 : *Ethnic Groups in Burma : Development, Democracy and Human Rights*. Londres, Anti-Slavery International, 139 p.

SOE TINT, 2007 : *Analysis of Tourism Development in Bagan Archaeological Zone*. Thèse de doctorat de géographie, Université de Rangoun, 145 p.

SOUTH Ashley, 2008 : *Ethnic politics in Burma : states of conflict*. Londres, Routledge, 277 p.

SPIVAK Gayatri C., 1987 : *In other worlds. Essays in cultural politics*. Londres, Methuen, 309 p.

SPREIZHOFER Günter, 2004 : « Tourism in Southeast Asia. New local development chances through individual backpacking ? » *Internationales Asienforum* **35(1-2)**, pp. 63-83.

STADTNER Donald, 2011 : *Sacred sites of Burma : myth and folklore in an evolving spiritual realm*. Bangkok : River Books. 348 p.

STASZAK Jean-François, 2006 : « Voyage et circulation des images : du Tahiti de Loti et Gauguin à celui des voyageurs », *Sociétés et Représentations* **21**, pp. 78-99.

STASZAK Jean-François, 2008 : « L'exotisme », *Le Globe* **148**, pp. 7-30.

STEINBERG David I., 2007 : « Legitimacy in Burma/Myanmar : concepts and implications » in GANESAN Narayanan & KYAW YIN HLAING : *Myanmar : State, Society and Ethnicity*, pp. 109-142.

STEINBERG David I., 2010 : *Burma/Myanmar : what everyone needs to know*. Oxford, Oxford University Press, 256 p.

STEINBERG David I., 2011 : *Myanmar's perpetual dilemma : ethnicity in a 'discipline-flourishing democracy'*. Honolulu, East-West center, 9 p.

STEVENS Jacques, 1987 : *Somptueuse et fascinante Birmanie*. Vaulx-en-Velin, Fot, 93 p.

STORDAHL Al, 2008 : « Le Myanmar et l'économie-monde », in Defert G. (dir.) : *Birmanie contemporaine*, pp. 257-275.

STROBEL Mathias, TÉTART Frank, 2007 : « Le tourisme en Antarctique : un enjeu géopolitique ? », *127(4)*, pp. 167-177.

STURTEVANT William C., 1970 : « Agriculture on artificial islands in Burma and elsewhere ». *Proceedings of the VIIIth international congress of anthropological and ethnological sciences* **3**, pp. 11-13.

SUNTIKUL Wantanee, BUTLER Richard & AIREY David, 2010 : « Vietnam's Heritage Attractions in Transition » in HITCHCOCK Michael, KING Victor T. & PARNWELL Michael : *Heritage Tourism in Southeast Asia*, pp. 202-220.



TAPPE Oliver, 2011 : « Memory, tourism and development : changing sociocultural configurations and upland-lowland relations in Houaphan province, Lao PDR ». *SOJOURN : Journal of Social Issues in Southeast Asia* **26(2)**, pp. 174-195.

TAUNAY Benjamin, 2009 : *Le tourisme intérieur chinois : approche géographique à partir de provinces du sud-ouest de la Chine*. Thèse de doctorat en géographie, Université de La Rochelle.

TAYLOR Robert H., 2015 : « Refighting Old Battles, Compounding Misconceptions: The Politics of Ethnicity in Myanmar Today ». *ISEAS Perspective* **12**, 16 p.

TCHOUKARINE Igor, 2010 : « The Yugoslav road to international tourism. Opening, decentralization and propaganda in the early 1950s », in GRANDITS Hannes & TAYLOR Karin (dir.) : *Yugoslavia's sunny side. A history of tourism in socialism (1950s-1980s)*, pp. 107-135.

TEO Peggy & LI Lim Hiong, 2003 : « Global and local interactions in tourism », *Annals of Tourism Research* 30(2), pp. 287–306.

TEO Peggy & CHANG Ta Chung, 2009 : « Singapore's postcolonial landscape: boutique hotels as agents », in WINTER Tim, TEO Peggy & CHANG Ta Chung, 2009: *Asia on tour. Exploring the rise of Asian tourism*, pp. 81-96.

THAW BI DA, 1955 : *Phaung Daw Oo Thamaing*. Rangoun, 70 p

THEINGI MYINT, KHIN NYEIN SAN & AUNG PHYO : *Lotus Fiber Value Chain in Myanmar*. Rangoun, Helvetas, 43 p.

THEIN HTOO, 2015 : *A geographical assessment on tourism industry in Taunggyi district*. Thèse de doctorat en géographie, Université de Mandalay, 164 p.

THIDAR SOE, 1997 : *Socio-economic life of the Intha in the Konbaung period (1782-1885)*. Mémoire de Master en Arts, Université de Rangoun.

THIDAR WIN, 1996 : *Floating island agriculture (ye-chan) of Inle Lake*. Mémoire de Master en géographie. Université de Rangoun.

THIN NWE HTWE, MYO KYWE, ANDREAS BUERKERT & BRINKMANN KATJA, 2014 : « Transformation processes in farming systems and surrounding areas of Inle Lake, Myanmar, during the last 40 years ». *Journal of Land Use Science*.

TOURNIER Abel, 2007 : « L'inclusion asiatique de la Birmanie » *Matériaux pour l'Histoire de Notre Temps* **88(4)**, pp.52-59.

TRANSNATIONAL INSTITUTE (TNI), 2015 : *Ethnic Politics and the 2015 Elections in Myanmar*. Myanmar Policy Briefing n°16, 23 p.

TSARTAS Paris, 1998 : *La Grèce : du tourisme de masse au tourisme alternatif*. Paris, L'Harmattan, 237 p.

TUN MYINT, 2007 : « Environmental Governance in the SPDC's Myanmar », in SKIDMORE Monique & WILSON Trevor, 2007 : *Myanmar, the state, community and the environment*, pp. 189-215.

TURNELL Sean, 2007 : « Myanmar's economy in 2006 » in SKIDMORE Monique & WILSON Trevor : *Myanmar, the state, community and the environment*, pp. 36-53

TURNELL Sean, 2011 : « Myanmar in 2010 : Doors open, doors close ». *Asian Survey* **51(1)**, pp. 148-154

TURNELL Sean, 2014 : « The glass has water : a stock-take of Myanmar's economic reforms », in CHEESMAN Nick, FARRELLY Nicholas & WILSON Trevor (ed.) : *Debating democratization in Myanmar*, pp. 181-204.

URBAIN Jean-Didier, 1991 : *L'Idiot du voyage : Histoires de touristes*. Paris, Plon. 271 p.

URRY J., 1990 : *The tourist gaze : leisure and travel in contemporary societies*. Londres, Sage Publications, 180 p.

VALENTIN Andrea, 2008 : « Boycotting Burma in 2007 – Has the Debate Changed in any Way ? » *Pacific News* **29**.

VALENTIN Andrea, 2009 : *The role of political awareness in backpacker destination decision-making : A case study of Burma travel boycott*. Thèse de doctorat en philosophie, Université d'Otago, 393 p.

VALENTIN Andrea, 2014 (dir.) : *Tourism Survey Report : Results and Analysis from a comprehensive visitor survey conducted in March 2014*. Nay Pyi Taw, MoHT, 56 p.

VANDERGEEST Peter & PELUSO Nancy Lee, 1995 : « Territorialization and State Power in Thailand », *Theory and Society* **24(3)**, pp. 385-426.

VARUTTI Marzia, 2011 : « Miniatures of the nation : ethnic minority figurines, mannequins and dioramas in Chinese museums », *Museum and society* **9(1)**, pp. 1-16.

WAI PHYO MYINT, 2015 : « Hotel zones in Myanmar: an update ». Présentation pour le compte du Myanmar Center for Responsible Business.

WALTON Matthew J., 2017: « Has the NLD learned nothing about ethnic concerns ? » *Oxford Tea Circle*, 29 mars 2017.

WEIR Peter, 1998: *The Truman Show*. Paramount Pictures, 103 min.

WIN KANBAWZA, 1977 : *Traveller's guide to Burma*. Rangoun, YMCA, 164 p.

WINICHAKUL Thongchai, 1994 : *Siam mapped. A history of the geo-body of a nation*. Honolulu, University of Hawaii press, 228 p.

WINTER Tim, TEO Peggy & CHANG Ta Chung, 2009: *Asia on tour. Exploring the rise of Asian tourism*. Londres, Routledge, 360 p.

WOOD Robert E., 1997 : « Tourism and the State : Ethnic Options and Constructions of Otherness », in PICARD Michel & WOOD Robert E. : *Tourism, Ethnicity, and the State in Asian and Pacific Societies*, pp. 1-34.

WOODS Kevin, 2011 : « Ceasefire capitalism: military–private partnerships, resource concessions and military–state building in the Burma–China borderlands ». *The Journal of Peasant Studies* **38(4)**, pp. 747-770.

WOODTHORPE R.G., 1897 : « Some Account of the Shans and Hill Tribes of the States on the Mekong », *The Journal of the Anthropological Institute of Great Britain and Ireland* **26**, pp. 13-28.

WORLD TRAVEL AND TOURISM COUNCIL (WTTC), 2015 : *Travel and tourism. Economic impact 2015. Myanmar*. Londres, WTTC, 25 p.

YAN NYEIN AYE, 2000 : *Endeavours of the Myanmar Armed Forces Government for national reconsolidation*. Rangoun, U Aung Zaw, 109 p.

YING Li-Hua, 2014 : « Vital margins. Frontier poetics and landscapes of ethnic identity », in COGGINS Chris & YEH Emily T. : *Mapping Shangri-La : Contested landscapes in the sino-tibetan borderlands*, pp. 27-50.

YUE, Ricky, 2015 : *Warlord's Learning Curve : A Case Study of the Pa-O Self Administered Zone*. University of Hong Kong, 11 p. URL: [http://www.burmalibrary.org/docs21/Yue-Ricky-2015-Warlord's\\_Learning\\_Curve\\_A\\_Case\\_Study\\_of\\_the\\_Pa-O\\_Self\\_Administrated\\_Zone-en.pdf](http://www.burmalibrary.org/docs21/Yue-Ricky-2015-Warlord's_Learning_Curve_A_Case_Study_of_the_Pa-O_Self_Administrated_Zone-en.pdf)

YUE Ricky, 2016 : « Pacifying the margins. The Pa-O Self-Administered Zone and the political order in Southern Shan State », in CHEESMAN Nick & FARRELLY Nicholas, 2016 : *Conflict in Myanmar : War, Politics, Religion* pp. 91-119.

## 2. Médias consultés en ligne

7 *Daily News*, 23 juin 2016 : « *Lonely Planet* 'the best destination award 2015' : winner Myanmar » : [https://www.burmeseclassic.org/news\\_detail.php?id=3599&type=3](https://www.burmeseclassic.org/news_detail.php?id=3599&type=3)

*ABC*, 20 novembre 2017 : « Should tourists still visit Myanmar despite the violence towards the Rohingya ? » : <https://www.abc.net.au/news/2017-11-20/should-tourists-boycott-myanmar-again/9161376>

*Asian Correspondent*, 22 novembre 2012: «Is the world's largest tiger reserve a front for Burma's cronies? » : <https://asiancorrespondent.com/2012/11/is-the-worlds-largest-tiger-reserve-a-front-for-burmas-cronies/>

*BNI Online*, 1<sup>er</sup> juillet 2010 : « Pa-O party faces problems with local villagers » : <https://e-archive.bnionline.net/index.php/news/shan/8865-pa-o-party-faces-problems-with-local-villagers.html>

*BNI Online*, 1<sup>er</sup> septembre 2017 : « Shan farmers take land grab grievances to State Hluttaw committee » : <https://www.bnionline.net/en/news/shan-state/item/3446-shan-farmers-take-land-grab-grievances-to-state-hluttaw-committee.html>

*Burma Link*, 18 octobre 2018 : « Unintentional clashes break out between RCSS and PNLO in Southern Shan State » : <https://www.burmalink.org/unintentional-clashes-break-out-between-rcss-pnlo-in-southern-shan-state/>

*Christian Science Monitor*, 8 décembre 1995 : « For the political tourist, a guide to Burma » :  
<http://www.burmalibrary.org/reg.burma/archives/199512/msg00081.html>

*Eleven Myanmar*, 5 avril 2015 : « Ministry aims to boost Nay Pyi Taw tourism » :  
<http://eu-myanmar.org/ministry-aims-boost-nay-pyi-taw-tourism/>

*Eleven Media*, 10 février 2018 : « Myanmar parliament discusses possible casino business » :  
<https://www.shwemyanmar.info/news/Myanmar-parliament-discusses-possible-casino-business-6069.html>

*Eleven Media*, 6 janvier 2019 : « မူလ နန်းပန်မြို့နယ် ပြန်လည်ရရှိရန် ပြည်သူ့ထုထွေဆုံးပွဲ ပြုလုပ်ပြီး ဝန်ကြီးချုပ်မှတစ်ဆင့် နိုင်ငံတော်သမ္မတထံ တင်ပြထားဟုဆို » : <https://news-eleven.com/article/68425>

*Frontier Myanmar*, 18 août 2016 : « Fudging the figures on a stagnant tourism industry » :  
<https://frontiermyanmar.net/en/fudging-the-figures-on-a-stagnant-tourism-industry>

*Frontier Myanmar* 31 octobre 2016 : « Hotel policy is broken ; Here’s how to fix it » :  
<https://frontiermyanmar.net/en/hotel-policy-is-broken-heres-how-to-fix-it>

*Frontier Myanmar*, 9 janvier 2017: « Despite obstacles, great expectations from business community » : <https://frontiermyanmar.net/en/despite-obstacles-great-expectations-from-business-community>

*Frontier Myanmar*, 20 décembre 2018 : « The misrule of Inle Lake » :  
<https://frontiermyanmar.net/en/the-misrule-of-inle-lake>

*Global New Light of Myanmar*, 2 novembre 2016 : « Mahn Win Khaing Than attends first Intha National Day » : <http://www.globalnewlightofmyanmar.com/mahn-win-khaing-than-attends-first-intha-national-day/>

*Global Post*, 15 juillet 2013 : « Inle Lake : an environmental catastrophe with government nowhere to be found » : <https://www.pri.org/stories/2013-07-15/inle-lake-environmental-catastrophe-government-nowhere-be-found>

*Irish Times*, 17 mai 2018: « Myanmar’s Inle Lake: an ecosystem fighting to survive »  
<https://www.irishtimes.com/news/science/myanmar-s-inle-lake-an-ecosystem-fighting-to-survive-1.3490626>

*Lonely Planet* : « Best of : Les 10 pays à visiter en 2017 » :  
<https://www.lonelyplanet.fr/article/les-10-pays-visiter-en-2017>

*Mizzima*, 28 janvier 2014 : « President approves Inle Lake conservation authority » :  
<http://archive-3.mizzima.com/mizzima-news/environment/item/10855->

*Myanmar Times*, 4 octobre 2010 : « Inn ethnic party campaigns in more than 200 villages » :  
<https://www.mmtimes.com/national-news/4813-inn-ethnic-party-campaigns-in-more-than-200-villages.html>

*Myanmar Times*, 4 octobre 2010 : « Pa-O party plans for political presence outside Shan State » :  
<https://www.mmtimes.com/national-news/4811-pa-o-party-plans-for-political-presence-outside-shan-state.html>

*Myanmar Times*, 25 février 2013 : « Seven charged over Inle Lake Hotel Zone protest » :  
<https://www.mmtimes.com/national-news/4195-seven-charged-over-hotel-zone-protest.html>

*Myanmar Times*, 11 mars 2013 : « Room shortages and overpricing threaten tourism industry » :  
<https://www.mmtimes.com/lifestyle/travel/4590-room-shortages-threaten-tourism-industry.html>

*Myanmar Times*, 9 septembre 2013 : « Acrimony ahead of Intha Day » :

<https://www.mmtimes.com/national-news/8122-acrimony-ahead-of-intha-day.html>

*Myanmar Times*, 7 avril 2014: «Yangon's big ticket hotel projects struggle toward the finishing line » :  
<https://www.mmtimes.com/national-news/10085-yangon-s-big-ticket-hotel-projects-struggle-toward-the-finishing-line.html>

*Myanmar Times*, 3 mars 2014 : « A political anatomy of land grabs » :  
<https://www.mmtimes.com/national-news/9740-a-political-anatomy-of-land-grabs.html>

*Myanmar Times*, 13 juin 2014: « Inle Lake could disappear within a century, experts warn » :  
<https://www.mmtimes.com/national-news/10669-inle-under-threat.html>

*Myanmar Times*, 19 janvier 2015 : « Why Myanmar tourists don't add up » :  
<https://www.mmtimes.com/in-depth/12828-why-myanmar-s-tourist-numbers-don-t-add-up.html>

*Myanmar Times*, 2 février 2015 : « Tax stickers, a restaurant headache » :  
<https://www.mmtimes.com/business/12994-tax-stickers-a-restaurant-headache.html>

*Myanmar Times*, 29 octobre 2015 : « Parties accuse Pa-O militia of threats and intimidation » : <https://www.mmtimes.com/national-news/17256-parties-accuse-pa-o-militia-of-threats-and-intimidation.html>

*Myanmar Times*, 22 mars 2016 : « Tourism Ministry aims for 6 million visitors » : <https://www.mmtimes.com/lifestyle/travel/19578-tourism-ministry-aims-for-6-million-visitors.html>

*Myanmar Times*, 28 mars 2016 : « Accor Hotels plans six new properties in Myanmar » : <https://www.mmtimes.com/business/property-news/19680-accorhotels-plans-six-new-properties-in-myanmar.html>

*Myanmar Times*, 28 mars 2016 : « Tourism industry looks to new minister for more support » : <https://www.mmtimes.com/lifestyle/travel/19676-tourism-industry-looks-to-new-minister-for-more-support.html>

*Myanmar Times*, 8 novembre 2016 : « Authorities crack down on unlicensed tourist taxis » : <https://www.mmtimes.com/business/23537-authorities-crack-down-on-unlicensed-tourist-taxis.html>

*Myanmar Times*, 17 mars 2017 : « The secretariat proposed to serve as a museum » : <https://www.mmtimes.com/business/25370-the-secretariat-proposed-to-serve-as-a-museum.html>

*Myanmar Times*, 3 avril 2017 : « Increased tourists lead to higher revenue in Bagan » : <https://www.mmtimes.com/national-news/25552-increased-tourists-lead-to-higher-revenue-in-bagan.html>

*Myanmar Times*, 28 avril 2017 : « Myanmar registers more tourist arrivals » : <https://www.mmtimes.com/lifestyle/travel/25783-myanmar-registers-more-tourist-arrivals.html>

*Myanmar Times*, 8 novembre 2017 : « Authorities crack down on unlicensed tourist taxis » : <https://www.mmtimes.com/business/23537-authorities-crack-down-on-unlicensed-tourist-taxis.html>

*Myanmar Times*, 6 décembre 2017 : « Myanmar woos China, southeast asian tourists » : <https://www.mmtimes.com/news/myanmar-woos-china-southeast-asian-tourists.html>

*Myanmar Times*, 12 décembre 2017 : « Ethnic Intha party seeks self-administration for Inle Lake » : <https://www.mmtimes.com/news/ethnic-intha-party-seeks-self-administration-inle-lake.html>

*Myanmar Times*, 23 janvier 2018 : « KBZ bank largest taxpayer for six consecutive years » : <https://www.mmtimes.com/news/kbz-bank-largest-taxpayer-six-consecutive-years.html>

*Myanmar Times*, 30 mars 2018 : « Government junks hotel project in Bagan » : <https://www.pressreader.com/myanmar/the-myanmar-times-weekend/20180330>

*Myanmar Times*, 3 avril 2018 : « Myanmar upgrade 3 local airports to receive Chinese tourists » : <https://www.mmtimes.com/news/myanmar-upgrade-3-local-airports-receive-chinese-tourists.html>

*Myanmar Times*, 9 avril 2018 : « Shan allows collection of entrance fees at Inle » : <https://www.mmtimes.com/news/shan-allows-collection-entrance-fees-inle.html>

*Myanmar Times*, 8 juin 2018 : « Officials optimistic about Kayah State tourism prospects » : <https://www.mmtimes.com/news/officials-optimistic-about-kayah-state-tourism-prospects.html>

*Myanmar Times*, 26 juillet 2018 : « Myanmar grants free visa allowances to Asian visitors » : <https://www.mmtimes.com/news/myanmar-grants-free-visa-allowances-asian-visitors.html>

*Myanmar Times*, 12 juin 2019 : « Authorities urged to take action against growing zero-dollar tourism » : <https://www.mmtimes.com/news/authorities-urged-take-action-against-growing-zero-dollar-tourism.html>

*New Light of Myanmar*, 16 octobre 2003 : « Vice-Senior-General Maung Aye pays respect to remains of Shwekyin Sasanabaing XIII in Nyaungshwe » : <http://www.ibiblio.org/obl/docs/NLM2003-10-16.htm>

*New Mandala*, 30 novembre 2017 : « Should we boycott Myanmar ? » : <https://www.newmandala.org/boycott-myanmar-tourism/>

*New York Times*, 3 septembre 1998 : « Thousands of Burmese students protest as political tension rises » : <http://www.nytimes.com/1998/09/03/world/thousands-of-burmese-students-protest-as-political-tension-rises.html>

*Radio Free Asia*, 27 septembre 2018 : « အင်းလေးဒေသကိုအင်းတိုင်းရင်းသားတွေရဲ့ကိုယ်ပိုင်အုပ်ချုပ်ခွင့်

ရရှိရေးကြိုးပမ်းမည် » : <https://www.rfa.org/burmese/news/innlay-lake-09272018023505.html>

*Reuters*, 21 septembre 2015 : « Myanmar's Suu Kyi promises voters corruption free government » : <https://www.reuters.com/article/us-myanmar-politics-idUSKCN0RL0D120150921>



*Shan Herald Agency for News*, 1er septembre 2017: « Shan farmers take land grab grievances to State Hluttaw committee » : <https://www.bnionline.net/en/news/shan-state/item/3446-shan-farmers-take-land-grab-grievances-to-state-hluttaw-committee.html>

*The Straits Times*, 15 mars 1905 : « A traveller's impressions » : <http://eresources.nlb.gov.sg/newspapers/Digitised/Article/straitstimes19050315-1.2.42>

*The Irrawaddy*, juin 2000 : « Burmese Tycoons, part 1 » : [https://www2.irrawaddy.com/article.php?art\\_id=1923](https://www2.irrawaddy.com/article.php?art_id=1923)

*The Irrawaddy*, juin 2007 : « Aung Thaung : The untouchable minister » : [http://www2.irrawaddy.com/article.php?art\\_id=7327](http://www2.irrawaddy.com/article.php?art_id=7327)

*The Irrawaddy*, 30 mai 2008 : « The Depayin massacre, five years later » : [http://www2.irrawaddy.com/article.php?art\\_id=12393](http://www2.irrawaddy.com/article.php?art_id=12393)

*The Irrawaddy*, septembre 2008 : « Tracking the tycoons » : [https://www2.irrawaddy.com/article.php?art\\_id=14151&page=1](https://www2.irrawaddy.com/article.php?art_id=14151&page=1)

*The Irrawaddy*, 1<sup>er</sup> décembre 2009 : « Strengthening Kyat gets the experts thinking » :

[http://www2.irrawaddy.com/opinion\\_story.php?art\\_id=17328](http://www2.irrawaddy.com/opinion_story.php?art_id=17328)

*The Irrawaddy*, 25 juin 2010 : « EC favoring pro-junta ethnic parties » : [https://www2.irrawaddy.com/article.php?art\\_id=18807](https://www2.irrawaddy.com/article.php?art_id=18807)

*The Irrawaddy*, 20 juillet 2010 : « Inle Lake Conference proposes freeze on new hotels » : [http://www2.irrawaddy.com/article.php?art\\_id=19011](http://www2.irrawaddy.com/article.php?art_id=19011)

*The Irrawaddy*, 28 mai 2013 : « As foreigners trickle into Chin State, Tourism industry faces hurdles » : <https://www.irrawaddy.com/news/burma/as-foreigners-trickle-into-chin-state-tourism-industry-faces-hurdles.html>

*The Irrawaddy*, 14 octobre 2013 : « Ready or not, the tourists are coming » : <https://www.irrawaddy.com/news/burma/ready-tourists-coming.html>

*The Irrawaddy*, 19 février 2014 : « Where the Deal-makers Meet » :  
<https://www.irrawaddy.com/business/deal-makers-meet.html>

*The Irrawaddy*, 22 août 2014 : « Thein Sein admits corruption, bribery are chronic in Burma » : <https://www.irrawaddy.com/news/burma/thein-sein-admits-corruption-bribery-chronic-burma.html>

*The Irrawaddy*, 28 janvier 2015 : « Government to push for ambitious 4.5 million visitor target » : <https://www.irrawaddy.com/business/govt-push-ambitious-4-5m-tourist-visitor-target.html>

*The Irrawaddy*, 9 avril 2015 : « Foreign Investment Soars to Record \$8B in 2014-15 » :  
<https://www.irrawaddy.com/business/foreign-investment-soars-to-record-8b-in-2014-15.html>

*The Irrawaddy*, 15 oct 2015: « Long-Sought Ceasefire Signed in Naypyidaw » :  
<https://www.irrawaddy.com/news/burma/long-sought-ceasefire-signed-in-naypyidaw.html>

*The Irrawaddy*, 20 janvier 2016 : « Deadly clashes reported between Ta'ang and SSA-S forces » : <https://www.irrawaddy.com/news/burma/deadly-clashes-reported-between-taang-and-ssa-s-forces.html>

*The Irrawaddy*, 5 mai 2016 : « New tourism plan highlights local communities » :  
<https://www.irrawaddy.com/news/burma/new-tourism-plan-highlights-local-communities.html>

*The Irrawaddy*, 14 septembre 2016 : « Tourism ministry warns guesthouses against hosting foreign travellers » : <https://www.irrawaddy.com/news/burma/tourism-ministry-warns-guesthouses-against-hosting-foreign-travelers.html>

*The Irrawaddy*, 8 octobre 2016 : « Military Officials, Cronies Released from US Blacklist » :  
<https://www.irrawaddy.com/news/burma/military-officials-cronies-released-us-blacklist.html>

*The Irrawaddy*, 2 février 2018 : « Myanmar to host first tour for ASEAN travel bloggers, writers » : <https://www.irrawaddy.com/travel/myanmar-host-first-tour-asean-travel-bloggers-writers.html>

*The Irrawaddy*, 10 octobre 2018 : « Inspection report recommend canceling controversial Hotel Project at Inle Lake » :

<https://www.irrawaddy.com/news/burma/inspection-report-recommend-canceling-controversial-hotel-project-inle->

[lake.html?fbclid=IwAR1KAtUziVMs\\_1CUBXnssqdSGZCxcgRI7YZbCpNwf4WXo\\_mOiV4gl6X\\_XZVkc](https://www.facebook.com/IwAR1KAtUziVMs_1CUBXnssqdSGZCxcgRI7YZbCpNwf4WXo_mOiV4gl6X_XZVkc)

*The Irrawaddy*, 11 décembre 2018 : « Gov't says most locals support ex-dictator's son's Inle Lake Hotel project » : [https://www.irrawaddy.com/news/govt-says-locals-support-ex-dictators-sons-inle-lake-hotel-project.html?fbclid=IwAR1ON\\_rWW31TPUuczC01fhZcVLFLouGVvsolzxtT3vthL6foLIXFMM\\_YFTP0](https://www.irrawaddy.com/news/govt-says-locals-support-ex-dictators-sons-inle-lake-hotel-project.html?fbclid=IwAR1ON_rWW31TPUuczC01fhZcVLFLouGVvsolzxtT3vthL6foLIXFMM_YFTP0)

*The Irrawaddy*, 7 janvier 2019 : « Pa-O villagers seek refuge in wa zone » :

<https://www.irrawaddy.com/news/pa-o-villagers-seek-refuge-wa-zone.html>

*The Irrawaddy*, 25 septembre 2019 : « Badly behaved Chinese tourists draw local ire in Myanmar » : <https://www.irrawaddy.com/opinion/analysis/badly-behaved-chinese-tourists-draw-local-ire-in-myanmar.html>

*TTG Asia*, 23 janvier 2017 : « Quality over quantity in tourism, trade urges Asian NTOs » : <https://www.ttgasia.com/2017/01/23/quality-over-quantity-in-tourism-trade-urges-asian-ntos/>

*Vogue* : « 8 reasons to skip Thailand and head to Myanmar instead » : <https://www.vogue.com/article/why-to-visit-myanmar-instead-of-thailand>

*Wired News*, 15-16 septembre 1995 : Foreign Media Blamed for Hurting Burma's Tourism

<http://www.burmalibrary.org/reg.burma/archives/199509/msg00103.html>